PIERRE RAZOUX

LA GUERRE IRAN IRAK

Première guerre du Golfe 1980-1988



PERRIN


PIERRE RAZOUX
LA GUERRE
IRAN
IRAK
Première guerre
du Golfe 1980-1988
PERRIN

DU MÊME AUTEUR

La Guerre des Malouines (en collaboration avec Charles Maisonneuve), éditions Larivière, 2002. Primé par l'Académie de Marine.

Le Chili en guerre, éditions Economica, préface de l'amiral Pierre Lacoste, 2005.

La Guerre des Six-Jours : du mythe à la réalité, éditions Economica, préface de l'amiral Pierre Lacoste, 2e édition, 2006.

Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne, éditions Perrin, 2006 (édition actualisée en collection « Tempus », 2008).

Histoire de la Géorgie, éditions Perrin, 2009.

La Guerre du Kippour d'octobre 1973, éditions Economica, 2e édition, 2011.

Pierre Razoux

La guerre Iran-Irak
1980-1988

Première guerre du Golfe

PERRIN

Ouvrage publié sous la direction éditoriale de Mary Leroy

Éditions Perrin, un département d'Édi8,
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

EAN : 978-2-262-04355-1

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

Pour André Martel
et Jacques Frémeaux,
qui savent combien je leur suis redevable.

« Il est toujours facile de commencer une guerre,
plus difficile de la terminer. »

SALLUSTE

« La guerre est une aubaine. »

Ayatollah KHOMEINY

Avant-propos

En prononçant à bord du porte-avions *Abraham Lincoln* son discours « Mission accomplie », le 1er mai 2003, George W. Bush avait-il conscience qu'il venait d'offrir au régime islamique iranien – l'un de ses plus farouches adversaires – la victoire contre l'Irak dont celui-ci rêvait depuis 1980 ? En pulvérisant l'armée irakienne en quelques semaines et en mettant à bas le régime baassiste de Saddam Hussein, le 43e président des Etats-Unis venait d'accomplir ce que le régime des mollahs n'était jamais parvenu à faire en huit années d'une guerre terrible contre Bagdad (septembre 1980-août 1988). Ce faisant, George W. Bush avait profondément bouleversé l'équilibre géopolitique dans la région du Golfe, que son père, vice-président, puis président des Etats-Unis, s'était pourtant acharné à maintenir. Ce dernier n'avait pas hésité à se rapprocher de Saddam Hussein, estimant que le dictateur irakien représentait le meilleur bouclier contre l'expansionnisme radical chiite révolutionnaire prôné par l'ayatollah Khomeiny. Quelques années plus tard, il épargnerait Saddam Hussein alors qu'il envahissait le Koweït, afin de poursuivre sa stratégie d'endiguement de l'Iran. L'idéologie néoconservatrice s'était ensuite substituée à la *realpolitik* pour tenter de redessiner un nouveau Moyen-Orient.

En se retirant d'Irak au mois de décembre 2011, après plus de huit années d'occupation militaire, les Etats-Unis allaient permettre à l'Iran de tirer tous les bénéfices escomptés de cette nouvelle donne géopolitique. Ali Khamenei, Akbar Hashemi Rafsandjani, Mohammed Khatami et Hassan Rohani ont dû sourire en constatant que l'administration américaine avait fait leur travail : mettre en place un état irakien faible, divisé et dominé par la communauté chiite, trois objectifs majeurs que le pouvoir iranien n'était jamais parvenu à accomplir, malgré tous ses efforts. La République islamique d'Iran pouvait dès lors célébrer sa victoire, vingt-trois ans après sa défaite.

La guerre Iran-Irak a marqué un tournant dans l'histoire du Moyen-Orient. On ne peut pas comprendre la situation qui prévaut aujourd'hui dans le Golfe,

qu'il s'agisse du dossier nucléaire iranien ou des crises politiques irakienne et iranienne, sans saisir les mécanismes complexes, les haines recuites, les luttes de pouvoir implacables, mais aussi les frustrations et les craintes persistantes qui découlent directement de cette guerre impitoyable qui a durablement marqué l'imaginaire collectif des peuples de cette région, tout comme celui des Occidentaux[1]. Qui a oublié ces images troublantes d'enfants soldats jetés dans la tourmente des batailles, de tranchées ensanglantées, de villes en ruines, de raffineries en flammes, de cadavres gazés, de chars embourbés et de pétroliers en feu ?

Pourtant, la guerre entre l'Irak et l'Iran fut bien plus que cela. Dernier conflit majeur de l'ère de la guerre froide, elle a montré l'importance du concept de sécurité des approvisionnements énergétiques et contraint plusieurs Etats occidentaux à s'impliquer durablement dans le Golfe. En permettant au régime islamique iranien de survivre et de se renforcer, cette guerre allait engendrer de nouveaux rapports de forces politiques et militaires dans la région et amplifier le terrorisme au Proche-Orient et en Europe. Sur le plan militaire, elle ferait office de laboratoire pour la mise au point de tactiques novatrices, tout en servant de banc d'essai aux armes les plus modernes.

La guerre Iran-Irak, la plus longue du XXe siècle, reste d'actualité et ses conséquences sont toujours perceptibles : marginalisation de l'Irak, radicalisation de l'Iran, accélération du programme nucléaire iranien. Compte tenu de l'évolution politique de ces deux vieilles nations, il n'est pas impossible qu'elles puissent s'affronter de nouveau pour refaire leur unité et renforcer la légitimé contestée des pouvoirs en place, en instrumentalisant, une fois de plus, le nationalisme, le sectarisme religieux et la xénophobie. La presse irakienne, même dominée par les chiites, n'exhume-t-elle pas régulièrement la question du statut du Chatt el-Arab ? Le successeur de Nouri al-Maliki, quel qu'il soit, pourrait être tenté de faire jouer une nouvelle fois la fibre nationaliste pour sauver l'Irak de la désintégration. S'il choisissait cette voie, il n'aurait le choix qu'entre les trois seules options qui ont toujours mobilisé les Arabes irakiens : la mise au pas des Kurdes, la récupération du Koweït et la question du Chatt el-Arab. La première lui sera interdite par la Turquie et les Etats-Unis qui ont trop d'intérêts – notamment énergétiques – dans l'actuelle région autonome du Kurdistan irakien. La seconde ne pourra être retenue car les Etats-Unis se sont posés en protecteurs du Koweït et seront prêts à se battre pour sa sauvegarde. Reste la troisième option, face à l'Iran, dont les risques pourraient apparaître acceptables, si ce pays restait durablement au ban de la communauté internationale. D'un point de vue irakien, cette dernière option pourrait en outre présenter l'avantage d'un rapprochement avec les monarchies du Golfe, trop

heureuses de voir l'Irak jouer de nouveau le rôle de bouclier face au régime révolutionnaire des mollahs iraniens.

Aujourd'hui, cette guerre suscite encore un certain nombre d'interrogations. Pourquoi Saddam Hussein s'est-il lancé dans ce conflit coûteux, long et inutile ? Pourquoi celui-ci a-t-il duré huit ans, alors qu'il aurait pu se conclure en trois mois ? Quel a été le jeu des grandes puissances et celui de la France ? Quel a été l'impact du facteur pétrolier ? En quoi certaines affaires qui ont défrayé la chronique (Irangate, Luchaire, Gordji, Eurodif, attentats en France, prises d'otages au Liban) sont-elles liées à ce conflit ? Qui sont les véritables vainqueurs de cette guerre ? C'est à toutes ces questions que je me suis efforcé de répondre dans cet ouvrage, fruit de dix années de recherches qui m'ont conduit de Paris aux capitales du Golfe, en passant par Washington, Londres, Rome, Istanbul, Beyrouth, Le Caire, Jérusalem et Amman. Je me suis appuyé sur les rares ouvrages de référence, sur de précieuses archives militaires inédites et sur des sources orales extraordinaires jamais exploitées auparavant : témoignages d'acteurs impliqués dans cette histoire (notamment iraniens), de généraux irakiens ayant quitté l'Irak après la chute du régime baassiste, et d'analystes ayant étudié le déroulement des hostilités.

Au cours de mes recherches, j'ai eu accès aux fameuses « bandes audio de Saddam » que l'armée américaine a saisies à Bagdad en 2003. Le dictateur irakien savait qu'il était un tribun, pas un écrivain. Conscient qu'il ne laisserait pas d'ouvrage à la postérité et souhaitant que son peuple se souvienne de lui, il avait systématiquement mis sur écoute les lieux de pouvoir et salles de réunions, afin que ses discours et interventions soient enregistrés. Le but était de laisser une trace permettant aux historiens irakiens de magnifier ses décisions majeures, après sa mort, mais également de surveiller ses adjoints et ses ministres. Ces enregistrements retracent bien évidemment les discussions d'état-major entre Saddam Hussein et ses généraux, notamment pendant les phases cruciales de la guerre. Ce fut pour moi une expérience fascinante que d'étudier les retranscriptions d'une partie de ces bandes, et d'assister par procuration à ces débats bien souvent téléguidés par le président irakien, mais pas toujours, car ce dernier savait faire preuve d'une étonnante capacité d'écoute.

Ce trésor est aujourd'hui précieusement conservé à Washington par la *National Defence University* et peut être consulté sur place, sous certaines conditions, en contactant le *Conflict Records Research Center* à l'adresse Internet CRRC@ndu.edu[2].

Ces informations patiemment accumulées, puis recoupées, nourrissent mon récit, bien différent de celui qui est véhiculé depuis trente ans. Elles m'ont permis également de reconstituer l'état précis des forces en présence,

l'estimation raisonnable des pertes et le volume réel de l'aide militaire apportée aux belligérants, notamment par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. A cet égard, la France s'est distinguée par sa posture délicate, puisqu'elle s'est rangée aux côtés de l'Irak, mais n'a cessé de négocier avec l'Iran.

Ce récit est aussi une réflexion sur le pouvoir, car chacun des protagonistes a instrumentalisé la guerre pour le conserver et le renforcer, dans le cas de Saddam Hussein et de l'ayatollah Khomeiny, ou pour le conquérir, dans celui d'Akbar Hashemi Rafsandjani et d'Ali Khamenei (l'actuel guide de la révolution islamique). Un quart de siècle plus tard, la rivalité entre ces deux derniers personnages alimente toujours les luttes de pouvoir à Téhéran, influençant la gestion de dossiers cruciaux. L'élection récente du président Hassan Rohani en est le dernier avatar. La manière dont les islamistes iraniens sont parvenus à s'emparer du pouvoir en marginalisant leurs rivaux les uns après les autres est également riche d'enseignements, au regard des révolutions en cours dans le monde arabe.

En dernier lieu, il me faut rappeler que je m'exprime à titre personnel et que mes propos n'engagent ni le ministère de la Défense ni l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM). Surtout, je n'ai pas voulu imposer une lecture particulière de l'histoire, mais je n'ai cherché qu'à la faire progresser en démontant de nombreux mythes, de manière à ouvrir de nouvelles pistes de réflexion.

P. R.

1
L’escalade

Pendant l’hiver 1979-1980, les relations se détériorent brutalement entre l’Iran et l’Irak, alors qu’elles paraissaient apaisées depuis de longues années. Des manifestations violentes se déroulent devant l’ambassade irakienne à Téhéran, appelant au renversement du régime baassiste de Saddam Hussein. Des drapeaux et des effigies du président irakien sont brûlés devant des représentants de la presse internationale. Dans la province frontalière du Khouzistan (littéralement « la terre des tours »), longtemps revendiquée par Bagdad et peuplée majoritairement d’arabophones, le consulat irakien de Khorramchahr est saccagé et son consul expulsé. De nombreuses écoles enseignant l’arabe sont vandalisées et leurs enseignants molestés. Prétextant la présence en Irak de moudjahidin hostiles à la révolution islamique, le régime iranien envoie son aviation survoler l’espace aérien irakien et simuler des attaques sur des casernes irakiennes. Bagdad riposte en bombardant plusieurs villages frontaliers, en ordonnant la fermeture des consulats iraniens de Bassora et Karbala et en réaffirmant ses droits sur le fleuve Chatt el-Arab (qui s’étend sur 250 kilomètres du point de convergence du Tigre et de l’Euphrate, jusqu’à son embouchure dans le Golfe arabo-persique), dont les 100 derniers kilomètres forment la frontière entre l’Irak et l’Iran. Ce fleuve, dont la largeur varie de 400 à 1 500 mètres, alimente un vaste delta couvert de marais sur les rives desquels l’Irak et l’Iran ont construit deux des plus grandes raffineries pétrolières du monde : Bassora et Abadan.

La guerre des communiqués

Le 8 février 1980, dans une allocution télévisée, Saddam Hussein, sanglé dans son traditionnel uniforme vert olive, en appelle à la solidarité de tous les pays arabes pour l’aider à s’opposer, par tous les moyens, aux provocations

iraniennes. Dans le monde arabe, chacun comprend que le président irakien n'a désormais plus qu'une idée en tête : faire échec aux manœuvres de l'Iran, par la force si nécessaire.

En Iran, la répression, initiée par les révolutionnaires qui ont chassé le chah du pouvoir en février 1979, se poursuit, sauvage et impitoyable. Les combats sont féroces entre gardiens de la révolution et anciens supporters du chah. La situation reste chaotique. Chapour Bakhtiar, dernier Premier ministre du régime impérial, réfugié en France, rajoute un peu d'huile sur le feu en déclarant avec emphase : « Khomeiny, c'est bientôt fini, cela durera sept ou huit mois tout au plus ! Moins d'un an, en tout cas. C'est une certitude[1]. » A Bagdad, de tels propos sont accueillis comme la preuve d'un affaiblissement de l'armée iranienne. Les opposants iraniens réfugiés à Bagdad ne dressent-ils pas un tableau apocalyptique de la situation régnant dans leur pays, faisant écho aux rapports des services de renseignement irakiens[2] ? Ils tentent en tout cas de convaincre le régime baassiste de les aider à renverser le gouvernement provisoire, soulignant l'anarchie ambiante, l'effondrement de l'administration, les purges et les désertions qui rendent l'armée inopérante. Les autorités irakiennes, prudentes, les soutiennent du bout des lèvres, dubitatives quant à leur capacité réelle à mettre à bas le régime révolutionnaire. Elles préfèrent agir en sous-main en armant les mouvements indépendantistes qui tentent de s'émanciper du pouvoir central iranien, que ce soit au Kurdistan, au Baloutchistan ou bien encore dans la province du Khouzistan riche en pétrole.

Pendant ce temps, l'escalade verbale se poursuit entre Téhéran et Bagdad. Le 15 mars 1980, l'ayatollah Khomeiny interpelle l'opinion publique irakienne en ces termes : « O peuple irakien, méfie-toi de tes dirigeants et fais la révolution jusqu'à la victoire. » Six jours plus tard, son fils Ahmed se veut plus menaçant encore et déclare : « Nous devons déployer tous les efforts nécessaires afin d'exporter la révolution dans les autres pays et rejeter l'idée de la contenir dans nos seules frontières[3]. » De son côté, le pouvoir irakien réclame l'abrogation de l'accord d'Alger du 6 mars 1975, lorsque Saddam Hussein et le chah d'Iran avaient annoncé, devant les caméras du monde entier, qu'ils avaient conclu un accord pour mettre un terme à leurs divergences. Aux termes de celui-ci, les deux parties s'étaient entendues pour procéder à la démarcation définitive de leurs frontières terrestre et fluviale, contestées pendant des siècles[4]. La frontière fluviale passerait désormais au milieu du Chatt el-Arab et non plus le long de la rive persane, comme auparavant.

Le 1er avril 1980, Tarek Aziz, l'un des plus proches collaborateurs de Saddam Hussein, figure de proue de la communauté chrétienne irakienne, est victime d'un attentat alors qu'il prononce un discours à l'université de Bagdad.

Une grenade éclate à quelques mètres de lui, le blessant légèrement. Une dizaine d'étudiants sont tués. Un activiste chiite est aussitôt arrêté. Les services irakiens l'accusent d'être un agent infiltré de la Savama iranienne, le nouveau service d'espionnage qui a succédé à la redoutable Savak. Le lendemain, le président irakien fait une déclaration fracassante affirmant que le sang versé ne sera pas oublié. Trois jours plus tard, lors des funérailles des victimes de l'attentat, une nouvelle attaque ensanglante la capitale irakienne. Cette fois, c'est une bombe artisanale, lancée depuis l'école iranienne située sur le parcours du cortège funéraire, qui fait plusieurs dizaines de morts et de blessés. Le régime irakien pousse des cris d'orfraie et pointe Téhéran du doigt. Le président iranien Bani Sadr réagit immédiatement et accuse Bagdad de provocation grossière, dénonçant l'idéologie baassiste « qui n'est qu'un amalgame des doctrines nazie, fasciste et marxiste[5] ». Le ton monte. A Téhéran, l'ayatollah Beheshti déclare à la presse internationale que « Saddam, le boucher de Bagdad, le complice de Menahem Begin, n'est qu'une marionnette aux mains des Etats-Unis[6] ». La provocation fait mouche, car le dictateur irakien, animé d'une haine pathologique à l'égard des juifs, se veut à la pointe du combat contre Israël et ne tolère pas que l'on puisse mettre en doute ses lettres de créances dans ce domaine. Puisque les ayatollahs semblent déterminés à déterrer la hache de guerre, ils trouveront à qui parler. Saddam Hussein adresse une mise en garde très ferme à l'ayatollah Khomeiny et saisit le Conseil de sécurité des Nations unies, réclamant le vote d'une résolution condamnant l'occupation illégale par l'Iran des îlots émiriens Tomb et Abou Moussa (situés près du détroit d'Ormuz). Et pour que Ruhollah Khomeiny prenne conscience de sa détermination, il ordonne l'exécution immédiate de l'ayatollah Mohammed al-Sadr, compagnon d'exil du guide suprême de la révolution iranienne[7]. Parallèlement, il ordonne l'expulsion vers l'Iran de quarante mille Irakiens d'origine iranienne. Khomeiny réagit en appelant ouvertement au renversement de Saddam Hussein et en critiquant vertement le « régime monstrueux et perverti du parti Baas d'Irak, véritable Petit Satan qui s'est mis au service du Grand Satan [les Etats-Unis] ». Il ne cache plus ses intentions, allant même jusqu'à déclarer : « Nous voulons fonder un Etat islamique qui réunisse l'Arabe, le Persan, le Turc et les autres nationalités sous la bannière de l'Islam[8]. » Cette déclaration suscite le branle-bas de combat parmi les monarchies du Golfe, qui comprennent qu'il va leur falloir s'unir d'une manière ou d'une autre, mais aussi soutenir le régime de Saddam pour contenir l'expansionnisme chiite iranien.

Sur le terrain, les accrochages se poursuivent. Mi-avril, une patrouille iranienne mitraille un poste frontalier, en riposte à l'attaque d'une position iranienne par des hélicoptères irakiens. La guerre psychologique s'accélère. Le

27 avril 1980, Radio Téhéran annonce l'assassinat de Saddam Hussein. La fausse nouvelle vise à déstabiliser le régime irakien. Trois jours plus tard, l'ambassade d'Iran à Londres est attaquée par un commando se réclamant d'un mouvement révolutionnaire démocratique pour la libération de l'Arabistan, jusqu'alors inconnu. Téhéran y voit la marque des services spéciaux irakiens. Le *Special Air Service* britannique, appelé à la rescousse, doit intervenir cinq jours plus tard pour libérer les diplomates iraniens pris en otages.

Pour corser un peu plus la situation, l'Iran accorde le droit d'asile aux frères Barzani, deux des chefs historiques de la rébellion kurde qui a ensanglanté le nord de l'Irak en 1974-1975. Les deux frères Idriss et Massoud Barzani en profitent pour ressusciter leurs réseaux de *peshmergas* (littéralement les « combattants de la liberté »). Le gouvernement irakien, qui ne souhaite pas rallumer la guerre sur le front kurde, multiplie les concessions à l'égard de leur grand rival, Jalal Talabani, tout en se lançant dans une série de raids meurtriers visant les *peshmergas* ralliés aux frères Barzani. Jalal Talabani en profite pour asseoir son emprise sur les villes du Kurdistan irakien, notamment dans la région pétrolière de Kirkouk, laissant à ses rivaux le contrôle de la zone montagneuse frontalière. Il négocie l'entente suivante avec Saddam Hussein : en échange d'une plus grande autonomie régionale, ses partisans cessent de harceler militairement le régime. Le président irakien y trouve son compte, puisqu'il divise la guérilla kurde et évite la constitution d'un front uni contre lui.

Pendant ce temps, la situation reste toujours aussi chaotique en Iran. Le président Bani Sadr intensifie les opérations contre les opposants du nouveau régime. Il maintient les forces armées sous étroite surveillance, craignant un coup d'Etat. Non sans raison, car le 4 juillet 1980, le général Oveyssi, ancien chef de la garde impériale, déclare avec assurance pouvoir se rendre maître de Téhéran avant la fin de l'été ! De fait, un vaste complot militaire est déjoué dans la nuit du 9 au 10 juillet, quelques heures avant son déclenchement. Ce coup d'Etat, orchestré depuis Paris par le général Oveyssi et Chapour Bakhtiar, devait être déclenché sur la base aérienne de Nojeh, près de Hamadan, par les généraux Saïd Mahdiyoun et Ayat Mohagheghi. Cette base abritant de puissants chasseurs Phantom avait été choisie par les mutins pour sa proximité avec la capitale iranienne. Une trentaine d'appareils, lourdement armés, auraient dû bombarder à l'aube la résidence de l'ayatollah Khomeiny, le palais présidentiel, le siège du gouvernement et plusieurs casernes de gardiens de la révolution. Des détachements de soldats fidèles au chah, renforcés par plusieurs bataillons de l'armée de terre, auraient ensuite été héliportés dans la capitale pour s'emparer des symboles du pouvoir.

Le régime révolutionnaire réagit férocement. Plus de 600 officiers et sous-officiers sont arrêtés, y compris une cinquantaine de pilotes. La plupart sont exécutés après un procès sommaire supervisé par les gardiens de la révolution. Ces derniers ont investi les principales bases aériennes. L'aviation, qui souffrait déjà des purges touchant ses personnels[9], d'un entraînement insuffisant des équipages et du manque de pièces de rechange, se retrouve cette fois complètement désorganisée. La plupart des avions et des hélicoptères de combat seront cloués au sol pendant plusieurs semaines. Quant au général Oveyssi et à Chapour Bakhtiar, leur participation active à cette conjuration signera leur arrêt de mort. Le régime iranien les poursuivra de sa vindicte implacable pendant des années[10].

Saddam Hussein a-t-il appuyé cette tentative de coup d'Etat ? Rien ne permet de l'affirmer. Certes, plusieurs avions de chasse irakiens ont franchi la frontière iranienne pour attaquer une station radar située à proximité de la base de Nojeh, au moment précis où devait être déclenché le coup d'Etat. Ceux qui pensent qu'il y a eu collusion entre les conjurés et le régime irakien font valoir que cette attaque aérienne devait servir de prétexte au décollage des Phantom iraniens, afin d'endormir la méfiance des militaires restés loyaux au gouvernement révolutionnaire. Mais dans ce cas, pourquoi l'armée irakienne ne se trouvait-elle pas en état d'alerte ? Et pourquoi les moudjahidin iraniens réfugiés en Irak ne se tenaient-ils pas prêts à franchir la frontière pour aller prêter main-forte aux mutins ? Il semble en réalité peu probable que Saddam Hussein ait joué un rôle majeur dans ce complot, d'autant plus qu'il haïssait les Iraniens et n'accordait que peu de crédit à leurs opposants. Tout indique qu'il a fait preuve d'attentisme, même s'il était certainement au courant de l'imminence d'une action d'envergure visant à renverser le régime islamique, probablement informé par le roi Hussein de Jordanie et le roi Khaled d'Arabie Saoudite, eux-mêmes prévenus par la CIA qui appuyait discrètement les réseaux militaires fidèles au chah.

Saddam choisit la guerre

L'échec de ce complot renforce Saddam Hussein dans ses convictions. Tout d'abord, le président irakien réalise qu'il est illusoire d'espérer qu'un coup d'Etat militaire puisse balayer la révolution islamique. Il comprend que l'opposition iranienne, malgré le soutien actif de la CIA, n'a pas plus de chances d'y parvenir. Les Kurdes, les Azéris et les Baloutches se battent pour leur autonomie, voire leur indépendance, pas pour changer le régime à Téhéran. Saddam saisit également qu'il est illusoire d'espérer une intervention militaire

des Etats-Unis ou de l'Union soviétique, empêtrée en Afghanistan depuis plus de six mois. Quant à compter sur les pétromonarchies, cela relève de la plaisanterie. Il en tire donc la conclusion qu'il lui faut agir rapidement pour affaiblir durablement le régime iranien, à défaut de pouvoir le renverser. Les deux régimes se trouvent désormais sur une trajectoire de collision. Les invectives et les provocations sont allées trop loin pour qu'elles puissent être pardonnées. Le dictateur irakien est fermement convaincu que l'ayatollah Khomeiny veut sa perte, qu'il ne transigera plus et qu'il fera tout pour l'abattre. Pour sauver son pouvoir, Saddam Hussein en arrive à la conclusion logique qu'il lui faut attaquer préventivement l'Iran. Il devrait ainsi pouvoir fragiliser le régime de Khomeiny, peut-être même précipiter sa chute. Il pourra surtout rétablir la souveraineté irakienne sur l'ensemble du Chatt el-Arab et laver l'affront de l'accord d'Alger qu'il a vécu comme une humiliation. Et s'il peut s'emparer au passage de quelques territoires iraniens limitrophes riches en pétrole, tant mieux ! Le moment semble d'autant plus propice que l'armée iranienne, désorganisée par la révolution et l'embargo occidental, n'est plus que l'ombre d'elle-même[11]. Ce qu'il en reste est éclaté sur plusieurs fronts pour combattre les séparatistes kurdes, azéris, arabes et baloutches, avec l'assistance des gardiens de la révolution. Les rapports des services secrets irakiens stipulent en outre qu'après l'échec du complot de Nojeh, l'aviation iranienne, qui constituait le fer de lance de l'armée impériale, est clouée au sol. Le dictateur irakien estime qu'une guerre rapide avec l'Iran lui permettra d'occuper ses militaires et d'accroître son prestige. Il semble d'autant plus confiant que son programme nucléaire progresse dans la bonne direction, alors que celui de l'Iran a été stoppé brutalement par les révolutionnaires. D'après ses experts, la centrale « Osirak », construite avec l'aide de la France sur le site d'Al-Tawita (au bord du Tigre, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Bagdad), devrait être opérationnelle d'ici une quinzaine de mois, permettant à l'Irak de changer de catégorie et de jouer dans la cour des grands.

Enfin, en attaquant l'Iran, Saddam Hussein est persuadé de s'imposer comme le chef de file du monde arabe, marginalisant ainsi le Syrien Hafez el-Assad, son plus grand rival. Il est convaincu qu'une fois mises devant le fait accompli, les monarchies du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Koweït, n'auront pas d'autre choix que de le soutenir et l'aider financièrement. Les Etats-Unis, selon lui, ne bougeront pas et feront preuve d'attentisme. Quant aux Européens, Saddam est persuadé que ceux-ci le suivront, car ils sont inquiets des risques de propagation de la révolution islamique à l'ensemble de la région. Ils ont en outre besoin de lui vendre leurs armes. Son seul souci concerne en fait le Kremlin dont il a du mal à prédire la réaction. Intuitivement, il estime que les

Soviétiques, après avoir perdu toute influence en Egypte, respecteront le traité d'amitié et d'assistance qui les lie à l'Irak et ne prendront pas le risque de perdre un allié de poids au Moyen-Orient.

Mi-juillet, Saddam Hussein convoque son état-major pour lui demander de se tenir prêt à entrer en guerre contre l'Iran, sans toutefois évoquer ni date ni objectif militaire précis. Il donne un mois à ses généraux pour préparer l'armée et lui proposer un plan de bataille cohérent, comme si une telle entreprise ne requérait pas beaucoup plus de temps. La plupart des généraux accueillent la nouvelle avec inquiétude et scepticisme, mais aucun n'a le courage de discuter cette décision, pas même Adnan Khairallah, cousin germain du président, qui occupe le poste convoité de ministre de la Défense et qui jouit d'un réel prestige au sein de l'institution militaire. Tous savent que Saddam est sourd aux conseils qui ne vont pas dans son sens et qu'il élimine sans pitié ceux qui se mettent en travers de ses projets. Raad Majid Rachid Hamdani, l'un de ses officiers, avouera plus tard : « Quand Saddam vous regardait droit dans les yeux, c'était comme s'il pouvait lire à l'intérieur de vous. Ce qui était effrayant avec lui, c'est que vous ne saviez jamais ce qu'il avait en tête. Il avait une personnalité complexe, alternant les moments de sympathie réelle et de cruauté impitoyable. Il pouvait se montrer généreux, ou bien extrêmement mesquin. Il avait un bon esprit de synthèse, mais il pensait de manière tribale et envisageait chaque problème sous un angle politique, pas sous un angle stratégique. Sur le plan tactique, c'était un remarquable manœuvrier. Sur le plan stratégique, 99 % de ses concepts se révélèrent erronés[12]. » Personne n'ose donc prévenir le dictateur qu'il risque de se fourvoyer dans une entreprise incontrôlable, de peur de s'exposer à sa vindicte. Saddam, après avoir réussi à museler ses généraux, ne peut plus compter sur eux pour lui dire la vérité et l'empêcher de commettre une erreur. Car l'armée n'est pas vraiment prête pour la guerre. Les matériels sont certes en cours de modernisation, mais ils restent dans l'ensemble inférieurs à ceux dont dispose l'armée iranienne. L'entraînement laisse à désirer. La logistique ne suit pas. La motivation reste faible. Les militaires irakiens seraient prêts à se battre pour défendre leur pays, pour faire le coup de feu contre les Kurdes ou pour envahir le Koweït qu'ils considèrent comme faisant partie intégrante de l'Irak, mais agresser l'Iran, c'est une tout autre affaire ! Sans enthousiasme, l'état-major irakien se lance donc, dans le plus grand secret, dans la préparation d'une offensive militaire de grande ampleur. Tous savent que leur président ne tolérera aucune fuite et qu'un destin pour le moins funeste attendrait celui qui commettrait la moindre imprudence. Sûr de lui, Saddam Hussein s'exprime devant la presse, louant « la lutte des peuples d'Iran contre le comportement réactionnaire et despotique des ayatollahs et les principes

rétrogrades cachés sous le masque de la religion ». Il salue tout particulièrement le peuple d'Arabistan (nom arabe désignant la province iranienne du Khouzistan) qui s'est soulevé contre « la clique raciste de Téhéran[13] ».

Pendant ce temps, la lutte pour le pouvoir continue de faire rage à Téhéran. L'ayatollah Khomeiny poursuit sans relâche ses trois priorités : consolider la révolution islamique, préparer la prise du pouvoir par le clergé et éviter que l'Iran ne retombe sous l'influence d'une puissance étrangère. Le clergé, emmené par les ayatollahs Beheshti et Montazéri, profite des divisions idéologiques qui affaiblissent le camp laïc pour renforcer ses positions et critiquer ouvertement le président Bani Sadr. Malgré le soutien du guide, celui-ci se voit reprocher son inaptitude à mater les révoltes qui déstabilisent les provinces du Khouzistan et du Kurdistan. Pour tenter de reprendre la main, Abolhassan Bani Sadr, qui a rétabli le service militaire suspendu au lendemain de la révolution, décide d'envoyer d'importants renforts dans ces deux provinces. Au sud, il dépêche la 92e division blindée, dont les cadres ont fait preuve de loyauté envers le régime, ainsi que deux bataillons de chars et trois bataillons de fantassins prélevés sur des brigades assurant la garde des frontières orientales, face à l'Afghanistan et au Pakistan. Il espère ainsi porter un coup décisif aux indépendantistes du Front populaire de libération d'Awhaz (FPLA) emmenés par Mohammed Taher Khanqani. Cet important contingent est appuyé par des unités locales de gardiens de la révolution. Au nord, le président iranien déploie la 28e division mécanisée pour épauler la 64e division d'infanterie chargée de pourchasser les *peshmergas* du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). Au centre, près de Kermanchah, Bani Sadr met en alerte la 81e division blindée, la 84e brigade mécanisée et la 1re brigade d'aviation légère, afin qu'elles puissent renforcer le front nord ou le front sud en fonction des circonstances. Toutes ces unités se retrouvent donc à proximité de la frontière irakienne et ce sont elles qui absorberont le choc de l'offensive irakienne, quelques semaines plus tard.

L'ambiance générale est d'autant plus délétère à Téhéran que le gouvernement iranien semble incapable de redresser la situation économique qui s'est effondrée depuis l'évacuation des techniciens occidentaux, huit mois plus tôt. Personne ne semble imaginer qu'une guerre soit sur le point d'éclater avec l'Irak, même si les accrochages se poursuivent pendant l'été. Ceux-ci présentent désormais un caractère routinier, endormant la méfiance des dirigeants iraniens. Les laïcs tentent d'avancer leurs pions et de limiter l'influence croissante du clergé, sans se préoccuper de ce qui se déroule en dehors du pays. Le 27 juillet 1980, l'empereur déchu Mohammed Reza Pahlavi s'éteint au Caire, dans l'indifférence générale. Le président Anouar el-Sadate lui offre des funérailles

grandioses, s'attirant un peu plus les foudres du régime iranien qui voue désormais l'Egypte aux gémonies. L'ayatollah Khomeiny perçoit quant à lui les risques grandissants de confrontation armée entre l'Iran et l'Irak, mais il ne les rejette pas, convaincu qu'en cas de guerre, la population chiite irakienne se soulèvera contre Saddam, ce qui précipitera sa chute.

Ultimes préparatifs

Le 16 août 1980, Saddam Hussein convoque de nouveau son état-major. Il informe ses généraux de sa décision irrévocable d'attaquer l'Iran, même s'il n'a toujours pas arrêté de calendrier précis. Le choix du jour du déclenchement des hostilités sera décidé au dernier moment, en fonction des circonstances. Instinctivement, le président irakien hésite encore à franchir le Rubicon, d'autant que son armée ne semble pas prête. Même s'il ne connaît pas grand-chose aux affaires militaires, il est bien conscient qu'il ne lui sera pas possible de se lancer dans une guerre totale avec l'Iran qui viserait l'anéantissement de l'armée iranienne et la capture de Téhéran. L'Iran est un pays beaucoup trop vaste, trop montagneux et trop peuplé pour qu'une telle hypothèse soit envisageable. Non, il vise simplement une guerre limitée qui lui permette de prendre des gages territoriaux et de renégocier à son avantage le tracé frontalier et le statut du Chatt el-Arab, profitant de la faiblesse momentanée des Iraniens. Il imagine en fait une sorte de *Blitzkrieg* limité dans l'espace et le temps – quelques semaines tout au plus – visant à affaiblir durablement le régime iranien et à instaurer un nouveau rapport de forces favorable à l'Irak. Il espère qu'une victoire rapide ébranlera le pouvoir de Khomeiny et le contraindra à revoir à la baisse ses ambitions hégémoniques. La prudence de son état-major l'agace prodigieusement et l'amène à morigéner ses généraux : « Qu'est-ce qui vous empêche d'avancer en Iran et d'encercler, puis de capturer les armées ennemies ? Personne n'a jamais dit qu'il n'y aurait aucune résistance ! Personne n'a jamais dit qu'il n'y aurait ni pertes ni morts ! Il nous faut maintenant pénétrer en Iran et montrer que nous sommes capables de frapper l'adversaire[14]. »

Si le *timing* du déclenchement de la guerre reste flou, les objectifs à atteindre le sont tout autant. Ils semblent se limiter à la conquête des plaines côtières du Khouzistan et à la sécurisation des deux rives du Chatt el-Arab. L'état-major n'entend pas monter à l'assaut des monts Zagros, tout particulièrement à l'approche de l'automne ou, pire, de l'hiver. Car si les Irakiens occupent la plaine, les Iraniens les surplombent depuis cette chaîne de montagnes qui culmine à plus de 4 000 mètres. Pour éviter que les troupes iraniennes ne contre-attaquent depuis la montagne, les généraux irakiens envisagent de s'emparer de

quelques hauteurs stratégiques qui permettent de mieux défendre l'accès aux villes irakiennes. C'est la province du Khouzistan qui sera en fait la cible principale de l'offensive. De par son relief plat, les généraux irakiens espèrent que leurs blindés pourront facilement s'y déplacer, malgré la présence de nombreux marécages. Le réseau routier y est en effet assez dense, facilitant les manœuvres d'enveloppement et de contournement. C'est également dans cette province que sont concentrés les deux tiers de la production pétrolière iranienne. La capture ou la destruction des infrastructures pétrolières devraient contribuer à affaiblir davantage le régime iranien en réduisant considérablement ses revenus pétroliers. Enfin, Saddam Hussein est persuadé que la population arabophone du Khouzistan se soulèvera dès l'arrivée des premiers chars irakiens, accueillant ses soldats en libérateurs. Il se perçoit comme l'héritier des califes abbassides chargé de terrasser l'ennemi persan, toujours prompt à oppresser le peuple arabe. Il n'est pas impossible non plus que son tempérament de gangster l'ait poussé intuitivement à commettre ce hold-up sur les réserves pétrolières iraniennes, même s'il sait qu'il lui sera très difficile de les exploiter, car relier les gisements pétroliers du Khouzistan au réseau d'oléoducs irakiens prendrait du temps et coûterait beaucoup d'argent. C'est la raison pour laquelle il ordonne à ses généraux de mobiliser de nombreux camions-citernes pour rapporter en Irak le maximum de produits raffinés pillés dans les cuves iraniennes.

Le 26 août 1980, la situation se tend brutalement le long de la frontière irako-iranienne, trois jours après que Saddam Hussein est allé inspecter la garnison frontalière de Khanaqin, située à proximité de la ville iranienne de Qasr-e-Shirin. Des échanges de coups de feu se multiplient des deux côtés de la frontière, y compris à l'arme lourde, sans que l'on sache véritablement quel camp en est l'instigateur[15]. Une chose est sûre, le crime profite au pouvoir irakien qui peut ainsi faire monter la tension de manière à justifier un *casus belli*. Ces accrochages lui permettent en outre de justifier l'envoi d'importants renforts à proximité de la frontière. De leur côté, les soldats iraniens n'hésitent pas à répliquer, parfois même de manière disproportionnée, faisant ainsi le jeu de Saddam. Ils ont reçu des ordres très clairs du président Bani Sadr qui les encourage à faire preuve de la plus grande fermeté à l'encontre du voisin irakien. Et pour éviter les témoins gênants, le gouvernement iranien interdit la présence de journalistes étrangers à proximité des zones d'affrontement, renforçant par là même la suspicion de la communauté internationale vis-à-vis de Téhéran.

La situation dégénère à partir du 4 septembre, lorsque l'artillerie entre en action. Les canons iraniens pilonnent les bourgades irakiennes de Khanaqin et Mandali situées au pied des monts Zagros, au centre du dispositif irakien, à un peu plus d'une centaine de kilomètres de Bagdad. Saddam Hussein a beau jeu

d'accuser l'Iran de déclencher les hostilités, car lui ne ménage pas ses efforts pour amener les journalistes étrangers à proximité des localités bombardées. Saisissant la balle au bond, il ordonne à son armée de réoccuper plusieurs parcelles de territoire iranien revendiquées par l'Irak. Appuyée par l'artillerie et les blindés, son armée s'empare en quelques jours de plusieurs îlots rocheux situés sur le Chatt el-Arab, mais aussi de deux zones contestées totalisant 324 kilomètres carrés. Les Iraniens perdent à cette occasion deux vedettes qui naviguaient sur le Chatt el-Arab, cinq chars et une cinquantaine de soldats. En face, une centaine de combattants irakiens sont tombés au cours de ces opérations.

Les accrochages se multiplient aussi dans les airs. Le 7 septembre, cinq hélicoptères irakiens franchissent la frontière iranienne. Ils sont aussitôt interceptés par un Tomcat iranien qui parvient à en abattre un, laissant les autres rebrousser chemin. C'est une mauvaise surprise pour les pilotes irakiens qui pensaient que les intercepteurs F-14 étaient cloués au sol. Le premier combat aérien entre chasseurs survient dès le lendemain. Deux MiG-21 irakiens abattent un Phantom iranien en train de mitrailler des blindés déployés le long de la frontière. Deux jours plus tard, un chasseur F-5 iranien est désintégré par un autre MiG-21. Le 10 septembre, les Iraniens prennent leur revanche. Pour la première fois depuis que ce redoutable intercepteur est entré en service, un Tomcat parvient à détruire un Su-22 irakien en tirant sur lui un missile Phoenix à très longue portée, faisant ainsi la démonstration de l'efficacité de cet engin. Quatre jours plus tard, le président Bani Sadr échappe de peu à un destin funeste. Alors qu'il survole en hélicoptère la frontière pour une tournée d'inspection, afin de se rendre compte par lui-même de la situation réelle sur le terrain, son appareil est intercepté par un MiG-23 en maraude. Ce dernier tire ses deux missiles air-air, sans savoir qui se trouve à bord de sa cible. Le pilote iranien lance aussitôt ses leurres et plonge vers le sol, enchaînant les manœuvres évasives, tandis que son escorte tente de contrer le chasseur irakien. Un Phantom évoluant non loin de là arrive à la rescousse et fait fuir le trouble-fête. Le président iranien s'en sort sans autre dommage qu'une belle peur. Dès le lendemain, les Iraniens reprennent l'avantage à la marque. L'un de leurs Tomcat parvient en effet à abattre un MiG irakien à proximité de la frontière.

Le 16 septembre, Saddam Hussein retrouve ses plus proches conseillers pour une ultime réunion de concertation au cours de laquelle il leur indique sa décision d'entrer en guerre contre l'Iran dans les jours qui viennent. Seul Ali Hassan al-Majid, son autre cousin germain qui dirige les redoutables *moukhabarat* (services secrets), a le courage de souligner les risques d'une telle entreprise et d'énumérer les raisons pour lesquelles il estime la guerre

prématurée. Le dictateur, après l'avoir poliment écouté, réfute ses arguments les uns après les autres et l'apostrophe en ces termes : « Ali, pourquoi m'apportes-tu toujours les mauvaises nouvelles, et non les bonnes[16] ? » Marginalisé, Ali Hassan al-Majid se tait. Le président irakien convoque dans la foulée ses généraux et leur ordonne de passer à l'offensive sans plus attendre. Il ne tolérera plus le moindre retard de leur part. Libre à eux de déterminer le jour et l'heure les plus propices, tant que la confrontation est bien au rendez-vous.

Le lendemain, 17 septembre 1980, Saddam Hussein franchit le Rubicon et dénonce l'accord d'Alger, le déclarant nul et non avenu. Il affirme à la face du monde que « le statut juridique du Chatt el-Arab doit redevenir ce qu'il a toujours été dans l'histoire, et ce qu'il n'aurait jamais du cesser d'être, c'est-à-dire un fleuve arabe qui permette à l'Irak de jouir de tous les droits qui découlent de la pleine souveraineté »[17]. La frontière du Chatt el-Arab ne passe donc plus au milieu de l'estuaire, mais de nouveau sur sa rive orientale. Ce faisant, le dictateur irakien franchit la dernière ligne rouge qui le sépare d'une guerre avec l'Iran. Ultime provocation, il invite le gouvernement iranien à ouvrir des négociations pour entériner le changement de statut du fleuve. Peut-être espère-t-il secrètement que le régime iranien, conscient de la faiblesse de son armée, cédera et acceptera de se voir imposer un accord inique qui serait la revanche irakienne à l'accord d'Alger ? Le lendemain, le ministre iranien des Affaires étrangères enterre cette illusion. Il déclare de manière abrupte que son pays rejette à la fois l'offre de négociation du gouvernement irakien et l'abrogation unilatérale de l'accord d'Alger. Conscient qu'il n'a plus d'autre choix que la guerre, Saddam Hussein envoie Tarek Aziz faire œuvre de pédagogie auprès des principaux dirigeants arabes. Le message est très clair : ce sont les Iraniens qui sont responsables de l'aggravation de la situation ; il est du devoir des pays arabes qui en ont les moyens de financer la croisade que Saddam s'apprête à conduire pour contenir l'agresseur persan. Ce message est également relayé auprès des Occidentaux qui commencent à s'inquiéter de la tournure prise par les évènements. Le Conseil de sécurité des Nations unies, engoncé dans une logique de guerre froide qui empêche ses membres de s'entendre sur le texte d'une résolution, ne peut qu'assister impuissant à la montée des périls. Sur le terrain, les combats s'intensifient le long du Chatt el-Arab. La ville d'Abadan est prise pour cible par l'artillerie irakienne. Dans les airs, deux chasseurs iraniens F-5 sont abattus par la DCA alors qu'ils attaquent des blindés irakiens déployés le long de la frontière. L'un des deux pilotes est tué, mais l'autre, le sous-lieutenant Hossein Lashgari, parvient à s'éjecter. Il est aussitôt capturé par les Irakiens qui ne le libéreront qu'en 1996, faisant de lui le combattant iranien ayant passé le plus d'années dans les geôles irakiennes.

Le 18 septembre 1980, les généraux mettent la dernière main à leur plan de bataille. Ils décident de passer à l'action le 22 septembre, car les prévisions météorologiques sont favorables à cette date. Il ne leur reste plus que trois jours pour alerter les unités. La machine infernale est amorcée. Rien ne pourra plus l'arrêter.

Les forces en présence

En temps normal, le pouvoir irakien n'aurait pas pu raisonnablement se lancer dans une guerre contre l'Iran. Ce dernier pays est en effet quatre fois plus vaste et trois fois plus peuplé que l'Irak et dispose du double de revenus pétroliers. Les principales villes iraniennes, situées à distance respectable de la frontière, sont protégées par l'impressionnante chaîne montagneuse des monts Zagros. Sa capitale se trouve en outre à 740 kilomètres du front, au fond d'un haut plateau adossé à de hautes montagnes dominant la mer Caspienne. Sa population est plus jeune, ce qui l'assure d'un réservoir de forces plus important. Enfin, son budget militaire est supérieur de 60 % à celui de l'Irak, tout en représentant une ponction moins importante sur le PIB (4 % au lieu de 6,5 %). Le gouvernement iranien peut donc compter sur une marge de manœuvre financière supérieure à celle du gouvernement irakien. La seule faiblesse de l'Iran réside en fait dans son réseau d'oléoducs centré sur la plaine côtière du Khouzistan où se trouvent ses principaux gisements de pétrole, son principal dépôt d'hydrocarbures (Ahwaz), son principal port fluvial (Khorramchahr), sa principale raffinerie (Abadan), mais surtout ses deux principaux terminaux pétroliers (Kharg et Bandar Khomeiny).

L'Irak ne dispose quant à lui d'aucune défense naturelle, à l'exception de ses fleuves et de ses marais. Ses villes les plus importantes sont proches du front. Bagdad n'est qu'à 160 kilomètres de la frontière par la route, et à 6 minutes de vol par avion. Bassora, la seconde ville du pays, est à portée de canon de l'Iran. Les généraux irakiens sont donc obligés de s'accrocher au terrain là où leurs homologues iraniens peuvent miser sur une défense élastique en profondeur. Quant au réseau pétrolier irakien, celui-ci reste d'autant plus vulnérable qu'il est scindé en deux pôles de production (au nord, dans la région de Kirkouk et au sud, dans la région de Bassora) qui ne sont pas reliés entre eux.

Pour compenser ses faiblesses structurelles, l'Irak s'est suréquipé et a mis en place une armée imposante regroupant 250 000 hommes dont les quatre cinquièmes servent dans les forces terrestres[18]. Celles-ci englobent trois corps d'armée, douze divisions (cinq blindées, deux mécanisées et cinq d'infanterie) et six brigades indépendantes qui rassemblent 1 750 chars, 2 350 autres véhicules

blindés et 1 350 pièces d'artillerie. L'armée populaire, qui représente le quart des forces terrestres, renforce l'armée régulière et constitue les gros bataillons des divisions d'infanterie. Elle est également présente sur l'ensemble du territoire pour assurer la protection du régime. L'aviation compte 295 avions de combat répartis en 18 escadrons éparpillés sur 11 bases aériennes ; 60 autres vieux avions de combat sont stockés en dépôt pour compenser les pertes éventuelles, en attendant la livraison de nouveaux appareils. L'aviation légère, rattachée à l'armée de l'air, mais agissant principalement au profit des forces terrestres, regroupe 300 hélicoptères, dont 58 équipés pour la lutte antichar. La défense antiaérienne repose sur un réseau dense de radars de surveillance et sur 9 brigades équipées de missiles sol-air et de canons à tir rapide. Ces unités, affectées à la défense des sites les plus sensibles, mais aussi à la protection des divisions blindées, disposent d'une capacité de tir instantané de plus de 400 missiles sol-air. Elles tissent en théorie un formidable parapluie antiaérien au-dessus du territoire irakien. Enfin, la marine, parent pauvre des forces armées, ne dispose que de 14 patrouilleurs lance-missiles, 3 navires d'assaut amphibie et 28 patrouilleurs légers, dont 10 vedettes lance-torpilles. Ces maigres moyens sont répartis sur les trois bases navales de Bassora, Oum Qasr et Fao, à l'embouchure du Chatt el-Arab, elles-mêmes défendues par 4 bataillons d'infanterie de marine.

Les forces armées irakiennes sont structurées suivant un modèle hybride inspiré à la fois des systèmes britannique et soviétique. Les unités blindées et mécanisées calquent leur organisation sur celle de l'armée russe, tandis que les divisions d'infanterie demeurent très proches du modèle britannique. La défense antiaérienne reproduit fidèlement le schéma soviétique, alors que l'aviation reste organisée en escadrons indépendants, à l'image de la Royal Air Force. Ces forces sont, pour la majeure partie, équipées de matériel soviétique, dans l'ensemble vieillissant[19]. De facture rustique, ces équipements présentent néanmoins l'avantage d'être robustes et faciles à entretenir. Les armements vraiment modernes se résument à 54 chasseurs MiG-23 (bien qu'il ne s'agisse que d'une version d'exportation moins performante que celle dont dispose l'armée de l'air soviétique), 18 hélicoptères de combat Mi-24, une petite centaine de chars T-72, 200 véhicules de combat d'infanterie BMP-1 et 60 lanceurs de missiles sol-air Sam-6 et Sam-9. Les rares matériels non soviétiques sont d'origine brésilienne (véhicules Cascavel) ou française (blindés légers Panhard M-3 et AML-60/90, hélicoptères Alouette III, Gazelle, Super Frelon et Puma). D'importantes quantités d'armements ont été commandées à la France, notamment des Mirage F-1, mais elles n'ont pas encore été livrées au moment où l'Irak s'apprête à entrer en guerre.

Dans l'ensemble, l'efficacité de l'armée irakienne reste assez médiocre, d'autant que le pouvoir a tout fait pour politiser l'institution et décourager l'esprit d'initiative des militaires. Les seuls officiers et soldats à pouvoir se targuer d'une réelle expérience du combat contre un adversaire fortement mécanisé sont ceux qui ont participé à la guerre du Kippour, sur le front du Golan, sept ans plus tôt. Nombre d'entre eux ont depuis été victimes des purges successives qui se sont abattues sur l'armée. Le vivier de combattants aguerris au combat de chars reste donc extrêmement limité. En revanche, les fantassins ont acquis une précieuse expérience du combat pendant la première moitié des années 1970, lors de la guerre contre les Kurdes. Malheureusement pour eux, la tendance est à la mécanisation de l'armée et les généraux irakiens, s'inspirant du modèle soviétique, transforment de plus en plus de bataillons d'infanterie classique en unités de grenadiers voltigeurs, capables de suivre et protéger les chars à bord de leurs propres véhicules blindés. Ces fantassins ne sont plus entraînés à monter à l'assaut des tranchées ennemies et leur motivation laisse à désirer. Les seuls corps d'élite sur lesquels peut s'appuyer Saddam sont en fait la brigade blindée de la Garde républicaine, les forces spéciales et le génie[20]. L'aviation fait pour sa part office d'ultime rempart du régime. Ses chefs et ses pilotes sont choyés et bénéficient de nombreux privilèges.

De son côté, l'Iran peut compter sur une armée (*artesh* en farsi) de 290 000 hommes dont les trois quarts appartiennent aux forces terrestres. Celles-ci se répartissent en un corps d'armée, sept divisions (3 blindées, 3 mécanisées et 1 d'infanterie) et sept brigades indépendantes qui regroupent 1 710 chars, 1 900 autres véhicules blindés et 1 100 pièces d'artillerie. L'armée des gardiens de la révolution (*sepah* en farsi), constituée des *pasdarans* et des *bassidjis*, ne représente pour l'instant qu'un sixième des forces terrestres, mais ce ratio est en hausse rapide car le pouvoir révolutionnaire entend privilégier ce corps qui lui est totalement dévoué, contrairement à l'armée régulière dont il se méfie. Elle est constituée d'unités indépendantes qui se sont progressivement substituées à la gendarmerie[21] et qui ne dépendent que de l'autorité du guide. Le gouvernement s'est d'ailleurs engagé à créer de grandes unités de *pasdarans* (brigades et divisions) pour absorber la hausse spectaculaire de leur effectif.

L'aviation, longtemps considérée comme le corps d'élite de l'armée impériale, compte 421 avions de combat répartis en 23 escadrons dispersés sur 9 bases aériennes. La moitié d'entre eux seulement sont opérationnels, par manque d'entretien, de pilotes et de pièces de rechange. Paradoxalement, l'armée de l'air peut compter sur d'importants stocks de munitions et de pièces détachées, mais ceux-ci sont éparpillés sur de nombreux sites éloignés les uns des autres et gérés par un programme informatique complexe que les ingénieurs américains n'ont

pas eu le temps d'achever lorsqu'ils ont reçu l'ordre de rentrer aux Etats-Unis. Les techniciens iraniens se retrouvent donc dans la situation de manutentionnaires d'immenses dépôts dont ils n'ont ni le plan ni la nomenclature. Dès lors, comment identifier la pièce de rechange d'un chasseur Phantom, quand celle-ci côtoie sans la moindre indication particulière celles d'intercepteurs Tomcat ou d'hélicoptères Cobra ? Pour compliquer l'affaire, de nombreux techniciens ont déserté. Ceux qui restent se sont lancés dans un travail de bénédictin pour recréer un système de gestion cohérent, mais celui-ci est loin d'être achevé lorsque débutent les hostilités. L'atout majeur de l'aviation demeure ses quatre Boeing 747 transformés en postes de commandement volant, et sa dizaine de Boeing ravitailleurs en vol qui permettent aux chasseurs iraniens de rester beaucoup plus longtemps en l'air que leurs adversaires, et de frapper en profondeur le territoire irakien, si nécessaire.

L'armée de l'air et l'aviation légère de l'armée de terre rassemblent 800 hélicoptères, mais un tiers seulement sont opérationnels. La défense antiaérienne repose pour sa part sur 16 bataillons de DCA équipés de missiles sol-air et de canons à tir rapide. Bien que très moderne, le réseau de détection aérienne souffre du même problème d'entretien que l'aviation. Organisé de manière à couvrir les principales villes et bases aériennes du pays, de même que la frontière avec l'Union soviétique, il offre de nombreuses brèches qui permettent à tout pilote motivé venant d'Irak de survoler impunément une partie du territoire iranien.

La marine, quant à elle, reste la force navale la plus imposante du Golfe. Elle aligne 3 destroyers, 4 frégates, 4 corvettes, 9 patrouilleurs lance-missiles (3 autres sont en attente de livraison par la France), 5 navires d'assaut amphibies, 10 bâtiments logistiques, 35 hélicoptères ainsi que 26 patrouilleurs légers, dont 14 hydroglisseurs capables de conduire des raids dévastateurs contre des plate-formes pétrolières ennemies. Ces navires sont principalement regroupés sur les bases navales de Bandar Abbas, en mer d'Oman, et de Bouchehr, à l'intérieur du Golfe.

La structure des forces armées iraniennes s'inspire à la fois des systèmes britannique et américain. L'organisation divisionnaire de l'armée de terre ressemble à s'y méprendre à l'US Army : divisions peu nombreuses et imposantes, équipées de beaucoup d'hommes et de matériel, capables d'agir indépendamment les unes des autres grâce à leurs puissants appuis, mais peu flexibles et très dépendantes de la logistique. L'organisation des brigades et des bataillons copie en revanche le modèle britannique qui privilégie la souplesse et la réactivité. L'aviation reproduit le modèle de l'US Air Force : escadres spécialisées dans un type particulier de mission regroupant chacune 2 ou 3

escadrons d’une vingtaine d’appareils. La composition de l’aviation légère rappelle elle aussi le modèle américain : brigades mixtes rassemblant plusieurs bataillons d’hélicoptères de reconnaissance, de transport et de lutte antichar. Enfin, l’organisation de la marine s’inspire directement de celle de la Royal Navy. Paradoxalement, alors qu’ils rejettent toute référence à l’Occident, les Iraniens en appliquent les schémas en matière militaire ! Reflet de cette ambivalence, l’armée iranienne s’est équipée essentiellement de matériels américains et britanniques, compliquant par là même la tâche des logisticiens. Hormis l’aviation dotée intégralement de systèmes d’armes d’origine américaine, le reste de l’armée voit cohabiter des équipements d’origine disparate, n’ayant ni les mêmes standards ni les mêmes modes opératoires. Un tankiste devra ainsi inverser tous ses réflexes selon qu’il combat à bord d’un char américain Patton ou d’un char britannique Chieftain ! *Idem* pour un artilleur, selon qu’il met en œuvre le système américain de missile sol-air Hawk ou bien le système britannique Rapier. Pour corser le tout, l’armée de terre dispose d’un millier de véhicules blindés d’origine soviétique (BTR-50 et BTR-60), livrés par l’URSS au début des années 1960, à l’époque où le chah était déterminé à maintenir des liens cordiaux avec Moscou.

Bien qu’ils soient disparates, tous ces matériels ont l’avantage d’être très modernes, conférant un avantage considérable à l’armée iranienne. La plupart de ces systèmes d’armes (chasseurs Phantom et Tomcat, hélicoptères de combat Cobra, chars Chieftain et M-60, canons automoteurs M-107 et M-109, missiles sol-air Hawk, frégates lance-missiles Vosper Mk-5) surclassent en effet ceux de l’armée irakienne[22]. En pratique, nombre de ces armements ne sont cependant plus opérationnels, par défaut d’entretien ou manque de personnel qualifié pour les mettre en œuvre. En conséquence, de nombreux avions, chars et hélicoptères sont « cannibalisés » pour permettre aux Iraniens de maintenir les autres en état de fonctionnement. Qui plus est, les unités sont dispersées sur l’ensemble du territoire pour tenir le terrain face aux insurgés, protéger le régime et couvrir l’ensemble des frontières. De ce fait, la moitié seulement de l’armée iranienne se trouve en mesure d’affronter l’armée irakienne dès l’ouverture des hostilités.

Au-delà du seul aspect quantitatif, il convient de souligner également les faiblesses qualitatives de l’armée iranienne postrévolutionnaire : politisation excessive de l’encadrement, présence sclérosante de commissaires politiques inhibant l’esprit d’initiative des officiers, rivalité croissante entre l’armée régulière et celle des gardiens de la révolution, coordination déplorable entre les différentes composantes des forces armées, manque d’entraînement. Ce dernier point est d’autant plus gênant que l’armée iranienne ne dispose d’aucune expérience réelle dans le domaine du combat mécanisé de haute intensité. Aussi

loin que remontent les souvenirs des officiers, leurs seuls adversaires se sont résumés aux guérilleros du Front de libération du Dhofar, lorsque l'armée impériale épaulait l'armée omanaise au début des années 1970, puis, plus récemment, aux *peshmergas* kurdes du PDKI, aux *feddayin* du Front populaire de libération d'Ahwaz, et aux indépendantistes azéris et baloutches. Aucun de leurs adversaires n'était équipé d'armes lourdes, d'hélicoptères, d'avions de combat et de chars de bataille. Les soldats iraniens ont certes été préparés à affronter les divisions blindées soviétiques, mais depuis la révolution islamique, la plupart de leurs savoir-faire ont été perdus. La situation n'est guère meilleure au sommet de la hiérarchie. La rotation des postes ne favorise guère la continuité des efforts entrepris pour redresser l'armée. Trois ministres de la Défense et trois chefs d'état-major se sont ainsi succédé en moins de quinze mois[23]. Quant à l'état-major, celui-ci est peuplé d'individus aux convictions révolutionnaires impeccables, mais à l'expérience opérationnelle et aux capacités de commandement très limitées. Pire, aucun général ou colonel ne peut se targuer d'être un véritable stratège. Le corps des *pasdarans* n'est guère mieux loti. L'ayatollah Ali Khamenei, son commandant, est un homme de religion rompu à la dialectique et aux intrigues, mais pas aux réalités du terrain. Les gardiens de la révolution ont plus besoin d'un chef capable de les mener au combat que d'un censeur vérifiant l'orthodoxie religieuse de leur comportement.

Alors que sur le papier, l'armée iranienne paraît plus puissante que l'armée irakienne, en réalité, le rapport de forces est favorable à cette dernière, notamment en nombre d'avions et de blindés. Sur la ligne de front qui s'étend sur plus de 900 kilomètres des confins du Kurdistan à l'embouchure du Chatt el-Arab, les Irakiens se trouvent en effet à près de deux contre un face aux Iraniens, et leur supériorité peut atteindre quatre contre un sur certains secteurs du front. Certes, cet avantage n'est pas censé durer. Mais il peut s'avérer suffisant dans le cadre de la guerre éclair voulue par Bagdad. On comprend mieux, dès lors, pourquoi Saddam Hussein prend le risque de se lancer dans une guerre contre l'Iran.

2
La Qadisiya de Saddam

A Téhéran, les responsables iraniens ont pris conscience du risque de guerre. L'ayatollah Khomeiny reçoit les principaux commandants des forces armées, qui viennent de participer à une séance à huis clos au Parlement, sous la haute autorité de son président Akbar Hashemi Rafsandjani. Le 20 septembre 1980, le conseil national de sécurité se réunit pendant plus de six heures sous la houlette de Bani Sadr. Le premier ministre Mohammed Ali Radjai et le ministre de la Défense Moustafa Chamran écoutent les avis alarmistes des chefs militaires, tous conscients de l'état d'impréparation de l'armée. La réunion est d'autant plus tendue que le président et son Premier ministre jouent clairement dans deux camps opposés. Le Premier ministre Ali Radjai, très proche du clergé, semble prêt à tout, y compris à nier les risques de conflit, pour fragiliser la position de Bani Sadr, que les ayatollahs jugent trop progressiste. A l'issue d'une interminable discussion de marchands de tapis, le président iranien parvient à imposer le rappel de 120 000 réservistes, espérant que leur présence calmera les ardeurs belliqueuses des Irakiens.

Pendant ce temps, à Bagdad, les généraux peaufinent leurs ultimes préparatifs. Saddam Hussein baptise pompeusement l'offensive « Echo de Qadisiya », en référence à la bataille de Qadisiya (636), au cours de laquelle les armées arabes conquérantes avaient écrasé l'armée persane au sud de Nadjaf, sur la rive occidentale de l'Euphrate. Cette bataille était depuis devenue le symbole de la victoire des Arabes sur les Persans.

De manière très classique, l'opération irakienne débutera par l'attaque des bases aériennes adverses. Les généraux n'étaient pas très chauds pour risquer leur précieuse aviation dans la profondeur du territoire ennemi, mais Saddam Hussein a insisté pour qu'il en soit ainsi. Le dictateur irakien est en effet persuadé que « son » aviation est capable de rééditer l'exploit des pilotes israéliens qui avaient détruit au sol les aviations arabes en quelques heures, le

5 juin 1967. Nul doute que le souhait d'effacer cet épisode malheureux, allié à sa volonté de frapper un grand coup pour asseoir son prestige au sein du monde arabe, l'ait convaincu de la nécessité d'une telle attaque aérienne. Encore une fois, ses objectifs sont politiques et non pas militaires. En bon apparatchik, le général Mohammed Jassam al-Jabouri, qui commande l'aviation, acquiesce aux desideratas du président. Il balaie d'un revers de manche les rares objections de ses subordonnés qui, courageusement, soulignent l'efficacité du système de défense sol-air iranien et l'absence d'armement performant capable de détruire les hangars bétonnés de l'adversaire. Puisqu'il leur est très difficile de détruire les chasseurs iraniens dans leurs hangars blindés, les aviateurs irakiens vont privilégier la neutralisation des pistes et des dépôts logistiques, afin d'empêcher l'aviation iranienne de décoller et conquérir la supériorité aérienne au-dessus du front. Si par chance, des chasseurs sont stationnés en bord de pistes, ils seront mitraillés, mais ils ne constitueront pas l'objectif prioritaire de cette frappe préventive. La logique militaire voudrait que les aviateurs irakiens frappent en priorité les radars et les systèmes antiaériens adverses, mais ils ne disposent d'aucun missile spécialement conçu pour cette mission. Cette carence, parmi bien d'autres, illustre le manque de professionnalisme de l'institution militaire irakienne, trop politisée, qui a planifié cette guerre à reculons.

Les faucons de Saddam ouvrent le bal

Les 20 et 21 septembre 1980, le général Salim, chef des opérations de l'armée de l'air, effectue discrètement la tournée des six bases aériennes à partir desquelles décolleront les chasseurs bombardiers, afin de transmettre les ordres et les objectifs. Contrairement aux habitudes, l'attaque ne se déroulera pas à l'aube, mais en milieu de journée, pour permettre aux pilotes irakiens de voler au ras du sol et au milieu des montagnes, afin de limiter les risques de détection par les radars adverses. Les appareils soviétiques en service dans l'aviation irakienne ne sont équipés d'aucun système de suivi de terrain et les pilotes ne sont pas entraînés au vol de nuit. Pour frapper de manière coordonnée l'ensemble des cibles au lever du jour, il aurait fallu que les pilotes décollent de nuit et effectuent l'essentiel du trajet en pleine obscurité, ce qui leur est impossible. Les planificateurs de cette opération estiment que c'est autour de midi que les pilotes irakiens auront le plus de chance d'échapper à la chasse ennemie.

Pendant toute la journée, pilotes et mécaniciens s'activent frénétiquement pour préparer les appareils. En fin de soirée, les pleins en kérosène ont été faits et les projectiles antipiste accrochés sous les MiG et les Sukhoï. Compte tenu de l'éloignement de certains objectifs, la charge militaire a été réduite pour

permettre l'emport d'un maximum de réservoirs supplémentaires. Chaque appareil n'emporte en moyenne que deux bombes freinées par parachute. C'est peu pour neutraliser les immenses bases aériennes que le chah a fait construire sur le modèle américain. Les soutes des bombardiers Tupolev, en revanche, regorgent de bombes classiques, parfaites pour marteler l'objectif visé.



TURQUIE
Mer
Caspienne
Tabriz
60 F-5
Mossoul
18 Su-22
18 MiG-21
32 Su-20/22
32 MiG-21
Kirkouk
Sanandaj
TEHERAN
56 F-4
Tikrit
7 MiG-21
Hamadan
56 F-4
IRAK
Kermanchah
IRAN
BAGDAD
66 MiG-21
Tammouz
6 Tu-16
12 Tu-22
18 MiG-23
Ispahan
39 F-14
Koût
18 MiG-23 – 16 Su-7
8 MiG-21
Al-Amara
Dezfoul
64 F-5
Ahwaz
Nasiriya
18 MiG-23
Bassora
18 Su-22
8 MiG-21
Omdiyeh
KOWEÏT
Chiraz
38 F-14
16 F-4
Kharg
Bouchehr
N
100 km
200 km

 ARABIE SAOUDITE Golfe 44 F-4

Les forces aériennes en présence au début des hostilités

Le 22 septembre 1980, c'est le branle-bas de combat. En fin de matinée, à l'issue d'un ultime briefing, les pilotes, tendus mais confiants, rejoignent les 192 appareils affectés à la première vague d'assaut. A midi, les bases aériennes résonnent du vrombissement des réacteurs qui s'allument les uns après les autres. Chaque escadron rejoint ensuite progressivement la piste, selon un ordre et un *timing* scrupuleusement établi, s'aligne et décolle en direction de l'Iran. Les assaillants volent au ras du sol en formation de 4 à 6 appareils, en silence radio total. Ils se guident grâce à leur carte aéronautique et aux repères visuels qu'ils entraperçoivent très fugacement. Ils ne sont pas escortés, puisque leur vitesse et l'effet de surprise sont censés être leur meilleure protection. Les chasseurs irakiens se tiennent néanmoins prêts à les assister au cas où certains d'entre eux viendraient à être interceptés au retour de mission.

Les premiers à arriver sur leur objectif, à 13 h 45, sont les Su-20 partis de Kirkouk qui bombardent la base aérienne de Nojeh, à Hamadan, causant quelques dégâts aux pistes. Appliquant strictement les ordres, les pilotes n'effectuent qu'une seule passe de tir et rebroussent immédiatement chemin, limitant ainsi les risques d'être abattus. Plus au nord, les Su-22 qui ont décollé de Mossoul frappent la base aérienne de Tabriz. Les pilotes irakiens l'endommagent légèrement et parviennent à mitrailler un Boeing 727 de la compagnie Iran-Air qui vient tout juste de se poser. Il s'agit là d'une bien maigre proie pour les faucons de Saddam. Ceux-ci vont trop vite et ne sont pas assez entraînés pour aligner dans leur collimateur les quelques chasseurs Tigre éparpillés sur l'enceinte de la base. Les autres, bien à l'abri dans leur hangar bétonné, ne craignent rien. Au même moment, d'autres Su-22 partis de Bassora bombardent les bases aériennes de Dezfoul et Bouchehr. La première est la plus durement touchée. Ses pistes et son infrastructure sont sévèrement endommagées, mais là encore, aucun chasseur n'est détruit. Plus au sud, deux assaillants sont abattus par la patrouille d'alerte. Les Phantom n'ont laissé aucune chance aux Sukhoï. Les MiG-23 de Nasiriya, optimisés pour l'attaque au sol, bombardent pour leur part l'immense camp militaire de Kermanchah où sont regroupés de nombreux hélicoptères iraniens. Les MiG-23 et Su-7 basés à Koût bombardent quant à eux

les aéroports civils d'Ahwaz et de Sanandaj qui servent de terrains de dispersion aux aviateurs iraniens.

L'attaque la plus spectaculaire survient à 14 h 20, lorsque 5 bombardiers Tu-22 de la base de Tammouz (également connue sous le nom de Habbaniyeh, lorsque celle-ci était sous contrôle britannique) survolent Téhéran à très basse altitude et se séparent en deux formations. La première attaque l'aéroport international de Mehrabad qui abrite une escadre de Phantom. Les bombes de 500 kilogrammes ratent les pistes, mais détruisent un avion de transport C-130 Hercules, un Boeing 707 de ravitaillement en vol et endommagent gravement 2 autres avions civils. Par un heureux coup du sort, alors que les bombardiers partent en virage serré pour retourner vers leur base, l'un des mitrailleurs de queue voit défiler dans son viseur une rangée de Phantom alignés comme à la parade. Il presse frénétiquement la détente de son canon de 23 mm qui hache littéralement en deux l'un des chasseurs. Ce sera le seul avion de combat iranien détruit au cours de cette journée. Pendant ce temps, la seconde formation bombarde les casernes abritant l'état-major de l'armée de l'air, espérant décapiter son commandement. Là encore, les pilotes irakiens ratent leur cible, mais ils sont pris à partie par la défense sol-air qui abat l'un des leurs.

A 14 h 30, 4 bombardiers lourds Tu-16, basés eux aussi à Tammouz, déboulent majestueusement au-dessus de la base d'Ispahan qui abrite la moitié des F-14 iraniens. Les pilotes irakiens éparpillent leurs bombes sur l'enceinte de la base, sans parvenir à détruire les pistes. Il est vrai que leur système de visée n'est pas conçu pour le bombardement à basse altitude. La défense sol-air se réveille, forçant les assaillants à se lancer dans de violentes manœuvres évasives. Surpris, le leader de la formation percute une montagne environnante. Son quadriréacteur se transforme instantanément en une gigantesque boule de feu. Les images de sa carcasse feront le tour du monde, témoignant de l'échec de l'offensive aérienne irakienne.

A 14 h 40, les 4 derniers Tu-22 atteignent la base de Chiraz, la plus éloignée de toutes celles visées ce jour-là. L'attaque est d'importance, puisque c'est là qu'est basée l'autre moitié des F-14 iraniens. Les pilotes irakiens placent quelques bombes sur les pistes et font exploser un dépôt d'armes, mais ne détruisent aucun des précieux intercepteurs. Les bases aériennes de Bandar Abbas et Kangan, situées près du détroit d'Ormuz, sont trop éloignées pour être attaquées.

Une fois posés, les MiG et les Sukhoï sont rapidement réapprovisionnés. En fin d'après-midi, ils repartent à l'assaut des 4 bases aériennes les plus proches : Tabriz, Hamadan, Dezfoul et Bouchehr. Les nouvelles frappes ne sont guère plus précises. Le souci majeur des pilotes irakiens consiste à éviter les chasseurs

iraniens. Ils y parviennent d'autant plus facilement que ceux qui ont pris l'air sont affectés à la défense de Téhéran et des deux bases de Chiraz et d'Ispahan qui ne font plus l'objet d'aucune autre attaque ce jour-là. Les aviateurs irakiens arrêtent les frais dès la fin de cette seconde vague, et ordonnent la dispersion de la plupart de leurs appareils sur les terrains de délestage. Ils envoient une partie de leurs bombardiers lourds en Jordanie et au Yémen du Nord, afin de les mettre à l'abri d'une frappe de rétorsion iranienne. En fin de journée, le bilan des 250 missions réalisées paraît bien maigre : seulement 4 avions détruits (dont 3 de transport) pour la perte de 5 appareils (1 MiG-21, 1 Tu-16, 1 Tu-22 et 2 Su-22). L'aviation iranienne sort indemne de l'offensive qui était censée la clouer au sol. Il aurait fallu cinq fois plus de sorties et un armement mieux adapté pour avoir des chances sérieuses de la neutraliser durablement. La plupart des cratères creusés par les bombes irakiennes sont comblés pendant la nuit. Au matin, les principales bases iraniennes sont de nouveau opérationnelles.

La riposte des aigles iraniens

Surpris par l'attaque irakienne, sans réel contact avec leur état-major submergé d'appels, les commandants des bases iraniennes sont livrés à eux-mêmes pendant les premières vingt-quatre heures du conflit. Ils ne disposent que de directives générales qui ne leur sont d'aucun secours. Leurs priorités consistent à assurer la protection des avions, à rallier tous les pilotes disponibles, à armer les appareils, à réparer les pistes et à sélectionner des cibles. En l'absence de consignes récentes, les commandants ressortent des cartons un plan d'opération conçu à l'époque du chah. Celui-ci prévoyait l'attaque simultanée des bases aériennes irakiennes. De son côté, le colonel Javad Fakouri, commandant l'armée de l'air, se rend à Mehrabad pour tenter d'y voir plus clair. Il parvient à entrer en contact avec les autres commandants de base, à évaluer les dommages subis et à coordonner la riposte, du moins dans les grandes lignes. Pour les détails, il s'en remet à ses subordonnés. L'essentiel reste de pouvoir frapper l'adversaire le plus tôt possible, afin d'atteindre son moral et lui montrer que le lion persan ne se laisse pas agresser impunément. Il s'agit aussi de convaincre le pouvoir civil de la loyauté de l'armée de l'air et de sa capacité à réagir rapidement. En regardant par la fenêtre, alors qu'il est pendu au téléphone, le colonel Fakouri aperçoit au loin la chaîne des monts Alborz qui domine Téhéran. Il décide de baptiser son opération du nom de ces montagnes.

Toute la nuit, les mécaniciens préparent méticuleusement les avions capables de prendre l'air, pendant que les pilotes étudient le plan d'opération ressorti des tiroirs. Celui-ci repose sur la simplicité : chaque base attaquera le ou les objectifs

qui lui sont le plus proches. Les Boeing 707 et 747 se positionneront au-dessus du territoire iranien pour ravitailler en vol les Phantom partis de Téhéran et les avions de combat qui viendraient à se trouver à court de carburant. Les quelques Tomcat opérationnels assureront la protection aérienne de Téhéran, d'Ispahan et de Chiraz. Les radars et les batteries de missiles sol-air irakiens ne pourront toutefois pas être attaqués, car les rares équipages qualifiés pour cette mission ont été jetés en prison après la révolution[1] !

Le 23 septembre, à 4 heures du matin, les bases de Mehrabad, Hamadan, Bouchehr et Tabriz sont en mesure d'aligner 120 Phantom et 20 Tigre, tous armés jusqu'aux dents. Une gageure, compte tenu de l'état de désorganisation dans lequel était censée se trouver l'aviation iranienne. Les pilotes effectuent les dernières vérifications, lancent leurs réacteurs, puis sortent de leurs hangars en un ballet bien réglé. Les premiers décollent à 5 heures et prennent immédiatement cap à l'ouest, en direction de l'Irak, par formation de 8 appareils. Un Phantom s'écrase au décollage à la suite d'une panne, tuant son équipage. Sa perte n'affecte pas le déroulement de l'opération. En silence radio et radar total, alors que pointe l'aube, les chasseurs survolent le territoire iranien à basse altitude, utilisant au mieux le relief pour masquer leur approche. Chaque Phantom transporte 2 réservoirs supplémentaires, 6 bombes, ainsi qu'un canon Gatling de 20 mm à très grande cadence de tir et 6 missiles air-air pour assurer son autodéfense, au cas où il serait intercepté par la chasse irakienne. Les petits chasseurs Tigre se contentent pour leur part d'un réservoir supplémentaire, de deux bombes et de leurs deux canons de 20 mm.

Une fois la chaîne des monts Zagros franchie, les pilotes descendent à très basse altitude et accélèrent à la vitesse maximale. A plus de 900 kilomètres heure et 20 mètres du sol, ils sont censés être quasiment indétectables. A 6 heures du matin, les Phantom partis de Hamadan sont les premiers à atteindre leur objectif : l'aérodrome militaire de Bagdad où sont déployés 3 escadrons de MiG-21. Les Irakiens, surpris, n'ont pas eu le temps de tirer leurs missiles sol-air. A l'approche de la base, les pilotes cabrent jusqu'à une altitude de 1 000 mètres pour visualiser leur cible, puis basculent en léger piqué leur appareil pour attaquer l'aérodrome depuis plusieurs axes différents, comme le leur ont appris les Israéliens, afin de semer la confusion parmi les défenseurs[2]. Eux aussi n'effectuent qu'une seule passe de tir au cours de laquelle ils larguent leurs bombes et mitraillent des cibles d'opportunité. Ils dégagent sans perte, au moment où la DCA se réveille. Ils sont suivis quelques minutes plus tard par deux formations de Phantom en provenance de Téhéran et Bouchehr. Par manque de coordination, ces deux formations surgissent simultanément au-dessus de Bagdad, alors qu'elles auraient dû se succéder à dix minutes

d'intervalle. De fait, les pilotes iraniens passent beaucoup plus de temps à éviter une collision avec leurs camarades et à esquiver les projectiles tirés par la DCA, qu'à larguer leurs bombes avec précision. La défense sol-air irakienne tire des chapelets de missiles Sam-2 et Sam-3 dont beaucoup retombent sur la ville et ses environs, tuant de nombreux civils. Dans la confusion, elle abat l'un de ses propres avions de transport, un Il-76 qui s'apprêtait à atterrir. Lorsque les 16 Phantom repartent, la base n'a été que légèrement endommagée. A l'exception d'un Antonov-26 de transport, aucun avion irakien n'a été détruit au sol, la plupart des chasseurs se trouvant dans des abris protégés.

A l'ouest de Bagdad, la base de Tammouz est durement frappée. Les Iraniens espèrent y surprendre la flotte de bombardiers irakiens. Pour assurer leur coup, ils ont engagé 16 Phantom qui ont décollé de Téhéran et de Hamadan. Cette fois, les deux formations se succèdent correctement, mais trouvent le nid vide. Tous les bombardiers opérationnels ont été mis à l'abri hors d'Irak. L'escadron de MiG-23 chargé d'assurer la défense de la base n'a pas le temps de décoller. Les pilotes iraniens se heurtent en revanche à la défense sol-air. L'un des leurs voit son appareil fortement endommagé par l'explosion d'un Sam-3. Un autre, atteint par des tirs de canons de 23 mm, parvient à garder péniblement le contrôle de son avion. Après avoir criblé d'impacts les deux pistes et les aires de dégagement, les Phantom prennent le cap retour. Ils sont aussitôt interceptés par 4 MiG-21 qui ont réussi à décoller d'une autre base. Les pilotes irakiens font preuve de mordant et parviennent à endommager sévèrement 2 Phantom, avant que ceux-ci ne parviennent à s'enfuir.

Pendant ce temps, plusieurs Phantom frappent de nouveau la capitale irakienne, concentrant leurs attaques sur l'aéroport international – où les Iraniens vont détruire quelques avions civils – et sur la raffinerie de Dowra qui alimente la région de Bagdad en carburant. D'autres Phantom, partis de Bouchehr, bombardent les aérodromes de Koût et Nasiriya. L'un d'entre eux est abattu par la DCA irakienne. La base aérienne de Bassora fait l'objet de deux attaques successives plutôt réussies, au cours desquelles les assaillants parviennent à détruire 2 Su-20 dans leurs alvéoles de protection et à en endommager plusieurs autres. Ils mettent également plusieurs coups au but sur la piste. Tous les appareils impliqués dans ce raid rentrent indemnes.

Quatre autres Phantom tentent de détruire le pont stratégique qui enjambe le Tigre au niveau d'Amara. Il s'agit du seul pont sur le Tigre situé sur la route principale Bagdad-Bassora. S'il venait à être détruit, c'est toute la chaîne logistique entre la capitale et le sud du pays qui viendrait à être rompue. Pour atteindre cette cible particulièrement importante, les chasseurs bombardiers sont armés de bombes d'une tonne (GBU-10) guidées par illuminateur laser. Les

Iraniens ne disposent que d'un petit nombre de systèmes de ce genre et n'y auront recours que pour le bombardement d'ouvrages d'art ou de bunkers. Dans le cas présent, ils se heurtent à une patrouille de MiG-21 qui les repousse après être parvenue à abattre l'un des assaillants.

Au nord, les Tigre partis de Tabriz s'en prennent à la base de Mossoul. Deux d'entre eux sont abattus par des MiG-21 et deux autres sévèrement endommagés par la DCA. Les autres appareils mettent plusieurs bombes au but. Un dernier fait une fausse manœuvre et s'écrase dans un déluge de feu.

En milieu de matinée, les avions ont regagné leur base pour y être réarmés. La logistique iranienne atteint toutefois ses limites et seuls 50 appareils sont prêts pour repartir à l'assaut des bases irakiennes en début d'après-midi. Parmi eux, une vingtaine de Tigre parviennent à décoller de l'aérodrome de Dezfoul, dont l'une des pistes vient d'être remise en service après vingt-quatre heures d'efforts acharnés. Cette deuxième vague se concentre sur les aérodromes de Bassora et de Kirkouk. Cette dernière base est fortement défendue et l'un des assaillants est désintégré par un tir de missile Sam-2. Comme à Bagdad, la plupart des fusées sol-air tirées en salves retombent sur des zones habitées, se montrant ainsi plus dangereuses pour la population que pour l'aviation ennemie ! Les autres chasseurs détruisent un Antonov-24 et endommagent plusieurs MiG-21.

De son côté, l'aviation irakienne effectue quelques raids sporadiques contre les bases de Tabriz et Bouchehr, sans résultat probant. Elle perd même 2 MiG-23 abattus par la chasse iranienne. Elle bombarde également le camp de Kermanchah, détruisant quelques hélicoptères. Les intercepteurs irakiens multiplient les patrouilles au-dessus de leurs aérodromes ; 3 MiG-21 sont abattus par erreur par la défense sol-air irakienne, leur transpondeur (qui permet de les identifier comme « amis ») n'ayant pas fonctionné correctement. Au crépuscule, plusieurs Phantom équipés d'appareils de prises de vue sophistiqués survolent les bases irakiennes pour évaluer les dommages infligés à l'adversaire. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le résultat n'est guère brillant. L'aviation iranienne n'est parvenue à neutraliser qu'une dizaine d'aéronefs, pour la perte de 5 Phantom et 3 Tigre.

Dans la nuit du 23 au 24 septembre, les dirigeants iraniens se réunissent avec les responsables de l'armée de l'air pour planifier la suite des opérations. Les aviateurs rédigent un plan d'opérations baptisé « Kaman » (« Arbalète ») qui doit leur servir de guide pendant les prochains jours[3]. Ils vont tenter d'étriller la chasse irakienne en vol, puisqu'ils ne sont pas parvenus à la détruire au sol.

Le 24 septembre 1980, une soixantaine de chasseurs bombardiers repartent à l'assaut des bases de Bassora, Nasiriya, Koût, Bagdad, Kirkouk et Mossoul.

Cette fois, ils sont escortés, de manière à pouvoir engager les MiG qui pourraient les intercepter. Les Irakiens ne tombent pas dans le piège et misent sur leur défense sol-air pour décourager les assaillants. Leur tactique se révèle payante, puisque 2 Tigre sont abattus par la DCA au-dessus de Mossoul et Bassora, tandis qu'un troisième est gravement endommagé par l'explosion d'un missile sol-air. Il ne rentrera à sa base que par miracle, un empennage en moins. Pour tenter d'échapper aux missiles, un autre Tigre vole tellement bas qu'il percute une colline. Un dernier est abattu par sa propre DCA, alors qu'il s'apprêtait à atterrir sur sa base. Stressés, les artilleurs iraniens ont confondu la silhouette du F-5 avec celle du MiG-21. Les Phantom paient aussi leur écot : 2 d'entre eux sont grièvement touchés et contraints de se poser sur le ventre à leur retour de mission, après qu'un troisième s'est écrasé au décollage ; 2 autres sont abattus par des MiG. Les pilotes iraniens n'en réussissent pas moins à placer de nombreuses bombes au but. A Kirkouk, ils parviennent à mitrailler un Antonov-24 de transport, 2 MiG-21 et un vénérable chasseur Hunter qui venait tout juste d'être remis en service pour participer à des missions d'appui-feu. Ils détruisent un Su-22 à Bassora et 2 Su-7 à Koût.

Pendant ces deux journées, les pilotes iraniens s'en prennent également à l'infrastructure pétrolière irakienne. Ils bombardent les raffineries de Bagdad et Bassora, ainsi que plusieurs dépôts de carburant. Ils endommagent même l'oléoduc reliant l'Irak à la Turquie. Celui-ci sera très vite réparé et l'évacuation de l'or noir reprendra son cours normal quelques jours plus tard. Les Irakiens répliquent en lançant des raids contre le complexe pétrochimique de Bandar Khomeiny et les dépôts de carburant d'Ahwaz. Le colonel Fakouri saisit cette opportunité pour engager le combat avec l'aviation irakienne. Il ordonne aux patrouilles d'alerte de Tomcat de laisser tomber la couverture des trois grandes villes iraniennes pour se porter au contact de l'adversaire, à proximité de la frontière. Les équipages n'ont pas besoin de se poser. Il leur suffit de se ravitailler en vol auprès des Boeing qui cerclent au-dessus de l'Iran. Plusieurs paires de Phantom, maintenues jusque-là en réserve, reçoivent de leur côté l'ordre de décoller et de rejoindre la zone des combats. La manœuvre se révèle payante. Grâce à leur radar sophistiqué, les pilotes iraniens détectent leurs adversaires bien avant d'être eux-mêmes repérés. Ils peuvent dès lors se placer sous le meilleur angle pour tirer leurs missiles à longue portée ; 5 MiG-21, 5 MiG-23 et 2 Su-20 sont ainsi abattus sans avoir vu venir les missiles Sparrow qui les ont effacés du ciel. Après quatre jours d'opérations intensives, le score des combats aériens s'établit à 16 contre 5 en faveur des Iraniens. Il est toutefois plus équilibré si l'on tient compte de l'ensemble des pertes aériennes[4]. Si l'on comptabilise les chasseurs gravement endommagés, les Irakiens ont perdu 40

appareils et les Iraniens 24. A ce rythme, les opérations aériennes ne pourront pas durer bien longtemps ! De fait, le général irakien Al-Jabouri ordonne prudemment l'arrêt des raids, plaçant son armée de l'air sur la défensive. Il limite ses missions à la protection du territoire irakien et à l'appui des troupes terrestres qui viennent d'envahir le territoire iranien. Il rappelle au passage les bombardiers éparpillés dans la péninsule arabique, qui retrouvent leur base de Tammouz dont les pistes ont été réparées. Malgré les pertes subies, son homologue iranien, le colonel Fakouri, a marqué deux points : il a donné une gifle au régime irakien qui doit expliquer à ses concitoyens pourquoi l'aviation iranienne est parvenue à survoler les grandes villes irakiennes ; il a donné des gages de dévouement et de fidélité au régime iranien. Le président Bani Sadr lui en sait gré et s'empresse de convaincre son gouvernement, le guide et quelques-uns des mollahs les plus influents de la nécessité de libérer les pilotes et mécaniciens qui croupissaient dans les geôles iraniennes depuis l'épuration qui avait suivi la révolution. Ceux impliqués dans la tentative de putsch de Nojeh, en juillet dernier, demeurent toutefois en prison. Les autres, à l'issue d'une semaine d'autocritique, pourront regagner leur unité. Pour s'assurer de leur loyauté et éviter les défections, le régime mettra le sort de leur famille entre leurs mains. Ceux qui déserteront ou feront preuve de couardise verront leurs parents impitoyablement arrêtés et jugés. Cette grâce inattendue permet aux deux escadres de Tomcat de récupérer les deux tiers de leur personnel naviguant. Au bilan, le colonel Fakouri a perdu une vingtaine de pilotes, mais leur sacrifice lui a permis d'en faire libérer bien davantage.

L'offensive terrestre

Déçu par les piètres performances de ses pilotes, Saddam Hussein reporte tous ses espoirs sur l'offensive terrestre qui doit lui permettre d'atteindre ses objectifs. Pour planifier celle-ci, les généraux irakiens sont allés fouiller dans leurs archives. Ils ont retrouvé les documents préparatoires d'un exercice d'état-major conçu en 1941 par les instructeurs britanniques affectés à l'école de guerre de Bagdad. Il s'agissait, pour les stagiaires irakiens de l'époque, de s'emparer des villes de Kermanchah, Dezfoul, Ahwaz et Abadan en moins d'une dizaine de jours, grâce à quatre divisions d'infanterie motorisée. Les généraux irakiens reprennent le plan de manœuvre britannique, se contentant de le dépoussiérer pour l'adapter à la situation présente. Avec dix divisions à leur disposition, dont la moitié blindées, ils estiment pouvoir atteindre facilement les mêmes objectifs, d'autant qu'ils peuvent compter sur une artillerie conséquente dont ne disposaient pas les Britanniques. Comme convenu, les unités du 2e Corps

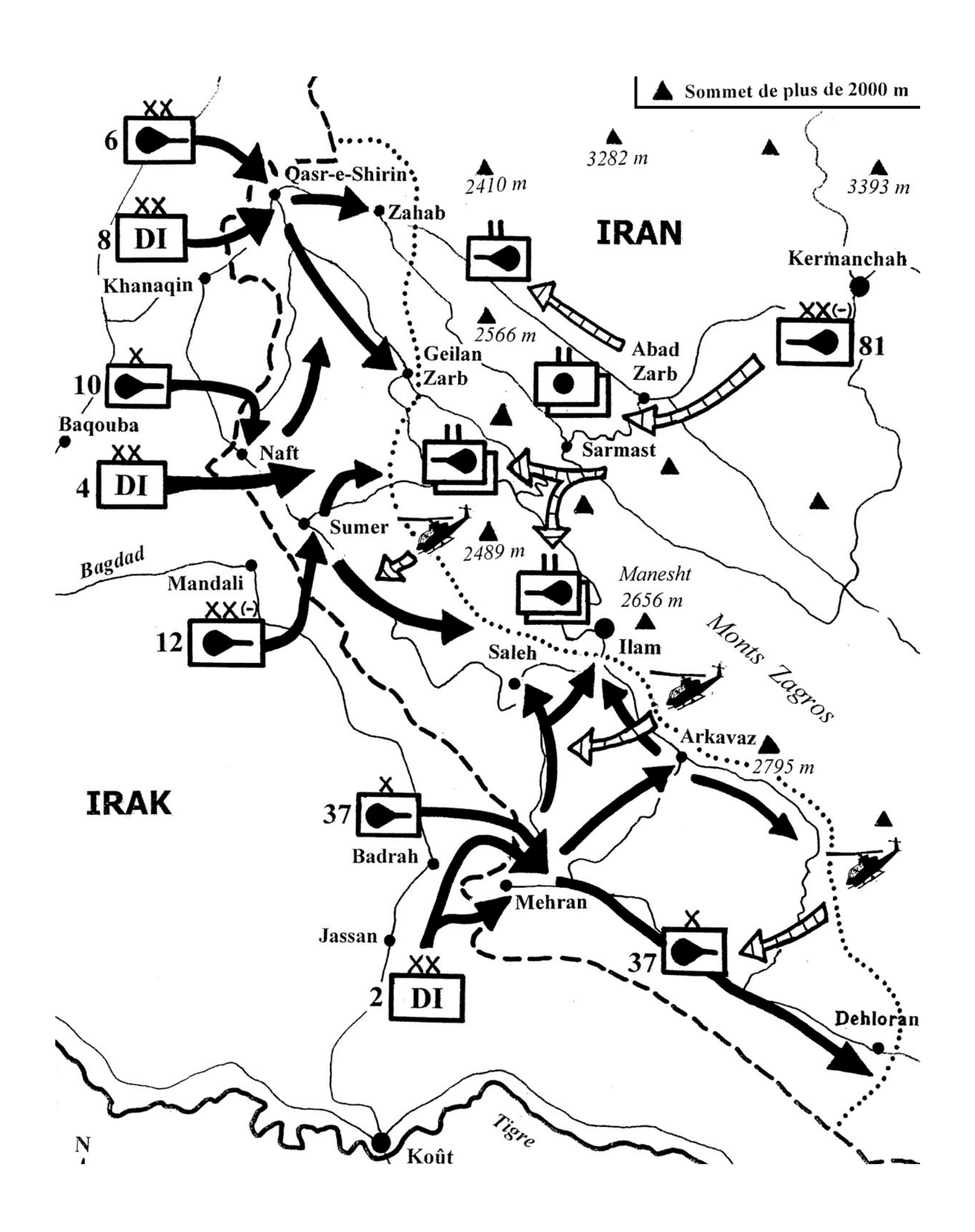
d'armée (2 divisions blindées et 3 divisions d'infanterie) devront s'emparer de plusieurs verrous névralgiques au pied des monts Zagros, au centre du dispositif, afin d'améliorer la défense de Bagdad en la rendant moins vulnérable à une contre-offensive iranienne. L'effort principal, confié au 3e Corps d'armée, portera au sud, en direction de la vaste plaine côtière du Khouzistan, afin de capturer les villes de Dezfoul, d'Ahwaz et de Khorramchahr, isolant le complexe pétrolier d'Abadan qui devrait tomber ensuite comme un fruit mûr. Si tout se déroule comme prévu, ces forces poursuivront en direction du port de Bandar Khomeiny. La ville d'Ahwaz constitue donc le centre de gravité de l'offensive. L'état-major irakien a concentré sur cette partie du front trois divisions blindées et deux divisions mécanisées.

Aucune opération n'est pour l'instant prévue au Kurdistan où les deux divisions du 1er Corps d'armée ont fort à faire pour lutter contre les *peshmergas* des frères Barzani et empêcher l'infiltration de renforts kurdes en provenance d'Iran. Les troupes iraniennes déployées de l'autre côté de la frontière ne constituent pas une menace immédiate pour l'Irak, puisqu'elles sont elles aussi occupées à combattre d'autres *peshmergas* : ceux du PDKI soutenus par Bagdad.

Les 20 et 21 septembre, Adnan Khairallah, ministre de la Défense et cousin du président, effectue une tournée marathon le long de la frontière, pour rencontrer les commandants de chacune des dix divisions impliquées dans l'assaut contre l'Iran. Il est accompagné de Jabar Khalil Shamshal, chef de l'état-major général, de Mohammed Salim, inspecteur général des armées, et d'Abdel Jabar Assadi, chef des opérations chargé de coordonner l'action des forces terrestres. Les quatre hommes remettent à chaque divisionnaire les ordres scellés le concernant, lui souhaitant bonne chance et lui rappelant qu'il serait malvenu de décevoir Saddam. Circonspects, les généraux irakiens interprètent cette consigne comme un signal de prudence. Mieux vaut progresser lentement, en respectant scrupuleusement le manuel et en limitant les risques, plutôt que de se lancer dans une cavalcade débridée qui risque de les exposer à des contre-attaques meurtrières et dangereuses. Face à un individu tel que Saddam, la quête de gloire s'avère un luxe dangereux.

Le 22 septembre 1980, en fin de matinée, les filets de camouflage dissimulant les blindés sont retirés, les batteries d'artillerie approvisionnées et les moteurs des blindés mis en marche. Les fantassins, après s'être légèrement restaurés, embarquent à bord des véhicules à bord desquels ils vont franchir la frontière. Le soleil brille, la température reste élevée après un été caniculaire, et une brume ocre de chaleur voile l'horizon, occultant les avant-postes iraniens. L'attaque n'a pas débuté à l'aube pour être coordonnée avec l'offensive aérienne,

mais aussi pour éviter que les assaillants n'aient le soleil dans les yeux. Les positions iraniennes se trouvent en effet à l'est, face au soleil levant. A midi, alors qu'ils sont survolés par la première vague de chasseurs bombardiers, 1 600 chars, 2 000 véhicules blindés et 4 000 camions s'ébranlent dans un tourbillon de poussière en direction des monts Zagros et des plaines arides du Khouzistan. La première vague d'assaut compte près de 100 000 hommes. En face, les 25 000 Iraniens déployés à proximité du front alignent 800 chars et 600 autres blindés, dont la moitié n'est pas en état de prendre la route. Le rapport de forces s'établit donc à près de 4 contre 1 en faveur des Irakiens.


Sommet de plus de 2000 m
6
8
DI
Qasr-e-Shirin
Zahab
IRAN
3282 m
2410 m
3393 m
Kermanchah
Khanaqin
2566 m
Abad
Zarb
81
10
Geilan
Zarb
Baqouba
Naft
Sarmast
4
DI
Sumer
2489 m
Bagdad
Mandali
Manesht
2656 m
Monts Zagros
12
Saleh
Ilam
Arkavaz
2795 m
IRAK
37
Badrah
Mehran
Jassan
37
2
DI
Dehloran
Tigre
Koût
N

50 km

L'assaut irakien sur le front centre (22 septembre-1er octobre 1980)

Au nord-est de Bagdad, la 6e division blindée et la 8e division d'infanterie quittent leur cantonnement de Khanaqin en direction de Qasr-e-Shirin, véritable carrefour stratégique sur la route reliant Bagdad à Kermanchah. Ces deux unités franchissent la frontière sans la moindre opposition, puis se déploient de manière à isoler Qasr-e-Shirin. En fin d'après-midi, l'avant-garde irakienne pénètre dans la ville encerclée, défendue par un détachement de gendarmes, quelques forces de police et une compagnie de gardiens de la révolution. Pas plus de 200 hommes, équipés uniquement d'armes légères. C'est bien peu face aux blindés et aux canons irakiens. Les combattants iraniens n'en sont pas moins déterminés à infliger un maximum de pertes à leur adversaire, puisque celui-ci leur a coupé toute voie de retraite. Les *pasdarans* parviennent à détruire les véhicules de tête à coups de lance-roquettes RPG-7 et à désorganiser les troupes irakiennes qui doivent changer de tactique. Celles-ci mettent en batterie leur artillerie et pilonnent la bourgade iranienne pendant plus de deux heures. Pour accroître leurs chances de succès, les Irakiens font également appel à l'aviation. Tous les MiG et Sukhoï étant mobilisés pour l'attaque des bases ennemies, l'état-major ne peut leur envoyer que 4 vénérables chasseurs Hunter qui viennent tout juste d'être remis en service après plusieurs années passées au fond des hangars. Manquant d'informations, les pilotes de Hunter tirent leurs roquettes un peu au hasard au-dessus de Qasr-e-Shirin, ajoutant un peu plus à la confusion générale. L'un d'entre eux est abattu par l'unique batterie de DCA défendant la ville. A la tombée de la nuit, les compagnies de grenadiers voltigeurs repartent à l'assaut, appuyées par les chars. Elles nettoient les quartiers les uns après les autres, sous le feu meurtrier des tireurs embusqués. Pendant toute la nuit, les combats font rage autour des maisons désertées[5]. Les Irakiens profitent des premières lueurs du jour pour réduire au silence les derniers nids de résistance. A midi, ils sont maîtres de Qasr-e-Shirin. Cette première victoire leur a coûté plus d'une centaine de morts et près de 300 blessés. Dans l'autre camp, quelques Iraniens se sont rendus, mais la plupart ont préféré se sacrifier, donnant à leurs adversaires un avant-goût de la détermination de leurs compatriotes. Les Irakiens passent le reste de la journée à se regrouper et à évacuer blessés et prisonniers.

Le 24 septembre, la 6e division blindée reprend sa progression en direction des monts Zagros, appuyée par les fantassins de la 8e division d'infanterie. Il n'est pas question pour l'instant de se précipiter jusqu'à Kermanchah, la capitale régionale. Une telle offensive le long d'étroites routes de montagne, faciles à bloquer, ne serait concevable qu'en cas d'effondrement des Iraniens. Il convient pour l'instant d'occuper Sarmast et Abad Zarb, de manière à stopper une éventuelle contre-attaque de la 81e division blindée iranienne. Pour y parvenir, les Irakiens doivent d'abord se rendre maîtres des bourgades de Zahab et Geilan Zarb. Ils s'emparent facilement de la première, mais la seconde leur donne davantage de fil à retordre. Les chars progressent au rythme des grenadiers voltigeurs qui ont préféré débarquer de leurs blindés, jugés trop vulnérables. Il leur faut trois jours pour parcourir la cinquantaine de kilomètres qui séparent Qasr-e-Shirin de leur objectif. Lorsqu'ils parviennent en vue de Geilan Zarb, les soldats irakiens sont accueillis par le feu nourri d'une bande de *pasdarans* survoltés qui ont quitté précipitamment Kermanchah deux jours plus tôt, en autobus, pour rejoindre une ligne de front encore très fluctuante. Plutôt que de risquer des pertes inutiles, les Irakiens se mettent hors de portée et attendent patiemment l'arrivée de leur artillerie. Ils perdent ainsi une journée supplémentaire. Le 29 septembre, après un bombardement terrible qui dévaste la bourgade iranienne, ils se lancent à l'assaut et bousculent les défenseurs qui se replient en direction des montagnes, non sans avoir infligé des pertes significatives à l'assaillant. Ils poursuivent ensuite en direction du carrefour conduisant à Sarmast.

Plus au sud, la 4e division d'infanterie partie de Baqouba, renforcée par la 10e brigade blindée de la Garde républicaine, s'est emparée de Naft. Après avoir laissé une brigade de fantassins en garnison dans cette bourgade, son commandant poursuit sa lente progression le long de la route frontalière, afin de rejoindre les autres divisions qui ont envahi le secteur. Il effectue quelques jours plus tard sa jonction avec les 8e et 12e divisions, tandis que la brigade blindée de la Garde républicaine regagne la région de Bagdad pour servir de réserve mobile à l'état-major général.

De son côté, la 12e division blindée a quitté Mandali et franchi à son tour la frontière en direction de l'antique Sumer. Elle s'est heurtée à la résistance inattendue d'un détachement de gendarmes et de *pasdarans* retranchés sur place. Après trente-six heures d'intenses préparatifs, ses deux brigades ont débordé les défenseurs, pénétré dans la ville et neutralisé les îlots de résistance les uns après les autres. Le commandant de cette division peut s'enorgueillir d'avoir limité ses pertes, mais il a perdu un temps précieux qui a permis aux Iraniens de réagir et

d’envoyer à sa rencontre un bataillon de chars qui freine son avance en direction de Sarmast et lui inflige des pertes significatives. Les Chieftain iraniens sont en effet avantagés par le terrain. Bien abrités derrière les collines, ils harcèlent l’assaillant, appuyés par une escadrille d’hélicoptères Cobra qui multiplient les coups au but contre les blindés irakiens.

Plus au sud encore, la 2e division d’infanterie a traversé la frontière à l’est de Jassan et de Badrah pour encercler Mehran où se trouve retranché, depuis quelques semaines, un bataillon d’infanterie mécanisée. Le divisionnaire irakien, qui ne dispose que de très peu d’informations sur la valeur de son adversaire, se montre prudent et privilégie la tactique du rouleau compresseur. Après avoir fait tonner le canon pendant plusieurs heures, il profite du coucher du soleil, au moment où les Iraniens ont celui-ci dans les yeux, pour lancer ses brigades à l’assaut. La bataille dure trente-six heures à l’issue desquelles les Irakiens se rendent maîtres de Mehran, après avoir perdu l’équivalent de 2 bataillons. Le 25 septembre, ils reprennent leur progression. Deux brigades d’infanterie se dirigent vers Ilam, une petite ville nichée à mi-pente du mont Manesht qui commande l’une des routes conduisant à Kermanchah. Cette localité est d’autant plus importante qu’elle contrôle l’accès à une importante station radar située au sommet d’une montagne voisine, qui permet de détecter toute activité aérienne en provenance des bases de Koût et de Bagdad. Il est donc crucial pour les Iraniens d’en conserver le contrôle. C’est la raison pour laquelle ils dépêchent sur place le bataillon de reconnaissance de leur 81e division blindée pour défendre Ilam avant l’arrivée des troupes irakiennes. Celui-ci est rejoint par un bataillon d’infanterie mécanisée assemblé à la hâte, pendant que 2 bataillons de chars de cette même division, appuyés par 2 bataillons d’obusiers automoteurs de 155 mm, prennent position à Sarmast et Abad Zarb pour repousser les brigades blindées parties de Zahab et Geilan Zarb. Des hélicoptères de combat patrouillent le secteur pour évaluer la progression des troupes irakiennes. Volant par paires, au ras du sol, ils utilisent au mieux les dénivellations du terrain pour masquer leur présence et tendre des embuscades mortelles à l’adversaire. Le reste de la 81e division blindée demeure pour l’instant à Kermanchah, le temps de compléter ses effectifs, remettre en état le maximum de chars et attendre les ordres de l’état-major général. Les officiers supérieurs iraniens, qui ont étudié le combat blindé auprès des Israéliens, ont retenu les leçons des échecs de Tsahal lors de la première phase de la guerre du Kippour, sept ans plus tôt, lorsque les tankistes israéliens avaient chargé par petits groupes les Egyptiens, sans le moindre appui d’infanterie ou d’artillerie, se faisant décimer à coups de missiles antichars.

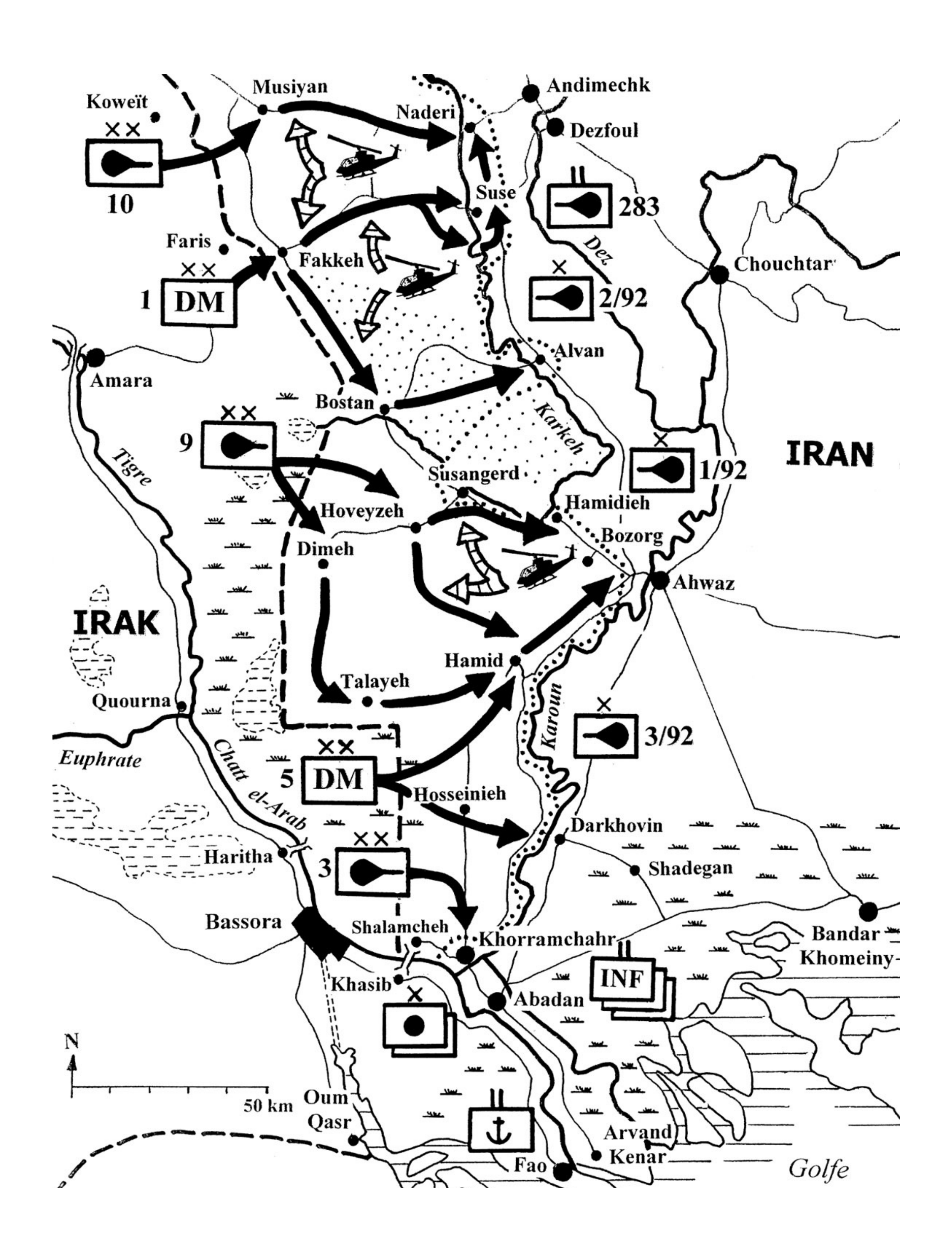
L'arrivée de ces renforts échappe à l'état-major de la 2e division d'infanterie qui ne dispose d'aucun moyen performant de collecte du renseignement. C'est donc en toute quiétude que le divisionnaire irakien déroule son plan d'opération. Pendant que l'une de ses brigades tient fermement Mehran, deux autres s'emparent de Saleh et Arkavaz, puis poursuivent en direction d'Ilam. Sous un soleil de plomb, les fantassins progressent lentement, arpentant les collines rocailleuses et pelées les unes après les autres, sous le feu roulant de leurs propres mortiers qui martèlent systématiquement les positions susceptibles d'abriter des tireurs embusqués. Ils sont survolés ponctuellement par des Cobra surgis de nulle part, qui les mitraillent avant de se réfugier derrière les montagnes. Parvenus en vue de leur objectif, ils sont refoulés par le tir précis des chars Scorpion et des grenadiers voltigeurs iraniens retranchés aux abords de la ville. Pendant quarante-huit heures, les commandants des deux brigades envoient leurs éclaireurs sonder les défenses adverses. Convaincus de leur solidité, ils demandent à leur divisionnaire l'appui des chars et de l'artillerie. Celui-ci les leur refuse et leur ordonne de s'établir en position défensive. Le commandant de la 2e division d'infanterie vient en effet d'engager ses chars le long de la route frontalière conduisant à Dehloran pour s'assurer de cette route stratégique et effectuer sa jonction avec le 3e Corps, afin de souder le dispositif irakien. C'est la 37e brigade blindée, détachée de la 12e division, qui mène cette colonne de chars. Sa progression est ralentie par les attaques incessantes des Cobra iraniens. En quelques jours, les Irakiens perdent une quarantaine de chars T-55. Le 30 septembre, ils s'emparent de Dehloran et mettent la main sur les gisements pétroliers éparpillés à proximité.

Pendant ce temps, appliquant les ordres de Bagdad, les commandants des 2e et 4e divisions d'infanterie ordonnent à leurs sapeurs de détruire les retenues d'eau situées à flanc de montagne, de même que le système d'irrigation alimentant les plaines arides jouxtant la frontière irakienne entre Naft et Dehloran. En asséchant cette bande de terre arable de 200 kilomètres de long sur 25 de large, le pouvoir irakien cherche à décourager la population rurale de revenir occuper ce secteur crucial du front. Il espère l'annexer et déplacer la frontière d'une vingtaine de kilomètres vers l'est, jusqu'au pied des monts Zagros, afin de cantonner les Iraniens dans leurs montagnes.

À l'assaut du Khouzistan

Le 22 septembre 1980, trois divisions blindées irakiennes et deux autres mécanisées pénètrent au Khouzistan, chacune dans l'un des secteurs qui lui a été

assigné. Au nord, la 10e division blindée franchit la frontière près du village de Koweït, en direction de Musiyan. Elle atteint cette bourgade trente-six heures plus tard. Une fois maîtres des lieux, les blindés irakiens bifurquent plein est, poursuivant leur itinéraire vers la rivière Karkeh. Ce trajet d'une centaine de kilomètres se révèle beaucoup plus long et difficile que prévu. Une seule route sinueuse et encaissée relie Musiyan à la bourgade de Naderi, au bord de la Karkeh, à travers un relief désertique plissé et craquelé, uniformément ocre, formé de hauts plateaux rocailleux parsemés d'oueds asséchés qui constituent autant d'obstacles naturels, mais aussi de crêtes acérées qui lui confèrent un aspect lunaire. Le divisionnaire n'a pas d'autre choix que de mettre ses brigades à la queue leu leu le long de la route, derrière son régiment de reconnaissance chargé de détecter les obstacles et les pièges. Dans cette configuration, les blindés irakiens se montrent particulièrement vulnérables aux embuscades que leur tendent les hélicoptères Cobra. Ceux-ci ont accaparé la zone séparant la rivière Karkeh de la frontière irakienne et l'ont transformée en un vaste terrain de chasse. Les pilotes iraniens maîtrisent le vol tactique au ras des canyons, surgissant de nulle part, frappant, puis disparaissant à l'abri du relief chaotique. En quelques jours, ils mettent hors de combat une soixantaine de chars et près d'une centaine de camions et d'autres véhicules blindés. Plusieurs d'entre eux sont toutefois abattus par la DCA qui se déchaîne dès qu'elle entend le vrombissement des hélicoptères. Les ZSU-23x4 chenillés se révèlent ainsi de redoutables adversaires pour les pilotes de Cobra. Dans ces conditions, la 10e division blindée n'avance que d'une quinzaine de kilomètres par jour. Paradoxalement, elle ne se heurte à aucune force terrestre ennemie. Pour tenter de limiter les dégâts et accélérer sa progression, son commandant fait appel aux hélicoptères de combat irakiens, qu'il s'agisse de Gazelle équipées de canons de 20 mm ou de redoutables Mi-24 lourdement armés et fortement protégés. Ces hélicoptères vont escorter sa division et l'éclairer dans sa progression, engageant ponctuellement le combat avec les Cobra iraniens.


Musiyan
Koweït
Naderi
Andimechk
Dezfoul
10
Suse
283
Faris
Fakkeh
Dez
Chouchtar
1
DM
2/92
Alvan
Amara
Bostan
Karkeh
9
IRAN
Tigre
Susangerd
1/92
Hoveyzeh
Hamidieh
Bozorg
Dimeh
Ahwaz
IRAK
Hamid
Talayeh
Quourna
Karoun
3/92
Euphrate
Chatt el-Arab
5
DM
Hosseinieh
Darkhovin
Haritha
3
Shadegan
Bassora
Shalamcheh
Khorramchahr
Bandar Khomeiny
INF
Khasib
Abadan
N
50 km
Oum Qasr
Arvand Kenar
Fao
Golfe

© Pierre Razoux

KOWEÏT

Boubiyan

L'assaut irakien au Khouzistan (22 septembre-1er octobre 1980)

Le 28 septembre, la 10e division blindée atteint la rivière Karkeh et la franchit au niveau du pont de Naderi, bousculant le 138e bataillon d'infanterie chargé de le garder. Elle établit aussitôt une tête de pont et attend d'être rejointe par la 1re division mécanisée. Celle-ci a franchi la frontière au niveau de Faris, s'est emparée facilement du village de Fakkeh, puis s'est scindée pour progresser selon deux axes distincts. L'une des deux brigades mécanisées a longé la frontière vers le sud en direction de Bostan, puis, après avoir laissé un détachement sur place pour occuper ce carrefour important, a bifurqué au nord-est à travers un vaste réseau de dunes en direction de la bourgade d'Alvan. Comme ailleurs, les blindés irakiens se sont heurtés aux hélicoptères iraniens qui n'ont cessé de les harceler, détruisant plusieurs automitrailleuses Panhard ainsi qu'une quinzaine d'OT-64 de transport de troupes. Le reste de la division a poursuivi vers l'est en direction de Suse. Une fois parvenu à proximité de la rivière Karkeh, le général commandant la 1re division a ordonné une manœuvre de débordement. Pendant que sa brigade mécanisée s'est emparée du pont menant à Suse, sa brigade blindée a progressé de quelques kilomètres vers le sud pour franchir la rivière au niveau d'un gué. Sur l'autre berge, le milieu change du tout au tout. Une vaste plaine agricole, parsemée de fermes, de talus et de bosquets, s'étend entre les rivières Karkeh et Dez, remplaçant avantageusement les collines rocailleuses et désertiques auxquelles s'étaient presque habitués les tankistes irakiens. Ce terrain plat et fertile facilite la progression des blindés qui encerclent Suse, prenant à revers ses défenseurs, et font rapidement leur jonction avec les chars de la 10e division blindée. Pendant deux jours, les troupes irakiennes, appuyées par l'artillerie divisionnaire et par quelques hélicoptères de combat, prennent d'assaut la ville de Suse défendue par le 141e bataillon d'infanterie épaulé par plusieurs compagnies de *pasdarans*. Encerclés, les survivants iraniens finissent par se rendre. Les Irakiens n'ont guère le loisir de souffler, car leur tête de pont est immédiatement contre-attaquée par les Scorpion du 283e bataillon de reconnaissance et par la 2e brigade de Chieftain de la 92e division blindée. Ces deux unités sont appuyées par les tirs précis d'un bataillon d'obusiers automoteurs. Une trentaine de blindés sont détruits côté

irakien et une vingtaine côté iranien, avant que l'artillerie irakienne ne se déchaîne à son tour et refoule les chars iraniens.

Un peu plus au sud, la 9e division blindée a elle aussi atteint ses objectifs intermédiaires. Déployée initialement au sud-est d'Amara, elle a dû traverser une zone marécageuse, praticable en cette fin de saison sèche, avant de débouler sur une plaine désertique et rocailleuse pour s'emparer de Dimeh et d'Hoveyzeh. A partir de là, elle s'est scindée en trois colonnes. La première a pris l'itinéraire le plus long pour rejoindre Ahwaz par le sud, en longeant d'abord la frontière irakienne jusqu'à Talayeh, puis en bifurquant en direction de Hamid. Après avoir bousculé les quelques défenseurs retranchés dans cette bourgade, cette première colonne a poursuivi en direction d'Ahwaz, longeant la rive occidentale du fleuve Karoun. Aucun pont ne traversant le fleuve sur cette section, les Irakiens ont pu progresser sans risque d'être débordés sur leur flanc droit. Une seconde colonne s'est précipitée vers Susangerd qu'elle a traversée sans résistance, cette ville n'étant apparemment pas défendue. Cette colonne a poursuivi en direction de Hamidieh. Elle s'est frottée au régiment de reconnaissance de la 92e division blindée qui a mené une défense efficace en profondeur. Face à la pression irakienne, les Iraniens ont toutefois dû céder du terrain. Le canon de 90 mm de leurs Scorpion n'a pas fait le poids face au canon de 115 mm des chars T-62. Les Irakiens se sont ainsi rendus maîtres de Hamidieh, puis de Bozorg. La troisième colonne a quitté Hoveyzeh en suivant la route traversant le désert jusqu'au fleuve Karoun. Elle s'est heurtée à la 1re brigade de la 92e division qui a réussi à la ralentir, grâce à l'appui de quelques Cobra. Les tankistes iraniens n'ont pas cherché le choc frontal et se sont contentés de tenir leurs adversaires à distance. Pour progresser, les Irakiens ont dû recourir à leur artillerie et à leurs Gazelle armées de missiles antichars Hot. Plusieurs d'entre elles ont été abattues.

A la fin de la première semaine d'opérations, la 9e division blindée arrive en vue d'Ahwaz, mais elle n'a plus suffisamment de forces, de munitions, de carburant et d'eau pour se lancer à l'assaut de la capitale du Khouzistan qui compte 300 000 habitants, de nombreux dépôts et qui constitue un important nœud ferroviaire et routier. Ses lignes de communications se sont étirées et sa logistique ne suit plus. Une attaque immédiate serait d'autant plus suicidaire que la ville, qui s'étale sur la rive orientale du fleuve Karoun, est solidement défendue par le reste de la 92e division blindée, par une artillerie conséquente et par d'importants contingents de gardiens de la révolution. Ses six ponts sont soigneusement gardés et leurs abords sont méticuleusement battus par les feux croisés de l'artillerie et des chars.

Les Irakiens piétinent devant Khorramchahr

Si l'offensive terrestre se déroule à peu près selon les plans établis dans les autres secteurs du front, elle piétine en revanche d'emblée dans la région de Bassora. Dès le premier jour de la guerre, la 3e division blindée, renforcée par la 26e brigade de chars détachée de la 5e division mécanisée, s'empare du poste frontalier de Shalamcheh, permettant aux sapeurs irakiens d'entamer la construction d'un pont flottant en travers du Chatt el-Arab. Une brigade de missiles sol-air Sam-6 est déployée à proximité pour protéger le chantier. Une fois achevé, ce pont reliant Khasib à Shalamcheh facilitera l'acheminement de la logistique et des renforts. Simultanément, l'artillerie irakienne prend pour cible la raffinerie et les dépôts de carburant d'Abadan. Le matraquage va se poursuivre pendant plusieurs semaines et donner lieu à un immense gaspillage de munitions. Le but recherché par le pouvoir irakien est double : détruire la plus grande raffinerie du monde pour affaiblir l'économie iranienne, et raser la ville désertée d'une partie de sa population pour punir Téhéran. Les installations pétrolières étant à proximité immédiate de la ville, les bombardements vont transformer celle-ci en un vaste champ de ruines, qui ne fera que faciliter la tâche de ses défenseurs. L'artillerie iranienne riposte en pilonnant le port irakien de Fao, lui aussi évacué.

Sans attendre, la 3e division blindée lance une attaque concentrique contre Khorramchahr pour tenter de segmenter la ville et atteindre les deux ponts enjambant le fleuve Karoun, de manière à établir une tête de pont en direction d'Abadan. Contre toute logique, le commandement irakien envoie ses chars à l'assaut, au lieu d'avoir recours à l'infanterie. Les colonnes de chars ne tiennent pas plus de quelques heures au centre de la cité défendue par 1 500 combattants issus du 151e bataillon de fortification, d'un détachement d'infanterie de marine et de plusieurs compagnies de *pasdarans*. Les Iraniens font preuve d'acharnement, repoussant l'assaillant à coups de RPG-7, de mines antichars magnétiques et de cocktails Molotov. Les blindés irakiens se heurtent à des barricades improvisées constituées d'autobus, d'engins de travaux publics et de camions renversés, qui les canalisent dans un labyrinthe sans issue. Les tireurs embusqués sur les toits en profitent pour mitrailler les grenadiers voltigeurs et pour éliminer les chefs de chars qui risquent un coup d'œil hors de leur tourelle. Confinés à l'intérieur de leurs blindés, les Irakiens finissent par se retirer, après avoir perdu l'équivalent d'un bataillon de chars et d'un bataillon mécanisé. Le général commandant la division décide aussitôt de changer de tactique et d'assiéger Khorramchahr en attendant l'arrivée de renforts d'infanterie, soumettant la ville à d'intenses bombardements d'artillerie.

A une trentaine de kilomètres plus au nord, la 5e division mécanisée occupe la plaine désertique s'étendant de la frontière jusqu'au fleuve Karoun, s'emparant aisément de Hosseinieh, puis de Hamid. Le contrôle de cette dernière bourgade est d'autant plus important qu'il verrouille la chaîne logistique qui ravitaille le 3e Corps.

Le 28 septembre 1980, Saddam Hussein comprend que le rythme de progression de son armée est plus lent que prévu et qu'il est peut-être préférable d'arrêter l'offensive, si les Iraniens acceptent de négocier. Il estime avoir fait suffisamment la démonstration de sa force pour proposer un cessez-le-feu qui lui permette d'envisager des négociations sur une base très favorable. Serein, il déclare à la presse internationale que « l'Irak est disposé à négocier directement avec la partie iranienne, ou à travers une tierce partie ou toute organisation internationale, une solution juste et honorable qui garantisse nos droits[6] ». Le président irakien souhaite en substance que l'Iran renonce à l'accord d'Alger et reconnaisse la souveraineté irakienne sur la totalité du Chatt el-Arab, ainsi que sur un certain nombre d'enclaves dont son armée vient de s'emparer, notamment au niveau de Qasr-e-Shirin, Sumer et Mehran. Pour convaincre la partie iranienne d'accepter son offre, il ordonne une trêve unilatérale la première semaine d'octobre. La réponse, cinglante, ne tarde pas. Le 30 septembre, le gouvernement iranien énumère des conditions inacceptables pour l'ouverture de pourparlers : Saddam Hussein doit quitter le pouvoir ; le régime irakien doit reconnaître qu'il est l'agresseur et doit accepter de dédommager l'Iran pour les dégâts infligés ; Bassora doit passer sous contrôle iranien le temps que l'Irak s'acquitte de sa dette de guerre ; un référendum doit être organisé au Kurdistan irakien pour permettre aux Kurdes de choisir entre l'autonomie et le rattachement à l'Iran. Aucune négociation n'est donc envisageable. La décision devra être acquise sur le champ de bataille. Bien qu'elle n'aboutisse pas, la trêve formulée par Saddam casse l'élan des soldats irakiens qui ne comprennent pas pourquoi leur président les a envoyés au feu, alors qu'il se déclare prêt à négocier avec l'adversaire.

3
Comment en est-on arrivé là ?

La guerre Iran-Irak résulte d'abord et avant tout de la volonté d'affrontement de deux hommes aux ambitions contradictoires, Saddam Hussein et l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, pour qui la survie du régime qu'ils ont chacun forgé passe par la destruction, ou du moins l'affaiblissement de l'autre. Mais l'affrontement impitoyable entre ces deux tyrans n'aurait jamais dégénéré en une guerre totale si, de part et d'autre, Irakiens et Iraniens n'avaient été persuadés qu'ils combattaient pour leur bon droit, au nom d'une rivalité ancestrale. Arabes et Persans se sont en effet longtemps disputé le croissant fertile du Moyen-Orient, jadis connu sous son appellation de Mésopotamie, et qui recouvre aujourd'hui l'essentiel du territoire irakien et une petite partie du territoire iranien.

De vieilles querelles de frontières

Au début du XVIe siècle, les Empires ottoman et persan s'affrontent le long d'une ligne de fracture suivant la frontière naturelle des monts Zagros qui ont longtemps marqué la délimitation entre les civilisations arabe et persane. Cette lutte d'influence entre Ottomans et Persans prend rapidement une connotation religieuse. Alors que les premiers se considèrent comme les héritiers des califes et les défenseurs du sunnisme, les seconds se veulent les champions du chiisme. Ismaïl Ier, fondateur de la dynastie séfévide, a en effet proclamé le chiisme comme religion officielle de l'empire persan (1503). Dans l'attente de s'emparer des lieux saints que sont Nadjaf et Karbala, inaccessibles puisqu'ils sont sous contrôle ottoman, il sanctuarise la ville de Qom qui abrite l'école religieuse chargée de former le clergé de la communauté chiite, mais aussi la ville de Mechhed qui accueille le mausolée de l'imam Reza assassiné par le calife sunnite Al-Maamoun, originaire de Bagdad. Qom et Mechhed deviendront

rapidement des lieux de pèlerinage pour les chiites iraniens et la Perse s'imposera comme la protectrice du chiisme duodécimain.

En 1534, le sultan Soliman le Magnifique s'empare de Bagdad et conclut le traité d'Amassia (1555) par lequel la Perse renonce à toute prétention sur la Mésopotamie et le Chatt el-Arab (littéralement « le rivage des Arabes ») qui sont intégrés à l'Empire ottoman au sein des vilayets de Mossoul, Bagdad et Bassora. Le traité de Qasr-e-Shirin (1639) confirme les termes du précédent. La frontière entre les deux empires persan et ottoman se stabilise, à l'exception de la plaine côtière du Khouzistan comprise entre le Chatt el-Arab et les monts Zagros. Cette région marécageuse est revendiquée par les Persans qui font valoir qu'elle a toujours constitué leur débouché naturel vers les eaux du Golfe. Plusieurs tribus originaires de la péninsule arabique contestent la souveraineté persane sur cette région côtière où elles se sont sédentarisées. Profitant de l'affaiblissement de la dynastie séfévide, le chef de la tribu des Bani Kaab se sent suffisamment fort pour défier le chah et rebaptiser cette région « Arabistan ». C'est inacceptable pour le pouvoir persan qui lance une série d'expéditions punitives, provoquant de nouvelles frictions avec l'Empire ottoman. Le rapport de forces reste toutefois favorable à la Sublime Porte qui impose le traité d'Amir Achraf (1727) par lequel la Perse s'engage à ne plus s'immiscer dans les affaires de l'Arabistan. L'Irak remplace désormais la Mésopotamie dans le vocable officiel.

Après le congrès de Vienne (1815), les puissances européennes s'intéressent à la région. Les Anglais et les Russes exigent des Persans et des Ottomans qu'ils s'entendent sur une frontière permanente, afin de stabiliser la région et sauvegarder leurs intérêts. En 1843, une commission mixte anglo-russe délimite la frontière perso-ottomane du mont Ararat jusqu'au golfe Arabo-persique. Ce nouveau tracé est consacré par le traité d'Erzeroum (1847). Les Ottomans conservent l'Irak et la totalité du Chatt el-Arab, mais doivent renoncer aux contreforts montagneux situés entre Mehran et Qasr-e-Shirin. Les Persans récupèrent le Khouzistan et se voient reconnaître le droit de naviguer sur le Chatt el-Arab, mais doivent abandonner leurs prétentions sur la province de Souleimanieh peuplée majoritairement de Kurdes.

La situation se complique à la fin du XIXe siècle par l'arrivée d'un nombre important de tribus chiites qui fuient le prosélytisme des wahhabites établis dans le royaume du Nedjed. Ces tribus se sédentarisent dans le sud de l'Irak, notamment dans la région de Bassora, mais aussi et surtout à proximité de Nadjaf et Karbala, retrouvant ainsi les lieux saints de leur religion. Leur dynamisme suscite un phénomène de conversions massives qui va progressivement modifier l'équilibre entre sunnites et chiites en Irak.

En 1911, Persans et Ottomans remettent en cause le traité d'Erzeroum.

Britanniques et Russes font pression sur eux pour les convaincre d'accepter une nouvelle médiation. Des équipes de cartographes se rendent sur le terrain et définissent un tracé frontalier extrêmement précis, formalisé à travers le protocole de Constantinople du 4 novembre 1913. La frontière terrestre est figée et la souveraineté ottomane est réaffirmée sur le Chatt el-Arab, à l'exception d'une dizaine d'îlots situés entre Mohammara et l'embouchure du Golfe, qui échappent désormais à la mainmise turque. Ce protocole est accompagné de procès-verbaux qui précisent avec minutie le tracé frontalier, auxquels sont annexées des cartes de l'amirauté britannique qui feront foi entre Irakiens et Iraniens jusqu'à la fin du XXe siècle et l'apparition des cartes dressées par satellite.

La Première Guerre mondiale bouleverse cette savante construction géopolitique. Dès l'entrée en guerre du Sultan aux côtés de l'Allemagne, les Britanniques occupent Bassora, puis progressent en direction de Bagdad. De leur côté, les Russes raffermissent leur influence sur la partie septentrionale de la Perse. A la fin de la guerre, les Britanniques sont maîtres de l'Irak. La révolution russe et la chute de l'Empire ottoman leur permettent de consolider leurs positions en s'installant à Qatar et en assurant un mandat de la Société des nations sur l'Irak, en vertu des accords Sykes-Picot qui divisent le Moyen-Orient en zones d'influences britannique, française et russe. Londres est d'autant plus satisfaite de contrôler l'Irak que d'importants gisements pétroliers ont été découverts dans la région de Kirkouk et de Mossoul.

Dès l'indépendance de l'Irak, le 30 juin 1930, le roi Fayçal réaffirme la souveraineté irakienne sur le Chatt el-Arab, tandis que le chah d'Iran Reza Pahlavi, qui revendique une souveraineté partagée sur le fleuve, dénonce le protocole de Constantinople de 1913. A l'issue de négociations encadrées par les Britanniques, Iraniens et Irakiens s'entendent à Téhéran, le 18 juillet 1937, sur un nouveau traité qui reconnaît la validité générale du protocole de Constantinople, mais qui dispose que pour un étroit segment du Chatt el-Arab, entre les ports fluviaux de Khorramchahr et d'Abadan, la frontière passera désormais au niveau du talweg, c'est-à-dire le long de la ligne médiane de l'estuaire. L'Irak conserve en échange le monopole du pilotage le long du fleuve.

La Seconde Guerre mondiale modifie le paysage géopolitique. Les Américains remplacent les Britanniques en tant que « parrains » de l'Iran, tandis que les Soviétiques sont contraints d'évacuer la partie septentrionale de ce pays. Dès le milieu des années 1950, le nouveau chah d'Iran, Mohammed Reza Pahlavi, revendique une ligne pro-occidentale et s'impose comme l'un des dirigeants les plus influents du Moyen-Orient. Pendant ce temps, l'Irak bascule dans l'instabilité. Plusieurs révolutions sanglantes déposent brutalement la

monarchie (14 juillet 1958), puis les juntes des généraux Kassem (8 février 1963) et Aref (17 juillet 1968). Le chah d'Iran, qui sait être soutenu par les Américains et les Britanniques, en profite pour rouvrir le dossier du Chatt el-Arab. C'est compter sans l'appui déterminé des Soviétiques aux Irakiens, qui font échec à la renégociation des accords en vigueur. La guerre froide s'est en effet invitée au Moyen-Orient et le Kremlin multiplie les ouvertures et les livraisons d'armes en direction de Bagdad où le parti Baas (littéralement « renouveau ») a pris le pouvoir. Constitué à Damas dans les années 1940 par deux intellectuels syriens, ce parti laïc et socialiste entend rendre aux Arabes le sens de la fraternité et de l'unité. Cette doctrine séduit l'intelligentsia irakienne dominée par les sunnites qui s'inquiètent de la montée en puissance de la communauté chiite. Pour ces intellectuels, l'idéologie baassiste doit aider à gommer les rivalités religieuses. C'est pour cette même raison que de nombreux chrétiens irakiens rejoignent également le parti Baas. Le 17 juillet 1968, un Conseil de commandement de la révolution (CCR) est institué qui nomme le général Al-Bakr à la présidence de la République. C'est la consécration pour cet ancien instituteur de 54 ans qui a voué sa vie à l'institution militaire et au parti Baas.

Le nouvel homme fort de l'Irak s'adjoint les services d'un certain Saddam Hussein, son neveu par alliance, qui s'est progressivement imposé comme l'un des piliers du Baas et qui est comme lui originaire de la bourgade de Tikrit, à une centaine de kilomètres au nord de Bagdad. Il estime n'avoir pas grand-chose à craindre de cet homme de 31 ans à la moustache arrogante, certes très ambitieux, mais sans expérience militaire et dont les réseaux ne peuvent rivaliser avec les siens.

Saddam Hussein entre en scène

Né le 28 avril 1937 dans une famille paysanne modeste, le jeune Saddam Hussein est très tôt livré à lui-même. Pour échapper à la férule de son beau-père, brutal, il devient berger, puis part se réfugier chez Talfah Khairallah, son oncle maternel. C'est cet instituteur nationaliste, ancien officier, qui va l'éduquer, le scolariser et le sensibiliser à la culture révolutionnaire. Saddam voue une admiration sans limite à son mentor qui lui fait découvrir l'histoire irakienne, les auteurs révolutionnaires russes, et qui l'initie au maniement des armes. Il se lie à Sajida, sa fille (et donc sa cousine germaine), qu'il épousera quelques années plus tard, mais aussi à Adnan, son cousin germain qu'il considère comme son propre frère et qui deviendra par la suite son plus proche conseiller. Après s'être installé à Bagdad pour y suivre la famille Khairallah, Saddam termine

laborieusement ses études secondaires et échoue au concours d'entrée à l'Ecole militaire. Déçu, il exerce plusieurs petits métiers qui vont lui permettre d'appréhender la dure réalité de la rue et de se poser en chef de bande. Il découvre alors le pouvoir de l'intimidation et de la violence. Au milieu des années 1950, il rejoint une cellule clandestine du Baas, grâce à l'entremise de son oncle Talfah qui a adhéré au parti quelques années plus tôt. Il s'y montre déterminé, impitoyable et brutal quand cela s'avère nécessaire. Ces trois traits caractériseront la suite de son parcours. Il n'hésite pas à faire le coup de feu, ce qui lui vaut d'être emprisonné pour le meurtre d'un informateur de la police royale. Libéré lors de la révolution de 1958, il tente de se faire oublier, mais retombe très vite dans l'action clandestine, quand le nouveau pouvoir décide de pourchasser les membres du Baas. Le 7 octobre 1959, il fait partie du groupe qui tente, sans succès, d'assassiner le général Kassem. Blessé, il fuit et se réfugie à Damas. Il y rencontre Michel Aflak, l'icône du Baas, qui lui prédit un brillant avenir et lui conseille d'aller poursuivre des études de droit au Caire. Il s'y montre un étudiant à peine passable. L'ambiance académique ne sied pas à cet homme de pouvoir et d'action. Profitant de la révolution de 1963, il rentre à Bagdad. Fort du soutien de Michel Aflak, il joue les intermédiaires entre les branches syrienne et irakienne du Baas, ce qui lui permet de renouer avec le général Al-Bakr, son oncle par alliance, et de gagner progressivement sa confiance. En 1964, peu de temps après la naissance de son premier fils Oudaï, Saddam Hussein est arrêté lors d'une rafle destinée à décapiter le parti. Il met à profit son emprisonnement pour approfondir sa culture révolutionnaire. Il se passionne pour les écrits de Staline dont la pensée lui sert désormais de modèle. Il s'échappe en 1966 à la faveur d'un transfert et replonge dans la clandestinité, occupant plusieurs postes dans les services de sécurité de la direction clandestine du parti. Le 30 juillet 1968, lorsque Hassan Al-Bakr le nomme secrétaire-général adjoint du parti Baas, lui confiant de fait les fonctions de numéro 2 du régime, Saddam Hussein accède au pouvoir et n'entend plus le lâcher. Il ne va avoir de cesse que de viser le pouvoir absolu, sachant qu'il lui faudra ménager son nouveau mentor le temps d'asseoir sa position et de s'assurer du contrôle du parti. Pour y parvenir, il se fait nommer à la tête des services de sécurité du régime. Epaulé par son clan, sa proche famille et ses obligés, Saddam Hussein élimine ses rivaux et prend le contrôle de Bagdad. Outre son oncle Talfah et son cousin Adnan Khairrallah, il sait pouvoir compter sur son demi-frère Barzan al-Tikriti, son autre cousin Ali Hassan al-Majid et sur deux camarades de lutte clandestine : le chrétien Tarek Aziz et le Kurde Taha Yassine Ramadan. Le premier appartient à la communauté chrétienne chaldéenne d'Irak. Intellectuel pétri de culture anglophone, Tarek Aziz est de la même génération que Saddam

Hussein dont il fait la connaissance en 1957, en adhérant au Baas. Séduit par la personnalité de Saddam, il lie sa carrière à la sienne, utilisant ses dons de polyglotte et de journaliste pour se faire l'avocat de son mentor à l'étranger, tout particulièrement en Europe. De son côté, Taha Yassine Ramadan est simple employé de banque quand il adhère au Baas, en 1956, à l'âge de 18 ans. D'origine kurde, il sait qu'il a besoin d'un protecteur arabe pour faire carrière au sein du parti. Fasciné par Saddam, il s'en remet totalement à lui et devient l'un de ses plus fervents supporters. Il grimpera rapidement les échelons pour prendre la direction de l'Armée populaire, la milice chargée de protéger le régime baassiste.

Tirant les leçons des précédents coups d'Etat, Saddam Hussein décide de brider l'armée et de la soumettre au contrôle politique du Baas, afin de lui ôter toute velléité putschiste. Les plus brillants officiers sont écartés et les grandes manœuvres annulées. Les réserves de munitions sont réduites au strict minimum. Les grandes unités sont réorganisées et se voient adjoindre des commissaires politiques. Les postes de responsabilité au sein de l'état-major sont fréquemment redistribués. Les conseillers soviétiques sont mis sur la touche. Les forces de police et de sécurité intérieure sont en revanche renforcées et jouissent d'un traitement de faveur. Les services de sécurité, contrôlés directement par Saddam, deviennent tout-puissants. Tout est mis en œuvre pour privilégier la défense du régime, quitte à affaiblir la protection des frontières et réduire la crédibilité de l'armée. Le général Al-Bakr en est marri, mais il sait qu'il n'a plus le choix s'il veut conserver la présidence. Cette évolution n'échappe pas au chah d'Iran qui juge le moment propice pour agir. Le 19 avril 1969, il dénonce le traité de Téhéran de 1937 et décrète que la frontière fluviale irano-irakienne passe désormais au milieu du Chatt el-Arab, et non plus sur sa rive orientale. Bagdad réfute cette allégation et réaffirme la souveraineté irakienne sur l'intégralité du fleuve. Pour accroître un peu plus la pression sur le régime irakien, le chah arme la guérilla kurde qui tente d'obtenir son autonomie vis-à-vis de Bagdad.

A la fin des années 1960, les Kurdes sont 20 millions répartis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. La plupart d'entre eux appartiennent à des tribus montagnardes divisées par des rivalités claniques qui ont largement contribué à l'échec de leurs tentatives d'émancipation. En Irak, ils sont alors 3 millions, représentent près de 20 % de la population et sont regroupés dans les provinces montagneuses du Nord, autour des villes de Souleimanieh, Kirkouk et Mossoul. Ils tiennent une zone éminemment stratégique, car celle-ci abrite les principaux gisements pétroliers qui assurent la richesse du pays. L'oléoduc reliant les gisements de Kirkouk au terminal pétrolier de Dortyol, en Turquie, passe à proximité des bastions kurdes tenus par les *peshmergas*. Cette zone clé

contrôle les cols menant en Turquie et dans le nord de l'Iran. De fait, les *peshmergas* passent fréquemment d'un pays à l'autre, trouvant refuge ici ou là en fonction des évènements. Qui contrôle le Kurdistan irakien tient donc à la fois l'économie de l'Irak et la porte d'entrée septentrionale du pays. On comprend dès lors que le pouvoir central irakien s'acharne à contrôler cette région artificiellement scindée en trois provinces distinctes (Arbil, Souleimanieh et Dahouk). Pour y parvenir, il divise pour régner, s'alliant alternativement avec l'un, puis l'autre des principaux clans qui se disputent le contrôle effectif du Kurdistan irakien. Le plus puissant d'entre eux est dirigé par Moustafa Barzani, qui a créé le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), devenu en 1960 la vitrine officielle de la communauté kurde irakienne.

Dès son arrivée au pouvoir, le général Al-Bakr lance une campagne militaire contre les *peshmergas*. Il se heurte à la résistance acharnée des combattants kurdes retranchés dans leurs montagnes, qui harcèlent avec succès les troupes régulières et menacent les installations pétrolières irakiennes. Les troupes de Barzani sont d'autant plus coriaces qu'elles sont armées par l'Iran. Saddam Hussein n'est pas mécontent de cette situation qui lui permet d'occuper l'armée, lui laissant le champ libre pour renforcer son pouvoir personnel et conduire les réformes économiques et sociales dont le pays a besoin. Pour les mettre en œuvre et moderniser l'Irak, Saddam sait qu'il lui faut obtenir la neutralité des Kurdes. Il négocie donc avec Moustafa Barzani. Ce faisant, il gagne sur tous les tableaux. Il stabilise le pays, affaiblit son mentor, endosse le rôle de l'homme fort qui est parvenu à conclure un accord avec la résistance kurde et coupe l'herbe sous le pied du chah qui ne peut plus instrumentaliser à son profit la guérilla kurde. Le 11 mars 1970, il concède aux Kurdes un statut d'autonomie qui reconnaît leur particularisme culturel et linguistique, leur octroie d'importants pouvoirs en matière d'administration locale et intègre cinq ministres kurdes dans son gouvernement. Saddam Hussein et Moustafa Barzani se donnent quatre ans pour mettre en application ce statut d'autonomie. Chacun s'offre par là même un répit précieux pour renforcer ses positions.

La rivalité pour la suprématie régionale

En décembre 1971, par mesure d'économie, le gouvernement britannique se désengage de la région du Golfe, après avoir accompagné l'émancipation des émirats jusque-là soumis à son protectorat. Oman, les Emirats arabes unis, Qatar et Bahreïn accèdent ainsi à l'indépendance et se retrouvent en première ligne, aux côtés de l'Arabie saoudite, du Koweït et de l'Irak, pour contenir les ambitions régionales de l'Iran. Car en se retirant de la région, les Britanniques

ont passé le relai aux Iraniens qui deviennent les nouveaux gendarmes du Golfe. Ces derniers, qui ont conclu d'importants contrats d'armement avec le Royaume-Uni, s'emparent dans la foulée de trois îlots (Abou Moussa, Petite et Grande Tomb) qui gardent l'accès du détroit d'Ormuz, dont la valeur stratégique ne cesse de croître depuis que les deux tiers de la production pétrolière du Moyen-Orient transitent par ce détroit. Ces îlots appartiennent aux Emirats arabes unis, mais sont revendiqués par l'Iran depuis le XVIIIe siècle. Leur occupation résulte d'un marchandage entre Londres et Téhéran. Le gouvernement britannique, conscient que les Emirats arabes unis ne seraient pas en mesure d'assurer leur défense, a préféré les voir tomber dans l'escarcelle de l'Iran, un allié sûr du camp occidental. En échange, le chah s'est engagé à renoncer à toute revendication sur l'île de Bahreïn. Cet émirat minuscule, coincé entre le Qatar et l'Arabie saoudite, demeure ainsi le principal vecteur d'influence de la Couronne britannique à travers le Golfe.

Englué dans le conflit vietnamien, le gouvernement américain mise ouvertement sur le chah et l'assure d'une imposante assistante militaire. Richard Nixon et Henry Kissinger considèrent le monarque iranien comme le meilleur rempart de l'Occident face à l'activisme soviétique au Moyen-Orient. Dès lors, les Etats-Unis lui livrent d'invraisemblables quantités d'armes, transformant ce pays en une véritable puissance régionale capable de projeter son influence bien au-delà de ses frontières. Cette avalanche de matériel est financée par la manne pétrolière. La Maison Blanche fait tellement confiance au chah qu'elle accepte de lui livrer 80 intercepteurs Tomcat équipés du redoutable missile Phoenix – capable de détruire une cible à plus de 150 kilomètres – alors même qu'elle se refusait jusque-là à exporter ce chasseur ultrasophistiqué, de peur de voir sa technologie tomber aux mains des Soviétiques. Plusieurs milliers de stagiaires iraniens (dont la totalité des pilotes) sont accueillis et formés chaque année aux Etats-Unis. Mieux, Washington entame une coopération nucléaire civile avec Téhéran et promet de livrer, clés en main, plusieurs usines d'armement au chah. Cette assistance technique se double d'une étroite coopération dans le domaine du renseignement. Depuis le milieu des années 1950, la CIA collabore étroitement avec la Savak, la police secrète iranienne. Ses avions espions, les fameux oiseaux noirs U-2 et SR-71, opèrent régulièrement à partir du territoire iranien. Certains d'entre eux survolent à cette occasion l'Irak, informant le chah sur le dispositif militaire de son turbulent voisin.

En Irak, Saddam Hussein est bien décidé à sortir son pays de son isolement diplomatique, afin de jouer un rôle à sa mesure au sein du monde arabe et contrer par là même plus efficacement les deux Etats qu'il perçoit comme ses adversaires les plus acharnés : l'Iran et Israël[1]. Pour y parvenir, il conçoit une

manœuvre en trois temps qu'il fait avaliser par le général Al-Bakr. Tout d'abord, il se réconcilie avec l'Union soviétique, non par choix idéologique, mais pour des raisons de realpolitik. Bagdad a besoin d'armes modernes et d'un appui sans faille au Conseil de sécurité des Nations unies, pour faire échec aux tentatives iraniennes, israéliennes et américaines visant à isoler le régime baassiste. De son côté, le Kremlin cherche à améliorer sa position dans la région. Même s'ils ne se font aucune illusion sur l'engagement réel du régime irakien à leurs côtés, les dirigeants soviétiques font feu de tout bois pour diviser le camp pro-occidental et contenir la poussée américaine en direction du Golfe. Saddam Hussein n'hésite donc pas à se rendre à Moscou pour faire avancer les discussions qui débouchent sur la signature à Bagdad, le 9 avril 1972, d'un traité d'amitié et de coopération entre l'Irak et l'Union soviétique. En échange, le régime baassiste s'engage à composer avec le parti communiste irakien et cesse de pourchasser ses membres. Il reçoit dans la foulée d'importantes quantités d'armes qui lui permettent de rétablir quelque peu la parité avec le puissant voisin iranien. Le matériel n'est pas très performant, mais il est suffisant pour dissuader l'Iran d'attaquer impunément l'Irak.

Après s'être rapproché des Russes, Saddam Hussein décide de renforcer ses liens avec l'Europe, de manière à s'extraire de l'antagonisme Est-Ouest et d'échapper à la fois à la vindicte américaine et à une trop forte dépendance à l'égard des Soviétiques. Le parti Baas est avant tout nationaliste et refuse de tomber sous la coupe d'un protecteur, quel qu'il soit. C'est la raison pour laquelle les Soviétiques n'ont pas accès aux bases irakiennes. Les Allemands étant jugés trop proches des Israéliens, les Britanniques n'étant plus en odeur de sainteté, les Italiens n'étant pas jugés crédibles, le pouvoir irakien se tourne tout naturellement vers les Français. Ces derniers semblent les seuls à pouvoir lui apporter ce dont il a le plus besoin : une coopération étroite dans le secteur pétrolier, une assistance ambitieuse dans le domaine nucléaire civil et des armes modernes pour dissuader le voisin iranien. La France va s'imposer rapidement comme une source précieuse d'approvisionnement en armes pour le régime de Bagdad.

Saddam Hussein parachève sa manœuvre diplomatique par une opération de charme en direction des principales capitales arabes. Dans le Golfe, il se présente comme le bouclier naturel des Arabes face à l'impérialisme iranien. Au Proche-Orient, il se veut le champion de la libération de la Palestine et de la lutte contre l'occupant israélien et n'hésite pas, pendant la guerre du Kippour d'octobre 1973, à envoyer une partie de son armée combattre l'armée israélienne sur le front du Golan. Cette participation lui permet d'apaiser momentanément la rivalité qui l'oppose au régime baassiste syrien. Car depuis que le général Hafez

el-Assad s'est emparé du pouvoir à Damas, en novembre 1970, les tensions se sont exacerbées entre les deux pays qui apparaissent de plus en plus comme des frères ennemis. Hafez el-Assad a beau être un baassiste convaincu, il ne partage pas la vision des baassistes irakiens. Il courtise Le Caire et Moscou, ignorant superbement Bagdad. Surtout, le chef d'Etat syrien représente la ligne militariste du Baas, alors que Saddam se veut le chantre d'une ligne « civile » qui cherche à soumettre l'institution militaire aux diktats du Parti. Les tensions sont telles que la direction générale du Baas vole en éclats. Michel Aflak quitte Damas et trouve refuge à Bagdad. Le régime irakien se targue dès lors d'être le seul représentant du canal historique du Parti. Fort de cette légitimité, Saddam Hussein réorganise la vie politique irakienne autour du Baas et muselle définitivement l'opposition.

Tout en sortant l'Irak de son isolement diplomatique, Saddam Hussein se consacre à son autre priorité : la nationalisation de l'industrie pétrolière. Cette réforme ambitieuse doit lui permettre de financer la modernisation du pays. Le 1er juin 1972, le gouvernement irakien nationalise l'Iraq Petroleum Company et l'ensemble des sociétés pétrolières opérant sur son territoire. Le coup est rude pour les compagnies anglo-saxonnes qui ont tout fait pour s'opposer à cette décision. Grâce à un partenariat énergétique avec la France, les dirigeants irakiens mettent en service deux terminaux pétroliers off-shore (Mina al-Bakr et Kohr al-Amaya), accroissant ainsi la production de pétrole qui passera en quelques années de 2 à 3,5 millions de barils par jour. Ce faisant, l'Irak entre dans la cour des grands au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et s'impose comme un rival sérieux de l'Iran sur la scène énergétique.

L'accord d'Alger

Si la situation s'est améliorée pour l'Irak sur la scène régionale, elle s'est en revanche détériorée sur le front intérieur. Saddam Hussein a manqué à sa parole : il n'a pas mis en œuvre le statut d'autonomie promis aux Kurdes, suscitant la fureur du clan Barzani. Pire, le pouvoir irakien s'est lancé dans un vaste programme de transfert de population et d'arabisation forcée des deux principales villes kurdes du pays, Mossoul et Kirkouk.

Au printemps 1974, Moustafa Barzani mobilise ses troupes et appelle à la création d'un Kurdistan indépendant ayant Kirkouk pour capitale. Plus de 50 000 *peshmergas* rejoignent les maquis et menacent d'asphyxier Mossoul et Kirkouk. Cette fois, Moustafa Barzani peut compter non seulement sur le soutien actif de l'Iran qui voit là un bon moyen d'affaiblir l'Irak pour le contraindre à renégocier le statut du Chatt el-Arab, mais aussi sur l'appui des Etats-Unis et d'Israël qui

cherchent à fragiliser le régime irakien par tous les moyens, les premiers parce qu'ils l'estiment inféodé aux Soviétiques, le second parce qu'il le considère comme son plus redoutable adversaire. La CIA, le Mossad et la Savak se montrent donc très actifs pour financer, armer et entraîner la guérilla kurde, au grand dam de Bagdad qui mobilise près de 100 000 hommes et la plupart de ses blindés, de son artillerie et de son aviation pour tenter d'écraser cette nouvelle révolte. Le général Al-Bakr prend les choses en main, voyant là l'occasion rêvée de rehausser son prestige et de restaurer l'influence de l'armée au sein du parti. Malgré quelques succès locaux, les *peshmergas* ont du mal à s'opposer au rouleau compresseur irakien désormais bien équipé. Ils sont inexorablement refoulés vers les frontières turque et iranienne. Les combats sont féroces et la répression est brutale. Fin 1974, l'armée irakienne commence toutefois à montrer des signes de lassitude. Le chah en profite pour envoyer en renfort plusieurs milliers de fantassins iraniens déguisés en *peshmergas*. Ceux-ci, épaulés par des blindés et de l'artillerie, participent directement aux hostilités. Mohammed Reza Pahlavi est en effet bien décidé à faire plier Bagdad.

Début 1975, l'offensive irakienne s'essouffle et le front se stabilise, encourageant le chah à accroître son assistance au PDK de Moustafa Barzani. Le gouvernement irakien se rend compte que cette guerre civile lui coûte très cher et l'empêche de poursuivre la modernisation du pays qui commence à porter ses fruits. Les combats ont causé en effet près de 20 000 morts et l'armée irakienne a perdu une centaine de chars et une vingtaine d'aéronefs ; 200 000 Kurdes irakiens se sont enfuis en Iran. Le général Al-Bakr et Saddam Hussein, bien conscients que le rapport de forces ne leur est pas favorable, comprennent qu'ils ne peuvent continuer d'affronter directement l'armée iranienne et qu'ils n'ont plus d'autre choix que de composer avec le chah. Les Etats-Unis, qui craignent qu'une tension persistante entre l'Irak et l'Iran ne fasse le jeu du Kremlin, sont également favorables à une issue négociée, quitte à laisser tomber leurs supplétifs kurdes. L'Union soviétique reste pour sa part muette, écartelée entre son empathie naturelle pour la mouvance kurde et ses obligations contractuelles à l'égard du gouvernement irakien. Seul Israël souhaite la poursuite des combats, puisqu'ils présentent l'avantage majeur d'occuper et d'affaiblir l'armée irakienne.

Irakiens et Iraniens acceptent donc la reprise des tractations sous l'égide du président algérien Houari Boumediene, président en exercice du groupe des Etats non-alignés, qui entretient d'excellentes relations tant avec Bagdad qu'avec Téhéran. Celui-ci invite les dirigeants irakiens et iraniens à se retrouver à Alger, à l'occasion du sommet de l'Opep dont l'Algérie assure la présidence tournante. Le 6 mars 1975, Saddam Hussein et Mohammed Reza Pahlavi trouvent un

terrain d'entente et s'accordent pour procéder à la démarcation définitive de leur frontière terrestre sur la base du protocole de Constantinople de 1913 et pour délimiter leur frontière fluviale en fonction de la ligne du talweg. La frontière passera donc désormais au milieu du Chatt el-Arab. Le chah a gagné. En échange, il cesse immédiatement tout soutien à la rébellion kurde. Le pouvoir irakien a cédé sur la question du Chatt el-Arab pour s'assurer de pouvoir écraser rapidement la révolte kurde sous son rouleau compresseur. Moustafa Barzani n'a d'autre choix que de s'enfuir avec ses deux fils Idriss et Massoud, en attendant des jours meilleurs. Magnanime, le général Al-Bakr décrète l'amnistie pour les *peshmergas* qui acceptent de déposer les armes. Saddam Hussein se sent humilié. La frange la plus nationaliste du Baas lui reproche d'avoir bradé les intérêts du peuple irakien face au despote iranien. Blessé dans son orgueil, Saddam va désormais s'acharner à inverser le rapport de forces et créer les conditions lui permettant d'abroger l'accord d'Alger, perçu comme son seul échec politique. Bien décidé à reprendre la main, il se consacre désormais au front intérieur et, grâce à la manne pétrolière, lance une politique de grands travaux et accélère les réformes économiques et sociales permettant à la classe moyenne, qui constitue le socle le plus solide du Baas, d'améliorer ses conditions de vie. Saddam comprend que pour qu'elle accepte la nature autoritaire du régime, la société irakienne doit en contrepartie pouvoir s'enrichir et accéder à un certain confort. L'homme fort de Bagdad entend par là même couper l'herbe sous le pied des chiites regroupés au sein du parti Dawa, qui multiplient depuis quelque temps les manifestations pour démontrer leur influence croissante[2].

Tout en consolidant sa mainmise sur la société, Saddam Hussein s'évertue à brider l'armée. Celle-ci n'étant plus occupée sur le front kurde, il convient de s'assurer de sa docilité et de briser toute velléité séditieuse, tout en ménageant le général Al-Bakr. Celui-ci a beau faire partie de la famille, il n'en conserve pas moins la haute main sur l'institution militaire. Pour parvenir à ses fins, Saddam Hussein se fait nommer général par le Conseil de commandement de la révolution, lui qui n'a aucune expérience dans le métier des armes et n'a même pas effectué son service militaire ! Pour renforcer sa position, il confie le ministère de la Défense à son cousin germain Adnan Khairallah qui a fait carrière dans l'armée et s'est couvert de gloire dans la lutte contre les *peshmergas*. Fort de ce soutien, Saddam Hussein peut affermir son contrôle sur l'institution, tout en renforçant son arsenal de manière à impressionner les observateurs étrangers et modifier en sa faveur le rapport de forces avec l'Iran. Il met en place un corps de jeunes officiers et sous-officiers dévoués au régime. Il instaure un climat de terreur en purgeant l'armée de certains éléments jugés

frondeurs. Début 1978, un « complot » est ainsi éventé au sein de l'armée : 20 officiers sont arrêtés et exécutés à l'issue d'une parodie de procès. Parallèlement, d'importants contrats d'armement sont conclus avec l'Union soviétique et la France pour la fourniture d'armes modernes, notamment de missiles balistiques Scud capables de frapper l'Iran.

Saddam Hussein est également actif sur le plan régional. Pendant que le général Al-Bakr tente de négocier les termes d'une union institutionnelle entre l'Irak et la Syrie, au nom du principe de solidarité baassiste censé unir les deux pays, lui-même poursuit son rapprochement avec les pétromonarchies du Golfe. Il consulte régulièrement le roi Khaled d'Arabie saoudite, n'hésitant pas à le flatter. Il s'efforce surtout d'améliorer les relations avec la Turquie, car Bagdad dépend d'Ankara pour son approvisionnement en eau douce (les sources du Tigre et de l'Euphrate se situent en Turquie) et pour la commercialisation de son pétrole. Saddam Hussein va être servi par la chance. La visite d'Anouar el-Sadate à Jérusalem, suivie de la signature des accords de paix de Camp David entre Israël et l'Egypte, disqualifie le président égyptien aux yeux du monde arabe. Le vice-président irakien saisit cette opportunité pour se poser en nouveau chantre du panarabisme et en conciliateur des différents courants hostiles à Israël. Il n'ambitionne rien de moins que de devenir un nouveau Nasser, alors qu'il n'a jamais eu de mots assez durs à l'encontre de celui-ci. De fait, il organise à Bagdad, en novembre 1978, le 8e sommet arabe qui lui permet de marginaliser l'Egypte et de se positionner dans la course au leadership régional, face au président syrien Hafez el-Assad. Pour couronner le tout, il donne l'illusion d'entretenir une relation apaisée avec le chah d'Iran. Depuis la conclusion de l'accord d'Alger, les rapports entre Bagdad et Téhéran sont en effet cordiaux et semblent dominés par la realpolitik. De part et d'autre, chacun semble prêt à accepter la coexistence avec l'autre. Le prince Gholam, frère du chah, effectue même une visite officielle en Irak, marquant la réconciliation apparente des deux pays. Mohammed Reza Pahlavi affiche un ton d'autant plus cordial à l'égard des autorités irakiennes qu'il lui faut faire face à une situation de plus en plus délicate chez lui. Car la contestation gagne du terrain en Iran et les jours du chah sont comptés.

L'arrivée de l'ayatollah Khomeiny à Téhéran change la donne

Le 8 janvier 1979, une foule impressionnante se presse dans les rues de Téhéran pour réclamer le départ du chah. La situation dégénère en affrontements violents. L'armée reste l'arme au pied, laissant la Savak tenter d'endiguer seule une marée humaine que plus rien ne semble pouvoir arrêter. Vieillissant, malade,

usé, le chah, qui se sait lâché par le président américain Jimmy Carter, décide de quitter le pays avec sa famille, afin d'éviter que la situation ne dégénère en véritable guerre civile. Le 16 janvier 1979, le couple impérial s'embarque pour un exil pathétique qui va le conduire en Egypte, au Maroc, aux Bahamas et au Mexique, les Etats-Unis ayant refusé de le recevoir. Pendant les deux semaines qui suivent, le premier ministre Chapour Bakhtiar tente vaille que vaille de rétablir la situation, ordonnant la dissolution de la Savak et libérant de nombreux prisonniers politiques. C'est insuffisant pour calmer une foule survoltée qui souhaite un véritable changement de régime et appelle à l'union des forces d'opposition. L'ayatollah Khomeiny, plébiscité pour prendre la direction morale de la révolution, comprend qu'il est temps pour lui d'agir. Le 1er février 1979, il quitte son exil français et rentre triomphalement à Téhéran. Une foule impressionnante l'acclame à l'aéroport.

Petit-fils et fils d'ayatollah, Ruhollah Khomeiny (né en 1902) se retrouve orphelin très jeune. Il est recueilli par sa tante paternelle qui lui inculque les valeurs de justice et les principes de l'islam chiite rigoriste. Après avoir partagé son enfance entre l'école coranique et le foyer familial, il poursuit ses études de théologie à l'université de Qom. Il décroche son diplôme à l'âge de 25 ans, devient professeur dans cette prestigieuse université, se marie, puis accède au titre d'ayatollah, ce qui lui permet de prendre des responsabilités au sein du clergé. Il devient rapidement un des professeurs les plus en vue de la faculté de théologie. Menant une vie ascétique, il poursuit une intense activité spirituelle, ne séparant pas religion et politique. Son mysticisme, son parcours et même son prénom (littéralement « esprit de Dieu ») le convainquent qu'un destin particulier l'attend. A la fin des années 1950, il s'engage dans l'opposition au régime du chah dont il critique vigoureusement la politique d'occidentalisation forcenée. Il appelle au renversement de la monarchie, au respect de la charia et à l'expulsion des Américains. Cet engagement le conduit à l'affrontement avec le pouvoir. En 1964, après avoir été brièvement emprisonné, il est contraint à l'exil. Il est expulsé vers la Turquie, d'où il gagne l'Irak. Il passe les quatorze années suivantes à Nadjaf, puis à Karbala, les deux lieux les plus saints du chiisme, parmi les chiites irakiens qui l'accueillent comme l'un des leurs. Il profite de cet exil forcé pour dénoncer de manière toujours plus virulente le régime du chah[3], mais aussi pour tenter de rapprocher les chiites irakiens du clergé iranien, avec lequel il reste en étroit contact. Il fraternise avec Mohammed al-Sadr, le fondateur du parti Dawa. Le prosélytisme de l'ayatollah Khomeiny irrite profondément le pouvoir irakien, tout particulièrement Saddam Hussein, qui finit par l'expulser en octobre 1978 vers la France où il est placé en résidence surveillée à Neauphle-le-Château, en région parisienne. Il y poursuit sans

vergogne sa politique de déstabilisation du régime, notamment par des prêches et par l'envoi de cassettes audio très largement diffusées en Iran, contribuant ainsi à fragiliser un peu plus le chah. Ses attaques visent également le pouvoir irakien à qui il reproche de l'avoir contraint à un exil déshonorant en terre infidèle. Pendant ce temps, ses portraits fleurissent dans les rues des grandes villes iraniennes. Son intransigeance, ses airs de patriarche, sa barbe grisonnante et son turban noir, signe de sa filiation avec le prophète, contribuent à faire de lui la figure de proue des opposants au régime du chah. De nombreux intellectuels iraniens sont séduits par sa prestance et son charisme.

Bien qu'âgé de 77 ans, l'ayatollah Khomeiny conserve toute sa tête et sa détermination. Bien décidé à faire triompher sa vision du monde, il appelle de ses vœux l'instauration d'une république islamique, espérant qu'elle permettra de hâter le retour de l'imam caché. Cette rhétorique théologique n'est pas de nature à réjouir l'opposition progressiste qui est cependant prête à toutes les alliances, y compris avec les islamistes, pour se débarrasser du chah et de son régime. Le « pays de la rose et de la colombe », pour paraphraser le fameux poète persan Omar Khayyâm, vient de tourner une page de son histoire.

Le 5 février 1979, l'ayatollah Khomeiny s'autoproclame « guide suprême de la révolution » et démet Chapour Bakhtiar qui s'enfuit en France. Désireuse de préserver sa cohésion et de sauver ce qui peut encore l'être, l'armée, bien que favorable à la monarchie, déclare sa neutralité et s'engage à servir le nouveau régime. La Garde impériale est dissoute. De nombreux colonels et généraux sont limogés. Certains d'entre eux payent de leur vie leur engagement dans la répression. Ils sont remplacés par des officiers proches du nouveau régime, parfois par de simples sous-officiers. Des comités révolutionnaires apparaissent dans les unités. De nombreux appelés abandonnent leurs armes et rentrent chez eux. L'anarchie est telle que les autorités militaires sont contraintes d'interrompre la conscription. L'armée, comme l'administration et l'industrie pétrolière, sombrent dans le chaos. La perspective de l'effondrement de la production pétrolière iranienne, alliée aux craintes de déstabilisation de la région, provoque un second choc pétrolier qui va durablement affecter les économies des pays industrialisés. En quelques mois, le prix du pétrole augmentera de 65 %, sa plus forte hausse depuis le premier choc pétrolier de 1973.

Fin février, l'ayatollah Khomeiny nomme Mehdi Bazargan au poste de Premier ministre. Cet ingénieur de 73 ans, qui appartient à la mouvance libérale, a passé plusieurs années dans les geôles du chah. Il cherche à réconcilier religion et modernisme. Réputé pieux et d'une parfaite probité, il souhaite intégrer les principes démocratiques et libéraux dans un cadre islamique modéré. Sa

proximité avec les milieux intellectuels occidentaux est censée rassurer Washington sur l'agenda poursuivi par la révolution iranienne. Pour tenter de gagner rapidement l'appui des déshérités, Mehdi Bazargan adopte une politique sociale égalitariste et subventionne massivement les revenus agricoles. Son manque de charisme ne lui facilite toutefois pas la tâche. Il a beaucoup de mal à exister face à l'ayatollah Khomeiny qui jouit d'un véritable culte de la personnalité.

Le 2 avril 1979, à l'issue d'un référendum populaire, l'ayatollah Khomeiny proclame la République islamique d'Iran et charge une commission de juristes de rédiger une nouvelle Constitution. L'épuration s'accélère. Des tribunaux populaires sont mis en place dans les grandes villes. Plusieurs milliers de personnes sont arrêtées. Au moins 200 d'entre elles sont exécutées sommairement. Parmi elles figurent une cinquantaine de généraux et d'officiers supérieurs appartenant à l'ancienne garde impériale. De nombreuses lois impériales sont abrogées, notamment celles protégeant le statut de la femme. Ces restrictions apportées aux libertés individuelles entraînent une émigration massive dans les couches les plus aisées de la population. De nombreux militaires préfèrent déserter et s'exiler en Occident. La plupart des aviateurs et des marins en stage de formation aux Etats-Unis, étiquetés « pro-occidentaux », préfèrent rester sur place, craignant pour leur vie s'ils rentraient en Iran. Leur absence nuit gravement à la disponibilité des forces armées, tout particulièrement dans l'aviation et la marine. Le nouveau régime n'en a cure, tant est forte sa volonté de désoccidentalisation du pays. De leur côté, les forces centrifuges profitent du chaos pour tenter d'arracher au pouvoir central l'autonomie de certaines provinces. Les Azéris, les Kurdes, les Arabophones et les Baloutches[4] entrent en dissidence et s'opposent aux comités révolutionnaires. C'est au Kurdistan et au Khouzistan que les affrontements sont les plus violents.

Pour rétablir l'ordre, mais surtout surveiller l'armée régulière dont il se méfie au plus haut point, l'ayatollah Khomeiny décide de créer une armée parallèle qui soit entièrement dévouée au régime. Le 5 mai 1979, il institue par décret le corps des *pasdaran e-Enqelab*, littéralement les « gardiens de la révolution ». Ce corps, dépendant directement du guide, est scindé en trois commandements principaux chargés de la protection de Téhéran, de la défense des grandes villes de province et de la surveillance des frontières. Les autorités tiennent en effet à s'assurer que l'armée régulière ne laissera pas s'infiltrer d'éléments contre-révolutionnaires en provenance de l'extérieur. Un quatrième commandement est dévolu à l'entraînement des jeunes *pasdarans*. L'ensemble ne regroupe initialement que 15 000 hommes répartis en petites unités de la taille de la compagnie ou du bataillon, équipés uniquement d'armement léger. Ses

effectifs gonfleront rapidement par la suite. L'ayatollah Khomeiny décide d'en confier la direction au jeune Ali Khamenei, l'une des étoiles montantes du parti islamique en qui il a toute confiance. Celui-ci peut s'appuyer sur un état-major qui a tout pouvoir pour réquisitionner matériel, carburant, équipement et nourriture. Pour préserver l'équilibre entre laïcs et religieux et s'assurer d'un recrutement hétérogène qui garantisse la représentativité de la société, les autorités laissent le choix aux jeunes qui souhaitent servir leur pays d'opter soit pour l'armée régulière, soit pour le corps des *pasdarans*. En effet, dès les premiers mois de la révolution, la société iranienne se scinde en deux.

Le premier camp rassemble tous ceux pour qui la dimension révolutionnaire et les principes républicains doivent l'emporter sur la dimension religieuse, qui n'est toutefois pas niée car la plupart des leaders politiques se considèrent comme de bons musulmans. Ce camp regroupe les libéraux, les socio-démocrates, les intellectuels et les classes moyennes. Il s'appuie notamment sur les Moudjahidin du peuple *(moudjahidin khalq)* qui prônent une société islamique moderniste et laïque, et sur l'extrême gauche urbaine qui se compose du parti communiste Toudeh, des Feddayin du peuple *(feddayin khalq)*[5] et de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs du Kurdistan iranien, mieux connue sous l'appellation de Komala. Ce camp progressiste, bien que majoritaire, reste très divisé. Aucun leader, pas même le fringant Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple, n'est en mesure d'en revendiquer la direction.

L'autre camp, minoritaire, est constitué du clergé et des islamistes. Ceux-là font prévaloir la dimension islamique et considèrent la phase révolutionnaire comme une étape transitoire, en attendant l'établissement d'une véritable théocratie. Ils entendent bien se servir des progressistes comme d'un marchepied pour conquérir le pouvoir. Leur stratégie est simple : s'enraciner dans la vie politique, puis écarter chacun de leurs adversaires les uns après les autres. Mais qui sont-ils et que représentent-ils ? Le clergé, bien que divisé en une kyrielle de chapelles, s'accorde pour reconnaître un rôle majeur à l'ayatollah Ali Montazéri qui s'est retrouvé au centre de la contestation religieuse face au chah pendant toutes les années d'exil de Khomeiny. Ce clerc de 57 ans, au verbe convaincant, à l'autorité naturelle et au charisme indéniable, a étudié la philosophie sous la houlette de Khomeiny avant de devenir l'un des théologiens les plus respectés de l'université de Qom. Son origine paysanne, sa très grande franchise et les années passées dans les geôles du chah ont accru sa légitimité populaire. Chacun sait qu'il est sensible à la souffrance humaine, qu'il privilégie la morale et la justice sur la politique. De fait, Ali Montazéri est l'un des premiers à avoir adhéré au principe de la révolution islamique et il en est devenu l'idéologue, ce qui ne

l'empêche pas d'épingler le nouveau régime quand il l'estime nécessaire. Il devient rapidement le « Trotski » iranien, considérant que la tâche prioritaire du nouveau régime consiste à exporter la révolution dans les autres pays musulmans. Pour beaucoup, il apparaît comme le successeur patenté de l'ayatollah Khomeiny.

La mouvance islamiste, très influente au sein du monde rural et des classes modestes, s'est pour sa part regroupée autour du Parti de la République islamique (PRI) dirigé par l'ayatollah Mohammed Beheshti, un fidèle de l'ayatollah Khomeiny. Agé de 50 ans, ambitieux, ouvert sur l'étranger, il a dirigé pendant plusieurs années le centre islamique de Hambourg chargé d'endoctriner les étudiants iraniens séjournant en Europe. Il compte bien utiliser ses vastes réseaux pour s'imposer comme le successeur de l'ayatollah Khomeiny. Pour y parvenir, il entend marginaliser ses rivaux, notamment le grand ayatollah Kazem Chariat-Madari qui s'oppose à l'ayatollah Khomeiny sur des questions dogmatiques. Beheshti s'évertue également à tenir à distance les clercs beaucoup plus jeunes que lui, qui piaffent d'impatience pour parvenir à la tête du clergé. Deux d'entre eux affûtent déjà leurs arguments, sinon leurs couteaux : Akbar Hashemi Rafsandjani et Ali Khamenei.

Saddam s'empare du pouvoir

Pendant ce temps, les choses ont bougé en Irak. Au printemps 1979, Saddam Hussein marginalise le parti communiste et déclare hors la loi le parti chiite Dawa dont les dirigeants, qui ne cessent de vitupérer le régime baassiste, sont arrêtés. Il agit de manière d'autant plus déterminée qu'il est inquiet de l'impact de la révolution islamique iranienne sur le régime baassiste. Désireux de ménager ses nouveaux interlocuteurs, le gouvernement irakien envoie néanmoins un télégramme de félicitations circonspectes à Mehdi Bazargan, le chef du gouvernement provisoire de la République iranienne. Bagdad affiche par là même son soutien à la faction révolutionnaire laïque, afin d'éviter la victoire des fondamentalistes religieux qui appellent à l'instauration d'un Etat islamique englobant les villes saintes de Nadjaf et Karbala. Ce télégramme, qui se veut un plaidoyer pour le maintien de relations cordiales entre les deux pays, suscite de vives tensions entre les capitales. L'ayatollah Khomeiny, vexé de n'en avoir pas été destinataire, se répand en critiques acerbes contre le régime baassiste et appelle à mots couverts au soulèvement de la population chiite irakienne.

Saddam Hussein est convaincu qu'il faut désormais faire preuve de la plus grande fermeté vis-à-vis du nouveau régime iranien. Il estime le général Al-Bakr incapable de faire preuve de la détermination nécessaire pour dissuader les

dirigeants iraniens de mettre à exécution leur stratégie de déstabilisation du régime irakien. Il considère surtout que son mentor vieillissant a fait son temps. A 42 ans, piaffant d'impatience, il se sent désormais suffisamment fort pour assumer ouvertement la direction du pays qu'il exerce en pratique depuis de longues années. Le 16 juillet 1979, Saddam Hussein dépose son ancien mentor et prend le pouvoir à Bagdad, avec l'appui des membres de son clan. Le général Al-Bakr est discrètement assigné à résidence. Il est officiellement démissionnaire pour raisons de santé. Usé, il renonce à l'affrontement avec Saddam et négocie avec lui une retraite dorée dans une villa somptueuse de la banlieue chic de la capitale, en échange d'un renoncement définitif à toute activité politique[6].

Saddam Hussein est bien décidé à gommer toute forme de collégialité et à enraciner son pouvoir, de manière sanglante si nécessaire. Il cumule les fonctions de président et de Premier ministre, nomme son cousin Ali Hassan al-Majid au poste stratégique de chef des services de renseignement et confirme son demi-frère Barzan Ibrahim al-Takriti dans ses fonctions de chef de la police secrète. Il élève son ami Tarek Aziz au rang de vice-Premier ministre et lui confie le ministère des Affaires étrangères, avec pour mission principale d'assurer la bonne image du régime auprès des Occidentaux. Fort de leur soutien, il écarte tous ses rivaux potentiels au sein du parti et fait coup double en mettant un terme à la tentative de rapprochement avec la Syrie entamée par son prédécesseur, estimant que l'Union envisagée entre les deux pays, visant à créer un nouvel Etat arabe s'étendant du Golfe à la Méditerranée, diminuerait son propre pouvoir et favoriserait celui de Hafez el-Assad. Car s'il s'est battu toutes ces années pour prendre le pouvoir, ce n'est pas pour devoir le partager avec celui qu'il considère comme son plus grand rival. Le 28 juillet 1979, lors d'une réunion exceptionnelle du Conseil de commandement de la révolution, il dénonce un prétendu complot ourdi par la Syrie pour le renverser. Plusieurs dizaines de délégués sont arrêtés en pleine assemblée, accusés de trahison et emmenés à l'extérieur pour être exécutés sommairement. Saddam n'hésite pas à abattre plusieurs hommes lui-même, utilisant le pistolet qui ne le quitte jamais, après avoir ordonné aux membres les plus proches de son clan de faire de même, afin de les compromettre définitivement et s'attacher durablement leur loyauté. Ces scènes d'exécution, filmées, sont ensuite distribuées aux dirigeants du Golfe et du Moyen-Orient pour les intimider et les convaincre de son extrême détermination. Car le président irakien est bien décidé à s'imposer comme le nouvel homme fort de la région. Il utilise avec ses pairs les mêmes méthodes d'intimidation qui ont assuré son succès lorsqu'il lui fallait s'imposer dans la rue. Sous des dehors faussement débonnaires, il cherche à projeter l'image d'un

dirigeant à la fois paternaliste et impitoyable, qui allierait le caractère de Staline à celui d'Al Capone. Ce n'est pas un hasard si Saddam se fait alors volontiers photographier coiffé d'un borsalino, fumant cigare et brandissant la mitraillette Thompson qui fit la renommée des gangsters de Chicago ! Le cliché fera le tour du monde et contribuera à forger sa légende de dictateur implacable.

Quant à Staline, les similitudes sont plus nombreuses que l'on ne pourrait croire. Les deux hommes sont issus d'un milieu très modeste, exposé à la violence paternelle dès l'enfance. Ils ont poursuivi des études laborieuses et se sont toujours méfiés des intellectuels et des médecins, craignant la critique et l'empoisonnement. Ils ont connu la prison et se sont imposés en tant que chefs de bande, agissant en marge de la légalité. Ils ont toujours été fascinés par la force et la violence étatique, considérant la peur comme le meilleur outil pour asseoir leur pouvoir[7]. Ils se sont imposés en prenant le contrôle des rouages bureaucratiques de leurs partis respectifs. Enfin, ils ont toujours su se montrer rusés et cyniques, faussement jovials, cruels lorsque cela était nécessaire et prêts au compromis quand le rapport de forces ne leur était pas favorable. Saddam Hussein se démarque toutefois de Staline sur plusieurs points. Contrairement à son modèle, il n'a jamais fait preuve de talent militaire et n'a jamais démontré de qualités de stratège. Surtout, il a toujours accordé une très grande importance à sa famille et à son clan, se tenant toujours prêt à pardonner les faiblesses de ses proches, au risque de commettre de graves erreurs, se révélant ainsi d'un caractère finalement plus proche de celui d'un parrain mafieux que de celui d'un dictateur idéologue. Enfin, ses actes ne répondaient à aucune vision stratégique de long terme, car Saddam Hussein n'était pas un visionnaire.

Après avoir mis au pas le parti, le président irakien ordonne à son cousin Adnan Khairallah de purger l'armée des officiers fidèles au général Al-Bakr, sachant qu'il obère ainsi l'efficacité d'un outil militaire dont il pourrait avoir besoin face au régime iranien. Mais la peur obsessionnelle du coup d'Etat militaire l'emporte sur la raison. C'est pourquoi il oblige les lieutenants fraîchement sortis de l'Académie à lui prêter serment et exige de rencontrer chaque officier supérieur avant que celui-ci ne soit promu, afin d'évaluer sa loyauté. Les nominations ne répondent plus désormais qu'à des critères politiques. Le général Abdoul Jabar Khalil Shamshal, membre servile du Baas, est désigné au poste clé de chef d'état-major. Taha Yassine Ramadan, compagnon de route du président, se voit confier le commandement de l'Armée populaire. Conscient qu'une garde prétorienne lui serait utile, Saddam Hussein transforme l'une de ses brigades blindées en « Garde républicaine ». Cette unité d'élite, identifiée par un triangle orangé peint sur tous ses véhicules, est commandée directement par Adnan Khairallah. Equipée des matériels les plus

modernes, elle est déployée dans la capitale irakienne de manière à intervenir immédiatement contre toute tentative de renversement du régime.

Pour asseoir davantage son pouvoir, le nouveau président instaure un véritable culte de la personnalité. Ses portraits flatteurs, mettant en évidence son sourire carnassier, fleurissent très rapidement dans l'ensemble du pays. En uniforme, complet veston ou djellaba, Saddam donne l'impression de surveiller la population. Dans sa quête de reconnaissance, il n'hésite plus à se comparer à Nabuchodonosor ou Saladin. Des fresques montrant Saddam chevauchant un pur-sang arabe, sabre au poing, combattant le lion persan, s'étalent sur les murs de Bagdad. Pour faire bonne mesure, le dictateur ordonne le tournage d'un film à grand spectacle intitulé *Al-Qadisiya* qui vante la bravoure des combattants arabes face aux troupes persanes. Cette reconstitution historique, non dénuée d'intérêt, rassemble les plus grands acteurs arabes du moment dans une production qui reste à ce jour le film le plus coûteux jamais réalisé par le cinéma arabe. La référence à cette bataille symbolique vise bien évidemment à conditionner les esprits des Irakiens pour leur rappeler clairement qui demeurent leurs ennemis naturels : les Iraniens, héritiers des Persans. Car en grand fauve de l'arène politique, Saddam Hussein perçoit intuitivement les menaces. En cette fin d'année 1979, il pressent qu'il lui faudra bientôt affronter d'une manière ou d'une autre l'ayatollah Khomeiny, dont les discours vindicatifs ne laissent plus guère d'ambiguïté sur sa volonté d'abattre le gouvernement irakien. Les orientations des deux régimes sont trop antinomiques. Saddam Hussein pouvait coexister avec le chah, il ne le peut plus avec l'ayatollah Khomeiny.

4
Les Etats-Unis ont-ils poussé Saddam à agir ?

Après le déclenchement de la guerre Iran-Irak, très vite, une rumeur s'est amplifiée : le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aurait incité Saddam Hussein à attaquer l'Iran, lui faisant miroiter l'appui politique de Washington ainsi qu'une importante assistance matérielle pour lui permettre de financer cette guerre. Le gouvernement américain aurait agi ainsi pour éviter la contagion de la révolution islamique aux monarchies du Golfe, mais surtout pour punir le régime iranien impliqué dans l'affaire des otages. Cette rumeur tire son origine des déclarations faites par Abolhassan Bani Sadr, quelques mois après son éviction du pouvoir, dans lesquelles il accusera ouvertement les Etats-Unis d'avoir incité l'Irak à attaquer l'Iran, estimant que le régime irakien aurait été incapable de passer à l'offensive s'il n'avait pas été soutenu par Washington. L'ancien président iranien, qui cherchait sans doute là un moyen de justifier l'état d'impréparation de l'armée iranienne, mais surtout ses propres déboires à la tête des armées, maintiendra ses propos dans l'autobiographie qu'il publiera après la guerre[1]. Peut-être était-ce également un moyen de se venger des Américains qui n'avaient jamais cru en lui, le considérant comme un gauchiste acquis aux thèses sociales européennes. En 1985, au moment où elles entamaient une tentative de rapprochement avec l'Iran, les autorités saoudiennes laissèrent filtrer dans la presse anglo-saxonne des propos confortant ceux de Bani Sadr : le gouvernement de Jimmy Carter aurait incité Saddam Hussein à passer à l'action, et aurait même fait pression sur le roi Khaled pour qu'il encourage Saddam à se lancer dans sa croisade contre Khomeiny et pour l'assurer de l'appui financier des pétromonarchies. Le président irakien serait ainsi venu à Riyad le 5 août 1980, à la demande du roi, pour s'entendre dire qu'il pouvait compter sur l'appui américain. Se fondant sur toutes ces déclarations, le journaliste Dilip Hiro diffusera cette rumeur dans un livre à succès[2]. Rumeur immédiatement reprise par certains milieux intellectuels arabes et européens, friands de théories du

complot et toujours prêts à emboîter le pas aux thèses antiaméricaines. Elle perdure encore aujourd'hui, tout particulièrement en Iran – pour des raisons évidentes de propagande antioccidentale – comme en témoigne le discours prononcé en 2009 par l'ayatollah Khamenei en réaction à la politique de main tendue prônée par le président Barack Obama : « Les Etats-Unis ont donné leur feu vert à Saddam. C'était une autre des mesures prises par le gouvernement américain pour attaquer l'Iran. Si Saddam n'avait pas eu le feu vert des Américains, il n'aurait jamais attaqué nos frontières[3]. »

En réalité, et aussi séduisante qu'elle puisse paraître, cette théorie du complot ne tient pas la route. Déjà, en 1988, Paul Balta, correspondant du journal *Le Monde* au Moyen-Orient, peu suspect de complaisance à l'égard de la politique américaine, écrivait : « Il n'existe pas de preuves sérieuses pour étayer la thèse selon laquelle Washington a poussé Bagdad à déclencher les hostilités[4]. » Depuis, une analyse rigoureuse des faits, du contexte et des déclarations des autorités de l'époque, confrontée aux sources les plus récentes et aux interviews accordées par certains des acteurs qui jouèrent un rôle clé, ne laisse plus aucun doute sur le fait que le gouvernement américain n'a pas poussé Saddam Hussein au crime.

L'Irak avait rompu toutes relations diplomatiques avec les Etats-Unis depuis juin 1967, au lendemain de la guerre des Six-Jours, accusant Washington d'avoir soutenu Israël dans sa guerre préventive contre ses voisins arabes. L'Irak s'était ensuite battu contre l'armée israélienne en 1973. Les Etats-Unis, considérés comme le principal protecteur d'Israël, n'étaient donc pas en odeur de sainteté à Bagdad, d'autant qu'ils avaient soutenu l'Iran et s'étaient toujours opposés aux revendications de l'Irak sur le Chatt el-Arab. Saddam Hussein, animé par sa haine viscérale des juifs, ne cessait de vilipender les dirigeants américains, estimant qu'un rapprochement avec Washington était tout simplement impossible. Les bandes magnétiques capturées en 2003 en témoignent. Le dictateur irakien était persuadé que les Etats-Unis souhaitaient éliminer tous les régimes « progressistes » du monde arabe, dont le sien, pour les remplacer par des régimes islamiques jugés plus aptes à résister à la subversion communiste. Il se méfiait au plus haut point des hommes politiques américains et n'avait aucun contact direct avec eux. Ses seuls intermédiaires étaient le roi Hussein de Jordanie et le roi Khaled d'Arabie saoudite qui maintenaient d'étroits contacts avec l'administration américaine. Saddam ne faisait confiance ni à l'un ni à l'autre. Peut-être n'avait-il pas tout à fait tort, car dans cette affaire, les Saoudiens jouèrent un double jeu, reportant leur responsabilité sur le gouvernement américain[5]. De nombreux témoignages rapportent bien le voyage de Saddam Hussein à Riyad, le 5 août 1980, non pas pour se voir transmettre le

feu vert de l'administration américaine, mais au contraire pour informer le roi Khaled de ses projets d'invasion de l'Iran et obtenir son soutien financier[6]. Le monarque saoudien aurait fait part de ses réserves au président irakien. Il aurait craint qu'une confrontation avec l'Iran ne pousse Téhéran à déstabiliser ouvertement les pétromonarchies, comme l'attentat récent de La Mecque pouvait le laisser supposer. Il aurait souligné la faiblesse de sa propre armée en cas d'affrontement direct avec l'Iran. Il aurait évoqué le risque d'une possible intervention militaire de l'URSS dans la région, scénario catastrophe pour les Etats du Golfe comme pour les Etats-Unis. Il aurait surtout attiré l'attention de son interlocuteur sur le risque qu'une guerre majeure entre l'Irak et l'Iran aurait fait courir à l'ensemble de l'industrie pétrolière, principale source de revenus des royaumes dont Saddam requérait l'assistance. Enfin, une telle guerre obligerait l'Arabie saoudite à adopter une politique de prix élevé du baril de pétrole, contraire à sa stratégie énergétique consistant à privilégier les prix bas. Ne pouvant faire changer d'avis son interlocuteur, le roi Khaled lui aurait donné son accord tacite à condition que l'armée irakienne s'abstienne d'attaquer l'industrie pétrolière iranienne, afin de ne pas déclencher un cycle de représailles visant l'ensemble des infrastructures pétrolières de la région. En privé, le monarque saoudien aurait déclaré à ses conseillers : « Si Saddam gagne, ce sera "sa" guerre et "sa" victoire ; s'il perd, ce sera "notre" faute[7] ! »

De son côté, l'administration américaine, analysant les affaires du monde à travers le prisme de la guerre froide, considère l'Irak comme un allié de l'Union soviétique. Donc comme un adversaire potentiel. Bagdad et Moscou n'ont-ils pas signé huit ans plus tôt un traité d'amitié, de coopération et d'assistance militaire ? L'armée irakienne n'est-elle pas équipée de matériels soviétiques ? Inciter l'Irak à conduire une guerre éclair en Iran ne risque-t-il pas de valoriser les armes soviétiques, alors que la politique étrangère américaine vise à démontrer la supériorité des armements *made in USA* ? L'administration américaine ne voit certainement pas dans le régime baassiste irakien un partenaire avec qui remodeler les équilibres géostratégiques dans le Golfe. Elle identifie clairement trois sources de menaces pour la sécurité du Golfe : l'URSS, l'Iran et l'Irak. Les thèses socialistes baassistes sont jugées contraires aux principes que s'évertue à promouvoir la diplomatie américaine, tout particulièrement au Moyen-Orient. Saddam Hussein est considéré comme « un dictateur mafieux impossible à manipuler et dont tout le monde se méfie[8] ». Son hostilité vis-à-vis d'Israël et surtout son programme nucléaire soupçonné de servir de paravent à l'acquisition clandestine de la bombe atomique, le disqualifient totalement à l'égard du Congrès, de la Maison Blanche et des puissants relais savamment entretenus par Israël à Washington. Le gouvernement

israélien de Menahem Begin, auquel le président américain ne peut plus rien refuser depuis qu'il a conclu la paix avec l'Egypte, multiplie de son côté les pressions pour éviter tout rapprochement entre Washington et Bagdad. Le département d'Etat, le Pentagone et la CIA ont été clairement avertis qu'un rapprochement avec l'Irak constituerait une violation inacceptable de l'alliance unissant Israël aux Etats-Unis, du moins tant que le programme nucléaire irakien ne serait pas neutralisé d'une manière ou d'une autre. Enfin, plus prosaïquement, l'administration américaine se désintéresse de l'Irak car elle reste obnubilée par l'Iran.

La révolution islamique brouille les cartes

A Washington, dans les mois qui suivent la révolution islamique, chacun cherche à se disculper de n'avoir pas anticipé la chute du chah. L'establishment est divisé entre les uns qui souhaitent saisir cette occasion pour refonder le partenariat avec Téhéran, et les autres qui critiquent l'administration pour sa gestion catastrophique de la crise iranienne, notamment les républicains qui rêvent de déboulonner Jimmy Carter. Tous ceux qui étaient en affaire avec l'ancien régime font écho à l'importante communauté iranienne qui prône une attitude sans concession à l'égard de la révolution. L'ambiance est d'autant plus délétère que nombreux sont ceux qui pensent que le KGB a joué un rôle décisif dans le déclenchement de la révolution iranienne, en vue d'une offensive majeure de l'Union soviétique en direction du Golfe. Plus grave, l'administration Carter a perdu la quasi-totalité de ses contacts et manque d'informations fiables pour suivre le malstrom politique iranien. Le constat du chargé d'affaires américain à Téhéran est sans appel : « Nous n'avons tout simplement aucune biographie, ni aucune note relative aux personnalités politiques qui sont en train d'émerger sur la scène politique iranienne[9]. » Pire, la plupart des experts ont préféré quitter leur poste ou ont été contraints à la démission. De fait, la CIA et le département d'Etat manquent cruellement d'analystes confirmés capables de décrypter l'évolution de la situation. Pour reconstituer leur carnet d'adresses, les autorités américaines se tournent naturellement vers les personnalités politiques iraniennes les plus occidentalisées et les plus libérales, qu'il s'agisse du Premier ministre Mehdi Bazargan, de son ministre des Affaires étrangères Ibrahim Yazdi, de son ministre de la Défense Mustafa Ali Chamran, ou bien encore de son ministre de l'Information Sadeq Ghotbzadeh. La CIA s'efforce elle aussi de renouer les liens avec le pouvoir iranien. Plusieurs de ses experts se rendent à Téhéran au mois d'août 1979, pour informer les autorités locales des positions américaines et des risques de déstabilisation de la région par l'URSS[10].

L'ambassadeur Sullivan tente pour sa part de prendre langue avec l'ayatollah Beheshti, mais sa rencontre reste sans lendemain. Zbigniew Brzezinski, le conseiller pour la Sécurité nationale du président Carter, essaie d'approcher l'ayatollah Khomeiny, mais sa démarche, éventée, sera annulée sous la pression d'un Congrès manipulé par les lobbies proches de l'ancien régime. Khomeiny, flatté par la perspective de cette rencontre, en gardera une rancune tenace. Personne à Washington ne s'en soucie et ne comprend que rien n'avancera tant qu'un dialogue direct ne sera pas établi entre le guide et les plus hautes autorités américaines. Dans cette affaire, les bureaucrates américains n'ont qu'une préoccupation majeure : maintenir les contrats d'armement et le flux de pétrole qui relie l'Iran aux Etats-Unis.

Tout change justement au mois d'août, lorsque l'Iran annule ses contrats d'armement avec les Etats-Unis. Mehdi Bazargan doit réaliser des économies drastiques pour compenser la diminution catastrophique des revenus pétroliers provoquée par la désorganisation de ce secteur clé de l'économie iranienne. De l'avis de ses conseillers, l'armée dispose de suffisamment de matériels modernes, grâce aux dépenses pharaoniques du chah. Ce sont plus de 10 milliards de dollars de contrats qui s'évaporent, suscitant la fureur des industriels américains et des membres du Congrès qui ripostent en imposant un embargo sur la livraison des pièces détachées promises à l'armée iranienne. La Maison Blanche n'a plus de raison de ménager les nouveaux dirigeants iraniens.

Fin octobre, Zbigniew Brzezinski rencontre Mehdi Bazargan à Alger. Il l'informe de la décision du président Carter d'autoriser le chah à séjourner aux Etats-Unis, car celui-ci, gravement malade, doit être opéré d'urgence dans un hôpital new-yorkais. En accordant le droit d'asile à Mohammed Reza Pahlavi, Washington torpille les efforts déployés par les libéraux iraniens pour maintenir le dialogue avec les Etats-Unis. Car les esprits sont toujours à vif et la rhétorique antiaméricaine ne cesse d'enfler. Les Iraniens n'oublient pas qu'ils ont été manipulés par des puissances extérieures pendant près de deux siècles. De fait, la population réagit avec fureur lorsqu'elle apprend l'arrivée du chah sur le territoire américain, accompagnée de rumeurs – savamment colportées par les adversaires de Mehdi Bazargan – faisant état de la rencontre secrète entre leur Premier ministre et un émissaire américain de haut rang. Les Iraniens interprètent cette nouvelle comme la preuve que le gouvernement américain cherche à restaurer l'ancien régime. De sa résidence de Qom où il supervise l'action des comités révolutionnaires, véritables comités de salut public, l'ayatollah Khomeiny perçoit immédiatement l'opportunité de porter un coup fatal à la présence américaine en Iran, tout en écartant du pouvoir les libéraux jugés trop proches des Occidentaux.

Le 4 novembre 1979, une foule de manifestants défile comme à l'accoutumée dans les rues de Téhéran. Au moment où elle passe devant l'ambassade des Etats-Unis, une vague de jeunes étudiants survoltés franchit le mur de la légation, se répand dans ses locaux et prend en otages le chargé d'affaires et le personnel diplomatique américain. Les gardes, submergés, n'ont rien pu faire. Les « étudiants » iraniens impliqués dans ce coup de force se contentent de revendications floues, appelant les Etats-Unis à changer de politique au Moyen-Orient. L'ayatollah Khomeiny leur apporte publiquement son soutien, déclarant comprendre leurs griefs. Dans la foulée, il dissout le gouvernement de Mehdi Bazargan, écarte ce dernier et nomme à sa place Mohammed Ali Radjai, un universitaire proche des milieux radicaux islamiques, qui a contribué à purger l'université de toute influence occidentale. Il institue également le Bassidj (littéralement « mobilisation »), un corps rattaché aux gardiens de la révolution chargé d'encadrer les jeunes étudiants dévoués à la cause islamique, et par extension les adolescents encore au collège ou au lycée qui seraient désireux de servir l'idéal révolutionnaire. Ce mouvement, confié à Hassan Rahmani, un allié fidèle du guide, va servir de réservoir de forces aux *pasdarans*.

Les Etats-Unis sont catastrophés. Une cinquantaine de citoyens américains sont retenus en otage à Téhéran. L'administration vient de perdre en quelques jours ses derniers contacts au sein du pouvoir iranien. Désemparée, elle imagine les scénarios les plus fous pour libérer ses ressortissants, comme l'illustre Ben Affleck dans son remarquable film *Argo* qui conte l'épopée par laquelle la CIA fera s'échapper six diplomates américains réfugiés *in extremis* à l'ambassade du Canada. Outré, le président Carter gèle les avoirs iraniens des banques américaines et décrète un embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran. Il ordonne aux techniciens américains, présents dans ce pays pour l'entretien du matériel américain, de rentrer aux Etats-Unis[11]. Il refuse néanmoins de rompre les relations diplomatiques avec Téhéran. Ecartant d'emblée le recours à la force, il fait confiance au département d'Etat pour tenter de résoudre pacifiquement la crise des otages. La situation se complique rapidement, car les évènements qui se sont déroulés en Iran commencent à faire tache d'huile dans la région. Le 20 novembre 1979, un groupe de pèlerins fondamentalistes retient plusieurs centaines de fidèles en otages à l'intérieur de la grande mosquée de La Mecque. Il appelle à lutter contre la corruption du régime saoudien et dénonce sa compromission avec le gouvernement américain. A l'issue d'un siège de plusieurs jours, les forces saoudiennes finissent par intervenir. La prise d'otages s'achève dans un bain de sang qui fait 135 morts. Ce drame résonne comme un coup de tocsin pour les monarchies du Golfe qui, se sentant agressées,

ressuscitent leurs vieux démons anti-chiites, suscitant par là même les vitupérations de l'ayatollah Khomeiny.

Pour tendre un peu plus la situation, le 26 décembre 1979, l'armée soviétique envahit par surprise l'Afghanistan pour ramener au pouvoir l'ancien président marxiste Babrak Karmal. Chacun comprend que le Kremlin semble prêt à profiter de la faiblesse apparente des Etats-Unis pour avancer ses pions dans la région. Les monarques du Golfe s'inquiètent de voir les Soviétiques se rapprocher dangereusement de leurs précieux puits de pétrole. Même les révolutionnaires iraniens sont nerveux, car ils constatent le renforcement de la présence militaire soviétique à leurs frontières. Entre la République soviétique d'Arménie et l'Afghanistan, les Soviétiques disposent désormais d'un effectif bien supérieur à celui de l'armée iranienne. Or, Téhéran ne peut plus déployer l'essentiel de ses forces face à l'URSS, comme à l'époque du chah, puisqu'il lui faut combattre des révoltes intérieures et se prémunir des déclarations vindicatives du régime irakien. Saddam Hussein est lui aussi inquiet, car il craint que ses alliés soviétiques ne soient tentés de reproduire en Irak le scénario afghan. Il sait qu'il est perçu par Moscou comme un partenaire difficile, rude à la négociation, souvent imprévisible, hostile de surcroît au parti communiste. Les gérontes du Kremlin pourraient donc être tentés de le renverser. Bien décidé à réaffirmer son pouvoir, il critique ouvertement l'attitude impérialiste de l'URSS, au grand dam de ses dirigeants qui le tancent et lui rappellent que leur assistance militaire pourrait ne pas être éternelle.

La doctrine Carter

Le président Carter hésite encore à recourir à la force pour libérer les otages américains, craignant qu'une intervention militaire ne précipite l'Iran dans les bras des Soviétiques. Le 12 janvier 1980, il adresse un mémorandum à Téhéran dans lequel il propose la mise en place d'une commission conjointe permettant d'examiner les modalités concrètes d'un règlement de la crise. Washington commet toutefois la même erreur que Bagdad. La Maison Blanche tente de négocier avec le gouvernement iranien, sans prendre la peine de s'adresser à l'ayatollah Khomeiny qui détient pourtant la réalité du pouvoir. Le guide suprême est peut-être un saint homme, mais il n'en reste pas moins fondamentalement orgueilleux. Il ne tolère pas que ses interlocuteurs fassent comme s'il n'existait pas. De fait, l'administration américaine se heurte à une fin de non-recevoir.

Froissé par l'attitude iranienne et inquiet de l'activisme soviétique, le président Carter envoie dans le golfe d'Oman la plus importante concentration

navale américaine jamais réunie dans la région, totalisant une trentaine de bâtiments de guerre, dont les porte-avions *Nimitz* et *Coral Sea*. Cette Middle East Task Force se voit dotée d'un quartier général basé à Manama, sur la petite île de Bahreïn, de manière à protéger celle-ci contre toute tentative de déstabilisation iranienne ou soviétique. Le Kremlin riposte en ordonnant le déploiement dans l'océan Indien d'une douzaine de croiseurs et de destroyers, renforcés par cinq sous-marins d'attaque. Le 23 janvier 1980, lors de son discours sur l'état de l'Union, Jimmy Carter énonce une nouvelle doctrine d'endiguement qui va prendre son nom, dans laquelle il précise dans les termes les plus clairs que toute tentative par quelque force extérieure que ce soit de s'emparer de la région du Golfe sera considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des Etats-Unis d'Amérique et pourra être repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris le recours à la force militaire. Pour montrer sa détermination, Jimmy Carter annonce la création d'une *Rapid Deployment Force* (RDF) chargée de défendre les intérêts américains dans la région.

Cette « doctrine Carter » n'impressionne guère le pouvoir iranien, beaucoup plus préoccupé par les luttes intestines qui divisent le régime. Le camp des progressistes, sérieusement affaibli après le limogeage de Mehdi Bazargan, ne compte plus guère que sur les socialistes et les musulmans de gauche pour contenir le rouleau compresseur du PRI rangé en ordre de bataille derrière l'ayatollah Beheshti. Ce dernier paraît d'autant plus puissant que ses deux principaux rivaux ont été opportunément assassinés peu de temps auparavant[12]. Les communistes du parti Toudeh ont été marginalisés. De leur côté, les Moudjahidin du peuple vivent dans une semi-clandestinité, s'attendant à tout moment à être pourchassés par les *pasdarans* qui n'attendent qu'un mot du guide pour leur livrer une traque impitoyable. Comme à son habitude, l'ayatollah Khomeiny se maintient au-dessus de la mêlée, avançant ses pions, jouant les uns contre les autres, afin de pérenniser sa fonction d'arbitre contestée par les membres ultraconservateurs du clergé. Ces derniers contestent en effet l'instauration de la République islamique, estimant qu'il n'appartient pas aux hommes de se substituer à Dieu pour décider du moment où doit survenir la véritable révolution islamique, c'est-à-dire celle qui débouchera sur le retour de l'imam caché. A l'autre bout de l'échiquier politique, l'extrême-gauche urbaine conteste le caractère religieux du régime et prône l'instauration d'une république marxiste. Dans cette lutte de pouvoir impitoyable, le clergé peut s'appuyer sur le guide, l'assemblée des experts et le conseil des gardiens de la révolution, tandis que le camp laïc mise sur le président de la République et le parlement.

C'est dans ce contexte tendu que le 25 janvier 1980, les Iraniens élisent Abolhassan Bani Sadr à la présidence de la République. Cet intellectuel de

46 ans, économiste de formation, a étudié et vécu en France de longues années, avant de rejoindre l'ayatollah Khomeiny dans son exil de Neauphle-le-Château. Il est rentré en Iran à ses côtés, ce qui lui a valu d'être nommé ministre des Finances. Patriote convaincu, bon musulman, fils de mollah, il défend des idées socialistes et se positionne résolument dans le camp des progressistes qui cherchent à combiner harmonieusement leur croyance religieuse avec le respect des principes républicains. Rapporté au modèle politique français, il représenterait l'archétype du chrétien de gauche. Ses pairs mettent en doute ses compétences pratiques et soulignent son absence de charisme, mais lui reconnaissent une vive intelligence et une probité irréprochable. Lui-même se voit bien davantage en pur esprit qu'en homme d'action. Son élection à la présidence résulte en fait d'un compromis : l'ayatollah Khomeiny, qui l'apprécie et lui sait gré de sa fidélité, reste pour l'instant opposé à ce que des membres du clergé occupent des fonctions gouvernementales ; Bani Sadr lui apparaît comme un excellent candidat de compromis qui lui permet de ménager les progressistes, dont il a encore besoin pour consolider les acquis révolutionnaires. Pour s'assurer que Bani Sadr n'outrepassera pas son rôle, il lui impose de conserver Mohammed Ali Radjai comme Premier ministre. Ce dernier joue clairement dans le camp des religieux, même s'il n'est pas membre du clergé. Les deux hommes s'entendent sur un gouvernement de technocrates sans envergure politique. Pour verrouiller le système, Khomeiny nomme l'ayatollah Beheshti, secrétaire général du PRI, à la tête du conseil des gardiens de la révolution.

Accaparé par ces manœuvres politiques, le pouvoir iranien n'a ni le temps ni l'envie de rétablir des liens fonctionnels avec une administration américaine perçue comme moribonde. De ce fait, les négociations entre Washington et Téhéran périclitent, faute d'être conduites avec suffisamment de volonté côté iranien, et de cohérence côté américain. Tiraillé entre Zbigniew Brzezinski qui prône la fermeté avec l'Iran, et Cyrus Vance, son secrétaire d'Etat partisan de l'apaisement, Jimmy Carter ne parvient pas à trancher en faveur de l'un ou de l'autre. Ce sera son drame. Ne pouvant que constater l'échec de ce dialogue de sourds, il finit par rompre les relations diplomatiques avec l'Iran, le 7 avril 1980[13]. Il décrète un embargo total à l'encontre de l'Iran et choisit de recourir à la force pour libérer les otages. Le Pentagone, qui n'attendait que cela, sort de ses cartons le plan d'une vaste opération militaire prévoyant des frappes aériennes, le blocus naval des ports iraniens et le largage de la 82e division aéroportée sur Téhéran. La Maison Blanche douche immédiatement l'enthousiasme des généraux, privilégiant une opération clandestine confiée aux forces spéciales et à la CIA. Inutile, en effet, de déclencher la Troisième Guerre mondiale !

Le 24 avril 1980, le président Carter déclenche l'opération « Eagle Claw » (littéralement « Serre de l'aigle ») : 8 hélicoptères Sea Stallion décollent en pleine nuit du pont du porte-avions *Nimitz* qui croise au large des côtes iraniennes, dans le golfe d'Oman. Ces hélicoptères, gorgés de carburant, doivent rejoindre une piste improvisée appelée Desert One, située à 600 kilomètres au sud-est de Téhéran, en pleine zone désertique. Ils y retrouveront 4 avions de transport C-130 Hercules arrivés d'Oman, qui les y auront précédés quelques minutes plus tôt et qui transporteront sur place du carburant, mais surtout les commandos de la Force Delta engagés dans l'opération. Après avoir été ravitaillés, les hélicoptères redécolleront en direction d'un nouveau point de rendez-vous, à 80 kilomètres au sud de la capitale iranienne. Là, les hommes de la Force Delta embarqueront à bord de camions rassemblés sur place par les agents infiltrés de la CIA qui les conduiront jusqu'au centre de Téhéran, pour prendre d'assaut les trois sites où sont retenus les otages américains. L'effet de surprise est censé garantir leur succès. Les hélicoptères rembarqueront ensuite les otages et leurs sauveurs pour regagner un bâtiment d'assaut croisant dans les eaux du Golfe. Sur le papier, il s'agit d'une opération digne d'un film de James Bond ! En réalité, c'est un cauchemar de complexité et de coordination. En pratique, la belle mécanique se dérègle très vite. Alors qu'ils survolent le désert, les hélicoptères sont pris dans une tempête de sable hallucinante qui crée des conditions de vol infernales. Deux appareils sont contraints de rebrousser chemin. Les autres parviennent péniblement à rejoindre Desert One. Là, un troisième hélicoptère tombe en panne, tandis qu'un quatrième entre en collision avec l'un des avions Hercules, provoquant la mort de leurs équipages. La Force Delta ne dispose plus du nombre suffisant d'hélicoptères pour poursuivre la mission. Celle-ci est annulée et les otages laissés à leur sort. Le fiasco est total. Comble d'humiliation, les militaires américains n'ont pas d'autre choix que de laisser les carcasses des aéronefs accidentés derrière eux, signant ainsi leur forfait[14]. A Washington, c'est la panique ! Dignement, Jimmy Carter endosse la responsabilité de cet échec, tandis que son secrétaire d'Etat, opposé depuis le début au principe d'une opération militaire, démissionne avec fracas. C'en est fini de l'option militaire pour résoudre la crise iranienne.

A Téhéran, le gouvernement iranien exulte ! Le président Bani Sadr réalise que la débâcle américaine lui offre un répit inespéré. Ne craignant plus d'intervention militaire de la part des Etats-Unis, il peut hausser le ton et marquer des points face au clergé radical qui est déterminé à tout faire pour saper son autorité. Il envoie donc au Khouzistan son ministre de la Défense, l'amiral Ahmad Madani, en qualité de gouverneur doté des pleins pouvoirs pour éradiquer les rebelles du Front populaire de libération d'Ahwaz. Conjointement,

il adopte une rhétorique agressive et sans concession envers le régime irakien, en plein accord avec l'ayatollah Khomeiny, car il a besoin de ressusciter une menace extérieure pour ressouder la cohésion nationale malmenée par la révolution islamique. Et quel meilleur dérivatif que l'épouvantail irakien ?

De son côté, l'administration américaine reste obnubilée par la crise des otages. Après l'échec de leur libération, la Maison Blanche n'est certainement pas prête à prendre la moindre initiative risquant de compromettre le sort des otages. De son point de vue, une guerre entre l'Irak et l'Iran ne pourrait que retarder leur libération. Tous les témoignages d'anciens diplomates, responsables de la CIA et membres du Conseil national de sécurité l'attestent. De son côté, Jimmy Carter est absorbé par la campagne présidentielle. Comment imaginer qu'à quelques semaines de l'échéance décisive du 4 novembre 1980, il prenne le risque de déclencher une crise majeure pouvant déstabiliser le Golfe et faire exploser le prix du baril de pétrole, alors même que son pays souffre du second choc pétrolier ? Les services de renseignement militaires craignent pour leur part qu'une guerre entre l'Irak et l'Iran ne serve de prétexte au Kremlin pour intervenir militairement en Iran, offrant par là même un avantage décisif à Moscou. Vue de Washington, une victoire de l'Irak sur l'Iran serait catastrophique, car elle renforcerait l'influence du bloc soviétique dans la région. La Maison Blanche préfère clairement le maintien du *statu quo* entre Bagdad et Téhéran, plutôt qu'une guerre pouvant créer un effet boomerang. Le département d'Etat et le Conseil national de sécurité n'ont pas perdu espoir de renouer des relations diplomatiques avec l'Iran. Dans ses mémoires, l'ancien secrétaire d'Etat Warren Christopher raconte comment un émissaire américain rencontre en Allemagne Sadegh Tabatai, le beau-frère du fils de Khomeiny, pour discuter des modalités de la libération des otages, une semaine avant le déclenchement des hostilités entre l'Irak et l'Iran[15]. Ce que l'administration américaine ignore, c'est qu'au même moment, des émissaires du candidat républicain Ronald Reagan ont pris langue avec Téhéran pour faire monter les enchères, demandant qu'aucun accord ne soit conclu avant les résultats de l'élection présidentielle de novembre[16]. Pour l'élite américaine, il est évident que le partenaire naturel des Etats-Unis doit rester l'Iran, l'Irak ne faisant figure que de faire-valoir. Dès lors, comment imaginer que les conseillers du président prennent le risque de tout chambouler ?

De leur côté, la CIA et le Pentagone sont impliqués dans des négociations discrètes avec les autorités iraniennes pour échanger la libération des otages contre la livraison de pièces de rechange, malgré l'embargo décrété par le Congrès. George Cave, l'un des meilleurs experts du dossier iranien à la CIA, a ouvert la voie quelques mois plus tôt en se rendant à Téhéran pour informer les

autorités iraniennes du dispositif militaire irakien. Parallèlement, la CIA et le Pentagone continuent de miser sur l'opposition iranienne pour déstabiliser le régime. L'Irak n'est tout simplement pas intégré dans leurs calculs. Enfin, comment imaginer que Jimmy Carter, pétri de bonnes intentions et faisant preuve d'une naïveté parfois confondante, puissent promouvoir un plan aussi machiavélique ? Car il n'y a que lui qui puisse autoriser *in fine* une telle manœuvre. Que certains bureaucrates influents imaginent instrumentaliser l'Irak, c'est probable. Mais qu'ils déclenchent une opération aussi risquée sans l'aval du président, c'est tout simplement impossible. Enfin, la raison la plus évidente qui démonte cette théorie de la conspiration, c'est que Saddam Hussein n'avait pas besoin d'encouragements pour agir, puisqu'il était déterminé à passer à l'action !

Non seulement le gouvernement américain ne pousse pas Saddam au crime, mais il s'inquiète du regain de tension entre l'Irak et l'Iran. Depuis la chute du chah, ses services de renseignement surveillent étroitement l'Iran et sa périphérie. Outre leurs avions espions U-2 et SR-71 qui survolent régulièrement la région, ils disposent de deux satellites de reconnaissance (type Key Hole) qui transmettent régulièrement des images de la région. Rapidement, ils parviennent à la conclusion que l'armée irakienne dispose des moyens suffisants pour lancer une opération de grande envergure contre l'Iran[17]. Le 18 juin 1980, les Etats-Unis lancent un satellite Big Bird capable de suivre plus précisément l'évolution de la situation. Pendant l'été 1980, les analystes notent des mouvements inhabituels de l'armée irakienne laissant présumer le déclenchement d'une opération d'envergure. Le 17 septembre 1980, la CIA rédige un mémorandum d'alerte qui se termine ainsi : « L'intensification des incidents frontaliers entre l'Iran et l'Irak a atteint un point tel que l'hypothèse d'un conflit entre les deux parties doit être examinée de manière sérieuse[18]. » La communauté du renseignement conclut que l'Irak se prépare à lancer une vaste opération en représailles aux bombardements iraniens, sans imaginer qu'il puisse s'agir d'une véritable guerre. Les signaux d'alarme envoyés à la CIA par le général Oveyssi, indiquant qu'il pourrait s'agir d'une véritable guerre, ne sont pas pris au sérieux. L'ancien général a perdu sa crédibilité depuis l'échec du complot de Nojeh. Par mesure de prudence, le département d'Etat conseille toutefois aux employés américains travaillant en Irak d'évacuer le pays et de se regrouper au Koweït. Certains, dans l'entourage du président Carter, suggèrent d'alerter les Iraniens pour tenter de se concilier leurs bonnes grâces, afin de faciliter la résolution du dossier des otages ! La Maison Blanche, prudente, rejette finalement cette proposition. Moribonde, traumatisée par l'échec de son intervention militaire en

Iran, écartelée entre sa crainte de l'Union soviétique et sa méfiance vis-à-vis de l'Irak, l'administration Carter privilégie un attentisme fataliste.

Washington affiche sa neutralité

Le déclenchement des hostilités chamboule l'agenda du président Carter et de ses conseillers, polarisés sur deux priorités en cette fin septembre 1980 : remporter l'élection présidentielle et résoudre la crise des otages. Les sondages donnent en effet le candidat républicain, Ronald Reagan, largement gagnant. Gênée, la Maison Blanche se fend d'un communiqué affichant la neutralité des Etats-Unis d'Amérique. Le président Carter déclare : « Nous ne prendrons pas partie dans ce conflit qui ne nous concerne pas (…) et nous espérons qu'aucune autre puissance n'y interviendra[19]. » Dès le lendemain, il annonce l'envoi du croiseur lance-missiles *Leahy* dans le Golfe et le déploiement en Arabie saoudite de quatre avions de guet aérien Awacs dont les radomes sont censés détecter tout ce qui vole et navigue dans un rayon de plusieurs centaines de kilomètres. Ces renforts permettront de mieux protéger les côtes saoudiennes de toute agression émanant de l'un ou l'autre des belligérants, car pour Washington, le danger vient tout autant de Bagdad que de Téhéran.

Les premiers jours d'octobre, tentant le tout pour le tout, l'administration Carter reprend contact avec le régime iranien et propose de lui livrer des pièces de rechange, de lui restituer les biens du chah et de mettre un terme au gel des avoirs iraniens, en échange de la libération des otages avant l'élection présidentielle[20]. Les autorités iraniennes rejettent l'offre américaine en prenant grand soin de ne pas fermer la porte à la négociation, car elles font le pari que Ronald Reagan remportera l'élection présidentielle. Il serait donc stupide de s'entendre avec le perdant. Autant négocier tout de suite avec le futur hôte de la Maison Blanche.

Le 4 novembre 1980, Ronald Reagan sera triomphalement élu à la présidence. Le 20 janvier suivant, au moment même où il prête serment, Téhéran libérera les 52 otages américains retenus en captivité depuis 444 jours. L'humiliation sera totale pour Jimmy Carter. Officiellement, le régime iranien fera acte de mansuétude et manifestera sa volonté de refonder ses relations avec Washington. En réalité, cette libération sera le fruit d'un marchandage entre le gouvernement iranien et la nouvelle administration américaine, conduit grâce à l'entremise de diplomates algériens. Les négociations seront âpres entre Akbar Hashemi Rafsandjani et William Casey, conseiller occulte de Ronald Reagan qui prendra très rapidement la tête de la CIA. Fin décembre, Téhéran menacera les émissaires du président Reagan de juger les otages pour espionnage. Mi-janvier,

Américains et Iraniens s'entendront sur un accord de principe qui sera paraphé le 19 janvier 1981, à Alger, la veille de la prestation de serment du nouveau président[21]. En échange de la libération des otages, Washington rendra 8 milliards de dollars d'avoirs iraniens bloqués aux Etats-Unis et s'engagera à livrer à Téhéran pour 480 millions de dollars de pièces de rechange destinées à ses chars et ses aéronefs, malgré l'embargo du Congrès[22]. Pour préserver les apparences, Washington procédera à ces livraisons par le truchement d'alliés qui n'ont rien à lui refuser. Dès le mois suivant, la Corée du Sud, Taïwan, la Grèce et la Turquie fourniront discrètement à l'Iran le matériel promis. Le Pentagone se chargera par la suite de compléter, à ses frais, les stocks militaires de ces pays accommodants. Parmi les premiers équipements livrés figureront des pneus de Phantom dont ce lourd biréacteur fait une consommation excessive. Alexander Haig, nouveau secrétaire d'Etat, rappellera aux belligérants que les Etats-Unis ne permettraient pas que l'un ou l'autre mette en danger la sécurité des monarchies du Golfe. Henry Kissinger, qui conseillera la nouvelle administration américaine, comprendra pour sa part rapidement que cette guerre est intéressante, puisqu'elle neutralise deux des plus farouches adversaires d'Israël qui peut de ce fait lutter plus efficacement contre la Syrie, alliée des Soviétiques. Il n'hésitera pas à déclarer : « Quel dommage qu'il ne puisse y avoir qu'un seul perdant ! »

Moscou punit Bagdad et courtise Téhéran

Le Kremlin a lui aussi été surpris par le déclenchement de la guerre, malgré les satellites d'observation qui ont été lancés en rafale pour suivre les évènements[23]. Mis devant le fait accompli, les dirigeants soviétiques sont furieux de n'avoir pas été consultés par Saddam Hussein. Ils sont d'autant plus étonnés qu'ils le considèrent comme l'un de leurs meilleurs alliés dans la région. Quelques jours auparavant, le président irakien n'a-t-il pas assuré Anatoli Barkovski, l'ambassadeur soviétique à Bagdad, qu'il n'entendait pas mener d'opérations de grande ampleur contre l'Iran ?

De l'avis général du Politburo, l'arrogance du dictateur irakien dépasse les bornes. Celui-ci doit être puni, d'autant qu'il s'est permis de critiquer férocement l'intervention soviétique en Afghanistan et qu'il continue de persécuter les membres du parti communiste irakien, malgré ses promesses de les ménager. Plus grave encore, sa guerre contre l'Iran risque de favoriser le renforcement des positions américaines dans la région, précisément ce que Moscou cherche à éviter. Les hiérarques soviétiques, tout comme leurs homologues américains et chinois, analysent en effet cette crise à travers le prisme de la guerre froide. Ils redoutent de se retrouver impliqués dans cette

guerre qui va à l'encontre de leurs intérêts. Car si tout allait mal, le président irakien leur demanderait sans doute d'intervenir militairement. Ils sont à mille lieues de s'imaginer que c'est justement ce type d'intervention directe que le dictateur irakien redoute, convaincu qu'elle aurait pour but de l'écarter du pouvoir. Ils craignent en fait d'être dupés par Saddam Hussein qu'ils suspectent de vouloir changer d'alliance, imitant ainsi Anouar el-Sadate qui, après s'être armé en URSS, s'était lancé dans une guerre contre Israël qui lui avait permis, au bout du compte, de faire la paix avec les Israéliens et de s'allier aux Américains. Les membres du Politburo ne souhaitent nullement passer pour les dindons d'une farce qui aurait été écrite à Bagdad et Washington ! Grâce au téléphone rouge, ils s'entendent avec la Maison Blanche pour contenir le conflit dans sa dimension régionale.

S'ils s'accordent sur l'analyse de la situation, les gérontes du Kremlin sont en revanche partagés sur l'attitude à adopter. Car après le basculement de l'Egypte dans le camp occidental, la révolution islamique iranienne et l'intervention soviétique en Afghanistan, ils sont conscients d'être impopulaires au Moyen-Orient. Andrei Gromyko, ministre des Affaires étrangères, et Youri Andropov, chef du KGB, estiment que cette guerre leur offre l'opportunité d'opérer un renversement d'alliance. Ils proposent de prendre leurs distances à l'égard de l'Irak et de se rapprocher de l'Iran qui s'impose comme un objectif stratégique de premier ordre, bien plus important que l'Irak. Ils font valoir la rhétorique antiaméricaine du régime iranien qui laisse présumer de possibles convergences entre Moscou et Téhéran. Ils rappellent l'influence du parti communiste iranien. Ils insistent enfin sur la nécessité pour l'URSS de nouer des liens avec l'Islam politique, afin d'affaiblir la résistance des moudjahidin en Afghanistan et calmer les ardeurs indépendantistes des républiques musulmanes soviétiques.

Mikhaïl Souslov, l'idéologue du parti, est pour sa part tiraillé entre sa volonté d'appuyer les thèses laïques et progressistes du Baas irakien, et son empathie pour le peuple kurde maltraité par ce même parti Baas[24]. Mal à l'aise, il constate qu'un allié de l'URSS a agressé un pays du tiers monde venant tout juste d'échapper à l'emprise occidentale, ce qui n'est pas bon pour la propagande soviétique ! Il milite donc pour un arrêt rapide des hostilités. Alexis Kossyguine, président du Conseil, est trop malade pour prendre une part active aux débats. Il décédera un mois plus tard. Le maréchal Dimitri Oustinov, ministre de la Défense, défend quant à lui bec et ongles l'alliance irakienne, soulignant qu'il serait désastreux de soutenir l'Iran et de laisser tomber l'Irak, puisque Moscou arme Bagdad. Une défaite irakienne serait inévitablement perçue comme une défaite des armes soviétiques. Le vieux maréchal ne se prive

pas non plus de rappeler l'importance des contrats d'armement conclus avec l'Irak, tout en soulignant le risque de voir Bagdad se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement si Moscou le lâchait.

Leonid Brejnev, secrétaire général du parti, tranche finalement en faveur d'une position médiane. Usé et malade, il sait devoir compter sur l'appui des militaires en cette fin de règne difficile, marquée par un regain de tensions entre les deux blocs. Il ne peut désavouer son ministre de la Défense. Il décide donc de préserver les relations diplomatiques avec Bagdad et de maintenir sur place les 1 200 conseillers qui assistent l'armée irakienne. En revanche, il ordonne l'arrêt immédiat de toute livraison d'armes à l'Irak et le gel des contrats en cours de négociation, notamment ceux portant sur la livraison de redoutables MiG-25. Trois cargos débordant de matériel militaire reçoivent aussitôt l'ordre de rebrousser chemin, alors même que l'un deux se trouvait déjà à proximité du port irakien d'Oum Qasr. Les Irakiens voient ainsi s'évaporer sous leurs yeux un lot de précieux chars T-72 et blindés BMP-1. Parallèlement, Brejnev charge Gromyko et Andropov de sonder les Iraniens pour voir si ceux-ci accepteraient l'aide de l'Union soviétique. Pour préserver les apparences, il déclare à la presse : « L'URSS se considère comme l'amie de l'Irak et de l'Iran et souhaite que ces deux pays parviennent à régler leur problème par la voie de la négociation, le plus rapidement possible, afin de mettre fin à leur lutte fratricide[25]. » Le secrétaire général du parti communiste accompagne cette déclaration d'une lettre adressée au président irakien, dans laquelle il l'appelle à mettre fin à cette guerre qui fait le jeu des Occidentaux. Saddam Hussein n'est pas surpris. Il s'attendait à une réaction épidermique des Soviétiques et estime pouvoir se passer de leur aide pendant quelques semaines, le temps de conclure son *Blitzkrieg* contre l'Iran. Il estime que le Kremlin ne pourra pas le bouder indéfiniment, *a fortiori* lorsque l'Irak sera rentré dans le club fermé des Etats nucléaires.

Pendant ce temps, Vladimir Vinogradov, l'ambassadeur soviétique à Téhéran, rencontre le Premier ministre iranien pour lui faire part de la proposition d'assistance du Kremlin destinée à cimenter de nouvelles relations entre les deux pays[26]. Après avoir transmis l'offre à l'ayatollah Khomeiny, Mohammed Ali Radjai revient vers l'ambassadeur soviétique pour lui faire part de la réponse négative du guide. Le peuple iranien, dans son désir de liberté, est parvenu à s'émanciper de la tutelle des puissances occidentales : ce n'est pas pour retomber sous la coupe d'une autre puissance, athée et anticléricale, qui maltraite sans vergogne les musulmans d'Afghanistan. Les autorités iraniennes ne ferment toutefois pas la porte au dialogue qui se poursuit à mezza-voce. Début 1981, elles reprendront langue avec Moscou et se diront prêtes à accepter

une assistance militaire soviétique, tant que celle-ci restera secrète et n'impliquera aucune contrepartie politique. Le Kremlin acquiescera avec prudence, conscient que la situation intérieure est en train de changer en Iran. Depuis des mois, les analystes du KGB ne cessent de prédire la montée en puissance du clergé. Le changement de ton du pouvoir iranien permettra à Moscou d'avancer ses pions. L'assistance soviétique fera d'autant plus sens que l'armée iranienne a capturé d'importantes quantités de matériel d'origine soviétique. Elle a donc besoin de pièces de rechange et de munitions pour les remettre en service au sein de ses unités[27]. Pendant l'année 1981, l'Iran recevra de la Bulgarie 150 blindés BTR-60, T-55 et T-62, de même que d'importantes quantités d'armes légères et de munitions. L'URSS lui livrera directement, *via* le port de Bandar Anzali sur la mer Caspienne, plusieurs centaines de camions, d'importantes quantités de pièces de rechange, de même que des missiles sol-air portatifs Sam-7 qui permettront aux fantassins iraniens d'abattre plusieurs chasseurs irakiens. Mieux, elle enverra sur place 300 conseillers militaires pour aider les Iraniens à réparer et entretenir les blindés récupérés sur l'armée irakienne. Les autorités soviétiques factureront bien évidemment cette assistance au prix fort, puisque l'Iran dispose encore d'importantes réserves de pétrodollars. En guise de reconnaissance, l'Iran livrera à l'Union soviétique un de ses précieux intercepteurs Tomcat, joyaux de la technologie américaine, pour permettre aux ingénieurs russes de le décortiquer et aux pilotes soviétiques de mieux le connaître[28].

Pour préserver l'équilibre entre les deux belligérants et éviter que l'agression irakienne ne se transforme en déroute, Moscou décidera également d'aider discrètement l'Irak par le truchement d'autres pays socialistes. Il ne s'agira pas d'un armement ultramoderne, mais d'armes rustiques prélevées sur les stocks pléthoriques du pacte de Varsovie. Bagdad recevra ainsi de la Roumanie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie 500 chars T-55 et T-62, 850 véhicules blindés (BMP-1, OT-62, OT-64 et BRDM-1) et plusieurs dizaines de milliers d'armes légères. Mais pendant cette période, l'Irak ne recevra aucune arme en provenance directe d'Union soviétique : pas le moindre avion de chasse ou hélicoptère de combat ni la moindre pièce d'artillerie ultramoderne. Moscou fera ainsi pression sur Saddam Hussein pour le contraindre à rapatrier ses forces au niveau de la frontière internationale, afin de hâter la résolution du conflit. Car le Kremlin a compris une chose : les Iraniens n'accepteront aucun cessez-le-feu tant qu'ils n'auront pas récupéré les territoires envahis par l'armée irakienne. Tarek Aziz aura beau se rendre à Moscou en mars 1981 pour tenter de fléchir les dirigeants soviétiques, il se heurtera à une fin de non-recevoir.

Pékin mise sur Bagdad

La République populaire de Chine se trouve elle aussi très embarrassée par le déclenchement de la guerre Iran-Irak. Les dirigeants chinois craignent que ce conflit ne permette à Moscou et Washington d'améliorer leur position dans la région. C'est surtout le jeu de Moscou qui inquiète Pékin, car après la chute du chah et l'échec de l'opération de libération des otages, les Etats-Unis semblent en perte de vitesse dans cette partie du monde. Les dirigeants chinois, qui entretenaient d'excellentes relations avec le chah au nom d'intérêts géopolitiques convergents[29], redoutent que le durcissement du régime iranien envers Washington ne conduise inéluctablement à un rapprochement entre l'Iran et l'URSS. Car si la Chine se méfie de manière obsessionnelle du Kremlin, elle s'inquiète aussi du prosélytisme de Téhéran, craignant que l'exportation de la révolution islamique déstabilise sa province du Xinjiang qui abrite une population ouïgoure de culture musulmane. C'est la raison pour laquelle Pékin avait critiqué le changement de régime en Iran.

Du point de vue du président Deng Xiaoping, tout doit être mis en œuvre pour contrer le jeu soviétique. Puisque le Kremlin semble se détourner de Bagdad pour privilégier une ouverture en direction de Téhéran, il lui semble évident que la Chine doit soutenir l'Irak, afin d'affaiblir la position soviétique dans la région. De manière pragmatique, Deng Xiaoping se tient prêt à armer discrètement Bagdad pour tenter de détacher l'Irak de la sphère d'influence soviétique. Cette assistance militaire permettra en outre à Pékin d'engranger de précieuses devises dont le régime a cruellement besoin. Elle ne doit toutefois pas précipiter la chute du régime iranien, qui profiterait à Moscou. La position du gouvernement chinois se résume donc à trois impératifs : endiguer l'Union soviétique, conquérir de nouveaux marchés et maintenir l'équilibre entre les belligérants. Huang Hua, ministre chinois des Affaires étrangères, officialise la position de son gouvernement en déclarant : « Nous sommes profondément préoccupés par le récent conflit entre l'Irak et l'Iran. Nous espérons sincèrement que les deux parties cesseront promptement leurs hostilités et régleront leurs différends par voie de négociation, afin de ne pas se laisser exploiter par ceux qui poursuivent des buts inavouables[30]. » Parallèlement, une mission militaire se rend à Bagdad pour évaluer les besoins de l'armée irakienne. Elle est d'autant mieux accueillie que les Irakiens sont furieux de l'attitude soviétique. L'armement chinois n'est certes pas de grande qualité, puisqu'il ne s'agit que de pâles copies de matériel soviétique, mais il a l'avantage d'être disponible rapidement et en grandes quantités. Les discussions portent essentiellement sur le matériel terrestre, les Irakiens s'étant tournés vers la France pour le

renforcement de leur aviation. L’affaire est rondement menée car les généraux irakiens sont prêts à payer le prix fort. Les premiers cargos d’armes et de munitions quittent la Chine à la fin de l’automne 1980 et parviennent en Irak au début de l’année 1981. A partir de ce moment, les Irakiens recevront régulièrement des lots de chars T-59 et T-69 (copies des T-55 et T-62), de canons tractés type-59 (copie du M-46 de 130 mm), de fusils d’assaut type 56 (copie du fameux Kalachnikov) et de millions d’obus et munitions diverses. Pendant toute la durée du conflit, la Chine s’imposera comme le troisième fournisseur d’armes de l’Irak, derrière l’URSS et la France.

5
La France soutient l'Irak

Le déclenchement de la guerre met le gouvernement français dans l'embarras. Son dilemme se résume ainsi : comment préserver les ventes d'armes et la coopération industrielle avec l'Irak sans rompre avec l'Iran ? Paris n'entend pas lâcher Bagdad, car ses intérêts économiques et industriels y sont trop importants. Les autorités françaises craignent néanmoins qu'un soutien trop marqué à l'Irak ne provoque des réactions violentes en Iran. Prudent, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères déclare : « La France n'est l'ennemie de personne ; ses liens commerciaux avec l'Irak n'induisent pas une hostilité à l'égard de la révolution islamique[1]. » La pusillanimité du gouvernement français n'est pas de nature à rassurer Téhéran. Plusieurs personnalités iraniennes se rendent à Paris et avertissent les autorités françaises que la poursuite des livraisons d'armes à l'Irak pourrait conduire à une détérioration grave des relations entre Paris et Téhéran. De fait, l'état-major des armées renforce la présence navale française dans le Golfe en y envoyant la frégate lance-missiles *Suffren* et le pétrolier-ravitailleur *Isère* qui rejoignent sur place les avisos *Schoelcher* et *Bouvet*. Tarek Aziz vient lui aussi aux nouvelles. Valéry Giscard d'Estaing lui confirme que l'Irak peut compter sur le soutien indéfectible de la France. Pour comprendre l'attachement de Paris à Bagdad, il convient de revenir quelques années en arrière.

L'Irak, nouvel Eldorado pour les industriels français

Après la guerre israélo-arabe de juin 1967, la popularité de la France est à son faîte au Moyen-Orient, grâce à la neutralité affichée par le général de Gaulle lors de la guerre des Six-Jours. Le gouvernement français se sent libre d'assumer publiquement la politique proarabe ébauchée discrètement depuis l'issue du conflit algérien. La France espère ainsi retrouver une partie de l'influence qu'elle

a perdue au Moyen-Orient après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle cherche également à conquérir les marchés captifs de plusieurs Etats arabes qui se sont enrichis grâce à la manne pétrolière. Le 7 février 1968, le général de Gaulle accueille à Paris son homologue irakien et lui rappelle les rapports ancestraux entre Charlemagne et le calife abbasside Haroun al-Rachid. Il le flatte et lui fait miroiter tout le bénéfice qu'il pourrait tirer d'une coopération avec la France. La tâche n'est pas facile car l'Irak entretient des liens étroits avec l'URSS et se trouve de ce fait ostracisé par de nombreux pays occidentaux. Les contacts sont fructueux. La société Panhard, proche du pouvoir, vend à cette occasion un premier lot de 106 automitrailleuses AML-60 à l'armée irakienne, tandis que Berliet et Saviem obtiennent un contrat pour la livraison de 687 camions militaires.

Dès l'annonce de la nationalisation de l'industrie pétrolière irakienne, au printemps 1972, Bagdad informe immédiatement Paris que toutes les dispositions seront prises pour sauvegarder les intérêts français. Le gouvernement irakien se déclare prêt à conclure un accord de coopération privilégié avec la Compagnie française des pétroles (CFP), le groupe Total (qui détient 23,75 % des parts de l'Iraq Petroleum Company – IPC) et la société Elf-Erap. Les négociations vont bon train grâce à l'entremise de Jean Duroc-Danner, un cadre de la CFP qui jouit d'un entregent sans pareil à Bagdad, qui s'est imposé depuis une quinzaine d'années comme le personnage central des relations franco-irakiennes. Le 11 juin 1972, Saddam Hussein se rend en France pour finaliser les modalités de la coopération pétrolière entre Bagdad et Paris. C'est son premier déplacement officiel en Europe. Il rassure ses interlocuteurs en leur indiquant que les sociétés françaises seront les dernières à être nationalisées. Il en profite pour pousser ses pions et se déclare prêt à acheter des armes. Il remet aux autorités françaises une liste de matériels que l'Irak souhaite acquérir au plus vite : avions de combat Mirage, hélicoptères, radars et divers armements terrestres. L'industrie pétrolière française, soucieuse de préserver ses intérêts en Irak, lance une campagne de presse favorable au régime irakien et multiplie les pressions envers le pouvoir pour le convaincre d'accéder à la requête de Saddam, au nom de la défense des intérêts industriels français. La question fait débat au sein du gouvernement. Le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas et le ministre de la Défense Michel Debré y sont très favorables. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, se montre très prudent, s'interrogeant sur la solvabilité de l'Etat irakien. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, y est au contraire farouchement hostile. Il ne souhaite pas renforcer un adversaire d'Israël et met en exergue le caractère autoritaire du régime irakien. Au bout du compte, le président Georges Pompidou, désireux

d'intensifier la politique d'ouverture au monde arabe amorcée par son prédécesseur, tranche en faveur de la requête irakienne, en interdisant toutefois la vente de Mirage et de chars de combat.

Le 18 juin 1972, les gouvernements français et irakien signent un accord qui assure la pérennité des intérêts pétroliers français en Irak pendant dix ans. La CFP pourra acheter autant de pétrole qu'elle le souhaite à des conditions très avantageuses. Cet accord fait sauter les dernières réticences des autorités françaises. La Société nationale d'industrie aérospatiale (Snias) s'engage à livrer 102 hélicoptères à l'Irak (47 Alouette III, 40 Gazelle, 12 Super Frelon et 3 Puma). A défaut de Mirage, la société Dassault livre de son côté 3 avions de liaison ultramodernes Mystère 20, tandis que Panhard fournit à l'Irak un nouveau lot de 194 blindés légers. Brandt lui vend 580 mortiers accompagnés de 420 000 obus. Thomson-CSF est pour sa part chargé de moderniser son réseau de défense antiaérienne, grâce à 6 nouveaux radars très performants. Paris est d'autant moins regardant que lors du premier choc pétrolier, l'Irak se fait l'avocat de la France au sein de l'Opep et refuse de lui appliquer l'embargo décrété par les autres Etats arabes. La coopération entre les deux pays franchit un nouveau seuil avec l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing et de son Premier ministre Jacques Chirac. Ce dernier, très proche de la famille Dassault[2], se rend à Bagdad du 30 novembre au 2 décembre 1974 porteur d'une bonne nouvelle : la France accepte de livrer à l'Irak les Mirage F-1 tant espérés. Le Premier ministre français est reçu fastueusement dans la capitale irakienne. Il est séduit par la personnalité de Saddam Hussein et revient avec plus de 3 milliards de dollars de contrats en poche. Un premier contrat portant sur la vente de 40 Mirage F-1 est signé, prévoyant leur livraison pour la fin de l'année 1980.

Jacques Chirac est également porteur d'une nouvelle intéressante : le gouvernement irakien souhaite nouer une coopération avec la France dans le domaine nucléaire civil. Une aubaine pour les sociétés Saint-Gobain et Framatome. Fin négociateur, Saddam Hussein a su appâter les autorités françaises en leur concédant des contrats mirifiques dans le domaine pétrolier et dans celui de l'armement. Avec raison, puisque les industriels français de ces deux secteurs multiplient les campagnes de presse pour convaincre le gouvernement d'accéder à la requête irakienne, arguant de la défense de leurs intérêts en Irak.

Au cours de l'année 1975, les délégations françaises et irakiennes se rencontrent à plusieurs reprises pour négocier les termes de la coopération nucléaire. Paris se propose de livrer de l'uranium enrichi à Bagdad et de construire en Irak un réacteur de recherche de 800 kilowatts, de même qu'une centrale nucléaire baptisée « Osirak » de 70 mégawatts. Du 5 au 8 septembre

1975, Saddam Hussein se rend en France pour conclure la négociation. Jacques Chirac l'accueille par ses mots : « Vous êtes mon ami personnel. Vous êtes assuré de mon estime, de ma considération et de toute mon affection[3]. » Mieux, le Premier ministre va même jusqu'à passer un week-end en sa compagnie dans un mas provençal, avant de lui faire les honneurs de la capitale française.

L'accord de coopération franco-irakien est signé en grande pompe à Bagdad, le 18 novembre 1975. Les Etats-Unis, qui voient toujours en l'Irak un suppôt de l'URSS, et Israël, qui le considère comme son principal adversaire, critiquent ouvertement l'attitude française et menacent de tout mettre en œuvre pour faire échouer cette coopération. Dans la nuit du 6 au 7 avril 1979, un commando israélien s'introduira dans les chantiers navals de La Seyne-sur-Mer, en France, et sabotera le dôme qui devait abriter le cœur du réacteur nucléaire irakien, retardant l'ensemble du programme. Quelques mois plus tard (14 juin 1980), le Mossad assassinera à Paris Yahya el-Mashad, un physicien égyptien impliqué dans le programme nucléaire irakien.

En France, cet accord sur le nucléaire civil fait tomber les derniers verrous qui empêchaient la vente des matériels les plus sensibles à l'Irak. De 1976 à 1979, les industriels de l'armement vont s'en donner à cœur joie et vendre à l'Irak tout ce dont son armée a besoin et qu'elle ne peut se procurer auprès des Soviétiques : 11 000 missiles (Milan, Hot, AS-12, Magic, Exocet), 255 postes de tir de missiles antichars Hot et Milan, du matériel de guerre électronique et un troisième lot de 150 blindés légers Panhard. La coopération militaire s'accélère avec la conclusion de plusieurs accords bilatéraux portant sur la formation d'élèves-pilotes et de techniciens chargés de mettre en œuvre les Mirage et les hélicoptères. Cette politique de formation s'étend à l'accueil de stagiaires à l'Ecole de guerre. Chaque année, près d'une centaine d'Irakiens sont formés en France, y compris une douzaine de pilotes. De son côté, la Direction des constructions navales propose à l'état-major irakien de se doter d'une véritable marine de haute mer en lui faisant miroiter la vente de plusieurs escorteurs et frégates, mais aussi de sous-marins, alors même que l'Irak ne dispose que d'un accès très étroit sur le Golfe ! Ce projet, jugé incohérent par le cabinet du Premier ministre Raymond Barre, n'aboutira pas, comme l'a expliqué à l'auteur l'amiral Pierre Lacoste, ancien chef du cabinet militaire de Raymond Barre. L'un dans l'autre, les ventes d'armes à l'Irak rapportent 5 milliards de dollars à la France pendant la décennie 1970.

Cette coopération avec l'Irak s'étend également au domaine du bâtiment et des travaux publics. Le groupe Bouygues bétonne le pays, agrandit les aérodromes et construit de nombreux abris souterrains pour l'armée irakienne. A la fin des années 1970, plus de 65 entreprises françaises opèrent en Irak et

10 000 techniciens français résident sur place pour mettre en œuvre les multiples coopérations industrielles liant les deux pays. L'Irak est devenu le premier partenaire commercial de la France au Moyen-Orient et son deuxième fournisseur de pétrole. Il n'est pas impossible qu'il soit devenu également une source de financement importante pour le parti gaulliste[4] qui ne tarit pas d'éloges sur le régime irakien, faisant écho à certains intellectuels qui n'hésitent pas à comparer celui-ci à un véritable « gaullisme arabe ». Paris et Bagdad se sont en fait tellement rapprochés que chacun est devenu l'otage de l'autre.

EURODIF au cœur du différend franco-iranien

De prime abord, les relations entre la France et l'Iran sont plus simples et plus saines, car elles reposent essentiellement sur des échanges culturels. Le chah Reza Pahlavi est reconnu comme un ami de la France, même si nombreux sont ceux qui dénoncent le caractère autoritaire de son régime. La relation franco-iranienne paraît d'autant plus limpide que Paris sait qu'il ne pourra pas vendre d'armes à Téhéran (à l'exception de quelques vedettes lance-missiles), l'Iran restant une chasse gardée américaine et britannique. Le gouvernement français a donc mis l'accent sur les liens commerciaux, engrangeant plus de 7 milliards de dollars en contrats d'équipements ferroviaires, automobiles, audiovisuels, mais surtout nucléaires. La France est en effet en pointe dans ce secteur et ses experts n'ont guère eu de difficulté à convaincre le chah d'y investir massivement ses pétrodollars. L'accueil royal du chah à Paris en juin 1974 par Valéry Giscard d'Estaing, tout récemment élu président, accélère les négociations. Le Président et son Premier ministre se sont en effet répartis les dossiers : le premier, qui entretient d'excellentes relations avec le chah[5], se réserve les projets de coopération avec l'Iran, tandis que le second supervise les relations commerciales avec l'Irak.

Le 27 juin 1974, le gouvernement français s'engage à vendre à l'Iran plusieurs centrales nucléaires civiles. Il propose que la société française Technicatome construise 3 réacteurs de recherche à Téhéran et qu'une société franco-iranienne exploite au bénéfice des deux pays les gisements d'uranium naturel qui viendraient à être découverts en Iran. Surtout, Paris propose d'associer Téhéran à la construction de l'usine Eurodif d'enrichissement d'uranium, pour lui permettre d'acquérir le combustible nécessaire au fonctionnement de ses futures centrales nucléaires civiles. Cette usine fonctionne sur la base d'un accord multinational contrôlé par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). Le 18 novembre, le ministre français de l'Industrie

autorise la vente à l'Iran de deux centrales nucléaires Westinghouse construites sous licence par Framatome.

En décembre 1974, le chah accorde un prêt de 1 milliard de dollars à la France en échange d'une participation de l'Iran au capital d'Eurodif à hauteur de 10 % (la société regroupe alors des capitaux français à hauteur de 27,8 %, mais aussi des capitaux belges, italiens et espagnols). Il est convenu que cette participation permettra à l'Iran d'acheter 10 % de l'uranium enrichi produit par l'usine de Tricastin, lorsque celle-ci entrera en fonctionnement en 1981. Le commissariat à l'énergie atomique (CEA) et son homologue iranien fondent aussitôt la société Sofidif (Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse) pour gérer la coopération nucléaire entre les deux pays. Pour accélérer le processus, le chah verse 180 millions de dollars supplémentaires à la France. Malgré cela, la coopération traîne en longueur, même si Framatome entame la construction d'une première centrale nucléaire en Iran sur le site de Bouchehr.

Le 5 octobre 1978, Valéry Giscard d'Estaing accepte de donner l'asile politique à l'ayatollah Khomeiny, expulsé d'Irak, après avoir discrètement obtenu le feu vert du chah[6]. Le gouvernement français, qui focalise son attention sur la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, ne s'oppose guère au prosélytisme de son hôte bien encombrant, ne réalisant pas la rapidité avec laquelle la situation est en train de se dégrader en Iran. Dépassé par les évènements, il s'entend avec ses alliés américains et allemands, lors du sommet de la Guadeloupe (5 janvier 1979), pour apporter son appui à Khomeiny. Le 1er février 1979, c'est à bord d'un avion d'Air France que l'ayatollah rentre triomphalement à Téhéran pour y prendre le pouvoir !

Le 9 avril 1979, le nouveau gouvernement islamique dénonce le contrat de coopération nucléaire avec la France, suspend les paiements en cours et réclame le remboursement du prêt Eurodif de 1 milliard de dollars consenti par le chah. Il n'en confirme pas moins l'actionnariat de l'Iran dans Eurodif. Paris refuse catégoriquement de rembourser le prêt et s'oppose à ce que l'Iran puisse exercer son statut d'actionnaire d'Eurodif. Téhéran accuse la France d'escroquerie. Paris rétorque que l'Iran n'est pas un partenaire commercial fiable. C'est le début d'un long contentieux qui va envenimer les relations franco-iraniennes pendant une décennie et entraîner de lourdes répercussions sur la sécurité de la France et de ses citoyens. Les relations bilatérales se compliquent par la capture, le 18 juillet 1980, d'un commando iranien dirigé par Anis Naccache, après l'échec d'une tentative d'assassinat contre Chapour Bakhtiar, réfugié à Neuilly. Avant d'être arrêtés, les 5 Iraniens, paniqués, ont assassiné un passant et un policier. Ils seront

condamnés à vingt ans d'emprisonnement et Téhéran n'aura de cesse que de réclamer leur élargissement.

Mitterrand soutient Saddam

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste, en mai 1981, ne modifiera pas la donne. Alors qu'il n'avait cessé de critiquer le soutien français à l'Irak, le nouveau président François Mitterrand adressera le 25 mai un message à Saddam Hussein dans lequel il l'assurera du soutien français. Il déclarera publiquement qu'il souhaite ne pas voir l'Irak vaincu et qu'il est indispensable de maintenir l'équilibre entre les Perses et les Arabes. Confronté aux réalités, le pouvoir socialiste constatera le poids du lobby industriel qui défend bec et ongles l'alliance avec Bagdad. Cette alliance satisfera une aile importante du parti socialiste qui voit en l'Irak un modèle de modernisme, de progressisme et de laïcité face au conservatisme des pétromonarchies et à l'obscurantisme de la révolution islamique iranienne. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, assure ainsi la présidence de l'association parlementaire France-Irak. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée, multipliera les déclarations favorables au régime irakien. Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères, affirmera que « l'Irak est le seul verrou capable d'empêcher un déferlement islamique qui déstabiliserait toute la région et balaierait les régimes arabes modérés[7] ». Le gouvernement français mettra en avant la nécessité de protéger ses sources d'approvisionnement énergétique et l'obligation morale d'appuyer le seul Etat progressiste de la région capable d'endiguer le prosélytisme dangereux de la révolution islamique. Un tel discours ne pourra qu'attiser la vindicte des mollahs. La situation s'envenimera lorsque le gouvernement iranien, prenant prétexte de l'entrée en service de l'usine nucléaire de Tricastin, fera valoir son droit de prélever 10 % de l'uranium enrichi produit et réclamera une nouvelle fois le remboursement du prêt Eurodif. Téhéran se heurtera à une fin de non-recevoir.

Les Européens en ordre dispersé

Fin septembre 1980, la cacophonie règne à Bruxelles, siège de la Communauté économique européenne (CEE), comme lors de chaque crise au Moyen-Orient. La politique européenne de sécurité et de défense n'est pas encore à l'ordre du jour et les principaux acteurs européens, incapables de s'entendre sur une stratégie commune, font prévaloir leurs intérêts politiques et commerciaux, bien souvent contradictoires. Tout juste parviennent-ils à rédiger

le texte d'une déclaration insipide exprimant leur vive préoccupation face aux évènements et rappelant l'importance capitale que revêt pour eux la liberté de navigation dans le Golfe. Il est vrai que les Européens sont beaucoup plus dépendants du pétrole extrait de la péninsule arabique que les Américains. Ils sont aussi, de ce fait, plus vulnérables à la déstabilisation de cette région et la fermeture du détroit d'Ormuz reste l'un de leurs cauchemars. Encore fragilisés par le second choc pétrolier, ils ne se sentent pas d'attaque pour subir une nouvelle hausse brutale du prix des hydrocarbures. Leur priorité consiste donc à sécuriser leurs approvisionnements énergétiques et à préserver leurs relations commerciales avec les pétromonarchies. Pour cela, il leur faut ménager à la fois les belligérants et les souverains du Golfe. C'est la raison pour laquelle les dirigeants européens vont s'opposer avec véhémence à l'imposition d'un embargo des Nations unies sur les ventes d'armes aux pays de la région, de peur qu'en retour, ces mêmes pays décrètent un embargo pétrolier à leur encontre, comme ce fut le cas lors de la guerre du Kippour. Au passage, ils savent qu'ils pourront ainsi continuer à leur vendre du matériel militaire, pour le plus grand bénéfice de leurs industries d'armement.

En ces temps économiquement difficiles, les dirigeants européens conservent les yeux rivés sur les indicateurs macroéconomiques. C'est le cas de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, qui fait face à une crise sociale majeure qui lui interdit de sacrifier les parts de marché que le Royaume-Uni a péniblement conquises en Iran depuis une dizaine d'années, même si elle exècre au plus haut point le régime né de la révolution islamique. Elle adopte de ce fait une position de stricte neutralité, refusant de prendre parti pour l'un ou l'autre camp. Ses priorités en matière de politique étrangère sont ailleurs et visent principalement l'endiguement de l'Union soviétique. Tant que celle-ci n'intervient pas militairement dans le Golfe et que les intérêts britanniques sur place ne sont pas directement menacés, Londres n'a pas de raison de s'impliquer dans ce conflit. Margaret Thatcher est d'autant plus sereine qu'elle peut compter sur le pétrole extrait de la mer du Nord qui réduit sa dépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient. Cette attitude pragmatique permet aux Britanniques de vendre aux deux belligérants des produits pharmaceutiques, de l'équipement automobile et des machines outils. En matière militaire, le gouvernement britannique impose deux règles strictes : respect des contrats conclus avant le déclenchement des hostilités ; aucune fourniture d'équipement susceptible d'accroître significativement les capacités militaires de l'un ou l'autre camp[8]. Interprétant ces consignes de manière souple, le gouvernement britannique livrera aux Iraniens et aux Irakiens des moteurs et pièces de rechange pour chars Chieftain et Scorpion, qui permettront aux premiers d'entretenir leur parc de

blindés acquis à l'époque du chah, et aux seconds de réparer les chars capturés sur l'armée iranienne. Londres fournira à Téhéran des composants pour missiles sol-air Rapier, des systèmes de contre-mesures électroniques, et assurera l'entretien et la modernisation du réseau local de détection aérienne. L'un dans l'autre, la République islamique deviendra le second client du Royaume-Uni au Moyen-Orient, derrière l'Arabie saoudite. Pour maintenir l'équilibre, les Britanniques livreront à Bagdad 300 Land Rover et des systèmes radar de guidage d'artillerie. Ils accueilleront de nombreux stagiaires irakiens dans leurs académies militaires et assureront la formation de base d'une partie des pilotes de Saddam. Ils proposeront également aux autorités irakiennes de leur fournir une usine clé en main leur permettant d'assembler sur place 200 avions d'entraînement de type Hawk. Les négociations traîneront en longueur et les Irakiens finiront par acheter des avions écoles tchèques, suisses et brésiliens.

En Allemagne, le chancelier Helmut Schmidt adopte lui aussi une posture de stricte neutralité, invoquant la Constitution qui l'empêche d'impliquer son pays dans un conflit armé. En réalité, ses arguments sont tout aussi mercantiles que ceux des Britanniques. L'Iran est devenu au fil des ans son premier partenaire commercial au Moyen-Orient, et les deux pays sont liés par d'importants contrats qui ont survécu à la révolution islamique. Des nuées de véhicules d'origine allemande continuent de circuler dans les villes iraniennes, à la périphérie desquelles les usines tournent bien souvent grâce à des machines-outils importées d'Allemagne. Preuve de ces intérêts croisés, l'Iran détient alors le quart du capital du fameux conglomérat industriel Krupp. Le chancelier Schmidt est donc bien décidé à tout faire pour ne pas sacrifier cette relation privilégiée, quitte à livrer discrètement du matériel militaire à Téhéran, qu'il s'agisse de camions Mercedes, de remorques porte-chars ou de munitions de petits calibres fabriquées par la firme Werner. Pour calmer les états d'âme de la classe politique allemande, ces équipements seront pudiquement qualifiés de « non offensifs ». Le gouvernement allemand aura toutefois plus de difficultés à justifier la négociation portant sur la vente de sous-marins ultramodernes de type 209. Washington, Paris et Riyad exerceront de telles pressions que cette négociation n'aboutira pas. Son échec expliquera en partie l'enlèvement d'otages allemands au Liban (Rudolph Cordes et Alfred Schmidt). Ceux-ci serviront de monnaie d'échange pour tenter de convaincre Bonn de rouvrir la négociation, mais aussi de libérer un terroriste chiite d'origine iranienne détenu en Allemagne. Pour tenter de débloquer la situation, le ministre des Affaires étrangères n'hésitera pas à se rendre en visite officielle en Iran, qualifiant publiquement d'« erreurs monumentales » les tentatives occidentales visant à isoler la République islamique[9]. L'arrivée au pouvoir de Helmut Kohl ne

modifiera en rien la posture allemande qui restera inchangée jusqu'à la fin de la guerre.

Les autorités allemandes jouent sur les deux tableaux et parviennent, avec beaucoup de maestria et force sourires, à maintenir des relations cordiales avec Bagdad. Un exploit, quand on connaît la hargne dont fait preuve le régime baassiste pour ceux qui soutiennent ses adversaires ! Les Irakiens ne se font toutefois aucune illusion sur les mots doux que leur susurre l'ambassadeur allemand, mais ils prennent tout ce que son gouvernement est prêt à leur vendre : Mercedes pour les privilégiés du régime, machines-outils et composants chimiques pour les ingénieurs chargés de la mise au point d'armes non conventionnelles, porte-chars et camions de gros tonnage pour l'armée. Pour se donner bonne conscience, Bonn assurera la formation des médecins militaires irakiens et livrera à Bagdad plusieurs hôpitaux de campagne. Les industriels allemands vendront également à l'Irak une soixantaine d'hélicoptères de combat BO-105 équipés de redoutables missiles antichar Hot. Ceux-ci seront discrètement livrés aux Irakiens par l'intermédiaire de l'Espagne, qui assemble une partie de ces hélicoptères, afin de permettre à l'Allemagne de continuer d'afficher sereinement sa neutralité vis-à-vis des deux belligérants. Le gouvernement allemand cherchera par là même à éviter une réaction épidermique des Israéliens qui s'opposent farouchement à la vente d'armes sophistiquées à l'Irak, et avec lesquels les dirigeants allemands entretiennent des relations complexes, fruit de leur histoire tragique qui les poussent à ne rien faire qui puisse compromettre la sécurité d'Israël.

Tout comme l'Allemagne, l'Italie cherche à préserver ses liens commerciaux avec l'Irak et l'Iran. Le président du Conseil, le chrétien-démocrate Francesco Cossiga, se déclare neutre et désireux de maintenir des relations cordiales avec Bagdad et Téhéran. Il affirme avec force que les contrats conclus avant guerre seront honorés. De fait, il ordonnera la livraison à l'Iran de 24 hélicoptères de transport Chinook, accompagnés de leurs lots de moteurs et pièces de rechange, de plusieurs dizaines de systèmes de guerre électronique et de 13 radars de surveillance côtière. Parallèlement, son gouvernement autorisera la livraison à l'Irak de plusieurs millions d'obus et de plusieurs centaines de milliers de mines, dont certaines transiteront par Singapour. Malheureusement pour lui, l'instabilité gouvernementale dont souffre la vie politique italienne provoquera rapidement sa chute et ses successeurs, contraints par des coalitions situées plus à gauche, s'interdiront toute vente d'armes aux belligérants. Les contrats en cours de négociation se retrouveront gelés. Ce sera une très mauvaise nouvelle pour la firme Fincantieri qui venait tout juste de conclure la vente de 11 navires de guerre à l'Irak (4 frégates, 6 corvettes et 1 pétrolier-ravitailleur) et de

7 patrouilleurs à l'Iran ! En quelques mois, les autorités italiennes réussiront donc l'exploit de se fâcher avec les deux belligérants qui réclameront à cor et à cri la livraison des navires promis. Pendant des années, ces deux dossiers épineux empoisonneront les relations entre Rome, Bagdad et Téhéran et donneront bien du fil à retordre aux diplomates italiens. Cet embargo sera d'autant plus problématique que pour maintenir les emplois dans ses chantiers navals, le gouvernement italien ordonnera la construction des navires de guerre destinés à l'Irak. Une fois achevés, ceux-ci péricliteront à quai, dans l'attente de leur transfert improbable vers les eaux du Golfe. Le gouvernement italien finira par transférer le droit de propriété de ces navires à la marine irakienne, qui les baptisera de leur nom de guerre et enverra des équipages réduits les prendre en charge. Ces navires ne seront toutefois pas autorisés à quitter la Méditerranée. Ils ne participeront donc pas aux hostilités. Pour calmer la colère des Irakiens et des Iraniens, les autorités italiennes fermeront les yeux sur les nombreux trafics d'armes légères, de mines et de munitions destinés à alimenter les deux camps, dans lesquels seront impliquées plusieurs firmes transalpines. Le gouvernement italien se verra néanmoins contraint d'arrêter les dirigeants de la société Valsella (filiale du groupe Fiat, spécialisée dans l'assemblage de mines) après que ceux-ci auront dépassé les bornes, violant outrageusement l'embargo décrété par Rome.

L'Espagne et la Grèce, totalement dépendantes du pétrole moyen-oriental, refusent elles aussi de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, mais leur font savoir qu'elles se tiennent prêtes à leur fournir discrètement des armes et des munitions, afin d'engranger de précieux revenus. Ces deux pays en ont besoin pour atténuer les affres de la crise économique qui les touche durement. Les gouvernements espagnol et grec livreront à l'Iran des pièces de rechange pour chasseurs Phantom, puisque leurs aviateurs utilisent ces mêmes aéronefs. Et tans pis si la disponibilité de leur armée de l'air en pâtira ! L'Espagne, déterminée à profiter au maximum de l'opportunité que lui offre cette guerre pour renflouer ses caisses, vendra aussi à l'Irak des armes légères, des canons antichars sans recul et des Land Rover Santana, endossant également la vente d'hélicoptères BO-105 conclue par l'Allemagne.

Les pays scandinaves, tout comme ceux du Bénélux, font preuve en revanche d'une attitude plus indépendante. Ils condamnent l'Irak et l'Iran pour s'être mutuellement entraînés dans un conflit stupide et criminel. Etant beaucoup moins dépendants du pétrole moyen-oriental, puisqu'ils ont accès à celui extrait de la mer du Nord, et n'ayant aucun intérêt dans la région, ils peuvent se permettre cette liberté de ton sans craindre de représailles. Ils ne s'en saliront pas moins les mains en concluant, eux aussi, quelques contrats juteux avec l'un ou

l’autre des belligérants, voire les deux. Au total, l’ensemble des pays européens livreront pour 27 milliards de dollars d’équipements militaires à l’Irak et à l’Iran, couvrant ainsi le quart de leurs achats d’armements.

6
Les Arabes divisés

Au moment où éclate la guerre, les dirigeants arabes comprennent qu'il leur faut prendre position. C'est d'autant plus difficile qu'il ne leur est pas possible de se raccrocher à l'un des trois dossiers clivants qui déterminent alors les relations internationales. Ce conflit n'a tout d'abord rien à voir avec l'affrontement Est-Ouest. Il n'a rien à voir non plus avec la guerre israélo-arabe, qui aurait permis aux Arabes de s'unir derrière une même bannière. Il n'a rien de commun avec les conflits de décolonisation, puisque les régimes irakien et iranien se revendiquent tous deux comme anticolonialistes, nationalistes et tiers-mondistes. Il oppose enfin deux nations musulmanes. Difficile donc de définir une ligne idéologique qui permettrait de guider un choix d'autant plus délicat que le monde arabe est profondément divisé par plusieurs lignes de fracture : monarchies « conservatrices » contre républiques « progressistes » ; régimes laïcs contre régimes islamiques ; Etats pro-occidentaux contre Etats prosoviétiques ; Etats acceptant de discuter avec Israël contre ceux appartenant au Front du refus ; Etats rentiers contre pays pauvres. Ces divergences, parfois radicales, transparaissent à travers quatre dossiers majeurs qui divisent la Ligue des Etats arabes : la question palestinienne ; le conflit yéménite (entre le Sud marxiste et le Nord prosaoudien) ; le conflit du Sahara occidental (entre le Maroc et le Front Polisario soutenu par l'Algérie) ; la définition d'une politique de prix concertés au sein de l'Opep. Face à la guerre Iran-Irak qui transcende ces lignes de fracture, les dirigeants arabes se positionnent donc en fonction de leurs intérêts, de la nature de leurs relations bilatérales avec Bagdad ou Téhéran, mais surtout de leurs rivalités, car plusieurs d'entre eux ambitionnent d'imposer leur leadership sur l'espace arabophone. Ils sont cependant d'accord sur un point : tout doit être mis en œuvre pour éviter que ce conflit ne se transforme en une guerre régionale susceptible de dégénérer en un affrontement militaire entre Américains et Soviétiques, dont les Arabes feraient impitoyablement les frais. Le

pragmatisme l’emporte donc sur toutes considérations historiques, ethniques ou religieuses.

Le roi Hussein de Jordanie, héraut du camp pro-irakien

Dès le 23 septembre 1980, le roi Hussein de Jordanie est le premier à réagir et se placer sans réserve au côté de Saddam Hussein. Au-delà du principe de solidarité arabe qu’il invoque, sa position répond à des intérêts de realpolitik. Une défaite de l’Irak laisserait la Jordanie dans une situation très inconfortable, sans profondeur stratégique face à Israël, pressée entre la Syrie et l’Arabie saoudite toutes deux désireuses d’étendre leur influence sur le royaume hachémite. Le roi Hussein suspecte également les mollahs iraniens de vouloir déstabiliser son royaume pour y installer une république fondamentaliste dont les manettes seraient confiées aux Palestiniens. Toutes ces raisons expliquent pourquoi le monarque jordanien s’est rapproché de Bagdad qui lui procure de précieuses garanties de sécurité et du pétrole à bon compte, en échange de l’accès permanent au port jordanien d’Aqaba. De fait, la route Bagdad-Aqaba, modernisée à grands frais par Saddam, devient un axe logistique majeur pour l’Irak.

La Jordanie étant pauvre, le roi Hussein ne peut guère aider l’Irak financièrement, mais lui apporte tout son appui diplomatique. Il se fait notamment le porte-parole des Américains qui n’entretiennent pas de relations directe avec Saddam. Pour aider militairement Bagdad, il autorise l’armée de l’air irakienne à disperser ses avions sur sa base aérienne H-5, près de la frontière irakienne, et à s’y ravitailler. Il encourage les pilotes de chasse irakiens à venir s’entraîner au-dessus de son territoire pour se confronter aux F-5 jordaniens, similaires à ceux équipant l’armée de l’air iranienne. Il laisse aussi des ingénieurs irakiens examiner ses missiles antiaériens Hawk, identiques à ceux mis en œuvre par l’Iran, afin de leur permettre de mettre au point les meilleures tactiques évasives. Il ferme les yeux sur les armes à destination d’Irak qui transitent par la Jordanie. Lorsque Bagdad recevra ses premiers Mirage F-1 livrés par la France, le roi Hussein mettra à la disposition des Irakiens une partie de sa propre flotte de Mirage. Une dizaine d’entre eux combattront ainsi sous cocardes irakiennes, tandis qu’une quinzaine de pilotes jordaniens voleront sur Mirage irakiens pendant toute la durée de la guerre. Enfin, à partir du moment où l’Iran pénétrera en territoire irakien, le roi Hussein dépêchera sur place sa brigade mécanisée « Yarmouk » pour aider Saddam à tenir le front. Il autorisera plusieurs milliers de volontaires jordaniens à s’enrôler dans l’armée irakienne pour la durée des hostilités. L’engagement sans faille du roi Hussein auprès de

l'Irak lui permettra d'engranger de nombreuses retombées positives sur le plan économique. Aqaba se transformera en une prospère zone portuaire qui deviendra le poumon économique du royaume. Le réseau routier sera considérablement amélioré, entraînant l'essor de nombreuses compagnies de transport. Les prébendes liées aux trafics alimentant l'Irak permettront l'embellissement de la capitale, Amman.

Au Maghreb, le roi Hassan II du Maroc et le président Habib Bourguiba de Tunisie emboîtent immédiatement le pas de leur *alter ego* jordanien. Ils déclarent leur soutien à Saddam Hussein, chacun pour des raisons différentes. La préoccupation majeure du souverain marocain reste le conflit du Sahara occidental. Pour renforcer et pérenniser son trône, celui-ci s'est lancé à la conquête de cette vaste étendue désertique, riche en minéraux. Depuis 1976, il doit combattre sur place la guérilla du Front Polisario qui revendique l'indépendance de cette ancienne colonie espagnole. Le régime irakien s'est toujours montré l'un des plus fervents avocats de la thèse de la marocanité du Sahara occidental, car il est opposé par principe à tout mouvement séparatiste qui pourrait renforcer par ricochet sa propre minorité kurde. Le roi Hassan II lui en sait gré et lui retourne la politesse en le soutenant de tout son poids politique et religieux. Il est d'autant plus enclin à soutenir l'Irak que l'Algérie, sa rivale maghrébine, manifeste une sympathie certaine pour l'Iran. N'ayant pas les moyens de fournir à Bagdad une quelconque aide matérielle ou financière, il met à sa disposition un contingent de « volontaires » issus de l'armée régulière.

Le président Bourguiba, pour sa part, voit en l'Irak baassiste à la fois un modèle de société arabe laïque, du genre de celle qu'il s'escrime à instaurer en Tunisie, et un rempart contre le fanatisme religieux de l'Iran qu'il craint plus que tout. Le caractère autoritaire de Saddam ne le dérange pas outre mesure, car il est convaincu que seul un autocrate éclairé peut sortir le peuple arabe de sa misère et de son obscurantisme. Tout comme Hassan II, Habib Bourguiba n'est pas mécontent non plus de soutenir le président irakien, qui se permet de tenir la dragée haute aux responsables algériens que les Tunisiens soupçonnent de mille conspirations à leur égard. Le soutien politique du président Bourguiba est d'autant plus crucial pour Saddam que depuis la mise à l'index de l'Egypte, la Tunisie abrite le siège de la Ligue des Etats arabes.

Le roi Khaled d'Arabie saoudite se range lui aussi du côté de Saddam, mais avec un peu moins d'enthousiasme. Bien évidemment, il ne peut faire autrement que de soutenir l'Irak en qui il voit un bouclier face au prosélytisme agressif du régime iranien. Saddam l'avait de toute façon informé de son projet et il n'avait eu d'autre choix que de l'appuyer du bout des lèvres. Le monarque saoudien se méfie toutefois du dictateur irakien, qu'il suspecte de nourrir une ambition

démesurée pouvant affecter à terme la souveraineté même des monarchies du Golfe. De son point de vue, il ne faudrait pas que Saddam sorte trop renforcé de sa croisade contre l'Iran. Il convient donc de l'appuyer pour éviter qu'il ne perde, sans toutefois lui donner les moyens de vaincre de manière éclatante. Un *statu quo* entre les deux belligérants constituerait en fait une solution idéale pour le roi Khaled dont les priorités consistent à renforcer son assise financière et sa position dominante au sein de l'Opep, à prévenir la présence trop visible de troupes étrangères sur son territoire afin d'honorer son rôle de gardien des lieux saints et, enfin, à mettre en place une architecture de sécurité régionale organisée autour de l'Arabie saoudite qui pourrait lui permettre de résoudre à son avantage l'épineux conflit yéménite. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, Khaled sait qu'il lui faut ménager l'Irak. Il assure donc Saddam Hussein de son soutien et lui promet d'importants prêts qui lui permettront de financer sa guerre contre l'Iran (l'Arabie saoudite versera 60 milliards de dollars à l'Irak de 1981 à 1988). Il lui garantit un droit de transit pour acheminer les armes achetées par l'Irak un peu partout à travers le monde. Il assure aussi le transit de marchandises à destination d'Irak. Enfin, il accepte de vendre 300 000 barils de pétrole par jour extraits de la zone neutre pour le compte de l'Irak, afin de compenser en partie les pertes de revenus supportées par Bagdad. Cette petite zone de 7 000 kilomètres carrés, coincée entre l'Irak et l'Arabie saoudite, résulte du protocole d'Uqair conclu en 1922 entre le royaume du Nedjed et la puissance mandataire britannique. Cet accord, endossé ensuite par l'Arabie saoudite et l'Irak, autorise chacune des deux parties à l'exploiter librement, à condition de n'y construire aucune installation militaire. Cette scorie disparaîtra après la deuxième guerre du Golfe de 1991.

Les autres pétromonarchies sont divisées sur l'attitude à adopter. Elles assistent avec inquiétude à la lutte triangulaire opposant l'Irak, l'Iran et l'Arabie saoudite pour le contrôle du Golfe, et espèrent ne pas trop en souffrir. L'émir Jaber du Koweït et l'émir Issa de Bahreïn sont les plus réticents à soutenir ouvertement Bagdad et provoquer ainsi ouvertement Téhéran, car ils se savent très vulnérables. Le premier, conscient que la frontière iranienne ne se trouve qu'à quelques encablures de la sienne, n'oublie pas non plus que l'Irak rêve depuis toujours de récupérer le Koweït qu'il considère comme sa dix-neuvième province. Il ne faudrait donc pas que Saddam profite de la confusion des combats pour étendre son emprise sur l'émirat. Le second doit composer avec une population majoritairement chiite, soutenue en sous-main par l'Iran. Les risques de déstabilisation sont d'autant plus réels que chacun garde à l'esprit les évènements sanglants de La Mecque, l'année passée, qui ont secoué l'ensemble des dirigeants du Golfe.

Les deux chefs d'Etat vont adopter une posture différente. L'émir Jaber réaffirme avec force son opposition à la présence de troupes étrangères, même arabes, sur son territoire. Il multiplie les contacts tous azimuts pour montrer sa foi dans la communauté internationale et éviter de tomber sous la coupe de l'un ou l'autre des belligérants. Sa stratégie consiste à ramener un maximum d'acteurs dans le Golfe. Jaber n'en est pas moins réaliste et sait qu'il lui faut ménager Saddam. Il l'assure discrètement de son appui financier et logistique. Le Koweït devient ainsi le second bailleur de fonds de l'Irak, après l'Arabie saoudite : il lui versera 15 milliards de dollars de 1981 à 1988. L'émir Issa se place en revanche sous la double protection militaire de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis, appelant de ses vœux une plus forte présence militaire occidentale dans la région.

Le cheikh Khalifa al-Thani du Qatar, proche du roi Khaled, s'aligne lui aussi sur la position saoudienne et soutient ouvertement Saddam Hussein, mais ne le gratifie que d'une aide financière symbolique. Cheikh Zayed, souverain d'Abu Dhabi et à ce titre président de la fédération des Emirats arabes unis, adopte une posture nuancée. Il se range du côté de Bagdad par solidarité arabe, mais affirme sa volonté de poursuivre des relations cordiales avec Téhéran, malgré l'occupation des îles Tomb et Abou Moussa par l'Iran. Il est vrai que le nouveau complexe portuaire de Djebel Ali, de même que la ville de Dubaï, s'imposent depuis peu comme les plaques tournantes du commerce avec l'Iran, générant de juteux bénéfices pour les EAU. Cheikh Zayed n'en contribuera pas moins au financement de l'effort de guerre irakien à hauteur de 5 milliards de dollars.

Les dirigeants d'Oman, d'Égypte et d'Algérie refusent de s'aligner

Dans le Golfe, c'est le sultan Qaboos d'Oman qui adopte la position la plus réservée, puisqu'il refuse de prendre parti pour l'un ou l'autre des deux belligérants et se pose en médiateur prêt à faciliter toute tentative de conciliation. Ce choix s'explique par la géographie. Le sultan contrôle le détroit d'Ormuz. Il se doit d'en être le gardien et d'assurer la liberté de circulation à travers ce corridor stratégique. Il est de plus économiquement dépendant de l'Iran, doit tenir compte du poids d'une importante minorité chiite et sait que ce sont les autorités iraniennes qui l'ont aidé à mater la rébellion du Dhofar, quelques années plus tôt. Il ne peut donc pas se permettre d'indisposer Téhéran. C'est la raison pour laquelle il n'apportera aucune aide matérielle ou financière à Bagdad et refusera d'accueillir sur ses bases les bombardiers irakiens que Saddam Hussein avait imaginé y déployer pour menacer plus aisément le trafic maritime

iranien. Pour garantir sa propre sécurité, le souverain omanais mise sur la présence de bases américaines et britanniques qui permettent à Washington et Londres de surveiller au plus près l'activité navale et aérienne autour du détroit d'Ormuz.

En Egypte, le président Anouar el-Sadate est pris entre deux feux. Il ne peut faire autrement que soutenir verbalement l'Irak, non par solidarité arabe, mais par détestation du régime islamique iranien qu'il considère comme la plus grande menace pour la stabilité du monde arabe. Il craint qu'une victoire de l'Iran ne renforce le mouvement des Frères musulmans dans son propre pays et ne déstabilise son régime. Il n'est cependant pas prêt à aider Saddam Hussein, qu'il voue aux gémonies depuis que celui-ci a critiqué férocement l'attitude du raïs égyptien qui s'est permis de conclure une paix séparée avec Israël. Depuis, Sadate a été ostracisé par ses pairs et banni de la Ligue arabe et de l'Organisation de la Conférence islamique. Il n'a donc aucune raison de se montrer conciliant envers le dictateur irakien. Ce ne sera qu'après son assassinat par le Tanzim al-Djihad, le 6 octobre 1981, que son successeur, Hosni Moubarak, au nom d'un panarabisme mâtiné de realpolitik, se rapprochera de Bagdad. Dès le début de l'année 1982, le président Moubarak apportera un soutien matériel conséquent à Saddam Hussein : pièces de rechange pour ses nombreuses armes d'origine soviétique, munitions et missiles en tous genres, chars T-55, et même une trentaine de chasseurs bombardiers Su-7. Ces derniers étant jugés obsolètes et en trop mauvais état, les Irakiens les utiliseront comme leurres sur leurs aérodromes. Pour se faire pardonner, le raïs enverra sur place l'un de ses escadrons de chasse équipés de Mirage V pour appuyer la défense du front irakien. Il autorisera également le déploiement en Irak d'une centaine de pilotes et de plusieurs centaines de techniciens qui contribueront à mettre en œuvre la flotte de MiG de Saddam. Enfin, il acceptera que parmi le million d'Egyptiens résidant en Irak, plusieurs dizaines de milliers, moyennant un bon salaire, s'engagent dans l'armée irakienne pour la durée des hostilités. Cette assistance permettra l'instauration d'un véritable axe entre Bagdad, Amman et le Caire, qui contrebalancera l'axe Téhéran, Damas et Tripoli. Hosni Moubarak sera payé de retour puisque l'Egypte réintégrera l'Organisation de la Conférence islamique en 1984 et reprendra par la suite la direction de la Ligue arabe, grâce aux efforts conjugués de Saddam Hussein et de Tarek Aziz.

Le président algérien Houari Boumediene se trouve lui aussi dans une situation délicate, car il a de bonnes raisons de soutenir à la fois l'Irak et l'Iran. Comme l'Algérie, ces deux pays ont résolument affirmé leur volonté d'indépendance et de modernité et ont tourné le dos aux Occidentaux. Ce sont également d'importants acteurs du jeu pétrolier. Le pouvoir algérien ne souhaite

donc entrer en conflit ni avec l'un ni avec l'autre. Il aspire également à être reconnu comme un médiateur crédible, capable d'apporter une plus grande stabilité au Moyen-Orient. De manière très cohérente, le président Boumediene revendique une position neutre, proposant ses bons offices aux deux belligérants. Il n'en est pas moins décidé à avantager en sous-main l'Iran, car il a quelques raisons d'en vouloir à Saddam Hussein. Celui-ci soutient en effet le Maroc, grand rival de l'Algérie, et réfute le droit à l'indépendance du peuple sahraoui. Pire, il a commis le crime de lèse-majesté de dénoncer l'accord d'Alger pour lequel le président algérien s'était beaucoup investi. Houari Boumediene n'ira toutefois pas jusqu'à soutenir financièrement ou matériellement l'Iran, dont il critique la dérive théocratique totalitaire, se contentant d'un discret soutien diplomatique, qui, espère-t-il, devrait lui permettre de compter sur l'appui de Téhéran au sein de l'Opep.

Hafez el-Assad, chef de file du camp pro-iranien

Le président syrien Hafez el-Assad se rallie immédiatement à Téhéran, respectant par là même l'alliance conclue avec le régime iranien un an plus tôt. Jusqu'alors, la Syrie jouait clairement dans le camp arabe, par solidarité et par intérêt. En confrontation permanente avec Israël, elle avait besoin de l'assistance matérielle des pays arabes et de leur soutien politique pour maintenir la pression sur l'Etat juif et continuer à alimenter la résistance palestinienne. Le maintien d'un imposant arsenal militaire coûte en effet très cher et la Syrie, qui ne dispose que d'une agriculture famélique et d'un peu de pétrole, a bien du mal à boucler son budget. Ne pouvant trop compter sur l'appui des pétromonarchies qui récusent son régime républicain et son orientation socialiste, le gouvernement syrien s'est longtemps tourné vers l'Egypte et l'Irak, les deux autres républiques arabes partageant à la fois ses valeurs et son animosité envers Israël. Après la volte-face de Sadate et la conclusion d'un accord de paix entre l'Egypte et Israël, Damas n'a plus guère eu d'autre choix que de miser sur un rapprochement avec Bagdad, malgré les vieilles querelles opposant les frères ennemis baassistes. Hafez el-Assad pensait alors qu'il pourrait prendre l'ascendant sur le général Al-Bakr et s'imposer comme l'homme fort du Moyen-Orient, profitant de sa stature de chef de file du front du refus. A l'été 1979, l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein a changé la donne. La claque infligée par celui-ci au président syrien, alors que l'accord d'union entre les deux pays était sur le point d'être signé, a contraint ce dernier à changer radicalement d'option. Se retrouvant isolé au sein du monde arabe, Hafez el-Assad renforce alors ses liens avec l'URSS et se tourne vers l'Iran qui lui apparaît comme la seule puissance régionale capable

d’exercer les pressions suffisantes à l’encontre des trois pays les plus menaçants pour sa sécurité, c’est-à-dire Israël, la Turquie et l’Irak. La Syrie se considère en effet en guerre contre Israël depuis 1948. Elle souhaite récupérer le sandjak d’Alexandrette qui a été rattaché arbitrairement à la Turquie, en 1939, par la puissance mandataire française. Elle sait que ce pays, qui contrôle les sources du Tigre et de l’Euphrate, peut réduire considérablement le débit de ces deux fleuves et assécher son agriculture. Quant à l’Irak, Damas craint que Bagdad ne s’approprie par la force les quelques gisements pétroliers syriens situés à proximité de la frontière irakienne.

Or, l’Iran dispose d’une frontière commune avec la Turquie et peut menacer celle-ci si les évènements l’exigeaient, même si cette frontière n’est plus contestée depuis le milieu du XVIIe siècle. L’Iran révolutionnaire est également en mesure d’exercer de fortes pressions à l’encontre d’Israël, *via* l’importante communauté chiite établie au Sud-Liban, qui reconnaît l’autorité de l’ayatollah Khomeiny depuis l’accord de Saïda conclu le 24 juin 1975 entre le clergé iranien et les chiites libanais. L’Iran dispose en outre de nombreux moyens de pression contre l’Irak. Enfin, l’Iran, riche en pétrole, se tient prêt à en livrer d’importantes quantités à la Syrie. C’est donc logiquement qu’à l’automne 1979, le président Hafez el-Assad, dans une approche géopolitique très bismarckienne, prend langue avec le régime iranien pour nouer une alliance informelle avec Téhéran. Les Iraniens sont d’autant plus réceptifs à cette proposition qu’ils savent que la minorité alaouite, dont est issu le clan Assad, revendique son appartenance à la communauté chiite, même si elle ne se reconnaît pas dans le chiisme duodécimain prôné par le clergé iranien.

Ce revirement inattendu offre aux dirigeants iraniens l’occasion inespérée de fragmenter le camp arabe et de fragiliser l’Irak, sachant que ce pays ne pourra plus compter sur le renfort de troupes syriennes en cas de guerre, et qu’une partie de ses exportations pétrolières peut être menacée puisqu’elle transite par la Syrie, *via* l’oléoduc reliant Kirkouk au port de Baniyas. Cette alliance de revers semble d’autant plus saine que les Syriens et les Iraniens ne partagent pas de frontière commune, limitant ainsi les risques de friction entre eux. Elle convainc surtout le clergé iranien, qui cherche à exporter la révolution islamique, que son action déstabilisatrice doit viser en priorité l’Irak, de manière à constituer un nouvel axe chiite qui engloberait l’Iran, l’Irak, la Syrie et le Liban.

De son côté, Hafez el-Assad perçoit Saddam Hussein comme un rival d’autant plus impitoyable que celui-ci soutient désormais les Frères musulmans syriens. Dès le déclenchement des hostilités entre l’Irak et l’Iran, il décide donc d’aider militairement Téhéran. Il ordonne la livraison d’importantes quantités de missiles, munitions et autres équipements légers d’origine soviétique qui

viennent compléter ceux que les Iraniens ont pris aux Irakiens. Toutes ces armes sont facturées au prix fort. La Syrie fournit également à l'Iran de nombreux produits pharmaceutiques et alimentaires et l'autorise à déployer plusieurs centaines de *pasdarans* au Liban. Ce faisant, le régime iranien prend pied au pays du Cèdre, ce qui lui ouvre la porte de la Méditerranée et lui permet d'accroître son emprise sur la communauté chiite libanaise. Ces *pasdarans* formeront le noyau du Hezbollah et du Djihad islamique. En retour, ils aideront le dictateur syrien à tenir en échec les milices hostiles à Damas. N'ayant plus à se garder de son voisin irakien trop occupé à combattre l'Iran, Hafez el-Assad a désormais les mains libres pour agir à sa guise au Liban et réprimer sauvagement les Frères musulmans. En février 1982, il lancera son armée contre les Frères musulmans retranchés dans la ville de Hama. La répression fera 30 000 morts et détruira le tiers de la ville. Pour affaiblir Bagdad et plaire à Téhéran, Assad n'hésitera pas non plus à accueillir les dirigeants kurdes irakiens qui tentent d'échapper à la police secrète de Saddam. Il ira même jusqu'à télécommander des attentats contre les intérêts irakiens au Liban. Des agents syriens seront ainsi impliqués dans la destruction de l'ambassade d'Irak à Beyrouth, en décembre 1981[1].

Hafez el-Assad n'est pas le seul à se ranger du côté de l'Iran. Mouammar Kadhafi, guide de la révolution libyenne, attend son heure depuis longtemps pour se venger de Saddam Hussein qui l'a toujours traité avec mépris et le considère comme un illuminé. Le colonel Kadhafi reproche en outre à Saddam Hussein de renforcer Israël en adoptant une attitude hostile vis-à-vis de la Syrie. Il lui reproche également de soutenir Yasser Arafat, à l'heure où plusieurs capitales arabes lâchent le chef de l'OLP, l'accusant de déstabiliser le Liban. Mais plus que tout, c'est la rivalité qu'il nourrit à l'encontre du dictateur irakien qui explique sa position. Car Kadhafi s'imagine volontiers en challenger de Saddam et Assad dans la course au leadership du monde arabe. Comme il a compris que l'Irakien était favori, il a décidé de s'allier au Syrien. Le 1er septembre 1980, trois semaines avant le début des hostilités, il a proposé au président Assad la fusion entre la Jamahiriya libyenne et la république syrienne, se déclarant prêt à soutenir financièrement la Syrie et à s'aligner sur sa politique étrangère. De fait, lorsque la guerre éclate entre l'Irak et l'Iran, le colonel Kadhafi se retrouve coincé, car il lui faut lui aussi soutenir Téhéran. Cette posture lui offre néanmoins la possibilité de se racheter auprès du clergé iranien et faire ainsi oublier la ténébreuse affaire de l'assassinat de l'imam Moussa al-Sadr. Deux ans plus tôt, cet imam libanais, proche de l'ayatollah Khomeiny, avait mystérieusement disparu lors d'un déplacement officiel en Libye. Les autorités libyennes avaient prétendu qu'il avait quitté le pays, mais plus personne

ne l'avait jamais revu depuis. Très populaire au sein de la communauté chiite libanaise, réputé pour ses positions modérées et son engagement dans le dialogue interconfessionnel, il s'était fait de nombreux ennemis, notamment parmi les dirigeants palestiniens qu'il accusait de vouloir affaiblir le Liban. Son activisme avait profondément agacé le régime syrien. Peu de temps après sa disparition, le clergé iranien avait pointé du doigt le colonel Kadhafi et l'avait accusé d'avoir organisé l'élimination du saint homme, probablement sur ordre de dirigeants palestiniens ou syriens. En 2011, profitant du soulèvement populaire contre Kadhafi, l'ambassadeur libyen auprès de la Ligue arabe affirmera que l'imam Moussa al-Sadr avait bien été assassiné et enterré en Libye. Désireux de se faire pardonner, le colonel Kadhafi promet au gouvernement iranien de lui fournir d'importantes quantités de matériels militaires. Cela lui est d'autant plus aisé que des stocks d'armes impressionnants, payés rubis sur l'ongle grâce à la manne pétrolière, dorment dans ses hangars. A partir de 1981, des cargos et des avions feront la navette avec l'Iran pour transporter sur place des chars T-55, T-62 et T-72, des véhicules blindés BTR-60 et BMP-1, des armes antichars et antiaériennes et plusieurs millions d'obus et munitions diverses.

Enfin, Ali Nasser Mohammed, qui dirige d'une main de fer le régime marxiste du Yémen du Sud, prend lui aussi fait et cause pour l'Iran pour punir Saddam Hussein d'apporter son soutien au Yémen du Nord. Six mois plus tôt, le président irakien s'est en effet engagé à soutenir ce dernier, afin de se concilier les bonnes grâces du souverain saoudien. Le Yémen du Sud est pauvre et ne peut donc aider matériellement l'Iran, mais sa position géostratégique, à l'embouchure de la mer Rouge, reste précieuse pour Téhéran qui veut pouvoir menacer le détroit de Bab el-Mandeb et harceler le trafic maritime en mer Rouge. C'est en effet par là que transitent une partie des armes acquises par l'Irak, mais aussi une part importante du pétrole extrait d'Arabie saoudite. Sur le grand échiquier régional, le Yémen du Sud devient ainsi un pion qui permettra à l'Iran d'accroître la pression sur l'Arabie saoudite. Par symétrie, le gouvernement du Yémen du Nord fait acte d'allégeance à l'Irak et son président, Ali Abdallah Saleh, s'engage à envoyer plusieurs milliers de « volontaires » combattre sur le front irakien.

Preuve ultime de ces divisions, la Ligue des Etats arabes sera incapable de réagir. Sa seule initiative consistera à convoquer un sommet à l'issue duquel les participants s'entendront sur une déclaration *a minima* appelant l'Iran à accepter un cessez-le-feu. Par la suite, chacune de ses initiatives sera torpillée par l'une ou l'autre des factions qui soutiennent ou s'opposent à l'un ou l'autre des belligérants.

Le Conseil de Coopération du Golfe entre en scène

Le 25 mai 1981, après plusieurs mois d'intenses palabres, les souverains d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, du Koweït, de Bahreïn, du Qatar et d'Oman parapheront l'acte de naissance du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Ce Conseil ne constituera pas une alliance militaire, mais plus modestement un outil d'intégration économique au profit de ses six Etats membres. Il s'agira de promouvoir un marché commun régional qui pourrait compter à terme sur une monnaie commune. Les dirigeants des six pétromonarchies sont en effet convaincus que la puissance militaire ne pourra à elle seule garantir leur sécurité si elle ne peut s'appuyer sur des bases financières solides. Il leur apparaîtra donc nécessaire de coordonner leurs politiques économiques, afin de contrer plus efficacement les ambitions de l'Iran (notamment au sein de l'Opep) et d'afficher leur unité face aux belligérants. Malgré les querelles de frontières et les antagonismes tribaux, ces six monarchies apparaissent comme des partenaires naturels qui partagent un même héritage culturel, des systèmes politiques semblables et un même environnement stratégique dangereux. La guerre jouera ainsi un rôle d'aiguillon pour convaincre les monarques de faire taire leurs rivalités au profit de leur intérêt commun (trente ans plus tard, le CCG sera toujours actif et aura permis à ses membres de progresser sur la voie d'une plus grande intégration régionale). Ce sera une victoire politique pour le roi Khaled qui n'aura pas ménagé ses efforts pour convaincre ses pairs de soutenir son initiative. Ce sera en effet la première fois que les six monarchies du Golfe s'uniront sur un projet politique qui leur permettra de renforcer leurs positions face à l'Iran et l'Irak, mais aussi face aux Occidentaux qui lorgnent de plus en plus ouvertement sur leurs richesses pétrolières. Pour ménager les susceptibilités de chacun et éviter de donner l'impression que le Conseil est dominé par l'Arabie saoudite, c'est Abdullah Bishara, un diplomate koweïtien chevronné, qui assurera la charge de secrétaire général du Conseil. En réalité, ce seront le monarque saoudien et le président des EAU qui tireront les ficelles de cette organisation qui s'imposera comme l'instrument de coordination de l'assistance financière à l'Irak, raison pour laquelle l'Iran s'opposera toujours aux tentatives de médiation initiées par le CCG.

Pour manifester son mécontentement et sa méfiance, Téhéran multipliera les provocations à l'encontre du Koweït, considéré comme le maillon faible du CCG. Le 13 juin 1981, quatre Phantom partis de Bouchehr survoleront ostensiblement l'émirat, essuyant les tirs de la DCA locale, sans frapper toutefois le moindre objectif. Le message se voudra clair : l'émirat est prié de rester neutre

et de ne pas prendre ouvertement parti pour Bagdad, sinon il s’attirera les foudres de Téhéran. Ces violations de l’espace aérien koweïtien se poursuivront jusqu’en octobre 1981, lorsqu’une paire de Phantom sera intercepté par des Mirage F-1 livrés en urgence à l’émirat par la France.

7
Israël mise sur l'Iran

Dès les premiers jours de la guerre, Israël soutient l'Iran, alors même que l'ayatollah Khomeiny voue le « petit Satan » israélien aux gémonies et appelle les musulmans du monde entier à se lancer dans le djihad pour libérer Jérusalem de l'occupation sioniste. Apparemment paradoxale, l'attitude israélienne est pourtant parfaitement rationnelle. Depuis son indépendance, Israël a toujours entretenu d'excellentes relations avec l'Iran des Pahlavi, partageant un intérêt commun d'endiguement du camp arabe. Pour Israël, l'Iran a toujours été le parfait allié de revers, et *vice versa*. Tous les principaux responsables politiques israéliens s'étaient rendus un jour ou l'autre en Iran et la plupart des chefs de l'armée impériale étaient venus en Israël s'instruire des victoires de Tsahal sur les armées arabes. Les pilotes iraniens de Phantom venaient régulièrement s'entraîner dans le Néguev pour parfaire leur apprentissage du combat aérien auprès d'as israéliens. Cette alliance avait permis d'alléger la pression militaire arabe à l'encontre d'Israël pendant les guerres de 1967 et 1973. Elle avait permis à de nombreux juifs irakiens de fuir leur pays pour se rendre en Israël, *via* Téhéran. Pendant vingt-cinq ans, Israël s'était approvisionné en pétrole auprès de l'Iran. La coopération avait été très étroite entre le Mossad et la Savak. Israël et l'Iran étaient après tout les deux alliés privilégiés des Etats-Unis. Six mois avant la chute du chah, le général Hassan Toufanian, ministre adjoint de la Défense, avait rencontré à Jérusalem les plus hautes autorités israéliennes pour renforcer les relations militaires entre les deux pays, envisageant même un raid conjoint contre la future centrale nucléaire irakienne Osirak. Même après la révolution, nombreux étaient ceux qui pensaient que la République islamique ne perdurerait pas et qu'une fois débarrassés de cet avatar, les Iraniens renoueraient des liens forts avec Israël pour faire de nouveau front commun face aux Arabes. Yitzhak Rabin témoignera plus tard de cette empathie naturelle des juifs envers les Iraniens : « Pendant vingt-huit ans, l'Iran a été un ami très proche d'Israël. Si

cette amitié a duré tout ce temps, pourquoi ne pourrait-elle pas se poursuivre une fois que cette idée folle de fondamentalisme chiite aura disparu[1] ? » En attendant l'effondrement du régime des mollahs, le pouvoir israélien estime de son intérêt de maintenir ouvertes les passerelles entre Jérusalem et Téhéran.

Une stratégie pragmatique

La volonté de nuire au régime irakien explique en grande partie la position israélienne. L'Irak apparaît alors comme l'adversaire le plus dangereux d'Israël, qui cherche de surcroît à se doter de la bombe atomique. Le régime islamique iranien est perçu comme une menace beaucoup plus lointaine. Vu d'Israël, tout doit donc être mis en œuvre pour barrer la route à Saddam et affaiblir son armée. Le général Amnon Shahak, chef du renseignement militaire, déclare, alarmiste : « Une victoire de l'Irak serait pour nous un cauchemar[2] ! » De deux maux, Menahem Begin choisit le moindre et décide, à l'issue d'un conseil de défense restreint, d'appuyer Téhéran et de fournir aux Iraniens une aide militaire discrète. Il comprend immédiatement tout le parti qu'Israël peut tirer de cette guerre qui présente l'immense avantage d'immobiliser et d'affaiblir deux de ses adversaires, à condition toutefois que celle-ci dure suffisamment longtemps pour les épuiser. En soutenant l'Iran qui paraît initialement plus faible que l'Irak, le Premier ministre israélien espère bien prolonger le conflit. Il lance ainsi sa fameuse phrase : « Je souhaite bonne chance et plein succès aux deux belligérants ! » Le tonitruant Ariel Sharon se veut plus explicite en proclamant sans ambages : « Israël a un intérêt vital à la poursuite de la guerre dans le golfe Persique[3]. »

Un troisième facteur permet de comprendre l'attitude israélienne face à cette guerre. Depuis l'avènement de la révolution islamique, Jérusalem souhaite rapatrier en Israël autant de juifs iraniens que possible, estimant que ceux-ci sont menacés. Ni la protection traditionnelle dont jouit la communauté juive en Iran (estimée alors à 75 000 personnes) ni les garanties énoncées par l'ayatollah Khomeiny pour assurer sa sécurité ne rassurent le gouvernement israélien qui encourage les juifs iraniens à quitter leur pays. Mais pour persuader Téhéran de les laisser partir, Jérusalem doit trouver une monnaie d'échange. Quoi de plus convaincant, en période de guerre, que la promesse d'une aide militaire ? Ainsi, de l'hiver 1980 à l'été 1988, 55 000 Juifs iraniens seront autorisés à quitter l'Iran et pourront le faire sans craindre pour leur vie (20 000 autres vivent toujours en Iran aujourd'hui). A chaque fois que les négociations entre les deux capitales se gripperont, le flot de réfugiés se tarira et Israël n'aura d'autre choix que de reprendre ses livraisons d'armes pour débloquer la situation.

Ces ventes d'armes permettront à Israël de rendre service aux Américains, qui cherchent des intermédiaires pour livrer à l'Iran les pièces de rechange promises, mais aussi de trouver de nouveaux débouchés pour son industrie d'armement. Les temps sont durs et les indicateurs sont au rouge. Israël, frappé de plein fouet par la crise économique, a besoin d'écouler sa production pour défendre ses emplois. En se débarrassant d'une partie de ses stocks plus ou moins vieillissants, Israël peut les reconstituer avec ses propres armements. En six ans (1980-1986), les livraisons d'armes et de pièces détachées à l'Iran rapporteront entre 1 et 2 milliards de dollars à Israël, plaçant celui-ci au quatrième rang des fournisseurs de l'Iran. Pour la seule année 1986, ces livraisons auraient atteint la somme record de 750 millions de dollars[4].

Outre qu'elle permet à Israël de s'entendre avec l'Iran sur le dos de l'Irak, de négocier le rapatriement de juifs iraniens et d'engranger des revenus, cette guerre lui laisse les mains libres pour adopter une posture très dure vis-à-vis de la Syrie et des Palestiniens. C'est donc très logiquement que, quelques jours seulement après le déclenchement de la guerre, le gouvernement israélien prend langue avec les autorités militaires iraniennes pour leur proposer l'aide d'Israël. Depuis la rupture des relations diplomatiques, les Israéliens n'ont plus accès aux décideurs iraniens. C'est Jacob Nimrodi, ancien attaché militaire israélien à Téhéran (1975-1979), qui tente de rétablir la liaison. Né à Bagdad d'une famille juive irakienne, issu des services de renseignement, celui-ci a noué des relations privilégiées avec l'état-major de l'armée impériale. Il sera l'un des rares Israéliens à pouvoir se rendre régulièrement en Iran après l'instauration de la République islamique. Selon plusieurs témoignages, il aurait envoyé un fax à l'un de ses anciens contacts au sein de l'armée de l'air iranienne libellé comme suit : « Que pouvons-nous faire pour vous aider ? » La réponse serait parvenue quelques jours plus tard sous forme d'une longue liste de matériel et d'armements divers, demandant la livraison urgente de moteurs et pièces de rechange pour chasseurs Phantom, hélicoptères Cobra et chars Patton. Israël met aussitôt en place une filière permettant d'approvisionner l'Iran. Celle-ci repose sur plusieurs intermédiaires. En Israël, c'est le premier ministre Menahem Begin qui supervise l'opération baptisée « Coquillage ». Jacob Nimrodi reste la cheville ouvrière de l'opération puisqu'il a tous les contacts nécessaires en Iran. C'est lui qui suggère ce qu'Israël peut ou non fournir à Téhéran sans nuire à sa propre sécurité. Yitzhak Hofi, chef du Mossad, Zvi Reuter, directeur des exportations au ministère de la Défense et Al Schwimmer, directeur général de la société Israeli Aircraft Industries, sont eux aussi étroitement mêlés à cette affaire. Même Shimon Peres et Yitzhak Rabin, chefs de l'opposition travailliste, sont informés et soutiennent l'opération. Côté iranien, ce sont des militaires qui

avaient l'habitude de travailler avec les Israéliens et qui ont depuis fait acte d'allégeance au régime islamique, qui assurent la liaison entre les autorités de leur pays et Jacob Nimrodi. Ils peuvent compter sur la caution morale d'Ibrahim Yazdi, un proche de l'ayatollah Khomeiny. L'un d'entre eux rencontrera à Zurich son homologue israélien pour mettre au point les modalités de l'opération. C'est Farouk Azizi, un trafiquant d'armes iranien bien connu des services israéliens, qui sera chargé d'organiser le transport en Iran, *via* la compagnie argentine *Transporte Aereo Rioplatense*. Les avions cargos de cette compagnie charter chargeront en Israël les caisses de matériel militaire, feront escale à Chypre, puis survoleront le territoire turc et les hauts plateaux anatoliens avant de décharger leur cargaison dans la région de Tabriz, en Iran. Le matériel le plus encombrant sera convoyé par bateau, *via* des sociétés écrans de courtage maritime. De son côté, l'Iran rémunérera Israël en pétrole livré à des conditions avantageuses. Tout le monde y trouvera donc son compte. En signe de bonne volonté, les Iraniens transmettront même aux Israéliens les photos de la centrale nucléaire irakienne. Ils auraient reçu en retour le message suivant : « Ne vous préoccupez pas de cet objectif, nous nous en chargeons[5]. »

Les Israéliens fourniront aux Iraniens non seulement des pièces de rechange, mais également des quantités croissantes d'armes et de munitions. Ces stocks incluront plusieurs centaines de missiles Hawk, Sidewinder et Sparrow, 1 250 missiles antichars Tow, des nacelles de guerre électronique améliorant la capacité de pénétration des chasseurs iraniens, des équipements radar, un millier de téléphones de campagne, plusieurs centaines de Jeep, 50 obusiers Soltam M-71 de 155 mm, 150 canons antichars M-40, plusieurs milliers d'armes légères accompagnées de millions de cartouches et plusieurs centaines de milliers d'obus de 105, 130, 155, 175 et 203 millimètres[6]. Personne n'aurait sans doute rien su de ces livraisons clandestines si un avion cargo quadrimoteur CL-44 effectuant la navette entre Chypre et Tabriz ne s'était fait abattre par la chasse soviétique, le 18 juillet 1981. Ce jour-là, à la suite d'une erreur de navigation, l'appareil incriminé s'égarera au-dessus du territoire soviétique, non loin de la frontière turque. La patrouille de Su-15 dépêchée sur place pour l'intercepter ouvrira le feu. L'appareil s'écrasera en Arménie et il n'y aura aucun survivant. L'affaire fera grand bruit, mais elle sera rapidement étouffée par les autorités israéliennes et le gouvernement américain, peu désireux de voir la presse internationale s'intéresser de trop près à cette affaire.

La Turquie, vainqueur silencieux

Outre Israël, la Turquie profite de la guerre Iran-Irak pour tirer son épingle du jeu, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Le déclenchement des hostilités survient en effet dix jours à peine après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 qui a porté les militaires au pouvoir. Le général Kenan Evren, chef de la nouvelle junte, ne pouvait espérer meilleure diversion pour atténuer les critiques de la communauté internationale à l'encontre de son pays menacé d'implosion. Depuis plusieurs années, la Turquie souffrait d'une crise économique majeure et d'un endettement catastrophique qui avait mis le pays au bord de la faillite et l'avait empêché d'obtenir le moindre prêt. Cette situation désastreuse avait abouti à la fragmentation de la classe politique, à une forte instabilité gouvernementale et à un état de quasi-guerre civile. A tort ou à raison, les militaires avaient décidé de reprendre les choses en main. Le général Evren a donc dissous l'Assemblée nationale, interdit les partis politiques et constitué un gouvernement de technocrates libéraux dont la tâche prioritaire consiste à remettre l'économie turque sur les rails[7]. La guerre entre l'Irak et l'Iran va l'y aider largement.

Lorsque éclatent les hostilités, les deux belligérants perçoivent la Turquie comme un pays qu'il convient de courtiser et avec lequel il serait dangereux d'entretenir des relations conflictuelles. Vue de Bagdad, la Turquie apparaît comme une puissance régionale qui contrôle l'un des principaux oléoducs permettant d'exporter le pétrole irakien vers l'Occident, mais qui régule aussi le débit du Tigre et de l'Euphrate, deux fleuves vitaux pour l'agriculture et l'industrie irakiennes. Ce pays est donc perçu comme un axe de communication essentiel qui désenclave l'Irak de la région du Golfe, pour lui permettre de s'ouvrir sur l'espace méditerranéen. Les généraux irakiens gardent également en mémoire le fait que l'Armée turque reste l'une des plus puissantes du Moyen-Orient. Le régime irakien a deux raisons supplémentaires de coopérer étroitement avec la Turquie. D'une part, Ankara achète sans sourciller une partie conséquente de sa production pétrolière. D'autre part, les deux capitales combattent l'irrédentisme kurde avec la même détermination et ont donc tout intérêt à s'entendre, afin d'éviter que la communauté kurde de l'un puisse trouver refuge et se renforcer sur le territoire de l'autre. La relation avec la Turquie paraît suffisamment importante pour que Saddam Hussein désigne son ministre du Commerce comme son représentant spécial auprès de la junte. Pendant toute la durée de la guerre, celui-ci ne cessera de faire la navette entre Bagdad et Ankara.

La perspective iranienne se cristallise elle aussi autour d'intérêts convergents. L'Iran et la Turquie partagent une frontière montagneuse, stable depuis trois siècles et demi, pour le plus grand bénéfice des populations locales.

Aucun des deux protagonistes ne souhaite revenir à une logique de confrontation dans laquelle Iraniens et Turcs auraient tout à perdre. Car l'Iran et la Turquie constituent des acteurs de force comparable (en superficie, population et richesse) qui ne pourraient que s'épuiser vainement dans un conflit interminable. Au contraire, chacun de ces deux pays a d'excellentes raisons de coopérer avec l'autre. L'un a besoin de conquérir de nouveaux marchés pour sortir de la crise dans laquelle il se débat depuis plusieurs années. L'autre cherche à sortir de son isolement et à sécuriser un axe de communication en direction de l'Occident. La Turquie, en voie d'industrialisation rapide, a besoin d'énergie bon marché. L'Iran est un gros producteur de pétrole et peut lui en livrer à des conditions avantageuses.

Le régime iranien sait qu'il n'a d'autre choix que de traiter avec la Turquie, car sa seule alternative pour acheminer en Iran les biens achetés à l'étranger consisterait à passer par le port de Bandar Abas ou par le Pakistan. Un tel itinéraire serait beaucoup plus long, coûteux et incertain. Quant à l'option d'utiliser le territoire de l'Union soviétique, elle présente bien plus d'inconvénients que d'avantages. Pendant plusieurs années, les deux routes reliant Tabriz à Erzeroum et Van, en Turquie, deviendront donc des axes logistiques stratégiques pour Téhéran. Les autorités iraniennes savent également qu'à travers l'histoire, les Perses et les Turcs ont toujours combattu les Arabes. Elles savent aussi que la Turquie est en mesure d'influencer l'importante communauté azérie, d'origine turcophone, qui forme le quart de la population iranienne. Elles savent surtout qu'Ankara et Téhéran ont tout intérêt à s'entendre sur la question kurde, pour les mêmes raisons qui poussent Ankara à collaborer avec Bagdad sur ce dossier.

Tous ces éléments sont connus du pouvoir turc. Celui-ci décide d'en tirer parti pour traiter avec les deux belligérants, tout en affichant un neutralisme de façade qui ne trompe personne, mais qui permet de préserver les apparences. Le 2 octobre 1980, après avoir laissé les Irakiens et les Iraniens dans l'expectative une dizaine de jours, de manière à faire monter les enchères, le général Evren engage officiellement son pays sur la voie d'une « neutralité active ». Celle-ci consiste à maintenir d'excellentes relations avec chacun des deux belligérants, sans privilégier l'un d'eux. Tout comme les Israéliens, les Turcs ont intérêt à voir ce conflit s'éterniser.

Mi-octobre, Ankara doublera ses achats de pétrole à l'Irak (*via* l'oléoduc Kirkouk-Dortyol) et à l'Iran (*via* le terminal de Kharg), non sans avoir négocié au préalable une ristourne significative sur les prix. Parallèlement, le gouvernement turc mettra en place une noria de camions qui permettra d'approvisionner l'Irak et l'Iran en biens de toutes sortes, et de faire redémarrer

par là même la filière turque du transport routier. Il fermera également les yeux sur les livraisons d'armes qui transiteront par son territoire, que ce soit à destination de Bagdad ou de Téhéran. Il percevra bien évidemment sa dîme au passage.

Le 5 mai 1981, la Turquie et l'Iran signeront un accord pour accroître leurs échanges commerciaux et relier leurs réseaux de télécommunication. Une centaine de médecins militaires turcs se rendront sur le front avec d'importantes quantités de matériel médical pour aider le service de santé iranien, débordé face à l'afflux de blessés. A Téhéran, Akbar Hashemi Rafsandjani se démènera pour convaincre ses pairs de jouer à fond la carte turque. Il n'hésitera pas à qualifier la Turquie d'allié fonctionnel. Le ministre des Affaires étrangères Velayati lancera lui aussi une offensive de charme en direction d'Ankara, multipliant les contrats entre les deux pays pour la plus grande satisfaction des industriels turcs. Mieux, le régime iranien fera appel à de la main-d'œuvre turque pour remplacer les Iraniens partis combattre sur le front. En cinq ans, le volume des exportations turques à destination de l'Iran sera multiplié par 12, passant de 85 millions de dollars en 1980 à un peu plus de 1 milliard en 1985. La Turquie sera alors le premier partenaire commercial de l'Iran, qui absorbera le quart des exportations turques. Ankara et Téhéran projetteront même la construction d'un oléoduc reliant l'Iran à la Méditerranée, *via* la Turquie. D'importantes difficultés techniques et un financement insuffisant convaincront les dirigeants iraniens d'enterrer ce projet. La junte turque n'en conservera pas moins une totale liberté de manœuvre, refusant d'expulser en Iran, malgré les demandes pressantes de Téhéran, les militaires iraniens ayant trouvé refuge en Turquie après avoir fui le régime des mollahs, notamment le colonel Javad Hussein qui s'enfuira en Turquie le 16 mars 1981, après s'être emparé d'un avion cargo C-130 de l'armée de l'air iranienne. L'accroissement des échanges commerciaux sera tout aussi spectaculaire entre la Turquie et l'Irak, passant de 135 millions de dollars en 1980 à 960 millions de dollars en 1985. L'effondrement des prix du pétrole, à partir de 1985, ne fera qu'accroître la dépendance des belligérants envers la Turquie. Irakiens et Iraniens, privés d'une partie de leurs revenus pétroliers, devront se contenter des biens de consommation de piètre qualité produits en Turquie. L'inversion de la balance commerciale dans un sens très favorable à Ankara, tant vis-à-vis de Bagdad que de Téhéran, permettra à la Turquie de revendiquer le statut de « vainqueur silencieux » de la guerre Iran-Irak.

8
L'effet « Valmy »

Contrairement aux attentes de Saddam Hussein, la population du Khouzistan n'accueille pas les Irakiens en libérateurs ; ni fleurs ni foule en liesse à l'entrée des villes et des villages. Dans le meilleur des cas, les troupes assaillantes sont considérées avec circonspection. La plupart du temps, elles sont combattues avec rage et détermination. Le facteur ethnique – de nombreux habitants du Khouzistan sont de lointaine ascendance arabe – joue d'autant moins que les villes frontalières ont été vidées de leur population. Les activistes du Front populaire de libération d'Ahwaz, violemment combattus par Téhéran, sont marginalisés et n'ont pas pu créer les conditions d'un soulèvement populaire. Le sentiment nationaliste prévaut très largement. Il est conforté par les exactions commises dès les premiers jours de la guerre par certains généraux irakiens à l'encontre de tribus arabophones. A titre d'exemple, le général Talal Duri, commandant la 9e division blindée, n'a pas hésité à faire exécuter 56 Iraniens arabophones pour « trahison à la cause arabe ». En moins d'une semaine, toute la population locale s'est retournée contre lui. Les généraux Hicham Fakhri et Taha Chakarji auraient commis des crimes similaires dans leurs secteurs respectifs.

Cet esprit de résistance s'avère d'autant plus fort qu'il s'appuie sur une véritable conscience révolutionnaire qui ravive la fierté nationale et diabolise toute intervention étrangère. Le régime islamique peut ainsi jouer sur le patriotisme exacerbé des Iraniens, mais aussi sur les thèmes de la « patrie en danger » et de la « révolution menacée », comme les révolutionnaires français en 1792, lors de la bataille de Valmy qui leur permit de refouler les armées coalisées et sauver ainsi la République.

Dès que la nouvelle de l'invasion irakienne se répand à travers le pays, des dizaines de milliers de volontaires se précipitent dans les bureaux de recrutement pour s'enrôler immédiatement au sein de l'armée des gardiens de la révolution. Beaucoup, à peine leur engagement signé, montent dans des autobus en direction

du front, armés de leur seule bonne volonté, de leur courage et de l'armement léger que les *pasdarans* ont bien voulu leur confier. Leur épopée est retracée dans le film *Barzakhiha* (« En péril ») du réalisateur iranien Iraj Ghaderi, qui retrace les aventures rocambolesques de jeunes combattants échappés des geôles du chah qui se retrouvent sur le front presque par hasard. Dans bien des cas, ces volontaires se regroupent en binômes ou trinômes, afin que la seule arme disponible puisse passer de mains en mains à la mort de l'un d'entre eux. Ceux qui partent de grandes villes situées à proximité de la frontière, telles que Kermanchah, Khorramabad, Dezfoul et Ahwaz, arrivent rapidement sur le front. Ceux de Téhéran, Chiraz et Ispahan mettent plus de temps pour les rejoindre. De nombreux jeunes abandonnent leurs études pour faire le coup de feu contre les Irakiens. Ils apprendront le maniement des armes sur le tas et la sélection naturelle sera impitoyable. L'immense majorité d'entre eux seront rapidement tués. Certains, animés d'un charisme réel, d'un caractère bien trempé, d'un indéniable talent militaire et jouissant d'une bonne dose de chance, prendront l'ascendant sur leurs camarades et s'imposeront comme de véritables chefs de guerre. Plusieurs figures émergeront et se feront un nom au panthéon des gardiens de la révolution. Mohsen Rezaï, 26 ans, apparaît comme la première d'entre elles. Etudiant en technologie, garde du corps de Khomeiny, il se révèle un formidable meneur d'hommes, sec, craint et respecté. Il prendra un an plus tard le commandement des *pasdarans*. Hossein Kharrazi, 23 ans, simple soldat déserteur du temps du chah, marche dans ses traces. Il assumera quelques semaines plus tard le commandement du secteur de Darkhovin, entre Ahwaz et Abadan, avant d'être nommé général au bout de quelques mois à la tête d'une toute nouvelle division de *pasdarans*, ce qui l'amènera à superviser par la suite l'organisation de vastes offensives confiées aux gardiens de la révolution. Hossein Kharrazi jouera un rôle décisif dans la bataille qui mettra un terme au siège de Abadan. Il sera l'un des premiers à retraverser le fleuve Karoun et à poursuivre les Irakiens jusqu'à Khorramchahr. Après avoir perdu un bras lors de l'offensive Aurore 4, il mènera sa division à l'assaut de la péninsule de Fao, puis sera tué par un obus de mortier, en 1986, lors de l'opération Karbala 5.

Rahim Safavi, âgé de 22 ans, suit un parcours similaire. Bien que d'ascendance noble puisqu'il descend de la lignée des Safavides, il se verra confier une division et sera l'un des rares héros de la première heure à survivre à la guerre. Il prendra la tête des *pasdarans* en 1997, avant de rejoindre l'entourage du président Ahmadinejad.

Mohammed Baqer Qalibaf, lui, n'a que 19 ans lorsqu'il quitte les bancs de l'université pour rejoindre le front dans le secteur d'Ahwaz, puis d'Abadan. Il va très vite démontrer que la valeur n'attend pas le nombre des années, multipliant

les actes de bravoure et prenant le commandement d'une division de *pasdarans* à la tête de laquelle il jouera un rôle crucial lors de la seconde bataille de Khorramchahr. Trop jeune pour être nommé général, il n'en assumera pas moins toutes les fonctions liées à ce grade, s'imaginant volontiers en Bonaparte iranien. Il se verra confier par la suite la direction de la division Nasser, avant d'assurer d'importantes responsabilités au sein du corps du Bassidj. Il deviendra par la suite commandant de l'aviation des *pasdarans* après avoir appris à piloter, puis sera nommé chef de la police, en 1999, sous la houlette du président Khatami. Candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2005, il sera élu maire de Téhéran la même année et brigue depuis la présidence de la République. Battu une nouvelle fois en 2013, il attend son heure.

Tous ces combattants sont animés de ce que l'on pourrait qualifier de l'« esprit de Valmy » et sont convaincus de la nécessité de marcher face à l'envahisseur pour sauver leur patrie. Bien que musulmans pratiquants, ils se considèrent comme des combattants laïcs engagés dans une croisade destinée à sauver leur pays et leurs institutions. Ils ne comprennent pas de ce fait la tiédeur du clergé et le manque d'engagement des jeunes clercs qui, estiment-ils, auraient plus leur place au front que sur les bancs des universités coraniques. Ce ressentiment expliquera bien des affrontements politiques au cœur du pouvoir iranien, pendant et après la guerre.

Priorité au front intérieur

Non seulement l'agression irakienne ne provoque pas la chute de la République islamique, comme Saddam Hussein l'espérait, mais elle la conforte et la consolide, scellant dans le sang des martyrs le lien entre la population et le régime. Le pouvoir iranien comprend immédiatement que cette confrontation avec l'ennemi honni peut lui permettre de rassembler la population derrière ses dirigeants. Car le régime conduit trois guerres à la fois. La première, décisive, contre les mouvements d'opposition radicale qui ont pris les armes et combattent le pouvoir au sein même des grandes villes, qu'il s'agisse des Moudjahidin du peuple de Massoud Radjavi, du Peykar de Hossein Rouhani ou bien encore des anciens supporters du chah téléguidés par Chapour Bakhtiar et le général Oveyssi. La deuxième, non moins importante, se livre dans les provinces du Kurdistan, de l'Azerbaïdjan et du Baloutchistan contre une kyrielle de mouvements indépendantistes. Les plus actifs d'entre eux se trouvent au Kurdistan, où l'armée et les *pasdarans* tiennent pour l'instant en respect les *peshmergas* du PDKI, du Komala et des Feddayin du peuple. La troisième, enfin, oppose l'Iran à l'Irak. Pour le guide, cette dernière est pour l'instant

secondaire et s'assimile davantage à un simple conflit frontalier pour le contrôle des marches de l'ancien Empire. Bien sûr, il n'est pas question de laisser l'envahisseur se répandre sur la terre sacrée de la Perse éternelle. Mais une contre-offensive de grande ampleur ne s'impose pas immédiatement, puisque l'offensive irakienne ne vise que des objectifs limités. La priorité de l'ayatollah Khomeiny consiste à défendre le régime là où il est réellement menacé, c'est-à-dire sur le front intérieur. Une entente tacite est rapidement conclue au plus haut niveau de l'Etat. Le président Bani Sadr et l'armée vont s'occuper de la guerre contre l'Irak, avec l'aide des *pasdarans*, pendant que le Premier ministre Mohammed Ali Radjai, soutenu par le clergé et les éléments les plus dévoués des gardiens de la révolution et des services de sécurité, va lutter contre les ennemis de l'intérieur. Ce partage des tâches illustre la terrible lutte de pouvoir qui continue d'opposer, à Téhéran, le clergé et les tenants de la laïcité. Ces derniers, derrière Abolhassan Bani Sadr, ont de plus en plus de mal à maintenir l'équilibre entre les deux composantes du régime.

Le 1er octobre 1980, après avoir décrété la mobilisation générale et porté de dix-huit à vingt-quatre mois la durée de la conscription, le président iranien, accompagné du général Hossein Chaker, chef d'état-major des armées, prend ses quartiers à l'intérieur du centre de commandement enterré sous la base aérienne de Dezfoul. L'endroit est central, bien protégé, et permet l'inspection rapide des différents secteurs du front, grâce à la présence de nombreux hélicoptères. Il s'agit également de faire passer un message fort : Dezfoul ne doit pas tomber aux mains des Irakiens, car la route d'Ispahan et de Téhéran leur serait alors ouverte. La chute de cette ville scinderait le front en deux, rendant très difficile un mouvement de bascule d'une partie du front vers l'autre. L'état-major iranien profite de la trêve unilatérale de quelques jours décrétée par Saddam Hussein pour réorganiser son dispositif. Puisque la 81e division blindée semble pour l'instant tenir le secteur central, la priorité consiste à renforcer les trois secteurs jugés les plus vulnérables : tout d'abord les villes d'Andimechk et Dezfoul, ensuite le môle de résistance constitué autour d'Ahwaz, et enfin les ports de Khorramchahr et d'Abadan. La 55e brigade parachutiste est acheminée de sa base de Chiraz jusqu'à Dezfoul, grâce à un pont aérien. Pendant trois nuits, les avions de transport vont multiplier les rotations dans des conditions acrobatiques. De son côté, la 84e brigade mécanisée est déployée à Andimechk. Elle est remplacée à Khorramabad par la 3e brigade de la 16e division blindée dont les autres unités rejoignent Dezfoul. Ses chars M-60 vont se poster en avant de la ville, embossés derrière les talus qui séparent les champs de céréales s'étalant de la rivière Dez à la rivière Karkeh. L'infanterie mécanisée protège les

chars, tandis que l'artillerie automotrice se tient en retrait aux abords de la cité. Avec ces 4 brigades, l'état-major estime pouvoir tenir tête aux 1re et 10e divisions irakiennes, d'autant que la ville de Dezfoul a été renforcée par de l'artillerie indépendante et plusieurs compagnies de *pasdarans*.

Plus au sud, la berge orientale de la Karkeh est surveillée par ce qui reste de la 2e brigade de la 92e division. Le reste de cette division est déployé en lisière d'Ahwaz, de manière à contenir les 5e et 9e divisions irakiennes. Les tankistes iraniens sont épaulés par la 21e division mécanisée qui a quitté Téhéran pour rejoindre le secteur compris entre Ahwaz et Abadan. Une autre brigade de cette même division parvient à se faufiler jusqu'à Khorramchahr pour renforcer la ville assiégée, aux côté de plusieurs milliers de *pasdarans* qui affluent de tout le pays, en bus, en voiture ou même en bétaillère, pour empêcher les Irakiens de s'emparer de cette ville symbole. Abadan est elle aussi renforcée par l'arrivée de gardiens de la révolution, d'un bataillon d'infanterie de marine et de la 37e brigade blindée normalement casernée à Chiraz. Deux autres unités reçoivent l'ordre de rejoindre le front, mais elles mettront plusieurs semaines pour arriver sur le lieu des combats, compte tenu de l'éloignement : la 88e brigade blindée stationnée à la frontière pakistanaise, et la 77e division mécanisée déployée dans la région de Meched, à proximité des frontières afghane et soviétique.

L'état-major décide de laisser plusieurs unités là où elles sont, afin d'assurer la défense du front intérieur. Les 28e et 64e divisions demeurent au Kurdistan. La 15e brigade d'infanterie de montagne garde les cols contrôlant l'accès à Téhéran. La 23e brigade de forces spéciales reste dans la capitale, faisant office d'ultime rempart du régime. Enfin, la 30e brigade d'infanterie motorisée continue de monter la garde à la frontière soviétique, au cas où.

L'état-major irakien profite lui aussi de ce bref intermède pour renforcer son dispositif dans le secteur de Bassora. Les généraux Khairallah et Shamshal ordonnent à la 33e brigade des forces spéciales de s'y rendre en prévision d'un prochain assaut contre Khorramchahr. Ces commandos constitueront un réservoir de troupes de choc bien utiles pour la prise de la ville. Les grenadiers voltigeurs reçoivent de leur côté une formation accélérée au combat urbain, délivrée par quelques conseillers soviétiques et d'anciens cadres de l'armée rappelés de toute urgence pour l'occasion. Une fois en ville, ils devront quitter l'abri de leur véhicule blindé pour combattre à pied. Cette perspective ne les enchante guère. L'état-major décrète également le rappel de plusieurs tranches de réservistes pour gonfler les effectifs de l'Armée populaire. Enfin, il ordonne à

la 4e division d'infanterie de quitter le secteur de Naft, désormais verrouillé, pour rejoindre les 7e et 11e divisions d'infanterie stationnées au Kurdistan, afin de dissuader les *peshmergas* de relancer les hostilités contre le régime.

Les combats reprennent

Les généraux irakiens commettent toutefois une erreur de taille qui leur coute très cher : ils oublient d'occuper la ville de Susangerd dont ils se sont emparés quelques jours plus tôt. Leurs blindés, après avoir traversé la ville, sont aussitôt repartis en direction d'Ahwaz, laissant ce carrefour stratégique sans garnison. Début octobre, la ville se soulève et ses autorités parviennent à lever plusieurs centaines de combattants qui sont renforcés par une kyrielle de *pasdarans*. Le saillant de Susangerd devient une épine dans le dos des Irakiens. Fort heureusement pour eux, la ville est coupée du reste de l'Iran par des dunes qui s'étendent sur l'autre berge de la rivière Karkeh, empêchant les insurgés de recevoir du matériel lourd. Ceux-ci sont approvisionnés de nuit par des hélicoptères leur amenant renforts et munitions. Entre-temps, les opérations aériennes ont repris.

Le 30 septembre 1980, pour afficher sa détermination, le gouvernement iranien décide de frapper le site nucléaire d'Osirak, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Bagdad (opération Epée incandescente). Téhéran, très inquiet de l'état d'avancement du programme nucléaire irakien, souhaite neutraliser cette centrale avant qu'elle ne devienne opérationnelle. Ses services de renseignement manquent toutefois d'informations fiables sur la présence ou non de combustible dans le réacteur principal. Pour éviter d'éventuelles retombées radioactives, Téhéran décide de limiter l'attaque aux deux bâtiments de recherche et de contrôle des réacteurs ; 4 Phantom décollent de Hamadan, les 2 de tête conduisent la mission, les 2 suivants se tiennent prêts à les remplacer en cas de problème. Si tout se déroule comme prévu, ces deux derniers bifurqueront au dernier moment pour bombarder l'une des deux centrales électriques qui alimentent la capitale irakienne, pendant que d'autres Phantom conduiront des frappes de diversion pour attirer les intercepteurs basés à Bagdad et détourner l'attention de la brigade de Sam-6 chargée de protéger le secteur. Pour accomplir cette mission cruciale, chaque Phantom est armé de 6 bombes de 225 kilos et d'une nacelle ALQ-101 de contre-mesures électroniques qui doit leur permettre de brouiller les radars adverses. Après avoir décollé et s'être ravitaillés en vol, les 4 Phantom suivent à très basse altitude l'une des routes qui leur permet de pénétrer en Irak en limitant les risques de détection. A proximité de leur cible, les 2 Phantom de réserve se déroutent comme convenu vers Bagdad, tandis que

le leader et son ailier cabrent légèrement leur appareil pour acquérir visuellement la cible, puis piquent vers celle-ci, ajustant soigneusement leur visée et larguant leurs bombes en un seul passage au ras du sol. Ils repartent aussitôt vers leur base, sans connaître les résultats de leur raid. Ceux-ci ne sont pas très importants et les travaux d'achèvement de la centrale reprennent rapidement, comme en témoignent les ingénieurs français présents sur le site. Les 12 bombes se sont en fait éparpillées, détruisant seulement une aire de stockage de produits chimiques.

Le lendemain, 16 Phantom retournent sur Bagdad. Après une approche à très basse altitude qui leur permet de déjouer la défense antiaérienne, ils bombardent les bureaux du gouvernement, le siège du parti Baas, l'état-major général, plusieurs casernes de la Garde républicaine, de même que le quartier général des *moukhabarat*. Les frappes sont imprécises et les dommages légers, car les pilotes sont davantage préoccupés à jouer à saute-mouton au-dessus des toits de la capitale pour éviter les tirs de DCA.

La riposte irakienne ne tarde pas. Dès le lendemain, 12 Su-20 partis de Kirkouk criblent de bombes la base de Hamadan, détruisant 2 Phantom et en endommageant plusieurs autres. Ils rentrent au bercail sans la moindre perte. A partir du 3 octobre, l'aviation irakienne lance une série de raids contre la capitale iranienne. Les bombardiers supersoniques Tu-22 s'infiltrent en territoire adverse et s'en prennent à l'aéroport international de Téhéran, à la raffinerie alimentant la ville, aux usines d'aviation chargés d'assembler sous licence des hélicoptères italiens et américains, mais aussi au siège du gouvernement et à l'immeuble du Parlement. Ces bombardements, réalisés au ras du sol, se révèlent très imprécis, le viseur des Tupolev ayant été conçu pour des frappes à haute altitude. Ils n'en choquent pas moins les habitants de Téhéran qui s'étonnent de voir des avions irakiens évoluer au-dessus de leur tête. A partir du 6 octobre, Ispahan et Qom sont également visés. Ces raids ponctuels n'impliquent jamais plus de 4 Tupolev et se répéteront jusqu'au 29 octobre, lorsque 2 Tu-22 seront abattus à coup de missiles Hawk par la défense sol-air iranienne. Les bombardiers irakiens cesseront ensuite toute incursion profonde en territoire ennemi.

De leur côté, les Iraniens réagissent en lançant des raids quotidiens de harcèlement contre la capitale irakienne. Ces missions, surnommées Bagdad Express, sont d'un genre particulier puisqu'elles n'impliquent qu'un seul Phantom chargé de franchir le mur du son au-dessus de la ville, de préférence à basse altitude et vers midi, après avoir survolé les symboles du régime, notamment les nombreux palais présidentiels. Les pilotes iraniens excellent dans cette partie de cache-cache avec les intercepteurs irakiens, qui met leurs nerfs à rude épreuve. Deux d'entre eux sont néanmoins abattus, l'un par la défense sol-

air, l’autre par un MiG-23 lancé à sa poursuite. Ces missions prendront fin dès lors que cesseront les raids irakiens contre Téhéran, à la fin du mois d’octobre.

Le 8 octobre 1980, Saddam Hussein ordonne le tir de 3 missiles balistiques Frog sur la base aérienne de Dezfoul, lançant ainsi le signal de la seconde phase de l’offensive terrestre. Ce type de missile, d’une génération antérieure à celle du fameux Scud, ne dispose que d’une portée de 70 kilomètres. Ce sont néanmoins les premiers à être tirés depuis le début des hostilités ; ce ne seront pas les derniers. Les missiles, peu précis, s’écrasent à la périphérie de l’aérodrome, mais il s’agissait avant tout de témoigner au président iranien, présent sur cette base, de la détermination du régime irakien. Simultanément, 3 brigades blindées irakiennes foncent en direction de cette même base de Dezfoul. En formation de bataille, les chars irakiens progressent à travers champs. Ils sont rapidement stoppés par des salves de missiles Tow et Dragon tirés par les fantassins iraniens embusqués derrière les talus. Ils se replient, le temps que leur artillerie balaie les défenseurs, avant de repartir de nouveau à l’assaut pour se heurter cette fois au tir précis de chars M-60. Les Iraniens cèdent un peu de terrain, mais reconstituent leurs défenses un peu plus loin. A ce rythme, les Irakiens ne conquièrent que quelques kilomètres en trois jours, mais ils consomment presque tout leur carburant et leurs munitions. Leurs stocks s’épuisant dangereusement, ils sont contraints de mettre un terme à ce petit jeu qui leur a coûté une trentaine de chars, pour des gains minimes. L’un de leurs bataillons est pourtant parvenu à atteindre la rivière Dez, en face de Suse. Son commandant, n’ayant aucun ordre précis, a préféré se replier pour rejoindre ses lignes, plutôt que de traverser la rivière à gué et se lancer dans une chevauchée incertaine sur l’autre rive. Le souci majeur des Irakiens consiste pour l’heure à s’assurer de leur chaîne logistique.

Plus au nord, le général Latif, commandant du 2e Corps d’armée, tente lui aussi d’accroître ses gains, cette fois en direction de Kermanchah, avec ses 6e, 8e et 12e divisions échelonnées entre Qasr-e-Shirin et Sumer. Sa 2e division, très éprouvée par les combats précédents, n’est plus en mesure de participer à cette nouvelle offensive, tandis que sa 4e division s’est redéployée vers le Kurdistan pour y renforcer le 1er Corps d’armée ; 2 brigades blindées quittent Zahab et progressent chacune le long d’une des routes parallèles conduisant aux carrefours clés de Sarmast et Abad Zarb. Pendant ce temps, une brigade mécanisée gravit la route escarpée qui doit la mener à Sarmast, où elle espère retrouver l’une des brigades blindées partie de Sumer. Par cette manœuvre, les Irakiens espèrent isoler la garnison iranienne déployée dans Ilam, ce qui leur permettrait, une fois cette localité tombée, de prendre pied au cœur des monts

Zagros et se rapprocher de Kermanchah. Dans un premier temps, tout se déroule sans anicroche. Les colonnes de T-55 et T-62 progressent d'une trentaine de kilomètres à travers les contreforts montagneux. Elles se heurtent cependant rapidement aux bataillons de chars de la 81e division blindée, soigneusement déployés en embuscade. Depuis le début des hostilités, les tankistes iraniens ont eu le temps de se regrouper, puis de se déployer sur des positions bien préparées. Ils surplombent l'adversaire et sont appuyés par leur artillerie automotrice, judicieusement placée de manière à couvrir les principaux axes d'approche. Le choc est violent. Les brigades irakiennes tentent de culbuter les escadrons de chars iraniens qui engagent le combat les uns après les autres, et sont contraints de se replier sous le tir précis des Gazelle irakiennes armées de missiles Hot. Pendant quarante-huit heures, les Chieftain iraniens mènent d'efficaces actions retardatrices, cédant du terrain pour mieux user l'adversaire. Leur nombre fond toutefois comme neige au soleil et il leur faut réclamer l'aide de l'aviation et des hélicoptères pour repousser l'assaillant. L'intervention des Tigre et des Cobra chasse les Gazelle, laissant les blindés sans protection. L'arrivée de nouveaux bataillons de la 81e division inverse le rapport de forces. Cette fois, ce sont les chars iraniens qui refoulent les blindés irakiens. Ils ne peuvent toutefois exploiter leur avantage, car ils sont stoppés net, à leur tour, par des salves de missiles Milan tirées par des fantassins embusqués le long des routes de montagne. Aucun des camps n'ayant une réserve de forces suffisantes pour repartir à l'assaut, chacun finit par regagner ses positions initiales. Si la situation semble se figer sur cette partie du front, il n'en va pas de même dans la région de Bassora où Irakiens et Iraniens se livrent une bataille cruciale pour le contrôle de Khorramchahr et d'Abadan.

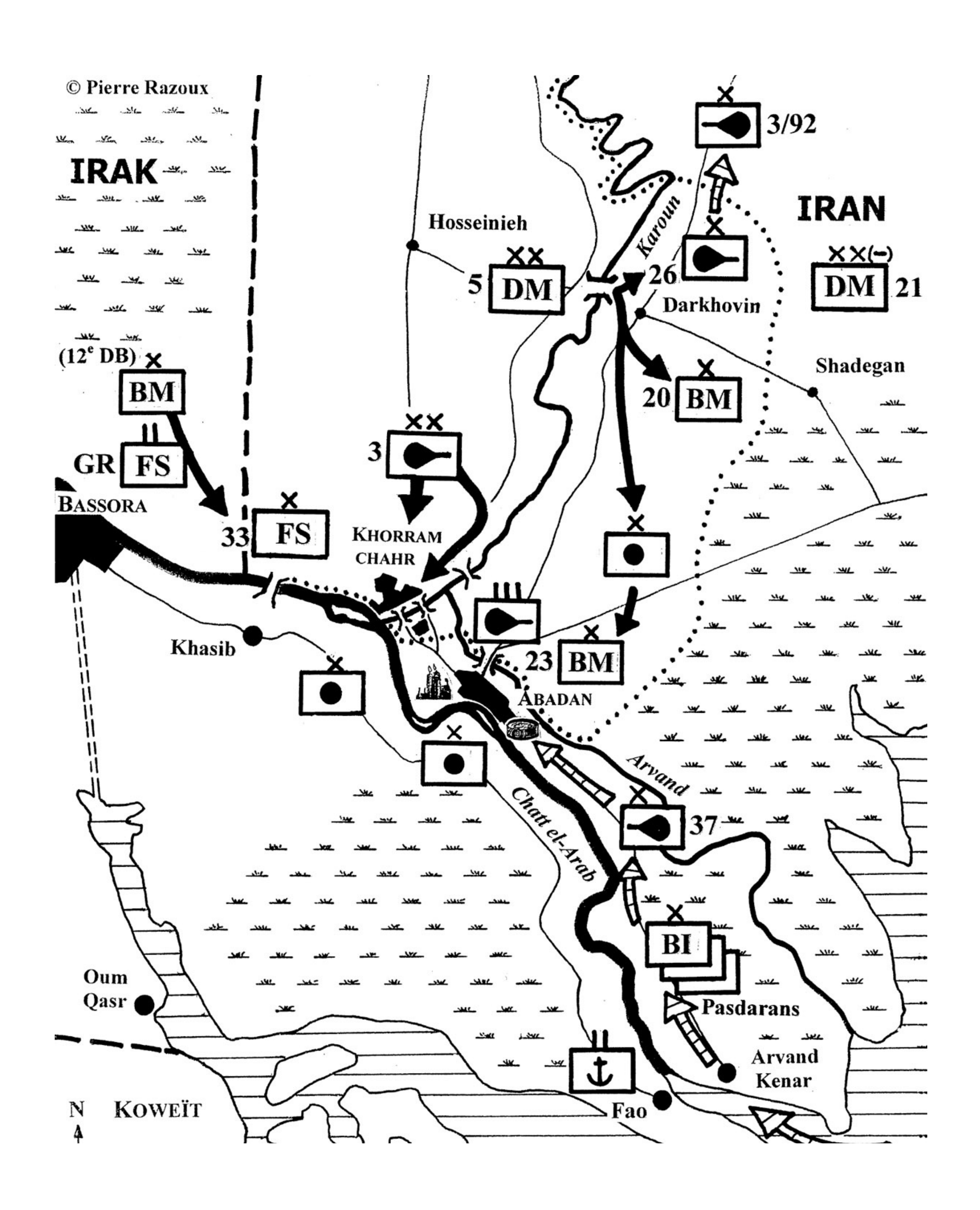
La prise de Khorramchahr et le siège d'Abadan

Le 10 octobre 1980, à la tombée de la nuit, les sapeurs de la 5e division irakienne traversent le fleuve Karoun à bord de canots pneumatiques, au niveau de Darkhovin. Ils assemblent en quelques heures un pont flottant, grâce à l'appui du bataillon de pontonniers du 3e Corps d'armée. Avant l'aube, la 26e brigade blindée a traversé le fleuve et s'est postée en position défensive pour protéger la tête de pont. Les opérations de franchissement cessent au lever du soleil – les Irakiens craignant l'intervention de l'aviation iranienne – pour ne reprendre qu'à la tombée de la nuit. Le lendemain matin, la 20e brigade mécanisée a franchi le fleuve. Pendant qu'elle s'empare de Darkhovin, la 26e brigade blindée remonte prudemment la route en direction du nord, pour intercepter d'éventuels renforts

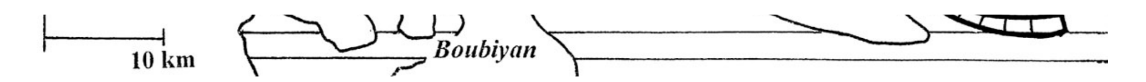
iraniens. Dans la matinée, son commandant aperçoit un nuage de poussière créé par une quarantaine de chars qui progressent dans sa direction, en colonne, le long de la route. Il s'agit d'un bataillon de la 92e division blindée parti d'Ahwaz. Les tankistes iraniens, alertés par radio par les policiers retranchés dans le commissariat de Darkhovin, se sont rués en direction du sud avec la ferme intention de repousser les Iraniens. Ceux-ci se sont entre-temps postés en embuscade. Lorsque les Chieftain arrivent à leur hauteur, les T-55 font feu, à moins de 500 mètres, dans des conditions de tir idéales. En moins d'une minute, une dizaine de chars iraniens sont neutralisés. Les survivants ne trouvent leur salut que dans la fuite en direction du fleuve Karoun. La plupart d'entre eux s'enlisent toutefois le long de ses berges boueuses. Poursuivis par les tankistes irakiens, ils abandonnent leurs blindés embourbés et s'enfuient en grimpant sur la caisse de la quinzaine de chars qui regagnent piteusement Ahwaz. Les Irakiens capturent ainsi une vingtaine de Chieftain qu'ils vont tracter à l'arrière et exhiber fièrement devant les caméras des reporters de guerre.

Pendant ce temps, plus au sud, le général Abouri, commandant le 3e Corps, a lancé l'assaut contre Khorramchahr. Les ordres de Saddam ont été clairs : s'emparer de la cité coûte que coûte, puis poursuivre en direction d'Abadan. Le 11 octobre, pendant que la 3e division blindée se met en branle pour resserrer l'étau autour de Khorramchahr, son régiment de reconnaissance franchit par surprise le pont enjambant le fleuve Karoun, à 8 kilomètres en amont de la ville. Hormis les deux ponts situés dans la ville même de Khorramchahr, c'est le seul ouvrage d'art qui traverse le Karoun jusqu'à la ville d'Ahwaz. Son contrôle est donc crucial. Les troupes de reconnaissance irakiennes s'aventurent jusqu'à la rivière Arvand, un affluent du Karoun qui court parallèlement au Chatt el-Arab jusqu'au Golfe. Elles occupent le seul pont enjambant cette rivière, coupant ainsi la route d'Ahwaz. Le port d'Abadan, coincé le long d'une étroite presqu'île marécageuse formée par le Chatt el-Arab, le Karoun et l'Arvand, se retrouve dès lors isolé. Trois jours plus tard, la 5e division mécanisée prend le contrôle de la route Abadan-Ahwaz, sur la berge orientale du fleuve Karoun. Elle élargit la tête de pont irakienne jusqu'à la limite de la zone marécageuse bordant le Golfe. Au-delà, aucun véhicule ne peut circuler, sauf le long de la route menant à Bandar Khomeiny, mais celle-ci est minée. Les troupes irakiennes ne parviennent pas à s'emparer de Shadegan, sur cette route, car cette localité vient tout juste d'être occupée par un détachement de la 21e division iranienne. Le 14 octobre, Abadan est assiégée, mais sa garnison, forte d'environ 6 000 hommes et 60 chars, tient en respect les Irakiens qui ne sont pas encore assez nombreux pour se lancer à l'assaut de la ville. Le 18 octobre, le commandant de la 5e division ordonne à sa

23e brigade de franchir l'Arvand sur un pont flottant jeté en travers de la rivière par les sapeurs de sa division, afin de prendre à revers la garnison d'Abadan. Cette tentative se solde par un échec cuisant. Les Irakiens sont impitoyablement repoussés par les chars M-48 et les rafales croisées de mitrailleuses. Ils doivent décrocher au bout de quelques heures et regagner leurs positions sur la berge orientale de l'Arvand.



© Pierre Razoux
IRAK
IRAN
Hosseinieh
Karoun
3/92
5 DM
26
Darkhovin
DM 21
Shadegan
(12e DB)
BM
20 BM
GR FS
3
BASSORA
33 FS
KHORRAM CHAHR
23 BM
Khasib
ABADAN
Arvand
37
Chatt el-Arab
BI
Pasdarans
Oum Qasr
Arvand Kenar
N
KOWEÏT
Fao



La prise de Khorramchahr et le siège d'Abadan (10-28 octobre 1980)

La situation est bien différente à Khorramchahr, où les 5 000 Iraniens retranchés font face depuis deux jours à l'assaut déterminé de 12 000 Irakiens qui savent que l'œil de Saddam est braqué sur eux. Après un impressionnant tir de saturation alimenté par plus de 300 canons, les grenadiers voltigeurs de la 3e division blindée, épaulés par les commandos de la 33e brigade de forces spéciales, ont pénétré dans Khorramchahr, appuyés par 200 chars T-55 et T-62 qui accompagnent désormais les fantassins, au lieu de les précéder. Les combattants irakiens progressent lentement et méthodiquement, quartier par quartier. Les combats sont féroces et se terminent souvent au corps à corps. Les Iraniens s'accrochent à chaque pâté de maisons, à chaque immeuble, harcelant l'assaillant à coup de roquettes antichars et de cocktails Molotov. Les tireurs embusqués interdisent, parfois pendant plusieurs jours, l'accès à une avenue. Pour les déloger, les Irakiens sont bien souvent obligés de faire appel aux chars et à l'artillerie qui martèlent la ville, la transformant en un vaste champ de ruines qui rend la progression encore plus difficile. Les Iraniens sont d'autant plus survoltés que l'ayatollah Khomeiny a lancé un appel solennel leur enjoignant de transformer Khorramchahr en un « Stalingrad perse », qui devienne le tombeau de l'ennemi. Dans chacun des camps, l'aviation intervient pour tenter d'appuyer ou freiner l'avancée des troupes. Un Phantom et un Tigre sont abattus par la brigade de Sam-6 qui protège le dispositif irakien. Au sol, les mines et les pièges font des ravages. Côté assaillant, le niveau des pertes grimpe de manière inquiétante. Au bout de dix jours, les Irakiens déplorent 1 500 morts et 4 500 blessés. Chaque nuit, des commandos irakiens s'infiltrent dans les lignes adverses pour y faire régner la terreur et capturer une poignée de combattants, afin de leur soutirer des renseignements. De leur côté, les Iraniens reçoivent de maigres renforts en provenance d'Abadan. Ils cèdent du terrain et se replient en direction des deux ponts qui traversent le Karoun, laissant derrière eux quelques poches de résistance. Sentant la victoire à portée de main, le commandant du 3e Corps demande à Bagdad de lui allouer davantage de fantassins, afin de porter l'estocade. L'état-major irakien, après avoir obtenu l'aval de Saddam, lui alloue de toute urgence le bataillon de forces spéciales de la Garde républicaine, de même que la brigade mécanisée de la 12e division blindée qui effectue le trajet

depuis Sumer en moins de trois jours. Ces renforts lui permettent de s'emparer des ponts et de poursuivre les Iraniens en déroute sur l'autre berge. Le 24 octobre, le général Jabouri proclame la prise de Khorramchahr. Il lui faut quatre jours de plus pour nettoyer les dernières poches de résistance. C'est un indéniable succès, mais il a été chèrement acquis : 2 000 Irakiens sont tombés et 6 000 autres ont été blessés. En face, 1 500 Iraniens ont été tués. Les deux tiers des forces engagées dans la bataille ont été mises hors de combat. La chute de Khorramchahr est fatale au général Hossein Chaker, qui est remplacé à la tête des armées iraniennes par le général Fallahi. Le général Gassim Ali Zahir Nedjad succède à ce dernier à la tête de l'armée de terre.

Compte tenu du coût induit par la prise de Khorramchahr, l'état-major irakien comprend qu'il est illusoire de vouloir poursuivre l'assaut en direction d'Abadan, d'autant qu'il ne dispose plus de réserve d'infanterie et que la garnison iranienne reçoit des renforts, *via* le petit port d'Arvand Kenar (situé à l'embouchure du Chatt el-Arab), acheminés de nuit par des hélicoptères et des hydroglisseurs partis de Bandar Khomeiny. Les généraux irakiens décident donc de resserrer l'étau autour d'Abadan.

9
L’enlisement

Dès la fin du mois d’octobre 1980, le spectre de l’enlisement commence à se profiler, car sur tous les fronts, les troupes irakiennes piétinent, ne parvenant à s’emparer ni de Kermanchah, ni de Dezfoul, ni d’Ahwaz, ni d’Abadan. Du 15 au 18, elles ont même été violemment contre-attaquées à proximité d’Andimechk et refoulées jusqu’au pont de Naderi. Seule l’intervention de l’aviation a permis de repousser les blindés iraniens et de rétablir la ligne de défense irakienne. Conscient de cet enlisement, le pouvoir irakien tente une ouverture en direction de l’Iran ; Taha Yassine Ramadan, commandant de l’Armée populaire, affirme publiquement : « Le pétrole de l’Arabistan sera irakien tant que Téhéran ne négociera pas. L’Irak a les moyens de soutenir une guerre pendant plus d’un an, sans que cela ne soit ressenti par la population ; pendant deux ans et même plus en imposant quelques restrictions que notre peuple est prêt à accepter[1]. » Ses déclarations sont bien évidemment téléguidées par Saddam Hussein qui estime qu’elles seront mieux reçues si elles émanent de quelqu’un d’autre que lui. Le gouvernement iranien, imperturbable, rappelle ses propres conditions : départ de Saddam Hussein, chute du régime, reconnaissance de la pleine responsabilité irakienne dans le déclenchement de la guerre et paiement d’importants dommages de guerre.

Priorité au front sud

A Téhéran, l’ayatollah Khomeiny déclare Khorramchahr « ville martyre », soulignant que son exemple devrait être une source d’inspiration pour tous les combattants iraniens. Il demande au gouvernement de prendre un train de mesures sociales pour privilégier les familles des héros tombés à cette occasion. Cette mesure sera à l’origine de la création, quelques mois plus tard, de la Fondation des martyrs destinée à assister les familles des gardiens de la

révolution morts sur le front. Le guide, sous la pression du clergé, plus particulièrement de l'ayatollah Beheshti, ordonne la mise en place d'un Conseil supérieur de défense qui doit contrôler plus strictement l'action des forces armées et renforcer le pouvoir des *pasdarans*. Celui-ci rassemble, autour de Bani Sadr, Akbar Hashemi Rafsandjani, qui représente le guide, mais aussi le général Fallahi (chef d'état-major des armées), le ministre de la Défense, le commandant des forces terrestres, le commandant en chef des *pasdarans*, le Premier ministre et le responsable de la propagande. Ce conseil, qui a autorité sur les *pasdarans* et l'armée régulière, est chargé de se prononcer sur toutes questions relatives à la conduite de la guerre. En cas d'égalité des voix, celle du représentant du guide prime. C'est un pas de plus vers la marginalisation du président Bani Sadr et des laïcs. Bien qu'elle avive la rivalité entre l'armée régulière et les *pasdarans*, la création de ce conseil permet une meilleure coordination opérationnelle en instaurant un partage des responsabilités. L'armée est désormais en charge des combats en rase campagne, tandis que les gardiens de la révolution supervisent les opérations en milieu urbain, ce qui leur permet d'accroître leur prestige et de recruter davantage de combattants. De fait, près d'un millier de volontaires s'enrôlent quotidiennement dans les rangs des *pasdarans*, rien qu'à Téhéran. Sur l'ensemble du pays, ce sont 100 000 jeunes recrues qui vont rejoindre cette armée parallèle pendant les trois derniers mois de l'année 1980.

De son côté, Saddam Hussein intensifie les bombardements sur les villes du Khouzistan pour punir le peuple iranien et contraindre Téhéran à la négociation. Ahwaz et Abadan sont les cibles quotidiennes de l'artillerie irakienne. Dezfoul étant hors de portée de canons, le régime irakien décide de tirer une salve de 7 missiles Frog sur la ville, le 26 octobre, pour frapper la population et saper son moral. Il obtient bien évidemment l'effet inverse. Conscient que les objectifs fixés ne sont pas atteints et que la situation est en train de s'enliser dangereusement, Saddam Hussein lance un nouveau ballon d'essai en affirmant publiquement que « l'Irak est prêt à retirer ses troupes si l'Iran reconnaît ses droits légitimes[2] ». Il se heurte à une fin de non-recevoir de la part des autorités iraniennes qui mobilisent deux nouvelles classes d'âge.

Le 13 novembre, sur ordre de Saddam, l'état-major lance une nouvelle offensive au Khouzistan. Les 1re et 10e divisions repartent à l'assaut de Dezfoul. Après avoir progressé de quelques kilomètres, elles subissent un tir de barrage meurtrier. Elles sont violemment contre-attaquées par la 16e division blindée iranienne. Les Chieftain chargent les T-55 et les T-62, les engageant dans une mêlée confuse dont ils sortent vainqueurs. Les unités irakiennes, après avoir perdu une soixantaine de chars, sont contraintes de se replier et de trouver refuge

sur la berge occidentale de la rivière Karkeh. Les troupes irakiennes ont pâti d'une mauvaise coordination et d'un soutien aérien très approximatif. Les Iraniens, pour leur part, ont perdu une quarantaine de chars, mais ils ont reconquis Alvan, Suse et Naderi. C'est un succès pour le général Fallahi et le président Bani Sadr qui redressent tous deux la tête et font taire les critiques du clergé.

Plus au sud, la 9e division blindée quitte sa position avancée de Hamidieh pour foncer en direction d'Ahwaz. Les Iraniens, qui attendent depuis plusieurs semaines cette offensive, ont pris les devants et inondé la vaste plaine située entre le fleuve Karoun et la rivière Karkeh. Ils ont rompu les digues, transformant cette plaine agricole en un vaste marécage. Les colonnes blindées irakiennes s'enlisent dans cette fange boueuse. Comble de malchance, la pluie fait son apparition, marquant l'arrivée de la mauvaise saison. De violentes averses transforment le terrain en un immonde bourbier qui immobilise les engins de reconnaissance, les chars et les véhicules blindés. Les équipages, sous le feu de l'aviation et de l'artillerie adverse, de la boue jusqu'aux genoux, se démènent pour dégager leurs véhicules. Ils doivent en abandonner beaucoup. Ne disposant plus de suffisamment de forces pour tenir Hamidieh, les Irakiens doivent évacuer cette bourgade et céder du terrain pour rétablir de meilleures lignes de communication. Cet échec cuisant se double d'une terrible humiliation lorsque les Iraniens amènent sur le front de nombreux reporters de guerre, qui, ébahis, découvrent le spectacle de 150 blindés irakiens enlisés, le canon pointé en direction d'Ahwaz. L'image fera le tour du monde et symbolisera l'échec de l'offensive irakienne. Ce matériel sera ensuite récupéré par les Iraniens. Nettoyé, réparé et remis en état de marche, il sera incorporé à leurs unités. Cet épisode n'améliorera pas la réputation de la 9e division blindée qui passe pour être alors la plus mauvaise unité de l'armée irakienne. Contre toute attente, le général Talal Duri, son commandant, ne subit pas les foudres du dictateur irakien qui l'apprécie et le protège. Il représente en effet le type d'officier loyal et courageux, bien qu'inepte et violent, que Saddam affectionne.

Les Irakiens échouent également à réduire le saillant de Susangerd, pourtant crucial pour rétablir de meilleures lignes de communication. A chacune de leurs deux tentatives, ils se heurtent à des *pasdarans* fanatisés qui repoussent systématiquement leurs assauts. Chaque nuit, des hélicoptères iraniens acheminent des renforts sur place pour combler les pertes. Fatigués, démoralisés et à court de munitions, les Irakiens cessent leurs attaques, s'en remettant à leur artillerie pour harceler la ville. Comme ailleurs, la logistique n'a pas vraiment

suivi. A la suite de cet épisode, une dizaine d'officiers sont arrêtés, condamnés pour défaitisme et exécutés pour l'exemple.

Il n'y a pas de miracle non plus devant Abadan. Les défenses de la cité ne s'effondrent ni à la seule vue des combattants irakiens, ni au rugissement de leurs canons. Là encore, les assaillants sont refoulés. Ils n'insistent pas et regagnent prudemment l'abri de leurs positions. De manière incompréhensible, le commandement irakien ne fait rien pour achever l'encerclement d'Abadan. Son bataillon d'infanterie de marine, retranché dans Fao, pourrait aisément traverser le Chatt el-Arab et s'emparer d'Arvand Kenar, voire tout simplement couper la route menant à Abadan. De même, ses commandos pourraient être facilement héliportés le long de cette route, pour verrouiller la cité assiégée. Là encore, le manque d'initiative handicape gravement le camp irakien.

Duels aériens au-dessus du Khouzistan

Les pilotes iraniens profitent de la bataille qui se déroule au Khouzistan pour imposer leur loi. Entre les mois d'octobre et de décembre, ils abattent une quarantaine de chasseurs irakiens, pour la perte de 9 des leurs. Les pilotes de Phantom détruisent à eux seuls 12 aéronefs ; 4 des leurs sont abattus en retour par des MiG. Un cinquième est tué par erreur par sa propre défense antiaérienne. Ce sont les pilotes de Tomcat qui se taillent la part du lion, abattant 23 adversaires (dont dix MiG-23) sans aucune perte de leur côté. Trois raisons expliquent ce score impressionnant. Tout d'abord, la sophistication du système d'armes du Tomcat qui allie un radar très performant à des missiles Sparrow et Phoenix à longue portée, des contre-mesures électroniques efficaces et un interrogateur ami-ennemi (IFF) de type « Combat Tree » qui permet à l'équipage d'être averti de l'approche d'intercepteurs ennemis. Ensuite, l'habileté des pilotes habitués au combat tournoyant et aux manœuvres évasives. Les longs mois d'entraînement intensif aux Etats-Unis, à l'époque du chah, notamment lors des fameux exercices « Top Gun », ont porté leurs fruits et permis aux premiers pilotes libérés de prison de regagner rapidement leur qualification opérationnelle. Enfin, la motivation des équipages qui brûlent d'en découdre pour prouver leur valeur et démontrer aux caciques du régime qu'ils restent très supérieurs aux *pasdarans* qu'ils considèrent, dans l'ensemble, comme une bande de va-nu-pieds fanatisés. Trois F-14 sont cependant gravement endommagés lors de ces engagements, mais parviennent à rentrer au bercail. L'un des pilotes y gagne l'une des plus hautes distinctions iraniennes, et en même temps le statut de héros populaire. Même s'il se méfie toujours des aviateurs, le régime a besoin d'icônes pour exalter le patriotisme ! Le 26 octobre, le commandant Abbas

Hazin ramène en effet son Tomcat à bon port, après que celui-ci a heurté les débris du MiG-21 qu'il venait tout juste d'abattre, transformant son appareil en épave volante. Il sera rapidement promu colonel, puis général, et deviendra l'un des principaux responsables de l'aviation iranienne à la fin de la guerre. Le capitaine Mohammed Masbough se distingue lui aussi en abattant trois MiG-23 au-dessus de l'île de Kharg, avec un seul missile Phoenix ! Son missile, verrouillé sur le leader de la formation ennemie, fait exploser non seulement celui-ci, mais également ses deux ailiers qui volaient trop près de lui. Son exploit, rendu possible par l'importante charge explosive du Phoenix (conçue pour détruire un bombardier), sera homologué par l'armée iranienne qui retrouvera les trois carcasses de MiG à proximité du terminal pétrolier. Le 29 octobre, le capitaine Sedghi, un autre pilote de F-14 du 81e escadron, devient le premier « as » iranien en abattant sa cinquième victime au-dessus d'Abadan. Quelques jours plus tôt, il a désintégré coup sur coup 4 autres MiG. Les pilotes de Tigre ne sont pas en reste, même si leur score reste beaucoup plus modeste. Ils ne sont crédités en effet que de 4 victoires, pour la perte de 3 des leurs. L'un d'entre eux parvient à détruire un MiG-21 sans tirer le moindre projectile, entraînant son adversaire dans une série de manœuvres brusques à très basse altitude. Désorienté, le pilote irakien percute le sol. Les pilotes d'hélicoptères Cobra se distinguent également en abattant au canon 1 Gazelle et 2 Mi-24.

Côté irakien, le capitaine Samir Abdul Razak, du 7e escadron, sauve l'honneur en abattant 4 Tigre aux commandes de son MiG-21. Pour remonter le moral de leur population, les Irakiens exposent des débris de chasseurs iraniens le long des allées du parc Zawra, au centre de Bagdad. Les Iraniens font de même en alignant les vestiges d'appareils irakiens dans les squares de leurs grandes villes.

Fin décembre, le score s'établit à 60 contre 15 en faveur des Iraniens, après trois mois d'engagements aériens quasi quotidiens. Les anciens pilotes du chah ont conquis la suprématie aérienne au-dessus du champ de bataille. Les pilotes irakiens, fatigués et découragés par l'ampleur de leurs pertes, se contentent désormais de très brèves incursions au-dessus des têtes de pont irakiennes, refusant le combat dès qu'ils aperçoivent des chasseurs ennemis. C'est alors au tour des marins d'entrer dans la danse.

Bataille aéronavale à l'embouchure du Chatt el-Arab

Jusqu'à présent, la marine irakienne n'a pas contribué à la croisade de Saddam. Il est vrai qu'elle ne dispose que de très peu de moyens offensifs, demeurant le parent pauvre de l'armée irakienne. Elle n'est même pas

commandée par un amiral, mais par un général servile, Aladin Hammad Janabi, totalement inféodé au régime, dont la seule expérience navale consiste à avoir commandé un bataillon d'infanterie de marine. Les marins irakiens savent qu'il serait suicidaire d'engager leurs patrouilleurs contre les corvettes, destroyers et frégates de la marine iranienne, dont les armes et les radars sont bien plus performants que les leurs.

De leur côté, les Iraniens ont été accaparés par la défense du front et la conduite des opérations aériennes. Ils savent que le moment venu, il leur sera facile de conquérir la supériorité navale. Dès le 23 septembre, leur aviation a attaqué le port de Fao, coulant 1 dragueur de mines et 5 patrouilleurs légers. Deux jours plus tard, plusieurs Phantom ont tenté, sans succès, de s'en prendre à la base navale d'Oum Qasr. La densité des feux antiaériens les a contraints à rebrousser chemin. Les Irakiens ont riposté en frappant la base navale de Bouchehr, coulant 3 patrouilleurs légers et 1 corvette de classe PF-103. Ils ont également bombardé plusieurs des 62 pétroliers pris au piège le long du Chatt el-Arab par le déclenchement des hostilités. Ils en ont coulé plusieurs, de même qu'une poignée de dragueurs de mines amarrés aux quais d'Abadan.

Le 1er octobre 1980, le président Bani Sadr s'est engagé devant la communauté internationale à ne pas bloquer le détroit d'Ormuz, afin de ne pas provoquer l'intervention des puissances occidentales. Il a décrété en revanche le blocus des ports irakiens de Bassora et Fao. Les hélicoptères Sea King de l'aéronautique navale ont miné l'accès au Chatt el-Arab, tandis que l'artillerie a tenu en respect les navires qui auraient pu être tentés de s'échapper du fleuve pour rejoindre les eaux du Golfe. Les 6 et 7 octobre, l'aviation iranienne a coulé plusieurs cargos immobilisés le long du Chatt el-Arab, de manière à bloquer plus sûrement la voie d'eau. Puisque celle-ci ne leur sert plus à rien, les ports d'Abadan et de Khorramchahr étant en ruine, les Iraniens entendent bien empêcher les Irakiens de l'utiliser.

Pendant les premières semaines de la guerre, les marins iraniens se contentent de patrouiller la zone du détroit d'Ormuz, afin de dissuader les Arabes et les Occidentaux de toute action intempestive en direction des îles Tomb et Abou Moussa[3]. Les quelques hydroglisseurs déployés à Bandar Khomeiny sont mis à contribution pour ravitailler les troupes iraniennes isolées dans Abadan. L'amirauté s'abstient d'engager ses navires de guerre trop près de l'embouchure du Chatt el-Arab, craignant de les exposer aux frappes de l'aviation irakienne. Les 28 et 31 octobre, elle teste les défenses adverses en envoyant une flottille de 3 patrouilleurs (*Joshan*, *Paykan* et *Gardouneh*) harceler les installations pétrolières de Fao avec leur canon de 76 mm. A chaque fois, les navires iraniens sont escortés par un hélicoptère Sea King chargé de détecter,

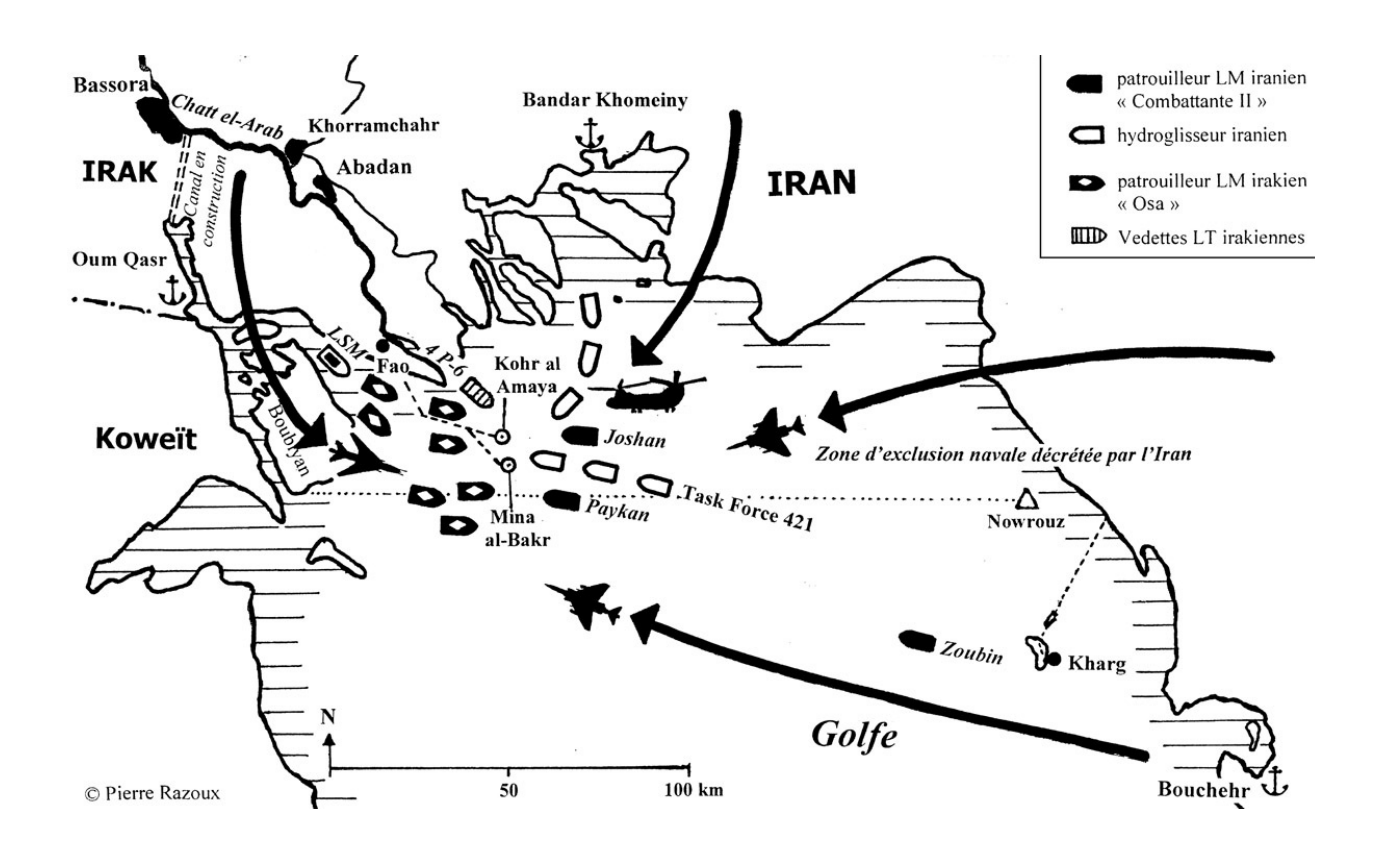
grâce à son radar embarqué, la présence de bâtiments ennemis. A la seconde tentative, les Irakiens réagissent en dépêchant sur place 3 patrouilleurs OSA II. L'engagement n'est pas concluant. Les marins irakiens tirent leurs missiles Styx en limite de portée, un peu au jugé, avant de rebrousser chemin à toute allure. Les patrouilleurs iraniens évitent facilement la salve de missiles, mais lorsqu'ils ripostent, leurs adversaires se trouvent déjà à l'abri de l'estuaire les ramenant à leur base d'Oum Qasr.

Fin novembre, les Iraniens décident de frapper un grand coup pour riposter à la destruction de la raffinerie d'Abadan par l'artillerie irakienne, réduisant de moitié leur production de carburants et obligeant Téhéran à importer de l'essence. Ils sont déterminés à neutraliser les terminaux pétroliers off-shore de Kohr al-Amaya et Mina al-Bakr par où transitent les deux tiers du pétrole exporté par l'Irak, et attirer du même coup la marine irakienne au large pour permettre aux aviateurs et marins iraniens de l'étriller plus facilement. Téhéran espère ainsi asphyxier l'économie irakienne et contraindre Bagdad à déclarer forfait. Pour la première fois de la guerre, l'état-major iranien monte une opération interarmées, baptisée Morvarid (« Perle »), qui fait appel aux moyens de la marine, de l'armée de terre et de l'aviation. La première phase de cette opération est confiée au capitaine de vaisseau Bahram Afzali, qui commande la marine depuis la mise à l'écart de l'amiral Madani, quelques mois plus tôt.

Le 27 novembre 1980, à la tombée de la nuit, des commandos de marines transportés par des hélicoptères Chinook de l'armée de terre surgissent au-dessus des terminaux pétroliers de Kohr al-Amaya et Mina al-Bakr. Un avion EC-130 de guerre électronique patrouille à proximité et brouille les communications irakiennes. Les combattants d'élite de la marine se laissent glisser le long de filins et prennent pied sur leur objectif, engageant le combat avec les rares soldats irakiens chargés d'en assurer la défense. Ils sont appuyés par le tir précis d'hélicoptères Cobra qui virevoltent autour des installations pétrolières, grâce aux lunettes de vision nocturne équipant pilotes et canonniers. L'assaut s'achève au corps à corps. Les Iraniens se rendent rapidement maîtres des deux terminaux. Moins d'une heure plus tard, 3 hydroglisseurs partis de l'île de Kharg, escortés des patrouilleurs lance-missiles *Joshan* et *Paykan* qui forment la Task Force 421, renforcés de 3 autres hydroglisseurs partis de Bandar Khomeiny, abordent les deux terminaux pour y apporter renforts et explosifs. Les commandos iraniens truffent les installations pétrolières d'explosifs, rembarquent à bord des hydroglisseurs avec leurs morts, leurs blessés et leurs prisonniers, et font tout sauter dans un immense feu d'artifice. En quelques heures, les Irakiens viennent de perdre leur capacité d'exporter le pétrole extrait de la région de Bassora. C'est un véritable coup dur pour leur effort de guerre.

Pendant que les commandos regagnent le port de Bandar Khomeiny, les patrouilleurs *Joshan* et *Paykan* s'approchent de l'embouchure du Chatt el-Arab pour défier la marine irakienne. Un troisième patrouilleur lance-missiles, le *Zoubin*, est en alerte à une quinzaine de nautiques à l'ouest de Kharg pour remplacer celui des deux qui viendrait à être coulé ; 2 corvettes PF-103 et 4 autres patrouilleurs de type Combattante II se tiennent prêts à quitter leur base de Bouchehr pour leur porter secours.

A Bassora, au siège de l'amirauté irakienne, c'est la consternation ! Personne n'avait imaginé un coup de main aussi audacieux, estimant que les Iraniens se contenteraient de canonner Kohr al-Amaya et Mina al-Bakr, mais qu'ils ne prendraient pas le risque d'y débarquer. Le général Janabi, réveillé en sursaut, tente de faire le point avec les informations parcellaires dont il dispose. La station radar de Fao fait état de la présence de 2 patrouilleurs iraniens isolés, près de l'embouchure du Chatt el-Arab. L'occasion est trop belle pour la laisser passer. Janabi ordonne immédiatement le rappel de tous les équipages disponibles et la mise en route des navires en état de prendre la mer. Peu avant l'aube, 4 vedettes lance-torpilles P-6 appareillent de Fao, tandis que 5 patrouilleurs lance-missiles de classe Osa I et II quittent leur base d'Oum Qasr, longeant l'île de Boubiyan, pour tenter de prendre à revers les patrouilleurs iraniens. Ceux-ci jouent parfaitement leur rôle d'appât et font mine de s'enfuir en direction de Kohr al-Amaya et Mina al-Bakr. Les marins irakiens, excités par cette poursuite inattendue, forcent l'allure et commencent à tirer une première salve de missiles Styx. Les 2 patrouilleurs iraniens larguent des leurres et enchaînent les manœuvres évasives, évitant facilement cette première salve. Dès qu'il dépasse Kohr al-Amaya, le commandant du *Joshan* fait volte-face et se positionne à l'abri de l'enchevêtrement métallique, confondant ainsi sa signature radar avec celle du terminal pétrolier détruit la veille. Il s'en écarte ensuite ponctuellement, le temps de détecter un adversaire et de tirer contre lui un missile Harpoon, réputé plus fiable et plus précis que le lourd missile Styx équipant les Irakiens. Il parvient ainsi à couler une vedette P-6 lancée à sa poursuite et à maintenir à distance 2 patrouilleurs Osa. Une fois sa séquence de tir achevée, le *Joshan* se remet à l'abri de l'énorme structure métallique qui réfléchit les ondes émises par les radars irakiens. Plus au sud, le commandant du *Paykan* fait de même en s'abritant derrière les vestiges calcinés du terminal de Mina al-Bakr.


Bassora
Chatt el-Arab
Khorramchahr
Abadan
Bandar Khomeiny
IRAK
IRAN
Canal en construction
Oum Qasr
LSM
Fao
4 P-6
Kohr al Amaya
Koweït
Boubiyan
Joshan
Zone d'exclusion navale décrétée par l'Iran
Mina al-Bakr
Paykan
Task Force 421
Nowrouz
Zoubin
Kharg
Golfe
N
50
100 km
Bouchehr
patrouilleur LM iranien « Combattante II »
hydroglisseur iranien
patrouilleur LM irakien « Osa »
Vedettes LT irakiennes



L’opération Morvarid (27-28 novembre 1980)

Pendant plusieurs heures, les 2 patrouilleurs iraniens, jouant à cache-cache, tiennent tête à leurs adversaires et parviennent à couler 2 vedettes irakiennes Osa à coups de missile Harpoon. Côté irakien, la prudence prévaut. Les commandants des autres vedettes tirent au jugé, tentant de fixer l'adversaire en attendant l'intervention de l'aviation. Malgré tout, le *Paykan* est endommagé par un missile Styx qui explose à proximité du bâtiment. A deux reprises, une paire de Su-22 survolent les patrouilleurs iraniens et tentent de les mitrailler, sans succès, car les pilotes irakiens n'ont pas été entraînés à l'attaque de cibles navales. L'un d'entre eux est détruit par l'explosion d'un obus tiré par la tourelle de 76 mm du *Paykan*. Pendant ce temps, à Bassora, le général Janabi a ordonné à l'un de ses bâtiments d'assaut LSM d'appareiller en direction de Kohr al-Amaya et de Mina al-Bakr, afin de reprendre le contrôle des deux terminaux pétroliers et d'évaluer les dégâts subis. Ce navire de classe Polnocny transporte le groupe de nageurs de combat de la marine irakienne, ainsi qu'une compagnie d'infanterie de marine regroupée à la hâte. Il est escorté par 2 patrouilleurs Osa II qui ont réussi à appareiller en début de matinée, après avoir rassemblé un équipage réduit constitué de bric et de broc.

De leur côté, les deux patrouilleurs iraniens, à court de munitions, demandent l'autorisation de se retirer. Celle-ci leur est refusée, car l'opération Morvarid entre dans sa phase aérienne et le colonel Javad Fakouri, qui commande l'aviation, a besoin de ces deux patrouilleurs pour fixer l'adversaire et éclairer la zone. En milieu de matinée, plusieurs Phantom partis des bases de Bouchehr et Chiraz surgissent au-dessus des flots, guidés par le *Joshan* et le *Paykan*, mais aussi par un intercepteur Tomcat faisant office de station radar aéroportée. L'appareil de tête est piloté par le commandant Abbas Dowran, celui-là même qui a planifié quelques semaines plus tôt l'opération Arbalète et qui est de toutes les missions délicates. Dowran sélectionne consciencieusement sa cible et tire un missile téléguidé Maverick qui pulvérise une vedette P-6. Ses coéquipiers coulent sans coup férir les deux dernières vedettes lance-torpilles. De leur côté, les commandants des 3 patrouilleurs Osa présents sur zone,

conscients que la donne vient brutalement de changer, risquent le tout pour le tout et chargent le *Paykan* à l'allure maximale pour tenter de lui donner le coup de grâce. Ils tirent sur lui 4 missiles, espérant saturer ses défenses. Le patrouilleur iranien, qui ne peut plus riposter et affiche déjà une gîte inquiétante, parvient à slalomer et éviter le premier, mais les trois Styx suivants le percutent et le désintègrent. Les trois Osa se retournent alors vers le *Joshan* qui vient de recevoir l'autorisation de rompre le combat pour se réfugier dans la rade de Bandar Khomeiny. Les patrouilleurs irakiens tirent sur lui leurs derniers missiles, sans l'atteindre. Une section de 4 MiG-23 surgit au-dessus de la zone et tente de le couler. Elle est immédiatement interceptée par les Tomcat placés en couverture aérienne, qui abattent l'un des assaillants et font fuir les autres. Pendant ce temps, une nouvelle vague de Phantom armés de missiles Maverick est arrivée sur place et a engagé les 3 derniers patrouilleurs Osa qui sont irrémédiablement coulés. Leurs marins ont cependant eu le temps de tirer plusieurs missiles sol-air portables Sam-7 en direction des chasseurs iraniens. L'un des Phantom est abattu, tandis qu'un autre, gravement endommagé, ne doit son salut qu'à la dextérité de son pilote. Vers midi, l'aviation iranienne s'en prend aux navires irakiens qui ont quitté Oum Qasr quelques heures plus tôt, en direction du Golfe. Les Phantom coulent le navire amphibie, laissant ses 2 patrouilleurs d'escorte, paniqués, rejoindre à toute allure leur base d'Oum Qasr. Dans l'après-midi, puis en soirée, l'aviation iranienne va pilonner les installations portuaires de Fao, détruisant plusieurs patrouilleurs légers, de même qu'un hélicoptère Super Frelon de la marine irakienne. Instruits de leurs précédents échecs, les pilotes iraniens évitent soigneusement la base d'Oum Qasr fortement protégée. Les 9 patrouilleurs lance-missiles Osa survivants y disposent de toute façon d'abris bétonnés très difficiles à percer.

Au soir du 28 novembre 1980, le bilan est sans appel. Pour la perte du seul patrouilleur *Paykan*, d'un Phantom et d'une dizaine de commandos marine, les marins et les aviateurs iraniens ont détruit 2 terminaux pétroliers stratégiques, tué plus d'une centaine de combattants et abattu 2 aéronefs. Ils ont surtout coulé 5 patrouilleurs lance-missiles, 4 vedettes lance-torpilles, 3 patrouilleurs légers et un navire d'assaut amphibie de 800 tonnes ! Les marins iraniens ne sont pas peu fiers d'eux, même s'ils doivent l'essentiel de ce succès à leurs camarades aviateurs (le 28 novembre deviendra ensuite le Jour de la marine en Iran). Ils vont maintenir une présence navale dissuasive autour du terminal de Kharg articulée autour de trois patrouilleurs lance-missiles et deux corvettes. Le blocus naval de l'Irak est désormais effectif.

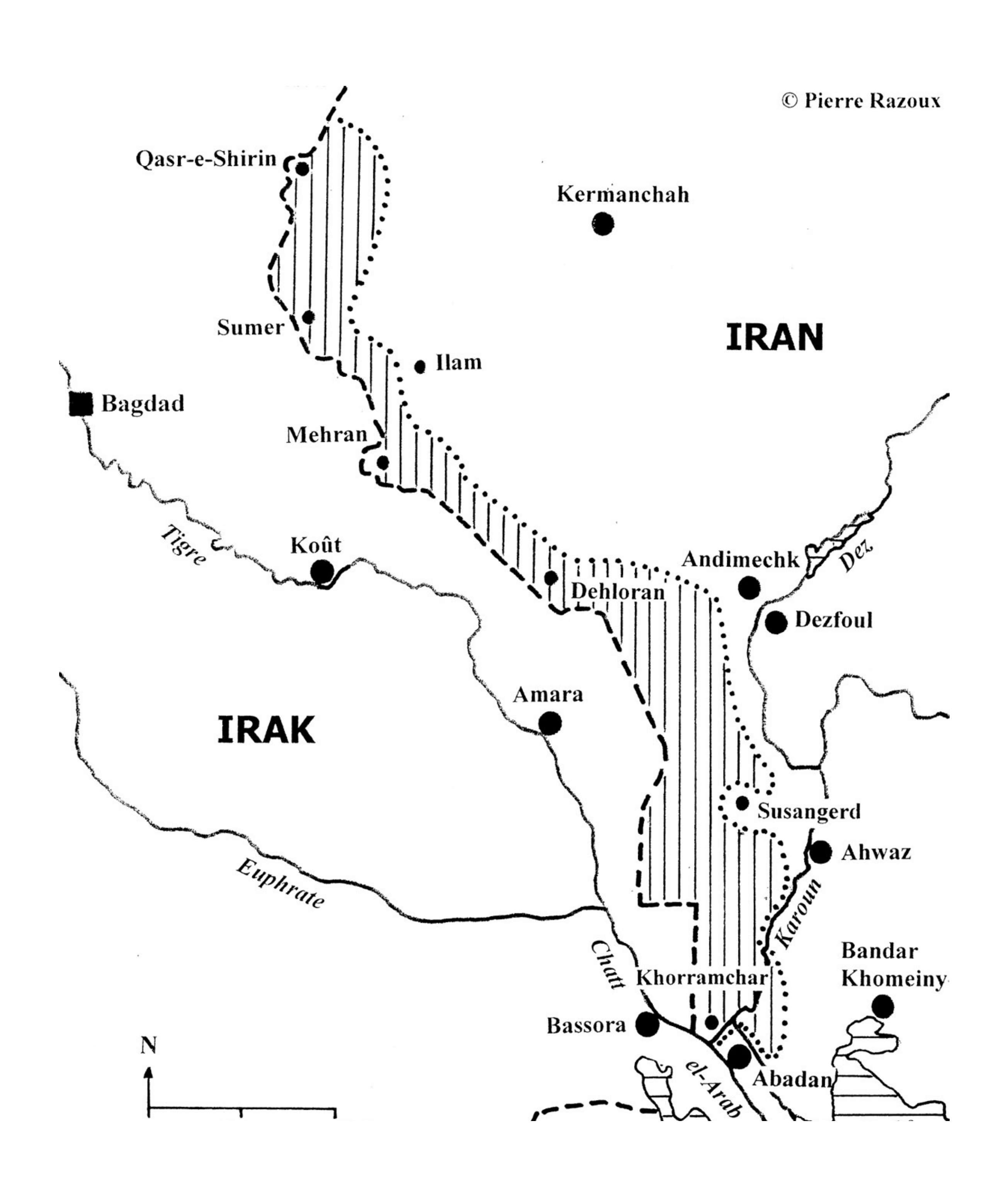
En face, la défaite est sévère. Les marins irakiens ont compris que toute nouvelle sortie serait extrêmement risquée. Ils en tirent la conclusion logique

qu'ils ne peuvent plus opérer que de nuit pour s'affranchir de la menace aérienne. A l'exception de quelques sorties ponctuelles, ils passeront l'essentiel de la guerre à l'abri de leur base d'Oum Qasr, tandis que les unités d'infanterie de marine iront renforcer les défenses de Bassora et de Fao. L'amirauté irakienne finira par reprendre le contrôle des 2 terminaux pétroliers détruits, maintenant sur place une garnison de commandos marine. Elle réinstallera un nouveau radar sur Kohr al-Amaya qui lui permettra d'accroître sa capacité de détection en direction du Golfe. Le général Janabi sauvera sa tête, du moins provisoirement, après avoir fait acte de contrition auprès du dictateur irakien. Il est vrai que Saddam Hussein ne s'est jamais fait la moindre illusion quant à la capacité de sa marine à forcer le blocus iranien.

Cette défaite fait désormais porter le poids de l'attaque du trafic maritime adverse sur les seules épaules de l'aviation irakienne. Elle entraîne également l'accélération des travaux de construction du canal reliant l'estuaire d'Oum Qasr à Bassora. Plus aucune circulation navale n'étant possible le long du Chatt el-Arab, ce canal doit en effet permettre aux Irakiens d'évacuer vers la base d'Oum Qasr les 6 vedettes lance-torpilles, les 6 dragueurs de mines et les 6 patrouilleurs piégés dans Bassora, mais aussi de ravitailler ce port avec des navires de faible tonnage.

Un premier bilan très décevant pour Bagdad

L'arrivée des premiers frimas d'un hiver précoce et pluvieux, début décembre, sonne le glas des ambitions de Saddam Hussein et marque la fin de la première phase de la guerre. Les Irakiens ont laissé passer le coche de la victoire et se retrouvent sur la défensive. D'importants renforts iraniens ont pris place le long du front, rendant désormais toute percée illusoire. Face aux 12 divisions irakiennes, l'Iran aligne désormais sur le front l'équivalent de 8 divisions de l'armée régulière et 3 divisions de *pasdarans*. La plupart des routes ne sont de toute façon plus praticables. Les Iraniens se sont imposés sur mer et dans les airs. Le 10 décembre, ils se permettent même de lancer une première contre-offensive dans le secteur de Darkhovin, pour tenter de briser le siège d'Abadan. Mal coordonnée, celle-ci échoue, mais permet de réduire l'étendue de la tête de pont irakienne le long de la rive orientale du fleuve Karoun.


© Pierre Razoux
Qasr-e-Shirin
Kermanchah
Sumer
IRAN
Ilam
Bagdad
Mehran
Tigre
Koût
Andimechk
Dez
Dehloran
Dezfoul
Amara
IRAK
Susangerd
Ahwaz
Euphrate
Karoun
Chatt
Bandar
Khomeiny
Khorramchar
Bassora
N
el-Arab
Abadan

50 km 100 km KOWEÏT Golfe

Le front fin décembre 1980

Trois mois après le début des hostilités, l'armée irakienne ne contrôle que 10 700 kilomètres carrés de territoire iranien (moins de 1 %). Elle a pénétré d'une trentaine de kilomètres en Iran, même si la pointe de son dispositif s'est projetée à 70 kilomètres en direction de Dezfoul et 80 kilomètres en direction d'Ahwaz. Il n'empêche qu'à l'exception de Khorramchahr, elle ne s'est emparée d'aucune des villes importantes initialement visées, qu'il s'agisse d'Abadan, d'Ahwaz, de Dezfoul ou de Kermanchah. Saddam Hussein a désormais compris qu'il ne pouvait plus gagner, à moins de disposer de la bombe atomique : les bandes magnétiques capturées à Bagdad en 2003 en témoignent. Il lui faut donc tout mettre en œuvre pour ne pas perdre, quitte à accepter un match nul qui préserve son image et son statut de leader patenté du monde arabe. Le dictateur irakien comprend que la guerre s'inscrit désormais dans la durée. Pour qu'elle reste acceptable par les classes moyennes irakiennes qui forment les gros bataillons du parti Baas, il faut en limiter les effets visibles. Il va donc s'attacher à maintenir un semblant de normalité dans la vie quotidienne des Irakiens. Il maintient les soldats mobilisés sous les drapeaux, mais se refuse pour l'instant à décréter la mobilisation générale. Il continue d'injecter l'argent du pétrole dans la société, poursuit sa politique de grands travaux et ordonne l'accélération des travaux d'achèvement de la centrale nucléaire d'Osirak. Parallèlement, il convainc les monarchies du Golfe de financer son effort de guerre, car ses revenus pétroliers se sont effondrés et le maintien de l'armée sur le front coûte très cher.

Pour maintenir dans des limites raisonnables les pertes irakiennes, Saddam Hussein décide, après de longues conversations avec son ministre de la Défense, de conserver l'acquis sans plus chercher à obtenir de gains supplémentaires. Pour l'instant, le nombre de victimes demeure acceptable (4 000 morts, 10 000 blessés et quelques centaines de prisonniers), mais il ne faudrait pas qu'il grimpe brutalement. Les pertes matérielles sont en revanche beaucoup plus lourdes : 450 chars, 350 véhicules blindés, 80 avions (31 MiG-21, 20 MiG-23, 11 Su-20, 9 Su-22, 3 Su-7, 3 Tu-22, 2 Hunter et 1 Tu-16) et 40 hélicoptères (17 Gazelle, 10 Mi-24, 8 Mi-8, 2 Mi-4, 2 Alouette III et 1 Super Frelon). Une trentaine d'autres chasseurs irakiens ne sont plus en état de vol. Avec 110 appareils détruits ou

neutralisés, les Irakiens ont perdu plus du tiers de leur potentiel aérien. Ils ne disposent plus désormais que de 180 avions de chasse, dont un tiers est immobilisé pour des tâches d'entretien courant. Leur marine est en outre décimée. Malgré tout, ces pertes matérielles peuvent toujours être compensées par de nouvelles livraisons d'armes et par des prises de guerre (les Irakiens ont ainsi capturé une centaine de chars iraniens).

Puisqu'il ne peut plus obtenir la décision par la force, le dictateur irakien entend bien contraindre l'Iran à la négociation en bombardant sa population et son infrastructure pétrolière. Le 24 décembre 1980, l'aviation irakienne lance un premier raid contre le terminal pétrolier de Kharg qui garantit à lui seul 80 % des exportations de pétrole iranien. Les Iraniens répliquent en bombardant la raffinerie de Bassora. De part et d'autre, le manque à gagner est important : 4 milliards de dollars côté irakien, 6 milliards de dollars côté iranien (pour la seule année 1980).

En Iran, le régime estime avoir encaissé le plus dur. Il a contenu tant bien que mal le choc de l'invasion irakienne, même s'il lui a fallu céder du terrain. Hormis à Khorramchahr et Abadan, les combattants iraniens ont su éviter le piège d'un affrontement statique pour privilégier un mode opératoire dynamique qui leur a permis de freiner la progression irakienne et limiter leurs propres pertes. De fait, le prix à payer s'est avéré inférieur à ce à quoi s'attendaient les militaires : 4 500 morts, 12 000 blessés et quelques centaines de prisonniers, soit à peine un peu plus que dans le camp adverse. Les pertes matérielles sont en revanche inférieures à celles des Irakiens : 250 chars, 150 blindés, 60 hélicoptères (32 Cobra, 27 AB-205/212 et 1 CH-47), 30 avions de combat (18 F-4 Phantom et 12 F-5 Tigre, une vingtaine d'autres chasseurs, dont 3 F-14 Tomcat, étant gravement endommagés) et une poignée d'avions de transport. Les Iraniens espèrent compenser ces pertes en réparant les aéronefs endommagés et en remettant en état une partie du matériel stocké au fond des hangars. Ils comptent également rafistoler les 120 chars irakiens dont ils se sont emparés.

Le pouvoir iranien n'en fait pas moins face à de nombreux défis. Il doit combattre tous ceux qui souhaitent sa chute et tous ceux qui luttent pour leur indépendance. Il doit maintenir l'équilibre entre ses deux principales composantes, religieuse et laïque, et trouver une issue à la lutte de pouvoir qui oppose les membres radicaux du clergé au président Bani Sadr. Il lui faut gérer les rivalités croissantes entre les *pasdarans* et l'armée régulière et prendre en charge le million de réfugiés qui a quitté la zone des combats et qui s'entasse depuis plusieurs mois aux abords des grandes villes, dans des conditions pathétiques. Il lui faut enfin faire face aux difficultés croissantes de la vie quotidienne, car la guerre, qui promet d'être longue, coûte cher et les ressources

financières de la République islamique sont d’autant plus limitées que la production pétrolière s’est effondrée. Contrairement au régime irakien qui entend conduire sa guerre à crédit, en s’appuyant sur l’assistance financière et les facilités de paiement consenties par les pays qui le soutiennent, le pouvoir iranien ne peut compter que sur lui-même, car aucun pays fortuné ne se tient prêt à l’aider. Il lui faudra donc bricoler, économiser, placer et gérer soigneusement le fruit de la manne pétrolière, de manière à gérer sa guerre en « bon père de famille », sur le plan financier du moins. Fort heureusement pour Téhéran, le cours du baril reste élevé et lui assure une rente substantielle, même si le revenu pétrolier de l’Iran est inférieur de 50 % à celui de l’Irak. L’année suivante, cette tendance s’inversera au profit des Iraniens, après la remise en service d’une partie de leurs installations pétrolières. En attendant, Akbar Hashemi Rafsandjani, représentant du guide au Conseil supérieur de défense et grand argentier du régime (de par sa fonction de président du Parlement), alloue avec parcimonie les fonds nécessaires à l’acquisition de matériel militaire, privilégiant ce dont les forces armées manquent le plus : des munitions et des pièces de rechange.

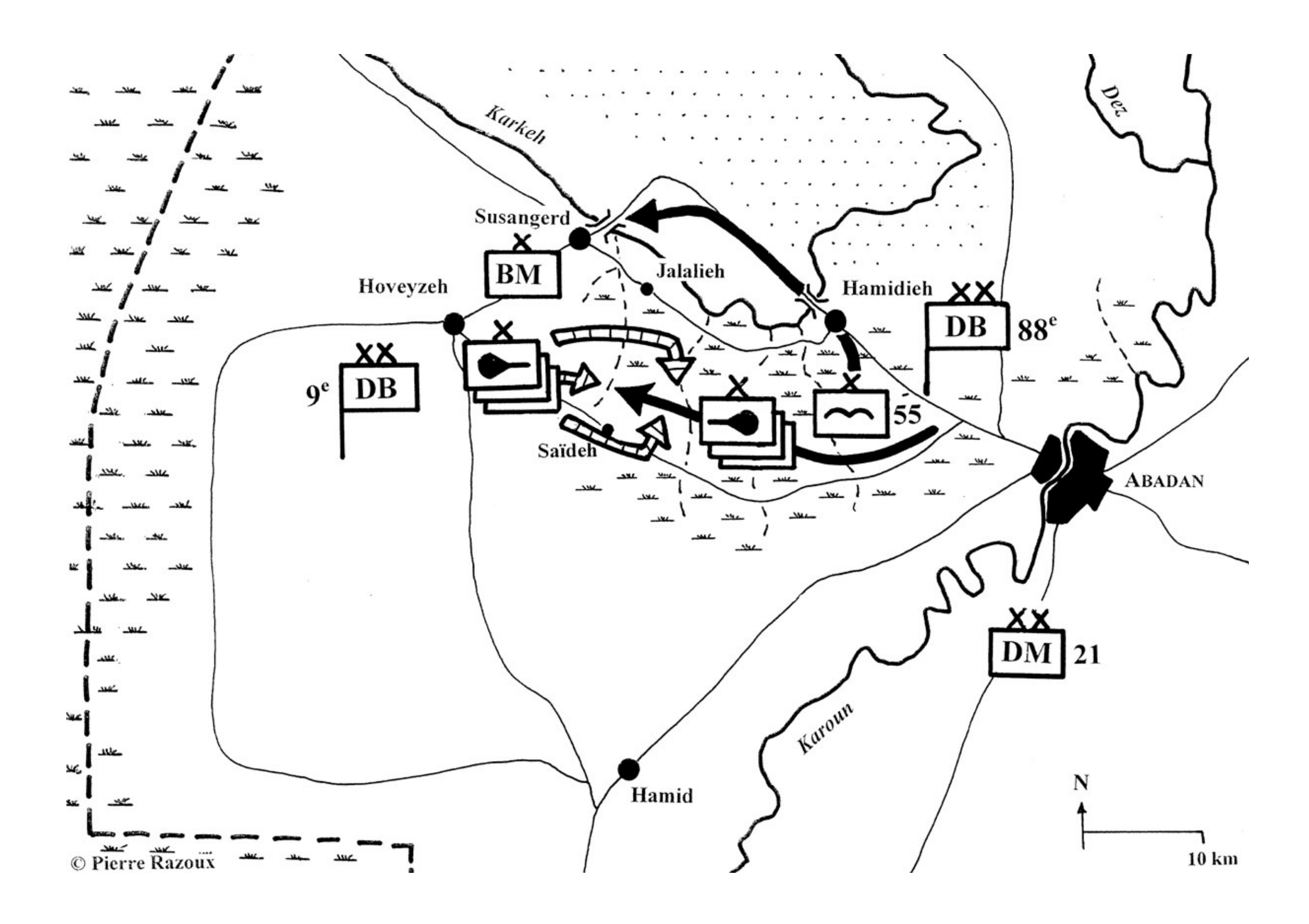
10
L'initiative change de camp

Début janvier 1981, le pouvoir iranien envisage la reconquête progressive des territoires annexés par l'armée irakienne. De l'avis du chef d'état-major des armées, celle-ci ne saurait survenir avant le printemps, pour donner le temps aux forces armées de se réorganiser, de compléter leur effectif, de remettre en état de marche les matériels endommagés et capturés, d'améliorer la coordination entre les troupes régulières et les gardiens de la révolution, mais surtout pour attendre le retour de la saison sèche et du beau temps. A Téhéran, le clergé n'est pas de cet avis. Il lui faut un premier succès rapide, même symbolique, pour faire taire la grogne populaire alimentée par la révolte qui gronde au Kurdistan et en Azerbaïdjan. Il ne peut se permettre d'attendre le printemps. L'ayatollah Beheshti, chef du conseil des gardiens de la révolution, soutenu par Akbar Hashemi Rafsandjani, président du Parlement, et Ali Khamenei, commandant des *pasdarans*, demandent au guide de trancher en leur faveur. Ils mettent en avant les rapports qui font état de l'extrême fatigue de l'armée irakienne. De manière cynique, ils sont convaincus de gagner sur les deux tableaux. Si cette première contre-offensive réussit, ils pourront revendiquer la paternité de ce succès. Si elle échoue, ce sera la faute de l'armée régulière et du clan laïc qui la soutient ! L'ayatollah Khomeiny n'est pas long à convaincre. Il fait pression sur le président Bani Sadr pour que celui-ci se tienne prêt à lancer une action militaire d'envergue le plus vite possible.

L'échec d'une première contre-offensive iranienne

L'état-major planifie dans l'urgence l'opération Hoveyzeh, du nom de la bourgade visée par cette contre-offensive, à l'orée des marais marquant la frontière entre l'Iran et l'Irak, au Khouzistan. Il assemble à la hâte les forces nécessaires pour conduire l'assaut qui sera lancé depuis Hamidieh. Pour disposer

d'une masse suffisante de blindés, le général Fallahi ordonne la transformation de la 88e brigade en une division blindée à part entière. Celle-ci absorbe les bataillons épars de la 92e division, sérieusement affaiblie après les combats de l'automne, ce qui lui permet d'aligner 280 chars Chieftain. Cette nouvelle 88e division blindée ne dispose cependant ni de troupes de reconnaissance, ni de bataillons mécanisés, ni d'artillerie. C'est elle qui est chargée de conduire l'assaut en direction de Hoveyzeh. Elle sera soutenue par la 55e brigade parachutiste, qui lui apportera un soutien d'infanterie, tandis que la 16e division blindée se tiendra en retrait, prête à exploiter la percée. Une fois Hoveyzeh reconquise, les Iraniens auront besoin d'un maximum de chars pour se ruer vers le sud en direction du Karoun, afin d'encercler les unités irakiennes éparpillées le long du fleuve et isoler la 5e division mécanisée qui verrouille pour l'instant la ville d'Abadan. Ils espèrent ainsi contraindre cette division à retraverser le fleuve, afin de reprendre le contrôle de la route Ahwaz-Abadan. Pendant ce temps, les paras iraniens prendront à revers les Irakiens qui continuent d'assiéger Susangerd. De leur côté, les 21e et 77e divisions mécanisées n'entreront en action que lorsque la route longeant le Karoun aura été dégagée, afin de briser le siège d'Abadan. En marge de cet effort principal, le commandement iranien planifie deux autres actions, d'envergure plus limitée, sur le front central, afin d'user les défenses irakiennes et reconquérir, là aussi, une partie du territoire perdu.


Karkeh
Dez
Susangerd
BM
Jalalieh
Hamidieh
Hoveyzeh
DB
88e
9e
DB
55
Saïdeh
ABADAN
DM
21
Karoun
Hamid
N
10 km
© Pierre Razoux



L’opération Hoveyzeh (5-8 janvier 1981)

Le 5 janvier 1981, profitant d'un créneau de beau temps, l'état-major iranien déclenche l'opération Hoveyzeh. D'emblée, celle-ci patine. Les Iraniens sont contraints de progresser lentement, le long des routes, pour limiter les risques d'embourbement dans les marécages qu'ils ont eux même créés en inondant deux mois plus tôt les terres arables situées entre le fleuve Karoun et la rivière Karkheh. Le froid et la boue jouent cette fois contre eux. Les trois brigades de la 88e division blindée se retrouvent à la queue leu leu, suivie par la 55e brigade parachutiste ; 16 hélicoptères Cobra assurent l'escorte de cette immense colonne qui s'étale sur une quinzaine de kilomètres. C'est tout l'appui aérien dont disposent les Iraniens sur cette portion du front. En face, les Irakiens alignent leur 9e division blindée. Celle-ci vient tout juste d'être renforcée par une brigade de chars T-62 détachée de la 3e division qui campe à proximité de Khorramchahr. Ils peuvent compter sur 240 chars et une soixantaine d'autres véhicules blindés.

La présence des hélicoptères iraniens alerte les Irakiens. La colonne blindée est immédiatement repérée. Le général Duri, qui commande la 9e division, reçoit l'ordre de la stopper. Il dépêche aussitôt sa première brigade de chars pour fixer l'adversaire le long d'une ligne comprise entre Jalalieh et Saïdeh, afin de le contraindre à manœuvrer sur un terrain boueux qui ne lui est pas favorable. Le 6 janvier en début d'après-midi, les adversaires sont au contact. La plus grande bataille de chars depuis la guerre du Kippour débute. Dès qu'ils aperçoivent l'avant-garde iranienne, les tankistes irakiens font mine de se replier, tirant quelques coups de canons destinés à ralentir l'adversaire et lui signaler leurs positions. Appliquant les ordres reçus, ils cèdent un kilomètre de terrain, puis se rétablissent sur une nouvelle ligne de défense tenue par le gros de leur brigade, à l'abri d'un talus créé en quelques heures par les sapeurs du génie. Croyant n'avoir affaire qu'à un détachement de reconnaissance, le commandant de la division blindée iranienne ordonne à sa brigade de pointe de poursuivre les blindés irakiens. Celle-ci se précipite tête baissée dans un piège. Ses tankistes se

heurtent en effet au tir de barrage des chars irakiens soigneusement alignés derrière leur talus. En tentant de les contourner, nombre d'entre eux s'embourbent et deviennent des cibles faciles. Les autres sont cueillis par les chars des deux autres brigades irakiennes qui ont rejoint, entre-temps, le lieu des combats. Ces renforts se positionnent perpendiculairement à l'axe d'attaque des Iraniens, de manière à les prendre à revers. Sans appui d'artillerie ni soutien d'infanterie, les chars iraniens, attaqués de front et de flanc, sont impitoyablement décimés les uns après les autres. Les rares survivants s'échappent à la faveur de la nuit. En quelques heures, la 88e division a perdu l'équivalent d'une brigade de chars complète. Son commandant, déterminé à percer le dispositif adverse, engage sa seconde brigade de chars dans la bataille. A l'aube du 7 octobre, celle-ci se lance dans un assaut furieux contre les positions ennemies. Elle est aussitôt prise pour cible par l'artillerie qui laboure la zone pour tenter de canaliser les chars iraniens en direction de la nasse formée par les trois brigades blindées irakiennes. Les équipages de Chieftain, survoltés, parviennent néanmoins à manœuvrer et engager les T-55 et T-62 dans un combat de chars qui se termine bien souvent à bout portant. Pendant toute la journée, les chars irakiens et iraniens se poursuivent dans un gymkhana infernal au cours duquel ils slaloment entre les carcasses des chars embourbés, stoppant brutalement pour tirer une volée d'obus contre un char à l'affût, mitraillant indistinctement les équipages qui tentent désespérément de rejoindre leurs lignes, dans le froid, après avoir abandonné leur véhicule endommagé ou détruit, de la boue souvent jusqu'aux genoux. Pour ajouter au chaos ambiant, les Cobra iraniens et les Gazelle irakiennes font rugir leurs turbines au-dessus du champ de bataille, tirant leurs missiles un peu au hasard. L'engagement cesse à la tombée de la nuit, après que chacun des deux camps a perdu l'équivalent de trois bataillons de chars. Au lieu de se retirer prudemment pour reconstituer ses forces et sauver ce qu'il peut encore sauver, le commandant de la 88e division s'entête et décide d'engager sa dernière brigade, persuadé que les Irakiens sont sur le point de lâcher prise. Le 8 janvier au matin, les tankistes iraniens repartent une troisième fois à l'assaut, sans plus de succès que la veille. Instruits des déboires précédents, ils parviennent à limiter les dégâts. Dans l'après-midi, le reste de la 88e division blindée n'a plus d'autre choix que de se replier. La défaite est sévère pour les Iraniens qui ont perdu 214 Chieftain et 8 hélicoptères Cobra, contre une centaine de T-55 et T-62 côté irakien. Bien évidemment, les Irakiens pavoisent. Ils amènent sur le lieu des combats des reporters de guerre pour leur montrer les épaves des Chieftain embourbés et les carcasses calcinées des Cobra abattus.

Pendant ce temps, les parachutistes de la 55e brigade ont changé leur fusil d'épaule. Puisqu'ils n'ont pas pu prendre à revers la garnison de Susangerd, ils rebroussent chemin et vont prêter main-forte aux *pasdarans* assiégés dans cette ville en passant par le nord, par une route secondaire partant de Hamidieh. Celle-ci, mal entretenue, longe les dunes sur la berge opposée de la rivière Karkheh, offrant un champ de tir idéal aux pilotes irakiens. C'est la raison pour laquelle le convoi de camions qui transporte la brigade effectue le trajet de nuit. Le 10 janvier, les paras se retrouvent en première ligne pour défendre Susangerd, soulageant ainsi les gardiens de la révolution assiégés sans relâche depuis trois mois. Leurs missiles antichars, leurs missiles Sam-7 et leurs mortiers vont les aider à tenir les Irakiens à distance.

Les Iraniens connaissent davantage de succès dans la partie centrale du front. Dans la nuit du 5 au 6 janvier 1981, les chasseurs alpins de la 15e brigade d'infanterie de montagne s'infiltrent à travers les lignes irakiennes autour de Geilan Zarb, dans le secteur de Qasr-e-Shirin. Ils s'emparent par surprise de plusieurs collines, encerclent la bourgade et culbutent les défenses chargées d'en interdire l'accès. Quelques heures plus tard, les 450 fantassins irakiens retranchés à l'intérieur de Geilan Zarb se rendent. Ils sont immédiatement envoyés à Téhéran pour y être présentés aux médias, à des fins de propagande. Entre-temps, les Irakiens ont contre-attaqué. Le 7 janvier, deux brigades de la 8e division d'infanterie, appuyées par une brigade de chars, sont reparties à l'assaut de Geilan Zarb et ont reconquis cette localité, à l'issue de violents combats qui ont fait 400 morts dans les deux camps. Les Iraniens ont abandonné la position, mais se sont réfugiés sur les hauteurs voisines, isolant partiellement Geilan Zarb. Un peu plus au sud, dans le secteur de Mehran, les grenadiers voltigeurs de la 81e division blindée se sont emparés d'Arkavaz. Les soldats irakiens, mal équipés pour affronter les rigueurs de l'hiver en altitude, ne leur ont opposé qu'une résistance symbolique, préférant prendre la poudre d'escampette. Leur commandant sera traduit en conseil de guerre et exécuté.

Ces succès locaux ne peuvent masquer le fait que l'opération Hoveyzeh a pitoyablement échoué. Ahwaz reste sous le feu de l'artillerie irakienne et Abadan est toujours assiégée. L'échec de cette première contre-offensive a deux conséquences majeures, l'une politique, l'autre militaire. Le clergé voit là l'occasion de se débarrasser du président, ouvertement accusé d'incompétence, et des laïcs qui s'opposent encore à l'instauration d'un véritable régime théocratique en Iran. Les critiques qui fusent à l'encontre de Bani Sadr épargnent paradoxalement le haut commandement militaire dont le clergé craint toujours

un possible coup de force. Les *pasdarans* ont beau être montés en puissance, ils ne sont pas encore de taille à s'opposer à l'armée régulière.

Sur le plan militaire, l'échec de l'opération Hoveyzeh entraîne le report de l'offensive de printemps. La plupart des moyens qui auraient dû y participer ont en effet été sacrifiés dans cette opération bâclée. L'état-major iranien n'est de ce fait plus en mesure de monter une offensive majeure avant l'été. Il profite de ce répit pour réorganiser son corps de bataille. Les Chieftain encore en état de combattre sont répartis entre les 81e et 92e divisions. La 16e division blindée regroupe pour sa part tous les chars M-60. La 88e division blindée, virtuellement anéantie lors de la contre-offensive de janvier, est reconstituée avec les chars T-55 livrés par la Libye et la Bulgarie. De son côté, la 84e brigade est transformée en une division mécanisée dans laquelle sont regroupés tous les matériels d'origine soviétique capturés sur l'armée irakienne. La 37e brigade blindée, décimée dans les combats de Khorramchahr et d'Abadan, n'est pas ressuscitée et disparaît de l'ordre de bataille iranien.

De leur côté, les gardiens de la révolution, qui comptent désormais 140 000 hommes dans leurs rangs, conservent leur articulation en bataillons autonomes. Ils créent parallèlement trois grandes divisions d'infanterie – dont la division d'élite « Rasulollah » (« Messager de Dieu ») – qui forment leur propre corps de bataille. Celui-ci sera systématiquement engagé au côté de l'armée régulière lors de chaque offensive, car le Conseil supérieur de défense, dominé par le clergé, a décrété, après la gifle subie par l'armée régulière, que les *pasdarans* seraient désormais associés à toutes les opérations militaires planifiées par l'état-major. Ni le président Bani Sadr ni son ministre de la Défense n'ont pu s'y opposer. Le commandement des gardiens de la révolution met également en place plusieurs brigades d'infanterie qui seront plus tard transformées en divisions, en fonction des besoins et des effectifs disponibles, et qui constitueront un réservoir de troupes de choc pour le régime.

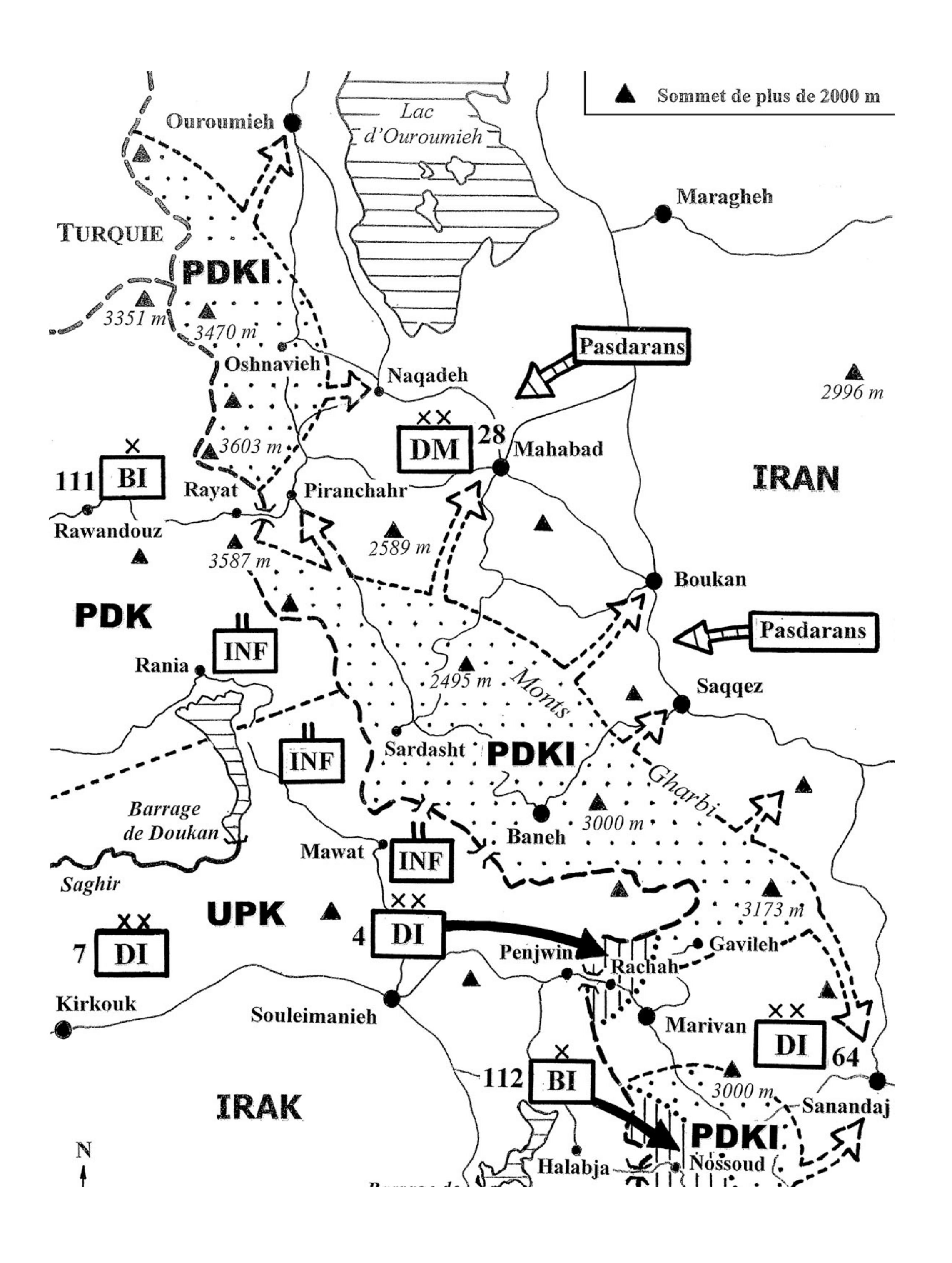
L'ouverture d'un nouveau front au Kurdistan

Mi-janvier, le pouvoir irakien souhaite reprendre l'initiative des opérations. Sachant qu'il ne pourra ni percer au Khouzistan ni progresser dans les secteurs de Qasr-e-Shirin et Mehran, il décide d'ouvrir un nouveau front au Kurdistan, pour contraindre les Iraniens à y acheminer des renforts et soulager la pression sur les autres fronts.

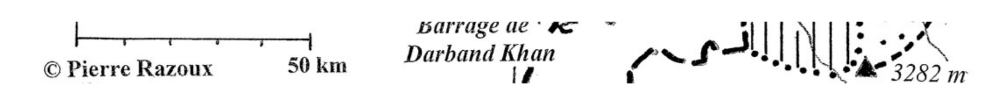
Dès la fin de l'année 1980, anticipant une possible offensive iranienne en direction du Kurdistan, Bagdad avait ordonné au général Amin, commandant le

1er Corps, de prendre ses dispositions pour verrouiller la région et s'assurer des cols par lesquels auraient pu s'infiltrer les 64e et 28e divisions iraniennes, cantonnées respectivement à Sanandaj et Mahabad. Le 24 décembre 1980, la 4e division d'infanterie avait traversé la frontière et s'était emparée d'une poche lui permettant de contrôler le col de Rachah, afin de bloquer toute action iranienne en direction de Souleimanieh. Elle n'avait pas poursuivi vers Marivan, la ville étant défendue par une imposante garnison. La 11e division d'infanterie de montagne, éparpillée le long de la frontière, avait pendant ce temps dépêché l'une de ses brigades à Halabja, afin de protéger le barrage de Darband Khan alimentant Bagdad en électricité. Un autre de ses bataillons s'était déployé dans le secteur de Mawat pour s'assurer du barrage de Doukan alimentant en électricité la ville pétrolière de Kirkouk. Une autre de ses brigades avait occupé le col de Rayat pour en interdire l'accès aux Iraniens. De son côté, la 7e division d'infanterie s'était concentrée sur la défense du secteur de Kirkouk.

Le 15 janvier 1981, la brigade d'infanterie déployée près de Halabja franchit le col enneigé marquant la frontière avec l'Iran et s'empare en quelques jours de la vallée encaissée de Nossoud. Les Irakiens disposent désormais de deux têtes de pont au Kurdistan iranien. Là encore, leur but n'est pas de lancer une offensive de grande envergure pour s'emparer de villes iraniennes, mais de s'assurer des positions qui leur permettront de défendre plus facilement leur territoire. Cela devrait être d'autant plus aisé que le relief tourmenté des monts Gharbi qui s'étendent le long de la frontière avantage le défenseur. Les Irakiens comptent également sur un autre atout pour empêcher les Iraniens de pénétrer chez eux : le PDKI d'Abdul Rahman Ghassemlou qui contrôle cette zone montagneuse, difficile d'accès, n'a rien à refuser au régime irakien qui l'arme et le soutient financièrement. Bagdad craint davantage le PDK soutenu par Téhéran, qui reste très actif dans la partie la plus septentrionale du Kurdistan, même si les frères Barzani sont pour l'instant réfugiés en Iran, attendant le moment propice pour retourner en Irak. Le pouvoir irakien s'estime en revanche en meilleure posture dans la région de Kirkouk dominée par l'UPK. L'entente conclue avec Jalal Talabani paraît toujours solide. Saddam Hussein en profite pour proposer à Abdul Rahman Ghassemlou d'établir son quartier général à Nossoud, dans l'enclave iranienne contrôlée par l'armée irakienne. Cette vallée, reliée à Bagdad par des routes sûres, deviendra ainsi le bastion du PDKI.



Sommet de plus de 2000 m
Lac d'Ouroumieh
Ouroumieh
Maragheh
TURQUIE
PDKI
3351 m
3470 m
Oshnavieh
Naqadeh
Pasdarans
2996 m
DM
28
Mahabad
3603 m
IRAN
111
BI
Rayat
Piranchahr
Rawandouz
2589 m
3587 m
Boukan
PDK
INF
Pasdarans
Rania
2495 m
Monts
Saqqez
INF
Sardasht
PDKI
Gharbi
Barrage de Doukan
Baneh
3000 m
Mawat
INF
Saghir
UPK
3173 m
4
DI
Gavileh
7
DI
Penjwin
Rachah
Kirkouk
Souleimanieh
Marivan
DI
64
112
BI
3000 m
Sanandaj
IRAK
PDKI
N
Halabja
Nossoud



Le front kurde au printemps 1981

Les rigueurs de l'hiver empêchent le régime iranien de contre-attaquer. La région est sous la neige et les conditions climatiques très rudes ne sont pas propices aux opérations militaires. Les *peshmergas* du PDKI en profitent pour se renforcer, grâce aux livraisons d'armes irakiennes. Ils étendent leur mainmise en direction des villes du Kurdistan tenues pour l'instant par les autorités gouvernementales. Ils attendent patiemment la fonte des neiges et l'arrivée du printemps pour passer à l'action. De leur côté, l'armée et les gardiens de la révolution sont occupés à réprimer une nouvelle révolte dans la province d'Azerbaïdjan. En février, le Peykar et les Moudjahidin du peuple ont soulevé la population de Tabriz et des villes voisines, menaçant la base aérienne abritant la 2e escadre de chasse. Le Conseil supérieur de défense a du dépêcher sur place d'importants renforts, dont deux brigades de la 28e division mécanisée qui ne dispose plus que d'une seule brigade pour tenir la région de Mahabad, considérée comme la « capitale » du Kurdistan iranien. C'est une aubaine pour les *peshmergas* qui affûtent leurs armes en vue des opérations à venir.

La première semaine d'avril 1981, alors que les dernières neiges fondent, la résistance kurde, dirigée par Abdul Rahman Ghassemlou, déclenche l'insurrection générale. En additionnant les effectifs de toutes les factions, elle aligne près de 40 000 combattants. En face, les autorités iraniennes ne disposent que de 4 brigades de l'armée régulière (1 de la 28e division et 3 de la 64e division) et une douzaine de bataillons de *pasdarans*, soit 20 000 hommes au total. Les Feddayin du peuple, alliés aux activistes du Komala, font irruption dans les principales villes. Ils désarment un certain nombre de *pasdarans* qui s'étaient enrôlés pour combattre les Irakiens, non leurs frères iraniens. C'est le cas à Piranchahr, une bourgade stratégique qui garde l'accès de l'une des rares routes menant au Kurdistan irakien. De leur côté, les *peshmergas* du PDKI prennent le contrôle des axes routiers et foncent vers les villes pour porter assistance à leurs camarades engagés dans de violents combats contre les éléments restés fidèles au régime. L'armée irakienne ne participe pas directement à l'insurrection, mais continue d'alimenter les combattants en munitions.

En six semaines, les Kurdes s'emparent d'Ouroumieh, de Naqadeh, de Mahabad, de Boukan et de Saqqez, capturant au passage un certain nombre de

chars, de pièces d'artillerie et d'armes lourdes qui viennent renforcer leur arsenal. Seules les deux villes de Marivan et Sanandaj résistent à leurs assauts. Fin mai, Abdul Rahman Ghassemlou décide de faire porter son effort sur Sanandaj, espérant que la chute de cette ville convaincra la garnison de Marivan de se rendre. Ses troupes, qui ont encerclé la ville, se lancent dans une série d'assauts meurtriers, progressant lentement, quartier par quartier. Les défenseurs iraniens font preuve du même mordant qu'à Khorramchahr. Ils résistent pendant un mois avant de se rendre, à court de munitions. La bataille de Sanandaj fera un millier de morts dans les rangs gouvernementaux et près de 2 000 dans ceux de la rébellion kurde. Fin juin 1981, Abdul Rahman Ghassemlou pourra s'enorgueillir d'avoir libéré la quasi-totalité du Kurdistan iranien, à l'exception de la ville de Marivan qui, bien qu'isolée, refusera de se rendre. Les *peshmergas*, épuisés, n'auront plus les moyens de s'en emparer.

De leur côté, les autorités iraniennes ne sont pas en mesure de reprendre le contrôle de cette région insurgée. A Téhéran, le président Bani Sadr, totalement marginalisé, tente désespérément de colmater les brèches de son navire qui prend l'eau de toutes parts. Il lui faut combattre en même temps les révoltes en Azerbaïdjan et au Kurdistan, contenir les Irakiens le long du front et se justifier face aux attaques de plus en plus dures de tous ceux qui souhaitent sa chute. Il ne dispose plus de suffisamment de troupes pour mater la rébellion kurde. Ses deux priorités immédiates consistent à reprendre le contrôle de la province d'Azerbaïdjan (car le quart de la population iranienne est d'origine azérie) et éviter que les grandes villes qui le soutiennent politiquement ne basculent dans la contestation armée. Même le front irakien devient secondaire. Pressé par le guide de reprendre les choses en main, Abolhassan Bani Sadr se rapproche de Massoud Radjavi, le chef charismatique des Moudjahidin du peuple, très influent parmi les classes moyennes urbaines. Ses adversaires en profitent pour stigmatiser cette alliance contre nature et critiquer le président, espérant secrètement que le pourrissement de la situation précipitera sa chute.

Les Irakiens profitent de la faiblesse ponctuelle des Iraniens pour tenter de réduire, une nouvelle fois, le saillant de Susangerd. Leurs tentatives sont toutes repoussées sans ménagement. Tirant les leçons de cet échec, le commandement irakien revient à sa stratégie de harcèlement et réorganise son dispositif. Il crée un 4e Corps d'armée chargé de tenir le secteur situé entre Dehloran et Susangerd, dont le quartier général est basé à Amara. Son commandement est confié au général Fakhri, qui s'est distingué pendant la première phase de la guerre. Au nord, le 1er Corps d'armée conserve la responsabilité du Kurdistan, tandis que le 2e Corps se concentre sur la défense du secteur compris entre Qasr-e-Shirin et

Mehran. C'est lui qui a la lourde responsabilité de protéger Bagdad. Au sud, le 3e Corps continue d'occuper la partie méridionale du Khouzistan. Parallèlement, l'état-major ordonne la création de 3 nouvelles divisions d'infanterie (14e, 15e et 16e, les Irakiens, superstitieux, n'ayant pas souhaité créer de 13e division) et de 3 brigades d'instruction chargées de former rapidement les nouvelles recrues qui seront ensuite dirigées vers les unités nouvellement créées. Il met également sur pied 20 brigades de gardes-frontières chargées de surveiller les frontières turque, syrienne, jordanienne, saoudienne et koweïtienne, les unités régulières ayant toutes été envoyées sur le front. L'Irak aligne donc 15 divisions face aux 12 mobilisées par l'Iran (9 pour l'armée régulière, 3 pour les *pasdarans*).

Les Irakiens réorganisent également leur défense antiaérienne. Ils regroupent autour de Bagdad les batteries de missiles sol-air Crotale et Roland fraîchement livrées par la France, mais aussi les unités mobiles de Sam-9 qui protégeaient jusque-là leurs divisions blindées. Ces moyens performants, très complémentaires les uns des autres, leur permettent de créer une bulle protectrice beaucoup plus efficace au-dessus de la capitale irakienne. Car Saddam l'a décrété, plus aucun bombardier ne doit venir troubler la vie quotidienne des habitants de Bagdad ! Les Sam-6 sont quant à eux regroupés autour des sites stratégiques, des ponts et des aérodromes. Les Sam-2 et Sam-3, considérés comme obsolètes, ne font guère que de la figuration. Les Irakiens ne comptent plus vraiment sur eux pour repousser l'aviation iranienne. Pour défendre les unités terrestres déployées le long du front, l'état-major irakien mise en revanche sur ses systèmes mobiles ZSU-23x4 Shilka qui ont fait leurs preuves pendant la première phase de la guerre, sur les missiles portatifs Sam-7 qui lui sont fournis par les pays communistes et sur les canons antiaériens S-60 de 57 mm guidés par radar qu'il acquiert en Hongrie. Il compte surtout sur l'aviation de chasse qui reçoit en février 1981 ses premiers Mirage F-1EQ achetés six ans plus tôt en France. Ces appareils, affectés au 79e escadron, seront déployés sur la gigantesque base Saddam dont les techniciens français viennent tout juste d'achever la construction au nord du pays, à proximité de Mossoul. L'arrivée de cet intercepteur moderne, armé de missiles air-air Super-530, représente un bond en avant technologique et change la donne opérationnelle. Grâce à ce missile à guidage radar, les pilotes de Mirage irakiens peuvent engager l'adversaire de face ou de flanc, par-dessus ou par-dessous, sans avoir à l'approcher par l'arrière, comme cela était nécessaire avec les missiles infrarouge d'ancienne génération. Les pilotes irakiens peuvent désormais faire jeu égal avec les Phantom iraniens. Seuls les meilleurs d'entre eux sont autorisés à voler sur Mirage après un stage de transformation en France. Ils témoigneront

plus tard de leur plaisir à se retrouver aux commandes de cet appareil confortable et bien armé, plus agréable à piloter que les rustiques chasseurs soviétiques qui équipent les autres escadrons.

Raid sur H-3

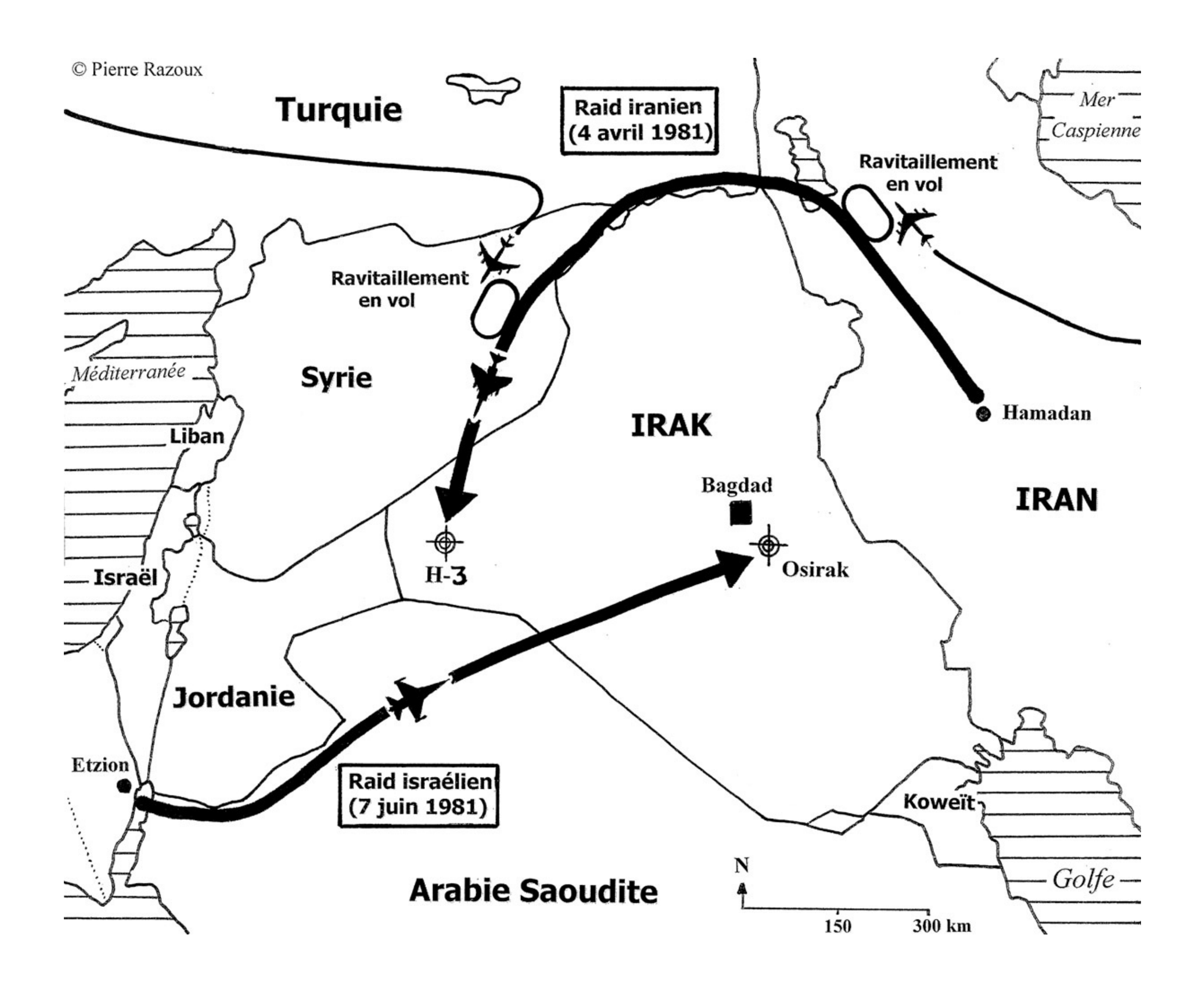
Au début du printemps, l'état-major iranien cherche à reprendre la main pour faire oublier ses échecs récents. Les forces terrestres sont encore sous le choc et ne sont pas prêtes à lancer une nouvelle opération d'envergure. Les aviateurs, conscients que leur crédit reste fragile aux yeux du pouvoir, sont prêts en revanche à prendre tous les risques pour prouver leur loyauté au régime. Ils proposent un raid spectaculaire destiné à montrer aux Irakiens que l'aviation iranienne est capable de frapper leur territoire où bon lui semble. Le commandant Abbas Dowran, planificateur de génie, propose cette fois d'attaquer l'aérodrome militaire H-3, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière jordanienne. Jusqu'à présent, celui-ci n'avait fait l'objet d'aucun bombardement, car il n'était considéré que comme un simple aérodrome de délestage situé beaucoup trop loin du front pour accueillir des chasseurs bombardiers. Il se trouvait de toute façon hors de portée des Phantom iraniens. Or, depuis quelques mois, les Irakiens l'ont réactivé et l'utilisent comme base dépôt pour mettre à l'abri leurs bombardiers Tupolev qu'ils n'osent plus engager au-dessus de l'Iran, pour y entreposer des aéronefs militaires devant subir d'importantes opérations de maintenance et pour servir de base relais aux Mirage F-1 livrés par la France, qui transitent par la Jordanie. C'est sur cet aérodrome, réputé sûr, que la plupart des techniciens égyptiens et jordaniens ont été regroupés pour aider à l'entretien des Mirage, des MiG et des Sukhoï. Grâce aux photographies aériennes que leur ont transmises les Israéliens, les Iraniens s'aperçoivent que l'aérodrome H-3 constitue une cible de choix : plus d'une cinquantaine d'aéronefs de tous types sont dispersés sur la base à l'air libre, sans autre protection que celle de canons antiaériens et de quelques missiles sol-air obsolètes. L'occasion est trop belle pour la laisser passer. Pour les stratèges iraniens, toute la difficulté consiste à préserver l'effet de surprise. Pour y parvenir, ils choisissent un itinéraire leur permettant de prendre à revers les Irakiens en passant par la Syrie. Les plus hautes autorités iraniennes demandent à Hafez el-Assad de bien vouloir fermer les yeux pendant quelques heures. Le président syrien n'est pas mécontent de rendre ce service au gouvernement iranien, tout en nuisant à son rival irakien.

Le 4 avril 1981, peu avant l'aube, 10 Phantom décollent de la base de Hamadan, cap au nord-ouest en direction de la frontière turque. Chaque appareil emporte un mélange de bombes freinées et de bombes à fragmentation, un seul

missile air-air Sparrow, l'une des précieuses nacelles de contre-mesures électroniques livrées par les Israéliens, ainsi que 3 réservoirs supplémentaires. Le trajet jusqu'à l'objectif compte 1 200 kilomètres et nécessite plusieurs ravitaillements en vol. Jamais les Iraniens n'ont conduit une frappe à aussi longue distance. Les deux derniers Phantom ne sont là qu'en réserve, pour remplacer d'éventuels appareils défaillants. La mission est coordonnée depuis un Boeing 747 qui fait office de poste de commandement volant. Une fois en l'air, les pilotes se ravitaillent d'abord à proximité de la frontière turque, auprès de 2 Boeing 707 partis de Téhéran. Tout s'étant passé normalement, les 2 appareils de réserve retournent à leur base, tandis que la formation principale, conduite par le commandant Farajollah Baratpour, prend cap à l'ouest et longe la frontière irako-turque à basse altitude pour échapper aux radars[1]. Deux paires de Tomcat se positionnent au-dessus du Kurdistan iranien, prêtes à intercepter tout chasseur irakien qui viendrait s'approcher d'un peu trop près des avions ravitailleurs demeurant en vol près de la frontière turque. Pendant ce temps, plus au sud, deux formations de Tigre pénètrent en Irak et se dirigent ostensiblement vers Kirkouk, de manière à détourner l'attention de la défense aérienne irakienne. De leur côté, les 8 Phantom rasent les montagnes turques, observant un silence radio total, puis bifurquent au sud-ouest pour pénétrer en Syrie. Là, ils survolent à très basse altitude la plaine désertique séparant la Syrie de l'Irak, jusqu'au point de rendez-vous avec deux autres avions ravitailleurs partis un peu plus tôt d'Istanbul et enregistrés comme des vols commerciaux assurant la liaison Istanbul-Téhéran. Ces deux Boeing 707, après être parvenus au-dessus des plateaux anatoliens, ont bifurqué de leur route et se sont dirigés à très basse altitude vers leur point de rendez-vous situé en Syrie, à une centaine de kilomètres au nord-est de Deir-ez-Zor. A l'heure prévue, les pilotes de Phantom font leur jonction au-dessus du désert avec les 2 Boeing auprès desquels ils se ravitaillent au ras du sol, afin de demeurer le plus discrets possible. Les avions ravitailleurs regagnent ensuite une zone d'attente située un peu plus au nord, toujours au-dessus du territoire syrien. De leur côté, les Phantom accélèrent à la vitesse maximale et poursuivent leur route au sud-ouest. Ils franchissent la frontière irakienne à une soixantaine de mètres du sol et se dirigent vers H-3. A l'approche de l'objectif, ils se scindent en 3 sections, de manière à surgir de plusieurs directions opposées afin de désorienter la DCA. A 8 h 15, ils déboulent au-dessus d'H-3 et surprennent totalement la défense de la base. Les premières bombes visent les pistes pour empêcher la paire de MiG-23 d'alerte de décoller. Les suivantes tombent sur les canons antiaériens dont la plupart sont muets, les canonniers n'étant pas à leur poste. Toutes les autres martèlent impitoyablement les aéronefs éparpillés sur la base. Contrairement à leur habitude, les pilotes de

Phantom ne se contentent pas d'un seul passage. Ils effectuent 4 passes de tir au cours desquelles ils sèment le chaos, détruisant 8 MiG-23, 5 Su-20, 4 MiG-21, 2 Mirage F-1, 1 bombardier Tu-16, 3 An-12 de transport et 4 hélicoptères Mi-8. Une quinzaine d'autres avions sont gravement endommagés, dont 2 bombardiers Tu-16 et 3 Tu-22. Parmi la trentaine de techniciens tués figurent 4 Egyptiens et 2 Jordaniens. A 8 h 30, les Phantom cessent brusquement l'attaque et prennent le cap retour, suivant le même itinéraire qu'à l'aller. Ils ravitaillent à deux reprises, au nord de la Syrie et au-dessus du territoire iranien. A 10 h 30, les pilotes iraniens, nerveusement et physiquement épuisés, atterrissent sur leur base de Hamadan, quatre heures quarante après le début de la mission. En une seule frappe, ils sont parvenus à mettre hors de combat plus d'une quarantaine d'aéronefs irakiens, dont la moitié de la flotte de bombardiers, sans aucune perte de leur côté : un succès sans précédent depuis le début de la guerre, qui leur vaut d'être félicités par l'ayatollah Khomeiny en personne. Cerise sur le gâteau, 2 F-14 abattent le même jour 2 MiG-23 au-dessus du Khouzistan.

A Bagdad, le ton est différent. Saddam Hussein exige des explications et des coupables. Six officiers supérieurs, dont le colonel Fakhri Hussein Jaber, responsable de la défense aérienne pour le secteur de H-3, sont arrêtés et exécutés. Une vingtaine d'autres sont limogés et emprisonnés. Dix jours plus tard, les Irakiens prennent une bien maigre revanche lorsqu'une paire de MiG-23 parvient à abattre le premier Tomcat de la guerre, au-dessus de l'île de Kharg. Les Iraniens reconnaîtront la perte de ce F-14 piloté par le capitaine Jafar Mardani, mais l'attribueront à un tir fratricide de leur propre défense antiaérienne. Une semaine plus tard, un combat tournoyant digne du film *Top Gun* se solde par la destruction d'un nouveau MiG-23 et la mise hors de combat d'un Tomcat qui doit se poser en catastrophe, réacteurs en feu. Les pilotes de Phantom s'adjugent quant à eux 2 MiG-21 et 1 MiG-23, sans perte de leur côté. Un pilote d'hélicoptère Cobra se distingue également en abattant un hélicoptère Mi-24 à coup de missile antichar Tow. Au sol, c'est toujours l'attente.


© Pierre Razoux
Turquie
Raid iranien
(4 avril 1981)
Mer
Caspienne
Ravitaillement
en vol
Ravitaillement
en vol
Méditerranée
Syrie
Liban
IRAK
Hamadan
Bagdad
IRAN
H-3
Osirak
Israël
Jordanie
Etzion
Raid israélien
(7 juin 1981)
Koweït
Arabie Saoudite
N
150
300 km
Golfe



Les frappes iranienne et israélienne sur H-3 et Osirak

Le coup d'arrêt d'Osirak

Le 3 juin 1981, après des mois de tergiversations, le gouvernement israélien ordonne la destruction de la centrale nucléaire Osirak, dont l'entrée en service est prévue pour le mois de novembre suivant. Il lui paraît vital de mettre un coup d'arrêt au programme nucléaire irakien. Grâce au témoignage de certains techniciens français présents sur place, les Israéliens savent que le combustible n'a pas encore été introduit dans le réacteur. En cas d'explosion, il n'y aura donc aucune retombée radioactive. En accord avec le Premier ministre Menahem Begin, le chef d'état-major de l'armée israélienne déclenche l'opération Opéra. Depuis six mois, les aviateurs peaufinent leur plan, utilisant au mieux les renseignements obtenus auprès d'ingénieurs français impliqués dans la construction de la centrale, mais aussi auprès des autorités iraniennes qui leur ont transmis un certain nombre d'informations après le raid conduit contre ce même objectif, six mois plus tôt.

Pour conduire cette mission cruciale, le commandement israélien fait appel à la crème de ses pilotes et leur confie les meilleurs appareils dont il dispose : 8 F-16 et 6 F-15 récemment livrés par Washington. La formation d'attaque sera commandée par le lieutenant-colonel Zeev Raz, le pilote le plus expérimenté sur F-16. Le rôle de « charognard » (celui placé en queue de dispositif, qui supporte de ce fait les risques les plus élevés) est confié au colonel Yiftah Spector, l'as aux 14 victoires, l'un des pilotes les plus chevronnés de Tsahal. Le benjamin de l'équipe, le lieutenant Ilan Ramon, est un pilote d'exception qui deviendra par la suite le premier astronaute israélien (il périra dans l'explosion de la navette spatiale *Columbia* en 2003). Tous savent que la mission sera difficile car l'objectif est défendu par plusieurs batteries de Sam-6, par une abondante artillerie antiaérienne et par un escadron de MiG-23. Sans parler des dangers liés au vol à très basse altitude au-dessus du désert. Les pilotes israéliens espèrent néanmoins que les Irakiens auront leur attention accaparée par le front iranien. Leur atout majeur reste donc l'effet de surprise. Pour récupérer les pilotes qui

devraient s'éjecter, l'état-major israélien a mis en place un dispositif exceptionnel. Un avion de transport C-130 et deux hélicoptères CH-53, bourrés de commandos, se sont très discrètement posés en territoire jordanien et saoudien, au milieu du désert, de manière à pouvoir intervenir immédiatement au cas où il s'avérerait nécessaire de récupérer des pilotes abattus.

Le 7 juin 1981, à 16 heures, 8 chasseurs bombardiers F-16 escortés par 6 F-15 décollent de la base d'Etzion, située dans le Sinaï, près d'Eilat[2]. Chaque F-16 est équipé de 2 réservoirs supplémentaires, de 2 missiles air-air Sidewinder, de toute sa batterie de contre-mesures électroniques et de 2 bombes américaines Mk-84 de 900 kilos. Plutôt que de choisir un projectile guidé sophistiqué, le commandant de la mission a opté pour des bombes classiques, de manière à limiter les risques de dysfonctionnements et à conserver à cette opération délicate le maximum de simplicité. Il fait confiance à l'adresse de ses pilotes. La mission implique un trajet aller et retour d'un peu plus de 2 000 kilomètres, sans ravitaillement en vol. Là encore, le commandant de l'aviation a privilégié la simplicité de manière à éviter une opération complexe de ravitaillement au-dessus du territoire ennemi. Les 14 avions de combat franchissent le détroit d'Aqaba, contournent rapidement la frontière jordanienne, puis pénètrent dans l'espace aérien saoudien en direction de l'Irak, longeant au plus près la frontière jordanienne pour leurrer les radars saoudiens. La formation vole en silence radio total, à une centaine de mètres du sol. Une fois la frontière irakienne franchie, les pilotes larguent leurs réservoirs supplémentaires et accélèrent à l'allure maximale autorisée par leur lourd chargement. A 60 kilomètres de leur objectif, la formation se scinde en deux. Les F-16 poursuivent à très basse altitude leur trajectoire en arc de cercle qui doit les mener directement sur leur objectif, pendant que les F-15 grimpent en quelques secondes jusqu'à 8 000 mètres de manière à assurer la protection des F-16. A cette altitude, ils peuvent intercepter tout appareil hostile qui menacerait les chasseurs bombardiers israéliens. En survolant le fleuve Euphrate, les pilotes de F-16 savent que l'objectif n'est plus désormais qu'à quelques minutes de vol. Ils arment leurs bombes et grimpent à 1 500 mètres de manière à pouvoir repérer plus facilement leur cible. Ils sont alors détectés, mais il est trop tard. La centrale nucléaire irakienne apparaît dans le viseur du leader qui pique en direction de sa cible. Il est 17 h 30, le soleil se couche et les Irakiens l'ont dans les yeux lorsqu'ils regardent dans la direction d'où surgissent les assaillants. Le lieutenant-colonel Raz largue ses deux bombes de 900 kilos sur le dôme de la centrale, puis bascule brutalement son avion sur la gauche, prend de l'altitude, et se dirige plein ouest en direction d'Israël. Il est suivi en file indienne par les 7 autres F-16 qui larguent chacun leurs 2 bombes ; 14 d'entre elles font mouche et détruisent totalement le réacteur principal de la

centrale, son dôme et le laboratoire de recherches situé en sous-sol[3]. L'attaque n'a pas duré plus de deux minutes. Les batteries de missiles sol-air n'ont pas eu le temps d'être activées et lorsque l'artillerie antiaérienne se déchaîne, les appareils israéliens sont déjà loin.

Le trajet retour est simple : cap plein ouest à vitesse maximale, droit vers Israël, à travers l'espace aérien jordanien. Les pilotes israéliens se séparent en 7 paires formées indistinctement de F-15 et F-16. Chacune d'entre elles choisit une altitude et un cap légèrement différents, de manière à dérouter d'éventuels poursuivants. Précaution inutile, car la chasse irakienne a été prise par surprise et n'est pas en mesure de réagir. Pendant ce temps, plusieurs F-15 israéliens décollent et patrouillent ostensiblement le long du Jourdain, afin d'intercepter d'éventuels chasseurs jordaniens qui pourraient être tentés de s'interposer. Cette mesure se révèle également superflue, car le roi Hussein de Jordanie, prévenu entre-temps du survol de son territoire par des chasseurs israéliens « égarés », donne l'ordre à son aviation de chasse de ne pas décoller. Les 14 chasseurs israéliens regagnent tous sains et saufs la base d'Etzion, peu après 18 h 45.

Le lendemain matin, le gouvernement israélien publie un communiqué revendiquant la destruction de la centrale nucléaire irakienne. Lorsqu'il apprend l'étendue des dégâts, Saddam Hussein entre dans une rage folle et menace d'exécuter tous les officiers responsables de ce désastre. Le chef de la défense aérienne, le général Oussama Yawer, et le commandant de la brigade de Sam-6 chargé de protéger la centrale sont immédiatement limogés. Le général Shaker Mahmoud, directeur adjoint de la défense aérienne, est arrêté et passé par les armes. Les aviateurs sont vertement tancés. Après la gifle infligée par l'aviation iranienne lors du raid sur H-3, ce nouvel échec est perçu comme une humiliation par les responsables de l'armée de l'air irakienne. Pendant plusieurs semaines, priorité sera donnée aux missions de supériorité aérienne au détriment des missions d'appui-feu.

Pour le dictateur irakien, la destruction d'Osirak, sans même évoquer la perte des milliards de dollars investis dans sa construction, est une véritable catastrophe. Elle lui dénie le statut de puissance nucléaire qui lui aurait permis de dissuader l'Iran de poursuivre la guerre et de s'imposer comme le leader naturel du monde arabe. Plus personne n'aurait osé s'en prendre au régime irakien si celui-ci était parvenu à se doter de l'énergie nucléaire, puis de la bombe atomique, pas même Israël. Sans la perspective de pouvoir se doter à court ou moyen terme de l'arme suprême, Saddam Hussein réalise qu'il ne dispose plus d'aucun moyen pour contraindre le régime iranien à mettre un terme à la guerre. Il comprend intuitivement que la guerre sera longue. C'est la raison pour laquelle il accélère l'effort de mobilisation de son peuple et ordonne

la poursuite du programme nucléaire, en éparpillant cette fois les installations[4]. Malheureusement pour lui, aucun de ses partenaires, pas même la France ou l'Union soviétique, ne le soutiendra dans ce projet. De manière lucide, le président irakien n'ordonne aucun raid de représailles contre Israël, sachant qu'il ne peut s'offrir le luxe d'ouvrir un nouveau front et qu'il lui faut concentrer tous ses moyens contre l'Iran. Il n'en accroît pas moins son soutien à la guérilla palestinienne et à tous ceux qui préparent des attentats visant les intérêts israéliens à travers le monde.

Paradoxalement, la destruction de la centrale Osirak favorise le régime irakien, sans que celui-ci n'en ait forcément conscience, car c'est à partir du moment où l'Irak perd tout espoir d'accéder à l'énergie nucléaire, limitant par là même les risques de prolifération dans la région, que Washington et Moscou envisagent de rétablir leurs liens avec Bagdad. Les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont en effet toujours entendus pour éviter la prolifération nucléaire militaire, afin de préserver leur suprématie dans le domaine des armes atomiques. La Maison Blanche, par l'entremise du roi Hussein de Jordanie, fait savoir au président irakien que les Etats-Unis seraient prêts à se rapprocher de l'Irak. De son côté, en signe de bonne volonté, le Kremlin accepte de livrer aux Irakiens les premiers des 40 MiG-25 commandés deux ans plus tôt et maintenus jusque-là sous embargo. Cet appareil exceptionnel, capable de voler à très grande vitesse (Mach 3) et très haute altitude (25 000 mètres), est le seul à pouvoir conduire des missions de reconnaissance dans la profondeur du territoire ennemi et à intercepter efficacement les Tomcat iraniens. Les premiers intercepteurs MiG-25P livrés à l'Irak entreront en service à l'automne 1981, au sein du 87e escadron.

L'arrêt du programme nucléaire irakien rassure également les capitales européennes qui n'auront désormais plus le moindre scrupule à livrer des armes à l'Irak. Pour sa part, le pouvoir iranien n'a guère le loisir de se réjouir de la destruction de la centrale d'Osirak, ni d'engager de nouvelles opérations militaires, car il est en train de se déchirer sur l'avenir de la révolution islamique.

11
Les mollahs prennent le pouvoir

Depuis plusieurs semaines, le président iranien Bani Sadr lutte désespérément pour sa survie politique. Les membres les plus radicaux du clergé, tout particulièrement l'ayatollah Beheshti, sont bien décidés à planter le dernier clou dans son cercueil. Début juin, ils l'accusent ouvertement de trahison, pointant du doigt les liens qu'il aurait entretenus avec des cadres de la CIA. Javad Mansouri, un dignitaire du Parti de la république islamique (PRI), exhume un document établi en septembre 1979 par Vernon Cassin, un agent traitant de la CIA en poste à Téhéran, pris lors du sac de l'ambassade américaine, qui fait état de la tentative de recrutement d'Abolhassan Bani Sadr par la centrale de renseignement. L'espion américain l'avait identifié sous le nom de code « SDLure/1 », mais compte tenu des détails figurant dans son rapport, les autorités iraniennes identifient aisément Bani Sadr. Celui-ci ne nie pas avoir été approché par un individu qui lui aurait proposé 5 000 dollars par mois en échange d'informations régulières, mais précise qu'il a rejeté immédiatement cette offre[1]. Fort de sa bonne foi, Bani Sadr s'en remet à la décision du guide pour régler son sort. Celui-ci comprend qu'il est temps de lâcher son protégé qui est totalement démonétisé sur le marché politique iranien. Le 11 juin 1981, l'ayatollah Khomeiny lui retire sa confiance et son statut de commandant en chef de l'armée. Le 20 juin, à l'issue d'une session particulièrement tendue, le Parlement le destitue de sa charge présidentielle, tandis que le guide ordonne sa mise en détention provisoire.

L'élimination des laïcs

Abolhassan Bani Sadr, qui a senti le vent tourner et redoute d'être assassiné, rejoint aussitôt la clandestinité. Il s'échappe de son domicile quelques minutes seulement avant que les séides du régime n'arrivent pour l'arrêter, et rejoint des

amis sûrs qui vont le cacher pendant plusieurs semaines. Le lendemain, Moustafa Chamran, son ministre de la Défense qui reste l'un de ses plus proches alliés, disparaît dans l'explosion mystérieuse de son avion de liaison, alors qu'il était en tournée d'inspection sur le front. Le Premier ministre, le président du Parlement et le secrétaire général du PRI s'entendent pour assurer un triumvirat, le temps d'organiser de nouvelles élections présidentielles. Ils en profitent pour tenter d'éliminer Massoud Radjavi, qui rejoint Bani Sadr dans la clandestinité. Ses *moudjahidin* sont toutefois bien décidés à riposter. Ils entrent en résistance et lancent une campagne d'attentats sanglants dans les grandes villes du pays.

Le 28 juin 1981, une explosion assourdissante détruit le siège du PRI. L'attentat est attribué aux Moudjahidin du peuple[2]. L'ayatollah Beheshti, secrétaire général du mouvement, chef du Conseil des gardiens de la révolution et numéro 2 du régime, fait partie des 74 victimes. Il n'aura pas eu le temps de savourer sa victoire contre Abolhassan Bani Sadr. Son gouvernement est décapité : 14 ministres et secrétaires d'Etats participaient à la réunion qu'il présidait. La mort de l'ayatollah Beheshti ouvre la voie à deux mollahs plus jeunes, qui intriguent depuis deux ans pour se positionner dans la course au pouvoir suprême : Akbar Hashemi Rafsandjani, l'aîné, et Ali Khamenei, le cadet.

Agé de 46 ans, Akbar Hashemi Rafsandjani est un pur représentant du Bazar, jovial, pragmatique, épicurien, mais par-dessus tout redoutablement ambitieux. Il s'est fait élire au Parlement dès la première élection qui a suivi la révolution islamique. Issu d'une richissime famille commerçante, il sait que celui qui contrôle les cordons de la bourse détient la réalité du pouvoir. C'est la raison pour laquelle il a manœuvré intelligemment de manière à prendre la présidence du Parlement, afin de verrouiller le budget de l'Etat et attribuer à sa convenance les « caisses noires » qui alimentent les officines du nouveau régime. Sous sa rondeur et ses aspects bonhommes, Akbar Hashemi Rafsandjani est un résistant dans l'âme. Il a vécu dans la clandestinité pendant les derniers mois du règne du chah, pour ne pas subir l'humiliation d'un emprisonnement. C'est également un combattant et un stratège qui s'intéresse aux questions militaires et n'a pas hésité à passer plusieurs semaines sur le front, en tant que représentant du guide au Conseil supérieur de défense. Il aspire à instaurer une théocratie qui préserve les acquis révolutionnaires, mais aussi les règles du marché. C'est pourquoi il est hostile aux groupuscules qui se réclament du marxisme, tels que les Moudjahidin du peuple. Son souhait le plus profond est d'accéder au sommet de l'Etat pour reconstruire et moderniser l'Iran, d'une manière compatible avec les préceptes du chiisme, tout en laissant son nom à la postérité. Pour y parvenir, il est prêt à toutes les alliances, y compris avec des puissances extérieures, tant que celles-ci

ne remettent en cause ni l'indépendance ni la souveraineté de la République islamique. Contrairement à de nombreux mollahs qui ne sont jamais sortis d'Iran et se méfient du monde extérieur, l'étranger ne lui fait pas peur. Il connaît les pays occidentaux et sait qu'il peut manipuler leurs dirigeants pour parvenir à ses fins. Les réseaux et les alliances qu'il a noués dans toutes les sphères de la société, en tant que président du Parlement, le placent dans une position centrale qui fait de lui, outre le digne représentant de la bourgeoisie locale, un acteur incontournable du jeu politique iranien. Par bien des aspects, sa personnalité rappelle celle de Danton.

Ali Khamenei correspond beaucoup plus au personnage de Robespierre. Agé de 41 ans, cet intellectuel sec, frugal, élégant, intransigeant et dogmatique, représente la ligne la plus jacobine du régime. Fils et petit-fils d'ayatollah, Ali Khamenei baigne dans la doctrine la plus rigoriste de l'islam chiite depuis son plus jeune âge. Il vénère le guide comme un saint homme et reste convaincu que l'avènement de la République islamique hâtera le retour de l'imam caché. Intelligent, idéologue, fin manœuvrier, il ambitionne de succéder à l'ayatollah Khomeiny pour préserver son héritage révolutionnaire et sa vision de l'islam politique, rétive à toute influence étrangère. Il s'inscrit résolument dans le camp du repli sur soi qui regroupe ceux qui réfutent la pertinence de l'ouverture au monde extérieur et pensent que l'Iran peut se développer selon un schéma autarcique, en s'appuyant sur ses seules ressources humaines, naturelles et spirituelles. A l'instar de son mentor, il est orgueilleux et inflexible sur les questions de principe. Ce n'est toutefois pas un homme d'action. S'il commande officiellement les *pasdarans*, son magistère reste avant tout moral et religieux et s'apparente plus aux fonctions d'un commissaire politique qu'à celles d'un chef de guerre. Pour diriger ses troupes, il fait confiance à une poignée de jeunes officiers issus du rang.

Akbar Hashemi Rafsandjani et Ali Khamenei savent que l'avenir leur appartient, à condition de s'épauler mutuellement et de se partager intelligemment le pouvoir. En attendant la disparition du guide, âgé de 79 ans, ils s'entendent pour afficher une unité de façade destinée à faire taire leurs détracteurs au sein du clergé fondamentaliste. Malgré leur rivalité, une certaine forme de fraternité va se nouer entre ces deux hommes qui ont traversé ensemble les épreuves de la révolution et sont décidés à s'entendre pour écarter tous leurs rivaux potentiels, à commencer par l'ayatollah Montazéri, que le guide a désigné comme son dauphin légitime à la mort de l'ayatollah Beheshti. Aucun des autres clercs en vue n'a le charisme, les capacités et l'ambition pour succéder au guide. Reclus à Qom, ils préfèrent se concentrer sur les affaires du clergé. Rafsandjani et Khamenei se méfient néanmoins de Mehdi Karroubi (43 ans) et de

Mohammed Khatami (38 ans), deux mollahs de leur génération dont ils vont tenter d'orienter la carrière et canaliser les ambitions. Les autres, plus jeunes, tel Hassan Rohani, devront prendre leur mal en patience.

Dès les premiers jours de juillet, une terrible répression s'abat sur les Moudjahidin du peuple et les militants du Peykar. Les mollahs sont bien décidés à venger leurs morts et affirmer leur autorité. L'Iran vit, en cet été 1981, la deuxième phase, radicale, de sa révolution islamique. En quelques semaines, plus de 2 000 résistants sont arrêtés, jugés sommairement et exécutés. Le gouvernement provisoire n'a guère le loisir de se préoccuper du front irakien, concentrant toute son attention sur le front intérieur. Sans ligne directrice ni objectif précis, l'état-major est incapable de monter la grande offensive d'été à laquelle chacun s'attendait. Les combats avec les Irakiens se limitent à des duels d'artillerie et à quelques actions de harcèlement qui ne débouchent sur aucun gain notable. Fidèle à sa ligne de conduite, l'ayatollah Khomeiny repousse une nouvelle trêve proposée par Saddam Hussein.

Regain de tensions entre Paris et Téhéran

Le 28 juillet 1981, Ali Radjai, soutenu par l'ayatollah Khomeiny, est élu président de la République à la place de Bani Sadr. Pour maintenir la fiction d'un pouvoir partagé entre les différentes sphères de la société, le guide insiste pour que le poste de Premier ministre soit attribué à Mohammed Javad Bahonar, un clerc de 47 ans, érudit mais sans grande ambition politique, dont la principale qualité est de représenter les intérêts du clergé. Un nouveau gouvernement est nommé dans lequel les quelques laïcs présents sont tous proches des milieux religieux, qu'il s'agisse du colonel Namjou, à la Défense, ou de Mir Hossein Moussavi, aux Affaires étrangères. De leur côté, après l'exécution de plusieurs de leurs compagnons de route, Abolhassan Bani Sadr et Massoud Radjavi comprennent qu'il est préférable de s'exiler pour poursuivre la lutte ailleurs. L'ancien président, qui a fait libérer de nombreux pilotes, dispose d'une filière sûre d'exfiltration grâce à ses contacts dans l'armée de l'air. Le 29 juillet, les deux hommes, dotés de faux papiers et déguisés en simples soldats, pénètrent dans l'enceinte de la base aérienne de Mehrabad, dans la banlieue de Téhéran, et embarquent à bord d'un Boeing 707 ravitailleur en vol, censé effectuer une mission d'entraînement. Une fois en vol, le pilote prétexte une panne pour s'enfuir à basse altitude vers la Turquie. Ankara refusant d'accorder l'asile à Bani Sadr, l'avion fait route vers la France où l'ancien président dispose d'un solide réseau d'amitié au sein du gouvernement socialiste. Les autorités françaises accordent le droit d'asile aux deux hommes, à condition qu'ils

renoncent à tout activisme politique contraire à leur statut de réfugié. Bien que très différents, les deux hommes, soudés dans l'adversité, lieront des liens d'amitié, au point que Massoud Radjavi épousera quelques mois plus tard la fille aînée de Bani Sadr.

L'accueil de Bani Sadr et Massoud Radjavi en France provoque une dégradation brutale des relations déjà très tendues entre Paris et Téhéran. L'ayatollah Khomeiny, furieux, qualifie la France de « petit Satan ». C'en est fini de la bienveillance qu'il nourrissait encore à l'égard de la France, eu égard à son séjour à Neauphle-le-Château. Le gouvernement de Pierre Mauroy invite les Français séjournant en Iran à rentrer en France. Téhéran riposte en bloquant 62 ressortissants français pendant plus d'une semaine, laissant planer le spectre d'une prise d'otages similaire à celle subie deux ans plus tôt par les diplomates américains. Pour tenter d'apaiser la colère du gouvernement iranien, Paris lui livre les trois dernières vedettes lance-missiles de type Combattante, maintenues sous embargo en France depuis la chute du chah. Parallèlement, une rencontre très amicale entre François Mitterrand et Tarek Aziz fait l'objet d'une large couverture dans les médias et n'échappe pas aux services de renseignement iraniens.

Le 4 septembre 1981, l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, est assassiné à Beyrouth. L'attentat est revendiqué par la milice chiite Amal, mais pour les autorités françaises, il ne fait aucun doute que cette milice a agi sur instruction de Téhéran[3]. Les liens entre les factions chiites libanaises et le clergé iranien sont notoires et le régime des mollahs ne cesse de menacer la France. Guy Cavallot, un agent de la DGSE qui enquêtait d'un peu trop près sur les réseaux iraniens au Liban, sera aussi assassiné avec son épouse à Beyrouth.

Paris radicalise aussitôt son discours à l'encontre de Téhéran et accroît ses livraisons d'armes à l'Irak, signant avec Bagdad le contrat « Vulcain » portant sur la fourniture de 81 canons automoteurs ultramodernes GCT-AUF1 de 155 mm, capables de noyer les vagues d'assaut iraniennes sous un déluge de feu. Une aubaine pour la société Giat, à qui l'armée irakienne passe également commande de 100 véhicules chenillés de combat d'infanterie AMX-10P et de 10 chars de combat AMX-30. Cette commande de blindés aurait dû être suivie d'une autre plus importante, mais compte tenu de l'enlisement des combats, l'état-major irakien ne la concrétisera pas et privilégiera par la suite l'achat de pièces d'artillerie et de missiles. La Snias vend quant à elle 10 Puma et 40 nouvelles Gazelle équipées de missiles antichars Hot. Paris s'engage enfin à livrer à l'Irak 14 systèmes antiaériens Roland pour lui permettre de lutter plus efficacement contre les incursions de l'aviation iranienne. Des conseillers militaires français employés par des sociétés de service épaulent désormais sur

place l’armée irakienne. En guise de gratitude, Bagdad renouvelle son accord privilégié de coopération pétrolière avec la France.

Rafsandjani et Khamenei se partagent le pouvoir

Début août, prétextant la complicité de certains de ses personnels qui a permis l’évasion de Bani Sadr et Radjavi, le pouvoir iranien déclenche une nouvelle purge au sein de l’aviation. Tous les efforts consentis par le colonel Fakouri pour gagner la confiance des dirigeants sont anéantis. La plupart des missions sont annulées et les pilotes cloués au sol pour subir de longs interrogatoires. Ceux qui sont autorisés à voler n’emportent que le strict minimum de carburant, pour n’être pas tentés de fuir vers l’un ou l’autre des pays voisins. Désormais, chaque mission doit être approuvée par un commissaire politique. L’armement emporté est limité de manière à éviter qu’un pilote ne s’attaque aux symboles du régime. Bien évidemment, ces mesures drastiques affectent les capacités opérationnelles de l’aviation qui est quasiment absente du front pendant plusieurs mois. Les Irakiens en profitent pour accroître leurs missions de bombardement contre les troupes et les installations pétrolières iraniennes. Pendant ce temps, les attentats continuent à Téhéran, Tabriz, Chiraz et Ispahan.

Le 30 août 1981, une explosion souffle le siège du gouvernement alors que s’achève le conseil des ministres présidé par Ali Radjai. Le président de la République est tué, ainsi que son Premier ministre et plusieurs autres ministres. L’attentat est revendiqué par les Moudjahidin du peuple, qui entendent riposter au massacre de leurs camarades. En l’espace de deux mois, l’exécutif iranien est une nouvelle fois décimé. L’ayatollah Khomeiny estime le moment opportun pour confier la totalité du pouvoir au clergé. L’opposition progressiste est muselée, les anciens partisans du chah sont laminés. Les indépendantistes et les moudjahidin sont certes toujours là, mais ils sont férocement réprimés. En accord avec les principaux intéressés, le guide répartit donc les rôles : tandis qu’Akbar Hashemi Rafsandjani conserve la tête du Parlement ainsi que le contrôle des finances, Ali Khamenei est élu président de la République. L’ayatollah Montazéri n’a pas pu s’opposer à cet accord, car il s’est heurté au guide peu de temps auparavant et lui a tenu tête en critiquant sévèrement son attitude à l’encontre des Moudjahidin du peuple. Ces hommes, qu’il a côtoyés dans les geôles du chah, sont peut-être hostiles au régime, mais ils n’en demeurent pas moins d’authentiques musulmans chiites qui méritent, selon lui, d’être traités avec davantage d’humanité. Ali Montazéri, qui se considère comme un homme libre, n’est pas un intrigant et n’a pas sa langue dans sa poche.

Akbar Hashemi Rafsandjani et Ali Khamenei jubilent. Ils viennent d'accéder aux deux plus hauts postes de l'Etat et tous leurs rivaux sérieux sont décédés ou marginalisés. Ils forment un gouvernement de technocrates acquis au clergé. Parmi les jeunes promus figure Ali Larijani, un ingénieur de 24 ans, fils d'ayatollah, qui occupera pendant toute la guerre le poste de ministre adjoint des Affaires sociales, avant de devenir ministre de l'Information, secrétaire du Conseil national de sécurité, négociateur en charge du dossier nucléaire, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2005, puis président du Parlement. Il s'imposera comme l'une des personnalités incontournables de la vie politique iranienne.

Conscients qu'il est de leur intérêt d'éviter au maximum les frictions entre eux, pour préserver leur crédibilité et leur pouvoir, Rafsandjani et Khamenei s'entendent pour nommer un Premier ministre falot, besogneux et dévoué, qui fasse « tampon » entre leurs deux personnalités antagonistes. Ils choisissent Mir Hossein Moussavi. Agé de 40 ans, l'ancien ministre des Affaires étrangères, d'origine azérie, présente l'avantage de n'appartenir à aucun clan ni aucune chapelle. Il est fils d'ayatollah, architecte de formation, artiste à ses heures perdues, à la fois socialiste et bon musulman, sans grande ambition. L'ayatollah Khomeiny l'apprécie pour son désintéressement, son idéalisme, sa probité et sa modestie. Il constitue de ce fait un parfait candidat de compromis, chargé d'administrer les affaires courantes et de gérer la pénurie ambiante. Ses deux premières tâches consisteront à relancer la production pétrolière, afin d'accroître les recettes de l'Etat, et à mettre en place un système efficace de tickets de rationnement. Mir Hossein Moussavi s'imposera comme un bon gestionnaire, proche du peuple, apprécié de ses maîtres comme de ses concitoyens.

Akbar Hashemi Rafsandjani insiste pour faire nommer ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati, l'un de ses protégés, pédiatre, âgé de 36 ans seulement. Il espère ainsi conserver la haute main sur les dossiers internationaux. Le colonel Namjou, 42 ans, est confirmé à la tête du ministère de la Défense. Son rôle reste de toute façon secondaire, puisqu'il n'est que le gestionnaire des forces armées. Il n'a pas voix au chapitre pour les décisions relatives à la conduite de la guerre. Ali Khamenei et Akbar Hashemi Rafsandjani s'entendent également pour nommer Mohammed Khatami ministre de l'Information et de la Culture, afin de garder un œil sur lui. Ce jeune clerc affable et ambitieux, philosophe de surcroît, qui dirige le journal du PRI depuis la proclamation de la République islamique, est chargé de diriger la cellule de propagande de guerre du régime. Mohammed Khatami sera élu président de la République en 1997, sur un programme réformiste promettant d'améliorer le statut de la femme et de donner davantage de droits à la jeunesse. Réélu en 2001, il devra s'effacer à la

fin de son second mandat, comme l'ordonne la Constitution iranienne, pour laisser la place à Mahmoud Ahmadinejad. Il milite depuis dans le camp réformiste qui prône l'ouverture de l'Iran au monde extérieur, tout en préservant les acquis de la révolution islamique.

Quant à Mehdi Karroubi, il obtient la direction de la Fondation des martyrs que l'ayatollah Khomeiny vient de créer pour assister les familles des combattants tués ou mutilés. Mehdi Karroubi devient ainsi, pour toute la durée de la guerre, l'assistant social du régime et son médiateur entre le gouvernement et le peuple. C'est lui qui recevra directement les doléances, les requêtes et les demandes d'intervention de la population. Cette charge convient bien à ce clerc avenant, avocat de formation, en quête de reconnaissance, qui représente l'alliance traditionnelle entre le clergé et le Bazar. Après avoir gravi les postes de responsabilité au sein du Conseil de discernement, Mehdi Karroubi deviendra président du Parlement de 1989 à 1992, puis de 2000 à 2004. Il prendra fait et cause pour la cause réformiste en 2005, s'opposant d'emblée à la politique conservatrice du président Mahmoud Ahmadinejad.

En cette fin d'été 1981, c'est donc une génération de quadragénaires qui assume désormais le pouvoir à Téhéran, à l'exception du guide. Les institutions les plus influentes sont entre les mains du clergé, qu'il s'agisse de la présidence de la République, du Parlement, du Conseil des experts, du Conseil de discernement ou bien encore du Conseil des gardiens de la révolution.

Nouveau chef, nouvelle doctrine

Pour parachever cette transformation du pouvoir, l'ayatollah Khomeiny désigne Akbar Hashemi Rafsandjani comme nouveau commandant des forces armées. Celui-ci cumule les fonctions de président du Parlement, de grand argentier du régime et de chef de guerre ! Le guide a tiré les leçons de l'échec de Bani Sadr à diriger efficacement les opérations. Il souhaite ménager le président de la République et préserver son aura, en cas d'échec militaire. Peut-être cherche-t-il à protéger Ali Khamenei, car il a compris que celui-ci n'était pas l'homme idoine pour la tâche difficile de chef des armées, qui nécessite du charisme, un réel sens pratique et un goût prononcé pour l'action et le commandement. Akbar Hashemi Rafsandjani semble en revanche doté de toutes ces qualités, même si le guide lui reproche ses relations ambiguës avec le milieu des affaires et son goût prononcé pour l'argent.

Le président du Parlement comprend immédiatement que sa tâche première consiste désormais à gagner la guerre contre l'Irak. C'est comme cela qu'il entend s'imposer pour occuper un jour le fauteuil présidentiel, voire celui du

guide. Mobilisant ses qualités de stratège, il va dès lors s'investir totalement dans la conduite de la guerre. Il n'hésitera pas à passer plusieurs semaines sur le front pour motiver les troupes et suivre au plus près le déroulement des opérations. Sa priorité consiste à mettre l'état-major au pas et à donner davantage de pouvoir aux *pasdarans*. Le haut commandement compte en effet, à son goût, un peu trop d'éléments favorables à l'ancien président Bani Sadr. Le 29 septembre 1981, le C-130 transportant l'état-major s'écrase au centre de l'Iran, de retour d'une tournée d'inspection du front. Le quadrimoteur de transport a explosé, ce qui a provoqué le crash de l'appareil. Parmi les 38 victimes figurent le général Valliollah Fallahi, chef d'état-major des armées, le colonel Namjou, ministre de la Défense, et le colonel Fakouri, commandant de l'aviation. Les circonstances de cet étrange accident ne seront jamais élucidées. Beaucoup y verront la main des services spéciaux du régime[4]. Toujours est-il que l'état-major est décapité. Akbar Hashemi Rafsandjani va en profiter pour promouvoir de nouveaux officiers plus proches du clergé. Le général Gassim Ali Zahir Nedjad se substitue au général Fallahi à la tête des armées, lui-même étant remplacé par le général Ali Chirazi à la direction de l'armée de terre. Le colonel Hassan Moïnipour, dévot notoire, devient chef de l'aviation, tandis que le colonel Mohammed Salimi est nommé ministre de la Défense. De nouveaux généraux sont promus à la tête de plusieurs divisions. Le Corps des gardiens de la révolution gagne pour sa part en visibilité. Son commandement échoit à Mohsen Rezaï, un jeune protégé de l'ayatollah Khomeiny, âgé de 27 ans seulement, qui s'est distingué sur le front, face aux Irakiens, lors de la première phase de la guerre. Bien qu'il soit un peu fruste, son charisme fait merveille sur le terrain. Il est secondé par Ali Chamkhani, un ingénieur agronome de 26 ans, très populaire parmi les paysans qui forment les gros bataillons des unités de *pasdarans*, et qui s'est affirmé comme un chef exceptionnel lors des combats dans le Khouzistan. Ces deux hommes, dotés d'un pouvoir énorme, ne rendent de comptes qu'à Rafsandjani, court-circuitant toute la chaîne militaire hiérarchique traditionnelle.

Pour accroître leur mainmise sur les forces armées, les mollahs nomment un « directeur politico-idéologique » auprès de chaque état-major pour assurer les fonctions de commissaire politique. Akbar Hashemi Rafsandjani maintient le Conseil supérieur de défense, mais il institue en parallèle une chaîne de commandement officieuse, plus souple et plus réactive, lui donnant autorité à la fois sur les *pasdarans* et sur le chef d'état-major des armées. Ce dernier peut désormais imposer ses vues à tous les commandants d'unités. En accord avec lui, le tout-puissant président du Parlement popularise le concept de djihad (guerre sainte) qui devrait guider tout combattant iranien, puisque la reconquête des

territoires perdus s'assimile désormais à une croisade religieuse. Pour galvaniser les combattants, il demande à l'état-major de s'inspirer de l'histoire du chiisme pour baptiser désormais chaque offensive.

Décliné en termes militaires, ce concept repose sur trois principes. Le premier se réfère au *velayat-e faqih* : l'ayatollah Khomeiny interprétant la loi divine, ses ordres doivent être appliqués à la lettre, sans la moindre discussion. Le second se fonde sur l'autosuffisance : l'armée ne doit plus être aussi dépendante de l'étranger que par le passé pour l'acquisition de ses équipements et de ses munitions ; tout doit donc être mis en œuvre pour favoriser l'émergence d'une industrie locale de l'armement et pour développer, en attendant, des sources d'approvisionnement alternatives. Le dernier, enfin, mise sur la simplicité : pour accroître les chances de succès et limiter les risques de friction entre l'armée régulière et les *pasdarans*, les officiers chargés des opérations doivent privilégier des plans simples dans leur exécution, qui limitent les impondérables. En filigrane, cette nouvelle doctrine militaire privilégie le recours à la seule ressource peu coûteuse dont la république dispose en quantité abondante, c'est-à-dire ses combattants. Les mollahs sont prêts à sacrifier leurs soldats sans compter pour compenser leur infériorité matérielle et punir leurs adversaires. Car après avoir remporté leur première guerre pour la conquête du pouvoir, ils doivent désormais gagner les deux suivantes, contre leurs ennemis intérieurs et contre les Irakiens.

12
Premières victoires

Début septembre 1981, les dirigeants iraniens lancent deux offensives pour reconquérir une partie des territoires perdus depuis un an. Au Khouzistan, plusieurs brigades de *pasdarans* appuyées par la 84e division mécanisée traversent à gué la rivière Karkeh, près de Suse, et lancent une série d'attaques contre les avant-postes irakiens. Leur but n'est pas d'effectuer une percée, mais d'user l'adversaire, de le faire reculer et de l'induire en erreur sur l'endroit où sera lancée l'offensive principale. Pendant trois semaines, 30 000 fantassins grignotent du terrain et repoussent les soldats irakiens d'une dizaine de kilomètres, ce qui leur permet d'établir une solide tête de pont à l'ouest de la rivière Karkeh, mais aussi d'élargir le saillant de Susangerd. Les Irakiens s'attendaient à voir débouler des bataillons blindés, pas des hordes de combattants. Leurs chars, embossés en première ligne derrière de simples talus, ne disposent d'aucun soutien d'infanterie capable d'arrêter les bataillons de fantassins qui déferlent sur leurs positions. Ils sont obligés de se retirer, pour éviter d'être submergés.

Pendant ce temps, les Iraniens réorganisent leur dispositif et acheminent discrètement des renforts au sud d'Ahwaz. Leur 21e division mécanisée se déploie en bordure de la zone marécageuse située entre Shadegan et Abadan. Une division de *pasdarans* s'infiltre à travers les marais jusqu'à la tête de pont tenue par la 5e division irakienne. Pour la première fois, l'état-major iranien met sur pied des unités de combat mixtes constituées à la fois de troupes régulières et de gardiens de la révolution.

La ville d'Abadan sauvée

Dans la nuit du 26 au 27 septembre 1981, les Iraniens déclenchent l'offensive Thamen al Aimmeh (« Huitième Imam ») qui doit leur permettre de

briser le siège d'Abadan et libérer la rive orientale du fleuve Karoun. La surprise est totale. L'état-major de la 5e division irakienne, installé à Darkhovin, est pilonné par l'artillerie iranienne. Les officiers, désorientés, sont incapables d'organiser la riposte. Au cri d'« Allah akbar », des commandos iraniens s'infiltrent le plus loin possible à l'intérieur du dispositif adverse, armés de missiles antichars Tow. Ils tendent des embuscades mortelles aux blindés qui tentent de réagir de manière totalement désordonnée. Pendant ce temps, les *pasdarans* progressent sous le feu roulant de l'artillerie, flanqués de chars de l'armée régulière qui pilonnent les nids de résistance les uns après les autres. Les Iraniens ont tiré les leçons de leurs erreurs précédentes et redécouvrent les vertus du rouleau compresseur. Fini les grandes cavalcades de blindés ! Deux de leurs brigades de *pasdarans*, parties d'Abadan, se joignent à l'offensive. Cette fois, le rapport de forces leur est favorable. L'ayatollah Khomeiny, bien décidé à galvaniser ses troupes, proclame : « Il faut briser l'encerclement de Abadan[1]. » La confusion sur le terrain est d'autant plus grande que la 88e division blindée est équipée de chars T-55 identiques à ceux des Irakiens. Paniqués, ces derniers refluent en désordre vers Darkhovin pour tenter de traverser le Karoun sur le pont flottant qui est la cible d'attaques répétées de l'aviation. Les Irakiens abandonnent sur la berge orientale une cinquantaine de T-55, 200 autres blindés et toute leur artillerie lourde.

Le 29 septembre, les Iraniens sont maîtres de la berge orientale du Karoun et rouvrent la route reliant Ahwaz à Abadan. Les 15 000 combattants qui étaient assiégés depuis près d'un an dans la cité brisent l'étau qui les enserrait et refoulent l'avant-garde irakienne de l'autre côté du fleuve. Les Irakiens se rétablissent dans Khorramchahr. Plusieurs milliers d'entre eux errent, hagards, à la recherche d'un moyen leur permettant de rejoindre leurs lignes. Ils sont rapidement capturés par les *pasdarans* et exhibés devant les caméras du monde entier. Le message se veut limpide : les Iraniens ont repris l'initiative et sont bien décidés à reconquérir leur territoire par la force. Bien que victorieuse, l'offensive Huitième Imam a épuisé les Iraniens : 2 000 de leurs combattants sont tombés pour briser le siège d'Abadan et plus de 5 000 autres ont été blessés. De son côté, Saddam Hussein fulmine et limoge le commandant de la 5e division, laissant le soin aux 3e et 9e divisions blindées de défendre la rive occidentale du Karoun. L'état-major irakien prélève des renforts au Kurdistan pour tenir le secteur de Bostan, face au saillant de Susangerd. Il dépêche sur place la 14e division d'infanterie pour constituer une deuxième ligne de défense le long de la frontière, au cas où l'ennemi parviendrait à percer son dispositif.

Pendant ce temps, l'attention des autorités iraniennes se concentre dans la région du Kurdistan. Pour reprendre le contrôle de cette province rebelle, celles-ci ont mobilisé 60 000 combattants, dont une moitié de *pasdarans*. En face, Abdul Rahman Ghassemlou n'aligne plus que 15 000 *peshmergas*. L'objectif des Iraniens consiste à s'emparer de Sanandaj où le PDKI a concentré ses meilleures troupes. La prise de cette ville devrait leur permettre de ravitailler leur 64e division assiégée dans Marivan.

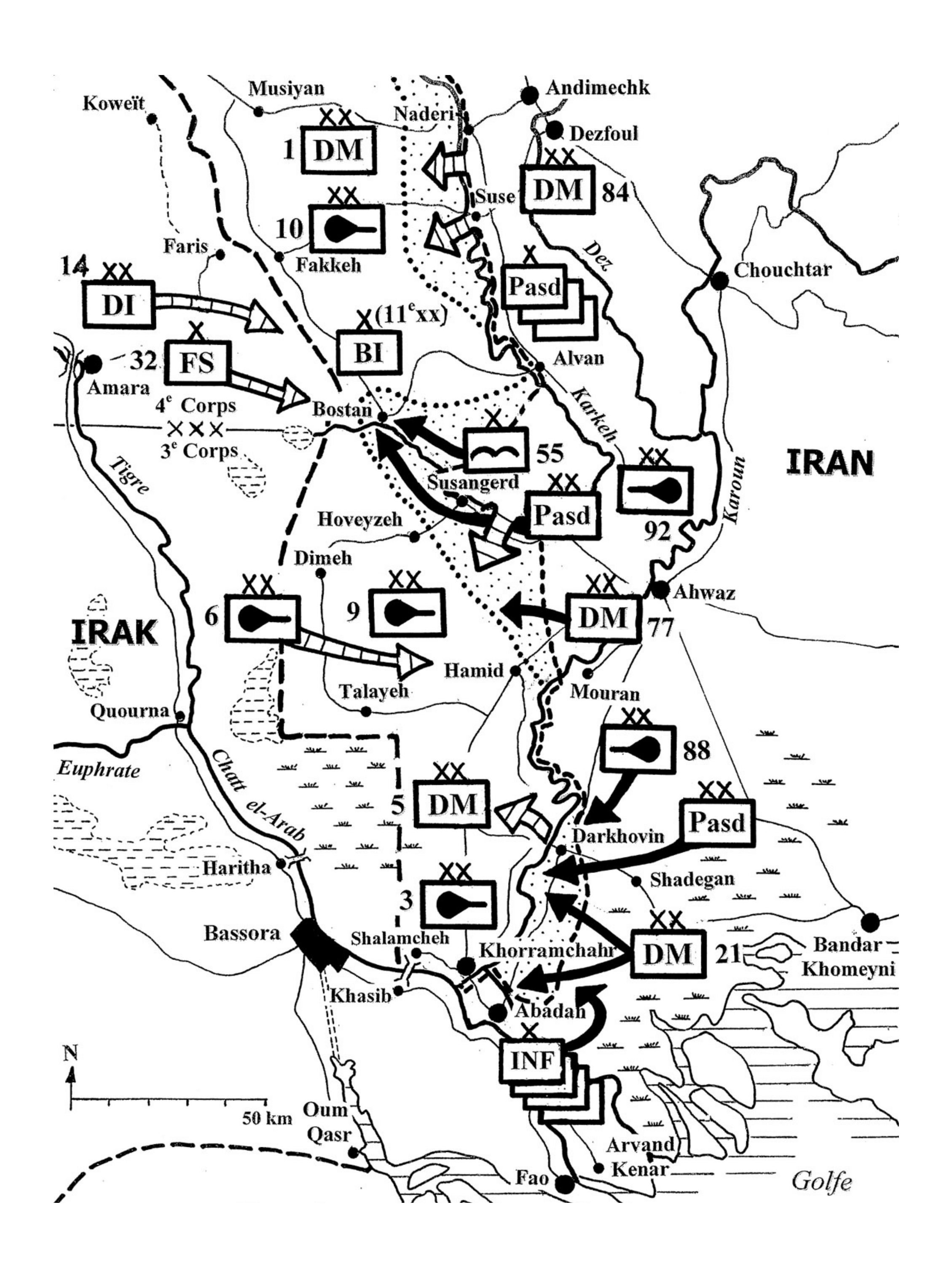
Début octobre, l'état-major déclenche l'offensive contre Sanandaj. Les chars de la 16e division blindée, rapatriée entre-temps de Dezfoul, bousculent les avant-postes kurdes, encerclent la ville et rétablissent le contact avec la 64e division. Ils sont épaulés par les *pasdarans* de la division Zulfiqar. Avec l'appui de l'artillerie, ils reconquièrent cette cité à l'issue de trois semaines de combats particulièrement violents. Le calme trompeur qui régnait depuis plusieurs mois sur la région a anesthésié la vigilance des *peshmergas* qui se retrouvent isolés à leur tour. Une fois Sanandaj reprise, les autorités iraniennes établissent leur quartier général sur place et poursuivent leur offensive en direction du nord. En six semaines, les forces iraniennes s'emparent de Saqqez, Boukan, Mahabad, Piranchahr, Naqadeh et Ouroumieh, après avoir fait leur jonction avec la 28e division. Elles accompagnent leur progression d'une terrible répression. Le capitaine Ahmad Kazemi, un jeune officier de 23 ans qui a rejoint les rangs des gardiens de la révolution, se distingue à la tête d'une unité irrégulière d'une cinquantaine d'hommes, chargée de faire régner la terreur sur les arrières de l'adversaire. Il s'impose comme un impressionnant manieur d'hommes et un tueur implacable, grâce à l'expérience acquise au Liban où il a combattu sans interruption de 1975 à 1979, pendant la guerre civile, dans les rangs de la milice chiite Amal, avant de retourner en Iran à la veille de la révolution. Ce « capitaine Conan » iranien se distinguera dans de nombreuses batailles. Blessé à plusieurs reprises, il sera nommé général et assurera le commandement de la division Ashraf jusqu'à la fin de la guerre, avant de devenir conseiller militaire du président Rafsandjani, puis commandant des forces terrestres des *pasdarans*. Il se ralliera au président Ahmadinejad en 2005, mais décédera dans l'explosion suspecte de son avion de liaison, le 9 janvier 2006. De nombreux experts ne manqueront pas de souligner la jalousie et la crainte que ce général charismatique et ombrageux inspirait au président Ahmadinejad.

Devant le rouleau compresseur des forces gouvernementales, les *peshmergas* sont contraints de se replier. Ils lancent à la va-vite une contre-attaque en direction de Piranchahr pour rouvrir la route par laquelle ils pourraient se

ravitailler en Irak, mais celle-ci échoue. Fin novembre, au moment où la neige recouvre la région, les autorités gouvernementales sont de nouveau maîtresses de la route principale reliant Sanandaj à Ouroumieh. Les *peshmergas*, qui se sont réfugiés dans leurs fiefs montagneux, ne conservent que les bourgades d'Oshnavieh, de Sardasht, de Gavileh et de Nossoud, de même que la ville de Baneh qui constitue une base arrière importante. Réaliste, Abdul Rahman Ghassemlou sait qu'il va lui falloir ronger son frein tout l'hiver en attendant la reprise des combats au printemps. A Téhéran, le nouveau chef d'état-major estime le moment opportun pour reporter ses efforts en direction du Khouzistan où les conditions climatiques sont moins rigoureuses.

Sur la route de Jérusalem

Le 29 novembre 1981, le général Nedjad déclenche l'opération Tariq al-Qods (« La route de Jérusalem ») dans le secteur de Susangerd. Il a mobilisé sa 55e brigade parachutiste, une division de *pasdarans* et deux brigades de chars de la 92e division blindée. Au total, ce sont 20 000 hommes et 160 chars qui se dirigent vers Bostan au pas des fantassins, sous une pluie battante. L'objectif des Iraniens consiste à s'emparer de cette bourgade, puis de poursuivre en direction de la frontière irakienne toute proche, afin de se prévaloir d'un succès symbolique avant la fin de l'année. Akbar Hashemi Rafsandjani s'est en effet engagé auprès des parlementaires iraniens à refouler l'envahisseur sur la frontière, le plus vite possible. Les *pasdarans* progressent en deux colonnes, chacune longeant une berge de la rivière Karkeh. L'efficacité de l'artillerie est amoindrie par la boue qui recouvre la région. Les chars Chieftain sont déployés sur les flancs, pour engager les troupes adverses qui voudraient contourner ces deux colonnes.



Koweït
Musiyan
Naderi
Andimechk
Dezfoul
1 DM
84 DM
Suse
10
Faris
Fakkeh
Dez
Chouchtar
14 DI
Pasd
BI (11e xx)
32 FS
Amara
4e Corps
3e Corps
Alvan
Karkeh
Bostan
55
IRAN
Karoun
Tigre
Susangerd
Pasd
92
Hoveyzeh
Dimeh
Ahwaz
IRAK
6
9
DM 77
Hamid
Mouran
Talayeh
Quourna
88
Euphrate
Chatt el-Arab
5 DM
Pasd
Darkhovin
Haritha
Shadegan
3
Bassora
Shalamcheh
Khorramchahr
DM 21
Bandar Khomeyni
Khasib
Abadan
INF
N
50 km
Oum Qasr
Arvand Kenar
Fao
Golfe

KOWEÏT

Boubiyan

Les contre-offensives iraniennes au Khouzistan à l'automne 1981

Les Irakiens ne s'attendaient pas à une offensive, compte tenu des mauvaises conditions climatiques, et cèdent du terrain. En trois jours, les Iraniens se retrouvent aux portes de Bostan. Dans la nuit du 2 au 3 décembre, les *pasdarans* tentent de s'en emparer sous une pluie diluvienne. Ils cherchent à prouver leur vaillance à leurs chefs, mais aussi à leurs camarades de l'armée régulière qu'ils considèrent comme des poltrons. Mal leur en prend ! Ils sont refoulés sans ménagement après avoir subi de lourdes pertes. Les Irakiens sont déterminés à tenir cette position pour ne pas laisser les Iraniens pénétrer sur le sol irakien. Pendant trois jours, les fantassins retranchés dans Bostan tiennent tête aux assauts répétés des Iraniens. Pour la première fois de la guerre, ceux-ci testent une nouvelle tactique consistant à submerger l'adversaire sous des vagues humaines qui s'achèvent en de terribles corps à corps. Le 6 décembre, la ténacité iranienne finit par payer. Les *pasdarans* et les paras s'emparent de Bostan, tandis que les Irakiens se retirent, sous une pluie glaciale, à quelques kilomètres de là. Les pertes ont été lourdes des deux côtés : les Irakiens ont 1 500 tués. Ils ont perdu une centaine de blindés, 19 pièces d'artillerie et d'importants stocks de munitions. Un peu plus de 400 de leurs soldats ont été capturés et près d'un millier d'autres, blessés, auraient été achevés sur place par l'ennemi[2]. Les Iraniens déplorent pour leur part 2 500 morts et le double de blessés. Un de leurs bataillons de grenadiers voltigeurs exploite immédiatement ce succès, pénètre en territoire irakien et se fait photographier devant la borne marquant la frontière. Rafsandjani peut dès lors s'enorgueillir de ce succès symbolique, même si ce détachement doit se replier sous la pression des renforts irakiens dépêchés sur place. Le haut commandement irakien vient en effet d'ordonner à sa 14e division d'infanterie et sa 32e brigade de forces spéciales de se déployer devant Bostan pour contenir les troupes iraniennes. Parallèlement, il retire la 6e division blindée du secteur de Qasr-e-Shirin pour l'engager dans la région de Hamid, pour aider la 9e division et ce qu'il reste de la 5e à tenir cette portion du front. Les généraux irakiens l'ont remplacé par la 17e division blindée, créée quelques semaines plus tôt en regroupant au sein de cette unité tous les chars Chieftain, Scorpion et Patton capturés sur l'armée iranienne.

Le 12 décembre 1981, l'état-major iranien lance une nouvelle offensive baptisée Matlaa el-Fajr (« Aube » ou bien encore « Lever de l'aurore ») dans le secteur de Qasr-e-Shirin. Dans des conditions météorologiques épouvantables, leur 15e brigade d'infanterie de montagne, épaulée par 3 brigades de *pasdarans* et 4 brigades de chars détachées des 16e et 81e divisions, se lancent, de nuit, à l'assaut de Geilan Zarb et Zahab. Les Irakiens, totalement surpris, lâchent pied et abandonnent ces deux bourgades pourtant essentielles pour le contrôle de cette partie du front. Compte tenu de la pluie et de l'état déplorable des routes, leurs 12e et 17e divisions blindées sont incapables de contre-attaquer. Ce sont donc les fantassins des 4e et 8e divisions d'infanterie qui tentent vainement, pendant cinq jours, de reconquérir ces deux bourgades. Les conditions météorologiques empêchent l'aviation irakienne d'intervenir et facilitent la tâche des Iraniens. Les troupes irakiennes, malmenées, sont obligées de se replier.

Parallèlement, les Iraniens ont grignoté du terrain au Khouzistan. Leur 77e division mécanisée, renforcée par la dernière brigade de la 92e division blindée, avance d'une vingtaine de kilomètres en direction de Hamid et de Hoveyzeh. La boue est telle qu'elle ne peut aller plus loin, sans prendre le risque de s'embourber. Le 16 décembre, elle stoppe sa progression devant Hamid et se met en posture défensive, à l'abri de ses chars et de son artillerie, en attendant la fin de la saison des pluies. Le lendemain, les Irakiens lancent une contre-attaque dans le secteur de Suse, sans succès.

En cette fin d'année 1981, après quatre mois d'offensives incessantes et quinze mois de guerre, les Iraniens sont parvenus à libérer près de 40 % des territoires conquis par l'armée irakienne.

Les sapeurs irakiens sur la brèche

L'armée irakienne profite de la trêve hivernale pour se renforcer et consolider ses positions. Dans le froid et l'humidité, les troupes du génie s'activent pour créer des obstacles défensifs, creuser des tranchées, améliorer l'infrastructure routière, ouvrir de nouveaux itinéraires à travers les zones marécageuses, réparer les ponts flottants endommagés et en construire de nouveaux là où leur présence paraît indispensable, notamment près de Khorramchahr. Les sapeurs irakiens surélèvent et bitument systématiquement les routes du Khouzistan utilisées pour acheminer la logistique et les renforts, afin d'éviter que celles-ci ne soient inondées et ne deviennent impraticables pendant la saison des pluies. Ils entament les travaux d'élargissement de la route longeant l'Euphrate entre Bagdad et Bassora, afin de désengorger la route principale qui

suit le Tigre et reste vulnérable à une éventuelle percée iranienne. Ils assèchent de nombreuses zones marécageuses susceptibles de permettre le déploiement de blindés. Ils construisent de nombreux bunkers et enfouissent d'invraisemblables quantités de mines antichars et antipersonnel. Leurs bulldozers creusent des tranchées pour les fantassins et aménagent de très nombreux emplacements de tir pour les chars et l'artillerie. Les moyens militaires du génie ne suffisant pas à l'ampleur de la tâche, l'état-major réquisitionne de nombreux engins de terrassement pour effectuer ces travaux. De nombreuses entreprises civiles contribuent à l'effort de guerre, parfois même sous le feu de l'artillerie iranienne.

Pendant cet hiver 1981-1982, la réalisation la plus spectaculaire des troupes du génie consiste en l'érection d'un véritable « mur de Perse », comme le qualifie le régime baassiste, destiné à protéger Khorramchahr. Les Irakiens sont en effet persuadés, à juste titre, que les Iraniens vont s'efforcer de libérer cette ville symbole de la présence arabe en terre persane. Ils ne lésinent donc pas sur leurs efforts pour renforcer les défenses de cette ville et la transformer en une forteresse urbaine inexpugnable. Les sapeurs érigent un rempart de terre et de sable compactés de 3 mètres de haut et 10 mètres de large, qui s'étend sur 10 kilomètres en arc de cercle en bordure de Khorramchahr, face au nord-est. Ce remblai fortifié s'appuie sur un complexe défensif constitué de champs de mines, de réseaux de fils de fer barbelés, de pièges en tous genres, mais aussi d'un fossé antichar qui doit permettre de stopper les vagues d'assaut iraniennes. Les chars déployés au sommet de ce remblai, soigneusement embossés, tiennent sous leur feu la plaine désertique qui s'étend dès la sortie de la ville. Ils sont protégés par des nids de mitrailleuses et de mortiers prêts à repousser tous ceux qui tenteraient d'escalader ou de contourner l'obstacle. Des compagnies de grenadiers voltigeurs se tiennent en retrait, prêtes à contre-attaquer les fantassins qui parviendraient à s'infiltrer dans le dispositif. Les espaces dégagés sont truffés de pieux métalliques pour dissuader l'adversaire de lancer un assaut aéroporté sur la ville. Les bulldozers rasent les bâtiments et les bosquets qui bloquent la vue pour dégager un maximum d'axes de tir. Des bunkers sont installés aux points névralgiques. Les trois ponts franchissant le fleuve Karoun en direction d'Abadan sont barricadés et minés. L'artillerie lourde est regroupée sur la rive occidentale du Chatt el-Arab, à l'abri d'un autre rempart de terre érigé par le génie, à une distance lui permettant de couvrir les approches de Khorramchahr. Les canons sont soigneusement réglés pour dresser de véritables murailles de feu aux abords de la ville.

Les troupes du génie sont enfin impliquées dans un projet gigantesque destiné à protéger le secteur de Bassora. Adnan Khairallah, en ministre de la Défense avisé, envisage toutes les options et prend conscience du rééquilibrage

du rapport de forces en faveur des Iraniens. Il se rend compte que ceux-ci pourront un jour ou l'autre tenter une action majeure en direction de Bassora. Il sait que le régime baassiste ne peut pas se permettre de perdre cette position à la fois stratégique et symbolique, puisque cette cité portuaire, peuplée majoritairement de chiites, constitue l'un des deux poumons économiques du pays et la seule ouverture de l'Irak sur le Golfe. Il demande donc au commandant du génie de lui proposer la meilleure option pour verrouiller efficacement la ville. Celui-ci étudie soigneusement le terrain et consulte ses experts. Il suggère de creuser sur la rive orientale du Chatt el-Arab, devant Bassora, un canal de 30 kilomètres de long, 2 kilomètres de large et 4 mètres de profondeur. Ce canal, alimenté par un vaste plan d'eau connu sous le nom de « lac des Poissons », mais aussi par trois canaux perpendiculaires reliés au Chatt el-Arab, constituera un fossé antichar infranchissable. Derrière ce plan d'eau artificiel, un remblai fortifié d'une soixantaine de kilomètres, construit sur le modèle du mur de Perse, assurera la défense avancée de Bassora. Ces travaux pharaoniques occuperont jour et nuit de nombreuses sociétés de génie civil durant près de trois ans.

Bagdad profite également de la trêve hivernale pour accroître l'effectif des forces terrestres qui regrouperont bientôt 450 000 hommes (300 000 pour l'armée régulière, 150 000 pour l'armée populaire), soit autant que l'adversaire. L'état-major crée 3 nouvelles divisions d'infanterie (18e, 19e et 20e) qui seront réparties le long de la frontière pour former l'ébauche d'une seconde ligne de défense.

Le 6 janvier 1982, lors d'une parade militaire, Saddam Hussein déclare, confiant : « Même si certaines unités militaires ont souffert de la guerre récemment, l'armée irakienne maintiendra ses positions et ne sera pas mise en difficulté, même si la guerre devait durer deux ou trois ans de plus… S'il le fallait, l'Irak a la capacité de mobiliser 2 millions de soldats[3]. » L'optimisme des premiers jours n'est plus qu'un lointain souvenir. En privé, le dictateur irakien envisage ouvertement l'emploi d'armes chimiques pour contenir la poussée des troupes iraniennes, demandant à ses généraux d'accélérer les travaux de fabrication de ces « munitions spéciales ». Là encore, les enregistrements audio saisis en 2003 en témoignent.

Début février, malgré la pluie et la boue, les Irakiens lancent une série de contre-attaques pour tenter de reprendre Bostan, sans succès. De guerre lasse, ils renforcent le secteur avec leur 11e division rapatriée du Kurdistan. Par mesure de précaution, ils envoient plusieurs brigades de l'Armée populaire à Khorramchahr pour renforcer sa garnison.

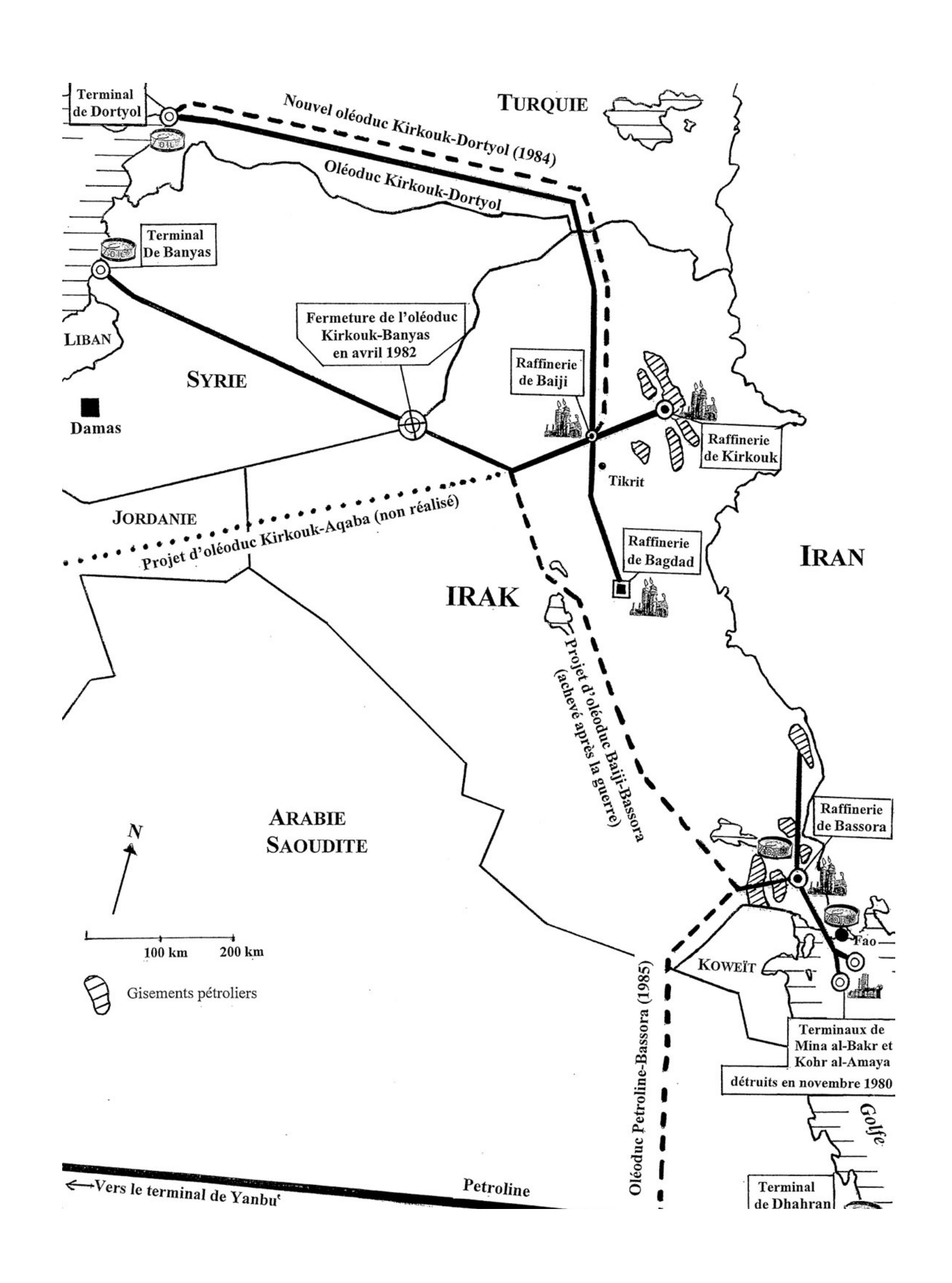
Téhéran muscle lui aussi son dispositif. Pour absorber le volume important de nouvelles recrues, l'état-major crée deux nouvelles divisions d'infanterie (25e et 58e) et une division mécanisée (40e). Cette dernière est dotée de blindés livrés par la Libye et de matériel pris sur l'armée irakienne. La 30e brigade motorisée est également transformée en une division blindée équipée de chars T-59 fournis par la Chine. Ces quatre divisions passent sous le contrôle des *pasdarans* qui augmentent ainsi considérablement leur puissance de frappe, au grand dam des généraux de l'armée régulière.

Coup dur pour Bagdad

Pour accroître la pression sur Bagdad, Téhéran décide de réduire brutalement la capacité d'exportation pétrolière de l'Irak. Ses attaques ponctuelles contre l'infrastructure pétrolière ne suffisent pas à porter un coup décisif à l'économie irakienne, déjà très affectée par la destruction des terminaux off-shore de Mina al-Bakr et Kohr al-Amaya. Quant à bombarder l'oléoduc Kirkouk-Dortyol qui permet à Saddam d'évacuer une partie de son pétrole vers l'Occident, c'est hors de question car une telle action serait assimilée à un *casus belli* par la Turquie que l'Iran n'a pas d'autre choix que de ménager. Reste l'option syrienne. Dès les premières semaines de 1982, les autorités iraniennes multiplient les démarches auprès du président Assad pour le convaincre de fermer l'oléoduc Kirkouk-Baniyas qui permet à l'Irak d'évacuer quotidiennement, *via* la Syrie, jusqu'à 550 000 barils, soit la moitié du pétrole extrait du nord de l'Irak. Le président syrien fait aussitôt valoir la perte substantielle de revenus qu'entraînerait la fermeture de cet oléoduc, car Damas prélève une partie de ce pétrole pour ses propres besoins et touche des royalties sur l'autre partie. Qu'à cela ne tienne, les Iraniens se disent prêts à compenser largement ce manque à gagner en concluant un accord généreux d'approvisionnement pétrolier avec la Syrie. La négociation s'engage rapidement. Mi-mars, les deux parties trouvent un terrain d'entente. L'Iran s'engage à livrer annuellement à la Syrie près de 9 millions de tonnes de pétrole, dont 80 % à prix très préférentiel et 20 % à titre gratuit. Téhéran s'engage de surcroît à acheter une quantité importante de produits syriens que Damas a du mal à écouler. Cet accord représente un bénéfice net d'environ un milliard de dollars par an pour la Syrie, soit autant que ce qu'elle perçoit gratuitement de l'Arabie saoudite dans le cadre de sa lutte contre Israël. Une bonne affaire que le président Assad s'empresse d'accepter. Pour justifier sa décision, celui-ci suscite des incidents à la frontière syro-irakienne. Des chasseurs syriens violent à plusieurs reprises l'espace aérien irakien. L'un

d'entre eux est abattu par un MiG-23 irakien. Irrité par ces provocations, Saddam Hussein hausse le ton et se fait menaçant.

Le 8 avril 1982, Hafez el-Assad ferme l'oléoduc Kirkouk-Baniyas, comme il s'y était engagé auprès des Iraniens. Il verrouille sa frontière avec l'Irak, afin d'empêcher le trafic routier entre les deux pays. Le coup est rude pour le régime irakien qui perd brutalement un débouché crucial pour son pétrole, et par là même une partie significative de ses revenus. Fort heureusement, le prix du baril reste encore élevé, ce qui lui assure un revenu conséquent (10 milliards de dollars en 1982, contre 26 en 1980) qui ne suffit toutefois pas à couvrir son effort de guerre. Inutile, désormais, d'espérer lancer la moindre offensive d'envergure, tant que les finances ne seront pas rétablies. Dès le 9 avril, Saddam Hussein, furieux, dépose une plainte devant la cour d'arbitrage de l'Opep et ordonne une série de mesures pour limiter les dégâts. Des contacts sont immédiatement pris avec la Turquie pour augmenter la capacité de l'oléoduc Kirkouk-Dortyol et entamer la construction d'un nouvel oléoduc parallèle d'une capacité de 400 000 barils par jour. Le gouvernement turc répond favorablement, voyant là un bon moyen d'améliorer ses finances et son économie déficiente. Les travaux de construction débuteront dès le début de l'été et s'achèveront deux ans plus tard. Dans l'intervalle, l'oléoduc initial sera exploité à sa capacité maximale de 650 000 barils par jour et une noria de camions citernes sera mise en place le long de la route reliant Kirkouk au terminal turc de Dortyol. Ce sont ainsi 25 000 barils supplémentaires qui transiteront quotidiennement par la Turquie. L'état-major irakien devra néanmoins affecter plus de 30 000 hommes à la protection de cet axe vital, qui lui feront défaut sur le reste du front.


Terminal de Dortyol
TURQUIE
Nouvel oléoduc Kirkouk-Dortyol (1984)
Oléoduc Kirkouk-Dortyol
Terminal De Banyas
LIBAN
SYRIE
Damas
Fermeture de l'oléoduc Kirkouk-Banyas en avril 1982
Raffinerie de Baiji
Raffinerie de Kirkouk
Tikrit
JORDANIE
Projet d'oléoduc Kirkouk-Aqaba (non réalisé)
Raffinerie de Bagdad
IRAN
IRAK
Projet d'oléoduc Baiji-Bassora (achevé après la guerre)
ARABIE SAOUDITE
N
100 km
200 km
Gisements pétroliers
Raffinerie de Bassora
Fao
KOWEÏT
Oléoduc Petroline-Bassora (1985)
Terminaux de Mina al-Bakr et Kohr al-Amaya
détruits en novembre 1980
Golfe
Terminal de Dhahran
Vers le terminal de Yanbu'
Petroline



© Pierre Razoux

Le réseau pétrolier irakien

Parallèlement, les Irakiens misent sur la carte jordanienne. Ils doublent le nombre de camions citernes effectuant la navette entre Kirkouk, Bagdad et le port d'Aqaba sur la mer Rouge, ce qui leur permet de faire transiter 25 000 barils de pétrole par cette route, portant ainsi leur capacité totale d'exportation à 700 000 barils par jour. C'est toujours insuffisant comparé aux 5 millions de barils que l'Irak pouvait exporter avant guerre. Les autorités irakiennes proposent donc au gouvernement jordanien la construction d'un oléoduc entre Kirkouk et Aqaba dont Bagdad supporterait seul le financement. L'offre est alléchante pour le roi Hussein qui doit cependant consulter ses alliés avant d'y répondre. Les Saoudiens ne sont pas enchantés, mais ne peuvent décemment pas s'y opposer. Les Américains, initialement favorables à ce projet qui renforce leur allié jordanien et facilite un éventuel rapprochement avec le régime irakien, sont toutefois contraints d'y mettre leur veto après que les Israéliens, alertés du projet, s'y sont montrés hostiles et ont menacé d'attaquer l'oléoduc si celui-ci était construit[4]. Les dirigeants israéliens sont en effet déterminés à s'opposer à tout ce qui pourrait contribuer au renforcement de l'Irak. *Exit* donc l'option jordanienne.

En dernier ressort, Saddam Hussein se voit contraint de solliciter une nouvelle fois l'assistance de l'Arabie saoudite. Un bon moyen pour lui de s'allier les bonnes grâces du roi Fahd qui vient tout juste de succéder à Khaled, décédé prématurément. Le nouveau souverain saoudien, beaucoup plus ouvert que son prédécesseur, voit là l'occasion de renforcer son emprise sur l'Irak. Il accepte d'autant plus volontiers d'aider Saddam que la situation militaire s'est modifiée à l'avantage de l'Iran, faisant craindre une menace plus sérieuse pour la sécurité du Golfe. Il est en outre encouragé par le changement d'attitude des Etats-Unis qui ne semblent plus hostiles à l'Irak. Le roi Fahd propose donc au président irakien de construire rapidement un tronçon d'oléoduc reliant les gisements pétroliers du sud de l'Irak à la gigantesque *petroline* saoudienne qui permet l'évacuation de quantités impressionnantes de pétrole vers le terminal de Dhahran, à l'intérieur des eaux du Golfe, mais surtout en direction du port de Yanbu', sur la mer Rouge. Les travaux débuteront quelques mois plus tard. Une première section, inaugurée à l'automne 1985, permettra l'évacuation

quotidienne de 500 000 barils de pétrole irakien. En attendant, le « gardien des deux saintes mosquées », comme il aime à se faire appeler, continue d'exploiter, au profit exclusif de l'Irak, les 300 000 barils extraits quotidiennement des puits de pétrole de la zone neutre. Il organise également le transport maritime des quelques dizaines de milliers de barils que l'industrie irakienne parvient à envoyer, par voie routière, dans les ports saoudiens et koweïtiens. Il augmente enfin le volume des prêts bancaires consentis à Bagdad.

Le régime irakien peut donc théoriquement exporter un peu plus de 1 million de barils par jour, en attendant l'entrée en service des oléoducs turc et saoudien. Il n'y parvient cependant pas, car sa production est en chute libre et une part croissante de celle-ci est absorbée par la guerre. Pendant ce temps, l'Iran parvient à extraire un peu plus de 2 millions de barils par jour – soit le double de la production irakienne – et à en exporter les quatre cinquièmes. Ses caisses se remplissent, ce qui permet à Téhéran d'accélérer le rythme de ses opérations militaires, car depuis le retour du printemps, ses forces armées ont repris le combat pour libérer les territoires encore occupés par l'adversaire.

Une victoire encourageante

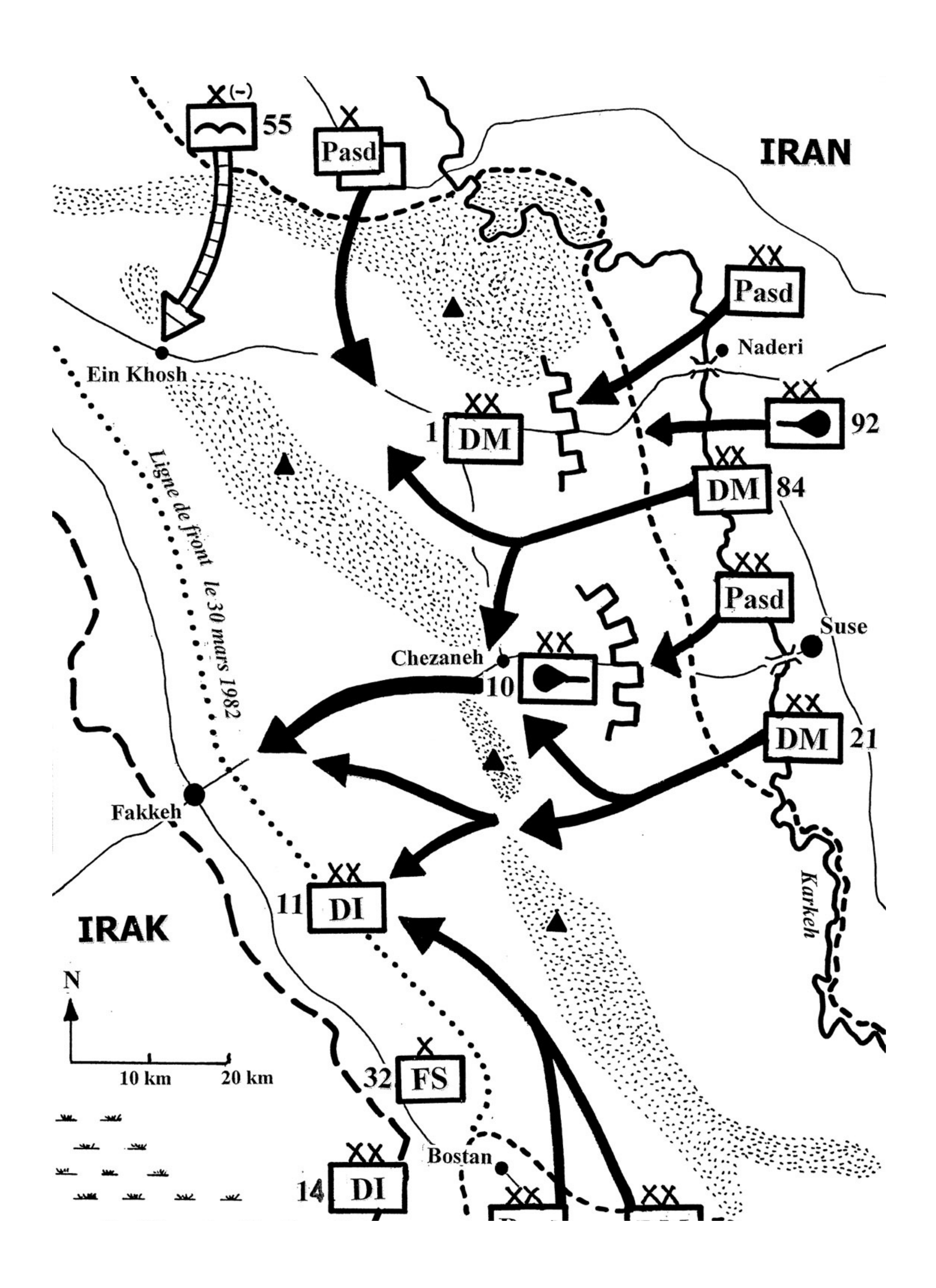
Dès la fin de l'hiver, les généraux Nedjad, chef d'état-major des armées, et Chirazi, commandant de l'armée de terre, se sont interrogés sur la meilleure stratégie à adopter. A part les petites poches de Rachah et Nossoud, au Kurdistan, trois secteurs frontaliers demeurent encore sous contrôle irakien. Le premier s'étend de Qasr-e-Shirin à Mehran, au nord du dispositif ; le second est centré autour de Fakkeh, face à Suse et Dezfoul ; le troisième englobe le Sud-Khouzistan, de Hoveizeh à Khorramchahr. Le premier ne s'impose pas comme prioritaire, les Irakiens ne menaçant aucun objectif essentiel dans cette zone montagneuse défendue par des troupes solidement retranchées au niveau des cols. Le troisième est symboliquement le plus important, mais pas le plus urgent à reconquérir sur le plan de la logique militaire. C'est donc dans le secteur de Suse que les stratèges iraniens décident de faire porter leur effort. Ce choix paraît logique à maints égards. En attaquant le centre du dispositif adverse, les Iraniens se mettent en situation de menacer son centre de gravité situé à Amara, sur la route principale Bagdad-Bassora. Ils fragmenteront ainsi l'armée irakienne en plusieurs blocs. En s'établissant puissamment au centre du dispositif, ils pourront ensuite facilement basculer leurs forces sur une aile ou l'autre en fonction des impératifs du moment. De leur côté, les Irakiens auront beaucoup plus de difficultés à faire de même. Le pouvoir iranien entend aussi reprendre le plus rapidement possible le contrôle des installations pétrolières situées dans ce

secteur. Depuis plus d'un an, ce sont les Irakiens qui pompent l'or noir jaillissant des champs pétrolifères de Dehloran, Musiyan et Fakkeh, alimentant ainsi les caisses de Bagdad.

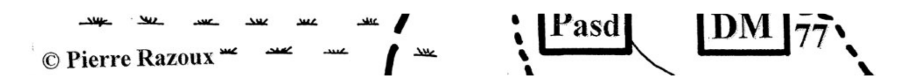
Pour cette grande offensive qu'il baptise Fath (« Victoire »), l'état-major iranien a mobilisé 120 000 hommes, 4 divisions de l'armée régulière (21e, 77e, 84e et 92e), 3 divisions de *pasdarans*, 2 brigades d'artillerie, 1 brigade d'hélicoptères et la 55e brigade parachutiste. Il a massé au plus près de la ligne de front d'importants moyens antiaériens, afin de repousser l'aviation irakienne.

En face, les généraux irakiens ne disposent que de 40 000 hommes, mais de plusieurs centaines de blindés. Ils misent toujours sur leurs chars pour stopper les fantassins. Leurs 1re division mécanisée et 10e division blindée sont ainsi fermement retranchées en première ligne, prêtes à encaisser le choc de l'assaut. Les 11e, 14e et 16e divisions d'infanterie constituent une seconde ligne de défense, à proximité de la frontière. La 32e brigade de commandos est pour sa part retranchée devant Bostan. Bagdad compte en fait sur son aviation pour endiguer une éventuelle percée iranienne dans ce secteur tenu par le 4e Corps.

Le 17 mars 1982, les Iraniens lancent l'opération Fatimah en direction de Hoveyzeh et de Hamid. Il s'agit d'une attaque de diversion destinée à leurrer l'adversaire sur leurs intentions réelles. Le stratagème fonctionne, puisque l'état-major irakien ordonne à la 14e division de quitter l'axe Amara-Fakkeh pour se porter le plus vite possible vers Hoveyzeh. Dans la nuit du 21 au 22 mars, les généraux Nedjad et Chirazi déclenchent leur offensive générale en direction de Fakkeh. Des hélicoptères Chinook transportent une partie de la 55e brigade parachutiste sur les arrières de l'ennemi. Plusieurs détachements de paras attaquent par surprise les positions d'artillerie situées à une dizaine de kilomètres en retrait de la ligne de front. Les canonniers irakiens, surpris de voir surgir dans leur dos des combattants iraniens armés jusqu'aux dents, sont réduits au silence. Les assaillants détruisent une quarantaine d'obusiers de 130 mm, capturent six officiers et rembarquent dans leurs hélicoptères pour rejoindre leurs lignes. Parallèlement, un bataillon de la 55e brigade parachutiste est héliporté près d'Ein Khosh et s'empare, sans coup férir, de cette localité située à l'entrée de gorges contrôlant la partie nord du champ de bataille, isolant du même coup la 1re division mécanisée.



55
Pasd
IRAN
Pasd
Naderi
Ein Khosh
92
1
DM
DM
84
Ligne de front le 30 mars 1982
Pasd
Suse
Chezaneh
10
DM
21
Fakkeh
11
DI
Karkeh
IRAK
N
10 km
20 km
32
FS
Bostan
14
DI



L'offensive iranienne Victoire évidente (21-30 mars 1982)

Pendant ce temps, deux divisions de *pasdarans* déployées devant Suse et Naderi se lancent à l'attaque des premières lignes irakiennes pour fixer l'adversaire et l'empêcher de manœuvrer. Les vagues d'assaut se succèdent à un rythme effréné. Chaque fois, les fantassins iraniens se rapprochent davantage des remblais et entament les défenses irakiennes. Entre deux attaques, l'artillerie iranienne pilonne la ligne de défense. L'artillerie irakienne, en partie muselée, est incapable de riposter efficacement. Pendant quarante-huit heures, des vagues humaines viennent se briser au pied des défenses irakiennes qui commencent à chanceler et manquer de munitions. Pour la première fois de la guerre, plusieurs milliers de jeunes combattants du Bassidj sont engagés au côté des *pasdarans*. Akbar Hashemi Rafsandjani s'est déplacé depuis Téhéran pour les galvaniser, les absolvant d'emblée de tous leurs péchés, promettant à ceux qui viendraient à mourir en martyr l'accès immédiat au paradis. Il a lu sur le front des troupes un message de l'ayatollah Khomeiny les exhortant à combattre jusqu'à leur dernier souffle pour la plus grande gloire de Dieu, de la révolution islamique et de la nation. Fanatisés, les fantassins iraniens remontent inlassablement à l'assaut, sans se préoccuper de leurs pertes. Pour contraindre les blindés irakiens à tenir leurs positions, plusieurs bataillons de chars de la 92e division sont engagés en appui des *pasdarans*.

Dans la nuit du 23 au 24 mars, les généraux iraniens déclenchent la deuxième phase de leur offensive. Leurs 21e et 84e divisions mécanisées s'infiltrent à travers les lignes ennemies, le long de pistes caillouteuses défoncées qui maltraitent les trains de roulement et les essieux des blindés. Les Irakiens, croyant leur adversaire incapable de progresser à travers un terrain aussi accidenté, s'étaient contentés de le miner, sans l'occuper. Près d'une centaine de véhicules iraniens tombent en panne, mais un nombre suffisant de blindés parvient à envelopper les 1re et 10e divisions irakiennes par une manœuvre de débordement des plus classiques. Pendant ce temps, deux brigades de gardiens de la révolution, déployées au nord du dispositif, progressent péniblement à pied à travers un paysage quasi lunaire, alternant dunes et crêtes rocheuses infranchissables censées protéger le flanc gauche de la 1re division

mécanisée. A l'aube, les *pasdarans* déboulent sur les arrières de cette division, prenant ses défenseurs à revers.

Plus au sud, la situation évolue rapidement. Dès qu'ils repèrent les colonnes mécanisées iraniennes, grâce aux immenses nuages de poussière qu'elles soulèvent, les tankistes de la 10e division blindée appellent l'aviation à la rescousse, puisque eux-mêmes sont occupés à repousser les attaques frontales des *pasdarans*. Très vite, une vingtaine de Sukhoï et de MiG surgissent au-dessus du champ de bataille et mitraillent les colonnes iraniennes. Leurs coups portent, mais ils sont violemment pris à parti par les batteries de missiles Hawk déployées à proximité ; 2 patrouilles de Phantom et de Tomcat, maintenues en réserve, sont immédiatement dépêchées sur place. En quelques minutes, 6 chasseurs irakiens sont abattus et 6 autres endommagés. De leur côté, les pilotes de Mirage F-1 abattent 3 Phantom.

Le 25 mars, les Iraniens ont contourné les retranchements irakiens. Les bataillons de grenadiers voltigeurs contre-attaquent pour tenter de repousser l'assaillant. Ils sont rapidement submergés. Menacés d'encerclement, les commandants des deux divisions irakiennes demandent l'autorisation de se replier. Cette autorisation est différée le temps que l'état-major rejoigne Amara pour se rendre compte par lui-même de la gravité de la situation. Les Iraniens en profitent pour encercler et tronçonner le dispositif adverse. La brigade de pointe de la 84e division fait sa jonction avec l'une des deux brigades de *pasdarans* qui s'est établie sur les arrières de la 1re division irakienne. De leur côté, deux autres brigades iraniennes convergent vers Chezaneh, prenant en tenaille ce carrefour névralgique.

Le 26 mars à l'aube, les commandants des deux divisions irakiennes sonnent la retraite. Leur décision survient au moment même où les deux divisions mécanisées iraniennes engagent le combat. Pendant toute la journée, une bataille de chars apocalyptique se développe autour de Chezaneh. Les Chieftain et les T-59 iraniens poursuivent les T-55 et T-62 irakiens qui tentent de s'ouvrir un passage vers le défilé contrôlant la route menant à Fakkeh. Ils écrasent sur leur passage les fantassins qui tentent de les stopper. Quelques bataillons mécanisés parviennent à se frayer un chemin à travers le dispositif iranien. Tous les autres sont impitoyablement anéantis. A la tombée de la nuit, la 1re division mécanisée est détruite. Le général Dakhil Ali Hilali, son commandant, préfère se rendre, pour ne pas affronter la colère de Saddam. La 10e division blindée a perdu la totalité de son artillerie et les deux tiers de ses blindés, mais elle a pu sauver une brigade qui parviendra péniblement à rejoindre Fakkeh, le lendemain.

Le 27 mars, profitant de la confusion régnant dans les rangs irakiens, le commandement iranien engage la troisième phase de son offensive qu'il a entre-temps, emporté par son enthousiasme, rebaptisée Fath al-mobîn (« Victoire évidente »). La 77e division mécanisée, épaulée par un fort contingent de *pasdarans*, quitte le secteur de Bostan, contourne la 32e brigade et se rue en direction de Fakkeh. Elle espère s'emparer de ce carrefour stratégique qui commande la route d'Amara, au bord du Tigre, et couper ainsi la retraite des unités qui refluent en désordre le long de cette même route, depuis Chezaneh. Elle se heurte rapidement à deux brigades de la 11e division d'infanterie qui tentent désespérément de freiner son avance. Les fantassins irakiens mènent un courageux combat retardateur qui permet aux survivants de la 10e division blindée d'atteindre Fakkeh les premiers et de s'y retrancher. Ils paient néanmoins le prix fort et sont contraints de céder du terrain, après avoir perdu deux de leurs brigades.

Devant la tournure prise par les évènements, le président irakien autorise les unités du 4e Corps à se replier pour sauver ce qu'elles peuvent encore sauver. Comme le soulignera plus tard le général Makki, alors chef des opérations du 3e Corps voisin : « Saddam était peut-être arrogant et têtu, mais il n'était pas fou[5]. » Le 29 mars, les troupes irakiennes se rétablissent à une dizaine de kilomètres en avant de la frontière, utilisant au mieux le terrain pour reconstituer une ligne de défense cohérente. De leur côté, les Iraniens, bien décidés à exploiter leur avantage, ont regroupé plusieurs brigades blindées à Chezaneh et les ont lancées à l'assaut de Fakkeh. Emporté par leur élan, ils commettent une erreur de taille. Leurs chars dévalent la plaine caillouteuse et aride qui descend en pente douce jusqu'à la frontière irakienne, sans s'apercevoir qu'ils sont sortis de la zone de protection couverte par les batteries de missiles Hawk déployées à proximité de Suse. L'état-major irakien saisit sa chance et lance immédiatement son aviation à l'assaut des colonnes blindées. Pendant trente-six heures, les chasseurs irakiens se succèdent au-dessus de cette vaste plaine pour freiner la percée iranienne. Ils détruisent une centaine de chars, forçant les Iraniens à se replier. Saddam Hussein en tire une leçon essentielle : utilisée à bon escient, l'aviation est capable d'enrayer une percée adverse. Il convient donc de l'économiser et de ne l'utiliser qu'avec parcimonie. A compter de ce jour, il ordonne que les missions d'appui-feu au profit des unités terrestres soient confiées prioritairement aux hélicoptères de combat, afin de maintenir en réserve un maximum d'avions de chasse pour des frappes d'extrême urgence ou pour des missions jugées peu risquées.

De son côté, l’état-major iranien réorganise son dispositif, complète les stocks de munitions et rapproche l’artillerie de la nouvelle ligne de front. Ses troupes reprennent au passage le contrôle de Musiyan. Malgré les pertes infligées par l’aviation irakienne, les généraux iraniens sont conscients d’avoir remporté leur première grande victoire. En une semaine, ils ont progressé d’une soixantaine de kilomètres, réduit le plus important saillant irakien et récupéré plusieurs champs pétrolifères, infligeant à l’adversaire des pertes très importantes : 400 chars et véhicules blindés et 150 pièces d’artillerie ont été détruits ou capturés ; 8 000 Irakiens ont été tués ; 10 000 autres faits prisonniers ; 3 divisions ont été annihilées, soit les deux tiers du 4e Corps. Les Iraniens se sont même offert le luxe de capturer intacte une batterie de redoutables missiles sol-air Sam-6, qu’ils vont pouvoir décortiquer pour mettre au point des contre-mesures adaptées. Pour prix de cette victoire, 4 000 de leurs combattants sont tombés, essentiellement dans les rangs des *pasdarans*, et 12 000 autres ont été blessés, mais ces pertes seront très rapidement comblées. Plus gênant, 200 de leurs chars et autant de transports de troupes blindés ont été détruits, mais ils seront en partie remplacés par le matériel pris à l’adversaire. Dans l’ensemble, cette manœuvre brillante, fruit d’une excellente coordination interarmes, est considérée comme un cas d’école qui sera enseigné dans les académies militaires iraniennes et servira de modèle pendant le reste de la guerre.

Euphoriques, les généraux iraniens organisent au profit des correspondants de presse des survols du champ de bataille pour leur permettre de réaliser l’ampleur de la défaite subie par l’armée irakienne. Lyrique, le général Chirazi proclame : « Nous sommes en train d’écrire nos propres manuels militaires fondés sur des tactiques absolument nouvelles et révolutionnaires, que les Américains, les Britanniques et les Français pourront étudier dans leurs écoles de guerre[6]. » De nombreux officiers de l’armée régulière, conscients que cette victoire est la leur, redressent la tête et se permettent quelques réflexions désobligeantes pour les *pasdarans*. Ceux-ci prennent conscience d’avoir été utilisés comme de la chair à canon, pour permettre le succès de leurs frères d’armes. Ils s’en plaignent à leur commandant, Mohsen Rezaï, qui en informe Rafsandjani.

Le 9 avril 1982, le gouvernement iranien annonce l’arrestation de Sadeq Ghotbzadeh, ancien ministre des Affaires étrangères de Bani Sadr, l’accusant d’avoir voulu organiser l’assassinat de l’ayatollah Khomeiny avec l’appui d’officiers félons restés fidèles à l’ancien régime. Sadeq Ghotbzadeh, qui a démissionné de son poste bien avant la chute de Bani Sadr et s’est lancé dans les affaires, nie avec véhémence ces accusations et s’en remet à l’ayatollah Khomeiny dont il a été un fervent partisan. Il l’a accompagné dans son exil

français et l'a servi fidèlement depuis les premiers jours de la révolution, prenant la tête de la radio et de la télévision nationales. Sur ordre exprès de Ali Khamenei et d'Akbar Hashemi Rafsandjani, il est expédié à la terrible prison d'Evin où il est selon toute vraisemblance torturé. Quelques jours plus tard, sa confession filmée, dans laquelle il reconnaît avoir voulu renverser le pouvoir, est diffusée à la télévision. Il y dénonce de nombreux officiers qui sont immédiatement arrêtés. Les tribunaux révolutionnaires font intrusion dans les unités, distillant un climat de terreur parmi les cadres de l'armée qui craignent beaucoup plus le régime que leur ennemi irakien. Le président de la République et le président du Parlement voient là une excellente occasion de purger une nouvelle fois l'armée régulière, rappelant aux officiers où se trouve la réalité du pouvoir. Ils savent que les gardiens de la révolution représentent désormais une force politique et militaire avec laquelle il faut compter. Cette affaire envenime bien évidemment les relations déjà difficiles entre l'armée régulière et les *pasdarans* et met entre parenthèses le déroulement des opérations sur le front. L'état-major en profite pour redéployer quatre divisions vers Ahwaz et Susangerd, en vue d'une prochaine offensive.

Le 18 avril, jour consacré à la célébration des forces armées, l'ayatollah Khomeiny tient un discours d'apaisement et appelle à la réconciliation entre armée régulière et gardiens de la révolution, rappelant que tous les militaires, quelle que soit leur armée d'appartenance, doivent être guidés par la même volonté de défendre la nation et la révolution islamique. Il n'en gracie pas pour autant les 70 officiers accusés d'avoir trempé dans ce complot, ni Sadeq Ghotbzadeh qui est maintenu au secret. Tous seront discrètement exécutés l'été suivant. Une chose est sûre, les officiers de l'armée régulière ont compris le message et ne s'aventureront plus à défier le pouvoir et les *pasdarans*. Mais nombre d'entre eux ne seront plus prêts à risquer leur vie pour la gloire du régime. Les officiers issus des rangs des *pasdarans* en profiteront pour s'imposer et accaparer les principaux postes de responsabilité, transformant durablement la physionomie des forces armées iraniennes.

13
Nouvelles médiations

Fin avril 1982, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) tente une médiation sous la houlette du Tunisien Habib Chatti. Son plan se résume en quatre points : retrait irakien des territoires iraniens occupés depuis septembre 1980 ; installation d'une Force tampon fournie par les Etats membres de l'OCI ; constitution d'un comité international chargé d'arbitrer le différend portant sur le Chatt el-Arab ; mise en place d'une commission d'évaluation des dommages subis par l'Iran. Pour donner plus de poids à la proposition de l'OCI, le Conseil de coopération du Golfe se déclare prêt à mettre en place un fonds d'indemnisation au profit de l'Iran. Téhéran, qui cherche à sortir de son isolement, répond favorablement à cette démarche. Le général Nedjad rend public un message du pouvoir iranien qui décrète que son armée est défensive par nature et n'a donc vocation ni à poursuivre la guerre ni à envahir ses voisins une fois que son territoire sera libéré. L'ayatollah Khomeiny reste néanmoins inflexible sur trois points : Saddam Hussein doit partir, l'Irak doit reconnaître sa responsabilité dans le déclenchement des hostilités et rapatrier les chiites expulsés au printemps 1980. Le dictateur irakien rejette bien évidemment en vrac ces conditions.

Pour compliquer le tout, le gouvernement algérien torpille discrètement le plan de paix de l'OCI, se targuant de convaincre les Iraniens d'accepter un cessez-le-feu. Irrité par l'arrogance et le parti pris des Algériens qu'il accuse de favoriser systématiquement la partie iranienne, Saddam Hussein décide de leur donner une leçon. Le 3 mai 1982, il donne l'ordre d'abattre le Gulfstream de liaison transportant le ministre algérien des Affaires étrangères, Mohammed Seddik ben Yahia. Celui-ci se rend à Téhéran avec plusieurs de ses collaborateurs pour convaincre les autorités iraniennes d'accepter une médiation algérienne et coordonner avec elles une position commune en vue de la prochaine réunion de l'Opep. Il est facile à Bagdad d'obtenir les détails de ce vol

régulièrement enregistré. Alors qu'il approche de la frontière entre la Turquie, l'Iran et l'Irak, le Gulfstream algérien est abattu sans sommation par un missile longue portée tiré par un MiG-25 irakien en maraude[1]. Il n'y a aucun survivant. Les Algériens sont furieux et le font savoir aux deux belligérants, sans trop savoir qui blâmer pour cette forfaiture, car Irakiens et Iraniens s'accusent mutuellement d'avoir abattu l'avion[2]. Le message est cependant bien reçu par le pouvoir algérien qui cessera désormais de s'immiscer dans le conflit.

La communauté internationale en désarroi

L'Organisation des nations unies (Onu) n'est pas non plus parvenue à convaincre les belligérants de mettre un terme aux hostilités. Cinq jours à peine après le déclenchement de la guerre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la Résolution 479 demandant aux deux parties de s'abstenir de recourir à la force et appelant la communauté internationale à faire tout son possible pour éviter l'extension du conflit. Pour une fois, Washington et Moscou ont fait taire leurs rivalités et ont endossé immédiatement cette Résolution sans se lancer dans d'interminables arguties, signe de leur extrême embarras. Depuis, Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, n'a pas ménagé sa peine pour tenter de convaincre Bagdad et Téhéran de faire taire les armes. A plusieurs reprises, Saddam Hussein s'est dit prêt à conclure une « paix des braves » avec le gouvernement iranien, en échange de la reconnaissance par celui-ci des frontières définies par les traités internationaux. En d'autres termes, le président irakien est prêt à mettre un terme à la guerre si les Iraniens abandonnent leurs prétentions sur le Chatt el-Arab. Ali Khamenei et Akbar Hashemi Rafsandjani lui ont répondu à chaque fois de manière cinglante que « celui qui veut la paix doit d'abord rapatrier ses troupes derrière les frontières ». Déçu par ce dialogue de sourds, Olof Palme, représentant spécial de l'Onu au Moyen-Orient, se concentre désormais sur les négociations visant l'échange de prisonniers, en étroite concertation avec le Comité international du Croissant-Rouge (CICR).

Parallèlement, les pays non alignés, Inde et Cuba en tête, multiplient les navettes entre Bagdad et Téhéran pour tenter de trouver eux aussi une issue négociée au conflit. Ils ne connaissent pas plus de succès que l'Onu, l'OCI ou la Ligue des Etats arabes. En tant que chef de file des non-alignés, Indira Gandhi, Premier ministre indien, condamne le recours à la violence et refuse de prendre partie pour l'un ou l'autre des belligérants. Elle n'en renforce pas moins les liens économiques avec l'Iran, profitant de l'isolement de Téhéran pour lui imposer des conditions commerciales très favorables à New Delhi. En échange de pétrole acheté à bon prix, l'Inde fournira à l'Iran du textile et des biens de

consommation courante qui compléteront ceux livrés *via* la filière turque. Les autorités indiennes refusent néanmoins de livrer la moindre arme à Téhéran. A partir de 1985, le Premier ministre indien Rajiv Gandhi, beaucoup moins regardant que sa mère, cédera aux pressions commerciales iraniennes et acceptera de livrer à Téhéran du matériel militaire « défensif » (essentiellement des embarcations légères et des torpilles d'origine soviétique, fabriquées sous licence en Inde, qui armeront les vedettes des *pasdarans*).

Prudente indifférence dans le reste du monde

Au Pakistan, le président Zia ul-Haq va lui aussi conduire plusieurs médiations entre Bagdad et Téhéran, sans succès. Malgré sa neutralité affichée, il profite lui aussi de la proximité géographique et de l'isolement de l'Iran pour multiplier par dix, en quelques années, le volume d'échanges commerciaux avec Téhéran qui passera de 40 (1980) à 400 millions de dollars (1985). Il refusera néanmoins de livrer des armes à Téhéran pour préserver son statut d'arbitre de la cause islamique, mais aussi ses liens lucratifs avec l'Arabie saoudite, hostile à l'Iran. Il n'empêche qu'en sous-main, de nombreux trafiquants pakistanais fourniront aux ayatollahs des armes légères et des pièces de rechange pour armes chinoises, lorsque celles-ci commenceront à parvenir en grand nombre sur le front. De son côté, l'armée pakistanaise assurera discrètement la formation des pilotes iraniens chargés de mettre en œuvre les chasseurs F-6 et F-7 livrés par la Chine, identiques à ceux qui équipent l'armée de l'air pakistanaise.

Dans le reste de l'Asie, le ton reste prudent. Le Japon ne s'autorise aucune déclaration susceptible de fâcher les pays du Moyen-Orient qui l'alimentent en pétrole, afin de ne pas mettre en danger son prodigieux essor industriel. Les autres « Dragons » du Sud-Est asiatique (Corée du Sud, Taïwan et Singapour) se déclarent eux aussi neutres, mais fournissent discrètement armes et pièces de rechange aux Iraniens qui les paieront cash, au prix fort. En Afrique et en Amérique latine, seuls le Brésil et l'Afrique du Sud s'impliquent auprès des deux belligérants, malgré leur neutralité de façade, pour assurer des débouchés à leur industrie d'armement en plein essor.

Dans le Golfe, l'intransigeance des belligérants relance l'agenda sécuritaire du CCG. Un accord de sécurité intérieure est conclu entre cinq des six membres du Conseil, autorisant l'intervention de leurs forces de sécurité sur leur territoire pour combattre toute déstabilisation téléguidée depuis l'étranger. Cette entente se double d'accords bilatéraux de défense liant l'Arabie saoudite aux autres membres du CCG, permettant à Riyad d'accroître sa coopération militaire avec ses voisins. En 1983, une série d'attentats visant les territoires koweïtien et

saoudien convaincra les dirigeants du CCG d'instituer un embryon de force militaire commune. Cette unité baptisée « Bouclier de la Péninsule » regroupera des bataillons fournis par cinq des six Etats membres du Conseil, le Koweït refusant de s'y associer. Cette force symbolique, commandée par un Saoudien, sera déployée en Arabie saoudite à Hafar el-Batin, non loin des frontières irakienne et koweïtienne. Des premières manœuvres hésitantes se dérouleront en octobre 1983 et mettront en évidence les capacités très médiocres de cette unité qui ne sera jamais utilisée au combat, pas même pendant la deuxième guerre du Golfe de 1990-1991 (c'est cette unité qui interviendra au printemps 2011 pour mater la révolte chiite à Bahreïn).

Seul le Koweït refuse de faire partie de cette force, récusant toujours la présence de troupes étrangères sur son territoire. Dans ce contexte tendu, les généraux saoudiens convainquent leurs autres partenaires de l'utilité de mettre sur pied un système de défense aérienne intégré, grâce à l'appui technique des Américains. Washington peut ainsi coordonner la défense de la rive sud du Golfe et surveiller plus étroitement l'activité aérienne des deux belligérants.

Washington se rapproche de Bagdad

A la fin du printemps 1982, le secrétaire d'Etat américain George Schultz privilégie une nouvelle approche régionale destinée à rehausser la crédibilité des Etats-Unis au Moyen-Orient. Il cherche à se démarquer de son prédécesseur, Alexander Haig, accusé d'avoir ignoré les Arabes. Ses deux priorités consistent à accélérer le règlement du problème palestinien, quitte à faire pression sur Israël, et à soutenir l'Irak, afin de réduire la menace que l'Iran fait peser sur les monarchies du Golfe. George Schultz n'a aucun état d'âme et se tient prêt à s'allier à Saddam Hussein pour mieux contenir l'Iran, car les Irakiens se trouvent désormais en mauvaise posture. Pour les experts du Pentagone, il n'est pas sûr que l'armée irakienne puisse résister longtemps aux coups de butoir des troupes iraniennes. L'effondrement de l'Irak ne pourrait que faire le jeu de l'Iran, mais aussi de l'URSS si celle-ci en profitait pour intervenir militairement. Les divisions iraniennes, voire soviétiques, pourraient dès lors se ruer sans préavis à l'assaut des pétromonarchies voisines. Il n'est pas sûr que la force de déploiement rapide américaine, prête à se déployer dans le golfe, soit suffisante pour les en dissuader. Surtout si les Koweïtiens et les Saoudiens s'obstinaient à rejeter la présence de troupes américaines sur leur sol. Pour toutes ces raisons, le bouclier irakien doit tenir et Washington doit l'y aider, discrètement, afin de ne pas donner l'impression de remettre en cause sa neutralité affichée. La position de l'administration américaine est parfaitement résumée par Brent Scowcroft,

l'un des conseillers les plus influents du parti républicain : « L'ouverture en direction de Bagdad ne témoignait pas de notre préférence idéologique ou d'un quelconque calcul énergétique, mais du seul fait que nous ne voulions voir aucun des deux belligérants l'emporter. Or, à ce moment-là, nous craignions de voir l'Irak s'effondrer[3]. »

Depuis l'année passée, plusieurs évènements ont permis de lever les réticences de Washington vis-à-vis de Bagdad. Tout d'abord, la destruction de la centrale nucléaire Osirak qui laisse présumer l'arrêt du programme clandestin visant à doter l'Irak d'une capacité nucléaire militaire. Le régime irakien cesse par là même d'être perçu comme une menace vitale par Israël. Ensuite, la prise du pouvoir par le clergé, à Téhéran, qui a enterré tout espoir de rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis. Enfin, les démarches répétées du roi Hussein de Jordanie et du président égyptien Hosni Moubarak qui ont persuadé Ronald Reagan de la nécessité d'apporter son soutien à l'Irak.

Le président américain autorise la CIA à fournir secrètement du matériel militaire à l'Irak, à condition qu'il ne soit pas d'origine américaine[4]. D'importantes quantités d'armes et de munitions d'origine soviétique sont acheminées en Irak après avoir été achetées sur le marché parallèle. Pour convaincre les Irakiens du sérieux de sa proposition, Ronald Reagan dépêche sur place Tom Twetten, un vétéran de la CIA chargé de transmettre des photos du front prises par satellite. Quelques semaines plus tard, il obtiendra du Congrès que l'Irak soit retiré de la liste des Etats soutenant le terrorisme. Cette décision ouvrira la voie au rétablissement des relations commerciales bilatérales, aux prêts bancaires et aux investissements américains en Irak. Elle permettra d'envisager le rétablissement des relations diplomatiques, à terme.

En fait, Washington n'a pas attendu le printemps 1982 pour se rapprocher de Bagdad. Le 12 avril 1981, Morris Draper, un diplomate de haut rang, s'était rendu dans la capitale irakienne pour de premiers contacts informels. Il avait été reçu fraîchement et sa visite n'avait débouché sur rien de concret, mais le contact avait été rétabli. Cette visite n'avait pas échappé aux services de renseignements iraniens. Comme par enchantement, la marine iranienne avait arraisonné, quelques jours plus tard, le *Western Sea*, un navire océanographique américain suspecté d'être un navire espion, lors d'une brève incursion dans les eaux territoriales iraniennes. La tension était montée d'un cran, car la crise des otages restait présente dans tous les esprits. Washington avait demandé la libération immédiate des 19 membres d'équipages. Après les avoir retenus quelques jours dans les geôles iraniennes, Téhéran les avait relâchés, rappelant au gouvernement américain son engagement de neutralité vis-à-vis des deux

belligérants. Le message s'était voulu limpide : si les Etats-Unis se rapprochaient trop de l'Irak, ils en supporteraient les conséquences.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à revoir leur posture vis-à-vis des belligérants. A Moscou, le Kremlin fait face au dilemme suivant : d'un côté, ses membres sont enclins à maintenir sous embargo le régime de Saddam Hussein pour tenter d'accélérer la fin des hostilités ; d'un autre, ils ne peuvent laisser l'Irak s'effondrer. Une déroute irakienne affecterait de manière trop négative leur crédibilité dans la région. Or, leurs conseillers présents à Bagdad font remonter des rapports alarmants soulignant le désarroi de l'armée irakienne face à la détermination des combattants iraniens. Qui plus est, les dirigeants soviétiques ne se font plus guère d'illusions sur la nature théocratique du régime iranien. Celui-ci se montre chaque jour plus hargneux à l'égard de l'URSS et arme sans vergogne les moudjahidin des maquis afghans. A Moscou, chacun comprend que la belle idée de l'ouverture en direction de l'Iran a vécu et qu'il faut en prendre son parti. Les gérontes du Politburo sont cependant tétanisés par le climat de fin de règne qui sévit au Kremlin. Mikhaïl Souslov, l'idéologue du parti, s'est éteint quelques mois plus tôt et Leonid Brejnev, très malade, n'en a plus pour longtemps. Personne n'ose donc prendre de décision qui pourrait lui être reprochée quand viendra le temps de désigner le nouveau secrétaire général du parti. Face à cet immobilisme, le maréchal Oustinov, qui demeure le plus fidèle avocat du régime irakien, parvient à faire accepter par ses pairs le principe de livraisons urgentes d'armes lourdes à Bagdad. Il leur rappelle que l'Irak a multiplié les propositions de cessez-feu qui ont toutes été rejetées par les mollahs iraniens. Face à l'intransigeance de Téhéran, Moscou se doit d'honorer son accord de défense envers Bagdad. Saddam n'a-t-il pas fait preuve de bonne volonté envers le Kremlin en libérant le mois précédent 280 responsables communistes emprisonnés dans les geôles irakiennes ? Peu importe que ces militants communistes aient été ensuite envoyés sur le front pour combattre l'envahisseur iranien… L'armée irakienne commence donc à recevoir des chars T-72, des blindés BMP-1, des missiles antichars AT-4 Spigot, des missiles sol-air Sam-6 et Sam-9, 30 MiG-21 et 4 patrouilleurs lance-missiles Osa II destinés à remplacer ceux coulés au début de la guerre. Pour l'armement de dernière génération, il faudra attendre encore un peu.

Pendant ce temps, au Kurdistan iranien

Début avril 1982, Abdul Rahman Ghassemlou, le chef des Kurdes iraniens, est reparti à la conquête des villes perdues l'automne précédent. Il a réussi à mobiliser 30 000 *peshmergas* appuyés par les chars et les pièces d'artillerie

capturés l'année passée. Grâce à la générosité de Bagdad, ses combattants disposent d'un nombre conséquent de mitrailleuses, de lance-roquettes antichars et de canons sans recul[5]. Soutenu par une partie de la population, il s'est emparé des villes de Sanandaj, Saqqez, Boukan et Mahabad qui ont changé une troisième fois de mains en moins d'un an. Ses troupes ont piétiné en revanche devant Piranchahr, fermement tenue par une brigade de l'armée régulière. Plus au sud, le chef du PDKI n'a même pas cherché à s'emparer de la garnison de Marivan, celle-ci étant désormais inexpugnable après avoir été renforcée pendant l'hiver. Fort de ce succès, Ghassemlou a contacté Bani Sadr et lui a proposé de retourner en Iran pour établir, dans les montagnes du Kurdistan, un gouvernement parallèle prônant la chute de l'imam Khomeiny. Prudent, l'ancien président a décliné l'offre, préférant demeurer dans son exil parisien qui lui offre un cadre idéal pour rédiger ses mémoires. Il sait que s'il commettait l'erreur de s'impliquer dans la résistance ouverte au régime des mollahs, il perdrait définitivement la bienveillance du guide et deviendrait immédiatement la cible des tueurs de la Savama, la police politique des ayatollahs. Car même s'il l'a publiquement désavoué, l'ayatollah Khomeiny continue d'étendre sa protection sur Bani Sadr pour qui il éprouve une affection sincère.

Rapidement, les autorités iraniennes lancent la contre-offensive. Le général Chirazi dirige l'opération qui mobilise 80 000 hommes appuyés par 300 chars, 150 pièces d'artillerie et une cinquantaine d'hélicoptères. En deux mois, les Iraniens reprennent le contrôle des quatre villes perdues et refoulent les *peshmergas* vers leurs montagnes, sachant que l'été, ceux-ci seront inoffensifs puisqu'ils se devront d'être dans leur foyer pour participer aux tâches rurales de leur communauté. Là, les *peshmergas* sont encore à l'abri, car les Iraniens ne disposent pas de suffisamment de troupes pour les y débusquer. Ils n'en poursuivent pas moins une politique de répression féroce à l'encontre de tous ceux qui ont soutenu les insurgés. Le général Chirazi, qui s'implique personnellement dans ces opérations, y gagne son surnom d'« homme de fer », et par là même la reconnaissance du régime.

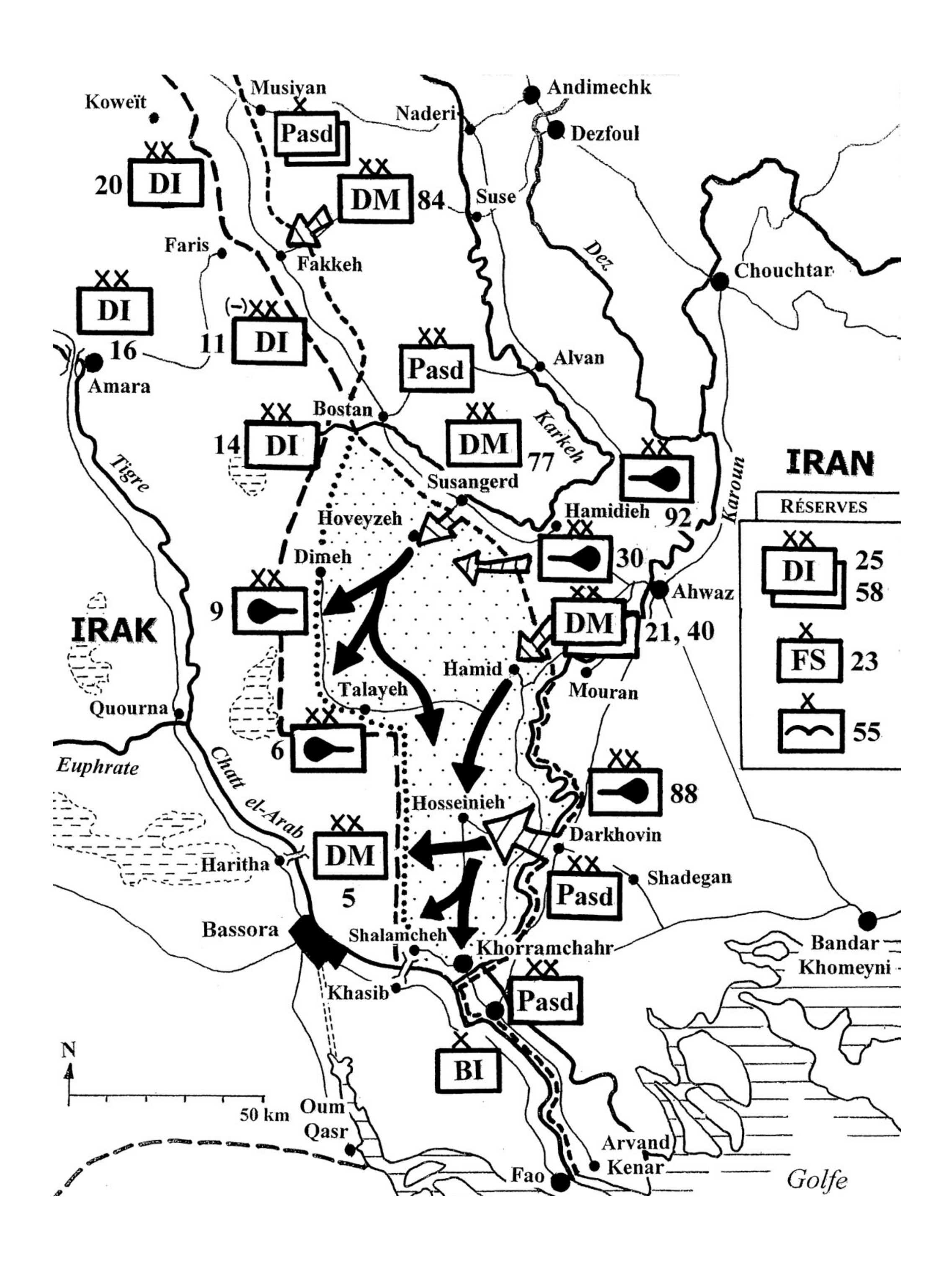
14
La reconquête iranienne

Le 30 avril 1982, les Iraniens déclenchent l'offensive Beit el-Moqaddas (« Ville sainte ») qui doit leur permettre de reprendre Khorramchahr et chasser une fois pour toutes les Irakiens du Khouzistan. Pour cette opération, les généraux Nedjad et Chirazi ont mobilisé le ban et l'arrière-ban, soit douze divisions échelonnées de Musiyan à Abadan, dont plus de la moitié contrôlée par les *pasdarans*, ainsi qu'une dizaine de brigades indépendantes[1]. Ils n'ont pas hésité à prélever des bataillons déployés aux frontières soviétique, afghane et pakistanaise. Pour les transporter près du front, ils ont réquisitionné tous les Boeing de l'armée de l'air. Au total, ils alignent 200 000 hommes, un millier de chars, 600 canons et une centaine d'hélicoptères[2]. Leur point faible réside dans l'absence d'une capacité de frappe aérienne. L'armée de l'air fait en effet face à de gros problèmes d'intendance. Ses stocks de munitions et de pièces de rechange ont fondu comme neige au soleil, les livraisons de matériel ne suffisent pas pour l'instant à les reconstituer, et les ingénieurs n'ont pas trouvé les codes leur permettant d'identifier et de gérer les stocks de pièces détachées éparpillés sur les bases. Qui plus est, le pouvoir se méfie toujours des pilotes et n'autorise qu'au compte-gouttes les sorties aériennes, privilégiant les missions d'interception et de reconnaissance, les seules qui ne présentent aucun risque, ces appareils n'étant armés d'aucune bombe susceptible de détruire les bunkers gouvernementaux. L'état-major iranien compte sur ses batteries de missiles sol-air Hawk, qui ont été rapprochées du front, pour interdire le survol du champ de bataille par l'aviation irakienne. Pour éviter les tirs fratricides, la chasse iranienne est priée de ne pas s'aventurer au-dessus du front, car les artilleurs ont reçu l'ordre d'engager systématiquement tous les jets survolant leur zone. En face, les Irakiens ne disposent que de 5 divisions (3e, 5e, 6e, 9e et 14e) et d'une dizaine de brigades autonomes qui regroupent 65 000 hommes, 500 chars et autant de pièces d'artillerie. La moitié de leurs forces est déployée dans le

secteur de Khorramchahr, l'autre moitié est échelonnée entre Amara et Hamid. Le général commandant le 3e Corps peut néanmoins compter sur un important soutien aérien.

La libération de Khorramchahr

Peu avant l'aube, un bataillon de parachutistes est largué sur la berge occidentale du Karoun, à proximité de Darkhovin, pour établir une tête de pont. Les sapeurs iraniens entament immédiatement la construction de ponts flottants. Dès les premières lueurs du jour, des hordes de gardiens de la révolution se ruent sur l'autre berge, encouragés par d'assourdissants « Allah Akbar » diffusés par des dizaines de haut-parleurs réglés sur le volume maximal. Croyant avoir affaire à plusieurs divisions ennemies, les Irakiens chargés de tenir le secteur prennent la poudre d'escampette. La 88e division blindée iranienne franchit à son tour le Karoun et élargit la tête de pont en direction de Hosseinieh, prenant toutefois grand soin de ne pas s'emparer de cette bourgade pour ne pas paniquer l'adversaire. Car la tactique des Iraniens va consister à le laisser dans l'expectative quant à l'endroit où surviendra l'assaut majeur, pour l'empêcher de regrouper ses forces.



Koweït
Musiyan
Pasd
Naderi
Andimechk
Dezfoul
20
DI
DM
84
Suse
Faris
Fakkeh
Dez
Chouchtar
DI
(–)
16
11
DI
Amara
Pasd
Alvan
Bostan
14
DI
DM
77
Karkeh
IRAN
Tigre
Susangerd
92
Karoun
RÉSERVES
Hoveyzeh
Hamidieh
DI
25
58
Dimeh
30
Ahwaz
9
DM
21, 40
IRAK
Hamid
Mouran
FS
23
Talayeh
Quourna
55
6
Euphrate
88
Chatt el-Arab
Hosseinieh
Darkhovin
DM
Haritha
Shadegan
5
Pasd
Bassora
Shalamcheh
Khorramchahr
Bandar Khomeyni
Khasib
Pasd
BI
N
50 km
Oum Qasr
Arvand Kenar
Fao
Golfe

KOWEÏT

Boubiyan

L'offensive iranienne Ville sainte (30 avril-24 mai 1982)

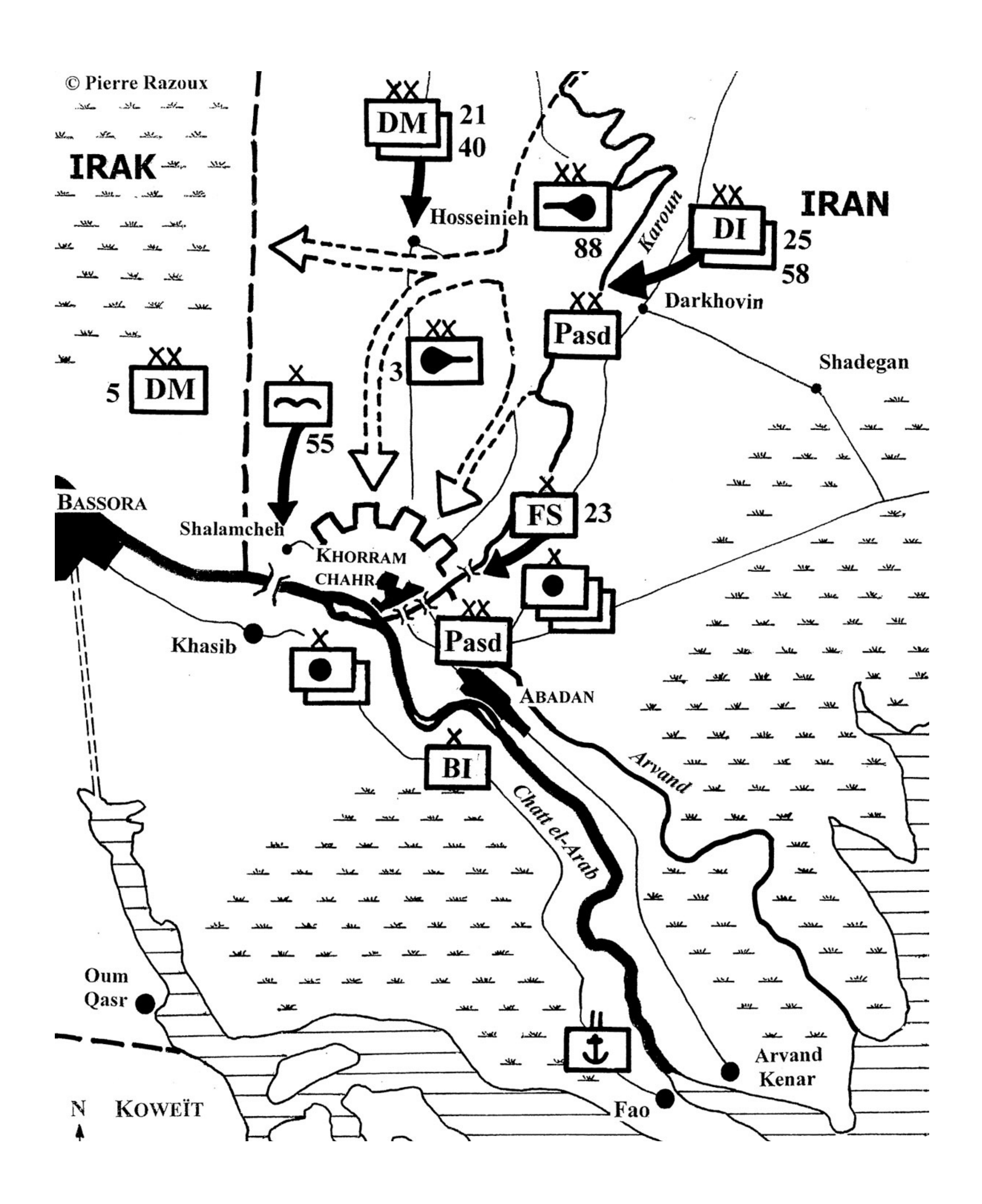
Alors qu'au nord du Khouzistan, la 84e division lance une attaque de diversion contre Fakkeh, au centre, dans le secteur de Susangerd, les 30e et 77e divisions repoussent la 9e division irakienne jusqu'à Hoveyzeh. Près d'Ahwaz, les 21e et 40e divisions refoulent les 5e et 6e divisions irakiennes au-delà de Hamid. Le général Qadhi, commandant le 3e Corps irakien, tergiverse sur la marche à suivre et l'endroit où faire porter son effort pour contenir au mieux les Iraniens. Il profite du passage du général Shamshal, chef d'état-major des armées, pour lui demander son avis. Pusillanime, celui-ci lui répond : « Je ne sais pas, c'est à toi de voir ; c'est toi le commandant du secteur, c'est à toi de décider[3] ! » Le commandant du 3e Corps opte finalement pour une défense élastique avec ce qui lui reste de troupes blindées et mécanisées. Les Iraniens profitent des atermoiements des Irakiens pour engager leur 23e brigade de forces spéciales et leurs 25e et 58e divisions d'infanterie, tenues jusque-là en réserve.

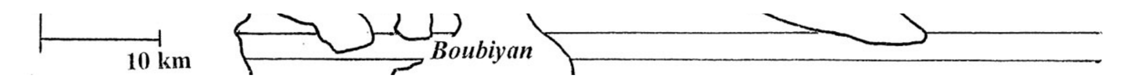
Dans la nuit du 7 au 8 mai, les Iraniens lancent la deuxième phase de leur offensive. Après un terrible bombardement d'artillerie, leurs divisions déployées entre Susangerd et Mouran culbutent les 6e et 9e divisions blindées irakiennes et les poursuivent jusqu'à la frontière. La 9e division se désagrège et compte tenu de ses piètres performances, elle disparaît définitivement de l'ordre de bataille irakien. Trois jours plus tôt, Saddam est intervenu pour sauver son commandant, le général Talal Duri, l'un de ses protégés dont il apprécie la fidélité et le courage, en lui confiant un autre commandement[4]. Il le remplace au pied levé par le général Kamel Latif qu'il n'apprécie pas. C'est ce général qui assumera la responsabilité de la défaite et sera exécuté. Cette anecdote illustre l'état d'esprit régnant au sein de l'état-major et explique la pusillanimité de certains généraux.

Un peu plus au sud, la 88e division blindée fonce elle aussi vers la frontière irakienne et s'empare de Hosseinieh. Saddam Hussein n'a plus d'autre choix que d'accepter le repli de ses troupes vers Khorramchahr. Le secteur est défendu par 35 000 hommes épaulés par une centaine de chars.

Le 12 mai, les Iraniens campent devant la ville sans passer encore à l'attaque, car ils attendent l'arrivée de plusieurs divisions de *pasdarans*. Akbar Hashemi Rafsandjani s'est en effet montré très clair : ce sont les gardiens de la

révolution qui doivent libérer Khorramchahr. Ils attendent depuis des mois cette victoire symbolique qu'ils méritent amplement et doit leur permettre de s'imposer comme l'élément moteur des forces armées iraniennes. L'état-major profite de ce répit pour compléter les stocks de munitions, mais aussi d'eau potable, car la température commence à devenir caniculaire. Il organise le transfert en autobus de plusieurs milliers de jeunes volontaires qui seront engagés en première ligne. Il finit par aligner 80 000 combattants face aux 35 000 Irakiens retranchés sur le mur de Perse et dans Khorramchahr.


© Pierre Razoux
IRAK
IRAN
DM
21
40
Hosseinieh
88
Karoun
DI
25
58
Darkhovin
Pasd
Shadegan
5
DM
3
55
FS
23
BASSORA
Shalamcheh
KHORRAM
CHAHR
Pasd
Khasib
ABADAN
BI
Arvand
Chatt el-Arab
Oum
Qasr
Arvand
Kenar
Fao
N
KOWEÏT



L’offensive iranienne Ville sainte (30 avril-24 mai 1982)

Dans la nuit du 19 au 20 mai, l’artillerie iranienne se déchaîne, contraignant les Irakiens à se terrer dans leurs positions. Parallèlement, la 55e brigade parachutiste, héliportée à proximité de Shalamcheh, s’empare de cette bourgade et détruit le pont flottant permettant de franchir le Chatt el-Arab. Les paras iraniens isolent du coup la garnison de Khorramchahr. A l’aube, les Iraniens se lancent à l’assaut de la ville. Pendant quarante-huit heures, des dizaines de vagues de *pasdarans* survoltés viennent se briser sur le mur de Perse. Mohsen Rezaï et Ali Chamkhani supervisent les opérations. Ils ont lu sur le front des troupes un message de l’ayatollah Khomeiny appelant les combattants au martyr. Pour cette bataille décisive, ils ont fait appel à leurs meilleurs commandants qui vont se battre comme des lions : Rahim Safavi, Hossein Kharrazi et Mohammed Baqer Qalibaf, qui commandent chacun une division alors qu’ils n’ont pas 25 ans ! Les défenseurs, choqués par la furie, la détermination et l’abnégation des assaillants, s’imaginent revenus aux temps médiévaux. Le 22 mai, les défenseurs commencent à flancher. Les hommes, épuisés, sont presque à court de munitions. Plus ils tuent d’adversaires, plus il en vient !

La nuit suivante, 3 divisions iraniennes parviennent à percer le mur de Perse qui s’est effondré en plusieurs endroits sous les coups répétés de l’artillerie et des chars. A l’aube, elles se répandent à l’intérieur de la ville, tandis que 3 autres divisions encerclent la cité, coupant toute voie de retraite aux défenseurs. Les pilotes irakiens tentent de briser l’élan des troupes iraniennes en mitraillant sans répit les colonnes de fantassins. Ils ne parviennent pas à les stopper et subissent de lourdes pertes (une trentaine d’appareils). Au sol, c’est la débâcle ! Les Irakiens paniqués abandonnent leurs véhicules et tentent d’atteindre le Chatt el-Arab pour le traverser à bord de canots pneumatiques, sur des radeaux de fortune, voire même à la nage. Près de 40 % d’entre eux parviennent à regagner l’autre berge. Les autres sont tués ou capturés. Les quelques unités qui tentent courageusement de freiner l’avance iranienne sont implacablement éliminées. Les *pasdarans* galvanisés sont prêts à tous les sacrifices pour offrir la victoire à leurs commandants. Rien ne leur résiste. A la tombée de la nuit, les Iraniens ont fait 12 000 prisonniers. Le 24 mai 1982, le régime iranien proclame la libération de Khorramchahr, ville deux fois martyre ! Cette épopée inspirera Khosrow

Sinaï, un cinéaste iranien qui réalisera un film intimiste très esthétique sur cette bataille, intitulé *Dar Koocheha-ye Eshgh* (« Dans les allées de l'amour »), qui va bien au-delà des clichés de propagande. La défaite est sévère pour les Irakiens qui déplorent 8 000 tués, 19 000 prisonniers (en tenant compte des soldats capturés dans les autres secteurs) et plus de 15 000 blessés, sans compter le matériel détruit ou capturé : 250 chars, 300 autres blindés et une centaine de canons. Même s'ils peuvent pavoiser, les Iraniens accusent eux aussi de lourdes pertes : entre 12 000 et 15 000 morts, 25 000 blessés et 400 blindés détruits.

Repli stratégique

La chute de Khorramchahr enterre définitivement la croisade du président irakien. Amer et lucide, Saddam Hussein doit reconnaître l'échec de son entreprise. Il lui faut maintenant sauver la face, trouver un moyen de mettre un terme à la guerre et sacrifier des boucs émissaires. Il craint en effet que l'armée et le parti n'en profitent pour lui demander des comptes, car le bilan est pour le moins catastrophique : 30 000 morts, 35 000 prisonniers et le double de blessés ; la moitié des forces terrestres impliquées dans l'invasion de l'Iran a été mise hors de combat ; l'armée irakienne a perdu 20 % de son artillerie, 40 % de son aviation et 60 % de son parc de blindés. Tout cela pour rien, puisque l'armée iranienne a repris les neuf dixièmes des territoires conquis. Elle campe le long du Chatt el-Arab et menace désormais Bassora. Le 28 mai, elle lance même deux attaques coordonnées contre Qasr-e-Shirin et Sumer, espérant que les Irakiens, démoralisés, abandonneront ces deux localités sans trop de résistance. Les généraux iraniens se trompent, car les troupes irakiennes s'accrochent farouchement à leurs positions, conscientes que la chute de ces deux villes ouvrirait grandes à l'adversaire les portes de Bagdad.

Saddam Hussein profite de ce succès ponctuel pour reprendre la main. Il félicite le général Aziz qui commande les secteurs de Qasr-e-Shirin et Sumer, et sévit à l'encontre des militaires qu'il estime responsables de la débâcle de Khorramchahr, pour rappeler à tous les autres leur allégeance et leurs devoirs. Sur son ordre, une vingtaine d'officiers supérieurs sont relevés de leur commandement. Un tribunal militaire se réunit aussitôt à Bassora pour les juger. Dix d'entre eux sont reconnus coupables et exécutés, dont les généraux Qadhi, Shitnah et Latif, qui commandaient respectivement le 3e Corps d'armée et les 3e et 9e divisions. Plusieurs membres de l'état-major sont écartés ou mis sur la touche, notamment le général Shamshal, qui est remplacé à la direction de l'état-major général (et de l'armée de terre) par le général Abdel Jawad Dhanoun, ancien directeur du renseignement militaire. Le général Janabi est pour sa part

remplacé par son adjoint, le général Abid Mohammed Kabi, à la tête de la marine.

Simultanément, le président irakien courtise ses minorités. Il nomme un Kurde, Taha Marrouf, à la vice-présidence du Conseil de commandement de la révolution. Même si ce poste n'est qu'honorifique, il rassure la population kurde. Plusieurs colonels d'origine kurde ou chiite sont promus généraux. Le régime restaure en outre les mausolées chiites de Nadjaf et Karbala. Il lance enfin un emprunt national pour accélérer l'achèvement d'un certain nombre de grands travaux, notamment dans les provinces kurdes, et pour créer un fond d'indemnisation des victimes de guerre. Leurs familles se voient octroyer de nombreux avantages sociaux. Pour rassurer la population et la convaincre d'investir massivement dans cet emprunt, Saddam n'hésite pas à faire imprimer son portrait souriant sur chaque bon du trésor public.

Le 6 juin 1982, le gouvernement israélien de Menahem Begin ordonne l'invasion du Sud-Liban pour chasser la guérilla palestinienne qui s'y est réfugiée depuis plus d'une décennie. Il justifie sa décision par l'attentat dont vient d'être victime son ambassadeur à Londres, attribué à l'OLP, mais imputable en réalité à Abu Nidal, le fameux terroriste d'origine palestinienne qui se vend au plus offrant. Saddam Hussein s'empare aussitôt de ce dossier qui fait diversion à point nommé et se dit prêt, devant les caméras du monde entier, à mettre un terme aux hostilités avec l'Iran et à rapatrier ses troupes en Irak pour envoyer son armée combattre l'agresseur israélien. Akbar Hashemi Rafsandjani, confondu par la naïveté de Saddam, le prend au mot et lui demande, par médias interposés, de laisser l'armée iranienne traverser l'Irak pour se diriger vers le Liban, espérant ainsi pousser le dictateur irakien dans ses retranchements.

Le 10 juin, Saddam Hussein proclame unilatéralement le cessez-le-feu et accepte les principales conditions édictées par Téhéran : retrait des territoires conquis et paiement de réparations par le biais de contributions volontaires apportées par les Etats arabes qui soutiennent Bagdad. Il reconnaît explicitement le tracé des frontières tel que défini par l'accord d'Alger de 1975, endosse la responsabilité du déclenchement de la guerre – même s'il parle de guerre imposée – et octroie le libre passage aux troupes iraniennes qui viendraient à être envoyées au Liban. Le dictateur irakien refuse en revanche catégoriquement deux des conditions iraniennes : son départ du pouvoir et le rapatriement en Irak des 100 000 chiites expulsés vers l'Iran avant le début des hostilités. Saddam fait le pari que les dirigeants iraniens, qui ont libéré leur territoire et obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications, se montreront rationnels et saisiront l'opportunité de mettre un terme à la guerre. Si tel n'était pas le cas, il spécule sur la solidarité active de ses alliés arabes qui devrait lui permettre de

soutenir le rythme d'une guerre d'usure, car il n'imagine pas que les Iraniens puissent désormais lancer des opérations d'envergure contre son pays. Eux aussi sont épuisés et ont subi de lourdes pertes depuis le début de la guerre (50 000 tués et 5 000 prisonniers). Le scénario le plus probable, s'il en croit son état-major, reste un retour à la situation *ante bellum* caractérisée par des duels d'artillerie et de fréquents accrochages le long de la frontière.

Une question reste à ce jour sans réponse : Saddam a-t-il commandité l'élimination de Shlomo Argov, l'ambassadeur israélien à Londres, afin de provoquer une nouvelle guerre au Proche-Orient qui lui fournisse un prétexte commode pour justifier son cessez-le-feu sans perdre la face ? C'est possible, si l'on en croit les allégations convaincantes de Patrick Seale, journaliste d'investigation spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient, auteur d'une remarquable biographie d'Abou Nidal, mais aussi celles des historiens Martin Van Creveld et Rob Johnson, qui démontrent que ni la Syrie, ni l'OLP, ni la Libye, ni l'Iran n'avaient alors intérêt à susciter une nouvelle guerre avec Israël, alors que le président irakien y avait en revanche intérêt, puisque celle-ci lui fournissait un prétexte commode pour mettre un terme à sa guerre avec Téhéran tout en punissant Israël pour la destruction de la centrale Osirak[5]. Rien, dans les bandes audio capturées à Bagdad en 2003 ni dans les comptes rendus d'interrogatoires de Saddam Hussein, ne viendra toutefois confirmer cette hypothèse.

Quoi qu'il en soit, la proposition de cessez-le-feu est fermement soutenue par le roi Fahd d'Arabie saoudite qui se déclare prêt à payer cash 50 milliards de dollars au gouvernement iranien pour le convaincre d'accepter l'offre irakienne. Cette somme colossale est censée couvrir les dommages subis par l'Iran depuis le début de la guerre. Les Iraniens se montrent néanmoins de redoutables négociateurs et demandent 150 milliards de dollars, espérant sans doute en obtenir 100. Vexé, le monarque saoudien retire son offre et s'aligne plus clairement encore sur l'Irak. Pour la première fois depuis le début des hostilités, il livre directement à l'armée de l'air irakienne, avec la bénédiction de Washington, des munitions guidées d'origine américaine pour lui permettre d'accroître la précision de ses bombardements.

Le 20 juin 1982, malgré la fin de non recevoir opposée par Téhéran, Saddam Hussein ordonne à son armée de se retirer des territoires occupés en Iran pour se rétablir sur la frontière internationale, prenant ainsi le risque d'ouvrir aux Iraniens la plaine irakienne et la route de Bagdad. Ce repli stratégique sera effectif neuf jours plus tard, mettant ainsi un terme à la seconde phase de la guerre. Le président irakien convoque dans la foulée le IXe Congrès du Baas au cours duquel il obtient le quitus du parti pour sa gestion de la guerre, au moment

où un certain nombre de critiques commençaient à se faire entendre. Il tue la révolte dans l'œuf et n'hésite pas à éliminer certains de ces contradicteurs, pour l'exemple. Ibrahim Hussein, son ministre de la Santé qui lui a suggéré de s'éloigner momentanément du pouvoir, est ainsi passé par les armes après une parodie de procès. Saddam Hussein profite de cette nouvelle purge pour imposer au Parti une direction resserrée et restreindre le Conseil de commandement de la révolution à son premier cercle : Adnan Khairallah, son cousin germain et ministre de la Défense, Ali Hassan al-Majid, son autre cousin qui dirige les services de renseignement, Barzan Ibrahim al-Takriti, son demi-frère qui supervise la police secrète, Hussein Kamel, son gendre, Tarek Aziz, son ministre des Affaires étrangères, Taha Yassine Ramadan, le chef de l'armée populaire, Izat Ibrahim Duri, ministre adjoint de la Défense, ainsi qu'Ibrahim Sabawi, chef de la police. Il leur explique qu'en revenant sur les positions antérieures au 22 septembre 1980, il a enlevé au régime iranien toute justification morale pour poursuivre la guerre, imputant dès lors à Téhéran la responsabilité de son éventuelle continuation. Si tel devait être le cas, il est certain que les visées expansionnistes de Téhéran susciteraient une levée de boucliers des grandes puissances en sa faveur. Sur ce point, il se montrera clairvoyant. Comme l'écrit alors un attaché militaire occidental en poste à Bagdad : « Psychologiquement, l'Irak a déjà perdu la guerre. La défaite de Khorramchahr laisse mal augurer des capacités ultérieures de Bagdad à mettre un terme à l'exportation, par les armes, de la révolution islamique iranienne[6]. »

Rafsandjani et Khomeiny s'entendent pour poursuivre la guerre

L'annonce du cessez-le-feu, puis du retrait irakien, suscite immédiatement un débat de fond à Téhéran. Faut-il ou non continuer les hostilités et porter la guerre au cœur du territoire irakien ? L'imam Khomeiny, fidèle à son rôle d'arbitre, refuse initialement de se prononcer, préférant écouter les arguments des uns et des autres. L'ayatollah Montazéri, soutenu par la majorité du clergé, y est opposé, arguant qu'après vingt mois d'un conflit meurtrier, la population aspire à la paix. Ali Khamenei n'y est pas favorable non plus. Depuis toujours, il privilégie le front intérieur et souhaite concentrer tous les efforts sur la lutte contre les opposants au régime. Les Moudjahidin du peuple parviennent toujours à commettre des attentats dans les grandes villes, même si leur responsable opérationnel, Moussa Khaibani, a été tué quelques semaines plus tôt. Les militants du parti communiste Toudeh, qui vivent en semi-clandestinité, sont toujours susceptibles de prendre les armes. Dans la province du Kurdistan, les *peshmergas* ont été refoulés dans les montagnes, mais ils n'ont pas été écrasés.

Dans les provinces de l'Azerbaïdjan et du Baloutchistan, les indépendantistes ont été matés, mais il suffirait d'un revers majeur ailleurs pour relancer la rébellion. Plus prosaïquement, Khamenei craint que la poursuite de la guerre contre Bagdad ne permette à son rival Rafsandjani de récolter des lauriers qui accentueraient ses chances de s'imposer comme le prochain guide. Le Premier ministre Moussavi et le ministre de la Défense Salimi n'ont pas voix au chapitre. Ils ne sont que de simples exécutants chargés de mettre en œuvre les décisions des mollahs. Les responsables de l'armée se montrent eux aussi très réservés, soulignant l'ampleur des pertes subies. Les divisions, étrillées, n'ont pas pu être reconstituées, malgré l'afflux massif de recrues.

Seul contre tous, Akbar Hashemi Rafsandjani se dit favorable à la poursuite de la guerre. En fin psychologue et maître manipulateur, il fait valoir l'argument décisif que l'ayatollah Khomeiny espère entendre : Saddam Hussein doit être puni et renversé, afin de donner une chance aux chiites irakiens de s'emparer du pouvoir pour transformer l'Irak en une République islamique calquée sur le modèle iranien. Tout doit donc être mis en œuvre pour humilier le dictateur irakien et précipiter la chute du régime baassiste. Peu importe le prix à payer pour atteindre cet objectif stratégique. Le président du Parlement conteste la bonne foi de Saddam et prend le pari que son armée ne se retirera pas de tous les territoires conquis. Les évènements lui donnent raison, puisque les troupes irakiennes conservent quelques crêtes adossées à la frontière, entre Qasr-e-Shirin et Fakkeh, pour protéger l'accès à Bagdad. La poursuite des combats lui apparaît de ce fait légitime, d'autant plus qu'elle devrait permettre d'entretenir la ferveur révolutionnaire et de souder la population iranienne autour des mollahs, tout en cassant la structure sociale de l'ancien régime. Rafsandjani rappelle que l'armée iranienne, qui a refoulé les meilleures troupes irakiennes, ne devrait pas rencontrer de difficulté majeure pour les mettre à genoux. En attaquant immédiatement, le régime pourrait transformer le repli irakien en une grande victoire iranienne.

Pour donner plus de poids à son analyse, Akbar Hashemi Rafsandjani, soutenu par le jeune Mohammed Khatami, responsable de la propagande, abreuve le guide de statistiques et de rapports lui montrant que l'Iran dispose des ressources financières et démographiques suffisantes pour porter l'estocade et faire chuter le régime irakien. En militant pour la poursuite des hostilités, le président du Parlement cherche en réalité à renforcer le pouvoir qu'il tire de son statut de chef de guerre, qui lui confère une autorité et une mainmise sur l'ensemble de l'appareil d'Etat, mais aussi sur l'économie du pays. Un effort de guerre prolongé lui permettrait d'accroître sa fortune ; une victoire sur l'Irak lui permettrait de s'imposer comme le leader incontesté du pays, après le décès du

guide. A l'inverse, l'arrêt des hostilités lui ferait probablement perdre la main au profit d'Ali Khamenei. Une fois encore, le cœur de la politique iranienne est dicté par l'implacable lutte pour le pouvoir suprême. Mohsen Rezaï et Ali Chamkhani, qui sont à la tête des *pasdarans*, soutiennent Rafsandjani car ils savent que la poursuite de la guerre leur confère un pouvoir auquel ils ne pourraient prétendre autrement.

L'ayatollah Khomeiny tranche en faveur de Rafsandjani, appelant les autres dirigeants iraniens à se rallier à cette décision. Le général Chirazi affiche son soutien au président du Parlement et proclame, le 22 juin 1982 : « La guerre continuera jusqu'au renversement de Saddam, afin que nous puissions aller prier à Nadjaf, Karbala et Jérusalem. » Rafsandjani enfonce le clou en énonçant publiquement que « le chemin de Jérusalem passe par Karbala et par l'élimination du régime baassiste irakien[7] ». Pour donner plus de poids à leur décision, les dirigeants iraniens feront croire à la population iranienne que l'Irak continue d'occuper une partie significative de l'Iran, justifiant ainsi la poursuite de la guerre.

L'état-major iranien commence aussitôt la préparation d'une offensive générale contre l'Irak. Son plan consiste à percer le dispositif adverse en deux points distincts permettant d'isoler Bassora et Kirkouk du reste du pays, afin d'asphyxier l'économie irakienne. Les unités assaillantes convergeront ensuite en direction de Bagdad, encourageant le soulèvement des communautés chiites. Si la capitale irakienne paraissait inaccessible, elles se reporteraient sur Bassora où elles installeraient un gouvernement islamique révolutionnaire allié de Téhéran, après s'être s'emparé des champs pétrolifères situés près de la frontière iranienne, à titre de dommages de guerre. De l'avis des stratèges iraniens, la conjonction de ces évènements provoquera la chute de Saddam Hussein. Pour mettre ce plan à exécution, les généraux Nedjad et Chirazi concentrent leurs meilleures unités dans les deux zones choisies pour percer le dispositif ennemi. Début juillet, 8 divisions (dont 2 blindées) se massent discrètement au nord de Bassora ; 4 autres (dont 1 blindée) se déploient entre Qasr-e-Shirin et Sumer, de manière à pouvoir attaquer Khanaqin et Mandali. Ces 12 divisions, fortes chacunes de 15 000 hommes, sont appuyées par 800 chars et 600 pièces d'artillerie. Les 6 dernières divisions iraniennes sont éparpillées le long du front.

En face, les Irakiens alignent eux aussi 18 divisions épaulées par un millier de chars et 900 canons, mais celles-ci ne comptent guère plus de 8 000 hommes chacune. Le rapport de forces est donc favorable aux Iraniens en nombre de combattants, mais à l'avantage des Irakiens en termes de matériels, illustrant par là même l'une des grandes problématiques de cette guerre : les mollahs ne

peuvent compter que sur le potentiel humain de l'Iran, alors que Saddam mise sur ses chars, ses canons, ses hélicoptères et ses avions pour tenir ses positions.

Le 12 juillet 1982, le Conseil de sécurité de l'Onu adopte à l'unanimité la Résolution 514 qui appelle les deux belligérants à cesser immédiatement les hostilités. Les cinq membres permanents du Conseil, inquiets de voir la guerre s'éterniser, se sont entendus, sous la houlette du nouveau secrétaire général des Nations unies, le Péruvien Javier Pérez de Cuéllar, sur un texte de compromis qui prévoit « l'envoi d'une équipe d'observateurs impartiaux pour confirmer l'application du cessez-le-feu et s'assurer du retrait des armées belligérantes jusqu'aux frontières internationalement reconnues ». Saddam Hussein accepte immédiatement les termes de cette résolution, tandis que l'ayatollah Khomeiny la rejette et appelle le peuple irakien à se soulever. En Iran, la télévision et la radio annoncent pompeusement qu'une bataille décisive est sur le point de se dérouler.

15
Ramadan béni

Le 13 juillet 1982, en plein Ramadan, Téhéran déclenche l'offensive « Ramadan béni », baptisée ainsi pour galvaniser la ferveur des combattants. Celle-ci ouvre la troisième phase de la guerre. Cette offensive vise dans un premier temps le secteur de Bassora tenu par le 3e Corps d'armée irakien qui regroupe 5 divisions (3e, 5e, 6e, 11e et 15e). Peu avant minuit, les 30e et 88e divisions blindées, soutenues par 3 divisions mécanisées (21e, 40e et 77e), s'élancent en direction du Chatt el-Arab pour franchir le fleuve sur le pont de Haritha, à une quinzaine de kilomètres au nord de Bassora. Les blindés iraniens progressent d'une quinzaine de kilomètres avant d'être stoppés, dès la levée du jour, par de violentes contre-attaques de chars irakiens. Pendant toute la journée, sous un soleil caniculaire, une terrible bataille de chars se développe le long de la rive orientale du Chatt el-Arab. Les généraux irakiens font appel à leur aviation qui pilonne impitoyablement les colonnes ennemies. Les Iraniens sont finalement refoulés sur leurs positions initiales. Bien qu'elles aient été sévèrement étrillées, leurs divisions blindées et mécanisées sont redéployées un peu plus au nord pour participer à la seconde phase de l'offensive. Dans la nuit du 16 au 17 juillet, elles repartent à l'assaut, cette fois en direction de Qourna. Cette bourgade, nichée au confluent du Tigre et de l'Euphrate, constituerait une tête de pont idéale qui permettrait aux Iraniens de couper les deux seules routes reliant Bassora à Bagdad, isolant ainsi la cité fluviale.

Les troupes iraniennes pénètrent en Irak

Les Irakiens cèdent du terrain et attirent l'assaillant au cœur d'une zone marécageuse où ses blindés s'enlisent. Les Iraniens se laissent surprendre, pensant qu'en plein été, cette zone serait sèche et n'entraverait pas leur progression. Ils ne peuvent savoir que deux semaines plus tôt, le commandement

irakien a pris la décision d'inonder la zone grâce à des canaux d'irrigation reliés au Chatt el-Arab. L'avant-garde iranienne se retrouve engluée et piégée dans une nasse, attaquée de trois côtés à la fois. Handicapés par l'obscurité, les chars iraniens sont contraints de se rapprocher au plus près pour appuyer la progression des fantassins, devenant une proie facile pour les tankistes et les commandos irakiens armés de redoutables lance-missiles antichars à vision nocturne, achetés à prix d'or en France. Après trente-six heures de combats épiques, les divisions iraniennes se replient et regagnent leurs lignes. Déstabilisé, l'état-major iranien n'en déroule pas moins son plan pour permettre aux *pasdarans* de s'emparer de Bassora.

Pendant ce temps, le 17 juillet, jour anniversaire de l'accession du Baas au pouvoir, Saddam Hussein a ordonné à son armée de reconquérir Qasr-e-Shirin. Ses troupes butent sur les ouvrages défensifs construits l'année précédente par ses propres unités du génie et abandonnés trois semaines plus tôt par ses fantassins. Elles se replient après deux assauts infructueux au cours desquels elles subissent de lourdes pertes. Le roi Hussein vient à sa rescousse et envoie sur place un contingent de soldats jordaniens.

De leur côté, les Iraniens relancent leur offensive dans le secteur de Bassora. Cette fois, ils s'en remettent à leurs fantassins pour percer les lignes ennemies et s'emparer des ponts qui devraient leur permettre d'atteindre leur objectif. Ceux-ci sont ralentis par les nombreux champs de mines et les fossés remplis d'eau, avant d'être hachés par l'artillerie, puis repoussés par les chars soigneusement retranchés derrière le remblai dressé devant Bassora. Le 23 juillet, les Iraniens comprennent qu'ils ne perceront pas dans ce secteur et qu'ils ne disposent plus de suffisamment de forces pour attaquer en direction de Kirkouk. Ils changent donc de stratégie. Au lieu de tenter d'atteindre le fleuve, ils se contentent de grignoter une étroite bande de territoire de 3 kilomètres de profondeur le long de la frontière, en face de Bassora et de Haritha. Comme pour signifier au régime baassiste que la guerre continue, l'explosion d'une voiture piégée fait 20 morts à Bagdad. L'attentat est revendiqué par le mouvement des Moudjahidin irakiens, manipulé par les services iraniens. Pour leur part, les Irakiens réalisent qu'il est possible de contenir l'adversaire en combinant intelligemment leurs forces.

Le 31 juillet, le commandement iranien ajourne l'offensive le temps de reconstituer ses stocks de munitions et d'eau potable, car ses combattants en ont consommé beaucoup plus que prévu ces deux dernières semaines. Il lui faut également expliquer à Akbar Hashemi Rafsandjani les raisons de ce cuisant revers qui lui a coûté 12 000 morts et 300 blindés, pour rien, même si en face les Irakiens ont perdu 150 chars et 5 000 hommes (dont un millier de prisonniers). Ces raisons sont simples : d'une part, la combativité et la motivation des soldats

irakiens – qui se battent désormais pour défendre leur propre territoire – ont été gravement sous-estimées ; d'autre part, la coordination entre l'armée régulière et les *pasdarans* s'est avérée calamiteuse. Les militaires, démotivés par la purge sanglante consécutive à l'affaire Ghotbzadeh et les vexations régulières infligées par les gardiens de la révolution, n'ont pas fait preuve de beaucoup d'allant. Le général Nedjad, furieux de s'être vu imposer une offensive qu'il estimait prématurée, s'est même déclaré prêt à démissionner si certains dirigeants politiques continuaient à interférer dans la conduite des opérations. Sa critique vise bien évidemment Rafsandjani. Il peut se permettre ce crime de lèse-majesté, se sachant protégé par l'ayatollah Khomeiny et par Ali Khamenei qui sont tous deux conscients que le régime a besoin de généraux tels que lui, à la fois charismatiques et capables de planifier des opérations complexes. Sa position est d'autant plus forte qu'il est apparu clairement que les gardiens de la révolution avaient pâti d'un manque de professionnalisme et d'entraînement. Leur tactique de vagues humaines s'est révélée inadaptée.

Akbar Hashemi Rafsandjani n'est pas long à réagir. Puisqu'il ne peut ni écarter le général Nedjad, ni s'accaparer les matériels de l'armée régulière qui permettraient de renforcer l'armée des gardiens de la révolution, il va donner à cette dernière les moyens de s'équiper et de s'entraîner, de manière qu'elle puisse s'affranchir de l'appui des militaires. Mi-août, il annonce la création d'un ministère des *pasdarans* (ce ministère sera officiellement créé par un vote du Parlement le 7 novembre 1982) et nomme son vieil ami Mohsen Rafigh Doust à sa tête. Comme lui, celui-ci est issu des milieux commerçants du Bazar. Laïc, ouvert, jovial et sympathique, il sait que tout s'achète, à condition d'y mettre le prix. Ses détracteurs lui reprochent d'être impliqué dans de sombres trafics, même s'ils lui reconnaissent un don inné pour la négociation. Ses nombreux contacts, notamment en Occident, doivent lui permettre de négocier plus facilement l'achat d'équipements lourds (blindés, canons, missiles, matériels de franchissement) qui viendront renforcer l'arsenal maigrichon des unités de *pasdarans*. Si Rafsandjani l'a choisi, c'est pour qu'il s'occupe de la logistique et de l'approvisionnement en armes des gardiens de la révolution, quitte à le laisser s'enrichir au passage. Mohsen Rezaï et Ali Chamkhani, qui donnent toute satisfaction, sont confirmés en tant que commandant et commandant-adjoint des *pasdarans*. Ils sont épaulés par Rahim Safavi et Mohammed Katibei, qui se sont illustrés pendant la phase de reconquête et qui sont chargés respectivement des opérations et du renseignement. Le Bassidj devient une composante à part entière du ministère qui est structuré en 10 commandements régionaux et 8 directions centrales[1].

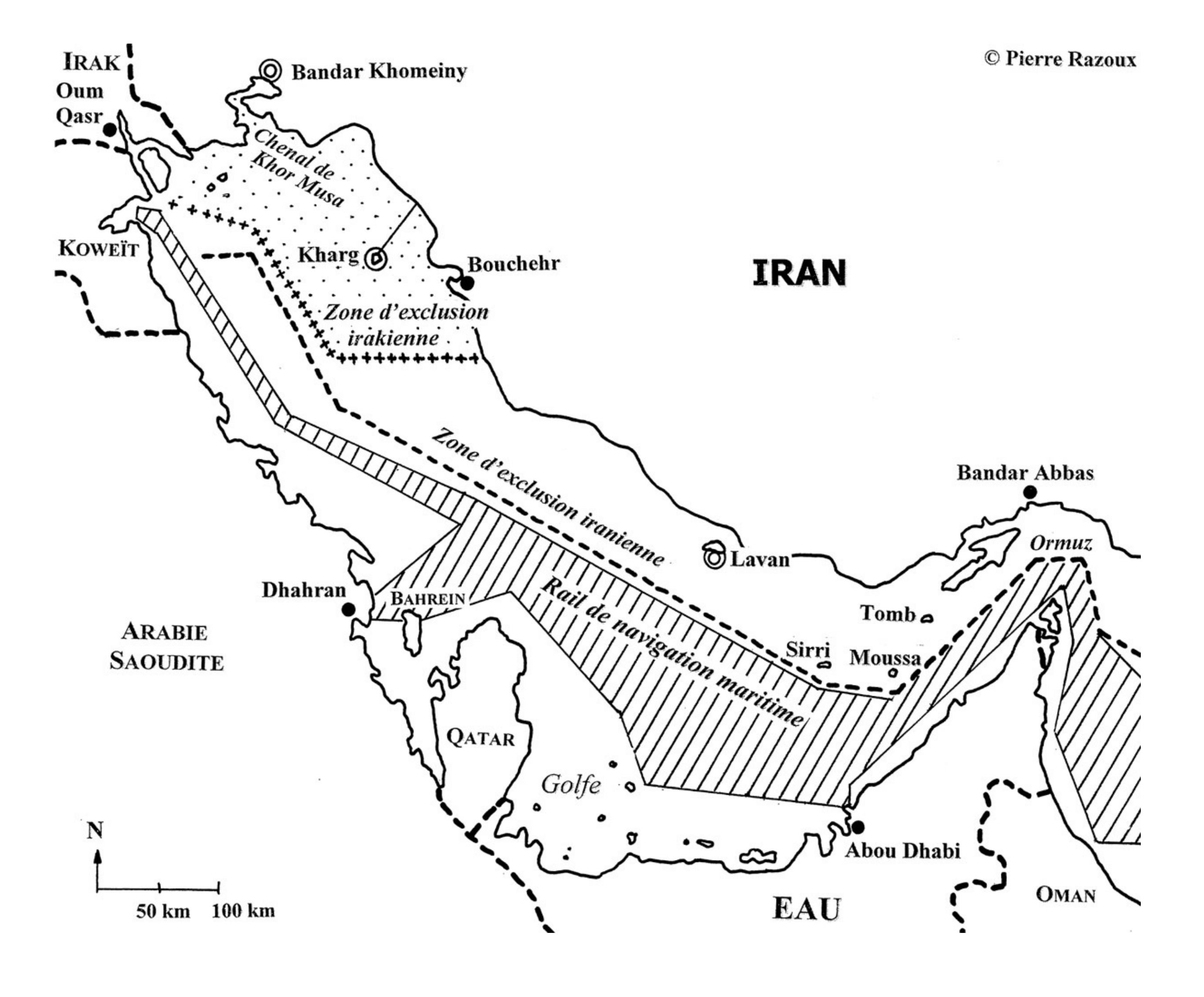
Désormais, tout le matériel capturé ou acquis à l'étranger est affecté en priorité aux *pasdarans*. Le président du Parlement fait adopter par les députés un train de mesures qui offrent de nombreux avantages aux jeunes appelés qui choisissent de servir chez les *pasdarans*, plutôt que dans l'armée régulière : solde plus importante, permissions rallongées, promotion plus rapide, accès gratuit à l'université et à de nombreux services publics. En cas de décès ou d'invalidité, leurs familles seront prises en charge par la Fondation des martyrs. De fait, deux jeunes appelés sur trois choisiront de servir au sein des *pasdarans*, d'autant que la période de classes y est réputée moins dure et plus courte qu'au sein de l'armée régulière. Les fils de notables, de même que ceux dont la famille jouit de bonnes relations au sein du clergé ou du Bazar, choisiront généralement cette voie, sachant qu'une affectation à l'arrière au sein des *pasdarans*, dans un état-major ou une unité logistique, sera toujours plus prestigieuse et bien moins dangereuse qu'une affectation en première ligne au sein d'une division de l'armée régulière. Car les dirigeants iraniens privilégient toujours la tactique des vagues humaines pour submerger l'armée irakienne. Leurs ressources financières limitées leur interdit de suivre l'Irak dans sa course frénétique aux armements. De manière très cynique, ils savent que 100 martyrs coûtent toujours moins cher qu'un char ou un avion.

Sur le plan de l'organisation militaire, Akbar Hashemi Rafsandjani crée un état-major *ad hoc* chargé de superviser les opérations sur le front irakien, qui regroupe un représentant permanent des commandants de l'armée de terre, des *pasdarans*, de la marine, de l'aviation et de la gendarmerie. Sa fonction première consiste à court-circuiter le général Nedjad qui est désormais dans le collimateur du président du Parlement, après les critiques acerbes qu'il a exprimées à son encontre. Ce nouvel état-major interarmées supervise 4 commandements régionaux chargés chacun d'un secteur du front : le Khouzistan, Fakkeh, Qasr-e-Shirin et le Kurdistan. Ceux-ci recoupent plus ou moins les secteurs tenus, de l'autre côté de la frontière, par les 4 corps d'armée irakiens.

Parallèlement, Rafsandjani favorise la création d'une branche militaire du Hezbollah iranien (« le Parti de Dieu »), baptisée « Force Al-Qods », chargée des actions spéciales qui ne peuvent être confiées aux *pasdarans*. Ses membres sont recrutés parmi les gardiens de la révolution. Certains d'entre eux sont envoyés au Liban pour se fondre dans la communauté chiite et encadrer la mise en place du Hezbollah libanais. Celui-ci est chargé de combattre la présence militaire israélienne au Liban et de protéger la population chiite locale, mais aussi d'effectuer des opérations spéciales pour le compte de l'Iran.

Blocus pétrolier

Le 12 août 1982, en rétorsion de l’offensive iranienne qui vise son territoire, Saddam Hussein instaure une zone d’exclusion maritime dans la partie septentrionale du Golfe. Cet espace maritime, qui s’étend sur une cinquantaine de nautiques autour de l’île de Kharg et englobe la base navale de Bouchehr, devient une véritable zone de guerre interdite au trafic maritime. Le but du président irakien est triple. En s’attaquant aux pétroliers, il souhaite faire pression sur l’Iran, obligeant ainsi Téhéran à négocier un cessez-le-feu. Il entend également intimider les compagnies maritimes qui ravitaillent l’Iran en essence raffinée et enlèvent son pétrole brut. Cette stratégie produit les effets escomptés puisque la compagnie d’assurance britannique Lloyd’s, qui couvre l’essentiel du trafic maritime mondial, triple ses primes de risque pour les navires opérant dans la zone d’interdiction maritime décrétée par Bagdad. Saddam compte enfin pousser les dirigeants iraniens à la faute, espérant qu’ils interrompront le trafic maritime dans le détroit d’Ormuz, ce qui provoquerait l’intervention des grandes puissances contre Téhéran. Le gouvernement iranien ne tombe toutefois pas dans le piège et fait savoir qu’il n’entend pas bloquer le détroit d’Ormuz. Il décrète en revanche sa propre zone d’interdiction maritime d’une soixantaine de nautiques de large, le long de son littoral.


IRAK
Oum
Qasr
Bandar Khomeiny
© Pierre Razoux
Chenal de
Khor Musa
KOWEÏT
Kharg
Bouchehr
IRAN
Zone d'exclusion
irakienne
Zone d'exclusion iranienne
Bandar Abbas
Ormuz
Lavan
Dhahran
BAHREIN
Rail de navigation maritime
Tomb
Sirri
Moussa
ARABIE
SAOUDITE
QATAR
Golfe
Abou Dhabi
N
50 km
100 km
EAU
OMAN



Les zones d’exclusion maritimes décrétées par les belligérants

Tout navire qui pénétrerait dans cette zone sans l'aval des autorités iraniennes serait immanquablement attaqué. De fait, le trafic maritime est immédiatement déporté vers le sud, le long d'un chenal large d'une vingtaine de nautiques longeant la zone d'exclusion iranienne. Après une année plutôt calme marquée par l'attaque de seulement six navires marchands, le Golfe redevient un lieu très dangereux pour la navigation maritime.

Dès le 15 août, Bagdad engage son aviation. Les MiG-23 et Su-22 basés à Bassora et Nasiriya attaquent les pétroliers qui entrent ou sortent du chenal de Khor Musa menant à Bandar Khomeiny. Ils coulent coup sur coup un cargo grec et un vraquier sud-coréen. Ils sont épaulés par les hélicoptères Super Frelon de la marine, armés chacun de 2 missiles air-mer Exocet, ceux-là mêmes qui ont fait des ravages pendant la guerre des Malouines, quelques mois plus tôt. Sous la protection de chasseurs, les Super Frelon décollent à l'aube de leur base d'Oum Qasr et rejoignent à très basse altitude une zone située à 120 kilomètres de leur base, à proximité de l'embouchure du chenal de Khor Musa. Là, ils tentent de détecter une cible grâce à leur radar embarqué. S'ils y parviennent, ils tirent leurs missiles et regagnent aussitôt leur base pour limiter au maximum les risques d'interception par la chasse adverse. Le 4 septembre, ils réduisent le vraquier turc *Mar Transporter* à l'état d'épave flottante, après qu'un Exocet a explosé dans sa salle des machines, provoquant un incendie dantesque à bord du bâtiment. Le navire sera remorqué dans le port le plus proche et ferraillé sans autre forme de procès. Quelques semaines plus tard, les Super Frelon font subir le même sort au cargo indien *Archana* et au pétrolier grec *Scapmount*. La capacité de frappe irakienne est toutefois limitée par l'absence d'avions de patrouille maritime, par le faible rayon d'action des Super Frelon, mais surtout par le manque d'entraînement des pilotes de MiG et de Sukhoï. Ceux-ci n'ont pas été formés pour l'attaque de cibles navales. Malgré tout, ils parviennent à toucher 8 pétroliers avant la fin de l'année 1982 : 2 seront gravement avariés, 6 autres seront légèrement endommagés. Les autorités irakiennes revendiqueront

un bilan beaucoup plus impressionnant, afin de dissuader équipages, armateurs et assureurs de laisser leurs navires rejoindre les terminaux pétroliers iraniens.

La marine irakienne contribue elle aussi au blocus pétrolier, mais de manière limitée puisqu'elle ne sort plus que de nuit, pour éviter l'aviation iranienne. Le général Kabi, son nouveau commandant, se montre plus entreprenant et imaginatif que son prédécesseur. Il n'hésite pas à organiser des raids de harcèlement à proximité des côtes iraniennes. Le 3 septembre, deux vedettes lance-missiles Osa II débusquent un convoi de 25 pétroliers escortés par 2 frégates iraniennes. Elles parviennent à couler l'un d'entre eux et à regagner leur base d'Oum Qasr. Dans la nuit du 10 au 11 septembre, deux autres vedettes Osa II se déploient ostensiblement à proximité du port iranien de Bouchehr, espérant attirer en mer une partie des navires de guerre qui s'y trouvent. Le piège fonctionne. Deux corvettes PF-103 se ruent hors de la base navale pour intercepter les vedettes irakiennes. Elles sont immédiatement détectées par l'équipage de l'un des Super Frelon arrivés discrètement sur place quelques minutes plus tôt, grâce à des jumelles de vision nocturne, et qui s'est posté en embuscade à dix nautiques de Bouchehr, au ras des flots. Celui-ci reprend un peu d'altitude et tire ses deux Exocet. L'un d'entre eux atteint l'une des deux corvettes et la coule, tuant ses 20 membres d'équipage. L'autre corvette regagne immédiatement le port. Pour parer à l'agressivité de la marine irakienne, les Iraniens déploient sur place plusieurs vedettes lance-missiles et renforcent l'escorte des navires marchands qui se rendent à Kharg et Bandar Khomeiny. Douze jours plus tard, un Super Frelon en maraude parvient à engager la dernière corvette PF-103 encore opérationnelle et à l'avarier très gravement. L'Exocet qui l'atteint n'explose pas, permettant à l'équipage de s'échouer sur la côte.

La marine irakienne dispose d'un autre atout : deux batteries de missiles terre-mer CSSC-2 Silkworm capables d'atteindre des cibles navales à 80 kilomètres des côtes, que la Chine lui a livré en début d'année. Ces deux batteries, déployées à l'extrémité de la péninsule de Fao, couvrent les approches du chenal de Khor Musa. Au moins 8 de ces missiles seront tirés pendant les derniers mois de l'année 1982, sans parvenir à toucher leur cible. Les techniciens irakiens, aidés par des ingénieurs soviétiques, modifieront leur système de guidage pour les rendre plus performants.

Tout en harcelant le trafic maritime, Bagdad multiplie les raids contre les installations pétrolières iraniennes. Du 15 août au 14 octobre 1982, l'aviation irakienne bombarde à sept reprises l'immense terminal de Kharg. La nuit, ce sont les vedettes Osa et les Super Frelon qui tirent leurs missiles Styx et Exocet contre les cuves gigantesques éparpillées sur l'île. Le régime irakien lance même

une salve de 3 missiles Scud-B contre le terminal pétrolier. Les dégâts sont importants, mais la capacité d'exportation de l'Iran est à peine entamée, grâce à la prévoyance du chah. Celui-ci avait en effet exigé que ce terminal puisse exporter 6 millions de barils par jour, soit 2 fois la capacité de la production pétrolière d'alors, imaginant que celle-ci doublerait dans les années à venir. Cette redondance permet de minimiser l'impact des frappes irakiennes et de raccourcir les délais de chargement. Les Iraniens n'en dépêchent pas moins sur place plusieurs batteries de missiles Hawk et de DCA. La quinzaine de Tomcat encore opérationnels est chargée de se relayer pour instaurer une permanence opérationnelle au-dessus du terminal pétrolier. L'une des patrouilles d'alerte repousse un raid irakien et abat deux MiG-23 et un Su-22 au-dessus du Golfe. La défense sol-air détruit pour sa part plusieurs missiles Styx avant que ceux-ci n'atteignent leur cible.

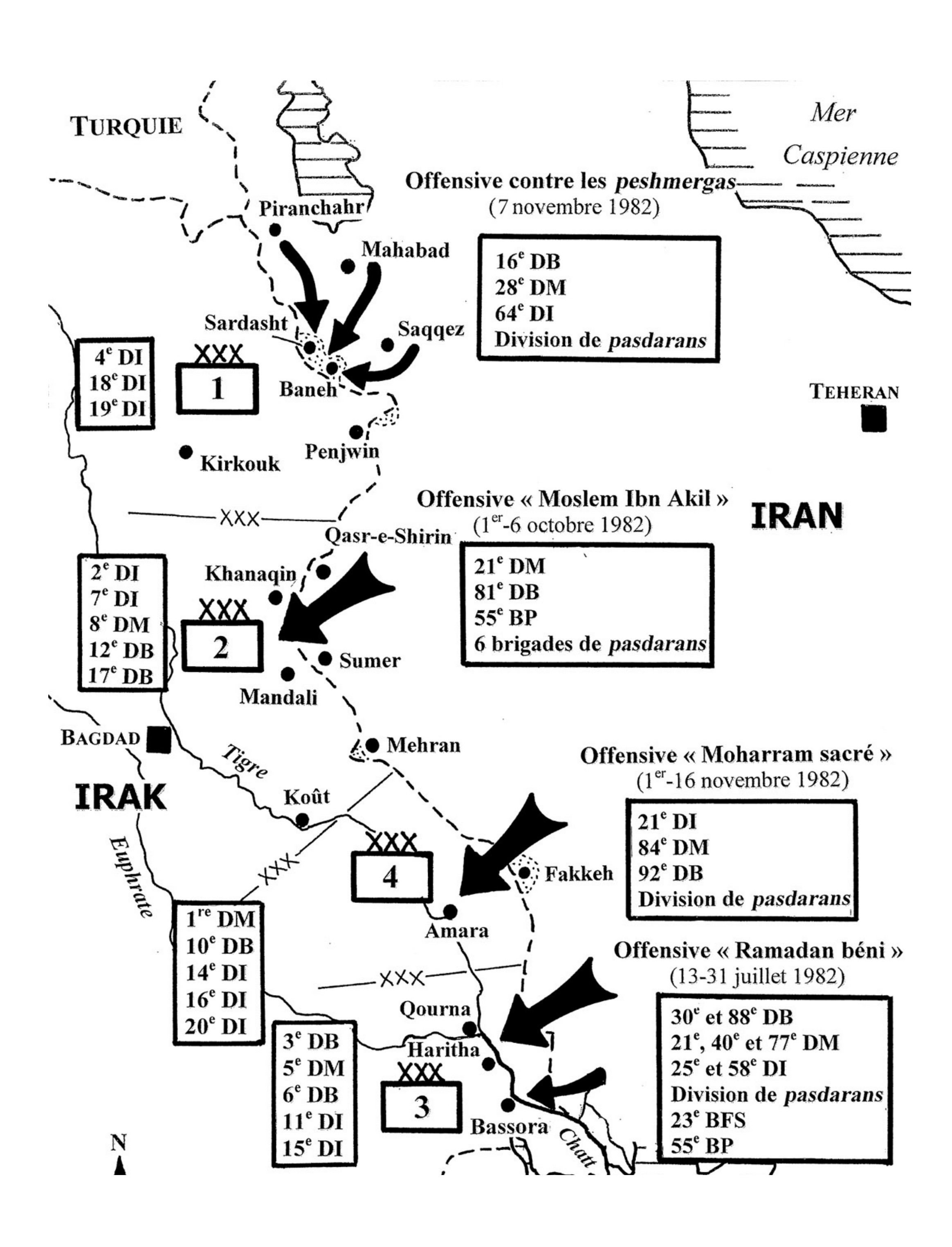
Kharg étant devenu un objectif plus difficile à atteindre, l'aviation et la marine irakiennes s'en prennent aux plate-formes pétrolières de Nowruz, Bahregansar, Ardeshir et Soroosh, situées dans la partie la plus septentrionale du Golfe. Les dégâts infligés à ces installations off-shore provoquent d'importantes fuites de pétrole qui se transforment rapidement en marée noire ; 15 000 tonnes de brut se déversent quotidiennement dans les eaux du Golfe pendant plusieurs semaines, en attendant que les Iraniens parviennent à colmater les installations. Les pays riverains, paniqués à l'idée de voir leurs précieuses usines de dessalement de l'eau de mer atteintes par cette pollution, font appel au célèbre Red Adair pour tenter d'endiguer la marée noire, sans succès[2]. Le pétrole brut finira par se dissoudre dans la mer, limitant l'impact écologique sur le littoral du Golfe. Après les plate-formes off-shore, c'est la raffinerie de Bandar Khomeiny qui devient la cible quasi quotidienne des pilotes de MiG et de Sukhoï. Incapable d'arrêter ces raids, l'Iran ferme la raffinerie et stoppe la construction d'un nouveau complexe pétrochimique financé par le Japon. Son artillerie réplique en bombardant la raffinerie de Bassora, contraignant les Irakiens à fermer celle-ci.

De son côté, l'aviation iranienne poursuit ses attaques sporadiques en Irak, visant les aérodromes, les installations pétrolières et les centrales électriques. La plupart de ces raids sont cependant repoussés avant d'avoir atteint leur objectif, la défense antiaérienne irakienne devenant de plus en plus efficace. Les pilotes iraniens tentent de s'affranchir de cette difficulté en volant à haute altitude, mais leurs bombardements s'avèrent très imprécis et ils se heurtent à la chasse irakienne qui les attend de pied ferme. Celle-ci abat plusieurs Phantom et Tigre. Les pilotes iraniens ne s'en laissent toutefois pas compter et prennent rapidement leur revanche. Le 16 septembre, un Tomcat iranien abat un MiG-25 irakien au-dessus du Golfe, grâce à son redoutable missile Phoenix à très longue portée.

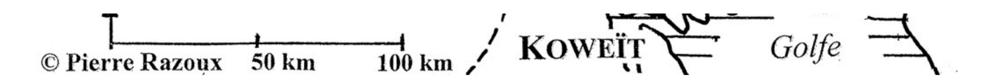
C'est la première fois qu'un pilote de F-14 est crédité d'un tel exploit. Le premier engagement entre ces deux intercepteurs exceptionnels, le 15 février précédent, s'était soldé par un match nul, chaque appareil ayant réussi à endommager l'autre, sans parvenir toutefois à l'abattre. Les pilotes de Tomcat accroîtront leur score en abattant 2 autres MiG-25 les 1er et 4 décembre 1982.

Contrairement aux attentes de Saddam Hussein, le blocus pétrolier irakien n'affecte que marginalement l'Iran : seuls 2 % des pétroliers desservant les terminaux iraniens sont en effet touchés. Téhéran prend néanmoins des mesures conservatoires pour protéger Kharg et limiter au maximum l'impact du blocus irakien. Le terminal de Bandar Khomeiny étant trop vulnérable, l'essentiel du trafic pétrolier est rapatrié sur Kharg qui devient le terminus des convois de supertankers à destination de l'Iran. Une brigade d'infanterie de marine est déployée sur l'île pour repousser toute tentative de débarquement ennemi. Une trentaine de barges et de vieux cargos, équipés de réflecteurs amplifiant les ondes radars, sont amarrés à proximité du terminal pétrolier, face à l'Irak. Ces bâtiments rouillés serviront de leurres pour attirer les missiles tirés par l'aviation et la marine irakiennes. Parallèlement, la capacité du terminal de Lavan, situé hors de portée de l'aviation irakienne, sur une petite île à 400 kilomètres au sud-est de Kharg, est décuplée pour atteindre 250 000 barils par jour. De fait, pendant l'année 1983, seuls 8 navires marchands se rendant en Iran seront touchés. Les vedettes Osa II irakiennes parviendront à tendre quelques embuscades aux pétroliers vidant les dernières cuves de Bandar Khomeiny. Deux d'entre elles seront toutefois coulées les 12 avril et 2 mai par des patrouilleurs lance-missiles iraniens.

Pour tenter de prendre à revers le trafic maritime à destination de l'Iran, Saddam Hussein essaiera de négocier l'ouverture de bases navales en Somalie, au Nord-Yémen et à Djibouti, pour y baser les 4 frégates et 6 corvettes lance-missiles achetées à l'Italie. Ces bases auraient pu permettre à sa marine d'interdire le trafic maritime à destination de l'Iran en agissant depuis l'océan Indien. Le président irakien se heurtera toutefois à l'hostilité des Occidentaux qui feront pression sur ces trois pays pour qu'ils n'accèdent pas à sa demande. Car s'ils souhaitent aider Bagdad à contrer l'islamisme radical iranien, Américains et Européens n'entendent pas favoriser l'extension de l'idéologie baassiste irakienne.



TURQUIE
Mer
Caspienne
Offensive contre les peshmergas
(7 novembre 1982)
16e DB
28e DM
64e DI
Division de pasdarans
Piranchahr
Mahabad
Sardasht
Saqqez
Baneh
Penjwin
Kirkouk
TEHERAN
4e DI
18e DI
19e DI
1
Offensive « Moslem Ibn Akil »
(1er-6 octobre 1982)
21e DM
81e DB
55e BP
6 brigades de pasdarans
IRAN
Qasr-e-Shirin
Khanaqin
Sumer
Mandali
2e DI
7e DI
8e DM
12e DB
17e DB
2
BAGDAD
IRAK
Tigre
Mehran
Koût
Euphrate
Offensive « Moharram sacré »
(1er-16 novembre 1982)
21e DI
84e DM
92e DB
Division de pasdarans
4
Fakkeh
Amara
1re DM
10e DB
14e DI
16e DI
20e DI
Offensive « Ramadan béni »
(13-31 juillet 1982)
30e et 88e DB
21e, 40e et 77e DM
25e et 58e DI
Division de pasdarans
23e BFS
55e BP
Qourna
Haritha
Bassora
Chatt
3e DB
5e DM
6e DB
11e DI
15e DI
3
N



Les offensives iraniennes de juillet à novembre 1982

Offensives d'automne

Le 1er octobre 1982, l'état-major iranien déclenche l'offensive Moslem ibn Akil (du nom du cousin de l'imam Hussein qui joua un rôle important dans l'épopée chiite), sur un front de 40 kilomètres entre Qasr-e-Shirin et Sumer, à l'endroit même où aurait dû avoir lieu la seconde attaque principale lors de l'offensive « Ramadan béni ». L'objectif est simple : percer simultanément à Khanaqin et Mandali, pour pouvoir exploiter en direction de Baqouba et menacer ainsi Bagdad. Les généraux iraniens alignent deux divisions (21e mécanisée et 81e blindée), leur brigade parachutiste (55e) et 6 brigades de *pasdarans*. Ils disposent au total de 60 000 hommes, 300 chars et autant de canons. Leur aviation, largement clouée au sol, ne leur sera d'aucune utilité. En face, les Irakiens alignent 4 divisions (7e et 8e d'infanterie, 12e et 17e blindée) soutenues par l'artillerie du 2e Corps, soit l'équivalent de 36 000 hommes, 400 chars et autant de pièces d'artillerie. Ils peuvent compter sur leur aviation et leurs hélicoptères de combat. L'état-major iranien ne se fait guère d'illusion sur sa capacité à atteindre Bagdad, mais il espère prendre des gages et contraindre l'adversaire à redéployer ses troupes autour de sa capitale, ce qui permettrait aux Iraniens de percer plus facilement ailleurs.

Dès l'aube, les combattants iraniens bousculent les défenses irakiennes établies le long des collines marquant la frontière entre les deux pays. Ils progressent d'une dizaine de kilomètres pendant la journée, mais sont violemment contre-attaqués dans l'après-midi par des formations blindées mêlant chars et grenadiers voltigeurs. Sans l'appui de leurs propres chars restés en retrait, les fantassins iraniens sont incapables de résister à la pression adverse. En deux années de guerre, ils ont épuisé les stocks de missiles Tow et ne peuvent plus compter que sur des armes antichars d'origine soviétique, nettement moins performantes. Ils profitent de la nuit tombée pour se replier et se regrouper. Dès le lendemain, ils repartent à l'attaque, sans plus de succès que la veille. Pour la première fois de la guerre, les Irakiens ont recours à du gaz CS incapacitant pour repousser les vagues humaines iraniennes. Il ne s'agit pas encore d'armes chimiques, mais de simples munitions normalement destinées à réprimer les

manifestations. Le régime irakien en ayant stocké d'importantes quantités dans Bagdad, à moins d'une centaine de kilomètres de là, il lui est facile de les expédier en urgence sur le front. Conscient que si ces troupes lâchaient pied, Bagdad serait directement menacée, Saddam Hussein se rend sur le front pour haranguer ses troupes et les exhorter à tenir, coûte que coûte. Il engage massivement son aviation qui harcèle les colonnes ennemies, subissant quelques pertes au passage (quatre MiG, deux Sukhoï et deux Gazelle). Côté iranien, les quelques hélicoptères Cobra qui se risquent au-dessus du front ne sont pas en mesure d'inverser la tendance. Akbar Hashemi Rafsandjani, qui a compris le caractère crucial de cette bataille, se rend lui aussi à proximité du front pour galvaniser les *pasdarans*. Après avoir milité pour la poursuite des hostilités, il lui faut se prévaloir d'un succès opérationnel, même symbolique. Contre l'avis de l'état-major, il donne l'ordre d'engager la totalité des réserves disponibles dans une ultime série d'attaque qui doit faire plier l'adversaire.

Au même moment, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une nouvelle résolution (522) proposant l'envoi d'observateurs impartiaux pour surveiller un cessez-le-feu qui n'est plus qu'une vue de l'esprit. Comme trois mois plus tôt, le régime irakien l'accepte immédiatement, alors que la délégation iranienne la rejette sans appel. Cette résolution étant fondée sur le chapitre 6 de la charte des Nations unies, et non pas sur son chapitre 7 qui autoriserait le recours à la force, son rejet n'a pas d'autre effet que d'accroître la réprobation de la communauté internationale. Engoncés dans leur logique de guerre froide, les membres permanents du Conseil de sécurité ont réfuté toute résolution qui aurait laissé entrevoir l'usage de la force pour faire cesser le conflit.

Dans la nuit du 5 au 6 octobre, 30 000 Iraniens se lancent une nouvelle fois à l'assaut de Mandali. Le choc est violent, mais les assaillants ne parviennent pas plus que les jours précédents à s'emparer de cette bourgade. Les combats se poursuivent toute la journée, sous une température encore élevée, parmi un déluge d'obus d'artillerie et de gaz incapacitant. Les Gazelle et Mi-24 irakiens s'en donnent à cœur joie, mitraillant sans répit les vagues de fantassins qui commencent à faiblir. En fin d'après-midi, l'état-major iranien, voyant qu'il ne parviendra pas à percer, met fin à la boucherie et ordonne un repli tactique le long des crêtes qui dominent Mandali, à l'est. De leur côté, les Irakiens se retirent sur les collines qui surplombent cette même bourgade, à l'ouest, de peur de s'y faire piéger. L'étroite vallée de Mandali devient ainsi une sorte de *no man's land* que se disputeront les deux belligérants pendant le reste de la guerre.

Bien que les combattants iraniens aient réussi à conquérir une étroite bande de 3 kilomètres de profondeur, l'échec est patent. Ils ne se sont emparés ni de Khanaqin, ni de Mandali, n'ont pas percé le dispositif irakien et ont subi de

lourdes pertes : 6 000 tués et plus de 15 000 blessés (contre 2 000 tués et une cinquantaine de chars détruits côté irakien). Plus du tiers des forces engagées ont été mises hors de combat. Ce bilan très décevant suscite aussitôt une crise de commandement entre Rafsandjani et ses généraux. Après les reproches formulés deux mois plus tôt par le général Nedjad, le président du Parlement doit essuyer une nouvelle fois les critiques de l'état-major qui lui reproche d'avoir interféré dans le déroulement des opérations. L'ayatollah Khomeiny et Ali Khamenei, trop heureux de lui rappeler qu'il ne peut pas tout se permettre, interviennent pour prendre la défense des militaires. Même Mohsen Rezaï semble renâcler, faisant valoir les pertes élevées subies par ses *pasdarans*. Rafsandjani comprend qu'il lui faut modérer son impétuosité. Il déclare que la sagesse requiert désormais d'adopter une stratégie d'usure fondée sur des opérations coups de poing destinées à affaiblir l'adversaire. Il remise la tactique des attaques massives, le temps que les unités de *pasdarans* soient équipées de matériels plus adaptés et plus performants.

En marge de ces discussions, le président du Parlement convainc l'ayatollah Khomeiny d'ordonner la reprise du programme nucléaire. Il pressent que la conquête de l'Irak pourrait s'avérer bien plus longue et délicate que ce qu'il avait imaginé. Si la guerre devait s'éterniser, il serait bon que l'Iran puisse disposer d'une usine nucléaire capable de lui fournir à la fois de l'électricité à bon compte, mais aussi de la matière fissile utilisable pour la construction d'une ou plusieurs bombes atomiques. Car Rafsandjani n'a aucun doute, l'Iran doit devenir une puissance nucléaire, à la fois pour des raisons de prestige, d'indépendance énergétique et pour dissuader tout agresseur d'où qu'il vienne. Le chah l'avait bien compris ! L'agression irakienne ne doit plus jamais se reproduire. Avec la bombe atomique, Téhéran pourrait aisément contraindre Bagdad à mettre un terme à la guerre. Ces arguments portent, d'autant que Rafsandjani abreuve le guide de statistiques lui montrant qu'au cours actuel du baril, l'Iran aura les moyens de financer ce programme. Mieux, de nouveaux gisements d'uranium ont été découverts dans le pays, assurant l'Iran d'une relative indépendance en matière d'approvisionnement. Ali Khamenei semble avoir quelques doutes sur la compatibilité théologique de ce type d'armes de destruction massive avec les préceptes de l'islam, mais il comprend tout l'avantage qu'il pourrait en tirer s'il devenait lui-même guide. Le 19 octobre 1982, Akbar Hashemi Rafsandjani ressuscite le programme nucléaire iranien, avec la bénédiction de l'ayatollah Khomeiny[3]. Des équipes de chercheurs et d'ingénieurs sont reconstituées. D'importants moyens leur sont alloués. La construction de l'usine de Bouchehr est relancée. Pour le régime iranien, le problème consiste à trouver des partenaires prêts à l'épauler dans cette

reconstruction, car aucune des grandes nations spécialisées dans l'ingénierie nucléaire civile ne souhaite aider Téhéran à progresser dans cette voie, pas même l'Union soviétique qui ne cache plus son hostilité vis-à-vis des mollahs iraniens. La France, opposée à l'Iran à propos du contentieux Eurodif, refuse bien évidemment de reprendre les travaux. L'Allemagne, elle aussi contactée, refuse de collaborer ouvertement, mais ne s'oppose pas à ce que plusieurs de ses ingénieurs se rendent sur place pour mettre leur expertise technique au service de l'Iran[4]. Il est vrai que ce pays demeure son partenaire commercial privilégié au Moyen-Orient. Malgré cette assistance discrète, les travaux de construction de la centrale de Bouchehr traîneront en longueur, par manque de moyens et de scientifiques expérimentés. Rafsandjani ne se fait aucune illusion : la capacité nucléaire iranienne est encore bien lointaine, raison supplémentaire pour ne pas perdre de temps.

Saddam Hussein est pour sa part bien décidé à punir le régime iranien pour son obstination à poursuivre la guerre. Puisque son armée n'est pas en mesure de lancer une contre-offensive d'envergure, il ordonne l'intensification des bombardements contre les villes iraniennes. Le 27 octobre, une salve de 3 missiles Scud-B frappe la ville de Dezfoul. C'est la première fois que le régime irakien a recours à ce type de missiles balistiques, normalement destinés à des frappes de rétorsion en profondeur. Le message est limpide : l'Irak se tient prêt à suivre l'Iran dans son escalade vers une guerre totale.

Téhéran, de son côté, déclenche une nouvelle offensive baptisée Moharram sacré, en référence au mois du grand deuil chiite commémorant la mort de l'imam Hussein. L'objectif de cette nouvelle offensive consiste à repousser les Irakiens en direction d'Amara, sur la partie centrale du front, et à s'emparer des gisements pétroliers situés le long de la frontière. Appliquant les nouvelles consignes, les généraux iraniens n'essaient plus de submerger l'adversaire par des vagues humaines, mais privilégient une tactique d'infiltration qui doit leur permettre de fragmenter le dispositif ennemi.

Le 1er novembre 1982, une division de *pasdarans* renforcée de plusieurs bataillons de fantassins se faufile discrètement à travers les lignes ennemies. Les combattants iraniens débordent une quinzaine de points d'appui irakiens. Le lendemain, ils prennent à revers les fortins ennemis qui sont pris pour cible par les chars et l'artillerie. Leur situation s'avérant intenable, les Irakiens abandonnent leurs positions pour se rétablir derrière la frontière. Les Iraniens poussent leur avantage et s'emparent des crêtes surplombant la plaine irakienne. Ils reprennent par là même le contrôle de la route reliant Musiyan à Dehloran, même s'ils butent toujours sur Fakkeh que les Irakiens tiennent sous le feu de

leur artillerie. S'ils commettaient l'erreur de s'en emparer, les Iraniens seraient impitoyablement aplatis sous un déluge de feu.

Le 6 novembre, les unités iraniennes repartent à l'assaut, pénètrent en Irak et réduisent au silence une dizaine de postes frontières. Elles s'emparent dans la foulée des installations pétrolières d'Abou Shirib et de Bayat qui produisent un peu plus de 30 000 barils par jour. Les 1re et 10e divisions irakiennes contre-attaquent pour tenter de reprendre ces installations, sans succès, perdant 70 chars et une quarantaine de canons automoteurs dans l'affaire. L'arrivée de la pluie rend les routes peu praticables, mettant un terme à l'offensive iranienne. Son bilan est cependant meilleur que les précédentes. Les Iraniens ont certes perdu 4 000 hommes, mais ils ont tué 3 000 Irakiens et en ont fait prisonniers 3 500 autres. Ils ont repoussé l'ennemi de l'autre côté de la frontière et se sont même payés le luxe de s'établir en territoire adverse. Rafsandjani peut redresser la tête, d'autant plus que la situation s'est améliorée au Kurdistan.

Mi-septembre, les autorités iraniennes ont lancé une nouvelle offensive dans cette province pour reprendre le contrôle de la route frontalière reliant Saqqez à Piranchahr, en plein cœur du sanctuaire du PDKI. Cette route, qui serpente au cœur des monts Gharbi, constitue la colonne vertébrale de la logistique des *peshmergas*, un peu comme la route Hô Chi Minh l'était pour le Viêt-cong. C'est en effet par là que le PDKI reçoit l'essentiel de ses livraisons d'armes et de matériels, *via* les cols menant de la frontière irakienne aux villes de Sardasht et Baneh. Le général Chirazi a mobilisé 80 000 hommes répartis en 3 divisions régulières (16e blindée, 28e mécanisée et 64e d'infanterie). Les combats, féroces, s'étalent sur plusieurs semaines et font 2 500 morts dans les rangs des *peshmergas* et le double au sein des forces gouvernementales. Les *pasdarans* et les soldats de l'armée régulière occupent plusieurs tronçons de la route stratégique, mais ne parviennent pas à s'emparer de Sardasht et Baneh. Ces deux villes restent sous le contrôle des *peshmergas* lorsque la neige recouvre la région en fin novembre, mettant un terme à l'offensive iranienne.

De son côté, Abdul Rahman Ghassemlou s'est replié en Irak dans le secteur de Penjwin. Pour éviter de se retrouver avec une insurrection générale au Kurdistan, qui ne viendrait qu'empirer la situation, Saddam Hussein annonce une amnistie en faveur des détenus kurdes et multiplie les mesures favorables aux populations locales.

Pendant l'hiver 1982-1983, le front se stabilise. Chacun améliore ses positions défensives pour empêcher l'adversaire de s'infiltrer à travers ses lignes. Côté irakien, les troupes du génie creusent un réseau de tranchées qui courent le long du front, semblables à celles du front occidental durant la

Première Guerre mondiale. Tous les 300 mètres, des casemates équipées de mitrailleuses, de mortiers et de canons sans recul offrent aux fantassins un appui précieux. Des positions de tir pour les chars, protégées par des remblais de terre, sont aménagées à intervalles réguliers, le long du front. Des fossés antichars sont creusés à l'avant des tranchées protégées par de vastes champs de mines et des pièges en tous genres. Des équipements de surveillance électronique, des caméras et des senseurs thermiques complètent l'ensemble pour détecter toute infiltration. Des boyaux latéraux sont aménagés pour faciliter l'acheminement de renforts, de vivres et de munitions, mais aussi pour que les fantassins puissent se déplacer à couvert d'un point à l'autre du dispositif. Des dépôts logistiques sont aménagés à moins de 5 kilomètres des premières lignes, pour permettre aux unités de se ravitailler rapidement. Plus en retrait, des positions aménagées regroupent l'artillerie et la DCA préréglées de manière à dresser, si nécessaire, un barrage de feu devant l'assaillant. De nouveaux tronçons de routes sont tracés et bitumés pour relier les premières lignes à la route principale qui longe le Tigre.

Les sapeurs irakiens profitent également de la trêve hivernale pour accélérer les travaux du complexe défensif protégeant les abords de Bassora, sur la rive orientale du Chatt-el-Arab. Le canal d'une trentaine de kilomètres, creusé pour l'occasion, est désormais rempli d'eau et relié à la fois au Chatt el-Arab et au lac des Poissons. Pendant ce temps, l'état-major accélère la formation des recrues et la création de nouvelles unités pour combler les pertes et renforcer le front : 4 divisions d'infanterie (21e, 22e, 23e et 24e), une brigade commando (65e) et 2 brigades de la Garde républicaine (une d'infanterie motorisée et une blindée dotée de chars T-72). Pour faire face à la pression croissante en direction de la péninsule de Fao, un 5e Corps d'armée, confié au général Jabouri, est créé pour tenir le secteur sud de Bassora. Les Irakiens placent en effet les responsabilités opérationnelles dans les mains de leurs commandants de Corps d'armée, plutôt que dans celles de leurs commandants de divisions.

Côté iranien, les travaux défensifs sont moins impressionnants et se limitent à de simples tranchées parsemées de points d'appui destinés à abriter chars et artillerie. Les généraux iraniens, à l'offensive, ne voient pas pourquoi ils gaspilleraient leur énergie à ériger des ouvrages défensifs, alors même qu'ils ont la ferme intention de progresser plus profondément à l'intérieur du territoire ennemi. Leurs troupes du génie construisent de nouveaux postes de commandement au plus près du front et s'entraînent au franchissement du Tigre et du Chatt el-Arab. Pour accroître ses capacités offensives, le commandement iranien crée deux nouvelles divisions d'infanterie de choc et transforme la

23e brigade de commandos en une division de forces spéciales qui passe sous la tutelle des *pasdarans*.

Moscou et Pékin affinent leur stratégie

Pendant l'hiver 1982-1983, l'Union soviétique change radicalement de posture. Plusieurs évènements expliquent ce revirement. Tout d'abord, la mise en place d'une nouvelle équipe à la tête du Kremlin. Le 10 novembre 1982, Leonid Brejnev s'est éteint à l'issue d'une longue agonie. Youri Andropov lui a succédé. L'ancien chef du KGB, lui aussi malade, fait face à un regain de tensions suscitées par la crise des euromissiles. Il décide donc de recentrer la politique soviétique sur une ligne orthodoxe qui privilégie l'appui inconditionnel aux alliés de l'Union soviétique, dont l'Irak fait partie. Une fois encore, c'est l'agenda de la guerre froide qui dicte l'attitude des grandes puissances. Ce changement de cap est illustré par la nomination d'un nouvel ambassadeur soviétique à Bagdad, Viktor Minine, très favorable aux thèses irakiennes. Mais plus que tout, c'est l'hostilité grandissante de Téhéran envers Moscou qui pousse le Kremlin à se rapprocher de Bagdad. Le régime théocratique iranien se lance en effet dans une impitoyable chasse aux sorcières contre les militants communistes du parti Toudeh. Ce dernier est proscrit en janvier 1983 et ses membres sont considérés comme hors-la-loi. Début février, 45 membres du Toudeh, accusés d'espionnage au profit de l'Union soviétique, sont arrêtés, condamnés et exécutés. Dans la foulée, Leonid Chébarchine, le résident du KGB à Téhéran, est expulsé avec 17 de ses agents travaillant à l'ambassade sous couverture diplomatique. Mais comment en est-on arrivé là ?

Quelques mois plus tôt, en juin 1982, Vladimir Kouzichkine, un agent du KGB en poste à Téhéran, décide de fuir le régime communiste, *via* la Turquie, grâce à un faux passeport délivré par les services secrets britanniques. Une fois aux mains du MI-6, le transfuge livre aux autorités britanniques l'identité des agents soviétiques et de leurs principaux informateurs en Iran. Les Britanniques passent ces précieuses informations à la CIA qui décide de les communiquer au régime iranien, afin de porter un coup sévère à la présence soviétique en Iran[5]. Les dirigeants américains n'ont toujours pas abandonné l'espoir de renouer, un jour ou l'autre, des relations diplomatiques avec Téhéran, et ce jour-là, ces petits gestes feront peut-être la différence. Le régime iranien expulse aussitôt les espions soviétiques et accroît son soutien à la guérilla afghane, tout en s'abstenant de rompre les relations diplomatiques avec Moscou. Celles-ci sont cependant à leur plus bas niveau depuis la chute du chah. Cette détérioration des relations entre Téhéran et Moscou n'échappe bien évidemment pas aux

dirigeants américains, chinois et irakiens qui s'en réjouissent, chacun pour des raisons différentes.

Tirant les conséquences logiques de cette évolution, le Kremlin cesse toute assistance militaire envers Téhéran. Les livraisons d'armes et de munitions en provenance de Bulgarie sont stoppées. Celles en provenance de Syrie considérablement ralenties. En revanche, les dirigeants soviétiques ouvrent en grand le robinet de l'aide militaire à destination de Bagdad. L'armée irakienne reçoit ainsi 140 chasseurs bombardiers MiG-23 et Su-22, une cinquantaine d'hélicoptères Mi-17 et Mi-24, plusieurs centaines de chars T-72 et de véhicules blindés BMP-1, une centaine de canons automoteurs 2S1 et 2S3, ainsi que 10 avions de transport Il-76 qui permettent d'amener en Irak une partie de ces matériels, en même temps que d'importantes quantités de pièces de rechange et de munitions. Cette assistance est d'autant plus généreuse qu'elle remplit les caisses de l'Etat et qu'elle doit convaincre les Irakiens que l'armement soviétique vaut largement celui des Occidentaux[6]. Sur le plan politique, le Kremlin affiche toujours un neutralisme de façade, affirmant que « la guerre entre l'Iran et l'Irak est absurde. Il est irrationnel de vouloir la prolonger[7] ». Il n'en défend pas moins en coulisse les positions irakiennes, mettant en quarantaine le pouvoir iranien. Il est convaincu qu'un jour ou l'autre, les dirigeants iraniens comprendront qu'il est de leur intérêt de renouer des relations correctes avec l'Union soviétique. Ce jour là, ce sera à eux de venir quémander l'aide soviétique. En attendant, Moscou entend bien ne plus faire le moindre cadeau aux Iraniens.

La rupture entre Moscou et Téhéran contraint le gouvernement chinois à modifier lui aussi sa position. Par effet miroir, Pékin courtise assidûment Téhéran. Une fois encore, l'attitude chinoise consiste à contrer le jeu soviétique en adoptant l'attitude inverse de celle du Kremlin, tout en essayant de conquérir de nouveaux marchés. Le régime iranien, très isolé, se montre réceptif aux avances de Pékin. Il accepte d'acheter au prix fort des produits manufacturés (les échanges commerciaux vont quintupler en trois ans), mais surtout les armes et munitions que se proposent de lui vendre les autorités chinoises. Pour préserver les apparences, les autorités chinoises vont faire appel à la Corée du Nord qui jouera les intermédiaires entre Pékin et Téhéran. L'essentiel des armes livrées à l'Iran proviendra donc officiellement de Corée du Nord. Peu importe qu'elles soient fabriquées en Chine ! A Pyongyang, Kim Il Sung est d'autant plus enclin à rendre ce service à Deng Xiaoping que la Chine reste son principal protecteur et que son régime livre des armes à l'Iran depuis déjà deux ans. Dès les premiers mois de 1981, une importante délégation nord-coréenne s'était rendue à Téhéran pour proposer au régime iranien de lui vendre armes et munitions. L'affaire avait

été rondement menée et les militaires iraniens avaient reçu des chars T-69, des canons de type-59, des lance-roquettes, des mortiers, des missiles sol-air Sam-7 et même des vedettes légères qui allaient permettre aux *pasdarans* de former l'embryon d'une force navale. Parallèlement à la Corée du Nord, la Chine livre à l'Iran d'importantes quantités de pièces de rechange, ainsi qu'une vingtaine de chasseurs F-6 (copie du MiG-19) qui vont être affectés à l'entraînement des pilotes. En échange, l'Iran paye rubis sur l'ongle et laisse les experts chinois examiner les armements modernes d'origine soviétique pris aux troupes irakiennes, leur permettant ainsi de copier cette technologie[8].

Tout en fournissant l'Iran, la Chine n'en continue pas moins d'honorer ses contrats avec l'Irak ! Au printemps 1983, elle livre à l'armée de l'air irakienne une trentaine de chasseurs F-7 (copie du MiG-21) qui vont lui permettre de compenser une partie des pertes subies. Cette approche « équilibrée » permet aux dirigeants chinois de préserver leur apparente neutralité et de ménager ainsi chacun des deux belligérants. Insidieusement, la Chine et la Corée du Nord réalisent qu'il est de leur intérêt de voir le conflit durer le plus longtemps possible, puisque sa poursuite place à la fois l'Union soviétique et les Etats-Unis dans une posture délicate et leur permet d'engranger de substantiels revenus. Dès lors, Pékin et Pyongyang ne vont plus cesser d'alimenter les deux camps, équilibrant soigneusement leurs livraisons pour préserver le *statu quo*.

16
Aurores sanglantes

En janvier 1983, le gouvernement iranien publie, par voie de presse, une carte détaillée du front identifiant sept poches de territoire iranien encore contrôlées, selon lui, par l'armée irakienne. Il laisse entendre qu'il accepterait d'entamer des pourparlers si Bagdad acceptait de les évacuer et de reconnaître la souveraineté iranienne sur ces quelques milliers de kilomètres carrés. Plusieurs de ces poches font partie du territoire irakien, mais font l'objet de revendications de la part de Téhéran depuis le début du XXe siècle. Le 27 janvier, Saddam Hussein rejette cette proposition, mais se déclare prêt à se rendre à Téhéran pour discuter directement avec l'ayatollah Khomeiny des termes d'un cessez-le-feu. Son offre suscite un débat à Téhéran. Le guide est tenté de l'accepter, mais Rafsandjani, soutenu cette fois par Khamenei qui s'est rallié à sa position, insiste pour la repousser, estimant qu'il serait humiliant de transiger avec le dictateur irakien qui doit être puni. Le président du Parlement convainc ses pairs de lancer une nouvelle offensive baptisée Prélude, qui doit porter un coup décisif au moral de l'adversaire et apporter au régime iranien un succès symbolique à quelques jours de la commémoration du quatrième anniversaire de la révolution islamique. Le 31 janvier, le gouvernement iranien se fend d'un communiqué rejetant la proposition irakienne et, pour que les choses soient bien claires, Ali Khamenei déclare avec emphase que « le retrait des troupes irakiennes n'est plus la condition principale pour l'arrêt des hostilités. Il s'agit maintenant de punir les dirigeants irakiens[1] ». L'état-major reçoit l'ordre de préparer en urgence une offensive permettant de s'emparer de Fakkeh, puis de poursuivre en direction d'Amara, afin de couper la route principale reliant Bagdad à Bassora. Peu importe que les conditions météorologiques ne soient pas propices, l'important, c'est de passer à l'attaque pour mettre la pression sur Saddam !

Guerre d'usure

Dans la nuit du 6 au 7 février 1983, sous une pluie diluvienne, deux divisions de *pasdarans* attaquent les premières lignes irakiennes, de part et d'autre de Fakkeh, pour feinter l'adversaire et lui laisser croire à une attaque en pinces en direction d'Amara, ce qui devrait l'amener à rapatrier ses forces vers l'arrière. L'attaque principale visant Fakkeh pourra alors se dérouler sous de meilleurs auspices. Le général Fakhri, qui commande le 4e Corps en charge du secteur, ne tombe toutefois pas dans le piège et repousse les assauts iraniens. Son dispositif défensif est solide et ses soldats sont motivés. Le réseau de tranchées construit depuis l'automne se montre efficace. La masse de fantassins iraniens, freinée par les tirs de barrage et les fils de fer barbelé, s'englue dans la boue qui camoufle parfaitement les mines et les pièges qui déciment les premières vagues d'assaut. Les Iraniens, trempés et grelottant de froid, surpris par une telle résistance, mettent fin à l'attaque de diversion.

Dès l'aube, ils déclenchent l'offensive principale en direction de Fakkeh. Pendant trois jours, 30 000 fantassins vont tenter de s'en emparer. A chaque fois, ils parviennent à pénétrer dans la bourgade en ruines, mais se retrouvent pris sous le feu de l'artillerie et des chars embossés sur les collines voisines qui les aplatissent sous un déluge d'obus. Ils ne peuvent tenir la position et sont contraints de se replier, après avoir subi de lourdes pertes. Ils tentent alors de monter à l'assaut des tranchées irakiennes, pour faire taire les blindés et les canons ennemis. Le résultat est pire. Ils sont hachés par la mitraille qui balaie sans répit le glacis protégeant les lignes irakiennes. Le 9 février, au crépuscule, les Iraniens décident d'abattre leur dernière carte et engagent leur 92e division blindée conservée jusque-là en réserve. Le commandement iranien espère que de nuit, les chars seront moins vulnérables et pourront plus facilement percer les lignes adverses. Deux brigades de chars montent à l'assaut de la colline au sommet de laquelle se trouvent les tranchées irakiennes, perdant quelques dizaines de blindés au passage. Les chars iraniens parviennent à écraser les tranchées adverses sur un secteur étroit d'à peine plus de 1 kilomètre, avant de s'engouffrer à l'intérieur des lignes ennemies au petit matin. Les monstres d'acier progressent lentement pour éviter de s'embourber et économiser leur carburant, car ils sont coupés de leur source de ravitaillement. N'ayant aucune consigne claire, leurs équipages se contentent d'écraser les nids de résistance. Le général Fakhri réagit aussitôt en engageant sa propre réserve blindée constituée de 4 bataillons de chars T-72 qui se révèlent très supérieurs aux Chieftain et T-59 iraniens. Il obtient également l'appui de l'artillerie et des hélicoptères qui survolent le champ de bataille, traquant les blindés ennemis. Les chars irakiens manœuvrent de manière à tisser une nasse autour de l'avant-garde iranienne, afin

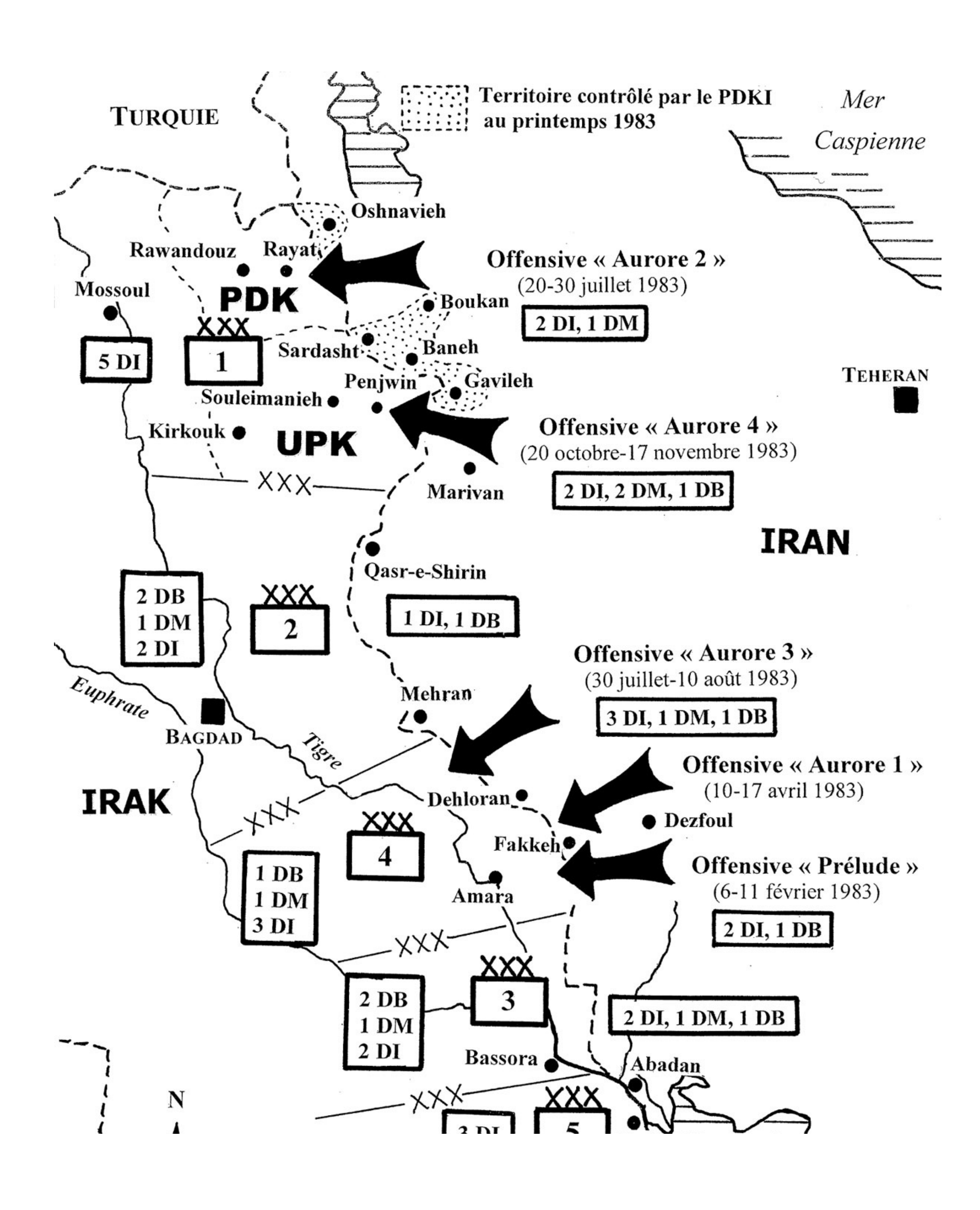
de l’attaquer de plusieurs côtés à la fois. Pendant ce temps, plusieurs bataillons d’infanterie colmatent les brèches ouvertes dans les tranchées irakiennes. Isolés, les tankistes iraniens se défendent avec l’énergie du désespoir et se replient vers leur ligne pour éviter l’anéantissement. Le 11 février, l’offensive Prélude est ajournée. La défaite est sévère pour les Iraniens qui ont perdu plus d’une centaine de chars et comptent 5 000 tués et 12 000 blessés dans leurs rangs (2 000 tués et 60 chars détruits côté irakien). Pire, l’offensive qui devait affaiblir le moral de l’adversaire aboutit à l’effet inverse, puisque cette victoire inattendue galvanise les soldats irakiens. Le régime baassiste exhibe fièrement dans les rues de Bagdad un millier de prisonniers iraniens, ainsi qu’une trentaine de carcasses de blindés pris à l’adversaire.

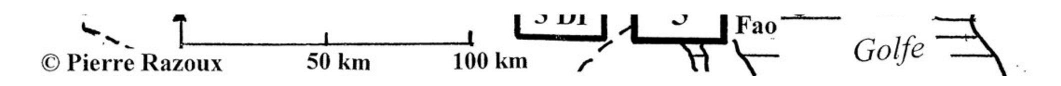
Tirant les conclusions de cet échec, le commandement iranien privilégie désormais une stratégie d’usure qui s’appuie sur l’infanterie et l’artillerie. Les chars sont remisés à l’arrière et ne serviront plus qu’à appuyer la progression des fantassins. Fini les grandes offensives mécanisées. Dans une intention de propagande, les attaques ponctuelles seront toujours qualifiées d’offensives et seront numérotées pour entretenir l’illusion d’un affrontement permanent. Les dirigeants espèrent ainsi maintenir la combativité de leurs troupes. Dans une allocution grandiloquente, Rafsandjani proclame : « La guerre continuera, quoi qu’il advienne ![2] » Pour l’instant, les divisions iraniennes s’enterrent le long du front, généralement à 1 kilomètre des tranchées irakiennes, en limite de portée des mitrailleuses adverses. Pendant de longs mois, les combats vont prendre une tournure comparable à ceux de la Première Guerre mondiale, alternant duels d’artillerie, attaques coups de poing et longues périodes d’attente. Les Iraniens en profitent pour tester de nouvelles tactiques de harcèlement. Ils envoient leurs *pasdarans* à l’assaut des lignes adverses, chevauchant des motos tout terrain de faible cylindrée achetées au Japon. Pendant la phase d’approche, chaque pilote de moto zigzague jusqu’à une centaine de mètres des tranchées irakiennes, soulevant un nuage de poussière censé masquer sa progression. Il s’arrête alors brusquement pour permettre au combattant monté en croupe de tirer sa roquette RPG-7 contre un point d’appui ennemi. Les équipages qui survivent aux tirs de riposte regagnent ensuite à toute allure l’abri de leurs lignes.

Dès la fin du mois de février 1983, le président irakien interpelle la communauté internationale et lui demande de faire pression sur le gouvernement iranien pour que celui-ci accepte de mettre un terme aux hostilités. L’Onu, l’OCI et le mouvement des non-alignés se heurtent une fois de plus à l’intransigeance de Téhéran. Le CICR dénonce pour sa part publiquement les violations du droit international humanitaire – les fameuses conventions de Genève et de La Haye –

et les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre par les deux belligérants.

Pour marquer son soutien indéfectible à son « grand ami Saddam », le roi Hussein de Jordanie effectue une tournée du front au côté du président irakien, inspectant le contingent jordanien déployé sur place. Il se fait photographier en train de tirer lui-même un coup de canon sur les positions iraniennes. Le cliché fera le tour des capitales du Moyen-Orient pour inciter les dirigeants arabes à s'engager plus activement aux côtés de l'Irak, au moment où l'ayatollah Khomeiny demande solennellement aux Etats du Golfe de cesser leur soutien à Bagdad. De son côté, le général Adnan Khairallah, pour améliorer le confort des 400 000 soldats irakiens mobilisés dans les tranchées ou à proximité, ordonne la construction de casernements, de mosquées et de salles de détente équipées de télévisions et de magnétoscopes. L'acheminement du courrier est amélioré. Un système de rotation est mis en place afin que chaque unité puisse s'entraîner six semaines à l'arrière, tenir ses positions quatre mois sur le front, puis bénéficier de deux ou trois semaines de permissions. Ce faisant, les soldats irakiens savent qu'ils ont une chance sur trois de passer au travers des offensives ennemies.


Territoire contrôlé par le PDKI au printemps 1983
TURQUIE
Mer Caspienne
Oshnavieh
Rawandouz
Rayat
Offensive « Aurore 2 »
(20-30 juillet 1983)
Mossoul
PDK
Boukan
2 DI, 1 DM
5 DI
1
Sardasht
Baneh
Penjwin
Gavileh
TEHERAN
Souleimanieh
Kirkouk
UPK
Offensive « Aurore 4 »
(20 octobre-17 novembre 1983)
Marivan
2 DI, 2 DM, 1 DB
IRAN
Qasr-e-Shirin
2 DB
1 DM
2 DI
2
1 DI, 1 DB
Offensive « Aurore 3 »
(30 juillet-10 août 1983)
Euphrate
Mehran
3 DI, 1 DM, 1 DB
BAGDAD
Tigre
Offensive « Aurore 1 »
(10-17 avril 1983)
IRAK
Dehloran
Dezfoul
4
Fakkeh
Offensive « Prélude »
(6-11 février 1983)
1 DB
1 DM
3 DI
Amara
2 DI, 1 DB
3
2 DB
1 DM
2 DI
2 DI, 1 DM, 1 DB
Bassora
Abadan
N
5



Les offensives iraniennes pendant l'année 1983

Aurore 1

La première d'entre elles survient le 10 avril 1983, lorsque l'Iran déclenche l'offensive Wa al-Fajr 1 (littéralement « Aurore 1 ») dans le secteur de Fakkeh. Son but consiste à reprendre le contrôle de ce carrefour stratégique. Les Iraniens ne lésinent pas sur les moyens. Ils engagent trois divisions d'infanterie dans cette bataille qui dure une semaine. Grâce à leur artillerie qui pilonne sans répit les tranchées irakiennes, ils s'emparent de plusieurs collines surplombant Fakkeh. Leurs fantassins peuvent ensuite reprendre le contrôle de cette bourgade, éliminant les tireurs embusqués. C'est un succès pour le commandement iranien qui présente aux médias les 390 prisonniers irakiens capturés à cette occasion, même s'il se garde bien de leur annoncer ses propres pertes qui s'élèvent à 6 000 morts. Côté irakien, le général Fakhri a préféré céder un peu de terrain pour limiter ses pertes. Il rétablit ses lignes 5 kilomètres plus loin, sachant qu'il tient toujours Fakkeh sous la menace de ses canons, ce qui lui permet de harceler les convois logistiques qui empruntent la route frontalière.

Bagdad riposte par des salves de missiles Frog et Scud contre les villes de Dezfoul, d'Andimechk et de Suse, qui font plusieurs centaines de morts. Après cette démonstration de force, Tarek Aziz propose à l'Iran, le 25 mai 1983, de conclure, sous l'égide des Nations unies, un accord aux termes duquel les belligérants s'engageraient à ne plus bombarder les populations civiles. Il se heurte à une fin de non-recevoir. Le 7 juin, Saddam Hussein propose une nouvelle trêve d'un mois, à l'occasion du début du Ramadan. Non qu'il espère que celle-ci soit acceptée par Téhéran, mais pour prouver à ses alliés arabes qui le financent que son régime respecte les préceptes de l'islam, à commencer par le mois sacré du calendrier islamique. Sans surprise, les mollahs iraniens rejettent dédaigneusement son offre, claironnant leur souhait de prier bientôt dans les mosquées « libérées » de Nadjaf et Karbala.

Retour au Kurdistan

Pour tenter de débloquer le *statu quo*, les Iraniens reportent tous leurs efforts en direction du Kurdistan irakien, espérant y susciter une révolte générale contre

le régime baassiste. Mais avant de pouvoir y pénétrer, ils doivent d'abord reprendre le contrôle de leur propre province kurde en bousculant les *peshmergas* retranchés dans le triangle compris entre Sardasht, Baneh et Boukan. Dès le début du printemps, le général Chirazi déclenche une offensive censée porter un coup décisif à la rébellion kurde. Il mobilise 120 000 hommes appuyés par 400 blindés et 300 canons. Devant la puissance de feu déployée par les forces gouvernementales, les 20 000 *peshmergas* mobilisés par Abdul Rahman Ghassemlou sont contraints d'abandonner villages et vallées pour se réfugier une fois de plus dans les montagnes. Les gardiens de la révolution se livrent à une répression terrible qui fera plus de 5 000 morts en quelques semaines. Ils ne sont pas non plus épargnés. Le général Mohammed Boroujerdi, âgé d'à peine 28 ans, est tué en sautant sur une mine antipersonnel lors d'une opération de ratissage dans la région de Mahabad. Depuis dix-huit mois, il avait participé à toutes les grandes offensives conduites par les *pasdarans* et s'était distingué en luttant férocement contre la rébellion kurde, couvrant les atrocités commises par certains de ses subalternes. Fin juin, le général Chirazi a atteint son objectif. Il s'est rendu maître de la quasi-totalité du Kurdistan iranien et a maté le soulèvement des *peshmergas* qui ne pourront plus mener désormais que des actions de harcèlement sporadiques. Il peut désormais pénétrer au Kurdistan irakien.

De son côté, le PDKI ne contrôle plus que la ville de Baneh et les bourgades d'Oshnavieh et de Gavileh. Les troupes kurdes sont désormais morcelées en plusieurs poches de résistance isolées les unes des autres. Abdul Rahman Ghassemlou s'est réfugié en Irak et navigue entre Halabja, Penjwin et Gavileh. Trop sûr de lui, il a combiné deux modes opératoires difficilement conciliables : défense statique pour la protection de ses bases et guérilla mobile pour harceler l'adversaire. Ni l'un ni l'autre n'ont véritablement payé. Nombre de ses anciens alliés contestent son leadership. Plusieurs de ses lieutenants sont assassinés dans des circonstances troubles. Lui-même réchappe de justesse à un attentat. Le PDKI, isolé et acculé le long de la frontière irakienne, combat désormais pour sa survie.

Le régime iranien est bien décidé à pousser son avantage. Le 20 juillet 1983, il déclenche l'offensive Aurore 2 en direction de la vallée de Rawandouz, au nord du Kurdistan irakien. Pendant qu'une division de gardiens de la révolution s'empare d'Oshnavieh où se sont réfugiés plusieurs groupes de *peshmergas*, la 28e division mécanisée, épaulée par une division de *pasdarans*, quitte Piranchahr en direction du col marquant la frontière avec l'Irak. Les fantassins iraniens sont rejoint par 800 combattants kurdes des frères Barzani. L'objectif est simple : s'emparer du village d'Omran, situé de l'autre côté de la frontière, qui abrite l'un

des QG opérationnels du PDKI. En l'éliminant, Téhéran espère que le PDK des frères Barzani, qu'il soutient activement, parviendra à renforcer son emprise et convaincre la population de la région de déclencher une insurrection générale contre le régime irakien. En une vingtaine d'années, la stratégie iranienne n'a guère changé, utilisant les mêmes recettes pour faire pression sur Bagdad. Si tout se déroule comme prévu, les Iraniens poursuivront jusqu'à Rawandouz, menaçant ainsi la région pétrolière de Mossoul.

Le 22 juillet, les troupes iraniennes franchissent le col de Piranchahr et bousculent la brigade d'infanterie chargée de le garder. Elles pénètrent d'une quinzaine de kilomètres en territoire irakien, s'emparant d'Omran, de Rayat et du mont Kermand qui surplombe la vallée et offre un excellent observatoire pour diriger les tirs d'artillerie. Les *peshmergas* du PDKI livrent un combat désespéré, mais ne peuvent contenir l'assaut. Plusieurs de leurs responsables parviennent à s'enfuir. Une majorité d'entre eux sont néanmoins tués ou capturés. Leurs familles seront déportées dans des camps de prisonniers dans le sud de l'Iran. Les partisans des frères Barzani ne sont pas les derniers à commettre des exactions, attisant les haines entre grandes familles kurdes. L'état-major irakien, immédiatement prévenu, déploie sur place des renforts. Plusieurs bataillons de commandos sont héliportés devant Rayat pour stopper la percée iranienne, le temps d'acheminer par la route les 23e et 24e divisions d'infanterie. Le 24 juillet, Saddam Hussein et Adnan Khairallah se rendent personnellement sur les lieux pour jauger par eux-mêmes la gravité de la situation. Le ministre de la Défense prend les choses en main et assure la direction des opérations. Il lance une vigoureuse contre-attaque, appuyée massivement par l'aviation. Les Mi-24 récemment livrés par l'Union soviétique font merveille pour débusquer les fantassins éparpillés sur les pentes pelées et arides des montagnes environnantes. L'un d'entre eux est toutefois abattu par un chasseur iranien en maraude. Une poignée d'hélicoptères Cobra intervient également pour tenter de freiner la contre-attaque irakienne. L'un d'eux réussit l'exploit d'abattre, avec son canon de bord, un chasseur MiG-21 en train d'évoluer à basse altitude et faible vitesse au-dessus du champ de bataille.

Après trois jours de combats acharnés qui font plusieurs milliers de morts, Adnan Khairallah stabilise le front et reprend le contrôle de Rayat et du mont Kermand. Il ordonne aussitôt l'érection d'ouvrages défensifs et le creusement de tranchées identiques à celles qui protègent le reste du front. De leur côté, les Iraniens gardent le contrôle d'Omran et d'une dizaine d'autres villages dont ils confient l'administration aux chiites du Conseil de la révolution islamique d'Irak (d'anciens membres exilés du parti Dawa), qui persécuteront eux aussi la population locale, attisant un peu plus les rancœurs ethniques et sectaires.

Malgré cet échec, les Iraniens sont bien décidés à garder le tempo et à profiter de l'été pour harceler le régime irakien, dans l'espoir de provoquer sa chute. Le 30 juillet 1983, ils lancent l'offensive Aurore 3, cette fois au centre, sur un front large d'une centaine de kilomètres, entre Mehran et Dehloran. Son objectif consiste à sécuriser la route frontalière joignant ces deux bourgades, en s'emparant des tranchées irakiennes qui la dominent. Une fois ce premier objectif atteint, les forces iraniennes tenteront de percer le dispositif ennemi en direction du Tigre, pour couper la route Bagdad-Bassora qui longe ce fleuve à moins d'une trentaine de kilomètres de la frontière. Pour cette offensive, Téhéran a mobilisé 60 000 hommes répartis en 5 divisions (7e, 25e et 58e d'infanterie, 30e blindée et 40e mécanisée) et plusieurs brigades indépendantes. En face, les Irakiens alignent eux aussi 5 divisions (1re mécanisée, 10e blindée, 2e, 14e et 20e d'infanterie). Ayant détecté les préparatifs iraniens, ils prennent l'initiative des opérations. Deux de leurs colonnes blindées disloquent préventivement des formations de fantassins ennemis. Elles doivent néanmoins se replier, soumises à un violent tir de barrage. C'est au tour des Iraniens de passer ensuite à l'assaut. Pendant trois jours, leurs bataillons d'infanterie, appuyés par des chars T-59 et T-62, vont se succéder, sous un soleil caniculaire et un feu roulant d'artillerie, pour submerger la première ligne irakienne. Chaque nuit, les commandos iraniens s'infiltrent et s'emparent d'avant-postes. De nuit et tous feux éteints, des hélicoptères Chinook transportent des paras derrière les tranchées, pour prendre celles-ci à revers. Le 2 août, les fantassins irakiens lâchent pied et abandonnent leurs tranchées sur plusieurs dizaines de kilomètres, au sud de Mehran, pour se rétablir 5 kilomètres plus loin, à l'intérieur du territoire irakien. Le général Sultan Ahmed, commandant le 4e Corps, contre-attaque avec ce qui lui reste de chars. Il parvient péniblement à contenir la poussée iranienne, grâce à l'intervention massive de l'aviation et l'arrivée de la 12e division blindée, prélevée sur le 2e Corps voisin.

Les Iraniens comprennent qu'ils ne pourront ni percer ni atteindre le Tigre. Ils décident donc d'améliorer leurs positions autour de Mehran. Le 6 août, ils se lancent à l'assaut des trois collines qui surplombent cette ville frontalière réduite à l'état de ruines par trois années de guerre. Quatre jours après, ils s'en sont rendus maîtres, au prix de lourdes pertes. Le 10 août, l'offensive Aurore 3 s'achève sur un bilan mitigé. L'armée iranienne a délogé les Irakiens des hauteurs dominant l'axe routier Mehran-Dehloran, récupérant une étroite bande de territoire et repoussant les Irakiens de quelques kilomètres. Elle a tué plus de 6 000 Irakiens et en a capturé 600, tout en détruisant une soixantaine de blindés et en récupérant 13 000 armes légères sur le champ de bataille. En revanche,

7 000 de ses soldats seraient morts et 15 000 autres auraient été blessés. A ce rythme, la conquête hypothétique de Bagdad représente un prix exorbitant qu'un certain nombre de dirigeants iraniens ne sont plus aussi sûrs de vouloir payer. Ces gains limités permettent toutefois de redresser le moral des troupes iraniennes, ébranlé par les revers précédents. Les Irakiens se vengent en tirant de nouvelles salves de missiles Scud contre des villes iraniennes. Les Iraniens répliquent en pilonnant Bassora avec leur artillerie à longue portée. Puisque les chiites irakiens ne se sont pas soulevés contre le régime de Saddam, Téhéran n'a plus aucun scrupule à les bombarder, alors même que l'ayatollah Khomeiny s'y était jusque-là opposé. Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte dans la foulée une nouvelle résolution (540) demandant l'arrêt immédiat des opérations militaires et des bombardements contre les populations civiles. Une fois encore, Bagdad l'accepte, mais Téhéran la rejette.

Au début de l'automne, le centre de gravité des opérations bascule une nouvelle fois vers le Kurdistan irakien. Les Iraniens y déclenchent l'offensive Aurore 4, dans le secteur de Marivan. Il s'agit cette fois de s'emparer de la vallée de Penjwin où s'est réfugié Abdul Rahman Ghassemlou. C'est par cette vallée que transitent les armes et les munitions qui alimentent les derniers bastions du PDKI. En en prenant le contrôle, les Iraniens espèrent assécher la logistique des *peshmergas* et porter un coup fatal à la rébellion kurde. Dans la nuit du 19 au 20 octobre 1983, plusieurs bataillons de *pasdarans* prennent à revers le col de Rachah, à travers les montagnes, et culbutent les soldats Irakiens chargés de le défendre. Ils sont rejoints à l'aube par l'avant-garde des 29e et 64e divisions d'infanterie, partie dans la nuit de Marivan. Celles-ci sont épaulées par une brigade de chars et deux divisions mécanisées (21e et 28e). Leur progression est lente, car la route étroite est rapidement embouteillée par une immense colonne de véhicules. Les divisions progressent au pas des fantassins qui gravissent les sommets surplombant la vallée et s'emparent au passage d'une quinzaine de villages. Le 22 octobre, à la tombée de la nuit, l'avant-garde iranienne parvient aux abords de Penjwin. Elle se heurte à la résistance déterminée de la 4e division d'infanterie irakienne qui, prévenue, a eu le temps de prendre les dispositions nécessaires pour renforcer son périmètre défensif. L'état-major irakien s'attendait en effet à une offensive dans ce secteur. Le général Maher Abdel Rachid, commandant le 1er Corps, a regroupé préventivement autour de Souleimanieh les 18e et 19e divisions d'infanterie, de l'artillerie, ainsi que plusieurs brigades blindées et mécanisées. Cette force conséquente lui permet de contre-attaquer immédiatement. A la tête de ses troupes, il mène une bataille mobile, fixant et débordant l'adversaire. Il refoule

les Iraniens jusqu'au col de Rachah, justifiant ainsi son surnom de « Rommel irakien ». Les MiG et les Sukhoï, appelés en renfort, slaloment entre les montagnes et mitraillent sans répit les colonnes de véhicules iraniens, laissant derrière eux un nombre considérable de carcasses calcinées. Pendant ce temps, une division de *pasdarans* encercle le village de Gavileh qui sert de refuge à l'un des derniers groupes de *peshmergas* du PDKI. Les gardiens de la révolution montent à l'assaut du village, de nuit, et massacrent la garnison qui résistait aux autorités gouvernementales depuis plus de deux ans. Quelques rares combattants parviennent à s'échapper et à se réfugier en Irak, après s'être faufilés le long de périlleux sentiers de montagne.

Le 6 novembre 1983, les Iraniens repartent à l'assaut des lignes irakiennes. Ils engagent deux nouvelles divisions de *pasdarans*. Profitant d'une météo défavorable qui cloue au sol l'aviation irakienne, ils s'emparent de Penjwin et du saillant montagneux qui s'enfonce à l'intérieur du territoire iranien, entre Marivan et Baneh. Ils poursuivent ensuite en direction de Souleimanieh. Le général Rachid, originaire de la même tribu que Saddam Hussein et Adnan Khairallah, décroche son téléphone, les appelle et obtient l'envoi immédiat de deux bataillons de choc de la Garde républicaine qui sont héliportés devant l'avant-garde iranienne, avec un stock de munitions chimiques. Il ne s'agit pas encore d'agents neurotoxiques, mais de simples obus de mortiers répandant un gaz moutarde identique à celui employé durant la Première Guerre mondiale. Son emploi n'en surprend pas moins les *pasdarans* qui refluent en désordre, laissant une centaine de morts sur le terrain. Les troupes irakiennes les poursuivent prudemment, les laissant se retrancher dans Penjwin. C'est la première fois depuis le début des hostilités que l'armée irakienne a recours aux armes chimiques. En autorisant leur emploi, Saddam Hussein signifie au régime iranien que la frontière du Kurdistan irakien constitue une ligne rouge qu'il ne saurait franchir sans risquer de provoquer l'escalade dans le conflit. Bagdad ne peut se permettre de voir menacer les précieuses ressources pétrolières de cette région, puisque celles-ci constituent désormais sa principale source de revenus. Pour cette raison, le pouvoir irakien ne peut tolérer une insurrection générale que les Iraniens cherchent à encourager en prenant pied dans le nord du pays. Jalal Talabani, le chef de l'UPK, en profite pour faire monter les enchères et négocier avec Bagdad un nouvel accord plus favorable que le précédent. Il se montre suffisamment malin pour ne pas outrepasser les bornes, assurant Saddam Hussein de la neutralité de l'UPK.

Les premières chutes de neige, mi-novembre, mettent un terme à Aurore 4 qui s'achève sur un bilan mitigé. Certes, les Iraniens sont parvenus à s'emparer d'un col stratégique et à grignoter quelques centaines de kilomètres carrés, mais

à quel prix ! Plus de 5 000 de leurs combattants sont morts, 15 000 autres ont été blessés. En face, les Irakiens n'ont perdu « que » 2 800 hommes, une soixantaine de chars et une vingtaine de pièces d'artillerie. Ils profitent de l'arrivée de l'hiver pour renforcer leurs défenses et transformer Souleimanieh et Halabja en place forte. Le 1er Corps d'armée compte désormais 5 divisions d'infanterie, dont la 7e qui a remplacé la 4e détruite lors des combats. Il peut compter sur l'appui d'un millier de *peshmergas* du PDKI qui font office de supplétifs, en attendant de pouvoir regagner l'Iran.

De leur côté, les Iraniens ont certes amélioré leurs positions, mais ils ne sont pas parvenus à ébranler sérieusement leur adversaire. La logistique insuffisante, le manque d'appuis-feu (notamment aériens) et d'armement sophistiqué (de missiles en particulier) ont considérablement réduit la puissance de leurs offensives. Les dissensions et rivalités entre l'armée régulière et les *pasdarans* ont nui à la coordination de leurs opérations. Le commandement iranien s'est montré incapable de conduire plus d'une seule offensive majeure en même temps, laissant ainsi le temps à l'armée irakienne de se ressaisir. Il n'a pas su créer les conditions d'une surprise stratégique qui lui aurait permis de percer le front et de déborder l'adversaire.

17
L’atout maître de Saddam

Ce que les Iraniens ignorent et qui restera l’un des secrets les mieux gardés du régime irakien pendant toute la durée de la guerre, c’est que Bagdad est en mesure de décoder les messages iraniens et donc d’anticiper la plupart des offensives adverses. C’est ce qui explique que l’armée irakienne ait souvent été positionnée de manière optimale pour contenir le rouleau compresseur iranien. Cela ne veut pas dire que les Irakiens connaissaient systématiquement le détail des plans adverses – bien que cela ait pu survenir en quelques occasions –, mais cela signifie qu’ils connaissaient le sens général de la manœuvre iranienne et qu’ils savaient où étaient déployées les principales unités ennemies. En d’autres termes, ils pouvaient voir le jeu de leur adversaire. Ils ne pouvaient pas neutraliser ses meilleures cartes, mais ils pouvaient se préparer à contrer leurs effets. Comme le reconnaîtra plus tard le général Tarfa, un ancien responsable des services de renseignement militaire irakiens qui a passé la guerre à scruter le dispositif iranien : « Les interceptions électroniques nous ont assuré un avantage décisif… Nous faisions un combat de boxe dans lequel les Iraniens étaient aveugles et nos forces ne l’étaient pas[1]. » C’est le service de renseignements de l’armée irakienne, et notamment sa branche technique, qui peut être considéré comme la cheville ouvrière de ce succès. Cette branche spécialisée dans les écoutes ne brille pourtant pas particulièrement pendant les premiers mois de la guerre. Les experts irakiens ne disposent alors que de machines C-54 acquises quelques années plus tôt auprès de la société suisse Crypto, qui ne leur permettent de déchiffrer que de manière très parcellaire les messages iraniens interceptés par leurs « grandes oreilles ». Ces dernières sont mises en œuvre grâce à l’assistance d’une partie des conseillers militaires soviétiques que le Kremlin a maintenus en Irak après le déclenchement des hostilités, malgré sa volonté de punir Saddam. Il est vrai que les stratèges soviétiques n’étaient pas mécontents d’affiner ainsi leur propre perception des forces armées iraniennes.

L’équivalent irakien d’Enigma

A l’automne 1981, les Irakiens, servis par la chance, font un pas de géant. Un officier iranien affecté à l’état-major de la 64e division d’infanterie déserte en emportant avec lui un trésor de guerre qui lui permet de négocier son exfiltration vers Bagdad. Il s’agit d’une machine automatique Crypto-52, fabriquée par cette même compagnie suisse et utilisée par l’état-major iranien pour communiquer avec ses troupes. Cette machine va permettre aux Irakiens de décoder, pendant plus de deux ans, un volume considérable de messages ennemis. Elle représente pour Saddam Hussein le même atout que la machine Enigma pour Winston Churchill, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cette tâche d’interception est d’autant plus aisée que les Iraniens font preuve de peu de discipline dans le cryptage, ne changeant que rarement les codes. Ce processus connaît toutefois une faille de taille. Les *pasdarans* se refusant à utiliser le téléphone et les moyens de communication sophistiqués de l’état-major, leurs messages ne peuvent être ni interceptés ni décryptés. Les gardiens de la révolution, obnubilés par le secret, n’ont recours qu’à des messagers sûrs pour transmettre leurs ordres qui sont toujours manuscrits. De fait, les Irakiens ont les moyens de savoir ce que prépare l’armée régulière, mais il leur est impossible de connaître les plans des *pasdarans*. Tant que les offensives iraniennes impliqueront l’armée régulière, cela ne leur posera pas de difficultés majeures, mais lorsque les *pasdarans* commenceront à lancer leurs propres offensives sans l’appui de l’armée, ils redeviendront sourds et aveugles et perdront leur capacité d’anticipation.

En 1983, les Iraniens acquièrent de nouvelles machines Crypto T-450 qui remplacent progressivement leurs Crypto-52 vieillissantes. Il s’agit d’encodeurs modernes entièrement électroniques. Les Irakiens réagissent immédiatement et achètent auprès d’une compagnie japonaise de puissants ordinateurs qui vont les aider à déchiffrer les messages échangés par ces nouvelles machines. Plus de 1 500 techniciens irakiens sont envoyés de toute urgence au Japon pour se familiariser à l’utilisation de ces ordinateurs. Pour casser le code de la T-450, les Irakiens font appel aux meilleurs spécialistes du KGB. En échange, Bagdad livre à l’URSS un chasseur Phantom presque intact, qui s’est posé sur le ventre en Irak après avoir été légèrement endommagé pas la DCA[2]. Les ingénieurs soviétiques vont pouvoir le décortiquer et percer les secrets de son électronique et de son système d’arme.

A plusieurs reprises, les Iraniens modifient leurs machines T-450. Chaque fois, il ne faut que quelques semaines aux Irakiens pour s’adapter et briser les nouveaux codes ennemis, grâce à l’aide de spécialistes soviétiques et

yougoslaves recrutés à prix d’or. Cette opération d’interception et de déchiffrage des communications iraniennes, baptisée Projet 858, va mobiliser 2 500 analystes, linguistes et techniciens jusqu’à la fin de la guerre. Seul le nombre restreint de linguistes et d’analystes maîtrisant le farsi limitera l’exploitation de cette masse de données. Car au début des hostilités, il n’y a que trois hommes dans toute l’armée irakienne capables de lire suffisamment bien le farsi pour exploiter le résultat de ces écoutes : ils sont tous affectés au bureau « Iran » des renseignements militaires, qui ne compte pas plus de six personnes. En 1983, ce bureau s’est transformé en une section regroupant plus de trente officiers qui ont bénéficié de cours d’apprentissage accéléré du farsi. Ces officiers sont noyés sous une masse de feuillets qu’ils ne peuvent bien souvent que survoler pour pouvoir traiter l’intégralité des rapports d’écoute. Ils travaillent dix-huit heures par jour, sept jours sur sept, pour traquer l’information cruciale susceptible d’influencer le cours des évènements. Malgré cela, de nombreux messages restent inexploités, faute de temps et d’effectif suffisants.

Trois ans plus tard, cette section « Iran » aura cédé la place à un directorat employant 80 personnes et supervisant plusieurs centaines de linguistes. Son chef, le général Wafiq Samaraï, jouera un rôle clé dans l’effort de guerre irakien. Comme ses hommes, il ne bénéficiera d’aucune distinction, ni d’aucune récompense pendant toute la durée de la guerre, afin de ne pas risquer d’ébruiter cette opération connue d’un cercle très fermé d’initiés. Toutes les informations sont en effet centralisées au niveau du seul général Samaraï qui rend compte directement au chef d’état-major des armées et à Saddam Hussein. L’état-major et les généraux ne sont volontairement pas dans la boucle. Ce n’est pas sans humour que le président irakien baptise cette opération « Mohammed ». De même que le Prophète était récipiendaire de la parole divine, le président irakien peut, grâce au décryptage des communications adverses, lire à livre ouvert dans le jeu des Iraniens. Il peut ainsi impressionner ses propres généraux en leur démontrant que malgré son absence de culture militaire, il est capable de lire dans les pensées de l’adversaire et d’anticiper ses réactions. Ce faisant, il maintient ses subordonnés dans la crainte, renforçant par là même sa mainmise sur l’armée. Car si Saddam est doté d’une intuition extraordinaire qui lui permet de déjouer les plans de l’ennemi, c’est qu’il est probablement capable de lire dans les pensées, et donc d’identifier les dissimulateurs et les traîtres potentiels dans son propre camp ! De nombreux officiers irakiens interrogés par les Américains après la chute du dictateur, en 2003, témoigneront du fait qu’ils étaient convaincus que Saddam était doté de pouvoirs extrasensoriels lui permettant de lire à livre ouvert dans l’esprit de ses généraux.

Formation accélérée

Tout en cherchant à impressionner ses généraux, Saddam commence à s'intéresser réellement aux affaires militaires. Il est convaincu qu'il doit mieux les comprendre pour pouvoir maîtriser les paramètres de la guerre, afin de juger la pertinence des plans qui lui sont proposés. Il demande à son cousin et ministre de la Défense, Adnan Khairallah, de l'aider à acquérir très vite les mécanismes de base de la pensée militaire. Chaque jour, celui-ci lui transmettra un peu de son savoir. Le président irakien s'informe auprès de chacun de ses interlocuteurs d'une foule de détails sur l'organisation et la conduite des opérations, n'hésitant pas à les assommer de questions basiques qui lui permettent de se former sur le tas. La question « pourquoi ? » reviendra comme un leitmotiv lors de chacune de ses discussions avec l'état-major, les bandes audio capturées à Bagdad en 2003 en témoignent. Au fil des mois, Saddam apprendra et deviendra beaucoup plus au fait des questions militaires, n'hésitant pas à corriger ses interlocuteurs et à modifier leurs plans pour y imprimer sa marque. Il ne pourra toutefois jamais s'imposer comme un stratège, même s'il se révélera parfois un tacticien honorable.

Parallèlement, Saddam Hussein prend conscience de la nécessité de s'appuyer sur un corps d'officiers professionnels maîtrisant la conduite des opérations. Il promeut de jeunes officiers talentueux et place à des fonctions de responsabilité des officiers supérieurs qui ont fait leurs preuves depuis le début de la guerre, même s'ils ne sont pas membres du Baas[3]. Il nomme à des postes clés plusieurs généraux qui jouissent d'un réel prestige au sein de l'institution militaire : Maher Abdel Rachid, qui après s'être bien battu au Kurdistan se voit confier le commandement du 3e Corps d'armée chargé du secteur crucial de Bassora, Khaled Daoud Nader, qui prend la direction du génie et devient responsable des travaux destinés à renforcer les défenses irakiennes, ou bien encore Aladin Makki Khamas, qui supervise l'entraînement des troupes et doit élaborer une nouvelle doctrine de combat pour l'armée. Il confie le commandement de divisions blindées et mécanisées à des généraux de première classe, tels que Sultan Hashim, Ayad Fayid Rawaï, Ayad Khalil Zaki ou Salem Ali. Il n'en conserve pas moins un certain nombre de généraux qui se sont révélés médiocres, mais qui lui sont totalement dévoués. Le plus représentatif d'entre eux est sans nul doute Talal Duri, l'un des pires généraux de toute l'armée, certainement l'un des plus sanguinaires et des plus incompétents, mais qui demeure un fidèle compagnon de route de Saddam. La bienveillance du dictateur s'étend également à sa famille. Son fils aîné Oudaï souhaite rejoindre l'académie aérienne pour devenir pilote de chasse. Psychopathe notoire, inapte

physiquement, il est autorisé, après l'intervention de son père, à suivre le cursus d'entraînement qui lui permettra de devenir pilote d'hélicoptère de combat au sein de la Garde républicaine. Pilotant les Mi-24 comme ses nombreuses voitures de course, Oudaï Hussein terrorisera ses camarades qui refuseront de voler avec lui. Le chef de l'armée de l'air devra intervenir personnellement pour le convaincre de renoncer à cette vocation. En guise de lot de consolation et pour qu'il puisse se prévaloir par la suite d'une expérience militaire, il deviendra canonnier « à temps partiel » à bord d'un hélicoptère et participera à quelques missions sans risque, à la fin de la guerre, mitraillant des colonnes de *pasdarans* en déroute.

Renseignement humain

Pour tenter d'en apprendre davantage sur l'adversaire, le service de renseignement de l'armée irakienne ne dispose pas seulement de son système d'interception électronique. Il utilise également un nombre croissant de réfugiés et de déserteurs iraniens. La terrible répression qui s'abat en Iran contre les Kurdes et les « Arabes » du Khouzistan poussent un certain nombre d'entre eux à se réfugier en Irak. Ces hommes ont vu beaucoup de choses et parlent farsi. Ils vont pouvoir traduire la presse iranienne et les prêches du vendredi. Ces sources ouvertes apportent de précieux renseignements, car les journaux iraniens regorgent de récits de batailles destinés à entretenir la fibre patriotique. L'une des plus belles opérations de manipulation du service de renseignement militaire consistera à recruter un officier supérieur de l'armée de l'air iranienne, en vacances en Turquie, dont les informations précieuses permettront aux Irakiens de contrer plus efficacement la chasse adverse[4]. Les Irakiens préserveront toujours son identité pour éviter que sa famille ne subisse de terribles représailles.

Les hommes du général Samaraï peuvent aussi compter sur les 400 commandos de l'Unité 888 chargée de conduire des missions de reconnaissance derrière les lignes ennemies[5]. Ces combattants d'élite, capables de se dissimuler plusieurs jours dans les caches les plus improbables pour observer les mouvements de l'adversaire, effectueront également des missions de sabotage, le plus souvent contre des installations pétrolières. Leur action contribuera à désorganiser la chaîne logistique adverse et réduire la production des gisements pétroliers situés loin du front. Pour affiner leur vision du dispositif iranien, les analystes irakiens exploitent enfin les photographies prises par leurs MiG-25R qui survolent le front à très haute altitude, mais aussi les images satellites que le Kremlin leur offre parcimonieusement. A partir de l'été 1986, ils bénéficieront

même d'images retransmises par le satellite commercial français Spot, apparemment *via* une entente conclue avec la DGSE française, ce qui leur permettra d'actualiser leurs propres cartes d'état-major[6].

De leur côté, les Iraniens ne sont pas sans moyens pour lire dans le jeu de leur adversaire. Ils disposent d'un système d'interception électronique mis en place par la CIA et la Defence Intelligence Agency à l'époque du chah pour surveiller l'Irak. Ce système repose sur deux stations terrestres, situées au Kurdistan et dans les monts Zagros, capables d'écouter les fréquences militaires au-delà de la frontière irakienne, et sur trois avions C-130 modifiés pour l'interception des signaux électromagnétiques. Ces trois avions Hercules peuvent eux aussi surveiller le territoire irakien tout en restant au-dessus du territoire iranien, grâce à de puissantes caméras obliques[7]. Après la révolution, la plupart des techniciens employés pour mettre en œuvre ces deux stations terrestres et ces trois aéronefs se sont toutefois expatriés ou ont été emprisonnés. Lorsque les hostilités éclatent, le régime iranien libère un certain nombre de techniciens et en forme d'autres, mais cela s'avère insuffisant ; ces moyens d'écoute ne tourneront qu'au ralenti pendant la guerre. Les Iraniens ne parviendront pas non plus à briser les codes utilisés par l'armée irakienne. Pour tenter d'en apprendre davantage, ils feront appel à leurs Phantom pour conduire des missions risquées de reconnaissance au-dessus du territoire ennemi, au cours desquelles ils perdront au moins six appareils.

Contrairement aux Irakiens, les Iraniens n'infiltrent que très peu de commandos derrière les lignes ennemies, à la fois à cause de la densité du réseau défensif irakien et parce que cela ne correspond pas à leur mode opératoire. Les services iraniens disposent en revanche d'abondantes sources d'informations par le biais d'opposants au régime de Bagdad (notamment parmi les kurdes et les chiites), de déserteurs, mais surtout des nombreux prisonniers de guerre qu'ils n'hésitent pas à intimider et torturer pour leur extorquer de précieux renseignements. Les prisonniers qui collaborent se voient offrir la possibilité de se marier avec une femme iranienne. Ceux qui le souhaitent peuvent même intégrer l'unité Badr composée de transfuges irakiens, qui sera engagée en première ligne lors de certaines grandes offensives iraniennes. Peu d'entre eux survivront.

Prise de gage

En janvier 1984, l'armée irakienne est partout sur la défensive, fermement retranchée le long d'un front long de 1 200 kilomètres. Elle ne conserve plus que quelques dizaines de kilomètres carrés de territoire iranien, principalement

autour de Qasr-e-Shirin. Les Iraniens contrôlent en revanche plusieurs têtes de pont au Kurdistan irakien, mais aussi dans les secteurs de Mehran et Fakkeh. La question que se posent les stratèges iraniens est maintenant la suivante : où attaquer pour porter un coup décisif au régime de Saddam Hussein ? Quatre options s'offrent à eux. La première consisterait à lancer une offensive majeure au Kurdistan irakien pour s'emparer de ses gisements pétroliers, couper l'oléoduc Kirkouk-Dortiyol et tarir les revenus de l'Irak. Cette option se heurte à deux difficultés majeures. D'une part, l'armée iranienne ne dispose pas des moyens suffisants lui permettant de percer dans cette région montagneuse, facilement défendable ; d'autre part, toute menace sur l'oléoduc irako-turc serait interprétée comme un *casus belli* par Ankara, qui a désespérément besoin des royalties tirées de son exploitation pour remettre son économie sur les rails. Or, l'Iran dépend économiquement de la Turquie et ne peut se permettre de se fâcher avec elle. La deuxième possibilité consisterait à frapper le régime irakien au cœur, en attaquant en direction de Bagdad. Une telle offensive, forcément mécanisée, ne serait envisageable qu'avec un appui aérien conséquent et un nombre important de blindés, de canons automoteurs et de missiles en tous genres dont les forces armées iraniennes ne disposent plus en nombre suffisant. En l'absence de tels moyens, toute action intempestive risquerait de se transformer en désastre. Téhéran ne peut donc y recourir pour l'instant. La troisième option serait de s'emparer de Bassora. Mais la prise de cette ville transformée en forteresse semble pour l'instant hors de portée. L'armée iranienne ne pourrait l'envisager qu'après avoir traversé le Chatt el-Arab pour prendre la ville à revers, mais elle ne dispose pas encore des moyens du génie lui permettant de franchir ce fleuve avec suffisamment de forces.

Reste une dernière solution : s'emparer d'un gain territorial d'une valeur suffisante pour justifier la poursuite de la guerre et contraindre l'Irak à la négociation. Quoi de mieux que de riches gisements pétroliers ? Encore faut-il qu'ils soient accessibles. Ceux qui se trouvent au Kurdistan ne le sont pas, tout comme ceux situés au sud-ouest de Bassora, à la frontière koweïtienne. En revanche, les gisements éparpillés dans la région des marais, au nord de Bassora, constituent des cibles de choix. Fin janvier, l'état-major iranien décide de s'en emparer. Pour atteindre ses fins, il mobilise les deux tiers de ses forces armées, soit 400 000 hommes répartis en une quinzaine de divisions, et conçoit un plan complexe qui doit laisser l'adversaire ignorer le but final de l'offensive.

Le 12 février 1984, l'Iran déclenche l'opération Tahrir al-Qods (« Libération de Jérusalem ») au Kurdistan irakien, dans le secteur de Nossoud, pour leurrer les généraux irakiens et les convaincre d'acheminer des renforts dans le nord du pays. En pleine tempête de neige, une division de *pasdarans* spécialement

entraînée au combat en montagne franchit le col de Nossoud, bouscule les défenseurs irakiens peu habitués aux conditions hivernales, et établit une nouvelle tête de pont en territoire irakien. Renforcée par une cohorte de *peshmergas* des frères Barzani, elle progresse d'une quinzaine de kilomètres en direction de Halabja et du barrage de Darband Khan qui alimente en électricité la région de Bagdad. Elle est rapidement stoppée par une vigoureuse contre-attaque irakienne qui l'empêche de s'emparer de ces deux objectifs. Les Iraniens n'en contrôlent pas moins les trois cols principaux qui leur permettent de pénétrer au Kurdistan irakien. Ils raffermissent également leur emprise sur leur propre province kurde où les actions du PDKI d'Abdul Rahman Ghassemlou se cantonnent à de simples opérations de harcèlement. Prudents et bien informés par l'interception des communications ennemies, les Irakiens n'envoient aucun renfort supplémentaire, certains qu'ils vont devoir faire face à une offensive majeure ailleurs.

Mi-février, le commandement iranien lance deux autres attaques de diversion, cette fois dans le secteur central du front. Le 16, trois divisions d'infanterie participent à l'offensive Aurore 5 en direction de la ville de Koût. Les Irakiens, bien à l'abri de leurs tranchées, repoussent les vagues d'assaut qui se succèdent pendant cinq jours. Le 21, deux divisions mécanisées iraniennes, mobilisées dans le cadre d'Aurore 6, tentent de s'emparer de la bourgade d'Ali al-Gharbi, sur le Tigre, à 25 kilomètres de la frontière. Les Irakiens les attendent de pied ferme. Une fois de plus, les fantassins iraniens piétinent devant leurs tranchées. Les rafales de mitrailleuses et les tirs précis de mortiers et de chars stoppent net leur élan. Les pertes sont lourdes et inutiles dans le camp iranien, car l'état-major irakien se refuse pour l'instant à prélever le moindre renfort dans les autres secteurs. Le piège iranien n'a pas fonctionné, mais Téhéran l'ignore.

Le 22 février 1984, l'état-major iranien déclenche l'opération Kheibar, du nom d'une forteresse d'Arabie enlevée par le Prophète Mohammed un an avant son entrée triomphale à La Mecque. Il s'agit là de l'opération principale qui doit permettre aux Iraniens de s'emparer des gisements pétroliers des îles Majnoun, mais aussi de couper la route Bagdad-Bassora entre Amara et Qourna. Celle-ci doit se dérouler à travers les marais de Hoveyzeh qui s'étendent de la frontière jusqu'au Tigre. C'est là que vivent chichement les Arabes des marais, des tribus lacustres de pêcheurs oubliés du régime, majoritairement chiites, menacées d'extinction par l'industrie pétrolière qui milite pour l'assèchement de ces marécages. Ces travaux d'assainissement se sont pour l'instant limités à une étroite bande de quelques kilomètres, pour permettre aux blindés de circuler le long de la rive orientale du Tigre. Les militaires irakiens ont inondé le reste des marais, afin d'interdire toute percée iranienne entre Haritha et Amara. Ils n'ont

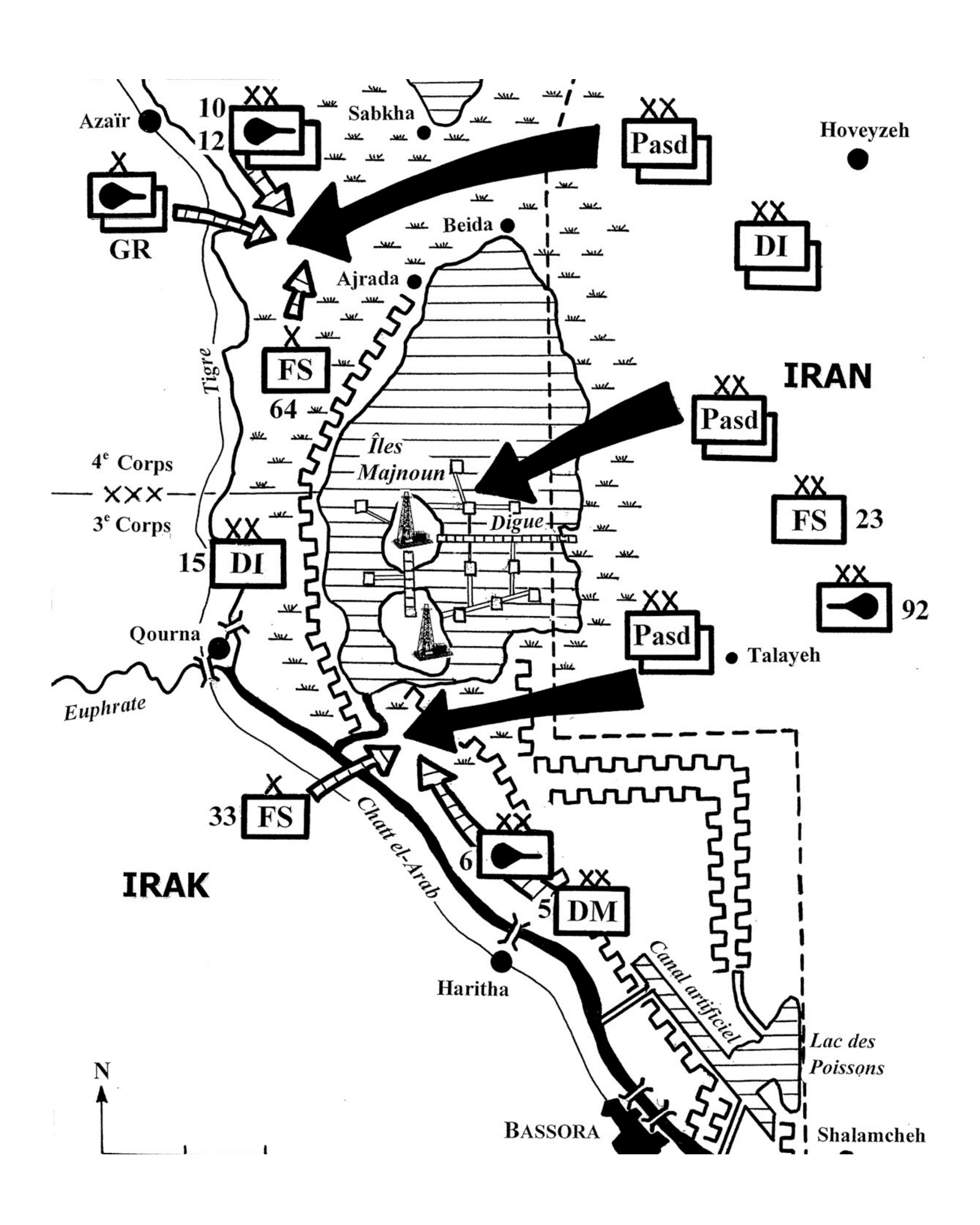
conservé que de maigres défenses dans ce secteur réputé infranchissable. C'est là que les stratèges iraniens ont choisi d'attaquer, espérant exploiter l'une des rares failles dans le dispositif irakien. Ce choix paraît d'autant plus judicieux que cette zone délimite les aires de responsabilité des 3e et 4e Corps d'armée ; les Iraniens espèrent que les commandants de ces deux corps se renverront mutuellement la responsabilité des opérations et gaspilleront ainsi un temps précieux. Compte tenu de l'enjeu, ils ont mobilisé 6 divisions d'infanterie et en maintiennent 3 autres en réserve.

Le général Ali Jalali, commandant en second des forces terrestres, dirige personnellement l'opération Kheibar. L'ayatollah Khomeiny l'a béni et Rafsandjani l'a encouragé, lui précisant qu'il n'avait pas le droit à l'échec. Pour atteindre la mission qui lui a été assignée, le général Jalali a scindé ses forces en 3 groupes de 2 divisions chargés chacun de s'emparer d'un objectif intermédiaire. Les deux premiers vont s'infiltrer au nord et au sud des marécages pour permettre au troisième de s'emparer plus aisément des installations pétrolières situées au centre. Les Irakiens ont beau avoir décrypté les messages de l'adversaire, ils restent dans le flou sur l'objectif réellement recherché par les Iraniens et sur leur tactique, car les quatre cinquièmes des forces engagées sont constituées de *pasdarans* qui n'utilisent aucun des moyens classiques de transmission de l'état-major.

Les Iraniens s'emparent des îles Majnoun

Dans la nuit du 22 au 23 février 1984, profitant d'un épais brouillard qui masque leur progression et d'une pluie battante qui tient la plupart des Irakiens à l'intérieur de leurs bunkers, les Iraniens passent à l'attaque. Utilisant une myriade d'embarcations en aluminium capables de transporter chacune une centaine de combattants, les deux divisions d'infanterie du groupe de manœuvre « nord » franchissent la frontière à l'ouest de Hoveyzeh, s'emparent des villages lacustres de Beida, Sabkha et Ajrada, que les Irakiens avaient laissés sans protection, puis poursuivent leur progression guidés par des autochtones, le long de digues étroites reliant les hameaux de pêcheurs les uns aux autres. Trente-six heures plus tard, l'avant-garde de ces deux divisions parvient à l'orée des marécages, à quelques kilomètres à l'est du Tigre, entre Qourna et Azaïr. Les *pasdarans* établissent aussitôt une tête de pont sur cette zone sablonneuse de quelques kilomètres carrés, puis lancent des patrouilles de reconnaissance en direction du fleuve, pour interdire la circulation le long de la route Bagdad-Bassora. Ils ne disposent toutefois d'aucun appui conséquent. Pour toute arme lourde, ils ne peuvent compter que sur les mitrailleuses et les mortiers qu'ils ont

transporté à dos d’homme ou à bord de leurs embarcations. Leurs RPG-7 sont tout juste suffisants pour ralentir les chars qui viendraient à les contre-attaquer.


Azaïr
10
12
Sabkha
Pasd
Hoveyzeh
GR
Beida
DI
Ajrada
FS
64
IRAN
Pasd
Tigre
Îles
Majnoun
4e Corps
3e Corps
FS
23
Digue
15
DI
92
Pasd
Qourna
Talayeh
Euphrate
33
FS
Chatt el-Arab
6
IRAK
5
DM
Canal artificiel
Haritha
Lac des
Poissons
N
BASSORA
Shalamcheh

10 km 20 km
© Pierre Razoux



La première bataille des marais (22 février-12 mars 1984)

De leur côté, les deux divisions d'infanterie du groupe de manœuvre « sud » s'infiltrent à travers les marécages en direction du Chatt el-Arab, masquées par le brouillard. Elles se heurtent aux lignes de défenses construites par le génie irakien pour protéger cet espace triangulaire situé entre la frontière internationale, le lac des Poissons et les îles Majnoun, gardé par deux divisions d'infanterie solidement retranchées derrière des fossés antichars et des remblais équipés de matériel de détection dernier cri. Les fantassins irakiens repoussent les vagues humaines qui se succèdent dans ce secteur pendant plusieurs jours. Les *pasdarans* parviennent néanmoins à percer ce dispositif sur 3 kilomètres de largeur, au sud des îles Majnoun, atteignant la rivière reliant ces îles au fleuve.

Pendant ce temps, les deux dernières divisions qui composent le groupe de manœuvre « centre » traversent la frontière marécageuse, franchissent le lac sur une flottille de petites embarcations et s'emparent sans coup férir des îles Majnoun. Ces deux îles sablonneuses de quelques kilomètres carrés abritent les principales installations du gisement pétrolier exploité depuis quelques années par une société brésilienne. Ces deux îles parcourues de derricks sont entourées de nombreuses digues et de petits îlots artificiels qui servent de base aux forages pétroliers. Leur production a été arrêtée après la destruction des terminaux off-shore de Mina al-Bakr et Kohr al-Amaya, auxquels le gisement est relié, ce qui explique que ses installations n'aient été gardées que par une garnison symbolique. Les *pasdarans* s'y retranchent solidement, prenant au passage le contrôle du labyrinthe de digues reliant ces deux îles aux îlots voisins, prêts à repousser toute contre-attaque irakienne.

Après un moment de panique et quelques heures de flottement, les généraux irakiens réagissent et ordonnent l'envoi de tous les renforts disponibles en direction des marais. A Bassora, le général Faouzi Hamid Ali, chef des opérations du 3e Corps, dépêche sur place une force de reconnaissance constituée d'une brigade de chars T-62 escortée de deux bataillons mécanisés, pour évaluer l'ampleur de la percée iranienne et tenter de la contenir. Son homologue du 4e Corps fait de même, déployant l'une de ses brigades blindées pour s'assurer de la route menant d'Amara à Qourna. En fin d'après-midi, ces unités engagent le combat avec l'avant-garde iranienne. Une bataille furieuse se

développe autour de la tête de pont iranienne. Les T-62 irakiens cavalcadent en tous sens, écrasant les *pasdarans* retranchés dans leurs trous individuels creusés dans le sable. Les grenadiers voltigeurs pourchassent les survivants et les repoussent en direction des marais. Une trentaine de chars les y poursuivent, mais s'embourbent rapidement au milieu des joncs, offrant des cibles faciles aux renforts iraniens qui surgissent à flots continus. Leurs équipages reçoivent l'ordre de saboter leurs chars et de rejoindre leurs camarades qui ont pris position en bordure des marécages. Ils sont rejoints le lendemain par une brigade de commandos, et le surlendemain par l'avant-garde des 10e et 12e divisions blindées envoyées sur place en renfort.

Plus au sud, les BMP-1 de la 5e division mécanisée et les T-62 de la 6e division blindée ont lancé une vigoureuse contre-attaque appuyée par l'artillerie et le ballet incessant des Mi-24 et des Gazelle qui survolent le champ de bataille, mitraillant impitoyablement les colonnes de *pasdarans*. Ils sont renforcés par une brigade commando qui est héliportée à proximité. Seuls les bataillons de fantassins retranchés sur les îles Majnoun échappent aux coups de butoir des Irakiens. Ils en profitent pour renforcer leurs positions et entamer la construction de bunkers, grâce aux matériaux transportés par barges et par hélicoptères. Pour faciliter l'acheminement des renforts, les sapeurs iraniens construisent un ponton flottant permettant de relier les îles Majnoun au territoire iranien situé à une dizaine de kilomètres de là. Ce ponton flottant deviendra la cible de l'artillerie irakienne. Chaque section détruite sera systématiquement remplacée, permettant l'acheminement de la logistique nécessaire aux deux divisions d'infanterie retranchées sur place.

Le 29 février 1984, l'état-major iranien engage toutes ses réserves dans la bataille pour tenter de conserver les positions conquises. Les trois dernières divisions d'infanterie mobilisées pour l'opération Kheibar, dont la 23e de forces spéciales, appuyées par les chars de la 92e division blindée, arrivent en renfort sur le front marécageux large d'une cinquantaine de kilomètres. Surpris, les Irakiens cèdent un peu de terrain avant de se ressaisir. Le général Adnan Khairallah inspecte le front et prend trois décisions majeures. Il ordonne l'envoi sur place de la Garde républicaine pour galvaniser les défenseurs secoués par la furie des assaillants, l'emploi d'armes chimiques pour repousser l'adversaire et le raccordement de la ligne à haute tension longeant le Tigre aux marais voisins, pour électrocuter les combattants iraniens qui progressent péniblement dans cette fange boueuse, de l'eau jusqu'à la ceinture. Dès la fin d'après-midi, des avions d'entraînement PC-7 Turbo Trainer livrés récemment par la Suisse, qui ressemblent à de simples avions de tourisme, survolent le champ de bataille à

basse altitude et vaporisent du gaz neurotoxique tabun au-dessus des positions iraniennes[8]. L'artillerie irakienne bombarde elle aussi les marécages avec de l'ypérite, un gaz vésicant dérivé du fameux gaz moutarde de la Première Guerre mondiale. Parallèlement, des décharges d'électricité de 200 000 volts sont injectées dans les marais à proximité de la tête de pont iranienne. L'action conjuguée de ces moyens provoque la panique au sein des rangs iraniens. En quelques heures, des milliers de *pasdarans*, foudroyés ou suffoqués, se noient dans ces marécages. Les blindés irakiens refoulent tous ceux qui tentent de s'en échapper. Le général Mohammed Ibrahim Hemmat, qui s'était illustré au Liban dans les rangs du Hezbollah, fait partie des victimes. Deux jours plus tard, lorsqu'ils estiment l'effet des armes chimiques dissipé, les Irakiens contre-attaquent en direction de la frontière, un simple masque hygiénique sur la bouche. Ils éliminent les derniers nids de résistance et progressent parmi des milliers de corps remontés à la surface.

Plus au sud, le général Maher Abdel Rachid a lui aussi la situation bien en main. Ses 5e et 6e divisions ont refoulé les *pasdarans* qui étaient parvenus à percer son dispositif. Lui aussi a eu recours aux armes chimiques. Un vent contraire a toutefois dissipé leur effet, mais les fantassins iraniens, qui n'ont pas encore d'équipements de protection adaptés, se sont enfuis dès qu'ils ont aperçu les nuages de gaz. Nombre d'entre eux ont été abattus par leurs propres unités de sécurité qui leur ont barré la retraite. D'autres ont tenté de fuir par les marais, pour subir le même sort que leurs coreligionnaires.

Pendant une dizaine de jours, les Irakiens reprennent méthodiquement la plupart du territoire initialement perdu, appuyés par l'artillerie qui déverse une pluie d'obus au phosphore qui brûlent atrocement leurs adversaires. Seules les îles Majnoun leur échappent, les Iraniens s'y étant fermement retranchés. Chaque nuit, une noria d'hélicoptères Chinook apportent de nouveaux renforts de *pasdarans*, repartant avec les blessés du jour. Les Irakiens ne disposent ni des embarcations ni des moyens amphibies qui leur permettraient de s'en emparer. Ils tentent un assaut héliporté, mais celui-ci tourne à la catastrophe après que 8 Mi-8 engagés dans l'opération ont été abattus par la DCA iranienne disposée sur des barges déployées autour des îles.

Les généraux irakiens n'ont pour l'instant pas d'autre choix que de prolonger leur ligne de défense le long de la rive, en bordure des marécages. La défense de ces deux îles devient une cause nationale pour le régime iranien qui déploie sur place ses meilleurs bataillons de fantassins, ses derniers stocks de missiles portables Sam-7, de l'artillerie légère, mais surtout les quelques masques à gaz et combinaisons de protection chimique dont il dispose. Le président de la République Ali Khamenei se rend en personne sur la rive iranienne du lac pour

encourager les combattants chargés de défendre la cinquantaine de puits de pétrole dont les *pasdarans* se sont emparés.

Le 12 mars 1984, l'état-major irakien, qui a compris qu'il ne parviendrait pas à expulser les Iraniens des îles Majnoun, proclame la fin de la « première bataille des marais ». Le bilan lui est globalement favorable : plus de 20 000 Iraniens ont probablement été tués, gazés et électrocutés, près de 30 000 ont été blessés et près d'un millier d'autres ont été capturés. De leur côté, les Irakiens ne déplorent que 3 000 tués et 9 000 blessés (ainsi qu'une soixantaine de chars détruits). Ils viennent toutefois de perdre le sixième de leurs réserves de pétrole. Fort heureusement pour eux, l'accroissement de la capacité de l'oléoduc Kirkouk-Dortyol et la progression rapide des travaux de construction du tronçon d'oléoduc reliant les gisements pétroliers du sud de l'Irak à la *petroline* saoudienne compensent très largement cette perte et permet à Bagdad d'accroître de 20 % ses exportations de pétrole (qui s'élèvent alors à 850 000 barils par jour, contre 1 900 000 pour l'Iran).

A Téhéran, ceux qui défendent l'armée régulière contestent le recours aux vagues humaines qu'ils estiment stupide et inutilement meurtrier. Ils font valoir qu'il serait suicidaire de lancer de nouvelles offensives tant que l'Iran n'aura pas trouvé un moyen de se procurer les missiles antichars et antiaériens sophistiqués qui lui font cruellement défaut. De leur côté, les *pasdarans* reprochent à l'armée régulière de refuser de se dessaisir de ses blindés et de son artillerie à leur profit. Ils critiquent également les aviateurs qui ne sont pas intervenus pour couvrir leur retraite. Pour tenter d'apaiser la controverse, Rafsandjani loue le sacrifice des *pasdarans* et proclame avec emphase : « Le contrôle des gisements des îles Majnoun nous assure des réserves pétrolières plus que suffisantes pour compenser le coût des dommages de guerre infligés par l'ennemi[9]. » Il n'insiste pas moins pour poursuivre les offensives, estimant que le régime irakien, sur le point de s'effondrer, ne résistera pas à un ultime coup de butoir. Pour une fois, le Conseil supérieur de défense ne le suit pas et entérine, par une majorité des quatre cinquièmes, l'arrêt des grandes offensives et le retour à la guerre de tranchée. Toutes les grandes opérations planifiées pour le printemps et l'été sont annulées.

De son côté, Saddam Hussein refuse de déclencher la moindre offensive qui pourrait faire perdre à l'Irak son statut de victime du fondamentalisme iranien. Pendant une année, le front sera relativement calme, ponctué seulement de duels d'artillerie, d'accrochages entre patrouilles de reconnaissance, principalement au Kurdistan irakien, et d'une seule opération d'envergure (Aurore 7, du 18 au 22 octobre 1984) impliquant deux divisions de l'armée régulière iranienne, dans

le secteur de Mehran. Une fois encore, les Irakiens décoderont les messages adverses et repousseront aisément les assauts de l'adversaire.

Chacun des deux camps profite de ce répit pour renforcer son dispositif. Les Irakiens mettent sur pied deux nouveaux Corps d'armée : le 6e (général Fakhri), dont la mission consiste à défendre le secteur des îles Majnoun, et le 7e (général Chawket), chargé de la protection de la péninsule de Fao, qui remplace le 5e Corps (général Jabouri) déployé entre-temps dans la vallée de Rawandouz, au nord du Kurdistan irakien[10]. L'état-major décrète la formation de 15 nouvelles divisions d'infanterie (25e à 39e) qui seront optimisées pour la défensive et ne pourront compter que sur un appui réduit d'artillerie (mortiers et canons sans recul). Le haut commandement crée aussi deux brigades d'infanterie de marine (440e et 441e) chargées de défendre le port de Fao et la base navale d'Oum Qasr, ainsi qu'une sixième brigade de commandos (66e). Il regroupe l'ensemble des unités de la Garde républicaine au sein d'une division blindée baptisée Hammourabi en hommage au grand roi babylonien. Cette division d'élite, dont le commandement est confié au général Hussein Rachid, se voit attribuer les chars T-72 les plus récents et les obusiers automoteurs automatisés GCT-AUF-1 de 155 mm tout juste livrés par la France, qui lui confèrent une redoutable force de frappe. Au total, l'Irak dispose d'un peu plus de 600 000 hommes sur le front répartis en 38 divisions (6 blindées, 3 mécanisées et 29 d'infanterie).

De leur côté, les Iraniens créent six nouvelles divisions de *pasdarans*, dont la 14e mécanisée équipée de chars T-59 livrés par la Corée du Nord, et deux unités d'élite affectées aux gardiens de la révolution : la 10e brigade d'infanterie de choc « Maître des martyrs » et la 20e brigade blindée « Ramadan » équipée de chars T-69 livrés par la Chine. Ils transforment la 55e brigade parachutiste en division à part entière, et leurs 11e et 22e brigades d'artillerie en divisions regroupant l'essentiel des obusiers automoteurs d'origine américaine. Les *pasdarans* représentent désormais 55 % des forces terrestres qui totalisent 750 000 hommes répartis en 31 divisions (5 blindées, 6 mécanisées, 18 d'infanterie et 2 d'artillerie). Chaque division d'infanterie iranienne compte toutefois 2 fois plus de fantassins qu'une division irakienne, conférant à Téhéran une force de frappe plus importante. Les généraux Chirazi et Jalali réorganisent le dispositif iranien. Les divisions d'infanterie sont placées en écran le long du front, tandis que les divisions mécanisées sont placées en réserve, prêtes à rejoindre très rapidement les lieux d'une offensive. L'artillerie est échelonnée à une dizaine de kilomètres derrière les tranchées, de manière à dresser un rideau de feu devant les fantassins. Les unités blindées sont déployées en retrait, à une

trentaine de kilomètres du front, prêtes à contre-attaquer. Un effort particulier est consenti dans le secteur des îles Majnoun où une seconde digue est construite, afin que les deux îles soient reliées au territoire iranien. Un nouveau commandement régional est institué pour gérer ce secteur. De leur côté, les dirigeants iraniens reportent leur attention sur le Liban qui est devenu, depuis l'été 1982, un lieu d'affrontement entre la République islamique et tous ceux qui, en Occident, soutiennent l'Irak et cherchent à précipiter la chute du régime des mollahs. Pour mieux percevoir l'importance de ce front parallèle, un retour en arrière s'impose.

18
Les otages du Liban

Le 19 juillet 1982, six semaines après l'invasion israélienne du Liban, alors même que Washington montre des signes de rapprochement en direction de Bagdad, David Dodge, président de l'université américaine de Beyrouth, est kidnappé dans la capitale libanaise. C'est le premier d'une longue série d'enlèvements destinés à faire pression sur la politique étrangère des Occidentaux au Moyen-Orient[1]. Ses ravisseurs exigent que les Etats-Unis fassent pression sur Jérusalem pour contraindre l'armée israélienne à évacuer Beyrouth. Washington refuse de céder au chantage. Le 25 août 1982, une Force multinationale de sécurité (FMSB) débarque dans la capitale libanaise, contingent américain en tête, pour stabiliser la situation et permettre l'évacuation de l'OLP de Yasser Arafat. Dès cet instant, David Dodge passe aux mains du Hezbollah qui le rapatrie en Iran. L'otage américain sera détenu plusieurs mois dans la tristement célèbre prison d'Evin, dans la périphérie de Téhéran. Le régime iranien récupère ainsi une précieuse monnaie d'échange, car quelques semaines auparavant, les phalangistes chrétiens libanais ont enlevé quatre Iraniens à Beyrouth, dont Ahmed Motevaselian, le chef des gardiens de la révolution en charge du secteur de Baalbek.

Il faudra attendre près d'un an (21 juillet 1983) avant que David Dodge soit libéré à Damas. Si l'on en croit le journaliste britannique Con Coughlin, cette libération inattendue serait à mettre au crédit de Hafez el-Assad. Le président syrien serait intervenu auprès des dirigeants iraniens pour obtenir sa libération, afin de marquer sa bonne volonté à l'égard de Washington[2]. Les Etats-Unis, persuadés de la duplicité des autorités syriennes dans cet enlèvement, auraient menacé Damas de représailles militaires si leur otage ne leur était pas rendu rapidement sain et sauf. Le répit s'avère toutefois de courte durée. Le 29 août 1983, une première série d'attentats vise le contingent américain déployé à Beyrouth. Ces attentats, comme ceux qui vont suivre, sont revendiqués par le

Djihad islamique, une faction de la milice chiite Hezbollah instrumentalisée par l'Iran. Puisque le front militaire paraît figé entre l'Iran et l'Irak, les mollahs ont décidé d'ouvrir un nouveau front au Liban pour affaiblir indirectement leur adversaire irakien.

La France dans le collimateur de l'Iran

La présence militaire française au Liban au sein de la FMSB devient rapidement un nouveau sujet de contentieux entre Paris d'un côté, Téhéran et Damas de l'autre. Iraniens et Syriens voient en effet d'un mauvais œil la présence de soldats français dans ce qu'ils estiment être leur arrière-cour, d'autant plus que la France s'oppose à l'Iran sur plusieurs dossiers épineux et qu'elle soutient ouvertement l'Irak. Le 4 janvier 1983, Tarek Aziz se rend d'ailleurs à Paris pour y négocier le rééchelonnement de la dette irakienne qui s'élève désormais à 5 milliards de dollars. Malgré les difficultés financières, le vice-Premier ministre irakien se déclare prêt à acheter une vingtaine de Super Etendard français équipés du fameux missile Exocet, un tandem redoutable qui a fait ses preuves aux Malouines, quelques mois plus tôt. La société Dassault monte immédiatement au créneau. Sa chaîne de production du Super Etendard est arrêtée, mais elle propose de vendre aux Irakiens une nouvelle tranche de 24 Mirage F-1 (en version EQ5) modifiés de manière à pouvoir emporter chacun un missile Exocet. Dassault estime à deux ans le délai nécessaire pour réaliser ces modifications. L'affaire est conclue, mais ne résout pas le problème de l'état-major irakien qui cherche une solution alternative en attendant l'arrivée des nouveaux Mirage, prévue pour le début de l'année 1985. Une fois encore, la solution est trouvée par Dassault qui exerce de discrètes pressions sur le gouvernement français : il suffit de prélever quelques hélicoptères Super Frelon équipés d'Exocet sur les stocks de la Marine et de « louer » à l'armée de l'air irakienne quelques Super Etendard en service dans l'Aéronautique navale française. Cette proposition soulève immédiatement un tollé au sein de la Marine, amplifié par tous ceux qui, au sein du gouvernement, pensent que la France s'engage trop aux côtés de l'Irak et en paiera un jour ou l'autre les conséquences. Le 26 mai 1983, François Mitterrand tranche en faveur de la livraison de 6 Super Frelon et de la « location » à Bagdad de 5 Super Etendard pour une durée de deux ans[3] ; 5 Super Etendard sont immédiatement prélevés des unités et réaffectés à la société Dassault. Parallèlement, 6 pilotes et 30 mécaniciens irakiens arrivent sur la base de Landivisiau pour se familiariser avec leur future monture. Ils ne passent pas inaperçus et la presse s'interroge sur le

motif de leur présence dans la principale base de l'Aéronautique navale française.

Pendant l'été, Washington exerce de discrètes pressions sur Paris pour empêcher la livraison des Super Etendard, sans succès. Téhéran adresse lui aussi un signal au gouvernement français pour lui faire savoir que la livraison de Super Etendard à Bagdad romprait le fragile équilibre militaire et serait interprétée comme un *casus belli*. Plusieurs mollahs iraniens menacent la France d'attentats. Fin août, un Boeing d'Air France est détourné sur l'aéroport de Téhéran. L'affaire se règle pacifiquement à l'issue d'une semaine de négociations. Le 21 septembre, la résidence des pins qui abrite l'ambassade de France à Beyrouth est la cible d'un bombardement qui fait cinq morts. Faut-il voir dans ces deux derniers évènements l'ultime avertissement du régime iranien ?

Le 7 octobre 1983, le gouvernement français lance l'opération Sucre. En fin de matinée, 5 pilotes de chasse français munis de faux passeports, officiellement employés par la société Dassault, s'envolent de Landivisiau avec les 5 Super Etendard loués à l'Irak, cap sur l'Atlantique. Une fois en vol, ils infléchissent leur cap et font escale à Cazaux, puis à Solenzara, en Corse, où ils arrivent à la tombée de la nuit. Dès l'aube, ils repartent en direction de la Méditerranée orientale. Ils appontent sur le porte-avions *Clemenceau* qui croise au sud de Chypre dans le cadre de l'opération Olifant de surveillance des côtes libanaises. Le pont du porte-avions est désert, tout le personnel ayant été consigné pour l'occasion à l'intérieur du bâtiment. Après s'être réapprovisionnés en carburant, ils redécollent en direction d'Iskenderun, en Turquie, suivant un plan de vol déposé par un Falcon 50 de la société Dassault qui les précède de quelques minutes. Ils abordent la côté turque à la tombée de la nuit, volant à très basse altitude pour échapper à la couverture radar des réseaux syriens. Ils longent la frontière turco-syrienne, puis pénètrent dans l'espace aérien irakien pour se poser finalement sur la base de Qayarah Ouest, au nord de l'Irak[4]. Le lendemain matin, la presse irakienne multiplie les manchettes élogieuses pour vanter l'arrivée des Super Etendard qui ne devraient pas manquer d'infliger des coups très durs au trafic pétrolier iranien. De son côté, Téhéran menace ouvertement Paris. Les autorités françaises, qui souhaitaient maintenir la plus grande discrétion sur cette affaire, sont furieuses. Les pilotes français repartent aussitôt en France à bord du Falcon 50 de Dassault. Une équipe technique de l'industriel français reste sur place en attendant les équipages irakiens formés à Landivisiau. Si l'on en croit certaines sources, les autorités irakiennes auraient convaincu par la suite un pilote français de Super Etendard de revenir sur place pour leur prêter main-forte et procéder à des tirs des missiles antiradar AS-37 Armat contre des

cibles iraniennes. Ce pilote aurait rapidement quitté l'armée pour devenir un marchand d'armes prospère[5].

Le 23 octobre 1983, deux semaines après l'arrivée des Super Etendard en Irak, un camion piégé se précipite contre l'immeuble Drakkar qui abrite une partie du contingent militaire français déployé à Beyrouth. Les sauveteurs relèveront 58 dépouilles de parachutistes de l'immeuble en ruines. Au même moment, un autre camion suicide détruit le quartier général des Marines déployés dans la capitale libanaise, faisant 242 morts dans les rangs américains. Les assaillants s'en sont pris aux deux principaux symboles de la présence militaire occidentale au Liban qui soutiennent tous les deux l'Irak. L'attentat est attribué au mouvement Djihad islamique et à la milice chiite Hezbollah dont la CIA et la DGSE savent qu'ils sont inféodés à Téhéran. Il ne fait aucun doute pour ces deux agences de renseignement que cet attentat a été commandité par l'Iran. A l'issue d'une visite éclair dans la capitale libanaise, François Mitterrand déclare, conciliant : « Nous ne sommes pas les ennemis de l'Iran. La France n'a pas choisi son camp : il se trouve qu'elle a une amitié [irakienne] et ne veut pas avoir d'ennemi[6]. » Le ministre de la défense Charles Hernu est pour sa part plus vindicatif et affirme que cet attentat ne restera pas impuni. Quelques jours plus tard, une Jeep militaire française bourrée de 500 kilogrammes d'explosif est découverte garée devant le mur d'enceinte de l'ambassade d'Iran, à Beyrouth. Elle est désamorcée avant d'avoir pu exploser. Cette opération d'intimidation, validée par François Mitterrand, a échoué par manque de professionnalisme de l'expert chargé de faire exploser la charge. Sous l'effet du stress, celui-ci a tout simplement oublié de vérifier qu'il avait bien enclenché le retardateur[7] ! Les Iraniens n'en ont pas moins compris le message. Le 9 novembre, Rafsandjani prononce un violent réquisitoire contre le « petit Satan français ».

Raid sur Baalbeck

A Paris, Charles Hernu et les militaires ont convaincu François Mitterrand de riposter, contre l'avis de Claude Cheysson qui souhaite ménager les milices libanaises. Depuis plusieurs jours, l'état-major prépare l'opération Brochet destinée à frapper un ou plusieurs objectifs du Hezbollah. L'hôtel Palmyra où résident les principaux dirigeants de la milice chiite est dans un premier temps envisagé, mais devant le nombre important de victimes collatérales prévisibles, l'état-major français opte pour la caserne Cheikh Abdallah, près de Baalbek, qui sert de camp d'entraînement au Hezbollah. Après plusieurs jours de tergiversations au cours desquels une riposte conjointe entre Français et Américains est envisagée, Paris décide finalement d'y aller seul.

Le 17 novembre 1983 en fin d'après-midi, 8 Super Etendard de l'Aéronautique navale, emmenés par le capitaine de corvette Hubert Rossignol, sont catapultés du pont du porte-avions *Clemenceau* qui navigue près des côtes libanaises. Ils bénéficient de l'escorte rapprochée de deux chasseurs français Crusader et d'une escorte américaine plus lointaine fournie par deux F-14 Tomcat du porte-avions *USS Eisenhower* qui croise, lui aussi, à proximité. Un avion de guerre électronique EA-6B Prowler du groupe aéronaval américain leur fournit un appui discret pour brouiller les systèmes de détection syriens et libanais. Les pilotes français franchissent la côte libanaise au nord de Beyrouth, à très basse altitude, laissant leurs chasseurs d'escorte dans les eaux internationales, prêts à parer à toute éventualité. Volant au ras du sol, ils traversent les vallées sinueuses de la chaîne des monts du Liban pour débouler sur Baalbek. Rapidement, la caserne Cheikh Abdallah s'encadre dans leur collimateur, mais au lieu de la surprise escomptée, les pilotes français tombent dans un véritable guet-apens. Les tirs de DCA et de missiles antiaériens fusent de toutes parts. Les pilotes larguent leurs bombes sur une caserne vide et enchaînent les manœuvres évasives pour tenter d'échapper aux tirs adverses. Par miracle, les 8 Super Etendard appontent sains et saufs sur le *Clemenceau* à la tombée de la nuit. L'amiral Bernard Klotz, qui dirige l'opération Olifant depuis le porte-avions, est d'autant plus amer que les médias français critiquent cette opération présentée comme un coup d'épée dans l'eau. Il apprendra quelques mois plus tard, par l'intermédiaire d'un général libanais et d'un dirigeant de la milice chiite Amal (Hussein Yatim), qu'un très haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, proche collaborateur de Claude Cheysson, aurait averti ses contacts syriens de l'imminence du raid français contre Baalbeck[8]. Alertée, la milice chiite a pu évacuer la caserne Cheikh Abdallah et peaufiner la défense antiaérienne autour de cet objectif. Cette conversation téléphonique aurait été captée par les services d'écoute libanais et américains[9]. Reste à savoir si ce très haut fonctionnaire, aujourd'hui retraité, aurait agi de son propre chef ou sur ordre de son ministre, notoirement proche des milieux libanais et syriens. Aucun élément matériel ne permet pour l'instant de répondre à cette question. Le fait est que ce diplomate n'a fait l'objet d'aucune sanction visible par la suite et a même été promu ambassadeur à Madrid, grâce à l'appui de Claude Cheysson[10]. Sur intervention personnelle de l'amiral Klotz auprès du Grand Chancelier, ce diplomate verra toutefois sa progression définitivement barrée dans l'ordre de la Légion d'honneur[11].

Représailles américaines

La riposte iranienne ne se fait pas attendre. Le 12 décembre 1983, un attentat endommage gravement l'ambassade américaine au Koweït. Cinq autres cibles occidentales sont frappées le même jour dans la capitale koweïtienne, dont l'ambassade de France. Tous ces attentats sont revendiqués par une organisation chiite koweïtienne soutenue par l'Iran. Convaincu qu'il doit afficher la plus extrême détermination, le président Reagan ordonne des représailles. Le 14 décembre 1983, la flotte américaine ouvre le feu sur des positions du Hezbollah et du Djihad islamique le long de la côte libanaise. Le cuirassé *New Jersey*, vétéran de la Seconde Guerre mondiale, se déchaîne et pilonne pendant plusieurs heures les bunkers et casernes de la milice chiite. Les dégâts sont considérables. Parallèlement, l'administration américaine met en place l'opération Staunch (« Fermeté ») par laquelle elle entend dissuader ses alliés d'approvisionner l'Iran en armes et munitions, menaçant les récalcitrants de représailles économiques et financières.

Les 8 et 26 février 1984, le cuirassé *New Jersey* fait de nouveau tonner ses canons, écrasant sous des salves d'obus les positions du Hezbollah éparpillées dans la vallée de la Bekaa. Il s'agit toutefois d'un baroud d'honneur, car le président Reagan, conscient qu'il ne gagnerait rien à s'engager dans un cycle infernal de représailles avec l'Iran et la Syrie, vient d'ordonner le retrait du contingent américain de Beyrouth, de concert avec les autorités françaises qui ont pris la mesure du pouvoir de nuisance du régime iranien et qui ont, elles aussi, décidé de se désengager de Beyrouth. Depuis le raid sur Baalbeck, les attaques se sont en effet multipliées contre le contingent français de la FMSB. Le 21 décembre 1983, le Djihad islamique a donné dix jours à la France pour quitter le Liban. Deux jours plus tard, Paris a expulsé en représailles six diplomates iraniens suspectés de préparer une campagne d'attentats en France. Dans la nuit du 31 décembre 1983, alors que les Français réveillonnaient et que Charles Hernu soutenait le moral des troupes françaises au Liban, deux bombes ont explosé à la gare Saint-Charles de Marseille et dans un TGV, faisant cinq morts. Trois jours plus tard, le chauffeur du consul de France à Beyrouth a été assassiné. L'année 1984 a donc débuté sous de bien mauvais auspices et c'est avec soulagement que François Mitterrand, emboîtant le pas à son homologue américain, ordonne le retrait du contingent français de Beyrouth. A Téhéran, les mollahs en tirent une conclusion : les pressions contre les Occidentaux sont efficaces. Ils sont en revanche conscients de devoir jouer une partie plus serrée avec les Soviétiques, car le contexte a changé à Moscou.

Youri Andropov s'est éteint et Konstantin Tchernenko lui a succédé au Kremlin. L'arrivée au pouvoir de l'idéologue du parti n'a pas changé la donne en ce qui concerne la guerre Iran-Irak. Andrei Gromyko, toujours ministre des

Affaires étrangères, exerce de fortes pressions à l'encontre de la Syrie pour convaincre Hafez el-Assad de rouvrir l'oléoduc Kirkouk-Baniyas, afin de permettre à Saddam Hussein d'engranger davantage de revenus (et de pouvoir payer les dettes accumulées envers l'Union soviétique). Le président syrien reste intransigeant et refuse le moindre geste qui pourrait être interprété comme un signe de faiblesse à l'égard de son grand rival irakien. Jugeant le moment favorable, Tarek Aziz s'est rendu à Moscou et a informé le ministre des Affaires étrangères soviétique de l'intention de Saddam Hussein de renouer des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Il a proposé à son interlocuteur le marché suivant : l'Irak pourrait renoncer au rapprochement avec Washington si Moscou acceptait de soutenir officiellement Bagdad et d'effacer une partie de la dette irakienne. Conciliant, Andrei Gromyko a assuré son homologue de la poursuite des livraisons d'armes et lui a garanti un prêt de 2 milliards de dollars pour financer l'achèvement d'importants travaux d'infrastructure. Il lui a toutefois rappelé que le bloc communiste a besoin de devises et ne saurait faire crédit indéfiniment à l'Irak. Il lui a expliqué surtout que le Kremlin ne prendra pas parti officiellement pour Bagdad, car il entend laisser entrouverte la porte des négociations avec Téhéran. Le message est limpide : Moscou continuera d'entretenir deux fers au feu, afin de préserver son influence dans la région. De retour à Bagdad, Tarek Aziz rend compte à Saddam Hussein de ses entretiens avec Gromyko. Le président irakien, irrité, décide dès lors de jouer sans état d'âme la carte américaine et accepte de renouer officiellement avec Washington. Quelques mois plus tôt, la Maison Blanche avait pris les devants en faisant avaliser par Ronald Reagan une directive présidentielle n° 114 (26 novembre 1983) ordonnant la préparation d'un plan d'action destiné à défendre les intérêts américains dans le Golfe et à prévenir l'effondrement militaire de l'Irak « par tous les moyens légaux », si nécessaire en rétablissant les relations diplomatiques entre Washington et Bagdad[12].

Téhéran punit Washington

Les mollahs iraniens sont bien décidés à punir les Américains pour leurs récents bombardements contre le Hezbollah libanais, mais aussi pour leur volte-face au profit du régime irakien. Le 16 mars 1984, William Buckley, chef de poste de la CIA à Beyrouth, est kidnappé de manière spectaculaire par le Djihad islamique. Rapidement transféré en Iran, il y est interrogé et torturé. Après des mois de silence, le Djihad islamique rendra publique son « exécution ». Selon les témoignages d'autres otages occidentaux passés par les geôles iraniennes, William Buckley serait mort d'une crise cardiaque en juin 1985, lors d'un

interrogatoire trop poussé[13]. Son enlèvement convainc le gouvernement américain qu'il lui faut jouer à fond la carte irakienne pour lutter plus efficacement contre le régime iranien qui représente le mal absolu aux yeux des néoconservateurs gravitant autour de la Maison Blanche. Ronald Reagan charge donc Donald Rumsfeld, l'un de ses amis en qui il a toute confiance, de se rendre à Bagdad pour y rencontrer Saddam Hussein, sonder ses intentions et lui proposer de renouer les relations diplomatiques entre les deux pays.

Ancien secrétaire à la Défense de Gerald Ford, Donald Rumsfeld est un vieux routier de la politique internationale, reconverti depuis dans les affaires. Il n'arrive pas les mains vides à Bagdad. L'émissaire de la Maison Blanche apporte avec lui l'assurance de garanties bancaires du gouvernement américain, à hauteur de 2 milliards de dollars. Washington n'entend pas livrer d'armes américaines au régime irakien, mais se tient prêt à financer sa guerre ! La rencontre est cordiale et les deux hommes échangent une poignée de main largement médiatisée. Ils s'entendent sur le principe du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays (les deux ambassades rouvriront effectivement le 26 novembre 1984). Sur le fond, aucun des deux ne se fait cependant la moindre illusion sur les raisons qui poussent l'autre à accepter ce rapprochement. Saddam Hussein se méfie toujours autant des Américains, mais il a besoin de leur soutien pour maintenir sous pression les dirigeants du Golfe et montrer aux Soviétiques qu'il ne met pas tous ses œufs dans le même panier. De son côté, Donald Rumsfeld n'a aucune confiance en son interlocuteur, mais il sait que Saddam reste pour l'instant le meilleur rempart contre le régime iranien, tout en étant un ferme adversaire du régime syrien. Le dictateur irakien ne lui a-t-il pas remis en cadeau de bienvenue une cassette vidéo montrant des femmes soldats syriennes arrachant des têtes de serpents avec leurs dents ? Le message subliminal se voulait très clair : les Syriens, alliés des Iraniens, sont des barbares et les Etats-Unis font bien de soutenir l'Irak. Donald Rumsfeld et Saddam Hussein vont se rencontrer à plusieurs reprises, scellant l'entente entre leurs deux pays.

Le gouvernement américain apporte tout son soutien diplomatique à l'Irak. Il lui apporte surtout une aide précieuse en matière de renseignements, fournissant aux Irakiens de l'imagerie spatiale prise par ses satellites de reconnaissance et des informations captées par ses Awacs et ses avions d'écoute électronique qui patrouillent au-dessus des eaux du Golfe. A Washington, ce sont plus de 60 officiers de la Defence Intelligence Agency qui travaillent quotidiennement au profit de l'Irak, reconstituant les ordres de bataille, évaluant le potentiel offensif des unités iraniennes tout en cataloguant leur signature électronique et leurs fréquences radio[14]. De nombreux responsables de la CIA se rendent à Bagdad

pour tenter d’instaurer un échange d’informations avec les *moukhabarat* irakiens, sans grand succès, car ceux-ci refusent de livrer aux Américains le moindre renseignement qui pourrait se retourner contre eux. Comme le reconnaîtra Charles Cogan, ancien chef des opérations de la CIA pour le Moyen-Orient, « cette coopération n’a jamais été ni franche ni très bonne, mais elle a continué jusqu’à la fin de la guerre parce qu’il fallait contenir l’Iran et protéger les monarchies du Golfe[15] ».

Sur le plan de l’assistance matérielle, le président Reagan signe deux nouvelles directives autorisant le transfert aux Irakiens de bombes à fragmentation. L’administration américaine souhaite toutefois faire profil bas quant à la livraison d’armes à un pays soutenu par l’Union soviétique, afin de ne pas susciter l’agacement du Congrès. C’est la raison pour laquelle elle se refuse à vendre à l’Irak des blindés, des pièces d’artillerie ou des avions de combat. En revanche, elle autorise la vente de 6 avions Lockheed L-100, la version civile du célèbre avion de transport militaire C-130 Hercules, qui permettra à l’armée de l’air irakienne d’accroître sa capacité de transport tactique et de renforcer sa chaîne logistique. Dans la foulée, les Irakiens entameront des pourparlers commerciaux avec la société américaine Hughes, afin que celle-ci leur fournisse 86 hélicoptères civils aisément transformables en hélicoptères de combat. Ils enverront leurs pilotes se former aux Etats-Unis, munis d’un passeport jordanien.

Puisqu’ils ne peuvent s’en prendre directement aux navires américains présents dans la région du Golfe, de peur de représailles militaires, les dirigeants iraniens agissent de nouveau sur le front libanais pour faire pression sur Washington. En quelques semaines, quatre citoyens américains vont être kidnappés à Beyrouth : Franck Regier, professeur à l’université américaine, Peter Kilburn, employé dans cette même université, Jeremy Levin, journaliste à CNN, et Benjamin Weir, pasteur presbytérien. Le pouvoir iranien déclare n’être pour rien dans leur enlèvement, mais affirme être en mesure de faciliter leur libération. En d’autres termes, la libération des otages américains passe par Téhéran. Les conditions posées par Rafsandjani sont les suivantes : les Etats-Unis doivent exercer les pressions nécessaires pour que les quatre prisonniers iraniens détenus par les phalangistes libanais soient libérés ; ils doivent convaincre les autorités koweïtiennes de gracier les activistes chiites condamnés après les attentats de décembre 1983 ; ils doivent mettre un terme à leur rapprochement avec l’Irak ; ils doivent enfin restituer à l’Iran la totalité des avoirs du chah rapatriés en Amérique. L’administration américaine oppose une fin de nonrecevoir au régime iranien et se déclare prête à intervenir militairement pour empêcher qu’une victoire iranienne n’aboutisse à l’installation d’un gouvernement chiite à Bagdad.

Le 20 septembre 1984, l'ambassade américaine à Beyrouth est victime d'un attentat sanglant qui fait 23 morts et plusieurs dizaines de blessés, dont l'ambassadeur. Cette fois, le gouvernement américain se considère en guerre avec l'Iran. Le président Reagan autorise la CIA à agir en sous-main pour nuire au régime iranien et ordonne à l'US Navy de muscler son dispositif à proximité du détroit d'Ormuz. De fait, la lutte s'intensifie entre services iraniens et américains. Début janvier, le père Lawrence Jenco, qui dirige la mission catholique américaine, est enlevé à Beyrouth. Le 8 mars 1985, un attentat au camion piégé fera plus de 80 morts dans la capitale libanaise. Pour une fois, ce ne seront pas les Occidentaux qui seront visés, mais un immeuble où était censé se trouver le cheikh Mohammed Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah, responsable présumé de plusieurs attentats antiaméricains. Nombreux seront ceux qui, à l'instar de Robert Fisk[16], verront dans cette action la marque de la CIA, à commencer par les mollahs iraniens. Leur réponse ne tardera pas. Le 16 mars suivant, le journaliste américain Terry Anderson, correspondant de l'agence *Associated Press*, sera enlevé à Beyrouth. Trois mois plus tard, David Jacobsen et Thomas Sutherland, deux notables américains, seront à leur tour kidnappés. Une vingtaine d'autres Occidentaux les rejoindront dans les caches du Hezbollah. Téhéran disposera alors d'une confortable réserve d'otages pour négocier avec Washington, Paris, Londres et Berlin en position de force. Ses exigences resteront inchangées. La négociation sera d'autant plus ardue que chaque pays adoptera une stratégie radicalement différente. Certains paieront, comme l'Allemagne. D'autres, tel le Royaume-Uni, refuseront systématiquement de céder au chantage, quel que soit le sort réservé à leurs otages ; trois d'entre eux (Alec Collet, Leigh Douglas et Philip Padfield), tous de nationalité britannique, seront ainsi exécutés par leurs ravisseurs.

La France change de cap

Au printemps 1984, la France perçoit de plus en plus l'Irak comme un allié encombrant, d'autant plus que son régime ne semble plus capable d'honorer ses dettes et commence à être montré du doigt par la communauté internationale qui l'accuse d'utiliser des armes chimiques. Au parti socialiste, Lionel Jospin se prononce pour le nécessaire rééquilibrage de la politique française à l'égard des belligérants. Pour la première fois, l'Elysée refuse de recevoir Tarek Aziz lors de l'une de ses nombreuses visites à Paris. Parallèlement, le rythme de livraison d'armes à l'Irak se ralentit. Les contrats conclus seront honorés et les sociétés d'armement continueront à livrer des munitions et des pièces de rechange, mais plus aucun gros contrat ne sera conclu.

François Mitterrand prend langue avec les autorités syriennes pour les convaincre que Paris souhaite se dégager de la logique d'affrontement qui l'opposait jusqu'alors à Damas et Téhéran. Le message est transmis au gouvernement iranien. Le 31 juillet 1984, un Airbus d'Air France est occupé par des *pasdarans* lors d'une escale à Téhéran. Ceux-ci retiennent en otage une soixantaine de passagers et menacent de les exécuter si Paris ne libère pas Anis Naccache et ses complices, tous emprisonnés en France. Une cellule de crise est immédiatement constituée à Paris. Laurent Fabius, le nouveau Premier ministre, charge Roland Dumas de mener la négociation avec les autorités iraniennes. Celui-ci prend aussitôt contact avec le ministre des Affaires étrangères iranien pour entamer les discussions. Il découvre que cette prise d'otages n'est qu'un prétexte pour amorcer les premières négociations sérieuses entre les deux capitales en vue d'une normalisation éventuelle. Ali Akbar Velayati met tous les dossiers sur la table devant Roland Dumas. Il lui fait part des griefs de l'Iran à l'encontre de la France : le contentieux lié au prêt Eurodif, l'asile offert à Bani Sadr et Massoud Radjavi, les ventes d'armes à l'Irak et le maintien en détention d'Anis Naccache[17].

Début août, les otages de l'Airbus sont relâchés. Le fil du dialogue entre Paris et Téhéran semble rétabli. Cette crise inattendue illustre la lutte qui fait rage à Téhéran entre partisans d'une normalisation avec l'Occident et radicaux hermétiques à toute ouverture en direction de l'étranger. Pour les premiers, les attentats contre la France ne sont perçus que comme un moyen de contraindre Paris à la négociation, tandis que pour les seconds, ils sont destinés à punir « le petit Satan ».

Les autorités iraniennes se disent même prêtes à acheter d'importantes quantités d'armes françaises si Paris était prêt à les leur livrer. Sans concertation avec l'Elysée et Matignon, l'ingénieur général René-Pierre Audran, qui supervise depuis plusieurs années les ventes d'armes à l'Irak pour le compte de la Délégation générale pour l'armement, envoie à la fin de l'année son adjoint en mission exploratoire à Téhéran, laissant miroiter de possibles contrats à ses interlocuteurs iraniens. Lui-même se sent probablement trop impliqué dans les affaires irakiennes pour se risquer dans la capitale iranienne. Mises au courant, les autorités françaises stoppent immédiatement son initiative et font savoir à Téhéran qu'elles n'entendent pas leur livrer d'armes tant que les relations n'auront pas été normalisées. Le 25 janvier 1985, René-Pierre Audran est assassiné devant son domicile de La Celle-Saint-Cloud par le mouvement terroriste Action directe. Pour les services spéciaux français, il ne fait aucun doute que cet assassinat a été planifié à Téhéran par les gardiens de la révolution, furieux de voir s'évanouir de possibles livraisons d'armes et désireux de punir

celui qu'ils perçoivent comme le symbole de l'assistance militaire française à l'Irak[18]. Action directe, probablement activée par le Djihad islamique dont les liens avec l'Iran sont patents, n'aurait agi que comme « prestataire de service », suivant une pratique bien établie de « services réciproques » entre la mouvance terroriste européenne d'extrême gauche et celle du Moyen-Orient[19]. Si aucune preuve définitive ne vient étayer de manière certaine cette hypothèse, tout indique qu'elle reste la plus probable.

Entre-temps, Roland Dumas s'est approprié le dossier iranien après avoir remplacé Claude Cheysson à la tête de la diplomatie française. François Mitterrand l'a chargé de régler le contentieux Eurodif et d'apaiser les relations avec Téhéran. Il souhaite voir la France devenir interlocutrice des deux belligérants. Pour la première fois, le gouvernement français résiste à la campagne de presse fomentée par le lobby militaro-industriel qui stigmatise le changement de politique de la France et sa tentative jugée dangereuse de rapprochement avec l'Iran. L'Elysée et le Quai d'Orsay tiennent le cap et ralentissent les livraisons d'armes à l'Irak. Mais ils ne font rien de concret pour se rapprocher de Téhéran. Roland Dumas multiplie les contacts avec divers interlocuteurs iraniens, mais ceux-ci se plaignent de l'absence de progrès sur le dossier Eurodif.

Le 22 mars 1985, trois diplomates français sont enlevés à Beyrouth par le Djihad islamique : Marcel Fontaine, vice-consul, Marcel Carton, chargé du protocole à l'ambassade de France, et sa fille Dominique Pérez, secrétaire au service culturel. Le chargé d'affaires français à Téhéran est aussitôt reçu par Rafsandjani. Celui-ci lui affirme que « le gouvernement iranien n'est pour rien dans cette prise d'otages, mais il comprend, connaît et peut avoir de l'influence sur les ravisseurs[20] ». Et pour bien lui prouver le sérieux de sa démarche, il lui annonce la libération de Dominique Pérez, la seule femme prise en otage, qui est effectivement libérée une semaine plus tard. Le message est on ne peut plus clair : la libération des otages passe par Téhéran. Quelques jours plus tard, pour rappeler à la France qu'elle reste vulnérable dans le Golfe, la marine iranienne arraisonne le porte-conteneur *Ville de Bordeaux* alors que celui-ci transite dans le détroit d'Ormuz. Paris réplique aussitôt en ordonnant à l'un de ses avisos déployés en océan Indien d'accompagner les bâtiments de commerce français naviguant dans les eaux du Golfe (mission Ariane).

Le 22 mai 1985, deux mois exactement après les premières prises d'otages, Jean-Paul Kauffmann, journaliste à *L'Evènement du Jeudi*, et Michel Seurat, chercheur au CNRS, sont enlevés à leur tour à Beyrouth. Le gouvernement est en état de choc et charge Jean-Louis Bianco (secrétaire général de l'Elysée), Hubert Védrine (conseiller diplomatique du président) et Jean-Claude Cousseran

(proche des services) du dossier des otages. Ces trois personnalités explorent sans succès la piste syrienne, tandis que Roland Dumas poursuit de son côté ses négociations directes avec Téhéran sur le dossier Eurodif. De leur côté, les services secrets, persuadés de la responsabilité du Hezbollah dans la prise d'otages des Français, démontrent les liens entre la milice chiite libanaise et la République islamique. Courant juillet, la DGSE se retrouve néanmoins hors course après la révélation de l'affaire du *Rainbow Warrior*. Paris multiplie alors les intermédiaires, qu'il s'agisse de Razah Raad, un médecin franco-libanais aux connexions plus qu'interlopes, ou d'Eric Rouleau, ancien journaliste, bon connaisseur du Moyen-Orient, récemment nommé ambassadeur de France en Tunisie par la grâce de François Mitterrand. Leur présence complique le dossier de la libération des otages plus qu'elle ne le simplifie. Une mission parlementaire est même envoyée à Téhéran pour tenter d'identifier de nouveaux interlocuteurs. Un cafouillage étonnant, alors que les diplomates français en poste en Iran ne cessent de souligner le lien manifeste entre les prises d'otages et le contentieux Eurodif, présentant Akbar Hashemi Rafsandjani, Ali Akbar Velayati et Rafigh Doust comme les trois interlocuteurs les plus crédibles[21]. De son côté, Téhéran réitère ses conditions vis-à-vis de Paris : règlement du contentieux Eurodif, expulsion de Bani Sadr et Massoud Radjavi, arrêt des livraisons d'armes à Bagdad et libération d'Anis Naccache. Le gouvernement iranien renouvelle également son offre d'achat d'armes à la France. Le 7 décembre 1985, un double attentat aux Galeries Lafayette et au Printemps fait 41 blessés légers à Paris, comme pour rappeler au gouvernement français l'urgence d'accélérer les négociations.

Paris négocie avec Téhéran

Le mois suivant, Paris transmet à Téhéran l'offre suivante pour prix de la libération des otages et de la normalisation des relations bilatérales : mise en route de la procédure de règlement du contentieux Eurodif et remboursement d'une première tranche du prêt, grâce présidentielle accordée à Anis Naccache et mise en sourdine de l'activisme politique des réfugiés iraniens en France. Les Iraniens estiment cette proposition insuffisante et le font savoir au chargé d'affaires français en poste à Téhéran.

Les 3, 4 et 5 février 1986, trois attentats frappent la capitale française (galerie Claridge, librairie Gibert et Forum des Halles), faisant 35 blessés, mais aucun mort. Les charges utilisées ne semblent pas avoir été conçues pour être meurtrières. Ces attentats sont revendiqués par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Moyen-Orient (CSPPA), un mouvement

jusque-là inconnu qui réclame également la libération d'Anis Naccache et de ses hommes. Les autorités françaises, qui pâtissent des rivalités entre la DST, les RG et la DGSE, hésitent entre les pistes iranienne, syrienne (à cause de l'activisme français au Liban) et libyenne (la France et la Libye s'affrontent alors au Tchad). Elles se trouvent d'autant plus sous pression que des élections législatives décisives sont prévues en France le mois suivant. Pour tout compliquer, plusieurs intermédiaires mandatés par le RPR, alors principal parti d'opposition, se sont précipités au Liban et en Iran quelques semaines plus tôt pour négocier la libération des otages, sans la moindre concertation avec les autorités françaises. Si l'on en croit Roland Dumas, un émissaire de Jacques Chirac aurait même surenchéri sur l'offre du gouvernement socialiste et aurait demandé aux Iraniens de surseoir aux négociations jusqu'à la proclamation des résultats des élections législatives[22]. Eric Rouleau, envoyé spécial du président de la République à Téhéran, adresse à François Mitterrand un télégramme diplomatique on ne peut plus explicite, précisant : « L'opposition entretient des relations suivies avec le gouvernement iranien depuis trois mois (…) lui promettant un règlement beaucoup plus avantageux que celui élaboré par l'actuel gouvernement. L'opposition aurait mis en garde les Iraniens contre tout accord qui valoriserait l'actuelle majorité aux yeux de l'opinion française à la veille des élections[23]. » Jacques Chirac reconnaîtra plus tard sur les ondes d'Europe 1 (6 janvier 1987) qu'il avait en effet essayé d'apporter sa petite contribution à cette affaire, avant même d'être au gouvernement. Rafsandjani enfoncera le clou en déclarant au journal *Jeune Afrique* (19 juillet 1987) : « Je confirme que la droite française nous avait bel et bien dépêché une personnalité à Téhéran pour négocier avec nous, avant les élections françaises de mars 1986. »

Cette cacophonie n'est pas de nature à faciliter la libération des otages, bien au contraire. Le gouvernement iranien profite tout naturellement de ce contexte délétère pour faire monter les enchères. Quelques jours seulement avant l'élection législative française de mars 1986, une équipe de télévision d'Antenne 2 constituée des journalistes Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa et Jean-Louis Normandin est enlevée en plein Beyrouth. Deux autres Français (Marcel Coudari et Camille Sontag) les rejoignent dans la foulée dans les geôles du Hezbollah. Parallèlement, le Djihad islamique annonce l'exécution de Michel Seurat, kidnappé l'année passée dans la capitale libanaise. Il apparaîtra par la suite que le mouvement terroriste chiite n'aurait fait que maquiller le décès naturel du chercheur français, malade et très affaibli, qui n'aurait pas supporté les conditions de détention qui lui étaient imposées. Sa dépouille ne sera retrouvée qu'en 2005, lors de travaux d'excavation dans la banlieue sud de Beyrouth. Neuf otages français sont en tout cas retenus au

Liban. Leurs noms seront rappelés quotidiennement lors du journal de 20 heures d'Antenne 2, afin de mobiliser l'opinion publique sur leur sort.

Cette série d'enlèvements s'accompagne de deux nouveaux attentats en France. Le 17 mars 1986, au lendemain du scrutin législatif qui voit la victoire de Jacques Chirac, une bombe explose dans le TGV Paris-Lyon, faisant 9 blessés. Trois jours plus tard, c'est le Point Show des Champs-Elysées qui est visé. Bilan : 2 morts et 29 blessés. Le nouveau gouvernement est prévenu : s'il veut que cessent les kidnappings et les attentats, il lui faut négocier. C'est peut-être la raison pour laquelle il renonce à s'en prendre à Imad Moughnieh, l'un des responsables opérationnels du Hezbollah impliqué dans plusieurs attentats visant les intérêts français au Liban, dont la présence en région parisienne a été signalée à la DGSE par les services de renseignement libanais[24].

Le message semble bien reçu par Jacques Chirac qui charge une petite équipe dirigée par Maurice Ulrich, son chef de cabinet, de négocier directement avec Téhéran. Le Premier ministre active également son ami Houphouët-Boigny, président de Côte d'Ivoire, qui entretient d'excellentes relations avec la communauté chiite d'Abidjan, elle-même en très bons termes avec Téhéran. Il envoie aux Iraniens un signal de bonne volonté en acceptant d'expulser Massoud Radjavi, tout en précisant que Bani Sadr continuerait à jouir de la protection de la France. Les relations se détendent quelque peu. Le 22 mai, Jacques Chirac reçoit officiellement à Paris son homologue iranien, Mir Hossein Moussavi. Les négociations se poursuivent sans interruption. La France se déclare prête à rembourser une première tranche du prêt Eurodif, à discuter des modalités de remboursement du reste du prêt, à tout faire pour que soit libéré Anis Naccache et son commando, à ne plus conclure de nouveaux contrats d'armement avec l'Irak et à rééquilibrer ses relations entre les deux belligérants.

Le 20 juin 1986, Philippe Rochot et Georges Hansen sont libérés à Beyrouth. Les négociations se poursuivent pendant l'été, compliquées par la présence d'interlocuteurs supplémentaires côté français, qu'il s'agisse de Jean-Charles Marchiani, proche conseiller du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, de Philippe Rondot, ancien de la DGSE recyclé à la Direction de la surveillance du territoire (DST), ou bien encore d'Alexandre de Marenches, ancien directeur des services secrets français. Une fois encore, la concertation n'est pas de mise côté français et les Iraniens ont l'impression que leurs interlocuteurs poursuivent des agendas différents. Matignon, le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Intérieur ne semblent pas avoir les mêmes priorités et ne sont pas d'accord sur la confiance à accorder aux Iraniens, et donc sur les voies et moyens pour aboutir. De nouvelles frictions surgissent entre Paris et Téhéran. Les deux parties peinent à s'entendre sur le montant exact de la dette Eurodif[25]. Le gouvernement

iranien réclame de nouveau son droit d'accès à l'uranium enrichi, faisant valoir ses actions dans la société Eurodif. Pire, François Mitterrand refuse d'accorder la grâce présidentielle à Anis Naccache, remettant en cause l'accord négocié deux mois plus tôt. Le président de la République entend ainsi faire payer à son Premier ministre ses manœuvres dilatoires qui avaient empêché la conclusion d'un accord entre l'Iran et la France à la veille des élections législatives. Les otages français se retrouvent victimes de la cohabitation. Début septembre, les négociations sont dans l'impasse. Pour la première fois, plusieurs pétroliers français (le *Chaumont*, le *D'Artagnan* et le *Brissac*) sont attaqués par des vedettes de *pasdarans* dans le Golfe, comme pour se rappeler au bon souvenir des autorités françaises.

Le 8 septembre 1986, une bombe explose au bureau de poste de l'hôtel de ville de Paris, faisant un mort et 21 blessés. La cible est on ne peut plus symbolique puisque Jacques Chirac cumule les fonctions de Premier ministre et de maire de la capitale. Difficile de ne pas y voir un signal limpide, d'autant que l'attentat est revendiqué par le même CSPPA qui réclame toujours la libération d'Anis Naccache. Quatre jours plus tard, un attentat aux Quatre-Temps, à la Défense, fait 54 blessés. Deux jours après, une explosion au Pub Renault des Champs-Elysées tue 2 personnes. Le lendemain, une bombe saute en plein cœur de la préfecture de police de Paris, faisant un mort et 56 blessés. Le 17 septembre, enfin, un attentat ensanglante la rue de Rennes. Les secouristes dénombrent 7 morts et 55 blessés. Le bilan de cette vague d'attentats, tous revendiqués par le CSPPA, s'élève à 13 morts et 300 blessés, dont de nombreux mutilés. Le lendemain, 18 septembre 1986, le colonel Christian Gouttière, attaché de défense au Liban, est assassiné à Beyrouth.

Les autorités françaises s'interrogent sur la signification de cette campagne d'attentats. Est-elle destinée à faire pression sur elles pour les contraindre à davantage de souplesse dans les négociations ? Ou bien émane-t-elle d'une faction radicale qui souhaite torpiller les discussions pour affaiblir la position de ceux qui prônent, à Téhéran, le dialogue avec l'Occident ? Quoi qu'il en soit, le 22 septembre, Ali Akbar Velayati propose à Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, de le retrouver pour poursuivre les négociations. Celles-ci s'accélèrent. Les deux parties s'entendent le 27 octobre sur le montant de la dette Eurodif et Jacques Chirac s'engage à tout mettre en œuvre pour faire libérer Anis Naccache. Le Premier ministre français refuse toutefois d'accéder à la demande iranienne de livraison d'uranium enrichi. Jean-Claude Trichet (futur directeur de la Banque centrale européenne), qui est alors directeur de cabinet du ministre des Finances, se rend à Téhéran pour finaliser les modalités de remboursement de la première tranche du prêt Eurodif.

Le 11 novembre 1986, deux otages français (Marcel Coudari et Camille Sontag) sont libérés au Liban. Six jours plus tard, Georges Besse, PDG de Renault, est assassiné devant son domicile. L'attentat est revendiqué par Action directe. Pour une partie des services français comme pour certains journalistes, cet assassinat aurait été téléguidé par l'Iran qui n'aurait pas apprécié de se voir refuser l'accès à l'uranium enrichi auquel il estimait avoir droit[26]. Georges Besse avait été la cheville ouvrière du projet Eurodif et avait négocié les modalités de la participation iranienne à cette société. Depuis l'avènement de la République islamique, il était ouvertement hostile à toute reprise de la coopération nucléaire avec l'Iran. Pour les tenants de cette hypothèse, Action directe aurait accepté d'endosser la paternité de cet assassinat en échange d'un soutien logistique de la part des mouvements terroristes agissant pour le compte de Téhéran. Le gouvernement iranien, si c'est bien lui qui est derrière cet assassinat, semble donc une nouvelle fois souffler le chaud puis le froid. Quoi qu'il en soit, le 22 novembre 1986, Paris verse à Téhéran une première tranche de 330 millions de dollars pour effacer une partie de la dette Eurodif[27]. Le mois suivant, une délégation iranienne est reçue en France. Dans la foulée, le journaliste Aurel Cornéa est libéré à Beyrouth. Il reste alors quatre otages français retenus au Liban, aux côtés d'une trentaine d'autres otages occidentaux utilisés comme monnaie d'échange par Téhéran, quand le seul appât du gain ne suffit pas pour convaincre les interlocuteurs du régime de l'aider à renforcer son potentiel militaire.

19
L’argent n’a pas d’odeur

L’Iran et l’Irak mettent à profit l’accalmie qui règne sur le front depuis le printemps 1984 pour compléter leurs stocks de munitions et acquérir de nouvelles armes, tout comme des moteurs de rechange et des pièces détachées. Ce marché particulier devient rapidement très rémunérateur, car la nature du terrain et les rudes conditions climatiques entraînent de nombreuses pannes. Les prix du pétrole sont encore suffisamment élevés pour offrir aux Iraniens et aux Irakiens une certaine marge de manœuvre, même si leurs réserves financières s’épuisent, les contraignant à des choix drastiques.

L’Irak n’éprouve guère de difficultés pour s’approvisionner, puisque une trentaine d’Etats acceptent de lui vendre directement le matériel militaire dont il a besoin. Ces Etats le font d’autant plus ouvertement que depuis l’été 1982, l’Irak est présenté comme la victime du fanatisme belliciste de la République islamique. Trois d’entre eux, l’URSS, la France et la Chine, répondent à 85 % de ses besoins. Pour le régime irakien, le principal enjeu consiste donc à mettre ses fournisseurs en compétition pour tenter de faire baisser les prix, puis à conserver leur confiance, dès lors que ses ressources diminueront. Tarek Aziz multipliera les tournées diplomatiques pour convaincre ses interlocuteurs d’étaler la dette irakienne. Il n’y parviendra pas toujours et certains Etats, tels l’Espagne et le Portugal, se tourneront vers l’Iran lorsque l’Irak ne parviendra plus à honorer rapidement ses dettes. Fort heureusement, Bagdad peut compter sur l’assistance financière des pays du Conseil de coopération du Golfe. Le régime baassiste n’est donc pas contraint de s’approvisionner sur le marché parallèle des trafiquants d’armes.

L’Iran se trouve en revanche dans une situation beaucoup plus délicate. Le pays n’est certes pas soumis à un embargo formel des Nations unies, mais il doit supporter l’embargo décrété par les Etats-Unis. Ceux-ci menacent de représailles économiques tout Etat qui livrerait du matériel de guerre à Téhéran. Seuls ceux

qui y ont un intérêt réel et savent n'avoir rien à craindre ou attendre de Washington bravent ouvertement l'interdit américain. Ils se comptent sur les doigts d'une main : la Syrie, la Libye, la Chine et la Corée du Nord. Ces quatre pays ne répondent toutefois qu'au tiers des besoins militaires iraniens. Pour les deux autres tiers, Téhéran va devoir faire preuve d'imagination. Alternant séduction, prébendes et menaces voilées, les dirigeants iraniens parviendront à convaincre 25 autres Etats de leur fournir du matériel de guerre ou, à défaut, de fermer les yeux sur les agissements de certaines de leurs entreprises[1]. Dans bien des cas, ils devront également s'approvisionner sur le marché parallèle, à des prix bien supérieurs. Ces pratiques les mettront en contact avec des trafiquants plus ou moins sérieux, mais aussi avec quelques escrocs de haute volée qui n'hésiteront pas à les gruger, comme Benham Nodjoumi qui réussira l'exploit de leur vendre 34 caisses remplies de ferraille en leur faisant croire qu'il s'agissait de missiles antichars Tow ! Celui-ci, installé à Londres, préférera se rendre aux autorités britanniques et purger une longue peine de prison pour échapper aux tueurs iraniens lancés à sa poursuite.

Ce dont a en fait le plus besoin le gouvernement iranien, c'est de munitions et de pièces détachées, mais aussi d'armes légères pour armer les fantassins levés en masse. Pour se fournir, il applique la même méthode, quel que soit l'interlocuteur. Chaque semaine, le Conseil supérieur de défense se réunit à Téhéran et examine les offres transmises. Les *pasdarans* sont surreprésentés car ils savent que l'essentiel des matériels aboutira entre leurs mains. Les décisions sont prises par consensus. En cas d'accord, ordre est donné au bureau iranien le plus proche d'entamer les négociations avec le vendeur ou son intermédiaire. Téhéran est tenu informé de l'avancement des discussions et arbitre les différends. Pour les affaires traitées en Europe, il sous-traite *via* ses officines situées à Londres ou Francfort, sachant que les autorités britanniques et allemandes adoptent une attitude bienveillante à l'égard de l'Iran, intérêts commerciaux obligent. Dans ce jeu d'ombres, c'est Londres qui s'impose comme la plaque tournante des ventes d'armes à l'Iran. Téhéran y a basé une importante antenne de la National Iranian Oil Corporation, qui lui sert de paravent pour régler ses achats en Europe. Le régime iranien agit également à travers deux sociétés écran qui ont toutes deux pignons sur rue dans la capitale britannique : la JSC International, enregistrée dans les Caraïbes, et la Metro International, détenue à 51 % par l'Etat iranien et 49 % par un groupe de financiers arabes et pakistanais. Trois hommes sont au cœur du système : Aziz Nezafatkhah, un proche de l'ayatollah Khomeiny, attaché commercial à l'ambassade d'Iran en Grande-Bretagne, surnommé « Monsieur 10 % » ; Sadeh Tabataï, gendre du guide et ami intime de Hamad Khomeiny, qui fait la navette

entre Londres et Téhéran ; et Houchang Lavi, un homme d'affaires iranien bien introduit dans la City[2]. En Amérique, les Iraniens font appel à Balanian Hashemi, un richissime homme d'affaires ayant fui l'Iran après la chute du chah, qui tente depuis de se racheter une conduite en jouant les intermédiaires auprès du nouveau régime.

Sur le marché des ventes d'armes, le régime iranien ne recule devant rien pour corrompre ceux qui peuvent lui apporter des affaires intéressantes. Il peut compter sur la cupidité de nombreux intermédiaires prêts à s'affranchir des interdits posés par leur propre gouvernement. Deux hommes jouent ainsi un rôle clé dans l'approvisionnement de l'Iran, en contradiction totale avec la ligne politique érigée par leur pays : le Saoudien Adnan Khashoggi et l'Américain Frank Cradock. Dans ce registre, un autre citoyen américain défraie la chronique par son audace. Mark Broman, directeur de l'office de coopération militaire à l'ambassade des Etats-Unis à Paris, propose de vendre aux Iraniens une trentaine de chasseurs Phantom en service au sein de l'armée de l'air égyptienne, alors même que l'Egypte s'est rangée du côté de l'Irak ! Pour y parvenir, il imagine convaincre les Egyptiens d'acheter un nombre équivalent de F-16 en leur proposant de leur reprendre leurs Phantom. Ceux-ci seraient ensuite revendus fictivement au Paraguay où l'indélicat fonctionnaire américain compte de nombreux amis, prêts à toutes les malversations en échange d'une commission juteuse. L'affaire, éventée, échoue. Son instigateur, arrêté, sera condamné à une lourde peine par la justice américaine.

Les affaires sont les affaires

Les choses sont plus simples lorsque Téhéran traite avec les représentants d'Etats réputés neutres et politiquement corrects. En Europe, l'Autriche, la Suède et la Suisse se révèlent de précieux partenaires qui ont le bon goût de n'être pas trop regardants, tant que les pétrodollars affluent dans leurs caisses. L'Autriche vend ainsi à l'Iran 140 canons GHN-45 accompagnés d'importants stocks de munitions. La Suisse lui livre 15 avions utilitaires PC-6 Turbo Porter, 45 avions d'entraînement PC-7 Turbo Trainer, du matériel de cryptologie ainsi que d'importantes quantités de munitions et de composants électroniques pour radar. La Suède fournit pour sa part à l'Iran, clé en main, une usine de fabrication de munitions, 300 missiles sol-air portables RBS-70 et 40 vedettes légères qui équiperont les forces navales des *pasdarans*, alors même qu'elle s'est dotée d'une législation interdisant toute exportation d'armes vers des pays en guerre. Ce flot de commandes constitue une véritable bénédiction pour le complexe militaro-industriel de Karlskoga, mais aussi pour la firme Bofors qui

vend indistinctement aux deux belligérants des quantités colossales de munitions pour son fameux canon antiaérien. Ces ventes d'armes illégales seront à l'origine d'une longue enquête judiciaire qui aboutira, en 1987, à l'inculpation de deux chefs d'entreprise suédois, Mats Lundberg et Karl-Eric Schmitz, qui apparaîtront comme deux intermédiaires incontournables sur le marché parallèle européen. Au cours de cette enquête, le service de douane suédois mettra à jour l'existence d'un cartel européen alimentant sans vergogne le régime des mollahs. Ce cartel a fourni plus de 30 000 tonnes de poudre et d'explosifs à Téhéran, permettant à l'Iran de fabriquer des montagnes de munitions grâce à l'usine fournie par la Suède. Il aura des ramifications au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Autriche, en Suisse, en Finlande et même en Norvège[3] ! Plusieurs ports européens feront office de plaques tournantes pour l'expédition de tous ces explosifs : Zeebrugge en Belgique, Setubal au Portugal, Santander en Espagne, Gènes et Talamone en Italie, et Le Pirée en Grèce. Les représentants de ce cartel auront recours aux services de plusieurs compagnies maritimes et affréteront deux compagnies aériennes : la Scanco, présidée par Karl-Eric Schmitz lui-même, et la Santa Lucia Airways, enregistrée dans les Caraïbes. La Grèce s'imposera comme l'une des filières principales pour l'acheminement des cargaisons vers l'Iran, et ce n'est sans doute pas un hasard si, en mai 1987, une violente explosion détruira une usine installée dans la banlieue d'Athènes. Celle-ci produisait des munitions pour l'Iran. Nombreux sont ceux qui soupçonneront l'intervention des services spéciaux irakiens. La justice grecque classera rapidement l'affaire.

Pour pouvoir vendre en toute discrétion à l'Iran de telles quantités d'explosifs, ce cartel aura besoin de justifier de l'existence d'un acheteur légal qui s'engage à ne pas les rétrocéder à un tiers. Celui-ci établira un certificat appelé *end user*, qui permettra l'obtention d'une licence d'exportation. Dans cette affaire, ce sont les Yougoslaves qui se prêteront au jeu, moyennant une commission de 3 % sur chaque contrat[4]. Parallèlement, le gouvernement yougoslave livrera sans sourciller à l'Irak une frégate-école, 3 dragueurs de mines, 100 canons D-30, 300 mortiers, des dizaines de milliers d'armes légères et des millions d'obus, le tout pour plus de 1 milliard de dollars. Les autorités yougoslaves gagneront donc sur les deux tableaux.

Même la Belgique se laisse tenter, lorsque l'Iran lui propose de racheter à bon prix une cinquantaine de vieux chasseurs F-104 Starfighter dont son armée de l'air cherche à se débarrasser. Seule l'intervention de parlementaires socialistes permettra de bloquer la vente, *in extremis*, ce qui n'empêchera pas le gouvernement de conserver les carcasses des appareils, mais de vendre

discrètement leurs réacteurs aux Iraniens. Ceux-ci les monteront ensuite sur leurs Phantom (les F-4 et F-104 étant équipés du même réacteur J-79). Les Iraniens n'auront pas les F-104 belges, mais ils réussiront à se procurer 12 Phantom (F-4D) en Corée du Sud, et 12 F-5 Tigre auprès du gouvernement éthiopien prêt à tout pour engranger quelques millions de dollars.

Le terrain de chasse des VRP iraniens est sans limite, couvrant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie, mais aussi l'Afrique et l'Amérique du Sud. L'Afrique du Sud et le Brésil deviendront ainsi deux partenaires privilégiés de l'Iran. Le premier lui vendra une trentaine de canons ultramodernes de 155 mm (type G-5), avec les stocks de munitions nécessaires. Le second lui fournira près de 500 blindés légers Cascavel et Urutu, de même que d'importantes quantités d'obus.

Au total, une quarantaine d'Etats contribueront à l'effort de guerre de l'Irak ou de l'Iran. La moitié d'entre eux apporteront un appui matériel à la fois à l'Irak et à l'Iran, à un moment donné ou un autre. Ce sera le cas des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. En Europe, seule l'Irlande pourra se targuer de ne pas s'être sali les mains. Tous les autres Etats se seront impliqués, à des degrés divers, dans des ventes de matériel militaire à l'un ou l'autre des belligérants, bien souvent aux deux. Seul l'éclatement au grand jour de scandales politico-financiers contraindra certains Etats, dont la France, à mettre un peu d'ordre dans leurs affaires.

Le scandale Luchaire

Le 28 février 1986, peu avant le fameux scrutin législatif qui débouchera sur la première cohabitation de la Ve République, le quotidien régional *La Presse de la Manche* révèle au grand public la contrebande de munitions en direction de l'Iran à laquelle se livre la société Luchaire depuis plusieurs années. Trois cargos chargés de munitions viennent en effet de quitter le port de Cherbourg pour rallier Bandar Abbas, en Iran. Quelques mois plus tôt, *Le Canard enchaîné* avait failli sortir l'affaire, mais Roland Dumas, ancien avocat de l'hebdomadaire satirique, avait convaincu Claude Angeli, son directeur, de n'en rien faire, lui expliquant que la révélation de ce scandale serait de nature à compliquer la libération des otages français enlevés au Liban[5].

Dès le printemps 1984, l'amiral Pierre Lacoste, directeur de la DGSE, et le général Armand Wautrin, chef de la Sécurité militaire (DPSD), avaient pourtant alerté le cabinet du ministre de la Défense Charles Hernu sur les agissements de la société Luchaire[6]. Cette dernière était présidée par Daniel Dewavrin, fils du colonel Passy, fondateur des services spéciaux de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale. Fort de la notoriété paternelle, Daniel Dewavrin

s'estimait à l'abri de toute poursuite judiciaire, d'autant qu'aucun embargo formel n'empêchait les ventes de matériel de guerre à l'Iran. Jean-François Dubos, proche conseiller du ministre de la Défense et membre de son cabinet restreint, avait refusé à plusieurs reprises d'ordonner une enquête, malgré les mises en garde répétées des deux officiers généraux. Son attitude avait paru d'autant plus étonnante qu'il avait publié quelques années auparavant un livre condamnant la politique de vente d'armes de la France[7] ! Le 21 mai 1984, l'amiral Lacoste avait informé François Mitterrand de l'ampleur du trafic qui portait sur plusieurs centaines de milliers d'obus d'artillerie. Le président de la République avait botté en touche et suggéré au directeur de ses services secrets de s'entretenir directement de cette affaire avec Charles Hernu. Ce dernier avait été très évasif et fait valoir le changement de cap décrété par le président de la République pour justifier la bienveillance de son cabinet sur ce dossier. L'affaire du *Rainbow Warrior* avait ensuite contraint Charles Hernu à la démission et le gouvernement avait décidé de continuer à fermer les yeux sur les agissements de la société Luchaire.

Le 13 mars 1986, à trois jours du scrutin législatif qui tient en émoi la classe politique française, Paul Quilès, qui a remplacé Charles Hernu à la Défense, porte plainte contre la société Luchaire pour infraction à la législation sur le commerce des armes, espérant ainsi atténuer l'impact négatif de cette affaire sur le scrutin. Ce n'est pas suffisant. Les socialistes perdent les élections. La droite revient au pouvoir et André Giraud, nouveau ministre de la Défense, ordonne l'arrêt immédiat de toutes les livraisons de munitions à destination de l'Iran. Il demande au contrôleur général des armées Jean-François Barba de conduire rapidement une enquête minutieuse pour faire le jour sur l'affaire Luchaire. Celui-ci a carte blanche pour vérifier les comptes, se faire communiquer tous les documents pertinents et interroger l'ensemble des protagonistes. Deux mois plus tard, Jean-François Barba remet son rapport à son ministre. Ses conclusions sont dévastatrices pour Charles Hernu, Jean-François Dubos et Daniel Dewavrin, le PDG de Luchaire. Il apparaît en effet que la société Luchaire a livré à l'Iran près de 500 000 obus de 155 et 203 mm, en utilisant des certificats de complaisance mentionnant comme destination le Pérou, le Brésil, la Thaïlande, la Grèce ou bien encore la Yougoslavie. Il apparaît clairement que Charles Hernu a couvert ce trafic dont il était tenu informé par Jean-François Dubos, l'un de ses plus proches conseillers. D'autres conseillers ont fermé les yeux[8]. Plusieurs hauts fonctionnaires du ministère de la Défense ont aidé Daniel Dewavrin à présenter ses dossiers d'exportation auprès de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (CIEEMG), afin de les rendre plus crédibles. Plus de 100 millions de francs auraient été versés à différents

intermédiaires par le biais de ce que les sociétés d'armement qualifient pudiquement de « frais commerciaux extérieurs ». Enfin, selon Jean-François Barba, trois millions de francs auraient été remis à deux personnages clés de la galaxie Hernu, André Falcoz et François Diaz, tous deux très proches du parti socialiste[9]. Le contrôleur général Barba conclut cependant qu'aucune somme n'a été remise directement au parti socialiste. Dans une note de bas de page du rapport, l'amiral Pierre Lacoste indique toutefois savoir qu'une commission de 3 % de certains contrats conclus par la société Luchaire avec l'Iran devait atterrir dans les caisses du parti socialiste[10]. Le général Armand Wautrin estime lui aussi que ce trafic a très certainement alimenté les caisses du parti socialiste, même s'il reviendra par la suite sur son témoignage, sans expliquer de manière convaincante pourquoi.

Le gouvernement, gêné, décide de conserver le silence sur cette affaire jusqu'à ce que le rapport Barba soit publié par *L'Express* dans son édition du 16 janvier 1987, pour attirer l'attention de la justice sur cette affaire. Le 17 octobre suivant, le juge d'instruction Michel Legrand obtiendra la communication du rapport par le ministère de la Défense. Au mois de décembre 1987, il inculpera Daniel Dewavrin et Jean-François Dubos pour corruption, usage de faux et infraction à la législation sur le commerce des armes. Charles Hernu ne sera pas inquiété puisqu'il apparaîtra rapidement qu'il ne s'est pas enrichi personnellement. Cette affaire illustrera néanmoins ses liens ambigus avec le milieu de l'armement. L'instruction débutera en janvier 1988 et durera dix-sept mois, au cours desquels le juge Legrand ne parviendra ni à faire lever le « secret défense » sur certains documents clés, ni à prouver le versement de rétro-commissions au parti socialiste. Il comprendra rapidement qu'il ne peut condamner Daniel Dewavrin et Jean-François Dubos sans porter gravement atteinte à la crédibilité du ministère de la Défense, compte tenu des nombreux dysfonctionnements constatés[11]. Le 16 juin 1989, alors que les socialistes seront retournés au gouvernement, il n'aura d'autre choix que de prononcer le non-lieu dans cette affaire.

Pourquoi cette prudence excessive du pouvoir à l'égard de l'affaire Luchaire ? Peut-être parce que les rétro-commissions suspectées d'avoir été versées par cette société ont pu alimenter d'autres partis politiques. Sans doute aussi parce qu'il fallait ménager l'Iran, dont chacun se doutait qu'il détenait la clé de la libération des otages français kidnappés au Liban. Sans doute enfin parce que les gouvernements français qui se sont succédé de 1984 à 1989 savaient que d'autres sociétés françaises étaient impliquées dans des trafics de matériel militaire à destination de l'Iran. Car de 1983 à 1985, la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), dont le principal actionnaire est

l'Etat, a livré 250 tonnes de poudre à l'Iran pour lui permettre de fabriquer ses propres munitions. Elle en aurait livré bien davantage par le biais du cartel européen des poudres et explosifs, dont Guy Chevallier, un cadre dirigeant de la SNPE, était secrétaire général[12]. En 1987, Guy-Jean Bernardy, directeur général de cette même SNPE, sera démis de ses fonctions par le ministre de la Défense pour avoir maintenu les ventes de poudre à l'Iran, alors même que le gouvernement lui avait ordonné de cesser toute coopération avec ce pays.

D'autres sociétés continuent de jouer sans vergogne la carte iranienne, malgré les mises en garde gouvernementales. La société Manhurin livre à Téhéran d'importantes quantités de munitions de petits calibres ; elle aurait même projeté de construire une usine de fabrique de munitions en Iran. Matra vend pour sa part des radars, de même que 2 000 systèmes de freinage pour bombes larguées par avion. Thomson-CSF, pourtant très impliqué dans les ventes d'armes à l'Irak, livre 200 caméras thermiques de vision nocturne permettant d'équiper les appareils de l'armée de l'air iranienne. La DGSE, pour faciliter la libération des otages français retenus au Liban, aurait même livré à l'Iran des missiles antichars Milan, *via* ses réseaux au sein de la résistance afghane[13]. Enfin, la Snias (Aérospatiale) aurait été sur le point de vendre des avions de transport ATR-42 à l'armée iranienne qui les aurait employés dans le transport tactique. Elle se serait rétractée au dernier moment, après avoir reçu l'injonction du gouvernement de cesser tout contact avec l'Iran, alors même qu'éclatait l'affaire Luchaire. Au fond, cette dernière n'aurait-elle pas été l'arbre cachant la forêt ?

Les armes chimiques sur la sellette

L'appât du gain va également pousser certaines firmes à aider l'Irak à acquérir de grandes quantités d'armes chimiques. Car dès le début de la guerre contre l'Iran, le régime irakien se lance dans un programme d'« armes spéciales » destinées à n'être utilisées qu'en cas d'extrême urgence pour défendre le territoire irakien. Ce vocable pudique sert de paravent aux armes chimiques dont l'usage est interdit par le protocole de Genève de 1925[14]. Horrifiée par l'effet des gaz pendant la Première Guerre mondiale, la communauté internationale s'était en effet entendue pour en interdire l'utilisation sur le champ de bataille. Seule l'Italie y avait eu recours pendant la colonisation de l'Ethiopie. Depuis, le principe de dissuasion fonctionnait. Même au plus fort de la Seconde Guerre mondiale, aucun des belligérants ne s'était laissé entraîner dans cette spirale infernale, refusant d'employer ses stocks d'armes chimiques.

Ce programme irakien d'armes chimiques s'accélère à l'été 1982, lorsque l'Iran pénètre en Irak. L'Union soviétique livre alors à Bagdad des stocks d'agents vésicants qui ne sont qu'une version améliorée du fameux gaz moutarde[15]. Le régime irakien acquiert ensuite en Espagne des containers adaptés pour l'épandage de produits chimiques, puis d'importantes quantités d'obus vides en Egypte. Ceux-ci seront remplis de gaz dans l'usine de Samara, au sud de Bagdad, et dans celle d'Akachat, près de Routhba, à la frontière jordanienne. Si l'on en croit les témoignages d'anciens généraux irakiens, des sociétés allemandes, belges, danoises, hollandaises et même libanaises auraient fourni des substances chimiques indispensables à la réalisation de ce programme clandestin, notamment pour la mise au point d'agents neurotoxiques. Ces derniers sont d'autant plus meurtriers qu'ils sont difficiles à détecter et qu'il est délicat de s'en protéger.

A l'automne 1983, l'armée irakienne dispose d'importants stocks de gaz vésicants et d'un premier lot d'agents neurotoxiques. Un mémorandum de l'état-major général, visé par le président irakien, autorise dès lors le recours aux armes chimiques et prévoit les modalités de leur emploi. Une expérience « grandeur nature » est même ordonnée pour tester l'efficacité du gaz tabun sur un bataillon irakien, sacrifié pour l'occasion[16]. Parallèlement, le ministre de la Défense lance un programme d'acquisition de matériel de protection chimique et ordonne d'intégrer dans la doctrine d'emploi des forces un chapitre consacré à la manœuvre en milieu contaminé. Les premières utilisations réelles contre les Iraniens ne tardent pas, comme on l'a vu dans les chapitres précédents.

Comme l'Iran n'est pas en mesure de s'imposer sur le champ de bataille, son gouvernement tente d'isoler le régime irakien en stigmatisant sa violation caractérisée du protocole de Genève de 1925. Depuis la Première Guerre mondiale, c'est la première fois qu'une nation utilise des gaz de combat dans un conflit majeur. Pour se justifier et allumer un contre-feu, Bagdad accuse l'Iran de violer outrancièrement les règles internationales protégeant les prisonniers de guerre. Le CICR lui donnera raison et dénoncera publiquement les tortures et les pressions dont sont victimes les soldats irakiens qui végètent dans les camps iraniens, au pied des montagnes de la mer Caspienne.

L'Iran persiste et saisit le Conseil de sécurité des Nations unies en lui demandant de sanctionner l'utilisation par l'Irak de ces armes interdites, qui ont tué plus d'un millier de ses combattants. Pour appuyer sa requête, Téhéran envoie dans des hôpitaux européens plusieurs dizaines de blessés affectés par l'ypérite et le tabun. L'avis des médecins est formel et confirme leur exposition aux armes chimiques. Une délégation d'experts mandatés par l'Onu se rend immédiatement sur le front irako-iranien, visite les hôpitaux de campagne, et

confirme l'utilisation de gaz de combat par Bagdad. Les autorités irakiennes nient mollement, avant d'adopter un mutisme prudent devant l'accumulation de preuves. Le général Khairallah, ministre de la Défense, finit par admettre les faits à demi-mots, précisant que l'Irak se réservait le droit d'avoir recours à tous types d'armes pour défendre son territoire. Pour tenter d'apaiser les critiques qui fusent contre Bagdad, il affirme que ces « armes spéciales » n'ont vocation à être utilisées que sur le champ de bataille et ne viseront pas les populations civiles. Pour éviter tout dérapage, il encadre très strictement leur emploi. Seuls les commandants de l'aviation et de la Garde républicaine sont autorisés à y avoir recours, en cas d'absolue nécessité, après consultation de l'état-major général et accord personnel de Saddam[17]. Il n'empêche que la médiatisation de l'emploi de ces armes nuit gravement à la réputation de l'Irak qui voit son crédit diminuer sur la scène internationale.

Le 30 mars 1984, les gouvernements américain et soviétique bloquent une résolution du Conseil de sécurité condamnant l'Irak pour l'usage de gaz de combat contre les troupes iraniennes. Washington entend prouver son attitude conciliante envers le régime irakien au moment où il s'apprête à restaurer avec lui ses relations diplomatiques. Moscou n'entend pas créer un précédent, alors que l'armée soviétique est accusée de recourir discrètement aux armes chimiques sur le front afghan. La Maison Blanche est toutefois gênée par les pressions d'un nombre croissant de parlementaires américains, choqués par l'attitude de l'Irak et sensibles aux arguments des groupes de pression pro-israéliens qui lui demandent de mettre un terme à son rapprochement avec Saddam. La controverse gagne en intensité lorsqu'il apparaît que des sociétés américaines ont fourni à Bagdad des composants lui permettant de fabriquer des armes chimiques[18]. L'administration américaine réagit en dénonçant l'emploi des armes chimiques et en ordonnant un embargo total sur les ventes des substances incriminées aux deux belligérants, appelant la communauté internationale à suivre son exemple[19]. Plusieurs sociétés occidentales, principalement allemandes (notamment la firme Karl Kolb), alimentent alors les trois usines irakiennes qui assemblent des armes chimiques sous couvert d'un programme de fabrication de pesticides[20]. Pressé par Washington, le gouvernement allemand s'engagera six mois plus tard à renforcer ses contrôles à l'exportation, reconnaissant toutefois qu'il lui est impossible de contraindre deux de ses sociétés de continuer à commercer avec l'Irak. Pour se donner bonne conscience, il vendra à l'Iran des équipements de protection contre les armes chimiques ! Pour compenser le désengagement d'un certain nombre de firmes occidentales, le gouvernement irakien se tournera vers l'Allemagne de l'Est qui acceptera de coopérer dans ce domaine, comme en témoignent deux memoranda datés du 27 septembre 1985 et

du 10 mars 1986 appartenant au fonds d'archives de la Stasi détenu par le Woodrow Wilson Center, à Washington (sous les références BsTu-ZA-HA-I-13558).

L'Iran, de son côté, n'entend pas recourir aux armes chimiques. Les mollahs sont hostiles par principe à l'emploi de cette arme qui contredit les préceptes du Coran et ne s'inscrit pas dans la doctrine opérationnelle des gardiens de la révolution. Celle-ci privilégie le recours à l'infanterie et ne prévoit aucune disposition relative à la manœuvre de troupes mécanisées en milieu contaminé. Téhéran ne dispose de toute façon que d'un stock très limité de munitions chimiques acquis à l'époque du chah et n'entend pas s'en servir, pour ne pas accroître l'isolement de l'Iran sur la scène internationale et ne pas offrir aux Irakiens le prétexte qui leur permettrait d'y recourir légitimement. Par mesure de précaution, Akbar Hashemi Rafsandjani n'en autorise pas moins la construction d'une usine chimique à Bouchehr, chargée de produire de petites quantités de gaz vésicants. Il alloue également des fonds pour l'achat d'équipements de protection contre l'effet des armes chimiques, s'approvisionnant auprès de fournisseurs allemands, britanniques et néerlandais. Au début de l'année 1985, la plupart des unités iraniennes déployées en première ligne seront équipées de masques à gaz, de capes imperméables, de kits de décontamination et de seringues d'atropine. Les images de combattants iraniens terrés dans leurs tranchées, un masque à gaz sur le visage, feront alors le tour du monde, rappelant celles de la Première Guerre mondiale.

20
Guerre totale

Puisque aucun des deux camps ne semble en mesure de s'imposer militairement, le régime irakien décide d'abattre une nouvelle carte pour débloquer la situation et convaincre les mollahs de mettre un terme à la guerre. En bombardant la population iranienne, il espère la démoraliser et la contraindre à faire pression sur le gouvernement iranien, afin que celui-ci accepte de négocier avec Bagdad. Le régime irakien a d'autant moins de scrupules à viser la population civile que le 27 novembre 1983, l'explosion d'un camion piégé avait fait une centaine de morts à Bagdad. Les Irakiens avaient attribué cet attentat aux services spéciaux iraniens et s'étaient promis de le venger. Ce faisant, les dirigeants irakiens reproduisent la même erreur que les Allemands, les Britanniques et les Américains pendant la Seconde Guerre mondiale. Le bombardement des populations va en effet souder les Iraniens à leurs dirigeants et accroître leur détermination à combattre jusqu'au bout un ennemi diabolisé. Il offrira en outre un répit précieux aux forces armées iraniennes, puisque les moyens affectés au bombardement de civils ne seront pas consacrés à l'attaque d'objectifs militaires.

Le 1er février 1984, le gouvernement irakien rend publique son intention de bombarder onze villes iraniennes situées à proximité du front, et laisse un préavis de quelques jours à leurs habitants pour quitter les lieux. Téhéran réplique en menaçant de bombarder à son tour les villes irakiennes situées à portée de son artillerie. Il en faut plus pour impressionner Saddam. Le 12 février, celui-ci donne le coup d'envoi de la « guerre des villes » en ordonnant le tir d'une salve de missiles Scud contre Dezfoul qui fait 40 morts et près de 200 blessés.

La guerre des villes

Les Iraniens répliquent en bombardant Bassora, Fao, Qourna, Mandali et Khanaqin. Le pouvoir irakien réagit par de nouvelles salves de missiles contre Abadan, Ahwaz, Susangerd, Andimechk, Ilam et Kermanchah. Il ne peut recourir à son artillerie, puisque la plupart des villes iraniennes sont hors de portée de ses canons et toutes celles qui se trouvent trop près du front ont été évacuées de leurs habitants. Il décide donc d'engager son aviation. Téhéran, Chiraz et Ispahan sont épargnées, car elles sont situées hors de portée des chasseurs et des missiles irakiens. L'Iran, qui ne dispose d'aucun missile balistique, ne peut compter que sur son artillerie et sur quelques dizaines de Phantom pour frapper en retour les villes irakiennes. Leurs pilotes s'infiltrent à très basse altitude au-dessus du territoire ennemi. Ils prennent soin toutefois d'éviter le secteur de Bagdad où l'adversaire a concentré de redoutables moyens sol-air.

Fin février, Saddam Hussein propose une trêve qui n'est pas acceptée par Téhéran. Déçu, il décide de frapper symboliquement la capitale iranienne, mais aussi Qom et Ispahan. Seuls les bombardiers Tupolev disposent de l'allonge nécessaire pour atteindre ces objectifs. Les Tu-16 étant jugés trop vulnérables, ce sont les Tu-22 Blinder qui sont retenus pour accomplir cette mission. L'état-major de l'armée de l'air, qui conserve en mémoire les résultats très médiocres obtenus par ces bombardiers au début de la guerre, n'est pas très chaud pour les risquer aussi loin de leur base. Il s'exécute néanmoins. Début mars, plusieurs paires de Tu-22 conduisent des raids nocturnes contre ces trois villes. Trois d'entre eux sont abattus à coups de missiles Phoenix par des patrouilles de Tomcat qui assurent l'alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le commandant de l'aviation est contraint de renoncer à ces attaques, car ses pilotes ne disposent plus que de 4 Tu-22 opérationnels. Le président irakien doit dès lors trouver un moyen de mettre un terme à cette campagne de bombardements qui tourne à son désavantage.

Pour sortir de l'impasse, Saddam Hussein convoque une réunion d'état-major avec ses principaux conseillers et généraux pour imaginer une stratégie alternative. Celle-ci s'impose rapidement. Après avoir ciblé sans succès le potentiel militaire de l'adversaire, puis son tissu industriel et enfin sa population, le dictateur décide de s'en prendre à son économie. Sa stratégie est simple et consiste à attaquer les pétroliers venant remplir leurs cuves en Iran, au risque de fâcher les Saoudiens et les Koweïtiens qui ont peur que cela ne serve de prétexte à l'Iran pour s'en prendre aux pétroliers venant se ravitailler chez eux. Le dictateur irakien sait qu'en agissant ainsi, il franchit la dernière ligne rouge tracée par Téhéran, basculant dans une logique de guerre totale qui risque d'exposer son industrie pétrolière aux représailles iraniennes. Il est toutefois

convaincu qu’en réduisant drastiquement les revenus pétroliers de son adversaire, il contraindra l’Iran à déclarer forfait. Téhéran a en effet besoin de l’argent du pétrole pour financer sa guerre. Saddam espère aussi que les attaques contre le trafic pétrolier feront diversion et inciteront les Iraniens à mettre un terme au bombardement des villes pour concentrer leur attention sur cette nouvelle menace. Jusqu’à présent, le manque de moyens avait limité la portée des attaques irakiennes contre le trafic pétrolier. Les Super Frelon ne disposaient pas de l’allonge nécessaire pour frapper au-delà de l’île de Kharg et les bombardiers Tupolev ne disposaient ni des missiles ni du système de bombardement leur permettant d’attaquer avec précision des cibles navales. Or, depuis quelques semaines, l’Irak dispose d’un couple idéal pour frapper le trafic maritime en toute impunité : les 5 chasseurs bombardiers Super Etendard loués par la France, capables de tirer les 200 missiles antinavires AM-39 Exocet achetés à prix d’or à l’Aérospatiale. Le Super Etendard est alors l’un des rares avions de combat capable de survoler la mer au ras des flots pour tirer un missile Exocet à une distance d’une trentaine de kilomètres qui le met quasiment à l’abri de la chasse et de la DCA ennemies. Ces 5 appareils, regroupés au sein du 81e escadron basé à Nasiriya, sont opérationnels depuis le 27 février 1984. Leur présence va permettre aux Irakiens de déplacer leur zone de chasse à 300 kilomètres au sud de l’île de Kharg. Avec l’arrivée des Super Etendard, les hélicoptères Super Frelon cessent de tirer leurs Exocet pour se reconvertir dans la pose de mines navales acoustiques d’origine italienne, principalement aux abords de l’île de Kharg et dans le chenal de Khor Musa.

Raid sur Bouchehr

Conscient de l’atout que lui confère cette nouvelle force de frappe, le régime irakien planifie un raid qui lui tenait à cœur depuis dix-huit mois : l’attaque de la centrale nucléaire de Bouchehr dont les travaux de construction avancent lentement, mais sûrement – les images satellites fournies par Washington en attestent. Le site est protégé par une batterie de missiles Hawk et par une impressionnante concentration de DCA. Un raid aérien classique n’aurait que très peu de chances de réussite. Quant aux missiles Scud, leur précision est insuffisante pour atteindre un tel objectif. Seuls les Super Etendard sont capables de le toucher, grâce à leurs précieux missiles Exocet qu’ils peuvent tirer de suffisamment loin. Le 24 mars 1984, à la tombée de la nuit, 4 Super Etendard décollent en direction de Bouchehr. Leurs missiles ont été réglés pour accrocher un objectif fixe de la taille des bâtiments protégeant les deux futurs réacteurs nucléaires. Ils survolent les eaux du Golfe, contournent l’île de Kharg et se

dirigent droit vers la centrale. Lorsqu'ils arrivent à 30 kilomètres de leur objectif, ils enclenchent leur radar pour acquérir la cible, puis tirent leurs missiles en rafale. Ils regagnent leur base sans connaître le résultat du raid. Celui-ci leur parvient quelques jours plus tard, *via* des photographies de reconnaissance transmises par les agences de renseignement américaines. Il est décevant, seules des installations secondaires ayant été endommagées. L'impact psychologique est en revanche bien réel sur le pouvoir iranien qui réalise qu'il va lui falloir redoubler d'efforts pour protéger cette installation cruciale. L'Agence internationale pour l'énergie atomique se saisit aussitôt du dossier, suspectant l'Iran de vouloir construire une bombe atomique, en violation du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) auquel Téhéran a pourtant adhéré. Alertés, les médias s'emparent eux aussi de l'affaire et accusent les mollahs de chercher à se doter de l'arme nucléaire. Compte tenu de l'enjeu qu'elle représente, la centrale nucléaire de Bouchehr sera attaquée à 6 autres reprises par l'aviation irakienne (2 fois en 1985, 1 fois en 1986, 2 fois en 1987 et 1 fois en 1988). La frappe la plus réussie surviendra en novembre 1986, lorsque 2 Mirage F-1 parviendront à endommager gravement le dôme de protection de l'un des 2 réacteurs de la centrale grâce à leurs missiles AS-30L. L'action combinée de ces raids causera plus de 4 milliards de dollars de dégâts et conduira à l'arrêt momentané des travaux.

La guerre des pétroliers

Le 27 mars 1984, une paire de Super Etendard décolle pour sa première mission de chasse aux pétroliers. Le premier coup au but est une méprise, puisque le tanker grec *Filikon L* qui est atteint transportait du pétrole chargé au Koweït. Il naviguait en limite de la zone d'exclusion maritime. Les pilotes irakiens ne disposent alors d'aucun équipement électronique leur permettant d'identifier leurs cibles à coup sûr. La seule chose qu'ils voient sur leur écran radar, c'est un point lumineux de forme variable en fonction de la taille du navire visé. Comme l'Irak ne dispose d'aucun avion de patrouille maritime susceptible d'éclairer leur terrain de chasse, les pilotes de Super Etendard partent à l'aveuglette, avec pour seule consigne d'engager tout navire transitant dans la zone d'exclusion maritime. Le second coup au but est un succès, même s'il ne s'agit pas d'un pétrolier, puisque le cargo sud-coréen *Heyang Ilho* qui ravitaillait l'une des plate-formes pétrolières iraniennes est coulé. Les missions s'enchaînent rapidement. Le 18 avril, un Super Etendard touche le tanker panaméen *Robert Star*. Le 25 avril, le supertanker saoudien *Safina al-Arab* est incendié par l'explosion d'un Exocet, après avoir fait le plein de brut iranien au

terminal de Kharg. Les Saoudiens vilipendent les Iraniens, mais continuent de commercer avec eux ! Le 27 avril, c'est le pétrolier libérien *Sea Eagle* qui est gravement endommagé, suivi le 7 mai par l'*Al-Ahood*, un autre tanker saoudien. Le 13 mai, c'est au tour du pétrolier iranien *Tabriz* d'être touché. Pendant le reste du mois de mai, 4 autres pétroliers sont endommagés par des tirs d'Exocet. Le profil des missions est chaque fois le même. Chaque jour ou presque, 1 ou 2 Super Etendard décollent de Nasiriya, un peu avant l'aube, à la recherche de pétroliers venus s'approvisionner au terminal de Kharg pendant la nuit. Ils survolent les eaux du Golfe à moyenne altitude, escortés par une paire de Mirage F-1. Ils parviennent dans leur zone de chasse au bout d'une demi-heure, cherchent une cible sur leur radar et, s'ils la trouvent, larguent leur unique Exocet, priant pour que celui-ci l'atteigne. Ils rentrent fréquemment bredouilles, sans être parvenus à détecter le moindre pétrolier. Pour frapper encore plus loin, les Irakiens modifient plusieurs chasseurs Su-22 pour leur permettre d'opérer en tant que ravitailleurs en vol, afin de doubler le rayon d'action des Super Etendard tous équipés d'une perche de ravitaillement en vol.

Début mai, Téhéran riposte en attaquant plusieurs pétroliers saoudiens et koweïtiens (notamment le supertanker *Yanbu' Pride* de 300 000 tonnes), au nord de Bahreïn. Les dégâts sont beaucoup plus légers, car pour l'instant, les Phantom engagés dans ces raids de représailles se contentent de frapper leurs victimes à coups de roquettes et d'obus de 20 mm. Le mode opératoire des pilotes iraniens est bien différent de celui de leurs adversaires. Après qu'un avion de patrouille maritime Orion a survolé la zone et identifié une cible répondant aux critères souhaités, une paire de Phantom décolle de la base de Bouchehr ou de celle de Bandar Abbas et se dirige à basse altitude droit vers la cible. Les deux chasseurs survolent le navire pour s'assurer de son identité, puis effectuent deux ou trois passes au cours desquelles les pilotes tirent leurs roquettes et vident le magasin de leur canon. Le but n'est pas encore de couler des navires, mais de faire passer un message aux monarchies du Golfe : cessez tout soutien à l'Irak, sinon les attaques s'intensifieront ! Le 16 mai 1984, Akbar Hashemi Rafsandjani se fait plus explicite et déclare à la presse internationale : « Nous ne tolérerons pas qu'il soit difficile d'exporter notre pétrole par l'île de Kharg tandis que d'autres pays continuent d'exporter le leur facilement… Le golfe Persique sera accessible à tous ou à personne. »

La ligne Fahd

L'Arabie saoudite réagit aussitôt et met en place, avec l'aide des Etats-Unis, une zone d'interdiction de survol allant bien au-delà de ses eaux territoriales. Cet

espace est délimité par une « ligne Fahd » tangente à la zone d'exclusion navale érigée par l'Iran. Cette ligne virtuelle protège à la fois les installations pétrolières saoudiennes, y compris off-shore, et le rail de navigation reliant celles-ci au détroit d'Ormuz. Une note verbale est adressée au régime iranien, informant ses dirigeants qu'il serait malvenu de leur part de franchir cette ligne. Pour conforter la posture de fermeté du roi Fahd, les Etats-Unis annoncent à grands renforts de publicité l'envoi dans le golfe d'Oman d'un groupe aéronaval centré autour du porte-avions *Midway*. En attendant son arrivée, le pouvoir iranien décide de tester la détermination des Saoudiens.

Le 5 juin 1984, un Orion de reconnaissance franchit la ligne Fahd et repère deux supertankers saoudiens qui viennent de quitter le terminal pétrolier de Dhahran, en Arabie saoudite. Deux Phantom iraniens décollent dans la foulée de leur base de Bouchehr et se dirigent vers eux, avec l'intention manifeste de les attaquer. Ils sont immédiatement repérés par l'Awacs d'alerte qui dirige vers eux une patrouille de deux F-15 saoudiens qui les détecte très rapidement. Après avoir reçu confirmation de l'ordre d'engagement, les deux intercepteurs tirent contre eux deux missiles Sparrow. L'un des deux Phantom est désintégré, tandis que l'autre, très endommagé, rompt le combat et rentre péniblement à sa base[1]. Furieux, les Iraniens décident de surenchérir. Une demi-heure plus tard, 6 Phantom décollent de la base de Bouchehr en direction de la côte saoudienne. L'Awacs de surveillance les détecte instantanément et dirige ostensiblement vers eux une formation de 4 F-15 et 2 Tigre saoudiens pour les dissuader de franchir la ligne Fahd. Les Iraniens répliquent en engageant 6 nouveaux Phantom et 6 Tomcat qui sont eux-mêmes contrés par 8 F-15 et 8 Tigre supplémentaires partis de la base de Dhahran. En l'espace d'une heure, 40 chasseurs iraniens et saoudiens manœuvrent agressivement à proximité la ligne Fahd, cherchant à s'impressionner, sans toutefois ouvrir le feu. A court de carburant, les chasseurs iraniens sont contraints de rebrousser chemin. Le roi Fahd jubile. La leçon a porté. Les Iraniens se vengent en attaquant cinq jours plus tard un supertanker koweïtien au large des Emirats arabes unis, hors de portée des intercepteurs saoudiens.

Malgré les garanties de sécurité de la Maison Blanche, les pétromonarchies refusent toujours la présence de troupes américaines sur leur sol, suscitant l'agacement du Pentagone qui estime qu'il serait plus facile de protéger l'Arabie saoudite et le Koweït en ayant des forces prépositionnées sur place. Washington sait cependant qu'il ne sert à rien de braquer les dirigeants du Golfe. La crédibilité de l'administration américaine n'est pas à son zénith dans la région. Il convient donc de ménager la susceptibilité des monarques locaux pour améliorer l'image des Etats-Unis. Pour calmer le jeu, Ronald Reagan fait savoir au roi

Fahd que les forces armées américaines n'interviendront directement sur le sol saoudien qu'en cas de requête officielle du Royaume. Pour garantir la sécurité de son allié, le gouvernement américain conclut avec l'Arabie saoudite un important contrat d'armement qui prévoit la livraison de chars M-1, d'hélicoptères Black Hawk, d'une nouvelle tranche de chasseurs F-15 et de 400 missiles sol-air portatifs Stinger.

L'aviation en première ligne

Entre-temps, un nouveau général a pris la tête de l'armée de l'air irakienne. Il s'agit de Hamid Shaaban, réputé pour ses qualités de stratège et de gestionnaire beaucoup plus que pour son habileté au pilotage. Contrairement à son prédécesseur, ce n'est pas un apparatchik. Il est convaincu du rôle décisif de l'aviation pour épuiser l'Iran. C'est un fervent avocat de l'*Air power*, au sens anglo-saxon du terme, qui développe une stratégie cohérente d'emploi de l'aviation et réorganise l'armée de l'air pour l'orienter vers les missions d'appui-feu et de frappes en profondeur. Il contraint les pilotes déjà qualifiés à améliorer leurs performances dans le tir air-sol. Imaginatif, il pousse un certain nombre de projets baroques qui suscitent bien des sarcasmes. Son principal atout consiste à savoir s'entourer de gens compétents et responsables. Il écarte plusieurs de ses subordonnés et nomme à leur place des gens qui ont fait leurs preuves. Il réoriente la politique d'acquisition pour privilégier l'achat d'avions d'attaque (MiG-23BN, Su-22M, Su-25 et Mirage F-1EQ5). Il impose la transformation des Mirage F-1 déjà livrés, spécialisés dans les missions de chasse pure, en avions de frappe en profondeur. C'est son fils, pilote chevronné de Mirage, qui lui a vanté les qualités de cet appareil qui demeure stable à très basse altitude et constitue une excellente plate-forme de tir. Le général Shaaban ordonne donc à ses techniciens de modifier, avec l'aide d'ingénieurs français, la soixantaine de Mirage en service pour leur permettre de tirer les munitions air-sol les plus modernes. Sans le savoir, c'est lui qui convaincra l'armée de l'air française de suivre son exemple et de se doter de Mirage F-1 CT optimisés pour l'attaque d'objectifs terrestres (qui feront merveille sur le théâtre d'opération tchadien).

Shaaban insiste également pour que les nouveaux Mirage F-1 commandés en France soient équipés d'une électronique plus performante, de réservoirs de carburant de plus grande capacité et des missiles Exocet les plus récents. Toutes ses initiatives incitent les pilotes irakiens à faire preuve de davantage de mordant pour affronter leurs adversaires qui redressent eux aussi la tête après une longue période de léthargie forcée.

L'aviation iranienne a elle aussi un nouveau chef plus dynamique en la personne du colonel Houchang Chadigh. Le colonel Moïnipour, son prédécesseur, a payé sa trop grande prudence, mais surtout les défections à répétition d'une dizaine de pilotes réfugiés en Turquie, à Bahreïn, à Oman et même en Irak. Ce nouveau commandant, très proche du clergé, jouit de la confiance du régime. Il a obtenu des autorités iraniennes que ses pilotes puissent reprendre un rythme normal d'entraînement. De nouvelles recrues, formées d'abord en Allemagne de l'Est et au Pakistan, se perfectionnent au pilotage sur une vingtaine de chasseurs F-6 livrés par la Chine. Il s'agit de copies du MiG-19 soviétique qui permettent à ces jeunes pilotes de se familiariser au maniement d'un avion d'arme trop obsolète pour être engagé en opérations. Le colonel Chadigh est également parvenu à imposer la levée des restrictions opérationnelles qui handicapaient l'efficacité de ses escadrons de combat. Peu après son arrivée, ses pilotes ont renoué avec le succès, abattant 4 Su-22, 2 MiG-23, 2 Mirage F-1 et un MiG-25 au-dessus du front. Les Irakiens ont pris une modeste revanche en attirant plusieurs chasseurs ennemis dans une embuscade au cours de laquelle ils sont parvenus à abattre un Phantom et un Tomcat. Un précieux missile Phoenix, prélevé sur l'épave de ce dernier, sera envoyé à Moscou pour y être décortiqué par les ingénieurs soviétiques[2]. Le colonel Chadigh a surtout bénéficié d'un heureux concours de circonstance. Ses ingénieurs sont parvenus à percer les codes du système informatisé de gestion des pièces détachées des aéronefs équipant l'armée de l'air, verrouillé par les Américains au moment de leur expulsion d'Iran. Grâce à cet outil, ils mettent la main sur un véritable trésor composé de centaines de milliers de pièces détachées qui leur permettront de maintenir en état de vol, pendant près de deux ans, la moitié des flottes de Tomcat, de Phantom et de Tigre qui ont survécu à quatre années de guerre. De leur côté, les « commerciaux » iraniens se sont procuré sur le marché parallèle des quantités conséquentes de pièces de rechange et de munitions. Tous ces facteurs permettent à l'armée de l'air iranienne d'aligner 140 chasseurs opérationnels au printemps 1984 (une trentaine de Tomcat, une soixantaine de Phantom et une cinquantaine de Tigre), contre à peine plus de la moitié un an plus tôt.

Avec le déclenchement de la guerre des pétroliers, les attaques contre les villes baissent d'intensité. L'Onu parvient à imposer un moratoire sur le bombardement des populations civiles, qui entre en vigueur le 12 juin 1984.

Dès le 24 juin, les raids aériens irakiens reprennent, cette fois contre le terminal de Kharg par lequel transitent 90 % des exportations de brut iranien. Ces attaques s'intensifient pendant l'été. La chasse iranienne parvient toutefois à abattre un Super Etendard le 27 juillet 1984[3]. Les Iraniens répliquent à ces raids

en multipliant les attaques contre les pétroliers qui viennent s’approvisionner au Koweït, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Leurs Phantom sont désormais armés de missiles téléguidés Maverick qui causent des dégâts beaucoup plus importants.

Des mines en mer Rouge

Pendant cette même période, une dizaine de navires de commerce sont endommagés en mer Rouge par des mines mouillées discrètement par des navires « civils » libyens. Le colonel Kadhafi entend ainsi contribuer à sa manière à l’effort de guerre iranien en perturbant le trafic maritime à destination du terminal pétrolier de Yanbu‘, sur la côté occidentale de l’Arabie saoudite[4]. Le turbulent dictateur libyen cherche à affaiblir économiquement le gouvernement égyptien avec lequel il entretient des relations difficiles. L’apparition des premières mines dérivantes en mer Rouge entraîne en effet une chute brutale du trafic maritime le long du canal de Suez qui finance une partie importante du budget égyptien. Pour rassurer le président Moubarak, Washington organise en Egypte, non loin de la frontière libyenne, de gigantesques manœuvres militaires Bright Star pour dissuader le colonel Kadhafi de poursuivre ses visées déstabilisatrices en direction de l’Egypte. De son côté, la France envoie en mer Rouge quatre chasseurs de mines à la demande du Caire et de Riyad (opérations Grondin et Muge). Pendant deux mois, ces bâtiments vont sécuriser l’approche du terminal de Yanbu‘ et neutraliser les mines dérivantes.

Dans le Golfe, les attaques contre le trafic pétrolier se poursuivent pendant l’automne. Fin 1984, l’aviation irakienne a touché 45 navires de commerce, dont une moitié de pétroliers ; 14 de ces bâtiments ont été coulés ou ferraillés après avoir subi des dommages irréparables. Les pilotes irakiens ont tiré 85 Exocet pendant l’année (contre 42 en 1983), dont plusieurs ont frappé la même cible. Si l’on en croit les évaluations irakiennes, les deux tiers des Exocet tirés auraient touché leur cible, mais 10 % d’entre eux n’auraient pas explosé. Il est vrai que le pétrole brut transporté dans les cales des pétroliers atténue considérablement l’effet de la charge explosive qui est insuffisante pour garantir la destruction des navires de fort tonnage. De son côté, l’aviation iranienne n’a coulé qu’un navire et en a endommagé plus ou moins gravement 13 autres. Au bilan, l’effet de toutes ces attaques reste limité, puisqu’en 1984, l’Irak et l’Iran parviennent à exporter la presque totalité des quotas de production qui leur sont alloués par l’Opep (respectivement 1,2 et 2,3 millions de barils par jour). Bagdad parvient même à accroître ses exportations de pétrole de 18 % par rapport à 1983. Celles de Téhéran baissent en revanche de 10 %. La marge de bénéfices qu’en retire le

gouvernement iranien est doublement entamée, car pour rester compétitif, celui-ci doit réduire de manière substantielle le prix de vente du baril de brut pour compenser l'élévation des primes d'assurance touchant les compagnies maritimes qui envoient leurs pétroliers s'approvisionner à Kharg. Pour pallier ces désagréments, les autorités iraniennes mettent en place une navette de pétroliers entre les terminaux de Kharg et Lavan et le détroit d'Ormuz, afin de limiter les risques encourus par les navires étrangers.

Comment soutenir le moral des troupes ?

Les bombardements de villes, les destructions, les privations, les pertes qui ne cessent de grimper, mais aussi l'absence de perspectives quant à la fin de la guerre, ont entamé le moral des populations, tout comme celui des combattants. Pour redresser la barre, chacun des deux camps mise sur une stratégie différente[5]. En Irak, le régime tente de rassurer le peuple en renforçant le culte de la personnalité entourant Saddam Hussein. Des fresques gigantesques fleurissent sur les murs des grandes villes, mettant en scène le dictateur irakien dans des épisodes glorieux de l'histoire ancestrale, qu'il s'agisse de Babylone, du califat ou bien encore des croisades. On y voit Saddam représenté tour à tour en Nabuchodonosor, Hammourabi ou Saladin, regard triomphant et sourire carnassier, repousser le lion persan sur son char tiré par de rutilants étalons blancs. Des affiches représentant le dictateur aux côtés de paysans, d'ouvriers, de soldats, mais aussi de chefs d'Etat étrangers, sont placardées dans tout le pays, à tel point que les Irakiens plaisanteront en affirmant que l'Irak compte 26 millions d'habitants : 13 millions de citoyens et 13 millions de portraits de Saddam ! La presse et les médias abreuvent la population d'images rassurantes montrant un président hyperactif, à l'aise en toutes circonstances, que ce soit dans les tranchées avec ses généraux ou au bureau avec ses ministres. Les médias n'hésitent pourtant pas à se faire l'écho des difficultés rencontrées sur le front, même si celles-ci sont minimisées, pour marteler au peuple un message simple : l'Irak se bat pour sa survie ; tout doit donc être mis en œuvre pour repousser l'envahisseur. Les ministres et hauts fonctionnaires sont encouragés à revêtir les mêmes treillis que les militaires, pour montrer la mobilisation de la nation. Les hommes, à l'exception des soldats, sont encouragés à donner régulièrement leur sang et à offrir une journée de salaire mensuel à l'Etat pour soutenir l'effort de guerre. Les femmes sont invitées à donner une partie de leurs bijoux aux mêmes fins. En une année, l'Etat récolte ainsi quatre tonnes d'or qui lui rapportent 500 millions de dollars. La population est appelée à participer bénévolement aux travaux d'assèchement des marais,

afin de faciliter la réalisation d'ouvrages défensifs le long du front. Des livres pour enfants vantant le courage, l'héroïsme et l'abnégation des soldats irakiens sont distribués dans les écoles. Des clips montrant des soldats iraniens tués sur le front passent en boucle sur la télévision nationale. Pour compenser le nombre élevé de morts, le régime promeut une politique nataliste, incitant chaque famille à avoir au moins 5 enfants. Il encourage les jeunes de 15 à 17 ans à suivre un entraînement militaire de base, puis à devancer l'appel. Les citoyens méritants sont récompensés par l'attribution d'une carte qui fait d'eux des « Amis de Saddam ». Ce précieux sésame leur donne droit à de nombreux avantages matériels : gratuité des soins médicaux, accès automatique à l'université pour les enfants, ou bien encore prêts bancaires à taux préférentiels. Récompense suprême, les « Amis de Saddam » sont invités à rencontrer chaque année le président, et se voient offrir un costume neuf pour l'occasion !

Pour conforter sa légitimité, Saddam Hussein organise des élections générales qui sont bien évidemment remportées par le parti Baas, le 20 octobre 1984. Conscient qu'il ne lui faut pas tomber dans le piège du sectarisme dans lequel tente de l'attirer Téhéran, le président irakien réserve 40 % des 250 sièges du Parlement à des députés chiites, rappelant au passage que le cœur du chiisme est en Irak, et non pas en Iran. Cette provocation suscite l'ire de Téhéran qui multiplie les déclarations fracassantes, appelant à la poursuite de la guerre jusqu'à la libération de Nadjaf et Karbala. Le jusqu'au-boutisme des mollahs se révèle en définitive le meilleur atout du régime irakien qui se présente comme victime de cette guerre, alors qu'il en a été l'instigateur.

Dans l'adversité, la population irakienne se soude derrière son président. Elle y consent d'autant plus facilement que celui-ci s'efforce de tout faire pour promouvoir une apparence de normalité dans la vie quotidienne des Irakiens. L'aviation iranienne ne semblant plus en mesure de bombarder la capitale, le couvre-feu est levé à Bagdad. Une partie importante du budget de l'Etat est consacré à l'achat de produits manufacturés et de biens de consommation courante. Les magasins sont correctement approvisionnés, même si le volume d'importations diminue de moitié entre 1982 et 1984. Pour améliorer la fourniture de vivres, l'agriculture est privatisée. La production est relancée dans les entreprises et l'industrie pétrolière, grâce à la présence de 1 million de techniciens asiatiques, palestiniens et égyptiens, mais aussi de femmes qui remplacent les ouvriers mobilisés sur le front. De nouveaux logements sont construits dans la banlieue de Bagdad pour accueillir le flot de réfugiés ayant fui les zones de combats. Les grands travaux se poursuivent, même si leur rythme se ralentit considérablement, les caisses étant désormais vides, contraignant le gouvernement à dévaluer sa monnaie et réduire le salaire des fonctionnaires.

L'Irak vit donc à crédit, grâce au soutien des pétromonarchies, des Etats-Unis et de tous les pays qui acceptent de reporter sa dette.

Parallèlement, Saddam Hussein ménage ses militaires. De nombreux avantages en nature améliorent leur niveau de vie. Des médailles leur sont distribuées généreusement, à la mode soviétique. Les officiers les plus méritants se voient offrir une ou plusieurs voitures, parfois même un appartement ou une villa. Les colonels et les généraux ont droit à des Mercedes. Bien des années plus tard, certains d'entre eux se vanteront, des trémolos dans la voix, de s'être vu attribuer par Saddam une, deux, voire trois Mercedes en récompense d'actions d'éclat[6]. Les familles des soldats tués ou mutilés bénéficient d'une pension, d'un lopin de terre et d'un prêt sans intérêts leur permettant de construire une maison. Le président se montre en revanche impitoyable avec les déserteurs et les comploteurs dont les familles font l'objet de sanctions sévères. Il ordonne ainsi l'exécution d'une cinquantaine d'officiers accusés d'avoir voulu l'assassiner, le 7 juillet 1984, lors d'une réception au club des officiers de Bagdad.

Le régime iranien, de son côté, s'appuie sur le culte du martyr. Une « fontaine de sang » est érigée sur la place principale de Téhéran, pour rappeler à chacun le sacrifice des combattants tombés au front. Les rues, les places des villes et les écoles sont rebaptisées du nom des martyrs morts en héros, dont les photos ornent les murs. Les pages de journaux débordent de récits détaillant leur sacrifice. Le ton est à la culpabilisation pour inciter un maximum de combattants à les imiter. La télévision diffuse sans cesse des reportages montrant de vaillants combattants iraniens posant devant les corps de soldats irakiens. Des défilés de *pasdarans* barbus piétinent d'immenses drapeaux américains et israéliens le long des principales avenues de la capitale. Des livrets illustrés retraçant les exploits de martyrs tombés au front sont distribués gratuitement dans les écoles et les bâtiments publics. Les universités sont fermées et les étudiants enrôlés dans les forces armées. Tout est fait pour inciter à l'austérité. Le code vestimentaire banalise le noir, signe de deuil, pour l'ensemble de la population. Les dirigeants promettent à leurs concitoyens du sang et des larmes, rappelant qu'il s'agit d'une guerre imposée qui doit se poursuivre jusqu'à la victoire. Pour motiver les troupes, ils évoquent l'imminence d'une offensive finale qui permettra à l'Iran de libérer son territoire, tout comme les lieux saints du chiisme. A partir de 1985, Téhéran présentera chaque nouvelle année comme « l'année décisive » censée mettre un terme à la guerre. Dans les prêches du vendredi, les mollahs rappellent le sacrifice des saints chiites et vantent les vertus du martyr. Ils garantissent à ceux qui viendraient à périr sur le front l'accès direct au paradis, où les attendent une gloire éternelle ainsi qu'une cohorte de houris plus ravissantes les unes que les autres. Pour de jeunes combattants chastes, bien souvent frustes, qui ne

connaissent que la vérité du Coran, cette promesse ne manque pas d'attraits. L'ayatollah Khomeiny instrumentalise pour sa part le sectarisme religieux, présentant la poursuite des hostilités contre l'Irak comme une croisade légitime du chiisme contre le sunnisme. Il n'hésite pas non plus à caresser la fibre nationaliste des Iraniens, qui se révèle un puissant facteur d'unité nationale. Les pensions de réversion sont augmentées. Les emplois publics sont réservés en priorité aux mutilés. Pour encourager les vocations, le guide édicte une fatwa qui autorise les mineurs à s'enrôler dans les rangs du Bassidj sans l'autorisation de leurs parents, soulignant que le combat pour l'islam est une obligation morale supérieure au travail ou aux études. La Fondation des martyrs étend ses prestations aux jeunes *bassidjis*. Les familles déshéritées savent que si un ou plusieurs de leurs enfants venaient à mourir au combat, leur situation matérielle serait sensiblement améliorée. L'argument porte pour celles qui ont de nombreux enfants sans réelle perspective d'avenir. De nombreux jeunes vont ainsi se sacrifier, non pas pour la gloire du régime, mais pour assurer un avenir meilleur à leur famille.

Parallèlement, le régime impose une stricte observance des préceptes de l'islam, laissant toute latitude à la police religieuse pour réprimer les contrevenants. Les droits des femmes sont un peu plus réduits, même si celles-ci, voilées de noir, sont encouragées à remplacer les hommes dans les usines, les commerces, les administrations et les entreprises. Comme en Irak, elles sont invitées à se débarrasser de leurs bijoux pour soutenir l'effort de guerre. Leur nom est ensuite publié dans la presse, pour stimuler la générosité publique. Les ouvriers sont encouragés à travailler gratuitement plusieurs jours par mois. Les fonctionnaires en âge d'être mobilisés sont incités à rejoindre le front, ou à reverser une fraction de leur salaire à l'Etat. Les paysans sont appelés à faire des dons en nature, aussi modestes soient-ils. Le troc est encouragé pour limiter le recours à la planche à billets. L'électricité est coupée plusieurs heures par jour et le budget des administrations fait l'objet de réductions drastiques. Le rationnement devient plus sévère, même si le pouvoir ferme les yeux sur l'extension du marché noir. Les mollahs, Rafsandjani le premier, savent qu'ils doivent ménager le Bazar qui les finance et les soutient. Pour éviter une insurrection populaire, le gouvernement subventionne les produits de première nécessité. Tous ces efforts permettent au régime de respecter une stricte orthodoxie budgétaire, de manière à consacrer le tiers du PIB à l'effort de guerre. Sachant qu'il ne peut compter sur aucune aide financière extérieure, celui-ci conserve une réserve de change d'environ 7 milliards de dollars pour faire face aux dépenses imprévues. Pour montrer à la population qu'il se préoccupe de son

sort, le gouvernement ordonne la construction de vastes abris souterrains destinés à la protéger des effets dévastateurs des raids irakiens.

Contre toute attente, les élections législatives qui se déroulent les 15 avril et 17 mai 1984 marquent un net recul du Parti républicain islamique, pourtant soutenu par l'ayatollah Khomeiny, témoignant de la lassitude des Iraniens à l'égard de la guerre et de ses privations. Certes, le PRI remporte le scrutin, mais le bloc des candidats indépendants, qui regroupe les députés des autres partis, obtient la majorité absolue des sièges et exige un débat sur la poursuite de la guerre. Akbar Hashemi Rafsandjani est réélu président du Majlis, mais il doit composer avec les autres tendances qui s'opposent au maintien de Mohammed Salimi au ministère de la Défense. Les parlementaires expriment de cette façon leur abattement qui semble gagner une partie de l'armée, comme le prouve le nombre croissant de désertions. Le 29 août 1984, deux pilotes iraniens font défection et se réfugient en Irak avec leur chasseur Phantom. Celui-ci sera remis aux Soviétiques pour les remercier de leur précieuse aide militaire.

Face à la grogne, le président du Parlement se voit contraint de nommer un nouveau ministre de la Défense (Hussein Jalali) et d'expliquer aux députés les raisons qui le poussent à poursuivre la guerre. A l'issue d'une séance houleuse, il emporte leur adhésion, grâce à l'appui décisif de l'ayatollah Khomeiny et d'Hassan Rohani, président de la Commission de défense du Majlis. Ce dernier, jeune clerc ambitieux de 36 ans, remet ainsi son destin politique entre les mains de Rafsandjani qui donnera un coup d'accélérateur à sa carrière. Après la guerre, il deviendra vice-président du Parlement et secrétaire général du Conseil suprême de sécurité nationale, avant de rejoindre l'Assemblée des experts, puis d'être nommé négociateur en chef du dossier nucléaire. C'est lui qui sera élu président de la République islamique, le 14 juin 2013, en remplacement de Mahmoud Ahmadinejad. En échange de son soutien, le guide impose à Rafsandjani la présence du général Nedjad comme son représentant personnel au sein du Conseil supérieur de défense, sachant que les deux hommes se détestent. Cette nomination vise à faire comprendre à Rafsandjani qu'il ne peut plus tout se permettre et qu'il ne pourra gagner la guerre sans l'appui de l'armée régulière. Pour que le message soit encore plus clair, l'ayatollah Khomeiny se fait photographier en train de donner l'accolade au général Nedjad. Le poste de chef d'état-major revient au général Ismaïl Sohrabi.

De son côté, Ali Khamenei profite de la situation pour tenter d'imposer un nouveau Premier ministre. C'est compter sans la pugnacité de Rafsandjani qui convainc le guide de maintenir Mir Hossein Moussavi à ce poste pour contrecarrer l'influence de son grand rival. Vexé d'avoir été désavoué par le guide, Ali Khamenei développe une rhétorique toujours plus radicale, rejetant

par principe toute ouverture de l'Iran au monde extérieur. Cet épisode ne fera qu'accroître le ressentiment d'Ali Khamenei envers Mir Hossein Moussavi, qui culminera lors des élections présidentielles de 2009, à l'issue desquelles Ali Khamenei ordonnera l'arrestation de Mir Hossein Moussavi, candidat de l'opposition progressiste.

L'irrédentisme kurde contraint la Turquie à se rapprocher de l'Irak

Depuis que l'Iran est parvenu à porter les combats dans le nord de l'Irak, à proximité de la frontière turque, l'équation a radicalement changé pour Ankara. Le gouvernement turc se voit contraint de privilégier la dimension sécuritaire par rapport à ses intérêts commerciaux, ce qui l'amène à se rapprocher de Bagdad et à prendre ses distances avec Téhéran. En Turquie, les activistes kurdes ont profité de cette situation pour établir des bases arrières en territoire irakien. Depuis 1978, la Turquie doit en effet faire face à l'activisme du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'obédience marxiste, créé par Abdullah Ocalan. Depuis le coup d'Etat militaire de 1980, son parti, interdit, est combattu sans relâche par les généraux. Le 15 août 1984, Abdullah Ocalan bascule dans la guérilla armée, encouragé par les succès enregistrés par les Kurdes d'Irak et d'Iran. Après avoir harcelé plusieurs garnisons turques, ses *peshmergas* trouvent refuge dans le nord de l'Irak. Le régime irakien étant incapable de réagir, empêtré dans sa guerre avec l'Iran, l'armée turque prend les choses en mains. Elle conduit plusieurs incursions en territoire irakien pour tenter d'annihiler les bases du PKK, sans grand succès. Les autorités irakiennes, averties, n'ont pu que constater leur impuissance à localiser et détruire les caches du PKK. Conscient de son incapacité à déloger les rebelles, Saddam Hussein accepte de négocier un accord de coopération mutuelle avec Ankara visant à combattre le PKK. Aux termes de cet accord, conclu le 15 octobre 1984, chacune des deux parties est autorisée à pénétrer et agir militairement dans le territoire de l'autre partie, sur une bande de 5 kilomètres de largeur, sans avoir besoin de l'en aviser. Par souci d'équilibre, Ankara tente de négocier un accord équivalent avec l'Iran. Il se heurte au refus poli, mais ferme, du président Ali Khamenei qui n'entend pas abandonner une once de souveraineté à un régime laïc affidé aux Américains.

21
L'année du pilote

Le 27 janvier 1985, après plus de deux ans de position défensive sur le front terrestre, l'Irak passe à l'offensive et tente de récupérer le contrôle des îles Majnoun et de ses précieux gisements pétroliers. Ce sont les généraux Rachid et Fakhri, commandant respectivement les 3e et 6e Corps d'armée, qui dirigent l'opération. Ils engagent quatre de leurs meilleures divisions dans cette opération, ainsi que deux brigades de commandos. Tandis que les premières lancent une vaste opération de nettoyage au nord et au sud des îles Majnoun pour débusquer les combattants iraniens qui ne cessent d'infiltrer les lignes irakiennes, les forces spéciales se lancent à l'assaut des deux îles, après une intense préparation d'artillerie. Les commandos, recroquevillés dans leurs embarcations, slaloment à travers les marécages et foncent vers leur objectif, tentant d'éviter les rafales des canons de DCA montés sur des barges flottantes. Aussitôt débarqués, ils sont contre-attaqués par les *pasdarans*. Les combats sont d'une violence inouïe et s'achèvent au corps à corps, chaque camp faisant preuve d'une égale détermination. Grâce à leurs digues, les Iraniens envoient des renforts qui submergent les assaillants. En fin de journée, les commandos irakiens doivent abandonner l'île la plus septentrionale, même s'ils conservent une tête de pont sur l'île méridionale, la plus proche de leurs lignes. Ils ont repris le contrôle d'une dizaine de puits de pétrole et entament immédiatement la construction de leur propre digue qui leur permettra d'acheminer sur place, eux aussi, des renforts conséquents.

Le 31 janvier, le commandement irakien lance une nouvelle attaque, cette fois dans le secteur de Qasr-e-Shirin, pour récupérer la ligne de crêtes dominant Sumer. Ils s'en emparent, mais en sont délogés le lendemain par une violente contre-attaque qui coûte plusieurs bataillons aux Iraniens. Le 12 février, les Irakiens déclenchent une nouvelle attaque, cette fois en direction de Mehran. Même s'ils ne parviennent pas à s'emparer de cette ville en ruines, ils

progressent de 7 kilomètres et pénètrent en Iran. Toutes ces tentatives démontrent que le réarmement et la professionnalisation du corps des officiers irakiens portent enfin leur fruit. Même si les Iraniens alignent toujours plus d'hommes sur le front, les Irakiens disposent désormais d'une puissance de feu et d'une mobilité bien supérieure. Ils comptent en effet 1 char pour 100 combattants, alors que ce ratio n'est que de 1 pour 500 côté iranien.

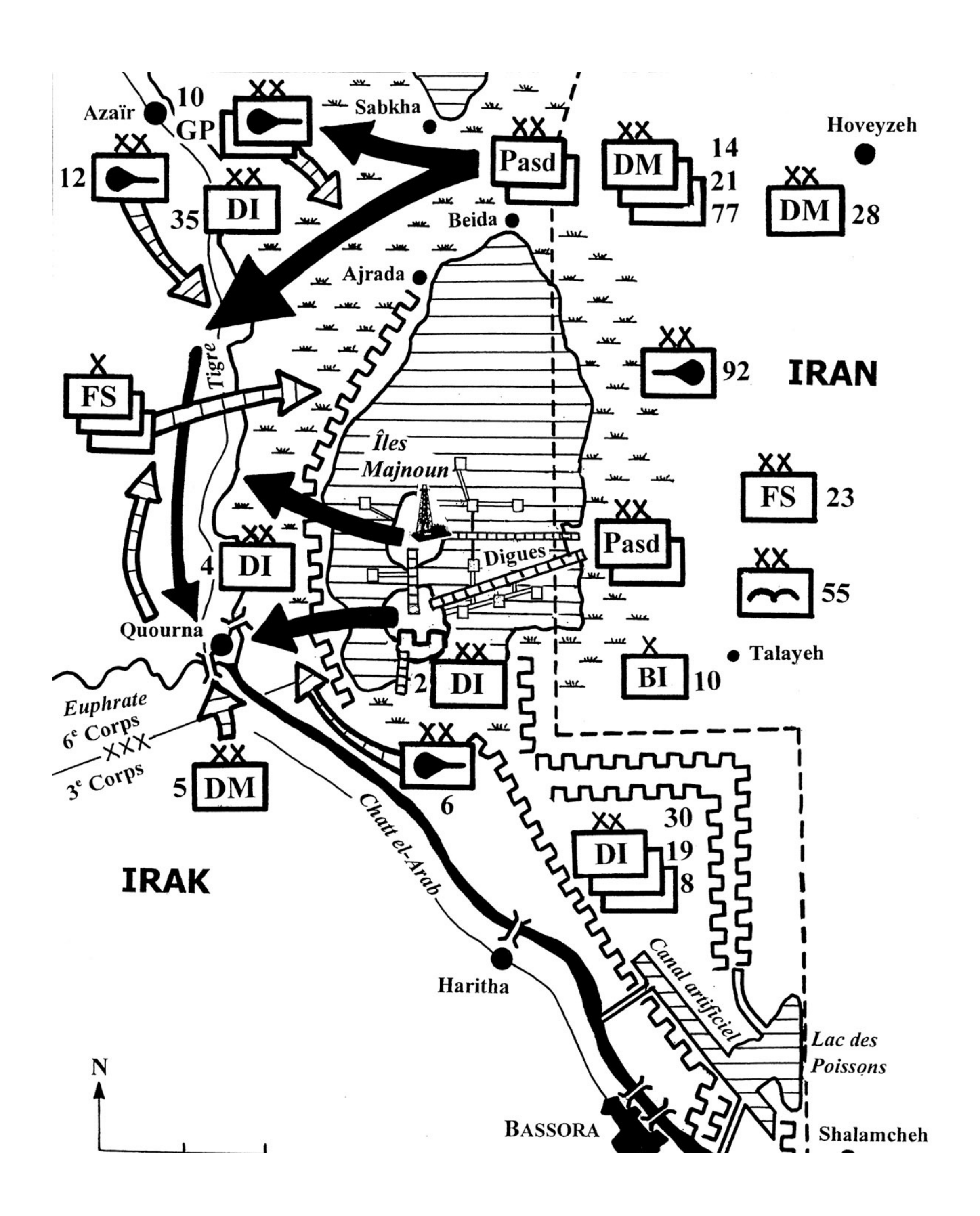
La seconde bataille des marais

A Téhéran, le pouvoir est déterminé à reprendre l'initiative. Les dirigeants s'entendent pour déclencher une grande offensive baptisée Badr, en référence à la célèbre victoire du Prophète qui lui avait ouvert la route de La Mecque. Celle-ci est destinée à ébranler le régime irakien. Akbar Hashemi Rafsandjani convainc ses pairs de frapper au même endroit que l'année passée, au cœur des marais de Hoveyzeh, pour couper la route de Bagdad et isoler Bassora. D'après lui, les Irakiens seront surpris. Le président du Parlement fait valoir un autre argument : dans les marécages, la puissance de feu de l'adversaire sera sensiblement réduite et ses blindés ne lui seront d'aucune utilité ; les fantassins iraniens pourront ainsi s'imposer plus facilement. L'ayatollah Khomeiny accepte, à condition que les opérations soient conduites à la fois par l'armée régulière et les *pasdarans*. L'état-major peaufine ses préparatifs, après avoir tiré les leçons des échecs précédents. Les fantassins, y compris les *pasdarans*, sont désormais équipés de masques à gaz, de capes et de seringues d'atropine leur permettant de se prémunir des effets des armes chimiques. Leur armement est plus adapté. Ils disposent tous d'un casque, d'un fusil d'assaut et de davantage de grenades et de roquettes antichars. Ils sont aussi mieux entraînés. Un effort particulier a été consenti pour améliorer la coopération entre l'armée régulière et les *pasdarans*. La plupart des moyens de franchissement ont été massés à proximité. Pour leurrer l'adversaire, le commandement iranien ordonne une série d'exercices face aux 3e et 4e Corps, alors que l'offensive doit se dérouler dans la zone marécageuse tenue par le 6e Corps. Là, il a massé 11 divisions qui devront lancer l'assaut sur les lignes adverses tenues par 3 divisions d'infanterie, en plusieurs vagues successives[1].

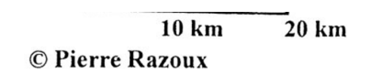
Le 11 mars 1985, à la tombée de la nuit, 2 divisions de *pasdarans* et 3 divisions mécanisées s'infiltrent silencieusement à travers les marécages, en direction du Tigre. A l'aube, elles bousculent la 35e division d'infanterie irakienne. Submergés par le nombre, sans soutien d'artillerie, les défenseurs refluent vers le fleuve. Nombre d'entre eux sont faits prisonniers. Le lendemain, les *pasdarans* atteignent le Tigre et entament la construction de trois ponts

flottants à une vingtaine de kilomètres au sud d'Azaïr. En milieu d'après-midi, un bataillon mécanisé franchit le fleuve, gagne la route Bagdad-Bassora et fonce plein sud en direction de Qourna. Il s'établit à l'entrée de cette bourgade et prend le contrôle du pont franchissant l'Euphrate, bloquant ainsi l'arrivée d'éventuels renforts en provenance de Bassora. Plus au sud, 2 divisions de *pasdarans* parties des îles Majnoun ont traversé le lac sur des barges à fond plat et se sont lancées à l'assaut de la 4e division d'infanterie irakienne, appuyées par leur artillerie flottante. Les fantassins irakiens résistent quelques heures, mais finissent par être débordés. Pendant que certains bataillons s'accrochent à leur position et sont encerclés, d'autres se replient en direction du Tigre, en attendant l'arrivée de renforts.

En face, le général Dhanoun, chef de l'état-major irakien, coordonne la contre-attaque. La 5e division mécanisée quitte Bassora et reprend le contrôle de Qourna après avoir longé la rive occidentale du Chatt el-Arab, tandis que la 6e division blindée remonte ce même fleuve sur l'autre rive pour porter secours à la 4e division d'infanterie. Plus au nord, les 10e et 12e divisions blindées bousculent les unités iraniennes qui ont franchi le Tigre. Même la division de la Garde républicaine quitte Bagdad pour rejoindre le plus vite possible le lieu des combats. Pendant ce temps, les hélicoptères de l'aviation légère survolent les marais pour détruire les barges qui permettent aux Iraniens d'acheminer leurs renforts. De leur côté, les bombardiers Tupolev pilonnent à haute altitude les sites d'embarquement des unités de *pasdarans*, sur la rive orientale des marais de Hoveyzeh.



Azaïr
10
GP
Sabkha
Pasd
DM
14
21
77
Hoveyzeh
DM
28
12
35
DI
Beida
Ajrada
Tigre
FS
92
IRAN
Îles
Majnoun
FS
23
Digues
Pasd
4
DI
55
Quourna
Talayeh
2
DI
BI
10
Euphrate
6e Corps
3e Corps
5
DM
6
Chatt el-Arab
30
19
8
DI
IRAK
Canal artificiel
Haritha
Lac des
Poissons
N
BASSORA
Shalamcheh





L'offensive iranienne Badr (11-22 mars 1985)

Le 13 mars, une brigade irakienne de commandos est héliportée en plein cœur des marais pour couper la retraite aux *pasdarans*. Elle y est rejointe par 2 autres brigades de forces spéciales acheminées à proximité par camion. Le lendemain, la contre-offensive irakienne progresse sur tous les axes, appuyée par l'artillerie qui déverse d'importantes quantités d'armes chimiques. Leur effet se révèle moins dévastateur que la fois précédente, mais il contribue à désorganiser les combattants iraniens qui n'ont pas l'habitude de se battre empêtrés dans leur cape imperméable, leur masque à gaz embué sur le visage, limitant ainsi leurs mouvements et leur vision. Les troupes irakiennes, mieux entraînées à la manœuvre en milieu contaminé, les repoussent en direction des marécages, même si leur 37e brigade de char tombe dans une embuscade qui lui sera fatale. Les combattants iraniens se dévoilent au dernier moment et tirent leurs roquettes RPG-7 à très courte distance, faisant un carnage parmi les chars irakiens qui sont éliminés impitoyablement les uns après les autres. Les fantassins n'ont pas hésité à braver les tirs de mitrailleuses et de canons pour se lancer à l'assaut des T-62.

Le 16 mars, la Garde républicaine parvient sur place et engage le combat. Les T-72 chargent les *pasdarans*, écrasant au passage de nombreux fantassins qui tentent désespérément de freiner leur progression. Les commandos irakiens qui se sont infiltrés au cœur des marais harcèlent les Iraniens et leur coupent toute voie de retraite ; 2 000 Iraniens sont capturés en mois de quarante-huit heures. Sous la pression de Rafsandjani, le commandement iranien engage sa réserve, espérant inverser le sort de la bataille. Cela ne suffit pas. Les divisions irakiennes progressent partout, libérant Ajrada, Sabkha et Beida. Elles se livrent aussitôt à une répression féroce contre les villageois, les accusant d'avoir collaboré avec l'ennemi.

Le 18 mars, Hosni Moubarak se rend à Bagdad pour manifester son soutien à la cause irakienne et encourager les monarchies du Golfe à accroître leur participation financière à l'effort de guerre. C'est la première fois qu'un président égyptien se rend en Irak depuis l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein. Ce dernier apprécie le geste et assure le raïs de son appui pour que le siège de la Ligue arabe soit rapatrié rapidement au Caire.

Le 22 mars, les Irakiens ont regagné l'ensemble du territoire perdu au début de l'offensive et ont infligé de très lourdes pertes à leur adversaire : 10 000 tués, le double de blessés, 2 000 prisonniers, une centaine de véhicules blindés détruits et une dizaine d'hélicoptères de transport abattus. Trois divisions iraniennes ont été anéanties et quatre autres sévèrement étrillées. En face, 2 000 soldats irakiens ont été tués, 3 000 capturés et 6 000 autres blessés. Les pertes matérielles se limitent à une centaine de chars, 11 hélicoptères et 4 avions légers PC-7 (utilisés pour épandre des armes chimiques) abattus par la DCA. Saddam Hussein s'enorgueillit de ce succès dans les médias et distribue à tour de bras des Mercedes à ses généraux. Le moral de l'armée irakienne est au plus haut.

A Téhéran, l'ambiance est morose. Les critiques fusent contre le président du Parlement qui est jugé responsable de l'échec de cette offensive qui a affaibli autant l'armée régulière que les *pasdarans*. Ali Khamenei ne ménage pas son rival, estimant qu'il serait bon de mettre un terme aux hostilités, afin de pouvoir mater définitivement les opposants au régime qui continuent d'organiser des attentats dans les grandes villes et de harceler les forces de sécurité au cœur des provinces indépendantistes. Les Moudjahidin du peuple, tout particulièrement, redressent la tête et organisent plusieurs actions spectaculaires dans la capitale iranienne. Rafsandjani réagit en décrétant l'arrêt momentané des grandes offensives et le retour à la stratégie d'usure. Il ménage ainsi l'armée régulière qui réclame depuis des mois l'abandon de la tactique des vagues humaines et un retour au combat mécanisé classique. Il n'en continue pas moins de défendre la rhétorique de l'« offensive finale » qui doit permettre de mettre à genoux le régime irakien. Puisque l'armée fait preuve de mauvaise volonté, Rafsandjani s'appuie désormais sur les *pasdarans*. Il convoque Mohsen Rafigh Doust, leur ministre, et Mohsen Rezaï, leur commandant, pour leur demander de préparer dans le plus grand secret une offensive de grande envergure qui sera conduite exclusivement par les *pasdarans* et le Bassidj. Pour pallier l'absence de l'armée régulière, Rafsandjani s'engage à les doter de tous les moyens d'appui nécessaires qui leur manquaient jusque-là. Il obtient l'aval du guide pour créer un commandement de l'artillerie au sein de l'armée des gardiens de la révolution, de même qu'une composante navale. Il ordonne la mise sur pied d'une division du génie chargée de se doter des moyens nécessaires pour franchir rapidement le Chatt el-Arab. Il organise la transformation de deux brigades d'artillerie de l'armée régulière en divisions à part entière, puis leur transfert aux *pasdarans*. Il autorise également la création de deux nouvelles divisions d'infanterie spécialisées dans l'assaut amphibie. Enfin, il confie la branche navale des *pasdarans* au colonel Ali Araki Hamadani et lui attribue 3 brigades de commandos qui sont formées à partir des bataillons d'infanterie de

marine. Elles seront dotées d'une centaine de patrouilleurs et de vedettes rapides achetées à la Chine, à la Corée du Nord et à la Suède. Ces embarcations légères, armées d'un canon, d'une mitrailleuse et de lance-roquettes, devront harceler le trafic maritime autour du détroit d'Ormuz et appuyer la prochaine offensive des *pasdarans* à l'embouchure du Chatt el-Arab. Les généraux de l'armée régulière sont furieux de ces mesures, mais ils ne peuvent les contester, puisqu'elles ont été entérinées par l'ayatollah Khomeiny qui demeure leur plus précieux soutien. Leur marge de manœuvre est d'autant plus limitée qu'ils quémandent depuis des mois du matériel moderne, notamment de précieux missiles antichars TOW qui devraient leur permettre de repousser les blindés irakiens.

Nouvelle guerre des villes

Dès le déclenchement de l'opération Badr, l'aviation irakienne entame une nouvelle campagne de bombardements contre les installations industrielles iraniennes, en réaction à la dernière offensive iranienne. Instruit par l'expérience, Saddam Hussein a préféré cibler le potentiel économique plutôt que les populations civiles. Le gouvernement iranien ne l'entend pas de cette oreille et riposte de manière cinglante. Le 14 mars 1985, il frappe Bagdad avec des missiles Scud-B. C'est la première fois que l'Iran a recours à ce type de missiles que la Libye vient tout juste de lui livrer[2]. Cette première attaque spectaculaire cause d'importants dégâts dans le centre-ville de Bagdad. C'est un camouflet pour Saddam Hussein qui n'a cessé d'affirmer à ses compatriotes que la capitale irakienne était à l'abri d'une frappe ennemie. Le dictateur est furieux car ses propres missiles Scud ne disposent pas de la portée suffisante pour frapper Téhéran. Il n'en ordonne pas moins le tir de missiles Frog et Scud contre plusieurs villes iraniennes et demande au général Shaaban, qui commande l'aviation, de trouver un moyen permettant de bombarder régulièrement Téhéran. Le recours aux bombardiers Tupolev, sévèrement étrillés lors du premier épisode de la guerre des villes, n'apparaît pas souhaitable. Une seule option semble se dessiner : l'emploi d'intercepteurs MiG-25, à condition de les modifier pour des missions de bombardements. C'est le seul autre avion de combat en service dans l'armée de l'air à disposer du rayon d'action suffisant pour accomplir cette mission sans ravitaillement en vol. Son altitude de croisière et sa vitesse très élevée le mettent en théorie à l'abri de la chasse iranienne. Cette option paraît possible, car les Soviétiques ont mis au point un système de tir automatisé permettant à leurs MiG-25 de tirer une bombe nucléaire tactique de quelques dizaines de kilotonnes. Leurs ingénieurs ont par la suite amélioré le procédé pour permettre le tir de bombes classiques de 500 kilogrammes. Les

autorités irakiennes prennent immédiatement contact avec le Kremlin pour négocier la livraison urgente de plusieurs exemplaires de ce dispositif de largage sophistiqué, de même que d'un stock de bombes adaptées. En quelques jours, l'aviation irakienne dispose de 4 MiG-25 modifiés qui sont déployés sur la base de Kirkouk, la plus proche de la capitale iranienne. Les premières missions commencent dans la foulée. Chaque nuit, un MiG-25 lesté de 4 bombes et 2 réservoirs supplémentaires décolle de Kirkouk, cap à l'est. Il survole les montagnes et franchit la frontière iranienne après cinq minutes de vol. Il largue ensuite ses deux réservoirs supplémentaires, grimpe jusqu'à une altitude de 2 000 mètres et accélère à plus de deux fois la vitesse du son. A cette allure et à cette altitude, il ne lui faut pas plus de vingt minutes de vol pour rejoindre le point de largage situé à 40 kilomètres de Téhéran. Le calculateur de tir, couplé au système de navigation inertielle, déclenche automatiquement le largage des bombes sans que le pilote ait à s'en préoccuper. Les projectiles accomplissent les 40 derniers kilomètres en trajectoire balistique, pendant que le pilote bascule son appareil et rentre à sa base. La mission complète dure moins d'une heure. Ce tir à distance de sécurité n'est pas précis (les bombes tombent souvent à 2 ou 3 kilomètres du point visé), mais il limite considérablement les risques d'interception. Le manque de précision n'est pas gênant, à partir du moment où seule la population civile est visée. Parallèlement, Saddam Hussein décrète une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'ensemble du territoire iranien, entraînant ainsi l'arrêt de la plupart des vols commerciaux vers Téhéran.

Pendant quatre semaines, les MiG-25 irakiens larguent quotidiennement leurs bombes au-dessus de Téhéran. Les villes de Tabriz, Chiraz, Ispahan et même Qom sont également touchées. L'ayatollah Khomeiny, qui séjournait dans la ville sainte, est rapatrié dans son bunker de la banlieue de Téhéran. Aucun des MiG-25 engagés dans ces missions n'est abattu. De leur côté, des MiG-23, des Su-22 et des Mirage F-1 frappent les quartiers résidentiels des villes situées à proximité du front. Deux MiG-23 sont abattus à cette occasion par la chasse iranienne. Pour motiver ses aviateurs, le président irakien décrète avec emphase que l'année 1985 sera celle du pilote !

De leur côté, les généraux iraniens réclament désespérément des missiles sol-air Hawk pour tenter de repousser les raids de MiG-25. Les citadins, pour leur part, passent les nuits dans des abris souterrains, pendant que les plus audacieux grimpent sur le toit des immeubles pour assister au spectacle des traceuses de DCA zébrant le ciel. L'aviation iranienne réplique en bombardant Bagdad, Amara, Koût, Nasiriya, Mossoul, Baqouba et même Tikrit, la ville natale de Saddam. Elle perd 2 Phantom au-dessus de la capitale irakienne. Elle ne se risque pas au-dessus de Bassora, la ville restant à portée de l'artillerie

iranienne et la concentration de missiles sol-air y étant trop élevée. Elle épargne pour l'instant les villes saintes de Nadjaf et Karbala, de même que les villes kurdes, pour ménager ces alliés potentiels.

Le 21 avril 1985, Saddam Hussein appelle une nouvelle fois les Iraniens à mettre un terme au conflit. Pour parvenir à un cessez-le-feu, il propose l'arrêt des bombardements contre les populations civiles, le retrait des deux armées aux frontières, l'échange de tous les prisonniers de guerre et des négociations directes entre les deux pays pour fixer le montant des réparations. La question du Chatt el-Arab n'est plus évoquée. Le dictateur irakien, pressé de mettre un terme à cette guerre qui n'a que trop duré, renonce implicitement à ses prétentions sur le fleuve. Cela ne suffit pas pour satisfaire le pouvoir iranien qui, inflexible, rappelle ses deux conditions principales : le départ de Saddam Hussein et le rapatriement des chiites irakiens réfugiés en Iran dont le retour en Irak devrait fragiliser le régime baassiste. Pour que les choses soient encore plus claires, une nouvelle salve de missiles Scud iraniens s'abat sur Bagdad. Le président irakien réplique en ordonnant une frappe massive contre Téhéran qui fait 78 morts et 325 blessés en une seule nuit. Exceptionnellement, cette frappe de terreur est conduite par 4 bombardiers Tu-16 qui sont les seuls à pouvoir délivrer un nombre élevé de bombes. Ces appareils, équipés pour l'occasion de nacelles de guerre électronique, opèrent de nuit et reviennent tous à leur base de Tammouz.

Courant mai, le stock de missiles s'épuise. Début juin, les frappes se font plus rares. Chacun sait qu'il ne fera pas plier l'autre et qu'il lui faut conserver quelques Scud, au cas où. Une nouvelle trêve dans la guerre des villes est entérinée le 15 juin 1985 sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, mettant ainsi un terme aux bombardements qui ont fait 2 000 morts dans le camp iranien et 600 dans le camp irakien. Cette trêve ne signifie toutefois pas l'arrêt des hostilités. Appliquant les consignes du pouvoir, l'état-major iranien planifie une série d'opérations terrestres destinées à maintenir la pression sur Bagdad. Leur but est simple : ruiner le régime irakien en le forçant à maintenir au front son armée devenue pléthorique.

Du 14 au 28 juin 1985, les généraux iraniens lancent l'opération Al-Qods 1 (« Jérusalem 1 ») au nord des îles Majnoun. Il ne s'agit pas d'une offensive en bonne et due forme, mais d'une succession de raids destinés à grignoter les positions adverses. L'un d'entre eux, conduit par une brigade de commandos, parvient même à atteindre les rives du Tigre. Les Irakiens les repoussent chaque fois, grâce à leur puissance de feu. Pendant plusieurs mois, les affrontements dans ce secteur prendront la forme d'embuscades qui rappelleront les combats de rizières pendant les guerres d'Indochine et du Vietnam. Chaque nuit, de petits groupes de soldats irakiens traqueront les combattants iraniens qui tenteront de

s'infiltrer à travers les marécages, slalomant entre les joncs à bord de leurs embarcations légères.

Appliquant leur tactique favorite qui consiste à frapper dans des endroits différents pour surprendre l'adversaire, les Iraniens attaquent le 19 juin dans le secteur de Qasr-e-Shirin. Cette opération Jérusalem 2, conduite par 2 brigades d'infanterie, se solde par la destruction de quelques bunkers et la capture d'une cinquantaine de soldats irakiens. Dès le lendemain, ils lancent l'opération Fath (« Victoire ») dans le secteur de Bassora, pour y tester la résistance du dispositif irakien. Ils comprennent vite que celui-ci reste solide et qu'un assaut frontal dans ce secteur leur coûterait très cher.

Ces opérations de harcèlement se poursuivront pendant l'été. Du 26 juillet au 7 août, les généraux iraniens conduiront l'opération Jérusalem 4 dans le secteur de Mandali. Pendant la deuxième quinzaine de septembre, ils lanceront l'opération Jérusalem 6 entre Mehran et Sumer. Courant octobre, ils multiplieront les accrochages dans le secteur de Qasr-e-Shirin, avant de porter de nouveau les combats dans les marais de Hoveizeh. L'arrivée de la saison des pluies mettra un terme à leurs tentatives, du moins jusqu'à la fin de l'année.

Guérilla au Kurdistan irakien

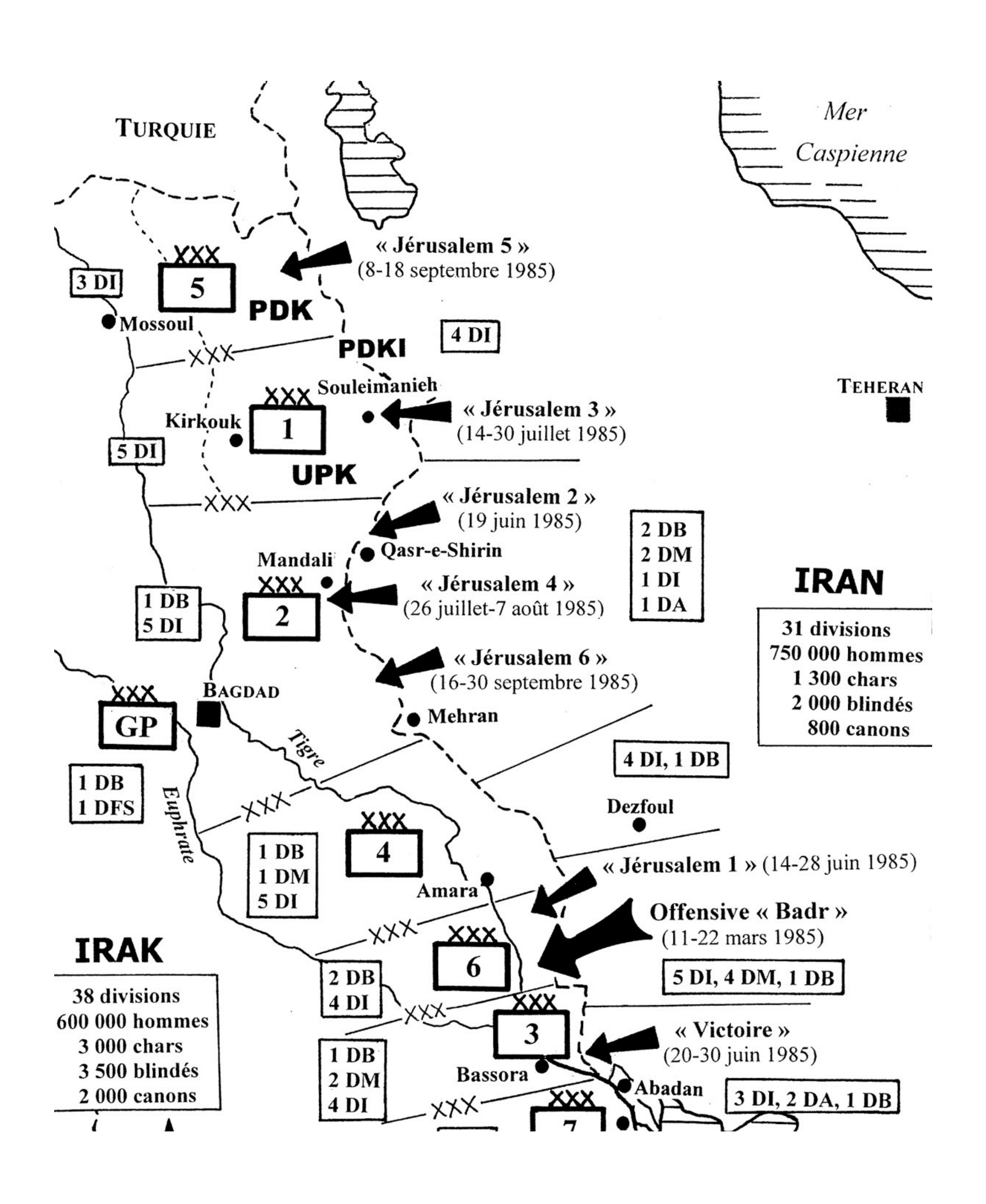
L'année 1985 est marquée par un regain d'activités au Kurdistan irakien. Fin janvier, Jalal Talabani, le chef de l'UPK, dénonce l'accord de neutralité conclu avec le régime irakien. Il reproche à Bagdad son entente avec Ankara autorisant la Turquie à pourchasser les troupes du PKK en Irak. Outre qu'il reste attaché à la défense de la cause kurde, il a besoin du soutien d'Abdullah Ocalan pour contrer l'influence du PDK des frères Barzani, ses principaux rivaux. Le chef de l'UPK ne peut plus rester neutre à l'heure où Abdullah Ocalan est combattu par Bagdad. Pragmatique, Jalal Talabani constate également qu'il lui faut s'entendre avec les Iraniens qui sont désormais implantés au Kurdistan irakien. Ceux-ci pourraient bien s'emparer de l'ensemble de la région et restent les seuls à pouvoir influencer le clan Barzani.

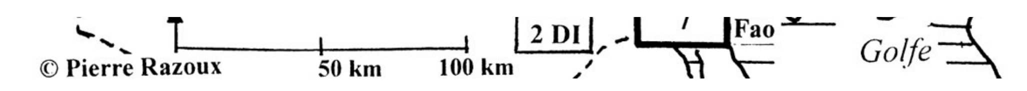
Saddam Hussein, qui redoute un soulèvement général dans les provinces kurdes, propose une amnistie générale aux *peshmergas* de l'UPK, à condition que ceux-ci déposent leurs armes. Jalal Talabani la rejette. Il bascule dans la clandestinité et ordonne à ses troupes d'attaquer les symboles du pouvoir dans les villes de Kirkouk, d'Arbil et de Souleimanieh. Début mars, ses 10 000 *peshmergas* affrontent à la fois l'Armée populaire irakienne, les combattants des frères Barzani et les rescapés du PDKI ralliés à Bagdad. La situation devient rapidement chaotique, chaque faction combattant les autres, tout en luttant contre

le régime baassiste. Celui-ci lâche progressivement le PDKI d'Abdul Rahman Ghassemlou qui paraît de plus en plus marginalisé.

Courant mars, voyant les évènements lui échapper, Ghassemlou rompt avec Bagdad et entame lui aussi un prudent rapprochement avec Téhéran. Le gouvernement iranien espère ainsi neutraliser le PDKI et mettre un terme définitif à la rébellion kurde. Ces négociations, conduites à l'étranger, s'éterniseront sans déboucher sur un accord formel. Elles permettront néanmoins au pouvoir iranien de réduire sa présence militaire sur place, ce qui lui permettra d'engager de nouvelles divisions au Kurdistan irakien. Abdul Rahman Ghassemlou sera assassiné en juillet 1988 par les services spéciaux iraniens, en marge d'une énième session de négociation. Téhéran conclura par la suite un accord définitif avec son successeur.

Le régime irakien lutte donc désormais contre toutes les factions kurdes. Fort heureusement pour lui, celles-ci restent désunies et n'obéissent pas vraiment aux consignes de Téhéran. Pendant tout le printemps, les combats se limitent à des opérations de guérilla pour le contrôle de cols, de vallées encaissées et de villages isolés, les *peshmergas* n'ayant pas encore les moyens d'affronter l'armée irakienne en rase campagne ou dans les grandes villes. Ces combats, menés bien souvent dans le brouillard et à haute altitude, feront l'objet du documentaire poignant *Living in the Clouds* réalisé par le cinéaste iranien Azizolah Hamidnejad.


TURQUIE
Mer
Caspienne
« Jérusalem 5 »
(8-18 septembre 1985)
5
3 DI
Mossoul
PDK
PDKI
4 DI
TEHERAN
Souleimanieh
« Jérusalem 3 »
(14-30 juillet 1985)
Kirkouk
1
5 DI
UPK
« Jérusalem 2 »
(19 juin 1985)
2 DB
2 DM
1 DI
1 DA
Qasr-e-Shirin
Mandali
« Jérusalem 4 »
(26 juillet-7 août 1985)
2
1 DB
5 DI
IRAN
31 divisions
750 000 hommes
1 300 chars
2 000 blindés
800 canons
« Jérusalem 6 »
(16-30 septembre 1985)
BAGDAD
GP
Mehran
Tigre
1 DB
1 DFS
4 DI, 1 DB
Euphrate
Dezfoul
4
1 DB
1 DM
5 DI
« Jérusalem 1 » (14-28 juin 1985)
Amara
Offensive « Badr »
(11-22 mars 1985)
IRAK
6
5 DI, 4 DM, 1 DB
38 divisions
600 000 hommes
3 000 chars
3 500 blindés
2 000 canons
2 DB
4 DI
3
« Victoire »
(20-30 juin 1985)
1 DB
2 DM
4 DI
Bassora
Abadan
3 DI, 2 DA, 1 DB
7



Le front irano-irakien en 1985

Début juillet 1985, les Iraniens déclenchent l'opération Jérusalem 3 en direction de Souleimanieh. Les *peshmergas* de Jalal Talabani font diversion et s'emparent de l'ancienne forteresse de Hassan Beg, au nord de Kirkouk. Ils en seront chassés quelques jours plus tard par des paras irakiens. Le 14 juillet, la 30e division d'infanterie iranienne quitte Penjwin, bouscule les forces irakiennes déployées devant elle et progresse d'une trentaine de kilomètres le long d'une vallée encaissée, avant d'être stoppée par un violent tir de barrage et l'intervention de l'aviation. Un peu plus au sud, la 35e division d'infanterie tente de s'emparer, sans succès, de Halabja. Cette bourgade, qui contrôle l'accès au barrage de Darband Khan, est verrouillée par plusieurs brigades de fantassins qui ne cèdent pas un pouce de terrain. Pendant deux semaines, l'armée irakienne contre-attaque, repoussant les Iraniens d'une dizaine de kilomètres.

Chacun profite du mois d'août pour réorganiser son dispositif. Le 8 septembre, les Iraniens reprennent l'initiative et lancent l'opération Jérusalem 5 au nord du Kurdistan. L'une de leurs divisions d'infanterie, appuyée par une brigade blindée, de l'artillerie et quelques hélicoptères armés, s'empare de Rayat et poursuit sa progression en direction de Rawandouz. Elle est stoppée par la 23e division d'infanterie qui garde cette petite ville de montagne. Mi-septembre, l'armée irakienne lance une contre-offensive dans ce secteur, grâce au renfort des 24e et 33e divisions appuyées par deux brigades de chars et une brigade commando. Face au nombre, les Iraniens sont obligés de céder du terrain. Le 18 septembre, le front se stabilise à une trentaine de kilomètres à l'est de Rawandouz, au pied d'un massif montagneux culminant à 3 600 mètres. Les Iraniens ne lanceront pas d'opération au Kurdistan irakien pendant l'automne, conscients que leurs forces sont insuffisantes. Ils s'activent en revanche pour tenter de rapprocher le PDK et l'UPK, et restent préoccupés par des questions de politique intérieure.

Élection présidentielle en Iran

Pendant l'été, Akbar Hashemi Rafsandjani a proposé le report de l'élection présidentielle planifiée à la mi-août, estimant que les opérations militaires en

cours nuiraient à son bon déroulement. L'ayatollah Khomeiny s'y est opposé et a insisté pour que l'élection ait lieu à la date prévue. Pour lui, rien ne saurait entraver le déroulement du jeu démocratique. La République islamique doit être perçue comme un modèle de démocratie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. C'est important pour son image, mais aussi pour conserver sa légitimité populaire et le soutien des soldats. Les autorités iraniennes ont donc apporté les urnes sur le front et organisé des rotations permettant à l'ensemble des combattants d'effectuer leur devoir civique. La commission électorale s'est rendue dans les hôpitaux de campagne pour permettre aux blessés et mutilés de voter. Le 16 août 1985, Ali Khamenei est réélu à la présidence de la République avec 88 % des suffrages, malgré un scandale familial qui défraie la chronique. Quelques semaines avant l'élection, la sœur d'Ali Khamenei s'est en effet réfugiée en Irak avec ses enfants et son mari, l'ayatollah Ali Tehrani, dénonçant le régime « dictatorial » de Téhéran. Conforté par sa réélection, Ali Khamenei endosse son treillis, coiffe sa casquette militaire et entame une tournée d'inspection du front qui lui permet de s'entretenir avec de nombreux commandants d'unités. Rafsandjani comprend dès lors qu'il va lui falloir ménager son rival dont la popularité ne cesse de croître dans un pays dévasté par cinq années de guerre.

22
Le nerf de la guerre

Le caractère de plus en plus total de la guerre alarme les souverains du Golfe qui comprennent que l'Irak ne pourra probablement pas gagner, que l'Iran ne pourra sans doute pas perdre et que la seule façon de mettre un terme aux hostilités passe par une négociation avec Téhéran. La guerre devient en effet trop coûteuse pour tout le monde. Les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe appellent donc les deux belligérants à davantage de souplesse et reçoivent sans vergogne des émissaires iraniens dans leurs palais, suscitant la fureur de Saddam Hussein qui les accuse de sacrifier la cause arabe à leurs intérêts commerciaux. Il est vrai que cheikh Zayed, président des EAU, aimerait bien accroître ses échanges avec l'Iran.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite, désireux de renforcer sa stature internationale, décide d'intervenir pour s'imposer comme un médiateur acceptable par chacune des deux parties. Il a déjà la confiance de Saddam Hussein. Il lui faut désormais gagner celle des mollahs. Le 18 mai 1985, après avoir discrètement accueilli à Riyad Hassan Ghafouri-Fard, ministre iranien de l'Energie, il envoie à Téhéran le prince Fayçal, son ministre des Affaires étrangères, pour discuter d'un éventuel rapprochement entre les deux pays. Les sujets de discussions ne manquent pas : guerre Iran-Irak, garanties de sécurité régionale, Opep… L'émissaire saoudien fait part à ses interlocuteurs de la volonté du roi Fahd de stopper toute assistance à l'Irak au cas où l'Iran accepterait un cessez-le-feu. Il les sonde également sur le prix de la paix. Quelle somme les Iraniens attendent-ils pour mettre un terme aux hostilités ? Les Saoudiens sont prêts à mettre la barre très haut pour acheter le retour au calme dans la région, d'autant qu'ils peuvent compter sur le fonds de solidarité mis en place à cet effet au sein du CCG. En attendant, et en signe de bonne volonté, les Saoudiens offrent aux Iraniens du pétrole raffiné dont ils manquent cruellement depuis la destruction de plusieurs de leurs raffineries par l'aviation irakienne.

Téhéran apprécie le geste et remercie vivement le souverain saoudien pour sa générosité. Comme par hasard, à Beyrouth, au même moment, le Hezbollah relâche Hussein Farrash, le consul saoudien enlevé sur place quelques mois plus tôt par la milice chiite. La discussion peut donc se poursuivre sous de meilleurs auspices. Akbar Hashemi Rafsandjani se fait conciliant et propose le plan suivant : si les monarchies du Golfe stoppaient toute assistance à l'Irak et acceptaient de contribuer à la chute de Saddam Hussein, l'Iran s'engagerait à ne pas favoriser l'accession au pouvoir de la frange islamique radicale et conclurait la paix avec le nouveau gouvernement, quelles que soient sa composition et sa couleur. L'Iran ne transigera cependant pas sur un point : l'éviction de Saddam Hussein. C'est justement ce qui pose problème, car aucun des souverains du Golfe, qui craignent tous le dictateur irakien et connaissent sa brutalité, ne souhaite prendre le risque de s'engager dans le processus risqué et très aléatoire de son élimination planifiée. Le roi Fahd transmet néanmoins la proposition à Washington. La réponse tombe, sans ambiguïté : l'administration américaine, qui n'a aucun plan crédible pour remplacer Saddam, refuse de le sacrifier et de saboter du même coup les efforts consentis pour le rapprochement avec l'Irak. Le monarque saoudien, convaincu de l'importance vitale de son alliance avec Washington, ne peut passer outre le diktat américain. Son initiative tombe à l'eau et il n'a plus qu'à en informer les autorités iraniennes.

Washington et Riyad s'entendent sur une nouvelle stratégie pétrolière

Puisqu'une entente n'est pas possible avec Téhéran et qu'il devient urgent de mettre un terme à cette guerre chaque jour plus coûteuse et dangereuse pour la sécurité du Golfe, le roi Fahd change de stratégie et accepte la proposition que lui avait faite William Casey, le directeur de la CIA, deux ans plus tôt. Celle-ci consiste à asphyxier économiquement l'Iran, mais aussi l'Union soviétique, soit les deux pays que redoutent le plus le monarque saoudien. Comment ? Tout simplement en ouvrant à fond les vannes de ses puits de manière à faire chuter les prix du pétrole. L'argument est imparable : l'Iran tire les quatre cinquièmes de ses revenus des ventes pétrolières. Si ceux-ci s'effondrent, Téhéran ne pourra plus financer son effort de guerre, puisque la République islamique s'est mise elle-même en marge du système bancaire international et qu'elle ne peut compter sur l'assistance financière d'aucun Etat. Car personne ne fournit gratuitement d'armes à l'Iran, pas même la Libye et la Syrie. Quant aux répercussions sur l'Irak, celles-ci devraient être gérables, puisque Bagdad mène une guerre à crédit, grâce aux prêts des pétromonarchies et des grandes banques rassurées par

les garanties américaines. L'idée d'une plus grande dépendance de l'Irak envers ses bailleurs de fond n'est pas non plus pour déplaire au gardien des deux saintes mosquées. Riyad pourrait en outre compenser la diminution du prix du baril par l'augmentation de sa production. L'Arabie saoudite détient en effet les plus importantes réserves pétrolières de la région et dispose d'un potentiel d'extraction supérieur à 10 millions de barils par jour, qu'elle n'exploite pour l'instant qu'au cinquième de sa capacité.

La famille royale est très divisée sur cette proposition américaine, plusieurs princes craignant qu'en jouant les apprentis sorciers, Riyad ne déclenche une spirale incontrôlable entraînant l'affaiblissement durable du royaume. Le roi Fahd se montre toutefois convaincant, expliquant aux membres du Conseil de famille que cette stratégie permettra de punir les pays de l'Opep – tout particulièrement l'Iran – qui ne respectent pas les prix agréés et pratiquent des remises sauvages pour attirer de nouveaux clients, mais aussi d'éreinter les producteurs européens qui commercialisent le pétrole de mer du Nord à des prix très inférieurs à ceux pratiqués par l'Opep. Il emporte la décision, grâce à l'appui décisif du prince Turki al-Fayçal, le chef de ses services de renseignement, lui-même très proche du patron de la CIA. C'est une très bonne nouvelle pour William Casey et Ronald Reagan qui voient là l'aboutissement de leurs efforts destinés à asphyxier à la fois l'Iran et l'URSS. Pour rassurer le roi Fahd, les plus hautes autorités américaines réitèrent leur engagement à défendre la monarchie saoudienne en toutes circonstances, renouvelant le serment fait par le président Roosevelt au roi Ibn Saoud quarante ans plus tôt à bord du croiseur *Quincy*.

Depuis 1982, plusieurs rapports soulignent l'épuisement de l'économie soviétique handicapée par son système bureaucratique, la hausse du prix des matières premières et l'explosion de son budget militaire engendré par le coût exorbitant de l'intervention en Afghanistan, mais surtout par la course aux armements dans laquelle la Maison Blanche a habilement attiré le Kremlin (la fameuse « guerre des étoiles »). Ces rapports démontrent que Moscou finance son empire chancelant grâce à ses exportations massives de pétrole. L'Union soviétique, qui fonctionne très largement en circuit fermé, n'a pas d'autres sources importantes de revenus, si ce n'est ses ventes d'or qui constituent un baromètre fiable de ses difficultés économiques. Or, entre 1980 et 1984, le Kremlin a multiplié par 4 ses ventes d'or, signe très clair de l'état catastrophique de ses finances. L'administration américaine est donc convaincue que le meilleur moyen de mettre à genoux le système soviétique consiste à provoquer l'effondrement des prix pétroliers. Plusieurs de ses conseillers ont en effet démontré que l'URSS perdrait 1 milliard de dollars chaque fois que le baril perdrait 1 dollar. Les stratèges américains font vite le calcul et concluent qu'il

leur faut convaincre les dirigeants saoudiens de les suivre dans cette entreprise qui sert également leurs intérêts, puisqu'elle affaiblit les Soviétiques que le roi Fahd considère comme « les vrais infidèles[1] ». Cette stratégie leur permettrait en outre d'assécher les investissements soviétiques dans le domaine du gaz naturel, celui-ci apparaissant comme le principal concurrent du pétrole. Le moment semble d'autant mieux choisi que les Etats-Unis ont réduit leur dépendance énergétique vis-à-vis du Golfe et qu'il est temps pour Washington de favoriser ses industriels en poussant la consommation des ménages, grâce à un pétrole bon marché. Pour accentuer davantage les effets de sa stratégie, le gouvernement américain laisse chuter sa monnaie, ce qui a pour effet de diminuer un peu plus les revenus pétroliers qui se négocient en dollars et de faciliter ses propres exportations (le dollar perdra 37 % de sa valeur en dix-huit mois). L'argument iranien ne constitue donc en fait que la partie émergée de l'iceberg, mais il est celui qui emporte la décision des Saoudiens.

Comme convenu, dès le début du mois de juillet 1985, le roi Fahd ordonne l'ouverture des vannes. Le pétrole coule désormais à flots, atteignant 6 millions de barils par jour à la fin de l'été, 9 millions à la fin de l'automne et 10 millions en janvier 1986. Après avoir culminé à 35 dollars à la fin de l'année 1982, puis s'être stabilisé autour de 29 dollars pendant presque trois ans, le prix du baril entame une plongée vertigineuse qui l'amène en dessous de la barre symbolique des 10 dollars. Au printemps 1986, le vice-président George Bush, soucieux de ménager les compagnies pétrolières américaines, s'entendra avec le roi Fahd pour faire remonter légèrement le prix du baril et le stabiliser autour de 15 dollars.

En Iran, en Irak et en Union soviétique, c'est la consternation ! A Téhéran, Rafsandjani, qui tient les cordons de la bourse, réalise très rapidement l'ampleur de la catastrophe. En quelques mois, les revenus de l'Etat sont divisés par 3, alors même que le pouvoir s'apprête à lancer une nouvelle série d'offensives sur le front irakien. Celles-ci ne pourront donc compter que sur le courage et l'abnégation des *pasdarans*, car les appuis aériens et mécanisés coûtent cher. Le Premier ministre Moussavi va quant à lui déployer des trésors d'ingéniosité pour faire face à la pénurie grandissante de biens de consommation courante. A Bagdad, Saddam Hussein est furieux et le fait savoir aux ambassadeurs américain et saoudien. Pragmatique, il comprend toutefois que cette ponction de revenus pétroliers affaiblit encore bien davantage son adversaire. Il sait aussi que la section d'oléoduc reliant Bassora à la *petroline* saoudienne, qui vient d'être inaugurée, lui permet d'accroître considérablement le volume de ses exportations de pétrole. Il obtient surtout la promesse de nouveaux prêts et garanties bancaires qui lui permettent de poursuivre sa guerre à crédit contre l'ayatollah

Khomeiny. Il parvient enfin à arracher des Américains un renforcement de leur assistance en matière de renseignement. A Moscou, les Soviétiques dilapident leurs réserves d'or pour compenser la perte de revenus pétroliers. Nul doute que cet épisode contribue à les convaincre de changer de politique.

Le Kremlin change une nouvelle fois son fusil d'épaule

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir, après le décès de Konstantin Tchernenko (mars 1985), marque un nouveau tournant dans l'attitude de l'URSS à l'égard des belligérants. Le nouveau maître du Kremlin écarte rapidement les caciques de l'ancienne équipe et met en place une direction rajeunie qui va progressivement appliquer une politique de *glasnost* (transparence) et de *perestroïka* (restructuration). Dès le début de l'été 1985, Andrei Gromyko cède sa place à Edouard Chévardnadzé, ancien secrétaire général du parti communiste géorgien, lui aussi acquis aux thèses réformistes. Le tandem Gorbatchev-Chévardnadzé, conscient de l'état de délabrement de l'économie soviétique, va s'attacher à réorienter la politique étrangère du Kremlin autour de trois priorités : le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan, l'apaisement des tensions avec l'Occident et la redéfinition de relations cordiales avec le tiers monde. La conjonction de ces trois objectifs va les amener à revoir leurs relations avec les pays du Moyen-Orient. Il ne s'agit plus pour Moscou de faire prévaloir l'affrontement idéologique, mais de privilégier désormais les intérêts de long terme en misant sur de fructueux partenariats économiques avec les pays clés de la région. L'URSS est en effet au bord de la banqueroute. Elle doit donc s'ouvrir à de nouveaux marchés, y compris en dehors du secteur traditionnel de l'armement, afin d'engranger de précieuses devises. Cette nouvelle politique lui impose de renouer de bonnes relations avec l'Egypte. Elle implique également une ouverture en direction des monarchies du Golfe, riches en devises. Elle commande surtout le rétablissement de relations cordiales avec l'Iran qui est perçu comme un marché bien plus captif que l'Irak. C'est en outre un voisin direct de l'URSS, ce qui facilite les échanges économiques et les livraisons d'hydrocarbures iraniens aux régions soviétiques isolées d'Asie centrale. C'est surtout un pays capable d'influencer la guérilla afghane, au moment où Moscou cherche à se désengager d'Afghanistan[2]. Ce rapprochement entre Moscou et Téhéran semble d'autant plus pertinent qu'Akbar Hashemi Rafsandjani cherche lui aussi à nouer des partenariats économiques pour sortir l'Iran de son isolement. C'est la raison pour laquelle des technocrates iraniens s'étaient rendus à Moscou l'année précédente, pour assurer le Kremlin de la volonté iranienne de

renouer des relations commerciales entre les deux pays, malgré les divergences idéologiques opposant les deux capitales.

Il y a cependant un fossé de la théorie à la pratique et les relations entre Moscou, Bagdad et Téhéran restent marquées par le poids des habitudes et des méfiances réciproques. C'est pourquoi les dirigeants irakiens et iraniens entendent tester la nouvelle direction soviétique, chacun à leur manière. Dès l'élection de Gorbatchev, Tarek Aziz prend son bâton de pèlerin et se rend à Moscou pour informer les autorités soviétiques du souhait de Saddam de rencontrer le nouvel homme fort du Kremlin, pour consolider la relation bilatérale sur de nouvelles bases et obtenir davantage d'armement. Les généraux irakiens aimeraient bien recevoir les derniers fleurons de l'industrie soviétique : chasseurs MiG-29 et Su-27, chars T-80, blindés légers BMP-2, missiles balistiques SS-23 et systèmes antiaériens de dernière génération (SA-11/12/13/14). Le 16 décembre 1985, Saddam Hussein arrive à Moscou pour une visite officielle qu'il espère décisive. Il n'a plus remis les pieds dans la capitale soviétique depuis 1978, lorsqu'il n'était encore que le numéro 2 du régime.

Malgré la pompe et le tapis rouge, l'accueil est glacial. Aucune photo officielle ne vient immortaliser cette rencontre qualifiée de « franche et amicale » par la presse locale. En termes moins diplomatiques, cela témoigne d'une réunion houleuse au cours de laquelle les deux chefs d'Etat ont campé sur leurs positions. Mikhaïl Gorbatchev, agacé par l'outrecuidance de Saddam, a reproché à son homologue irakien de ne pas tenir compte des intérêts soviétiques. Il lui a fait comprendre que l'URSS avait besoin de liquidités et ne pouvait plus se permettre de lui faire crédit. Il lui a également rappelé qu'en rétablissant des relations cordiales avec Washington, Bagdad ne pouvait espérer l'appui inconditionnel de Moscou. Plus généralement, le maître du Kremlin lui a fait comprendre que ses priorités ne recouvraient plus l'Irak. Fâchés, les deux hommes ne se reverront jamais plus. Les deux seuls points sur lesquels ils se sont entendus demeurent l'impérieuse nécessité de parvenir à l'imposition rapide d'un cessez-le-feu, et la poursuite de l'assistance militaire au profit de l'Irak. Sur ce dernier point, Saddam n'est pas reparti les mains vides. Il a obtenu des garanties quant à la livraison de 54 avions d'assaut Su-25, le fameux « tueur de chars » réputé pour ses prouesses sur le front afghan, et de 300 missiles balistiques Scud-B d'ancienne génération. Leur portée étant insuffisante pour atteindre Téhéran, ces missiles rebaptisés « Al-Hussein » seront modifiés par la suite par des ingénieurs irakiens assistés de techniciens soviétiques, de manière à pouvoir frapper la capitale iranienne. Pour le reste, les Irakiens devront attendre.

Les Iraniens, de leur côté, adoptent une stratégie d'approche indirecte. Dès l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, Rafsandjani prononce un discours conciliant

à l'égard de l'URSS dans lequel il déclare que « les autorités iraniennes sont enclines à restaurer de bonnes relations avec l'Union soviétique[3] ». Devant l'absence de réaction du Kremlin, les dirigeants iraniens décident de changer de registre. Le 30 septembre 1985, 4 diplomates soviétiques (Arkady Katkov, Oleg Spirine, Valéry Mirikov et Nikolaï Svirsky) sont kidnappés à Beyrouth. Comme dans le cas des otages américains, français et britanniques, l'action est revendiquée par le Djihad islamique, une faction du Hezbollah instrumentalisée par Téhéran. La semaine suivante, le corps d'Arkady Katkov est retrouvé mutilé à proximité de l'ambassade soviétique. Le message est on ne peut plus clair : l'Iran souhaite entamer une négociation avec l'Union soviétique tout en lui montrant qu'elle ne la craint pas. Moscou ne l'entend pas de cette oreille. En quelques heures, plusieurs divisions mécanisées sont déployées le long de la frontière iranienne, tandis que l'aviation soviétique multiplie les missions d'intimidation le long de la frontière et viole à plusieurs reprises l'espace aérien iranien. Deux MiG-27 sont abattus à cette occasion par la chasse iranienne. Bien qu'engagée en Afghanistan, l'armée soviétique reste en mesure de menacer l'Iran sur sa frontière nord, dégarnie au profit du front irakien. De part et d'autres, chacun fait toutefois preuve de retenue pour éviter l'escalade. Parallèlement, le KGB et le GRU s'activent au Liban pour localiser les ravisseurs. Cette tâche accomplie, une équipe de Spetsnaz – les fameux commandos de choc réputés pour leur férocité – arrive dans la capitale libanaise pour y conduire une opération de représailles[4]. Plusieurs responsables du Hezbollah sont mystérieusement assassinés en quelques jours. La tête de l'un d'entre eux aurait même été livrée à l'ambassade d'Iran. La méthode forte semble porter ses fruits puisque les autorités iraniennes demandent à négocier avec le Kremlin. Le Premier ministre Moussavi se rend à Moscou fin novembre pour tenter de mettre un terme à la crise. Un terrain d'entente est rapidement trouvé et les trois diplomates survivants sont relâchés.

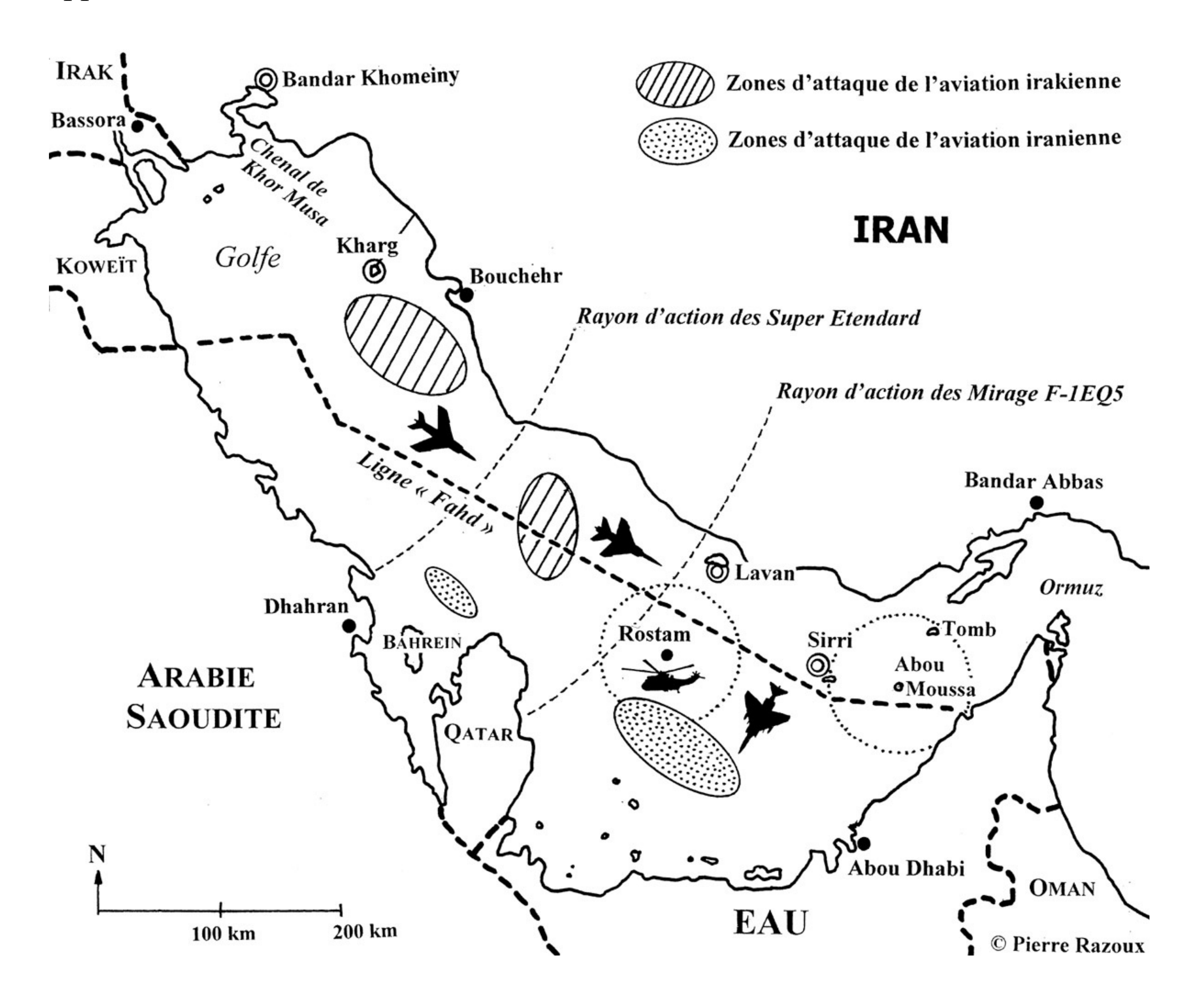
Deux mois plus tard, Georgi Kornienko, ministre adjoint des Affaires étrangères et membre du comité central du parti communiste soviétique, se rend à Téhéran pour y rencontrer Akbar Hashemi Rafsandjani et Ali Khamenei, les deux dirigeants les plus influents après l'ayatollah Khomeiny. C'est la première fois qu'une autorité soviétique de ce rang visite l'Iran depuis l'avènement de la République islamique. Les Iraniens en sont bien conscients et ménagent leur interlocuteur qui leur fait part de la volonté de Mikhaïl Gorbatchev et d'Edouard Chévardnadzé de restaurer des relations bilatérales cordiales. En signe de bonne volonté, Téhéran suspend les procès visant les membres du parti Toudeh. Chacun ayant pu jauger la détermination de l'autre, les discussions se déroulent sur des bases saines et se concentrent sur les questions économiques. Les deux

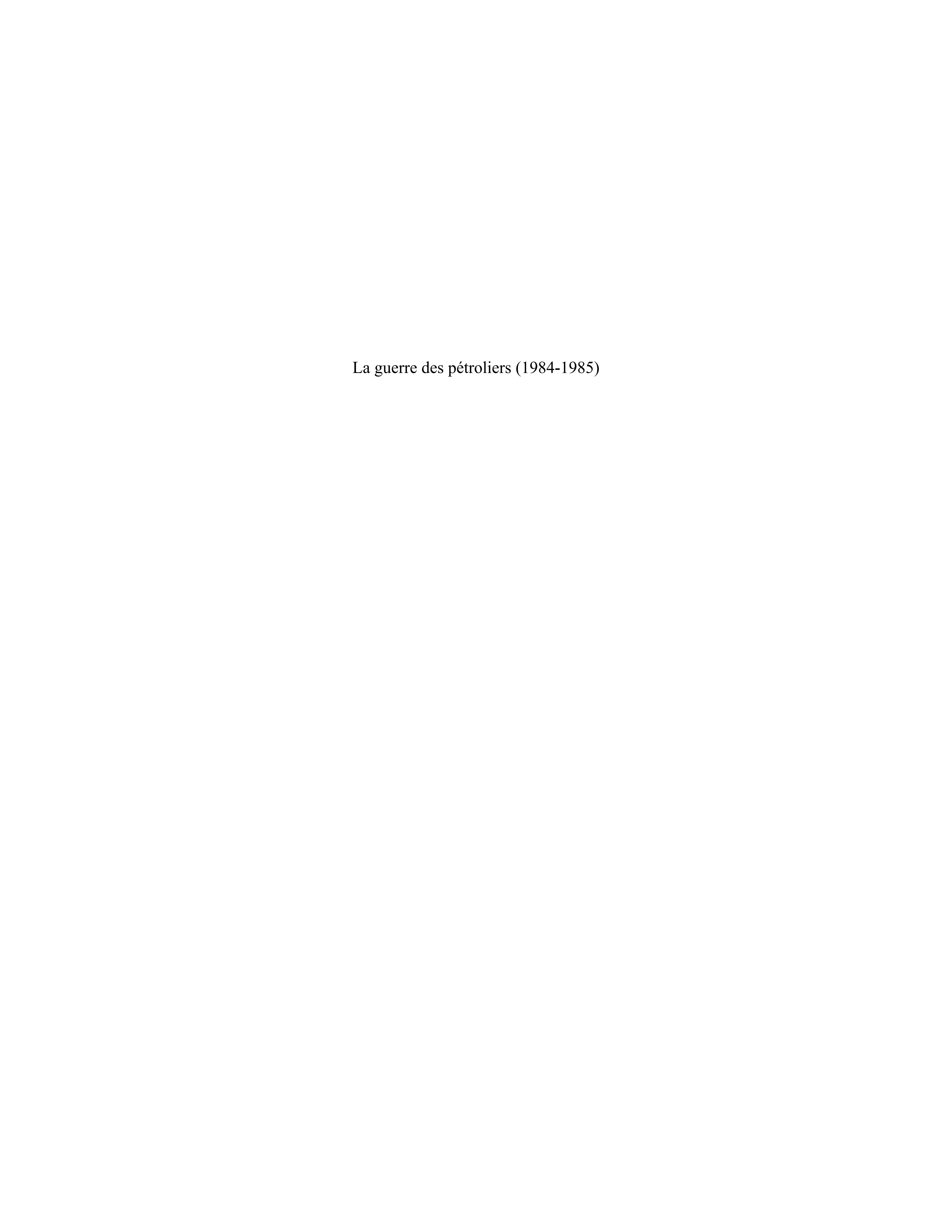
gouvernements s'entendent également pour construire une nouvelle ligne de chemin de fer reliant les deux pays et pour reprendre les liaisons aériennes entre les deux capitales. Sur le plan politique, Moscou propose de se faire discrètement l'avocat de Téhéran auprès du Conseil de sécurité des Nations unies. Les dirigeants soviétiques sont prêts à jouer les médiateurs pour faciliter la conclusion d'un cessez-le-feu entre les belligérants. Car leur analyse n'a pas varié : la poursuite de la guerre reste contre-productive pour l'Union soviétique. C'est la raison pour laquelle ils se refusent à livrer des armes à Téhéran tant que le conflit se poursuivra. Le Kremlin fait en revanche miroiter l'offre suivante au gouvernement iranien : dès la cessation des hostilités, l'URSS acceptera de fournir des armes sophistiquées aux Iraniens et de coopérer avec eux dans le domaine nucléaire. La proposition a beau être alléchante, l'ayatollah Khomeiny se refuse à la saisir car il ne conçoit pas de concéder le *statu quo* à Saddam Hussein. Celui-ci doit être humilié et puni, quel qu'en soit le coût. Les tenants de l'ouverture, Rafsandjani en tête, ont beau expliquer au guide qu'il s'agit là d'une occasion unique de renforcer la République islamique sur le long terme, celui-ci ne veut rien savoir et se permet même d'envoyer une lettre de remerciements à Mikhaïl Gorbatchev dans laquelle il lui suggère de se convertir à l'islam !

Objectif Kharg

Pendant l'année 1985, les raids contre le trafic pétrolier se poursuivent sans relâche. Ils s'intensifient dès le mois de février lorsque les premiers Mirage F-1EQ5 équipés de missiles Exocet entrent en service dans l'armée de l'air irakienne, aux côtés des 3 Super Etendard encore opérationnels (un quatrième, endommagé par l'explosion d'un missile air-air, est cloué au sol). Ils font merveille aux mains des pilotes de Saddam qui sont désormais suffisamment entraînés pour tirer leurs missiles dans les conditions optimales. Ils sont regroupés au sein du 81e escadron redéployé sur la base avancée Wahda, près de Bassora. Le 14 février 1985, un Mirage F-1EQ5 coule le pétrolier libérien *Neptunia* au large de Bouchehr. Ce premier succès est suivi par bien d'autres. Grâce à leurs deux gros réservoirs supplémentaires, les Mirage F-1EQ5 disposent d'une allonge supérieure aux Super Etendard, qui leur permet d'atteindre des cibles situées à 600 kilomètres de leur base. Ils peuvent ainsi attaquer des navires qui croisent au nord du Qatar. Leur perche de ravitaillement en vol leur permet en théorie d'aller beaucoup plus loin, mais le nombre encore limité de Mirage F-1EQ5 en service dissuade le général Shaaban de les équiper pour l'instant du système de ravitaillement en vol *buddy-buddy* qui permet à un

Mirage d'emporter une nacelle lui permettant de ravitailler en vol un autre appareil.





La guerre des pétroliers (1984-1985)

Les Iraniens réagissent en multipliant les leurres autour de l'île de Kharg, qu'il s'agisse de vieux cargos rouillés en attente de démolition ou de barges équipées d'amplificateurs d'ondes radar permettant de leurrer les têtes chercheuses des Exocet irakiens. Ils créent surtout un terminal pétrolier alternatif près de l'île de Sirri, à 600 kilomètres au sud-est de Kharg, non loin du détroit d'Ormuz, théoriquement hors de portée de la chasse irakienne. Il s'agit d'un terminal flottant constitué de 3 supertankers à couple, de 400 000 tonnes chacun, permettant de stocker le brut que les pétroliers étrangers chargent ensuite dans leurs cuves, sans s'aventurer profondément à l'intérieur du Golfe, évitant ainsi la zone de guerre, donc aussi la surprime imposée par les compagnies d'assurance. Pour ravitailler ce terminal flottant, les Iraniens mettent en place une navette de pétroliers entre Kharg et Sirri. Les 8 pétroliers assignés à cette tâche ingrate et dangereuse naviguent sous pavillon iranien, en silence radio. Ils transfèrent le pétrole acheminé jusqu'au terminal de Kharg par oléoduc, jusqu'aux soutes des supertankers amarrés à Sirri. Grâce à ce stratagème, l'Iran n'est pas obligé d'appliquer de décote sur le prix du brut chargé à Sirri, même s'il lui faut acquérir de vieux pétroliers pour remplacer ceux qui viendraient à être coulés, car ce système de navette exige un flux tendu entre les deux terminaux. Les Iraniens vont même jusqu'à coupler leurs plus gros pétroliers à de vieux cargos promis à la ferraille, qui font ainsi office de bouclier contre les explosions de missiles. Peu importe si ces navires coulent ou brûlent, tant que le pétrolier qu'ils sont censés protéger est préservé ! De fait, en l'espace de cinq mois, les pilotes irakiens tirent 62 Exocet, mais n'atteignent que 18 pétroliers. La plupart des autres missiles frappent des leurres ou de vieux navires retirés du service.

Les Iraniens ripostent à ces attaques par des raids ponctuels contre le trafic pétrolier. Ils ne prennent pour cible que les navires circulant à l'est du Qatar, hors de portée de la chasse saoudienne, et prennent bien soin d'éviter toute attaque contre les navires de commerce des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Leurs attaques sont rares, car leur aviation bombarde

en priorité les villes et les installations industrielles irakiennes. Leurs stocks de munitions s'épuisent également. N'ayant plus guère de missiles Maverick, les pilotes de Phantom ressuscitent les attaques à la roquette et n'hésitent pas à tirer leurs missiles air-air Sidewinder à guidage infrarouge. Ces petits missiles, attirés par la chaleur dégagée par les gaz de combustion des chaudières des pétroliers, explosent au niveau de leurs cheminées, endommageant les locaux supérieurs et déclenchant parfois un incendie.

Les Phantom sont épaulés par les hélicoptères de la marine qui ont été redéployés sur l'île d'Abou Moussa, mais aussi sur les plate-formes iraniennes off-shore situées au large des Emirats arabes unis. Ces 13 hélicoptères (3 SH-3 Sea King armés de missiles Maverick du même type que ceux tirés par les Phantom, et 10 AB-212 équipés de missiles AS-12 filoguidés livrés par la France à la fin du règne du chah) harcèlent les pétroliers qui passent à proximité. Leur mode opératoire est simple : lorsque le radar de surveillance de l'île d'Abou Moussa ou de la plate-forme de Rostam détecte une cible potentielle, un hélicoptère décolle pour l'identifier. Si les autorités iraniennes décident de la frapper, un autre hélicoptère armé de missiles ou de roquettes prend l'air et se dirige vers elle pour l'attaquer. Ces attaques sont toutefois limitées par la portée des radars de surveillance (une centaine de kilomètres).

Pendant ce temps, le reste de la marine iranienne concentre ses activités sur la surveillance du détroit d'Ormuz et sur l'escorte des quelques pétroliers qui continuent de venir s'approvisionner au terminal de Kharg[5]. Ceux-ci sont d'autant plus vulnérables que les Irakiens décodant les messages de la marine iranienne, ils savent où frapper pour avoir une chance sérieuse de les toucher. Hormis ces missions d'escorte, les navires de guerre iraniens s'écartent peu des côtes. Depuis l'arrestation et l'exécution du capitaine de vaisseau Bahram Afzali, accusé de collusion avec le parti Toudeh, la marine a été dénigrée et a subi une purge qui n'incite pas ses responsables à faire preuve d'initiative. La nomination du capitaine de vaisseau Mohammed Hussein Malekzadegan à la tête de l'amirauté, à l'été 1985, redynamise l'institution qui sait qu'elle est concurrencée par la branche navale des *pasdarans* récemment créée. Même s'il est proche du clergé, ce nouveau commandant est avant tout un marin expérimenté et audacieux, respecté par ses pairs. Il est prêt à prendre des risques pour s'imposer et prouver au pouvoir politique l'utilité de la marine.

Pendant ce temps, la stratégie irakienne évolue. En juin 1985, les Super Etendard survivants ont été rapatriés discrètement en France, les Mirage F-1EQ5 ayant désormais pris la relève. Le système de navette entre Kharg et Sirri, tout comme la multiplication des leurres flottants, rend l'attaque des pétroliers beaucoup plus aléatoire. Le général Shaaban, en accord avec l'état-major

général, décide donc de s'en prendre directement au terminal de Kharg. Il dispose désormais d'avions d'attaque plus modernes dotés de contremesures censées contrer plus facilement les missiles sol-air déployés sur l'île. Il sait aussi que les Iraniens sont presque à court de missiles Hawk qu'ils ne tirent plus que très parcimonieusement. Pour mettre en application sa stratégie, le général Shaaban a créé une réplique du terminal de Kharg sur une île située au milieu d'un lac situé au nord-ouest de l'Irak, loin des regards indiscrets, pour permettre à ses pilotes de s'entraîner à l'attaque de cet objectif sous tous les angles et dans toutes les configurations. Le 14 août 1985, il déclenche son offensive contre l'île de Kharg. Il a choisi d'attaquer à 15 heures, sachant qu'en cette période caniculaire de l'été, la plupart des servants des batteries de DCA et de missiles sol-air sont en train de faire la sieste. C'est aussi le moment où, compte tenu de la chaleur, la patrouille de chasseurs d'alerte n'est plus en l'air. A 14 h 30, 6 Su-22M décollent de Bassora, suivis par 2 Mirage F-1. Après avoir contourné l'île de Kharg par le sud, les 8 chasseurs bombardiers surgissent à basse altitude au-dessus de leur objectif. Ils accélèrent à la vitesse maximale, éjectent des leurres et se séparent en 3 groupes qui prennent chacun pour cible une jetée différente. Ils larguent leurs bombes de 250 kilos freinées par parachute et remettent immédiatement le cap sur leur base, pendant que les défenseurs sortis de leur léthargie tirent quelques Sam-7 un peu au hasard. Quelques minutes plus tard, un MiG-25 de reconnaissance survole l'île à haute altitude pour évaluer les dégâts. Les résultats sont décevants. Certes, plusieurs réservoirs sont en feu et une jetée est endommagée, mais les opérations de chargement du pétrole ne semblent pas avoir été affectées. Une fois encore, la prévoyance du chah a payé et les installations redondantes du terminal de Kharg ont prouvé leur utilité. Opiniâtre, le général Shaaban poursuit les raids contre l'île de Kharg, bien décidé à endommager le maximum d'installations pétrolières afin de réduire la capacité d'exportation de l'Iran. Il est d'autant plus déterminé que Saddam Hussein, qui assiste stoïquement à la chute progressive des prix du pétrole, lui a ordonné d'amplifier sa campagne de bombardements destinée à assécher l'économie iranienne.

Le 20 septembre 1985, Ali Khamenei réplique, depuis Téhéran, en menaçant de bloquer le détroit d'Ormuz. Sa menace n'est toutefois pas suivie d'effets, les Iraniens n'ayant pas les moyens d'interdire durablement la navigation à travers le détroit. Certes, ils peuvent perturber le trafic maritime en larguant des mines dérivantes ou en lançant des raids de harcèlement, mais ils savent que de telles actions entraîneraient immanquablement l'intervention des puissances occidentales. C'est la raison pour laquelle ils modèrent leurs attaques contre le

trafic pétrolier. De fait, l'Iran n'attaquera que 12 pétroliers en 1985 et n'en coulera qu'un seul.

Pendant les 4 derniers mois de 1985, l'aviation irakienne conduit une soixantaine de raids contre l'île de Kharg, pratiquement un tous les deux jours ! Pour tenter de surprendre l'adversaire, les pilotes surgissent au-dessus de leur objectif à des heures différentes en provenance de directions distinctes. Les tirs de missiles Hawk se font de plus en plus rares, les Iraniens cherchant désespérément à s'en procurer sur le marché parallèle. Les Tomcat iraniens, en revanche, sont bien présents et abattent trois Mirage F-1 et un Su-22. Grâce à ces raids, les Irakiens parviennent à réduire de 40 % la capacité de fonctionnement du terminal de Kharg, mais les 60 % restants suffisent encore à couvrir l'essentiel des exportations de pétrole produit par l'Iran. Quant aux attaques de pétroliers, celles-ci ne sont pas déterminantes. Pendant l'année 1985, l'aviation irakienne n'a touché que 30 pétroliers (sans compter les nombreux leurres), soit 3 % à peine de ceux qui sont venus s'approvisionner en Iran ; 11 seulement d'entre eux ont coulé ou ont été ferraillés, car de nombreuses compagnies maritimes n'envoient dans le Golfe que leurs navires les plus anciens dont la faible valeur ne justifie pas de coûteuses opérations de réparation. L'un dans l'autre, en une année, les Irakiens sont parvenus à réduire de 12 % la quantité de pétrole exportée par l'Iran. C'est insuffisant pour ruiner l'économie iranienne. En revanche, l'effondrement conjugué du prix du baril et du dollar a diminué en quelques mois d'un tiers les revenus de Téhéran, affectant beaucoup plus l'effort de guerre iranien que les attaques irakiennes contre le trafic pétrolier. L'arme économique se révèle donc efficace. Elle sera décisive l'année suivante.

23
Le calvaire des enfants-soldats

Les images montrant de jeunes adolescents iraniens, exaltés, prêts à foncer à l'assaut des lignes irakiennes, le front ceint d'un bandeau rouge portant l'inscription « Allah est le plus grand » en lettres blanches, portant bien souvent un treillis trop grand pour eux, ont fait le tour du monde. Elles symbolisent la guerre Iran-Irak dans toute son horreur et sa perversité, soulignant le drame du recours aux enfants-soldats dans les guerres contemporaines. Le régime irakien a lui aussi enrôlé des adolescents de 16 ou 17 ans pour combler les pertes de l'armée populaire, en particulier à la fin de la guerre, mais de manière non systématique. Ce qui s'est avéré choquant, dans le cas iranien, c'est son côté massif, allié au fait que les enfants ont été utilisés, dès l'âge de 12 ans et pendant plusieurs années, comme de la vulgaire chair à canon, dans des missions souvent suicides destinées à ouvrir la voie au reste de l'armée. Dès le printemps 1982, les *pasdarans* ont puisé dans le réservoir de forces du Bassidj pour combler leurs pertes et grossir la taille de leurs bataillons. Cette milice regroupe alors 150 000 individus, composée pour un tiers d'adultes ayant passé l'âge d'être mobilisés et pour deux tiers d'adolescents désireux de servir leur pays. Les adultes sont chargés de garder les points sensibles ou sont incorporés dans des unités d'instruction et d'intendance des divisions de *pasdarans*. Les jeunes *bassidjis* sont pour leur part dirigés vers les unités combattantes.

Le sacrifice des *bassidjis*

Dès l'école primaire, des « pédagogues » recrutés par le régime sensibilisent les écoliers à la vertu du sacrifice. La défense de la patrie est présentée comme une sainte cause. Ces campagnes de propagande s'accentuent au collège. Dès l'âge de 12 ans, les jeunes garçons sont invités à rejoindre le Bassidj. Les volontaires reçoivent un entraînement militaire de base pendant deux semaines,

avant d'être envoyés au front pour une durée d'un ou deux mois, le temps généralement de participer à une offensive. Leur période de formation initiale sera portée à trois semaines à partir de 1985, pour accroître leurs chances de survie. Une fois sur le front, ils sont encadrés par un imam et reçoivent un complément de formation, ainsi qu'un armement sommaire constitué de quelques grenades. Seuls les plus âgés et les plus doués sont équipés d'un fusil ou d'une mitraillette. La veille de l'assaut, leurs mains sont tatouées au henné pour symboliser leur union avec Dieu en vue de leur probable martyre. Pour affermir leur courage, leur commandant leur confie une clé dorée en plastique censée leur ouvrir directement la porte du paradis. Le régime s'est en effet empressé de commander plus d'un million de telles clés auprès de fabricants de jouets. Leur passage au front étant très bref, les jeunes *bassidjis* ne sont même pas dotés d'une plaque d'identité permettant de les identifier en cas de décès. Leur allant doit servir d'exemple aux soldats. A l'issue de cette première période au front, s'ils ont survécu ou n'ont pas été blessés, ils réintègrent leur collège pour suivre normalement les cours jusqu'à la prochaine grande offensive ou aux prochaines vacances pendant lesquelles ils seront de nouveau envoyés sur le front pour quelques semaines, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'ils rencontrent leur destin ou atteignent l'âge d'être incorporés dans une unité de *pasdarans*. Ceux qui désirent arrêter le peuvent, mais la pression sociale est telle que peu d'entre eux choisissent cette option. Certains prennent même goût au combat. L'objectif premier du ministère de l'Education ne devient plus l'enseignement, mais la mobilisation des jeunes en vue de l'effort de guerre. Tout est orienté dans cette direction et les professeurs qui s'opposent à cette ligne sont sanctionnés.

La mobilisation des *bassidjis* s'accélère à partir des grandes offensives de 1984-1985. Leur participation représente alors 20 % de l'effectif engagé. Cette proportion est parfois beaucoup plus élevée. Le ministre des *pasdarans* reconnaîtra ainsi que 57 % des combattants impliqués dans la conquête des îles Majnoun, en février 1984, étaient des enfants[1] ; 10 000 d'entre eux auraient été tués ou blessés pendant cette bataille. Leurs exploits sont mis en scène par la télévision. Dans un appel solennel, Akbar Hashemi Rafsandjani invite tous les jeunes garçons âgés d'au moins 12 ans à participer à la guerre sainte. L'ayatollah Khomeiny, pour sa part, reçoit régulièrement leurs représentants et ne leur cache nullement les risques encourus, mais il les charme en vantant leur courage et en leur rappelant que leur martyre leur assurera une place de choix au paradis. Il prend plaisir à se faire photographier à leurs côtés, écoute leurs remarques et dialogue avec eux. Il ne s'agit pas de fanatisation *stricto sensu*, mais d'une relation paternaliste et mystique, comme le démontre avec talent le cinéaste

iranien Morteza Avini dans son documentaire *Enamoured of Love*, qui retrace le lien complexe unissant les *bassidjis* au guide.

Début 1986, 300 000 *bassidjis* ont déjà connu le feu, tandis que 1 million d'autres ont suivi un entraînement militaire. Cette rotation de troupes fraîches assure au commandement iranien un volant supplémentaire d'environ 150 000 hommes sur le front, en plus des 500 000 *pasdarans* et soldats. Lors de certaines offensives, l'état-major peut même mobiliser jusqu'à 200 000 *bassidjis*, soit 30 % de l'effectif global des forces armées. Dans le secteur de Bassora, les *pasdarans* et les soldats de l'armée régulière ne monteront jamais à l'assaut des positions irakiennes avant qu'au moins trois vagues de jeunes volontaires ne les aient précédés.

Contrairement aux idées reçues, ces jeunes *bassidjis* ne sont pas tous des fils de paysans illettrés. Les travaux de sociologues iraniens et britanniques qui ont pu interviewer de jeunes *bassidjis*, soit dans des camps de prisonniers irakiens, soit en Iran après la guerre, démontrent la diversité de leurs origines sociales et de leurs motivations[2]. Le Bassidj compte ainsi de nombreux jeunes issus des milieux ouvriers et des classes moyennes. La plupart d'entre eux sont scolarisés. Un collégien masculin sur 3 rejoint le Bassidj, le plus souvent à partir de 14 ans. C'est d'autant plus facile qu'ils n'ont pas besoin de l'autorisation de leurs parents.

Quatre raisons les poussent à s'enrôler, malgré le danger. Tout d'abord, le mysticisme et la dévotion religieuse qui leur font apparaître le martyre comme un choix naturel teinté d'héroïsme et de romantisme. L'adolescent n'a pas totalement conscience du danger et s'imagine qu'il peut échapper à la mort. Même si celle-ci devait survenir, elle est idéalisée, comme en témoigne Ali : « Si je n'étais pas là, je serais un martyr et cela aurait mieux valu pour moi, mais je n'ai pas eu cette chance et je me trouve donc dans ce camp de prisonniers. Malgré tout, je suis content d'être en Irak car je suis plus proche des saints chiites. Vous devez comprendre que mes camarades et moi, nous sommes chiites et adeptes de la vraie foi. Seule une petite minorité de musulmans est chiite. Depuis les premiers temps de l'islam, nous nous sommes battus et nous avons péri pour nos droits. Nous n'avons pas peur de mourir en martyrs, pour l'islam, comme l'imam Hussein[3]. » A cette dévotion religieuse s'ajoute un fort dévouement familial. Nombre de *bassidjis* savent que s'ils venaient à disparaître, leurs parents et leurs frères et sœurs seraient pris en charge par l'Etat. Ils sont donc prêts à se sacrifier pour leur assurer un avenir meilleur.

Vient ensuite le patriotisme. Abreuvés depuis leur plus tendre enfance de récits vantant la grandeur de la Perse éternelle, de nombreux jeunes se rêvent en libérateurs de leur pays, tel Ahmed : « Je n'étais pas très religieux. Nous avions

tous appris à l'école l'histoire des imams et comment ils sont morts. Mais je ne suis pas allé à la guerre pour l'islam. Je voulais juste défendre mon pays et je crois que la plupart de mes camarades y sont allés pour les mêmes raisons. Ais-je été victime du régime ? Certainement pas, mon choix était raisonné ; personne ne m'a influencé[4]. »

La pression sociale constitue un troisième vecteur puissant. Dans une société conservatrice et patriarcale fondée sur la vertu de l'âge et la prééminence des anciens, de nombreux adolescents cherchent à impressionner leurs parents, leurs camarades, leurs professeurs, voire leur promise. Ils voient la guerre comme une aventure, presque un jeu, qui leur permettra de conquérir la gloire. Le témoignage du jeune Samir est édifiant : « Nous étions une arme très importante pour l'armée, parce que nous n'avions pas peur. Certains d'entre nous étaient armés de mitraillettes, d'autres de simples grenades, d'autres, enfin, ne portaient tout simplement pas d'armes. Nous avons capturé de nombreuses positions ennemies en effrayant les Irakiens par nos cris, nos hurlements et notre détermination. Nous voulions tous être en tête. Il suffisait de courir jusqu'à ce que l'on atteigne leur ligne, ou que l'on soit touché par leurs projectiles. Beaucoup de mes camarades sont morts ainsi. » Il reste pourtant lucide : « J'étais trop jeune pour combattre. Je n'étais qu'un petit garçon qui voulait s'amuser avec des armes. Quand on m'en a donné une vraie, je crois que c'était le plus beau jour de ma vie. Je devenais quelqu'un d'important, presqu'un homme. Mais quand j'ai commencé à m'en servir en tirant sur des gens, je me suis senti pétrifié[5]. »

Certains d'entre eux rejoignent enfin la milice par opportunisme, pour obtenir un statut social et quelques privilèges, accéder plus facilement aux études supérieures, trouver ensuite un poste dans l'administration et, en attendant, toucher une solde conséquente. Un jeune *bassidji* de 16 ans, marié (le mariage étant légal à partir de 15 ans), reçoit en effet mensuellement 7 000 tomans, soit l'équivalent du salaire d'un fonctionnaire moyen. Le réalisateur Mehran Tamadon illustre parfaitement cette diversité de motivations dans son film *Bassidji* qui retrace l'épopée de ces jeunes pendant la guerre et leur influence persistante au sein de la société iranienne.

Le régime sait jouer de ces différents ressorts pour orienter les jeunes *bassidjis* vers un type de mission ou un autre. Les mystiques et les fanatiques religieux sont généralement choisis pour les missions suicides, notamment celles consistant à marcher, de nuit, sans armes, avec leur clé du paradis et un extrait du Coran pour seuls viatiques, à travers les champs de mines irakiens pour les faire exploser et ouvrir ainsi la voie aux *pasdarans*. Les patriotes sont employés dans des missions d'infiltration, plus complexes. Tous les autres sont utilisés comme

de l'infanterie légère destinée à surprendre et user l'adversaire. Des soldats irakiens auront ainsi la surprise de voir des enfants se ruer à bicyclette vers leurs lignes, dissimulés par la poussière soulevée par leurs vélos, avant de recevoir une volée de grenades. Un officier témoignera de ce genre d'épisodes traumatisants : « Ils hurlaient *Allahou Akbar* en se précipitant sur nos lignes. Ils continuaient de courir malgré nos rafales de mitrailleuses qui décimaient leurs rangs. Mes hommes étaient âgés d'à peine 18 ou 19 ans, à peine deux ou trois ans de plus qu'eux. Lorsqu'ils se sont rendu compte qu'ils tenaient sous leur feu des adolescents, beaucoup se sont mis à pleurer et ont refusé de tirer. Il a pourtant fallu les contraindre à le faire, car ces jeunes nous lançaient des grenades et nous tiraient dessus[6]. » Au bout du compte, le nombre d'adolescents tués sera très élevé. En l'absence de registres fiables, puisqu'ils ne sont considérés que comme de simples supplétifs à temps partiel, l'état exact des pertes reste aujourd'hui encore inconnu. Selon les estimations les plus fiables, au moins 80 000 enfants-soldats iraniens auraient été tués et au moins autant auraient été mutilés.

Les Iraniens s'emparent de la péninsule de Fao

En ce tout début d'année 1986, Akbar Hashemi Rafsandjani est déterminé à frapper un grand coup pour faire taire les critiques de tous ceux qui, à Téhéran, sont exaspérés par l'enlisement de cette guerre qui entre dans sa sixième année. D'autant que mi-janvier, les Irakiens sont parvenus à reconquérir la totalité de l'îlot sud des îles Majnoun. Pressé de toutes parts, le président du Majlis dresse un constat réaliste de la situation. L'aviation et la marine iraniennes sont sur la défensive. Les pilotes irakiens peuvent désormais frapper à peu près où bon leur semble. Les Occidentaux se montrent de plus en plus nerveux, menaçant d'intervenir dans le Golfe si la situation venait à se détériorer. Le seul atout du régime iranien demeure ses forces terrestres, pléthoriques, qui conservent l'avantage du nombre malgré le manque de blindés et de matériel performant. Cette armée reste capable de submerger ponctuellement l'adversaire. Il faut cependant frapper vite, car les réserves financières s'épuisent. Décidé à offrir au guide une victoire pour le septième anniversaire de la révolution, Rafsandjani endosse son habit de chef de guerre et convoque ses généraux pour préparer le lancement d'une offensive majeure au mois de février. Son objectif est simple : traverser le Chatt el-Arab pour conquérir la péninsule de Fao, couper l'Irak de ses approvisionnements en provenance du Golfe, empêcher Bagdad d'exporter son pétrole vers le Koweït et l'Arabie saoudite et prendre à revers Bassora. Avec l'aide de Dieu, les Iraniens espèrent pouvoir s'emparer de cette ville en la

prenant en tenailles. Et s'ils n'y parvenaient pas, ils auraient au moins créé un point de fixation permettant d'affaiblir l'adversaire en lui causant un maximum de pertes en hommes et en matériels.

Pour exécuter ce plan ambitieux, le régime iranien n'a pas lésiné sur les moyens, mobilisant le ban et l'arrière-ban. Grâce à la levée exceptionnelle de 200 000 adolescents du Bassidj, il aligne près de 1 million d'hommes sur le front, dont deux tiers de combattants. Le cinquième de cet effectif se retrouve en première ligne près de Fao pour cette offensive qui fait l'objet de préparatifs méticuleux. Depuis des mois, d'importants moyens de franchissement ont été acheminés discrètement le long de la berge orientale du Chatt el-Arab. Les plus visibles, notamment les éléments de ponts flottants et les bacs automoteurs récemment achetés à la Chine, ont été stockés dans les cités fluviales de Khorramchahr et d'Abadan. Plus au sud, des centaines de barges et d'embarcations pouvant transporter chacune une trentaine de combattants ont été camouflées dans les marécages. La 41e division de génie d'assaut, tout juste créée, s'entraîne sans répit aux opérations de franchissement sur l'Arvand, ce bras du fleuve Karoun qui enserre la presqu'île d'Abadan jusqu'au Golfe. La 33e division d'artillerie s'est déployée le long du fleuve pour couvrir de ses feux les principaux sites de franchissement. Les 21e et 77e divisions mécanisées ont été transformées en divisions d'infanterie et multiplient les exercices de débarquement sur les plages de la mer Caspienne. Quatre autres divisions d'infanterie ont été rapprochées du front et se tiennent prêtes à conduire des attaques de diversion, puis à renforcer la tête de pont. Ces 8 divisions passent sous le contrôle de Mohsen Rezaï, le commandant des *pasdarans*, qui a reçu la lourde charge de superviser la première phase de l'offensive. En face, les Irakiens du 7e Corps n'alignent que 15 000 hommes répartis au sein des 15e et 26e divisions d'infanterie, toutes deux de seconde catégorie, et de la 441e brigade d'infanterie de marine chargée de garder le port en ruines de Fao.

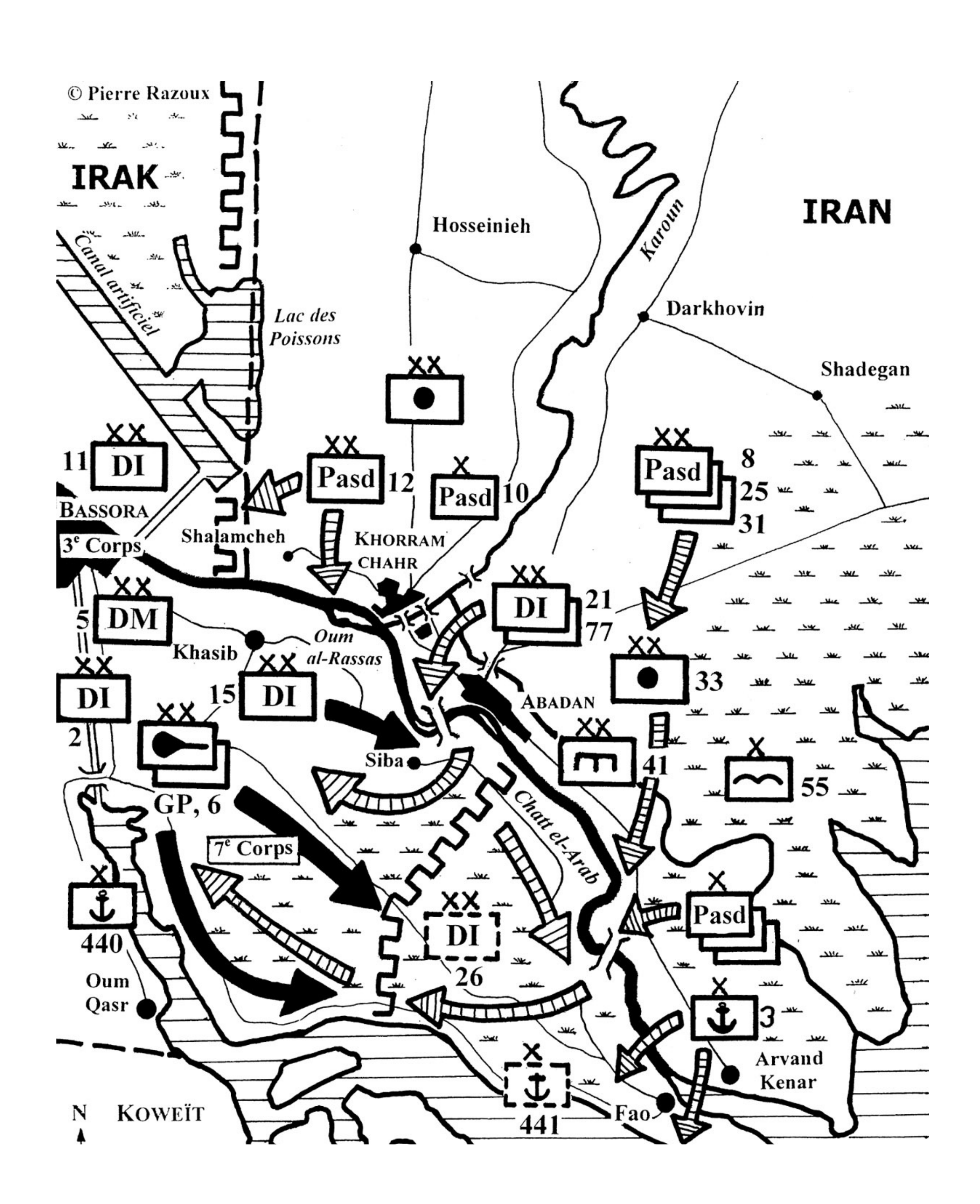
Les préparatifs iraniens n'échappent pas aux « grandes oreilles » et aux troupes de reconnaissance irakiennes qui font remonter des rapports alarmistes à l'état-major. Celui-ci les ignore, estimant qu'il s'agit d'une feinte et que l'attaque surviendra soit sur Bassora, soit dans le secteur des îles Majnoun pour récupérer le terrain récemment perdu. Le général Mahmoudi Shahin, chef du renseignement militaire, en est persuadé. Les interceptions des communications iraniennes montrent en effet un regain significatif d'activités au sud des îles Majnoun. Les Iraniens n'ont-ils pas rameuté à proximité six de leurs plus puissantes divisions, dont les 30e et 92e blindées ? N'ont-ils pas entamé des manœuvres dans ce secteur et acheminé sur place d'importants stocks de

munitions ? Confronté à ce faisceau d'indices, le général Dhanoun, chef d'état-major, décide de mettre en alerte renforcée les 3e et 6e Corps. Ce qu'il ignore, c'est que ces mouvements soigneusement étudiés et ce brouhaha savamment entretenu sont destinés à le leurrer sur les intentions réelles des Iraniens. Pour sa part, le général Chawket, qui commande le 7e Corps, est à mille lieues d'imaginer ce qui va lui arriver. Il s'estime à l'abri du Chatt el-Arab, large de près de 1 kilomètre dans son secteur. Le temps épouvantable qui règne en cette saison ne l'incite pas à accroître les patrouilles le long des berges du fleuve.

Le 9 février 1986, à la tombée de la nuit, les Iraniens déclenchent l'offensive Aurore 8, baptisée ainsi pour renouer avec le succès des offensives Aurore des années passées. Au nord de Bassora, sous une pluie battante, leur 12e division d'infanterie se lance à l'assaut des positions retranchées irakiennes érigées au sud du lac des Poissons, afin de faire diversion. Pendant plusieurs heures, des vagues de jeunes *bassidjis* survoltés viennent se briser contre le dispositif ennemi, appuyées par le feu roulant de l'artillerie iranienne. Simultanément, une brigade de cette même division, appuyée par une brigade du génie, s'empare par surprise de l'île d'Oum al-Rassas qui sépare le cours du Chatt el-Arab en deux au niveau de Khorramchahr. En quelques heures, les sapeurs iraniens montent un pont flottant entre la berge du fleuve et cette île longue de plusieurs kilomètres sur laquelle ils amènent des renforts. A 22 heures, ils commencent à franchir le fleuve en deux autres endroits distincts : le premier à proximité de Siba, à 3 kilomètres au sud-ouest d'Abadan, au niveau d'un vaste banc de sable qui facilite les opérations ; le second plus au sud, à une quinzaine de kilomètres de Fao, sur un méandre du fleuve où celui-ci ne mesure que 400 mètres de large. Des nageurs de combat ont préalablement traversé le Chatt el-Arab à la nage pour sécuriser les deux têtes de pont renforcées par des milliers de *pasdarans* qui traversent le fleuve grâce aux bateaux pneumatiques livrés quelques semaines plus tôt par l'Inde. La 3e brigade d'infanterie de marine, de son côté, prend pied au sud de la péninsule, de part et d'autre de Fao, appuyée par le tir nourri d'une douzaine de vedettes de *pasdarans* qui mitraillent les quelques points d'appui irakiens gardant ce secteur.

C'est au niveau de Siba que les opérations de franchissement se révèlent les plus spectaculaires. A la fin de la nuit, un premier pont flottant est en service, permettant aux unités motorisées des 21e et 77e divisions de franchir le fleuve et de se ruer vers leurs objectifs. Plus au sud, les sapeurs iraniens construisent un pont original constitué de gros blocs de polystyrène recouverts de travées métalliques. Ce pont s'avère suffisamment solide pour faire traverser la division d'artillerie des *pasdarans*, mais aussi les camions assurant la logistique. Pendant

la journée, les sections de ce pont flottant sont démontées et mises à l'abri le long des berges pour les préserver de l'artillerie et de l'aviation ennemies. Au crépuscule, elles sont réassemblées pour permettre la poursuite des opérations de traversée. Pendant des semaines, les sapeurs iraniens, trempés et glacés, vont travailler comme des forçats pour monter et démonter inlassablement ce pont qui échappera aux frappes irakiennes.



© Pierre Razoux
IRAK
IRAN
Canal artificiel
Lac des Poissons
Hosseinieh
Karoun
Darkhovin
Shadegan
11
DI
Pasd
12
Pasd
10
Pasd
8
25
31
BASSORA
3e Corps
Shalamcheh
KHORRAM CHAHR
DI
21
77
5
DM
Khasib
Oum al-Rassas
33
DI
2
15
DI
ABADAN
41
55
Siba
GP, 6
Chatt el-Arab
7e Corps
440
DI
26
Pasd
Oum Qasr
3
Arvand Kenar
441
Fao
N
KOWEÏT

10 km
Boubiyan

Les Iraniens s'emparent de Fao (9 février-11 mars 1986)

A Bagdad, l'état-major, incapable d'intercepter les communications des *pasdarans*, est surpris. Le général Dhanoun, rassuré par les propos lénifiants du commandant du 7e Corps, ordonne à la 15e division d'infanterie renforcée d'une brigade commando de reprendre le contrôle de l'île d'Oum al-Rassas. A l'issue de trente-six heures de combats féroces, les Irakiens s'en rendent maîtres de nouveau. Plus au nord, la 11e division irakienne a tenu fermement ses positions, repoussant tous les assauts de la 12e division iranienne. Entre-temps, le général Dhanoun a donné l'ordre à la division blindée de la Garde républicaine de quitter Bagdad pour rejoindre Bassora et refouler les Iraniens présents sur la rive irakienne du Chatt el-Arab. Il dépêche également tous les moyens du génie disponibles dans le secteur de Bassora, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de la ville, pour ériger une première ligne de défense gardée par la 5e division mécanisée. La météo demeurant exécrable, l'aviation reste clouée au sol.

De leur côté, les Iraniens ont mis à profit ces deux journées pour agrandir leurs têtes de pont. Après s'être emparée de Siba, la 77e division a bifurqué en direction de Bassora. Elle s'est rapidement heurtée aux éléments de pointe des 5e et 15e divisions irakiennes, tandis qu'un détachement motorisé envoyé en direction de la base navale d'Oum Qasr est repoussé par la 440e brigade d'infanterie de marine. De son côté, la 21e division a longé la route parallèle au Chatt el-Arab en direction de Fao, nettoyant les points de résistance irakiens les uns après les autres. Malgré les intempéries, des paras ont été héliportés à travers la péninsule pour encercler les troupes irakiennes en déroute. Pendant ce temps, les commandos de la 3e brigade d'infanterie de marine ont détruit le radar installé à la pointe sud de la péninsule, rendant partiellement aveugles les vedettes lance-missiles et les chasseurs irakiens. Les Iraniens en profitent pour déployer sur place deux de leurs batteries de missiles Silkworm tout juste livrés par la Chine (les deux autres batteries étant installées à proximité du détroit d'Ormuz). Ces missiles vont interdire toute sortie de bâtiments irakiens, exerçant désormais une menace permanente sur le trafic maritime à destination du Koweït voisin.

Le 12 février, profitant d'une brève éclaircie, le général Dhanoun dépêche une reconnaissance aérienne qui l'éclaire sur l'ampleur de la percée ennemie. Il obtient d'Adnan Khairallah et de Saddam Hussein l'autorisation de recourir aux armes chimiques. A la première accalmie, deux PC-7 Turbo Trainer décollent acrobatiquement de Bassora, survolent la péninsule de Fao à basse altitude et vaporisent au-dessus des lignes ennemies des nuages de gaz moutarde. De son côté, le commandant du 7e Corps obtient l'envoi urgent de 2 divisions en renfort (2e d'infanterie et 6e blindée) pour tenir la ligne de défense qu'il est en train de constituer au sud-est de Bassora. Leur présence est d'autant plus urgente que la 26e division s'est effondrée. Des bandes de soldats hagards et dépenaillés tentent d'échapper à leurs poursuivants à travers les marais salants. A l'issue des quatre premiers jours de combats, l'offensive Aurore 8 est un succès. Les Iraniens contrôlent la péninsule de Fao. Ils déplorent 600 morts et 2 000 blessés, pour la perte de 5 000 Irakiens tués ou blessés et de 1 500 autres capturés.

Les Irakiens contre-attaquent

Le 14 février, la pluie cesse et fait place quelques jours à un soleil éclatant. Les Irakiens en profitent pour engager massivement leur aviation au-dessus de la péninsule de Fao. Tandis que leurs chasseurs mitraillent les tranchées iraniennes, leurs avions d'assaut frappent les ponts flottants jetés en travers du Chatt el-Arab, endommagent celui situé près d'Abadan. Les sapeurs iraniens doivent déployer des trésors d'ingéniosité et d'abnégation pour le remettre en service. Les bombardiers Tupolev écrasent quant à eux sous un tapis de bombes les zones de regroupement d'infanterie. La chasse iranienne en profite pour abattre un bombardier Tu-22, un hélicoptère Super Frelon et 6 chasseurs, dont 2 Mirage-V égyptiens envoyés en renfort sur le front irakien. La DCA iranienne n'est pas en reste, puisqu'elle détruit un bombardier lourd Tu-16 à coups de missiles Hawk tirés depuis Abadan.

Le 16 février, les services de renseignement militaire irakiens sont encore persuadés que la traversée du Chatt el-Arab ne constitue qu'une attaque de diversion[7]. Le général Dhanoun refuse donc d'engager des renforts supplémentaires au sud de Bassora. Le général Chawket devra se contenter des forces déjà sur place. Son artillerie pilonne sans répit les premières lignes ennemies, alternant obus chimiques et classiques. En face, 3 divisions iraniennes (8e, 25e et 31e) relèvent les *pasdarans* étrillés.

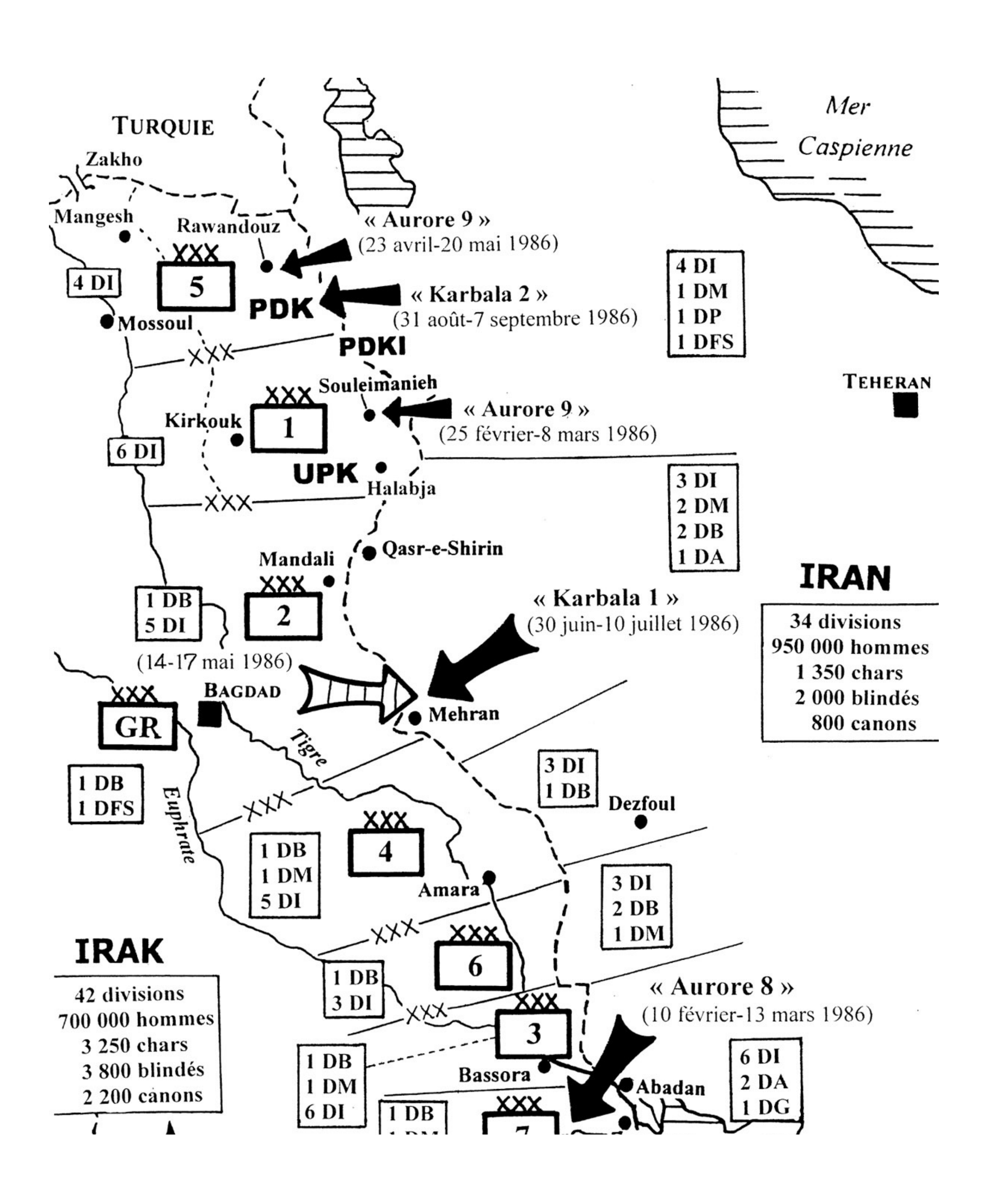
Le 18 février, l'état-major irakien finit par admettre qu'il fait bien face à l'offensive principale iranienne dans la péninsule de Fao. Compte tenu de la

gravité de la situation, Saddam Hussein se rend à Bassora, accompagné d'Adnan Khairallah, et distribue les rôles. Tandis que le ministre de la Défense assure la coordination des opérations, le général Jabouri, chef d'état-major adjoint, prend la tête de la colonne chargée de reprendre le contrôle de la route côtière bordant le Golfe. Le général Chawket reçoit le commandement de la colonne qui doit progresser le long du Chatt el-Arab. Saddam confie la mission la plus délicate au général Maher Abdel Rachid. Il l'apprécie et fait confiance à son coup d'œil pour redresser la situation. Il lui offre le commandement de la Garde républicaine chargée de suivre la route centrale. Cet itinéraire slalome à travers les marais salants et les palmeraies, jusqu'à Fao. Plus la Garde progressera rapidement, plus elle sera à même d'appuyer les deux autres colonnes. Conscient de la difficulté de cette mission, Saddam autorise son protégé à recourir aux armes chimiques, sans lui en référer. Il lui promet même qu'il autorisera son propre fils cadet Qoussaï à épouser sa fille, s'il rentre victorieux[8]. Motivé par la perspective d'une alliance familiale et du cortège de privilèges qui l'accompagne, Maher Abdel Rachid rejoint immédiatement le lieu de rassemblement de la Garde républicaine, harangue ses troupes et fonce en direction de l'ennemi, tel un chef de tribu bédouine attiré par le butin.

Le 21 février, les trois colonnes irakiennes avancent en parallèle le long des trois routes convergeant vers Fao. Au nord, le général Chawket parvient jusqu'à Siba. Les Iraniens retranchés dans cette bourgade résistent avec acharnement. Ils savent que s'ils abandonnent cette position, ils perdront leur principale tête de pont qui les relient à Abadan. Le général Chawket, qui en est bien conscient, assiège Siba et ordonne à son artillerie de pilonner sans répit sa garnison. Au centre, le général Rachid progresse moins vite qu'il ne l'espérait. La pluie s'est remise à tomber, transformant les marais salants en un immonde bourbier. Les chars s'enlisent et les fantassins, de la boue jusqu'au genou, se déplacent d'autant plus difficilement qu'ils sont rapidement essoufflés par le port du masque à gaz. La buée les rend pratiquement aveugles. Il leur faut souvent engager l'ennemi au corps à corps pour réduire les nids de résistance. A ce rythme, ils n'avancent que de 4 à 5 kilomètres par jour. Les soldats de la Garde républicaine ont été formés au combat mécanisé, pas à la guerre de tranchée. Le général Rachid grignote néanmoins méthodiquement du terrain. Au sud, le général Jabouri avance plus rapidement le long de la route côtière. Il bouscule facilement les fantassins iraniens, les déborde et les contraint à se replier en direction de Fao. Le 23 février, sa cavalcade est brutalement stoppée par des salves de missiles Tow. Les tankistes irakiens sont d'autant plus surpris que leurs chefs leur avaient affirmé que les Iraniens ne disposaient plus de missiles de ce type. Manifestement, ils ont réussi à reconstituer leurs stocks.

En quatre jours, les Irakiens sont parvenus à repousser la ligne de front d'une vingtaine de kilomètres vers l'est. Celle-ci s'étend désormais entre Siba et la côte sud de la péninsule, face à l'île Boubiyan, propriété du Koweït. A Téhéran, Akbar Hashemi Rafsandjani revoit ses ambitions à la baisse, affirmant que l'Iran se devait de tenir la péninsule de Fao, sans plus mentionner la prise de Bassora. Il met toutefois en garde les autorités koweïtiennes afin qu'elles interdisent l'accès de l'île Boubiyan à l'Irak. Il serait en effet facile aux troupes de Saddam de s'y infiltrer, cette île déserte se trouvant à quelques kilomètres à peine de la base d'Oum Qasr. Une fois sur l'île, les Irakiens pourraient aisément atteindre la péninsule de Fao située à moins de 5 kilomètres de là, afin de prendre à revers les positions iraniennes. Bien conscient des risques encourus, le monarque koweïtien se retrouve face à ses propres contradictions. S'étant toujours opposé à la présence de troupes étrangères sur son territoire, il ne peut compter sur personne pour le défendre. Il obtempère et fait savoir à Saddam Hussein que l'île Boubiyan constitue une ligne rouge. Si celui-ci venait à la franchir, le Koweït cesserait immédiatement tout soutien matériel et financier à Bagdad. Pour que l'avertissement paraisse plus crédible, le roi Fahd d'Arabie saoudite le reprend à son compte. Le président irakien, humilié, s'en souviendra quatre ans plus tard… En attendant, il donne des ordres très stricts pour que l'île Boubiyan ne soit pas utilisée pour lancer d'actions offensives, même s'il autorise ses forces spéciales à s'y infiltrer pour surveiller discrètement l'activité iranienne autour de Fao. Il autorise en revanche son aviation à continuer à la survoler pour éviter la DCA iranienne. Les Koweïtiens ferment les yeux.

Le 24 février 1986, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution (582) appelant à l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu, suivi d'une médiation internationale sur tous les aspects du conflit. A l'exception des Chinois, les membres permanents du Conseil commencent à sérieusement s'inquiéter de la tournure prise par les évènements. Dans les chancelleries occidentales, tout comme au Kremlin, les experts interprètent la prise de Fao par l'Iran comme un signe avant-coureur d'une défaite irakienne Cette dernière aurait des conséquences catastrophiques pour l'équilibre géopolitique dans la région du Golfe, contraignant les grandes puissances à y intervenir directement. Comme à l'accoutumée, Bagdad accepte immédiatement les termes de cette énième résolution, tandis que Téhéran la rejette.



TURQUIE
Zakho
Mangesh
Rawandouz
« Aurore 9 »
(23 avril-20 mai 1986)
5
4 DI
PDK
« Karbala 2 »
(31 août-7 septembre 1986)
Mossoul
4 DI
1 DM
1 DP
1 DFS
PDKI
Mer
Caspienne
TEHERAN
Souleimanieh
1
Kirkouk
« Aurore 9 »
(25 février-8 mars 1986)
6 DI
UPK
Halabja
3 DI
2 DM
2 DB
1 DA
Qasr-e-Shirin
Mandali
2
IRAN
1 DB
5 DI
« Karbala 1 »
(30 juin-10 juillet 1986)
34 divisions
950 000 hommes
1 350 chars
2 000 blindés
800 canons
(14-17 mai 1986)
BAGDAD
GR
Mehran
Tigre
1 DB
1 DFS
3 DI
1 DB
Euphrate
Dezfoul
1 DB
1 DM
5 DI
4
Amara
3 DI
2 DB
1 DM
IRAK
6
42 divisions
700 000 hommes
3 250 chars
3 800 blindés
2 200 canons
1 DB
3 DI
« Aurore 8 »
(10 février-13 mars 1986)
3
1 DB
1 DM
6 DI
Bassora
Abadan
6 DI
2 DA
1 DG
1 DB
7



Le front irano-irakien en 1986

Les combats se déplacent au Kurdistan irakien

Le 25 février 1986, l'Iran déclenche l'offensive Aurore 9 au Kurdistan irakien, dans le secteur de Penjwin. En attaquant cette portion du front faiblement gardée par l'armée irakienne, le pouvoir iranien cherche à contraindre Bagdad à expédier sur place d'importants renforts, afin de soulager la pression irakienne dans la région de Fao. Une fois de plus, il s'en remet aux *pasdarans* pour préserver l'effet de surprise. En pleine tempête de neige, la 30e division d'infanterie, épaulée par plusieurs groupes de *peshmergas*, quitte ses retranchements et se dirige vers Souleimanieh, le long d'une route montagneuse située dans le prolongement de Penjwin. Son commandant compte sur le brouillard et la neige pour masquer le plus longtemps possible la progression de ses troupes et empêcher l'intervention de l'aviation ennemie. Au même moment, un peu plus au sud, la 35e division d'infanterie laisse derrière elle le col de Nossoud et part à l'assaut de Halabja.

Pendant les trois premiers jours, les *pasdarans* partis de Penjwin délogent les soldats irakiens frigorifiés chargés de garder l'accès de la vallée encaissée menant à Souleimanieh. Ils parviennent à s'emparer du village de Chuarta qui commande l'accès de cette ville, mais aussi de sommets à partir desquels ils peuvent guider leurs tirs d'artillerie. Le 28 février, ils se heurtent aux défenses de Souleimanieh. La ville est bien gardée par la 27e division irakienne. De leur côté, les *pasdarans* chargés de s'emparer de Halabja buttent sur des bataillons de troupes de montagne. Les Irakiens contre-attaquent, appuyés par des combattants kurdes ralliés au régime. Une fois encore, la cacophonie et la rivalité règnent au sein de la résistance kurde.

Début mars, la météo s'améliore et le soleil brille sur l'ensemble du front. Le général Shaaban, qui commande l'aviation irakienne, en profite pour mettre en pratique l'une de ses nombreuses idées : transformer ses quadriréacteurs de transport Iliouchine 76 en bombardiers. Pendant plusieurs semaines, ces appareils vont survoler le front kurde et la péninsule de Fao à 6 000 mètres d'altitude, hors de portée de la DCA légère et des Sam-7, larguant au-dessus des lignes ennemies des palettes rassemblant chacune plusieurs dizaines de bidons

de 200 litres de napalm, reliés à un détonateur altimétrique réglé pour exploser à une centaine de mètres au-dessus du sol. Bien que rustique, ce procédé cause de lourdes pertes parmi les combattants iraniens paniqués par ce déluge de feu.

Le 8 mars, le général Khazraji, qui commande le 1er Corps, a repris une partie du terrain perdu dans les secteurs de Souleimanieh et de Halabja. Il n'a pas failli à sa réputation d'excellent tacticien et n'a ménagé ni sa peine, ni ses hommes, ni ses adversaires. Ereintés et à court de munition, les Iraniens stoppent momentanément leur offensive au Kurdistan irakien.

Pendant ce temps, au sud de Bassora, la contre-offensive irakienne se poursuit en direction de Fao. Les trois colonnes mécanisées progressent laborieusement, précédées par le feu roulant de l'artillerie. Les Irakiens ont rassemblé leurs canons et lance-roquettes les plus modernes achetés en Autriche, en Afrique du Sud, en France et au Brésil, pour pilonner les positions iraniennes. Certaines de leurs pièces d'artillerie tireront jusqu'à 600 obus par jour, soit un coup toutes les deux minutes, vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! Dès qu'ils grignotent quelques kilomètres, les Irakiens sont contre-attaqués par des vagues humaines de jeunes *bassidjis* fanatisés qui tentent de regagner le terrain perdu. La colonne du général Chawket s'empare néanmoins de Siba, puis de la tête de pont voisine, détruisant le pont flottant situé près d'Abadan. Le général Ali Jassem Hayani, qui commande la 5e division mécanisée irakienne, est tué pendant la bataille. Sa division est stoppée 5 kilomètres plus loin par des bunkers situés au bord de la route. Le 13 mars, les 3 colonnes épuisées font leur jonction en plein milieu des marais salants. Le terrain très compartimenté avantage les Iraniens en position défensive. Le front se stabilise à ce niveau. Les troupes du génie entament aussitôt la construction d'un réseau de tranchées et de points d'appui qui vont matérialiser cette nouvelle ligne de front. De part et d'autre, chacun crie victoire et met à profit ce répit pour reconstituer ses forces. Car les pertes ont été terribles. Côté Iranien, elles s'élèvent à 10 000 morts et 25 000 blessés, dont un tiers de gazés[9]. En face, les Irakiens déplorent 3 000 morts et 9 000 blessés, sans compter les 1 500 soldats capturés au début de l'offensive. Ils ont perdu en outre une soixantaine de chars, une cinquantaine d'autres blindés, une quarantaine de pièces d'artillerie, ainsi qu'une vingtaine d'aéronefs. Les Iraniens restent maîtres d'une tête de pont de 400 kilomètres carrés qui va leur permettre d'user l'adversaire, même s'ils ont dû se réorganiser pour diriger leur logistique vers le seul pont flottant qui leur reste, à une dizaine de kilomètres au nord de Fao. Les Irakiens auront beau l'attaquer régulièrement, sa structure en polystyrène s'avérera très difficile à couler. Chaque fois que l'aviation parviendra à en détruire une section, celle-ci sera remplacée. Les *pasdarans*

construiront deux autres ponts flottants de plus faible capacité à proximité qui leur permettront d'alimenter ce front en hommes et munitions, mais aussi d'évacuer les morts et les blessés. Compte tenu de la capacité limitée de cette chaîne logistique, le commandement iranien se contentera de maintenir deux divisions d'infanterie sur cette tête de pont, appuyées par une division d'artillerie et une autre du génie. Les *pasdarans* se relayeront pour maintenir ce niveau d'effectif toute l'année.

Côté irakien, l'état-major est satisfait d'avoir contenu l'offensive iranienne et de l'avoir partiellement repoussée, sauvant par là même Bassora, Oum Qasr et le précieux oléoduc acheminant l'or noir irakien en Arabie saoudite. Saddam Hussein félicite les généraux Rachid et Jabouri, mais tance vertement le général Chawket qui s'est laissé surprendre par l'offensive iranienne. Celui-ci sauve sa tête grâce à l'allant dont il a fait preuve pendant la contre-attaque. Il est néanmoins remplacé à la tête du 7e Corps par le général Jabouri. Le président irakien sanctionne également le général Shahin, chef des services de renseignement militaire, qui est remplacé par le général Sabar Duri, en qui il a toute confiance.

Les combats dans la péninsule de Fao continueront à un rythme moins soutenu pendant le reste de l'année, prenant la forme d'une guerre de tranchées destinée à harasser l'adversaire. Pour contenir les 40 000 Iraniens déployés dans le secteur, les Irakiens maintiendront 5 divisions sur place (dont une blindée).

Fin avril, profitant de la fonte des neiges et d'un temps plus clément, l'Iran lance la seconde phase de son offensive Aurore 9 au Kurdistan, pour tenter une nouvelle fois de diminuer la pression irakienne sur le front sud. Le 23 avril, la 64e division d'infanterie, la 23e division de forces spéciales et la 55e division parachutiste bousculent les bataillons irakiens chargés de tenir le secteur de Rawandouz. Ceux-ci s'effondrent d'autant plus rapidement qu'ils sont pris à revers par des hordes de *peshmergas* déboulant des montagnes. Par cette action, les frères Barzani entendent marquer leur territoire et s'imposer comme les champions de la cause kurde, à l'heure où Téhéran tente de les réconcilier avec leur grand rival Jalal Talabani. Pendant cinq jours, les forces iraniennes progressent en direction de Rawandouz, malgré l'intervention sporadique des Mirage F-1 basés près de Mossoul. Le 29 avril, elles sont stoppées à quelques kilomètres de cette ville par une vigoureuse contre-attaque irakienne. Début mai, les Iraniens dépêchent sur place leur 2e division d'infanterie considérée comme l'une des meilleures de l'armée. Pour une fois, ils misent sur la qualité plus que sur le nombre, mobilisant leurs fantassins d'élite pour cette offensive qui doit

leur ouvrir la voie jusqu'aux gisements pétroliers de Mossoul. Les Irakiens sont contraints d'expédier deux nouvelles divisions d'infanterie sur place.

Le 15 mai, un millier de *peshmergas* épaulés par des paras iraniens infiltrés à l'intérieur des lignes irakiennes s'emparent de la bourgade de Mangesh, au nord de Mossoul, à une trentaine de kilomètres de la frontière turque. L'oléoduc Kirkouk-Dortyol, qui passe non loin de là, se trouve directement menacé. Bagdad réagit immédiatement en dépêchant une brigade blindée, une brigade de montagne et une brigade de force spéciale appuyée par des hélicoptères de combat. Ces trois brigades reprennent péniblement le contrôle de Mangesh avec l'aide de partisans kurdes fidèles au régime. Conscient de la nécessité d'accroître la protection du précieux oléoduc, le pouvoir irakien double la présence de l'Armée populaire dans la région et arme les paysans arabes volontaires pour patrouiller dans le secteur. Parallèlement, l'aviation iranienne lance un raid contre le pont de Zakho, à la frontière irako-turque, sur lequel circulent les camions citernes qui acheminent le pétrole irakien en Turquie. L'avertissement est clair : l'Iran ne s'interdit plus de frapper le trafic pétrolier entre l'Irak et la Turquie. Le 20 mai, les Iraniens, qui piétinent toujours devant Rawandouz, mettent un terme à leur offensive Aurore 9 pour se consacrer à de nouvelles opérations.

24
L’impasse

La prise de la presqu’île de Fao par les Iraniens entraîne une prise de conscience du président Hafez el-Assad qui craint soudain de voir ses alliés iraniens l’emporter. Une telle situation, qui déboucherait probablement sur l’installation d’un régime chiite radical à Bagdad, est inacceptable aussi bien pour le président syrien que pour ses voisins arabes. Celui-ci adresse donc un message très ferme à Téhéran rappelant aux dirigeants iraniens que « la terre d’Irak est arabe et nous ne permettrons pas qu’elle soit occupée par qui que ce soit[1] ». Son ton est d’autant plus péremptoire que depuis quelques mois, les malentendus se sont accumulés entre les deux capitales. Les critiques répétées de Téhéran envers l’Union soviétique placent Damas en porte-à-faux avec Moscou. Plus inquiétant, depuis que les Israéliens se sont retirés de l’essentiel du territoire libanais en 1985, les Iraniens se sont engagés dans une lutte souterraine pour accroître leur influence au Liban, contestant la volonté d’hégémonie syrienne. Il était donc temps de faire comprendre au régime iranien qu’il convenait de ne pas dépasser les bornes. Et pour que son message soit plus clair, Hafez el-Assad ordonne l’arrêt immédiat de toutes les livraisons de matériel militaire à Téhéran, contraignant un cargo chargé d’armes et de munitions à faire demi-tour. Les Iraniens ne l’entendent pas de cette oreille et stoppent brutalement leurs livraisons de pétrole à la Syrie, obligeant celle-ci à s’approvisionner sur le marché spot au prix fort. Comme par hasard, au Liban, le Hezbollah intensifie ses opérations à l’encontre des milices prosyriennes.

Hafez el-Assad fait monter les enchères

Le président Assad, déçu par l’attitude iranienne, laisse transparaître son exaspération et multiplie les signaux d’ouverture en direction d’Amman et de Riyad. Le roi Hussein de Jordanie saisit la balle au bond et tente aussitôt de

promouvoir un rapprochement entre la Syrie et l'Irak qui serait bénéfique à l'ensemble des pays arabes. Le ralliement de la Syrie ne modifierait certes par la donne sur le plan militaire, mais elle contribuerait à isoler davantage l'Iran sur la scène internationale et permettrait à l'Irak d'utiliser de nouveau l'oléoduc Kirkouk-Baniyas, augmentant ainsi considérablement ses revenus pétroliers. Le 12 avril 1986, le monarque jordanien entame une tournée de bons offices au cours de laquelle il rencontre les deux présidents syrien et irakien. Sa médiation est appuyée par le roi Fahd qui propose à la Syrie, pour prix de son ralliement au consensus arabe, une livraison annuelle gratuite de 2 millions et demi de tonnes de pétrole, soit le double de ce que lui fournissait l'Iran à titre gracieux. L'offre est alléchante pour Hafez-el Assad, qui n'en est pas moins désireux de faire monter les enchères. Il reprend discrètement contact avec Téhéran et propose à ses interlocuteurs d'envoyer un *missi dominici* à Damas, afin de trouver un terrain d'entente. Parallèlement, il laisse entrevoir une possible réconciliation avec Saddam Hussein, même si des divergences fondamentales continuent de l'opposer à son rival arabe. Fin avril, Mohammed Ali Besharati, vice-ministre iranien des Affaires étrangères, se rend dans la capitale syrienne où il négocie les termes d'une nouvelle entente avec le vice-président Abdel Halim Khaddam. Les discussions sont compliquées par le jeu du Kremlin qui souhaite éloigner la Syrie de l'Iran. A l'issue de plusieurs séances houleuses, les délégations syrienne et iranienne finissent par s'entendre sur les termes d'un nouvel accord. Pour prix du maintien de l'alliance avec Téhéran, l'Iran s'engage à surenchérir sur l'offre saoudienne et à stopper toute action hostile aux intérêts syriens au Liban. Téhéran propose de livrer gratuitement à la Syrie, dès la fin de l'été, une première tranche de 2 millions et demi de tonnes de pétrole en guise de bonus, et de reprendre ensuite les livraisons habituelles dans des conditions plus avantageuses pour Damas[2]. Akbar Hashemi Rafsandjani garantit aussi par écrit au président syrien qu'au cas où Saddam Hussein viendrait à être éliminé, l'Iran ne ferait rien pour instaurer un régime islamique à Bagdad et laisserait le peuple irakien décider seul de son avenir. Ainsi rassuré, le président Assad confirme son alliance avec la République islamique et reprend ses livraisons d'armes à Téhéran. Néanmoins, et dans le souci de préserver ses relations avec l'Arabie saoudite, il accueille une délégation irakienne venue négocier la réouverture éventuelle de l'oléoduc Kirkouk-Baniyas, laissant croire aux rois Hussein et Fahd qu'il se tiendrait prêt à se réconcilier avec Saddam Hussein si celui-ci faisait le premier pas. Le dictateur irakien n'est pas dupe et ne se fait aucune illusion sur la bonne foi de Hafez el-Assad. Il n'est pas prêt à s'humilier devant son rival. Il indique aux souverains jordanien et saoudien qu'il est prématuré d'envisager une réconciliation entre l'Irak et la Syrie.

Le 13 juin 1986, les masques tombent : le président Assad annonce que « l'Iran et la Syrie venaient de décider de préserver leurs intérêts stratégiques communs », précisant également que l'oléoduc syro-irakien ne serait pas rouvert. La rencontre entre Saddam Hussein et Hafez el-Assad est reportée. Elle se déroulera brièvement à la frontière entre leurs deux pays, le 26 avril 1987, sans déboucher sur le moindre résultat concret.

Entre-temps, les évènements se sont précipités. En avril 1986, Saddam Hussein a demandé à son état-major de planifier une opération qui permette à l'Irak de s'assurer d'un gain territorial en Iran, afin de l'échanger contre la péninsule de Fao. Les généraux irakiens se mettent immédiatement au travail. Profitant de la concentration des forces iraniennes au sud et au nord du front, ils décident de frapper au centre. Exploitant méticuleusement les informations que leur fournit leur service d'écoute, ils identifient une faille dans le dispositif iranien au niveau du saillant de Mehran. Une seule brigade de la 84e division mécanisée et un bataillon de la 25e division d'infanterie gardent cette ville dévastée et ses alentours, soit un peu moins de 5 000 hommes. En face, les Irakiens déploient deux divisions (17e blindée et 37e d'infanterie) renforcées par une brigade de commandos et une brigade de chars T-72 de la Garde républicaine. Ils disposent ainsi de 25 000 hommes, de 250 chars et d'une centaine de canons qui leur assurent un rapport de forces de 5 contre 1, suffisant pour emporter la décision.

Le 14 mai 1986, le général Ibrahim (2e Corps) lance ses troupes à l'assaut. Appuyés par l'artillerie et les chars, les grenadiers voltigeurs progressent méthodiquement. Les Iraniens se replient en direction des monts Zagros tout proches. Le 17 mai, le général Ibrahim reste maître du terrain. Respectant les consignes de Saddam, il élargit sa tête de pont d'une vingtaine de kilomètres autour de Mehran, afin de s'emparer d'un territoire suffisant pour permettre l'échange avec la poche de Fao. Il ordonne ensuite à ses troupes de se retrancher solidement et remplace la brigade blindée de la Garde républicaine, qui regagne Bagdad, par deux brigades d'infanterie arrivées en renfort.

Sur la route de Karbala

Contre toute attente, la contre-offensive iranienne tarde à se concrétiser. A Téhéran, les dirigeants s'affrontent sur la réponse à apporter à l'offre d'échange de territoire proposée par Saddam. Mais c'est surtout la dégradation de l'état de santé du guide qui ravive les antagonismes entre les factions. A 86 ans, l'ayatollah Khomeiny est rongé par la maladie. Ses médecins proposent une

intervention chirurgicale risquée, seule option selon eux pour le sauver. Si son entourage est pour, Ali Khamenei, Akbar Hashemi Rasfandjani et Ali Montazéri sont contre, soulignant qu'un décès prématuré du guide galvaniserait les Irakiens. Sa disparition pourrait inciter une majorité d'Iraniens, lassés par la poursuite de la guerre, à accepter un compromis avec Saddam Hussein. Ces trois hommes ont surtout besoin du guide pour arbitrer leurs différends et désigner son successeur. Ce trio s'entend donc pour ajourner l'opération chirurgicale. Ce problème étant réglé, reste celui de la proposition de Saddam. L'ayatollah Montazéri, désireux d'éviter les pertes inutiles, y est plutôt favorable. Ses deux rivaux décident de s'allier pour lui faire barrage et se déclarent pour la poursuite de la guerre jusqu'à l'éviction du dictateur irakien. Ils emportent la décision après avoir convaincu l'ayatollah Khomeiny de les soutenir. Rafsandjani et Khamenei continuent toutefois de s'opposer sur un point majeur : le premier est convaincu que l'Iran a besoin de s'ouvrir au monde extérieur pour sortir de son isolement et l'emporter, alors que le second est persuadé que le peuple iranien ne vaincra qu'en comptant sur sa foi en Dieu et sur les principes de la révolution islamique qui lui imposent de rejeter tout compromis avec les puissances étrangères. Vingt-cinq ans plus tard, ce débat politico-théologique n'est toujours pas tranché, suscitant des crises à répétition entre Téhéran et la communauté internationale.

Le président du Parlement et le président de la République rejettent finalement la proposition de Saddam et ordonnent à leurs généraux de préparer une série d'offensives « décisives » qui doivent briser l'armée irakienne une fois pour toutes. Celles-ci sont baptisées Karbala, puisqu'elles sont censées aboutir à la libération de la ville sainte chiite, et dans la foulée à la chute du régime baassiste.

Le 30 juin 1986, Téhéran déclenche l'offensive Karbala 1 dans le secteur de Mehran pour récupérer la portion de territoire récemment conquise par les Irakiens. Le général Sohrabi, chef d'état-major, a mobilisé 100 000 hommes répartis en 8 divisions. Pendant quarante-huit heures, les divisions « Imam Ali », « Karbala » et « Rasulollah », précédées de vagues de jeunes *bassidjis*, portent de terribles coups de butoir au dispositif irakien. Lorsque celui-ci est suffisamment ébranlé, les 40e et 84e divisions mécanisées, appuyées par la 11e division d'artillerie et les chars des 81e et 88e divisions blindées, passent à l'attaque et bousculent les défenseurs qui refluent en désordre vers la frontière irakienne. Le 3 juillet, Rafsandjani, qui s'est déplacé sur le front pour galvaniser les combattants, proclame la libération de Mehran. L'état-major irakien lance immédiatement une vigoureuse contre-attaque. Celle-ci est stoppée par

l'intervention déterminée d'une trentaine de Cobra. Jamais depuis trois ans les Iraniens n'étaient parvenus à regrouper autant d'hélicoptères de combat sur le lieu d'une même bataille, à croire qu'un lot de pièces de rechange et de missiles leur est miraculeusement tombé du ciel ! Rapidement, plusieurs dizaines de chars T-62 et T-72 sont immobilisés ou détruits. Poussant son avantage, le général Sohrabi engage dans la bataille sa réserve stratégique constituée de deux brigades d'élite des *pasdarans* : la 10e d'infanterie « Maître des martyrs » et la 20e blindée « Ramadan ». Leur intervention au moment opportun contraint le général Ibrahim à sonner la retraite, décision qui provoquera son rappel à Bagdad pour y être démis de son commandement et sommairement exécuté pour lâcheté face à l'adversaire. Saddam Hussein estime en effet utile de faire de temps en temps un exemple, pour maintenir un climat de terreur au sein de l'armée. Ne répète-t-il pas à ses généraux que « quand les soldats ne se battent plus pour l'amour de leur chef, il n'y a plus que la peur du peloton d'exécution pour les contraindre à combattre[3] » ? Par la suite, le général Aladin Makki témoignera du fait que les officiers irakiens craignaient bien plus Saddam que l'ennemi.

Le 10 juillet, les Iraniens ont reconquis la totalité du territoire perdu sept semaines plus tôt, et même amélioré leurs positions. Certes, ils ont payé le prix fort (3 000 tués et 9 000 blessés), mais leurs pertes restent bien inférieures à celles des offensives précédentes. Les Irakiens déplorent quant à eux un millier de tués, 1 200 prisonniers, 3 000 blessés, 80 chars détruits et 6 hélicoptères abattus. Rajoutées aux pertes subies lors des offensives Aurores 8 et 9, ce sont plus de 30 000 soldats irakiens qui ont été mis hors de combat depuis le début de l'année. A ce rythme, Bagdad ne pourra pas maintenir très longtemps son dispositif le long du front. Saddam Hussein retiendra la leçon et ne s'aventurera plus en territoire iranien, jusqu'au moment où il s'estimera en mesure de porter l'estocade. Le 16 juillet, il se fait réélire secrétaire général du parti Baas et président du Conseil de commandement de la révolution. Il s'agit d'afficher le soutien de la population irakienne à son « cher président », pour convaincre Téhéran de sa détermination à résister jusqu'au bout à l'envahisseur persan. Une semaine plus tard, le président irakien adresse une lettre ouverte aux dirigeants iraniens pour leur proposer une paix honorable. Leur réponse est une nouvelle fois cinglante. Dans le même temps et pour la première fois, Washington condamne explicitement l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Sentant le vent tourner, Akbar Hashemi Rafsandjani souffle le chaud et le froid, déclarant d'un côté qu'« un nouveau régime irakien pourrait ne pas avoir à payer les dommages de guerre infligés à l'Iran », et d'un autre que « 650 000

Iraniens, le doigt sur la gâchette, sont massés sur le front en vue de l'attaque finale »[4]. Il est en fait décidé à faire momentanément basculer le centre de gravité des opérations au Kurdistan irakien pour y soutenir la rébellion kurde, mais surtout pour contrer la Turquie dans cette région stratégique.

Le ton monte entre Téhéran et Ankara

Dès la fin du printemps, profitant de l'affaiblissement de l'armée irakienne, le PKK a lancé une nouvelle campagne de harcèlement contre les positions turques à partir du nord de l'Irak. Le 13 août 1986, les *peshmergas* d'Abdullah Ocalan ont détruit un poste militaire au sud-est de l'Anatolie, assassinant 12 soldats turcs. Deux jours plus tard, Ankara a riposté par un raid massif de représailles à travers la frontière, tuant 165 combattants du PKK. Le 23 août, un millier de soldats turcs ont pénétré à l'intérieur du territoire irakien pour mener une chasse à l'homme qui leur a permis de débusquer une quarantaine de combattants kurdes, dont certains soutenus par Téhéran. Il n'en a pas fallu plus pour provoquer une crise entre l'Iran et la Turquie. Le pouvoir iranien estime en effet que le gouvernement turc a franchi une ligne rouge en intervenant militairement en Irak. La question kurde ne suffit pas à expliquer la frustration des Iraniens vis-à-vis des Turcs. Le déséquilibre flagrant des échanges commerciaux en faveur de ces derniers y contribue largement, tout comme la médiocre qualité des biens de consommation turcs vendus à prix d'or en Iran. Les Iraniens, qui ont fait la révolution en partie pour échapper à l'emprise des puissances étrangères, s'en veulent de s'être mis eux-mêmes dans une situation de dépendance économique vis-à-vis de la Turquie. Quoi qu'il en soit, l'ayatollah Khomeiny critique ouvertement le régime turc et, sacrilège suprême, traite Atatürk de tyran inique. Le gouvernement turc accroît alors son assistance matérielle à l'Irak, sans toutefois lui livrer d'armes. Il masse 30 000 hommes à la frontière irakienne et 20 000 à la frontière iranienne.

Ali Khamenei s'en prend lui aussi à son homologue turc, le met en garde contre toute ambition territoriale et l'accuse de ne pas respecter les valeurs islamiques. Le président Evren riposte aussitôt par un discours dans lequel il assimile le fondamentalisme islamique à une menace aussi grave que celle posée par le communisme. Il sait toutefois qu'il ne peut aller trop loin, car son gouvernement s'inquiète chaque jour davantage de l'impact qu'une crise ouverte pourrait entraîner sur la stabilité du pays, compte tenu du million et demi de réfugiés iraniens qui vivent en Turquie. Les responsables de la sécurité, qui craignent une résurgence du fondamentalisme musulman, estiment alors à 10 000 le nombre d'agents provocateurs infiltrés en Turquie par les services

secrets iraniens. Ceux-ci n'attendraient qu'un ordre pour se lancer dans une vaste opération de déstabilisation. Manouchehr Mottaki, ambassadeur d'Iran à Ankara, se fait menaçant et déclare que l'oléoduc Kirkouk-Dortyol pourrait représenter un objectif militaire légitime pour l'Iran si la Turquie poursuivait ses actions militaires en Irak. Pour appuyer ses propos, l'état-major iranien déclenche le 31 août 1986 l'offensive Karbala 2 en direction de Rawandouz, sachant que s'il parvenait à faire sauter ce verrou, la route d'Arbil, puis de Mossoul et de son précieux oléoduc, lui serait grande ouverte. Trois divisions de l'armée régulière (28e mécanisée, 55e parachutiste et 64e d'infanterie), épaulées par plusieurs brigades de *pasdarans*, progressent le long de la route montagneuse menant à Rawandouz. Elles s'emparent de plusieurs ponts importants, mais butent sur les défenses avancées de la ville. Les 23e et 33e divisions irakiennes, appuyées par l'artillerie du 5e Corps, repoussent les assauts répétés des *pasdarans*. L'intervention de l'aviation et l'arrivée en renfort de plusieurs bataillons héliportés contraint les Iraniens à se replier d'une dizaine de kilomètres.

Pendant ce temps, à l'autre extrémité du front, les Iraniens lancent une opération commando baptisée Karbala 3. Le 1er septembre, à la tombée de la nuit, plusieurs compagnies de *pasdarans* parties de Fao, transportées par hélicoptères et par hydroglisseurs, prennent d'assaut la plate-forme off-shore de Kohr al-Amaya. Cet ancien terminal pétrolier n'est plus en service depuis le début de la guerre, mais il abrite encore une petite garnison chargée d'entretenir le radar d'alerte qui surveille le trafic maritime et aérien à l'embouchure du Chatt el-Arab. En quelques heures, les *pasdarans* s'en rendent maîtres. Ils détruisent le radar et aveuglent définitivement la marine irakienne qui ne peut plus suivre les mouvements des navires iraniens chargés de ravitailler la tête de pont de Fao. Quelques jours plus tard, 200 paras irakiens sont héliportés sur la plate-forme de Kohr al-Amaya et la récupèrent à l'issue d'un assaut sanglant.

Le 7 septembre, l'état-major iranien met un terme à l'offensive Karbala 2 au Kurdistan irakien, estimant que son message de fermeté a bien été reçu par Ankara. Il n'en continue pas moins de soutenir activement la guérilla kurde. En liaison avec les *peshmergas* de Jalal Talabani, désormais ralliés à Téhéran, une compagnie de *pasdarans* attaque une usine de retraitement des eaux et une gare de triage à proximité de Kirkouk. Une compagnie de parachutistes s'en prend au barrage de Doukan, privant cette même ville d'électricité pendant quelques jours. Enfin, un groupe de commandos guidés par les *peshmergas* des frères Barzani s'infiltre jusqu'au pont de Zakho, à la frontière entre l'Irak et la Turquie, et détruit à coups de mortier deux camions citernes, ce qui entraîne la fermeture de cette route stratégique pendant quarante-huit heures. Toutes ces actions

contraignent Bagdad à déployer sur place des unités de la Garde républicaine qui auraient été beaucoup plus utiles sur le front.

Le 22 septembre 1986, le régime iranien organise un impressionnant défilé militaire à Téhéran à l'occasion du sixième anniversaire du déclenchement de la guerre, qui lui permet de montrer sa force et sa détermination aux journalistes du monde entier conviés à couvrir l'événement. Les généraux ont rassemblé plusieurs centaines de blindés et d'obusiers automoteurs, les quelques missiles Scud qui leur restent et leurs tout nouveaux véhicules de décontamination chimique livrés par l'Allemagne. Les milliers de combattants venus parader dans la capitale sont survolés par une douzaine de Tomcat, une vingtaine de Tigre et une trentaine de Phantom. Cette démonstration de force surprend les experts militaires qui avaient sous-estimé le potentiel matériel dont disposent encore les forces armées iraniennes. Pendant l'automne, l'Iran lance quelques attaques limitées au niveau de Qasr-e-Shririn et des marais de Hoveyzeh pour jauger les défenses adverses et exploiter d'éventuelles défaillances locales. Toutes ces tentatives sont repoussées facilement par les troupes irakiennes, mais elles maintiennent Bagdad sous pression et dans l'incertitude sur l'endroit où se déroulera la prochaine grande opération. En attendant, la guerre est dans l'impasse, aussi bien au sol que dans les airs.

La saison de chasse est ouverte

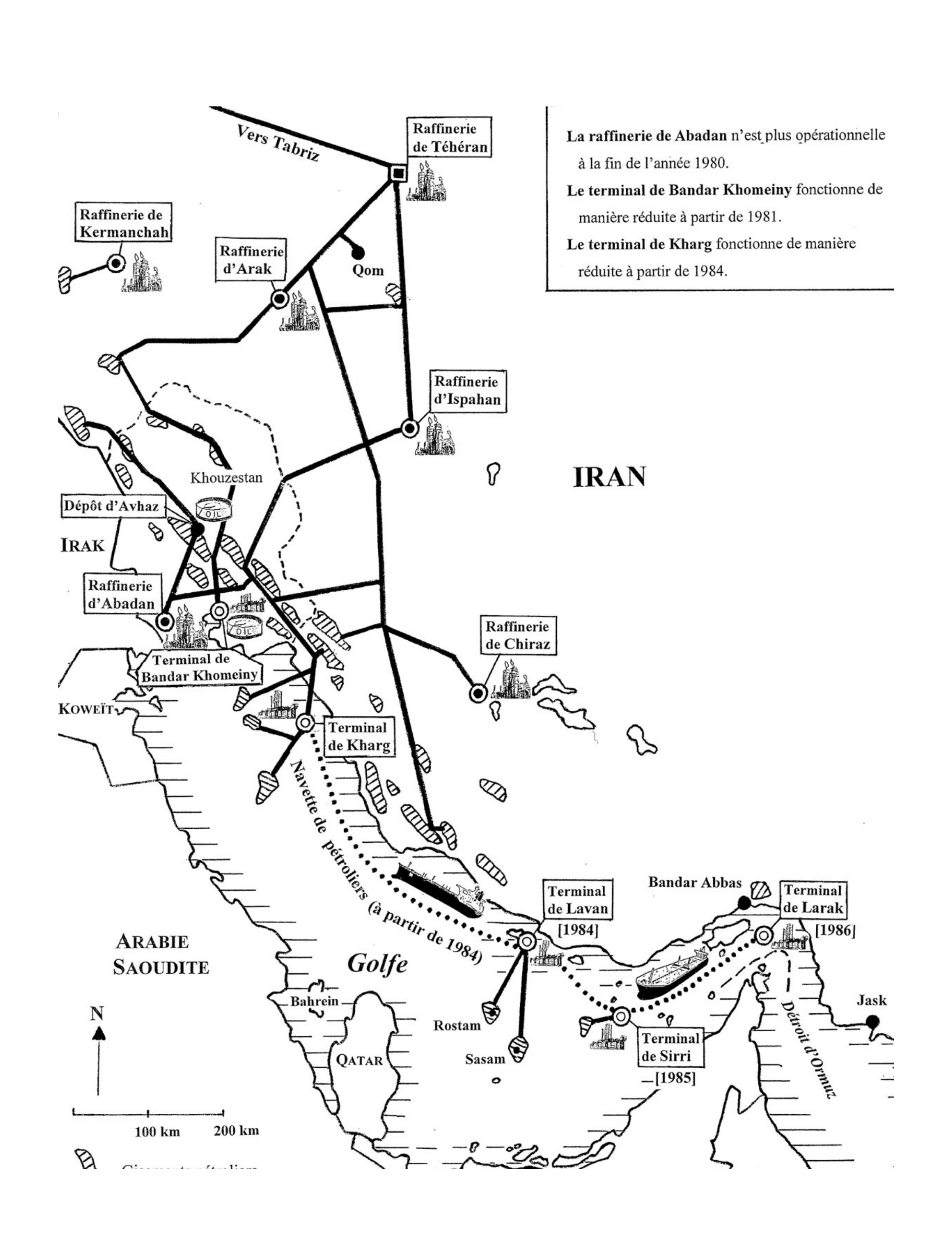
Pendant les premiers mois de l'année 1986, l'aviation irakienne, employée à la défense de la péninsule de Fao et des montagnes du Kurdistan, diminue le rythme de ses attaques dans le Golfe. Elle stoppe sa campagne de bombardements contre le terminal pétrolier de Kharg, après que la défense antiaérienne de l'île s'est remise à tirer des missiles Hawk. Seul l'escadron doté de Mirage F-1EQ5 poursuit inlassablement sa mission, traquant les pétroliers qui assurent la navette entre les terminaux de Kharg et Sirri. Ses pilotes partent à l'aveuglette, en chasse libre, en direction des zones où sont censés transiter les pétroliers ennemis. Ils disposent d'une version sensiblement améliorée de l'Exocet qui accroît l'efficacité de leurs attaques. En 1986, ils toucheront 27 pétroliers et en couleront 8. Lorsque la bataille de Fao sera achevée, les Su-22 et les MiG-23 les rejoindront, bombardant une vingtaine d'autres pétroliers. Au fil du temps, les pilotes irakiens deviennent de plus en plus prévisibles. Leur secteur de chasse couvre une zone ovale s'étendant entre Bouchehr et la ligne Fahd. Ils y surgissent généralement à l'aube ou au crépuscule, sous un cap presque toujours identique. Cette routine permet à leurs adversaires de les intercepter plus facilement. En l'espace de quelques semaines, les Tomcat iraniens améliorent

leur score, abattant 1 Mirage F-1EQ5, 3 Su-22 et 4 MiG-23 au-dessus de cette zone. Plusieurs pilotes dépassent ainsi les 5 victoires qui font d'eux des « As », notamment Fazlollah Javidniya, Jalil Zandi et Fereidoun Ali-Mazandarani qui caracolent en tête du palmarès[5]. Contrairement aux habitudes, ces pilotes ne bénéficient d'aucune mesure de publicité particulière et ne sont pas autorisés à peindre de symboles de victoires sur leur appareil, car la propagande officielle souhaite minimiser les exploits de l'armée régulière, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de l'armée de l'air dont le régime se méfie toujours, pour valoriser ceux des *pasdarans*. Dans l'imaginaire collectif, la guerre doit être gagnée par les gardiens de la révolution, non par d'anciens séides du chah. De nombreux appareils irakiens abattus par la chasse iranienne sont ainsi crédités à des *pasdarans* supposés les avoir descendus à coup de Sam-7 portables, de mitrailleuses lourdes, voire de simples Kalachnikov ! Les pilotes de chasse sont priés de ne pas s'en offusquer et de ne pas faire état de leurs prouesses, à moins d'y être invités par le régime, ce qui n'arrive que très rarement, la propagande préférant honorer les morts plutôt que les vivants. Ceux qui bravent ces règles sont interdits de vol, parfois même emprisonnés quelques semaines. Les premiers exploits documentés de pilotes iraniens n'émergeront que sous la présidence Khatami, douze ans plus tard, de manière très « encadrée » par le régime. Plusieurs historiens iraniens seront inquiétés par les autorités pour avoir relaté ces exploits, mais aussi pour avoir rétabli le rôle de l'aviation et de l'armée régulière dans certaines batailles supposées n'avoir été livrées que par des *pasdarans*. Aujourd'hui encore, il n'existe aucun palmarès officiel retraçant de manière documentée les victoires obtenues par la chasse iranienne. Plusieurs « as » ont été « effacés » de la mémoire collective pour avoir eu le tort de déplaire au pouvoir, à un moment ou un autre de leur carrière. A l'automne 2012, la diffusion d'une série documentaire retraçant les exploits des pilotes de Tomcat, pourtant réalisée par la télévision iranienne, a même été interrompue à la suite des pressions exercées par les gardiens de la révolution.

Les pilotes irakiens, au contraire, peuvent exagérer leurs prouesses à des fins de propagande, sans s'exposer aux foudres de leurs supérieurs. Le capitaine Moukhalad Abdul Karim n'hésitera pas à faire peindre 14 cocardes iraniennes sur le flanc de son Mirage, revendiquant de nombreux exploits imaginaires, alors que les services officiels d'homologation ne le créditeront plus tard que de deux victoires confirmées. Sa vantardise l'empêchera de commander une base et d'être promu général. Il n'empêche que la photographie de son Mirage F-1 fera le tour du monde et contribuera à accréditer l'image d'excellence de cet appareil et de ses missiles, pour le plus grand bonheur des sociétés Dassault et Matra. L'armée de l'air irakienne y trouvera son compte, rehaussant son prestige mis à

mal par des statistiques décidément têtues. En effet, un peu plus de 150 aéronefs irakiens ont été abattus par la chasse iranienne depuis le début de la guerre, contre seulement 50 appareils iraniens détruits par des chasseurs irakiens. En réalité, aucun pilote irakien n'atteindra officiellement les cinq victoires requises pour revendiquer le titre d'« as », comme en témoigneront par la suite plusieurs généraux irakiens. Trois d'entre eux obtiendront toutefois quatre victoires dûment homologuées : Samir Abdul Razak sur MiG-21, Ali Sabah sur Mirage F-1 et Mohammed Rayyan sur MiG-23.

Malgré leurs pertes, les pilotes irakiens n'en poursuivent pas moins leurs attaques contre le trafic pétrolier, contraignant Téhéran à augmenter les capacités du terminal de Lavan et à rajouter deux nouveaux supertankers de stockage au terminal flottant de Sirri. Elles mettent en place une station de pompage à Genaveh, sur la côte iranienne, reliée au terminal de Kharg par un pipeline flexible qui leur permet d'acheminer sur le continent le carburant raffiné que l'Iran importe pour ses besoins domestiques. Elles annoncent également leur intention d'ouvrir deux nouveaux terminaux pétroliers : le premier près de la base navale de Bandar Abbas ; le second dans le port de Jask, sur le golfe d'Oman. Ces deux installations leur permettront d'éviter à terme que les pétroliers n'entrent dans le Golfe, mais elles impliquent la construction d'un nouvel oléoduc à travers la partie méridionale de l'Iran pour acheminer le pétrole extrait du Khouzistan. Ces travaux coûteux ne s'achèveront qu'après la guerre.


La raffinerie de Abadan n'est plus opérationnelle à la fin de l'année 1980.
Le terminal de Bandar Khomeiny fonctionne de manière réduite à partir de 1981.
Le terminal de Kharg fonctionne de manière réduite à partir de 1984.
Vers Tabriz
Raffinerie de Téhéran
Raffinerie de Kermanchah
Raffinerie d'Arak
Qom
Raffinerie d'Ispahan
IRAN
Khouzestan
Dépôt d'Avhaz
OIL
IRAK
Raffinerie d'Abadan
Terminal de Bandar Khomeiny
Raffinerie de Chiraz
KOWEÏT
Terminal de Kharg
Navette de pétroliers (à partir de 1984)
Terminal de Lavan
[1984]
Bandar Abbas
Terminal de Larak
[1986]
ARABIE SAOUDITE
Golfe
Bahrein
QATAR
Rostam
Sasam
Terminal de Sirri
[1985]
Détroit d'Ormuz
Jask
N
100 km
200 km



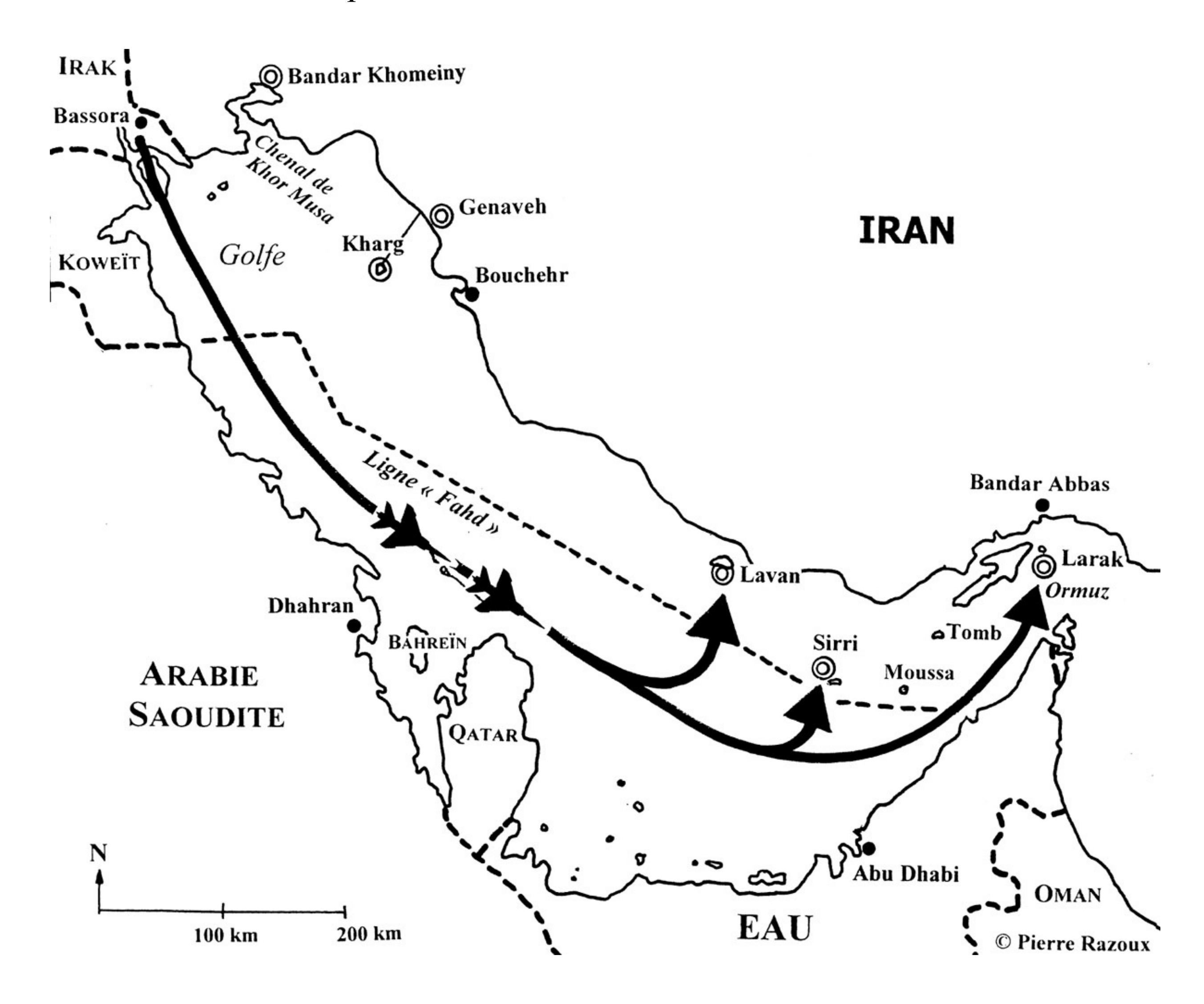
Le réseau pétrolier iranien

Début mai, le général Shaaban, qui dispose de 340 avions de combat[6], repart à l'assaut des installations pétrolières iraniennes, ciblant en priorité les raffineries. Il parvient à incendier celle de Téhéran, qui était la plus grosse du pays après celle d'Abadan détruite au début de la guerre. Il endommage la station de pompage de Genaveh et détruit une partie du pétrole stocké dans les dépôts d'Ahwaz. Il bombarde également l'aciérie d'Ispahan, plusieurs centrales électriques et thermiques, de même que l'usine de munitions de Parchin, au sud-est de Téhéran. Le pouvoir iranien réplique en tirant 4 missiles Scud sur Bagdad, ainsi que 19 missiles Oghab sur les villes d'Amara et de Bassora. Il s'agit des premiers des missiles sol-sol assemblés localement par l'industrie iranienne avec l'assistance d'ingénieurs nord-coréens, car depuis le début de l'année, la Corée du Nord aide l'Iran à assembler 300 missiles Oghab (copie nord-coréenne du Frog-7 soviétique crédité d'une portée de 70 kilomètres). Sur les conseils du général Shaaban et d'Adnan Khairallah, Saddam Hussein ne se laisse pas entraîner dans une nouvelle guerre des villes et poursuit les attaques destinées à mettre à mal l'économie iranienne. Son aviation n'en continue pas moins de bombarder ponctuellement les aéroports iraniens, détruisant sur celui de Chiraz 1 Boeing 737 et 2 Boeing 747 de ravitaillement en vol.

Les Mirage frappent dans le Golfe

Pendant plusieurs semaines, le général Shaaban planifie méticuleusement une série de raids audacieux, loin dans le Golfe. Au début de l'été, pour donner le change, il ordonne plusieurs frappes contre le terminal de Kharg. Le 12 août 1986, il passe à la vitesse supérieure et lance un raid spectaculaire contre le terminal flottant de Sirri ; 6 Mirage F-1EQ5 décollent à l'aube de leur base de Wahda, cap sud-est en direction de la pointe nord du Qatar. Les 2 premiers, armés chacun de 2 bombes de 400 kilos, frapperont, tandis que les 4 autres les ravitailleront en vol. Le contrôle aérien saoudien, probablement informé, ferme pudiquement les yeux. Après deux ravitaillements au large du Koweït, puis de Bahreïn, les deux pilotes chargés de l'attaque descendent au ras des flots et accélèrent à la vitesse maximale. Ils prennent ensuite un cap qui les amène droit sur leur objectif situé à 800 kilomètres de leur point de départ. Ils déboulent au-

dessus de Sirri, coulent le pétrolier *Azarpod* et endommagent deux autres supertankers. Ils rentrent à leur base sans être inquiétés par la chasse iranienne, après un nouveau ravitaillement en vol au large du Qatar. Le 29 août, les pilotes irakiens rééditent leur exploit, s'en prenant cette fois au terminal pétrolier de Lavan. Cette fois, ce sont 12 Mirage qui décollent de Wahda : 2 bourrés d'équipements de guerre électronique pour brouiller les radars iraniens, 4 chargés de bombes et 6 de carburant pour les ravitailler en vol. La formation suit le même itinéraire que la fois précédente, bifurquant simplement un peu plus tôt. Les assaillants évitent facilement les tirs imprécis de la DCA, bombardent le terminal et coulent le pétrolier *Mokran*.





Les frappes lointaines de Mirage F-1 dans le Golfe (août-novembre 1986)

L'extension des frappes irakiennes convainc Téhéran d'étendre son système de navette jusqu'à Larak, une petite île située au large de Bandar Abbas, à l'entrée du détroit d'Ormuz. Les Iraniens y mettent à couple plusieurs supertankers, dont le *Seawise Giant* qui est alors le plus gros navire du monde, mesurant 460 mètres de long et jaugeant 700 000 tonnes, pour stocker le pétrole acheminé depuis l'île de Kharg. Ce nouveau terminal flottant, censé être hors de portée de la chasse irakienne, doit permettre d'accroître le trafic pétrolier et de rassurer les compagnies maritimes qui s'inquiètent de l'escalade de la violence dans les eaux du Golfe.

D'octobre à novembre, le général Shaaban reprend les bombardements sur Kharg, le temps de peaufiner de nouveaux raids. Les 6 et 7 octobre, deux patrouilles de Tomcat interceptent les assaillants à proximité du terminal et abattent 3 Mirage F-1, tandis qu'un quatrième est détruit par un missile Hawk. Les pilotes de Phantom ne sont pas en reste, effaçant du ciel 1 MiG-23 et 2 Su-22. Les raids irakiens se poursuivent pendant plusieurs semaines, alternant MiG, Sukhoï et Mirage. L'acharnement irakien paie, puisqu'une jetée et plusieurs quais de chargement, gravement atteints, resteront hors service pendant plusieurs mois. Courant novembre, le général Shaaban lance une série de raids contre les plate-formes iraniennes off-shore de Sassan, Rostam et Rakhsh, au large des Emirats arabes unis. Une fois de plus, ce sont les Mirage F-1EQ5 qui font le travail en se ravitaillant en vol à l'aller et au retour. L'Iran riposte en envoyant ses Phantom bombarder la plate-forme émirienne d'Abou al-Boukoush, accusant Abu Dhabi d'avoir fermé les yeux sur la présence de chasseurs irakiens dans son espace aérien. Le gouvernement iranien s'excusera par la suite de cette « méprise » et indemnisera les EAU, de même que les familles des victimes tuées lors de l'attaque, dont deux Français travaillant pour la société Total.

Le 25 novembre 1986, le général Shaaban prend une nouvelle fois les Iraniens par surprise en frappant le tout nouveau terminal flottant de Larak. C'est le raid le plus lointain jamais conduit par l'aviation irakienne ; 3 Mirage F-1EQ5 armés chacun de 4 bombes décollent de leur base de Wahda, alors qu'il fait

encore nuit, précédés par 9 autres Mirage F-1 équipés de nacelles de ravitaillement en vol et de 2 Mirage F-1 équipés de nacelles de guerre électronique. Ces 14 Mirage sont armés de missiles air-air Magic II pour assurer leur défense. Ils suivent globalement le même trajet que lors du raid contre le terminal de Sirri, sauf qu'ils passent très au sud de celui-ci. Les 3 Mirage chargés de la frappe décrivent ensuite un arc de cercle qui leur fait longer les côtes émiriennes, puis surgir au-dessus de leur objectif situé à 1 250 kilomètres de leur base. Ils se séparent aussitôt, prenant pour cible les supertankers faisant office de terminal flottant et les pétroliers en cours de chargement. A bord des bâtiments, c'est la panique ! Les techniciens interrompent immédiatement les opérations de ravitaillement pour limiter les risques d'incendie. Le supertanker *Antarctica* est réduit à l'état d'épave, tandis que 4 autres pétroliers sont gravement endommagés. Après avoir largué leurs bombes, les 3 pilotes irakiens s'offrent même le luxe de 2 passes de tir supplémentaires au cours desquelles ils mitraillent les navires avec leurs canons de 30 mm. Ils rebroussent ensuite chemin et regagnent sans encombre leur base, après avoir passé quatre heures en l'air[7].

Furieux de s'être laissé surprendre, les Iraniens dépêchent d'importants moyens de défense antiaérienne pour protéger le terminal de Larak et ordonnent aux Phantom basés à Bandar Abbas d'assurer une présence permanente au-dessus de ce secteur. Ils ripostent aux frappes irakiennes en tirant leurs 4 derniers Scud contre Bagdad et en intensifiant leurs attaques contre le trafic maritime dans la partie orientale du Golfe. Compte tenu du faible nombre de chasseurs opérationnels, une centaine tout au plus[8], les 13 Phantom disponibles pour des frappes dans le Golfe (7 à Bouchehr, 6 à Bandar Abbas) doivent assurer des patrouilles d'alerte et n'ont plus guère les moyens de s'en prendre au trafic maritime. Pendant l'année, ils n'attaqueront que 10 pétroliers, en coulant 2. Ce sont les hélicoptères Sea King et AB-212 basés à Abou Moussa et sur les plate-formes de Rostam et Sassan qui prennent le relais ; 20 pétroliers sont avariés à la suite de leurs attaques et 3 autres ferraillés. Même la marine effectue quelques sorties nocturnes pour harceler les pétroliers. En octobre et novembre, deux frégates de classe Vosper quittent leur base de Bandar Abbas, à la tombée de la nuit, et se mêlent discrètement au trafic dense du détroit d'Ormuz pour tirer des missiles Sea Killer contre 4 supertankers en provenance du Koweït et des EAU. Au petit matin, ces frégates sont de retour au port. Pendant la journée, d'autres bâtiments de la marine multiplient les missions d'inspection à bord de navires transitant dans le détroit pour tenter d'intercepter des cargaisons d'armes à destination de l'Irak. Elles y parviennent parfois, s'appropriant alors la

cargaison. Elles s'emparent ainsi d'un lot de chars T-69 et de pièces d'artillerie confisquées à bord d'un cargo chinois.

Les *pasdarans* ne sont pas en reste et lancent eux aussi leur premier raid maritime. Le 16 septembre, plusieurs vedettes rapides basées sur les îles Tomb et Abou Moussa mitraillent le pétrolier koweïtien *Al Funtas*, tirant sur lui plusieurs salves de roquettes. Avarié, ce navire doit rejoindre le port le plus proche pour y être réparé.

Pendant cette année 1986, les installations pétrolières des belligérants souffrent beaucoup. La plupart des raffineries et des stations de pompage sont bombardées ; 96 navires de commerce sont attaqués, dont trois quarts de pétroliers ; 16 sont coulés ou doivent être ferraillés. Selon la Lloyd, 93 autres bâtiments sont immobilisés dans le Golfe, leur armateur ne souhaitant pas leur faire prendre le risque d'une traversée trop dangereuse. C'est un manque à gagner pour les belligérants. Bien qu'il rationalise son industrie et multiplie les navettes entre ses terminaux de chargement, le gouvernement iranien voit sa production de pétrole diminuer de 5 % et ses exportations de brut de 8 %. C'est toutefois l'effondrement des prix du baril, allié à la chute du dollar et aux ristournes consenties à ses clients, qui met l'économie iranienne à genoux. Car en moins d'une année, Téhéran perd plus de la moitié de ses revenus pétroliers. De son côté, le gouvernement irakien compense cette perte de revenus par l'assistance financière des pays du Golfe, par l'accroissement de 15 % de sa production et par la hausse de 30 % de ses exportations. Pour la première fois depuis 1981, le produit intérieur brut iranien est à peine supérieur au PIB irakien, pour une population 3 fois plus importante. Le rationnement doit être renforcé. Les forces armées ont de plus en plus de mal à recruter et à reconstituer les divisions détruites. Pour la première fois, des femmes, souvent des veuves de guerre, sont entraînées au maniement des armes pour remplacer, dans les grandes villes, les miliciens jusque-là chargés de protéger les installations sensibles. Les images montrant ces femmes vêtues d'abayas noires, le visage voilé, tirant au pistolet ou à la Kalachnikov, feront le tour du monde. Le régime doit prendre des mesures coercitives pour enrôler de force de nouvelles recrues. Les fonctionnaires et les professeurs d'université reçoivent un enseignement militaire de base de quelques semaines de manière à pouvoir occuper des postes administratifs et logistiques sur le front. La durée du service militaire passe de vingt-quatre à trente mois. Les désertions se multiplient, y compris dans l'entourage immédiat d'Akbar Hashemi Rafsandjani. Le 12 août 1986, le pilote et le copilote du Falcon-50 de liaison affecté à son usage personnel ont ainsi fui le régime et se sont posés à Bagdad. Le grand argentier du régime est d'autant plus inquiet qu'il ne peut espérer la moindre assistance financière de l'étranger et

qu’il vient de perdre une filière précieuse d’approvisionnement en matériel de guerre.

25
L’Irangate

Le 3 novembre 1986, le magazine libanais *Ash-Shiraa* révèle que le gouvernement américain livre clandestinement des armes à l’Iran afin de faciliter la libération des otages américains retenus au Liban. La nouvelle suscite un tollé aux Etats-Unis où l’administration se targue de ne jamais négocier avec les preneurs d’otages. Le Congrès demande immédiatement des explications à la Maison Blanche, lui rappelant l’embargo interdisant toute vente de matériel militaire à l’Iran. Face à la pression générale, Ronald Reagan est contraint de se justifier à la télévision : « Mon but, dans cette affaire, était d’envoyer le signal que les Etats-Unis étaient prêts à nouer de nouvelles relations avec l’Iran, tournant ainsi le dos à l’animosité passée…. Nous pensions que l’Iran utiliserait son influence au Liban pour faciliter la libération de nos otages retenus là-bas[1]. » Ses explications ne suffisent pas à calmer la fureur du Congrès qui exige la mise en place d’une commission d’enquête confiée au sénateur John Tower. En trois mois, celle-ci va explorer les arcanes du pouvoir, auditionner des centaines d’individus, avant de rendre un rapport de 500 pages, levant une partie du voile sur cette affaire qui fera chanceler Ronald Reagan. Tout commence à la fin de l’année 1984, quelques semaines après la réélection triomphale de ce dernier à la Maison Blanche. Theodore Shackley, un ancien cadre de la CIA, est approché en Allemagne par Manucher Ghorbanifar, un Iranien bien connu des services occidentaux, qui gravite depuis des années dans le milieu du trafic d’armes à destination de Téhéran. Celui-ci se prétend proche du Premier ministre iranien et lui fait part de la volonté des factions « modérées » de renouer le dialogue avec les Etats-Unis, afin de sortir l’Iran de son isolement diplomatique. En fait, il ne s’agit pas de modérés, mais de tous ceux qui à Téhéran, derrière Rafsandjani et Mir Hossein Moussavi, ont compris que la République islamique ne gagnerait rien à maintenir son isolement, mais qu’il lui fallait au contraire renouer des liens avec l’Occident, sans rien céder sur le fond toutefois. Pour appâter son

interlocuteur américain, Manucher Ghorbanifar lui laisse entendre que l'Iran pourrait être prêt à échanger du matériel d'origine soviétique (notamment le fameux char T-72 qui inquiète alors les états-majors occidentaux), contre de précieux missiles antichars et antiaériens dont les troupes iraniennes ont désespérément besoin. En prime, les mollahs pourraient intervenir auprès du Hezbollah pour faciliter la libération des otages américains. L'idée fait son chemin à Langley au point qu'au printemps 1985, la CIA rédige un mémorandum destiné à la Maison Blanche recommandant un changement de politique à l'égard de l'Iran. Anticipant le décès de l'ayatollah Khomeiny, la centrale de renseignement américaine suggère le rétablissement de relations plus constructives entre Washington et Téhéran, afin de ménager l'avenir.

Filière israélienne

Parallèlement, Michael Ledeen, l'assistant de Robert McFarlane, le conseiller pour la Sécurité nationale du président Reagan, rapporte à son patron la proposition que lui aurait faite le Premier ministre israélien, le 5 mai 1985, lors d'un déplacement à Jérusalem[2]. Shimon Peres aurait informé son interlocuteur d'une proposition iranienne visant à acquérir d'importantes quantités de missiles antichars Tow et antiaériens Hawk. Israël se propose de jouer les intermédiaires, grâce à son réseau de trafic d'armes à destination de l'Iran, mais souhaite obtenir le feu vert des plus hautes autorités américaines. Dans ce cas, le gouvernement israélien se dit prêt à reverser aux Etats-Unis les sommes payées par l'Iran pour l'achat des armes. En échange, les Etats-Unis devront s'engager à livrer gratuitement à l'armée israélienne un nombre équivalent de missiles de dernière génération. Du point de vue israélien, cette opération doit permettre de moderniser les stocks de Tsahal sans débourser un shekel, tout en réactivant la filière iranienne mise en sommeil par Menahem Begin et Ariel Sharon après les premiers attentats spectaculaires du Hezbollah contre les troupes d'occupation israéliennes au Liban. Depuis, Tsahal s'est retiré de l'essentiel du territoire libanais et le gouvernement israélien cherche à renouer le dialogue avec Téhéran pour négocier le rapatriement de nouveaux contingents de juifs iraniens en Israël. Avec un peu de chance, Israël pourrait même profiter de cette occasion pour accroître ses propres livraisons d'armes à l'Iran, engrangeant ainsi de précieux bénéfices. Jérusalem a donc tout à gagner à convaincre Washington de se lancer dans cette affaire.

La conjonction de tous ces éléments convainc Robert McFarlane d'entamer des négociations avec les Iraniens en vue d'échanger des armes contre des otages. C'est après tout ce qui avait permis de résoudre la première crise des

otages à l'automne 1980. Nul doute, dans l'esprit de McFarlane, que Ronald Reagan et William Casey, le puissant directeur de la CIA, accepteront le principe de cet échange, puisqu'ils l'ont déjà avalisé une première fois cinq ans plus tôt. Fin juin, Robert McFarlane convainc sans difficulté William Casey de soutenir son projet. Mi-juillet, il se rend à l'hôpital Bethesda où Ronald Reagan vient d'être opéré d'un cancer du côlon. Il obtient l'aval d'un président affaibli qui est persuadé d'œuvrer pour la sauvegarde de ses compatriotes injustement kidnappés. De leur côté, le secrétaire d'Etat George Schultz et le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger sont farouchement opposés à cette opération clandestine qu'ils estiment contraire aux intérêts des Etats-Unis, mais ils ne peuvent que se plier à la volonté présidentielle. Sûr de lui, le conseiller pour la Sécurité nationale informe le gouvernement israélien de l'accord des plus hautes autorités américaines pour la livraison de matériel militaire à l'Iran. Comme convenu, Israël prélèvera les armes directement sur ses stocks et les livrera à Téhéran par avion et par bateau. Ces livraisons s'ajoutent à toutes celles qu'Israël réalise pour son propre compte. Les Etats-Unis compléteront ensuite les stocks israéliens, une fois reçu l'argent de la transaction. Tout doit rester secret. En Israël, ce sont David Kimche, directeur général du ministère de la Défense, Amiram Nir, conseiller spécial du Premier ministre, et l'incontournable Jacob Nimrodi, l'ancien attaché de défense à Téhéran (du temps du chah), qui assurent la liaison entre le gouvernement américain et les autorités iraniennes, *via* le marchand d'armes Manucher Ghorbanifar, celui-là même qui avait abordé directement les Américains quelques mois plus tôt et qui jouit d'un entregent certain en Iran et en Israël. Le marchand d'armes saoudien Adnan Khashoggi est également dans la boucle.

Des armes contre des otages

Le 20 août 1985, une première livraison d'une centaine de missiles Tow parvient en Iran. Elle est suivie trois semaines plus tard par 400 missiles supplémentaires. Le 15 septembre, le pasteur Benjamin Weir est libéré à Beyrouth par le Djihad islamique. Mi-novembre, Israël livre à l'Iran, avec la bénédiction de la Maison Blanche, un lot de 18 missiles Hawk. Il ne s'agit pas de la version demandée par les dirigeants iraniens qui refusent de libérer le moindre otage tant que les missiles livrés ne satisferont pas leurs desideratas. Pour compliquer l'affaire, Manucher Ghorbanifar impose une augmentation de 40 % sur les tarifs des matériels livrés. Les Iraniens, furieux, menacent de mettre fin à l'opération. Démoralisé, Robert McFarlane, de plus en plus contesté dans les cercles du pouvoir, démissionne le 5 décembre, officiellement pour raisons

familiales. Il est remplacé par l'amiral John Poindexter. Celui-ci découvre le dossier et décide de poursuivre l'opération lancée par son prédécesseur, mais il propose de se passer des services de Ghorbanifar et de traiter directement avec les Iraniens. C'est là qu'intervient l'un des personnages clés de cette affaire, le lieutenant-colonel Oliver North, un baroudeur du corps des Marines qui s'occupe de lutte contre la subversion au sein du Conseil pour la Sécurité nationale. Celui-ci propose d'utiliser l'argent versé par les Iraniens pour financer les *Contras*, des guérilleros anticommunistes qui luttent contre le régime sandiniste au Nicaragua. L'amiral Poindexter et William Casey sont conquis par cette idée qui leur permet de court-circuiter le Congrès et d'affaiblir une dictature marxiste menaçant leur arrière-cour, sans que cela ne coûte le moindre dollar au contribuable américain.

Pendant quelques semaines, le temps que la nouvelle équipe se mette en place, les négociations entre Washington, Jérusalem et Téhéran périclitent. Le 12 janvier 1986, pour la première fois depuis le début de la guerre Iran-Irak, un navire battant pavillon américain, le *President Taylor*, est arraisonné dans le détroit d'Ormuz par des *pasdarans*. Après une fouille en règle, il est autorisé à reprendre sa route, mais les autorités américaines sont prévenues : Téhéran n'hésitera plus à s'en prendre aux intérêts américains dans le Golfe si les livraisons d'armes venaient à s'interrompre. Washington a bien compris le message et reprend les transferts d'armes, cette fois sans intermédiaires. Courant février, un millier de missiles TOW et d'importantes quantités de pièces de rechange pour missiles Hawk parviennent en Iran, grâce à des vols charters affrétés directement par la CIA. Agacés par les atermoiements américains, les Iraniens refusent de libérer de nouveaux otages, faisant monter les enchères. Ils réclament un nombre plus important de missiles, de même que la libération des prisonniers chiites koweïtiens et celle d'une cinquantaine de combattants du Hezbollah détenus au Sud-Liban par les Israéliens. Les autorités israéliennes sont ravies, car cela leur permet de revenir dans la négociation et d'imposer que les futures livraisons d'armes se fassent de nouveau par leur intermédiaire. Les Iraniens demandent également aux Américains de leur fournir des renseignements sur le dispositif irakien.

Ces discussions sont compliquées par le raid américain qui vise la Libye, alliée de l'Iran. Le 15 avril 1986, une cinquantaine d'appareils de l'US Air Force et de l'US Navy bombardent en effet plusieurs cibles symboliques du régime libyen (opération El Dorado Canyon), après que celui-ci a commandité un attentat meurtrier dans une boîte de nuit berlinoise, au cours duquel plusieurs militaires américains ont péri. Deux jours plus tard, l'otage américain Peter Kilburn et les otages britanniques John Douglas et Philip Padfield sont exécutés

au Liban. Pour apaiser la tension, le vice-président George Bush se rend au Koweït où il compte faire pression sur les autorités locales et tenter de les convaincre de libérer un certain nombre de prisonniers chiites condamnés à mort après les attentats de décembre 1983. Il obtient de l'émir du Koweït que ceux-ci ne soient pas exécutés. C'est toutefois insuffisant pour convaincre les Iraniens de revenir à la table des négociations. Jouant le tout pour le tout, l'amiral Poindexter autorise la livraison d'un nouveau lot de 500 missiles Tow à Téhéran, cette fois par la filière israélienne. Il forme également une petite équipe d'experts américains qu'il envoie négocier directement dans la capitale iranienne la libération des otages, afin de s'affranchir de la mainmise de Manucher Ghorbanifar. Il confie la direction de cette délégation à Robert McFarlane, son prédécesseur, qui voit là l'occasion de revenir dans le jeu. C'est la première fois que des représentants du gouvernement américain se rendent en Iran depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le 25 mai 1986, ce petit groupe d'experts rencontre à Téhéran des représentants du gouvernement iranien. Ceux-ci sont surpris car ils ne s'attendaient pas à voir débarquer en Iran une délégation américaine. De fait, les discussions flottent, car à chaque proposition américaine, les Iraniens doivent en référer à leur autorité de tutelle. L'ancien conseiller à la Sécurité nationale s'agace de cette perte de temps et finit par mettre les Iraniens au pied du mur : soit ils libèrent immédiatement un otage en signe de bonne volonté, soit la partie américaine rompt les négociations. Le pouvoir iranien se montrant incapable d'organiser cette libération en quelques heures, la délégation américaine rentre bredouille à Washington[3]. Le fil du dialogue n'est cependant pas rompu et la négociation se poursuit à un rythme accéléré. Le 26 juillet, le père Jenco est libéré à Beyrouth. Une semaine plus tard, le gouvernement américain fait parvenir en Iran un nouveau lot de pièces de rechanges qui permettent à l'armée iranienne de remettre en service près d'une centaine de missiles Hawk. Mi-septembre, une délégation iranienne se rend en toute discrétion à Washington pour approfondir les discussions qui se poursuivent en octobre, cette fois en Allemagne. Le 28 octobre, les Etats-Unis livrent un nouveau lot de 500 Tow aux Iraniens. Le 2 novembre, David Jacobsen est libéré à Beyrouth, après plus d'un an et demi passé en captivité. Ce sera le dernier otage américain libéré pendant la durée de la guerre, car le lendemain, le scandale de l'Irangate éclate à la face du monde et met l'administration américaine dans une posture extrêmement délicate. En quinze mois, les Etats-Unis n'auront obtenu la libération que de trois otages (sur cinq) en échange de la livraison à l'Iran de 2 500 missiles Tow et l'équivalent de 300 missiles Hawk.

Conflits d’intérêts à Téhéran

Pourquoi cette affaire a-t-elle éclaté dans la presse au moment même où les négociations semblaient s’acheminer vers une issue favorable et où l’armée iranienne obtenait enfin les missiles qu’elles cherchait désespérément à se procurer depuis des années ? Tout simplement parce qu’à Téhéran, certains ont organisé des fuites pour torpiller ces négociations. Le rapprochement entre l’Iran et les Etats-Unis inquiète en effet les tenants de la faction qui prône l’autarcie et s’inquiète de voir la République islamique renouer avec l’ancienne puissance tutélaire. Ceux-là, derrière Ali Khamenei, l’ayatollah Montazéri et quelques autres, constatent que ce rapprochement renforce la stature de Rafsandjani et le place en situation avantageuse dans la course à la succession du guide. Il est donc crucial, de leur point de vue, de faire capoter cette ouverture en direction des Etats-Unis. Est-ce un hasard si c’est Mehdi Hashemi, le gendre de l’ayatollah Montazéri, qui fut identifié plus tard comme la source à l’origine des fuites ayant permis au magazine *Ash-Shiraa* de publier son scoop ? Celui-ci sera arrêté sous un motif futile, puis il sera discrètement jugé, condamné et exécuté pour haute trahison, marginalisant un peu plus Ali Montazéri qui perdra toute chance de succéder à l’ayatollah Khomeiny. Ce dernier était bien évidemment parfaitement au courant de l’échange « armes contre otages » et le couvrait de son autorité morale.

Face au scandale, la Maison Blanche n’a d’autre choix que de mettre un terme à cette tentative de rapprochement avec l’Iran et d’ordonner à Israël de faire de même, car le rôle d’intermédiaire joué par le gouvernement israélien éclate lui aussi au grand jour, compliquant la donne géopolitique pour Washington. Les Israéliens, qui venaient tout juste de vendre aux Iraniens un millier de missiles Tow pour leur propre compte, en sont marris car ils comptaient bien leur vendre également des missiles antinavire Gabriel, ainsi qu’une centaine de vieux chasseurs bombardiers Skyhawk dont l’armée de l’air israélienne cherchait à se débarrasser ! Soumis aux pressions américaines, ils n’ont d’autre choix que de s’exécuter, d’autant qu’ils ont besoin de faire oublier l’affaire Pollard qui empoisonne leurs relations avec les Etats-Unis. Quelques mois auparavant, Jonathan Pollard, un analyste de confession juive travaillant pour le service de renseignement de l’US Navy, a été pris la main dans le sac en train de divulguer aux services de renseignement israéliens des documents militaires ultra-sensibles[4]. Yitzhak Shamir, devenu Premier ministre, déclare, la mort dans l’âme : « La guerre entre l’Irak et l’Iran n’est rien de plus qu’une folie… L’Irak et l’Iran sont tous deux les ennemis d’Israël et nous soutenons totalement l’action américaine visant à mettre un terme à cette guerre[5]. » A

Washington, le dossier de la négociation des otages échappe désormais au Conseil national de sécurité et à la Maison Blanche pour revenir dans les mains du secrétaire d'Etat. George Schultz tient enfin sa revanche, même s'il ne parviendra pas à obtenir la libération des otages.

De leur côté, les Iraniens sont furieux. En quelques semaines, 6 nouveaux Américains vont être enlevés à Beyrouth, portant ainsi leur nombre à 8. Le gouvernement américain éprouve l'amère sensation d'avoir été joué et de se retrouver à la case départ. Le président et ses conseillers en tirent la conclusion qu'ils doivent désormais faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard de l'Iran et ne plus hésiter à aller à l'affrontement, y compris militaire si nécessaire.

Un bilan désastreux pour Washington

A Bagdad, Saddam Hussein fulmine à l'encontre des Américains qu'il accuse de double-jeu. Il traite Ronald Reagan et Donald Rumsfeld de tous les noms, les bandes magnétiques qui enregistrent systématiquement ses conversations en témoigneront par la suite. Cette affaire le convainc définitivement qu'il est illusoire d'espérer une entente durable avec les Etats-Unis. Il est encore plus furieux lorsqu'il apprend qu'à la fin de l'année 1985, Washington a livré à Téhéran des images satellitaires montrant le détail du déploiement militaire irakien le long du front, aidant ainsi à la capture de la péninsule de Fao par l'Iran. Le président irakien est toutefois pragmatique. Il sait qu'il lui faut pour l'instant ménager la Maison Blanche, puisque le Kremlin semble vouloir se détourner de lui et que les Européens rechignent à lui vendre des armes, prétextant l'insolvabilité de son pays. En fin politique, il décide de culpabiliser ses interlocuteurs américains en leur demandant d'accroître leur assistance financière et leur coopération technique. Penauds, les Américains livreront aux Irakiens toujours plus de renseignements qui leur permettront d'affiner leur perception du dispositif iranien. Ils fermeront également les yeux sur l'usage massif d'armes chimiques par l'Irak. Walter Lang, ancien des services de renseignements de l'armée américaine, reconnaîtra par la suite que « la DIA estimait inévitable l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre des objectifs militaires iraniens, afin d'empêcher une victoire iranienne[6] ».

A Washington, le scandale de l'Irangate suivra son cours. Ronald Reagan parviendra à sauver sa tête et éviter que ne se mette en branle une procédure d'*impeachment*. La commission Tower le critiquera néanmoins sévèrement pour ne pas avoir suffisamment contrôlé les activités de son conseiller pour la Sécurité nationale. L'amiral John Poindexter et le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger auront moins de chance et seront acculés à la démission. Robert

McFarlane, le cerveau de cette manipulation, tentera sans succès de se suicider avant d'être condamné à deux ans de prison avec sursis pour forfaiture. Une fois élu président, George Bush (père), vice-président au moment des faits, les réhabilitera tous les trois et reprendra même John Poindexter à son service. William Casey échappera pour sa part à l'opprobre en décédant opportunément d'un cancer le 6 mai 1987, quelques jours seulement avant la date prévue pour son audition devant le Congrès. William Webster lui succédera à la tête de la CIA. Le lieutenant-colonel Oliver North sera quant à lui reconnu coupable de félonie pour avoir menti au Congrès et fait obstruction à la justice. Il sera condamné à trois ans de prison avec sursis. Deux ans plus tard, les charges retenues contre lui seront annulées, lui permettant de tenter sa chance en politique aux côtés des néoconservateurs, puis de devenir un auteur de *best-sellers*. En marge de cette affaire, la justice américaine mettra à jour plusieurs trafics juteux à destination de Téhéran, dont un émanant du porte-avions *Kitty Hawk* posté dans le Golfe : un des commissaires du bord avait organisé une filière de livraison de pièces détachées et de composants électroniques de Tomcat à l'Iran, détournant ceux du bord, *via* une entreprise new-yorkaise d'import-export et une société écran basée à Londres[7]. Ces matériels, d'une valeur de 7 millions de dollars, avaient été prélevés à bord du porte-avions *Kitty Hawk* lors d'une escale à New-York, puis vendus fictivement à la société d'import-export qui les avaient expédiés à Londres, puis à Téhéran grâce à de faux documents d'exportation. Les membres de ce réseau plaideront coupables et seront condamnés à de lourdes peines de prison.

Quant aux otages américains encore détenus au Liban[8], il leur faudra attendre 1991 pour être libérés, après que tous les détenus chiites impliqués dans des attentats au Koweït, en Europe ou contre l'armée israélienne présente au Sud-Liban auront été libérés, que la guerre civile libanaise se sera terminée, que les avoirs du chah auront été restitués et que le président iranien Rafsandjani aura publiquement encouragé le retour des capitaux occidentaux dans son pays.

26
Offensives à outrance

En cette fin d'automne 1986, les Iraniens préparent une nouvelle offensive destinée à faire plier Saddam Hussein. Bagdad demeurant pour l'instant hors de portée, c'est Bassora qui est visée. Les dirigeants iraniens sont convaincus que le régime baassiste ne se relèvera pas de la perte de la deuxième ville d'Irak. Ils espèrent que celle-ci lancera le signal d'une insurrection chiite dans le sud du pays. Ils ont massé 360 000 soldats à proximité, répartis en 13 divisions (10 d'infanterie, 1 de commandos, 1 blindée et 1 d'artillerie), qui s'ajoutent aux 40 000 hommes déployés dans la poche de Fao. Cette offensive est reportée plusieurs fois, car l'armée régulière et les *pasdarans* ne s'entendent pas sur le mode opératoire. Le général Chirazi a proposé une vaste manœuvre d'enveloppement qu'il juge plus sûre et moins coûteuse, même si celle-ci promet d'être plus longue. Mohsen Rezaï se fait l'avocat des *pasdarans* et milite pour un assaut frontal sur Bassora, certes coûteux, mais plus rapide. Le facteur temps paraît d'autant plus crucial que l'ayatollah Khomeiny a édicté récemment une fatwa demandant aux forces armées de vaincre l'Irak avant le 21 mars 1987, date de la prochaine fête de Nowrouz, le nouvel an perse. Cette démarche inhabituelle de la part du guide vise bien évidemment à motiver les troupes, mais aussi à accroître la pression sur Rafsandjani pour le contraindre à l'emporter ou à négocier. Car la guerre n'a que trop duré. Sa prolongation devient contre-productive. Le pouvoir des mollahs est désormais fermement établi sur une société fragmentée qui n'est plus en mesure de contester la mainmise du clergé sur les affaires publiques. Les partis d'opposition ont été annihilés ou muselés, les velléités d'indépendance des Kurdes, des Azéris et des Baloutches matées. Pour satisfaire le peuple et garantir la paix sociale, le pouvoir a maintenant besoin d'argent, mais la poursuite des hostilités appauvrit l'Iran. Il est donc urgent de terrasser Saddam.

À l’assaut de Bassora

A l’issue d’une réunion houleuse du Comité supérieur de défense, Rafsandjani impose le principe d’une attaque frontale contre Bassora. Celle-ci s’effectuera en deux temps : une traversée du Chatt el-Arab au niveau de Khorramchahr, afin de prendre la ville à revers par le sud, pendant que l’assaut principal surviendra de Shalamcheh et de Hosseinieh, le long de la rive orientale du fleuve. Dans la nuit du 24 au 25 décembre 1986, Rafsandjani déclenche l’opération Karbala 4. La 21e division d’infanterie, rebaptisée Prophète Mohammed, traverse le Chatt el-Arab et débarque sur l’île Oum al-Rassas et sur les trois îlots de Bouarim, Tawila et Fayaz. Son commandant, le général Ahmed Kossari, est appuyé par les sapeurs de la 41e division du génie. Ses fantassins se heurtent immédiatement aux troupes irakiennes dont les mitrailleuses et les mortiers fauchent les rangs des assaillants. A l’aube, les Iraniens n’ont guère progressé. Le général Kossari, conscient de l’importance de sa mission, ordonne l’envoi de renforts supplémentaires. Pendant trente-six heures, plus de 30 000 *pasdarans* débarquent sur la tête de pont. L’état-major irakien réagit sans perdre de temps, ordonnant à l’aviation de bombarder les ponts flottants jetés à travers le Chatt el-Arab. Il confie la contre-attaque au 7e Corps chargé de défendre la péninsule de Fao. C’est le général Maher Abdel Rachid, désormais allié à la famille de Saddam, qui est à la manœuvre. A la tête de la 6e division blindée, il lance un vaste coup de faux qui balaie les combattants iraniens éparpillés le long du fleuve, pendant qu’une partie des divisions du 7e Corps quittent leurs tranchées, situées à 20 kilomètres de là, pour se ruer sur la tête de pont iranienne. Pendant quarante-huit heures, les combats sont féroces. Rien ne semble arrêter la furie des Irakiens, conscients de tenir le sort de Bassora entre leurs mains. Le 27 décembre, le général Rachid reste maître du terrain. Ses combattants réduisent les dernières poches de résistance, après avoir repris le contrôle de l’île Oum al-Rassas et des trois îlots voisins. En soixante-douze heures, ils ont exterminé près de 8 000 combattants iraniens, ne faisant que 200 prisonniers. Les autres sont parvenus à retraverser le fleuve. Leurs propres pertes sont proportionnellement minimes : 800 tués et 2 000 blessés. Le général Rachid n’est pas peu fier de cette victoire éclatante qui lui permet de se pavaner devant ses rivaux qui lui reprochent de court-circuiter bien souvent l’état-major pour obtenir directement le soutien de Saddam. Ce dernier ne s’en offusque pas, puisque Maher Abdel Rachid vient de lui offrir une victoire mémorable qu’il qualifie aussitôt de « bataille du Grand Jour ».

A Téhéran, en revanche, les critiques fusent contre Rafsandjani, tant de la part d'Ali Khamenei que de l'ayatollah Montazéri et du général Nedjad, l'ancien chef d'état-major. L'ayatollah Khomeiny hésite même à lui retirer la charge de commandant en chef des armées, avant d'y renoncer. Affaibli, il a besoin de s'appuyer sur celui qu'il perçoit comme le seul mollah capable de maintenir le cap contre vents et marées, du moins pendant la durée de la guerre. Il sait aussi que la mise à l'écart de Rafsandjani ne serait pas comprise par les *pasdarans* qui constituent désormais la force la plus puissante du pays. Le président du Parlement peut donc poursuivre son plan initial : l'attaque de Bassora. Seul contre tous, il joue son va-tout et engage toutes les forces disponibles dans cette bataille. Il est conscient de jouer là son avenir politique. Le combat sera donc sans merci et à outrance. Un seul mot d'ordre prévaudra : vaincre à tout prix ! Si la bataille de Khorramchahr, en 1982, a souvent été associée à celle de Stalingrad, celle de Bassora, en ce début d'année 1987, peut aisément être comparée à celle de Verdun, car pendant plusieurs mois, dans la boue des tranchées, les belligérants vont s'épuiser dans un affrontement dantesque dans lequel ils vont précipiter leurs forces vives.

La « mère de toutes les batailles »

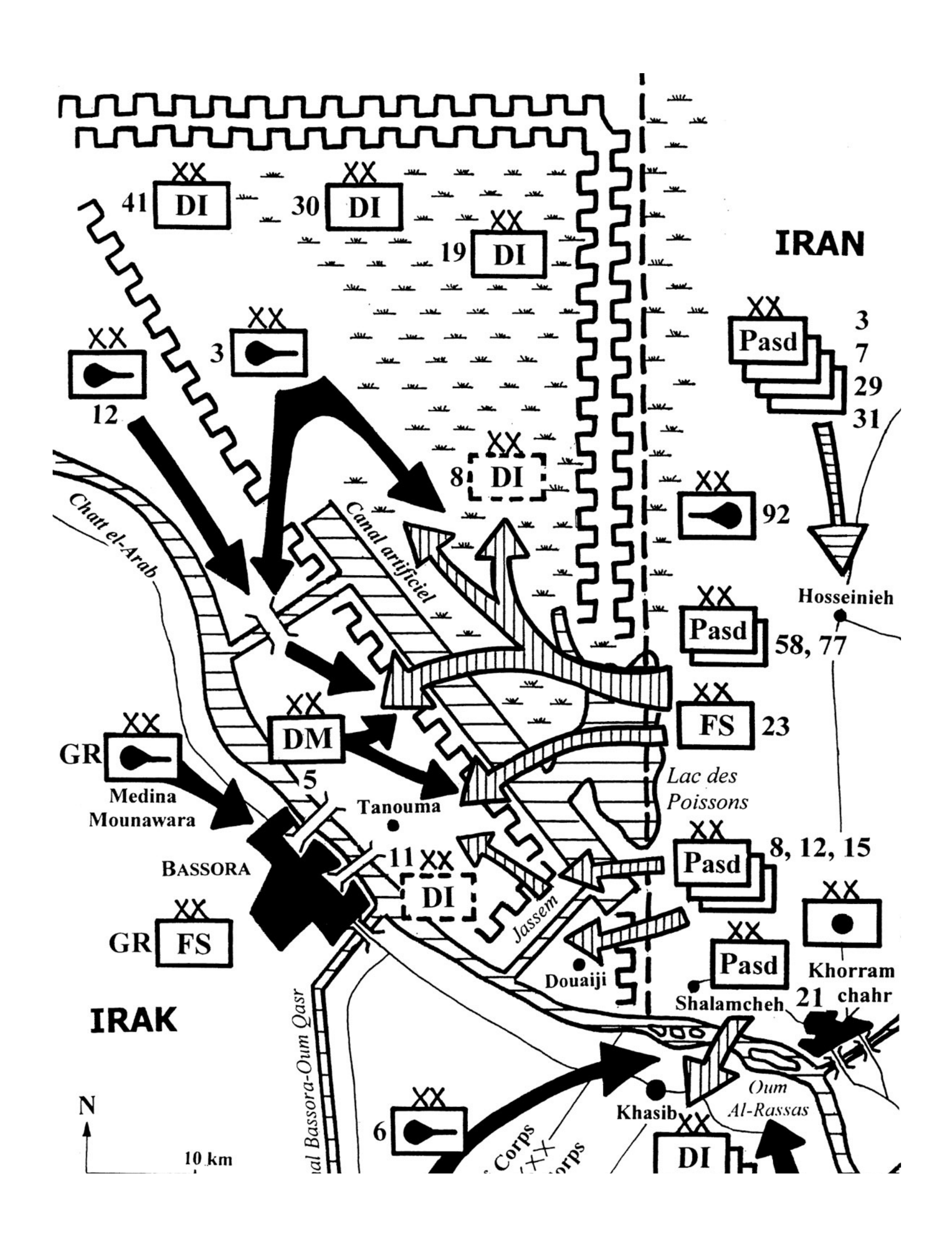
Le 8 janvier 1987, Akbar Hashemi Rafsandjani déclenche l'offensive Karbala 5 dans le secteur situé à l'est de Bassora, face au lac des Poissons et au canal artificiel. Depuis 1984, ce dispositif s'est considérablement étoffé. Outre les successions de champs de mines, de fossés antichars, de barbelés, de remparts, de bunkers et de tranchées, les sapeurs ont érigé un remblai en arc de cercle autour des ponts reliant Bassora à la berge orientale du Chatt el-Arab, au niveau de la bourgade de Tanouma. L'ensemble est complété par un système d'alerte électronique, capable de détecter l'arrivée d'assaillants. Le général Talal Duri, qui commande le 3e Corps, dispose de 3 divisions dans ce secteur : la 8e d'infanterie au nord du lac des Poissons, la 11e d'infanterie, entre la pointe sud du lac et le Chatt el-Arab, et la 5e mécanisée, plus en retrait, près de Tanouma. Ses 4 autres divisions d'infanterie, de même que sa 3e division blindée, sont déployées un peu plus au nord, de l'autre côté du canal artificiel. La ville de Bassora et la rive ouest du chenal Bassora-Oum Qasr sont gardées par la division de forces spéciales de la Garde républicaine et par plusieurs brigades de l'Armée populaire.

Au crépuscule, la 92e division blindée engage la 8e division irakienne pour la fixer le long de la frontière. Dès la nuit tombée, les 58e et 77e divisions de

pasdarans traversent le lac des Poissons à bord d'embarcations à fond plat pour débarquer sur l'autre rive, en plein milieu de marécages, afin de prendre la 8e division à revers. Elles poursuivent ensuite jusqu'au canal artificiel. Cette manœuvre accomplie, une brigade de *pasdarans* traverse le canal sur des canots pneumatiques et établit une tête de pont de 1 kilomètre de large sur l'autre berge, au nord de Tanouma. Simultanément, la 23e division de forces spéciales traverse elle aussi le lac des Poissons pour établir une seconde tête de pont en face de Tanouma. Elle est contre-attaquée par la 5e division mécanisée.

Pendant ce temps, plus au sud, 3 divisions de *pasdarans* se ruent à l'assaut du petit quadrilatère d'une douzaine de kilomètres carrés coincé entre le Chatt el-Arab, le sud du lac des Poissons et le canal Jassem, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Bassora. Les Irakiens avaient beau s'attendre à l'offensive et s'y être préparés, ils sont surpris par la masse de combattants ennemis : 40 000 combattants, dont une majorité d'adolescents, pulvérisent leur dispositif. A l'aube, les fantassins de la 11e division se replient sur une seconde ligne de défense érigée 3 kilomètres en retrait, au niveau du village de Douaiji. Le général Abdel Wahad Shannan, qui commande la division, y a rallié ses troupes et déployé sa dernière brigade.

Pendant quarante-huit heures, les Irakiens contre-attaquent avec les moyens limités dont ils disposent. Le temps couvert contraint leur aviation à voler bas, s'exposant davantage à la DCA iranienne ; 5 de leurs chasseurs sont ainsi abattus, tandis qu'un Tupolev-16 est détruit au-dessus de Shalamcheh par un missile Hawk. Les *pasdarans* progressent partout. Au nord, la 8e division, encerclée, s'effondre. Son général, Ibrahim Ismaël, est fait prisonnier. Au sud, les Iraniens submergent la seconde ligne de défense irakienne et s'emparent du village de Douaiji.



41 DI
30 DI
19 DI
IRAN
3 Pasd 3 7 29 31
12
3
8 DI
92
Chatt el-Arab
Canal artificiel
Hosseinieh
Pasd 58, 77
FS 23
DM
5
GR
Medina
Mounawara
Tanouma
Lac des
Poissons
Pasd 8, 12, 15
Bassora
11
DI
Jassem
GR FS
Pasd
Khorram
chahr
21
Douaiji
Shalamcheh
IRAK
Canal Bassora-Oum Qasr
Khasib
Oum
Al-Rassas
6
DI
N
10 km

1, 14, 15

La bataille de Bassora (25 décembre 1986-11 avril 1987)

Le 11 janvier, le général Duri autorise la 11e division à se replier derrière le canal Jassem qui relie le canal artificiel au Chatt el-Arab. Cette voie d'eau constitue une ligne de défense naturelle sur laquelle viennent buter les *bassidjis*. L'avant-garde iranienne ne se trouve désormais plus qu'à 16 kilomètres de Bassora, à portée de canons. Furieux de ce repli qu'il n'a pas avalisé, Saddam Hussein retire son commandement au général Duri. Le dictateur a beau lui avoir toujours pardonné ses erreurs, il a besoin cette fois d'une personne réellement compétente pour superviser la défense de Bassora. Il nomme à sa place Zia Aladin Djamal, un général chiite en qui il a toute confiance, qui lui a fait le serment de mourir plutôt que de laisser tomber sa ville natale entre les mains des Iraniens. Saddam Hussein lui donne ses directives opérationnelles, sans en référer au général Dhanoun. Celui-ci se vexe. Le ton monte et Saddam congédie son chef d'état-major, demandant à son entourage qui pourrait le remplacer. Compte tenu de la situation, les candidats ne se bousculent pas au portillon. Aucun des généraux de l'état-major ne se porte volontaire. Par défaut, Saddam nomme Saladin Aziz, un général en retraite dont le nom lui a été soufflé par ses conseillers. Il s'agit d'un intellectuel formé par les Britanniques, qui a fait ses preuves contre les Kurdes au début des années 1970 et qui a quitté le service actif quelques mois avant le déclenchement de la guerre contre l'Iran. Celui-ci, sorti de sa retraite, est immédiatement reçu par le président qui le promeut dans ses nouvelles fonctions. Dès le lendemain, Saddam Hussein, Adnan Khairallah et le général Aziz se rendent à Bassora pour juger par eux-mêmes de la situation. Le dictateur irakien autorise l'usage d'armes chimiques et décide d'engager dans la bataille la division blindée « Medina Mounawara » de la Garde républicaine. Conscient de la chute possible de Bassora, il ordonne l'évacuation de ses habitants et demande à ses généraux de préparer une seconde ligne de défense le long de l'Euphrate, pour empêcher les Iraniens de remonter jusqu'à Bagdad.

Ce même 12 janvier, dans un réflexe quasi pavlovien, le président irakien relance la guerre des villes pour punir le pouvoir iranien et le décourager de poursuivre son offensive sur Bassora. L'aviation irakienne abandonne aussitôt ses missions d'appui-feu au-dessus du champ de bataille et d'attaque du trafic pétrolier dans le Golfe pour bombarder une trentaine de villes iraniennes, y

compris Téhéran, Qom et Ispahan. Ces trois dernières cités, situées loin du front, vont être frappées pendant plusieurs semaines par la dizaine de MiG-25 modifiés pour ce type de mission. L'un d'entre eux sera abattu le 15 février 1987, à proximité d'Ispahan. Les Irakiens tirent également plusieurs salves de missiles Scud contre Dezfoul, Ahwaz et Kermanchah. Les Iraniens ripostent immédiatement par des tirs de missiles Oghab contre les villes irakiennes situées près du front, et de Scud contre Bagdad[1]. La Corée du Nord vient tout juste de leur en livrer une vingtaine, en attendant de leur en fournir 80 autres d'ici l'automne. Comme ils ne peuvent plus guère compter sur leur aviation, les Iraniens ripostent également avec leur artillerie. Leurs canons à longue portée pilonnent Bassora, Mandali, Khanaqin et Souleimanieh. Comme les fois précédentes, cette nouvelle campagne de bombardements des villes n'entame en rien la détermination des belligérants, bien au contraire.

Dans la nuit du 13 au 14 janvier 1987, les Iraniens déclenchent une nouvelle offensive baptisée Karbala 6 dans le secteur de Sumer. Il s'agit pour eux de s'emparer du verrou de Mandali qui contrôle la route de Bagdad, mais surtout de contraindre les Irakiens à diriger leurs renforts dans cette direction, de manière à affaiblir Bassora. Le général Chirazi, qui commande personnellement l'opération, engage dans cette bataille de diversion 100 000 hommes et 600 chars répartis en 7 divisions (11e d'artillerie, 25e et 35e d'infanterie, 40e et 84e mécanisées, 81e et 88e blindées). Pour la première fois, son état-major a recours également à de petits drones pour survoler le dispositif adverse, sans risquer ses précieux avions de reconnaissance[2]. En face, les Irakiens n'alignent que trois divisions d'infanterie. Le général en charge de ce secteur dispose de trois autres divisions échelonnées le long de la frontière, mais celles-ci ne peuvent abandonner leurs positions sous peine de créer une vaste brèche dans le dispositif irakien. Sa seule réserve opérationnelle repose sur la 10e division de chars et sur la division blindée « Hammourabi » de la Garde républicaine. En cinq jours, les Iraniens bousculent les défenses irakiennes et s'emparent de plusieurs hauteurs dominant la bourgade abandonnée de Mandali, sans parvenir toutefois à percer. Les Irakiens contre-attaquent avec leurs deux divisions blindées. Pour la première fois depuis quatre ans, les belligérants se livrent une véritable bataille de chars au cours de laquelle les Irakiens prennent l'ascendant sur leurs adversaires. Les T-59 et T-69 iraniens ne font pas le poids face aux T-72 irakiens, d'autant que leurs équipages manquent cruellement d'entraînement et de motivation. Certains d'entre eux n'ont même jamais tiré d'obus, pour économiser cette denrée devenue rare. Les tankistes irakiens ne parviennent pas

à exploiter leur succès, car ils sont refoulés par des salves de missiles antichars Tow. Au bilan, chacun perd 200 chars.

Le 17 janvier, Saddam Hussein réunit à Bagdad ses principaux généraux pour organiser avec eux la contre-offensive qui débute dès le lendemain dans la région de Bassora. La 3e division blindée se dirige vers les marais pour reprendre le contrôle de la berge orientale du canal artificiel et pour isoler les fantassins iraniens retranchés sur l'autre rive, face à Bassora. Pendant ce temps, la 5e division mécanisée, la 12e division blindée et la division de chars « Medina Mounawara » réduisent les deux têtes de pont ennemies établies de part et d'autre de Tanouma et rejettent les combattants iraniens à l'eau. Beaucoup, qui ne savent pas nager, se noient.

Le 21 janvier, le front paraissant stabilisé, le président irakien s'adresse au peuple iranien dans un appel solennel, radiodiffusé, dans lequel il renonce à ses revendications territoriales et propose un plan de paix globale entre l'Irak et l'Iran. Celui-ci repose sur quatre principes : retrait total et réciproque des armées sur les frontières internationalement reconnues ; échange de tous les prisonniers de guerre ; signature rapide d'un traité de non-agression ; non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays. Pour soutenir ce plan de paix, Tarek Aziz se rend à Moscou et Taha Yassine Ramadan à Pékin pour demander aux autorités soviétiques et chinoises de faire pression sur Téhéran, afin de convaincre le pouvoir iranien de l'accepter. Seules l'Union soviétique et la Chine semblent en effet en mesure d'influencer les dirigeants iraniens. Ces derniers se montrent une nouvelle fois inflexibles. Les négociations parallèles conduites par l'Organisation de la conférence islamique et par les pays non-alignés ne débouchent pas davantage. Le 23 janvier, Ali Khamenei déclare que l'Iran refusera de négocier tant que Saddam Hussein restera au pouvoir. Rafsandjani surenchérit et se déclare même prêt à acheter des armes aux Etats-Unis, espérant enfoncer un coin dans les relations complexes entre Bagdad et Washington. Dans la foulée, il se rend sur le front sud pour inspecter ses troupes et les galvaniser en vue de la reprise des combats, leur demandant un ultime effort. Dans un élan de lyrisme, il qualifie l'offensive à venir de « mère de toutes les batailles[3] ». Il fait appel à 4 divisions de *pasdarans* supplémentaires. Ce sont désormais 150 000 combattants qui se tiennent prêts à traverser le canal Jassem et le canal artificiel pour se ruer en direction de Bassora. Pour les contenir, le général Djamal ne dispose que de 40 000 hommes, mais ceux-ci sont appuyés par 600 chars et 400 canons.

Le 29 janvier 1987, les Iraniens, survoltés, franchissent le canal Jassem et se précipitent à l'assaut des positions ennemies. Ils sont commandés par Mohsen

Rezaï qui court d'un point à l'autre de son dispositif pour encourager ses troupes. Pendant soixante-douze heures, les vagues humaines vont se succéder sans interruption pour submerger les défenses adverses. Les pertes sont énormes, mais les Iraniens ne semblent pas s'en soucier. Les soldats irakiens voient les tas de cadavres s'amonceler devant leurs mitrailleuses. Les combattants iraniens peuvent même se faufiler jusqu'aux pieds de leurs tranchées en s'abritant derrière des murailles de corps démantibulés, afin de lancer leurs grenades. Il leur faut ensuite escalader ces obstacles macabres pour vider leurs chargeurs sur leurs adversaires qui lâchent progressivement pied. Le 1er février, les *pasdarans* percent le canal Jassem, obligeant les Irakiens à se replier sur leur avant-dernière ligne de défense. Les Iraniens ne sont désormais plus qu'à 12 kilomètres de Bassora dont ils aperçoivent les abords et certains immeubles. A Téhéran, Rafsandjani exulte et presse ses généraux d'engager toutes leurs réserves dans la bataille. Celle-ci connaît toutefois un coup d'arrêt, car l'artillerie irakienne peut désormais effectuer de redoutables tirs de barrage sans craindre de frapper ses propres soldats, les combattants n'étant plus aussi étroitement imbriqués. La puissance de feu irakienne est telle que le paysage, labouré par les obus, sera durablement chamboulé. Vingt-cinq ans plus tard, les vues aériennes de ce secteur montrent toujours une zone criblée de cratères. Pour désorganiser un peu plus les Iraniens, les Irakiens n'hésitent pas à recourir massivement aux gaz de combat et à leurs lourds quadriréacteurs Iliouchine-76 qui larguent à haute altitude, au-dessus des positions iraniennes, des palettes de bidons de napalm qui brûlent horriblement les combattants. Côté iranien, la logistique étant défaillante et les réserves d'obus limitées, les *pasdarans* ne peuvent compter que sur le nombre pour l'emporter.

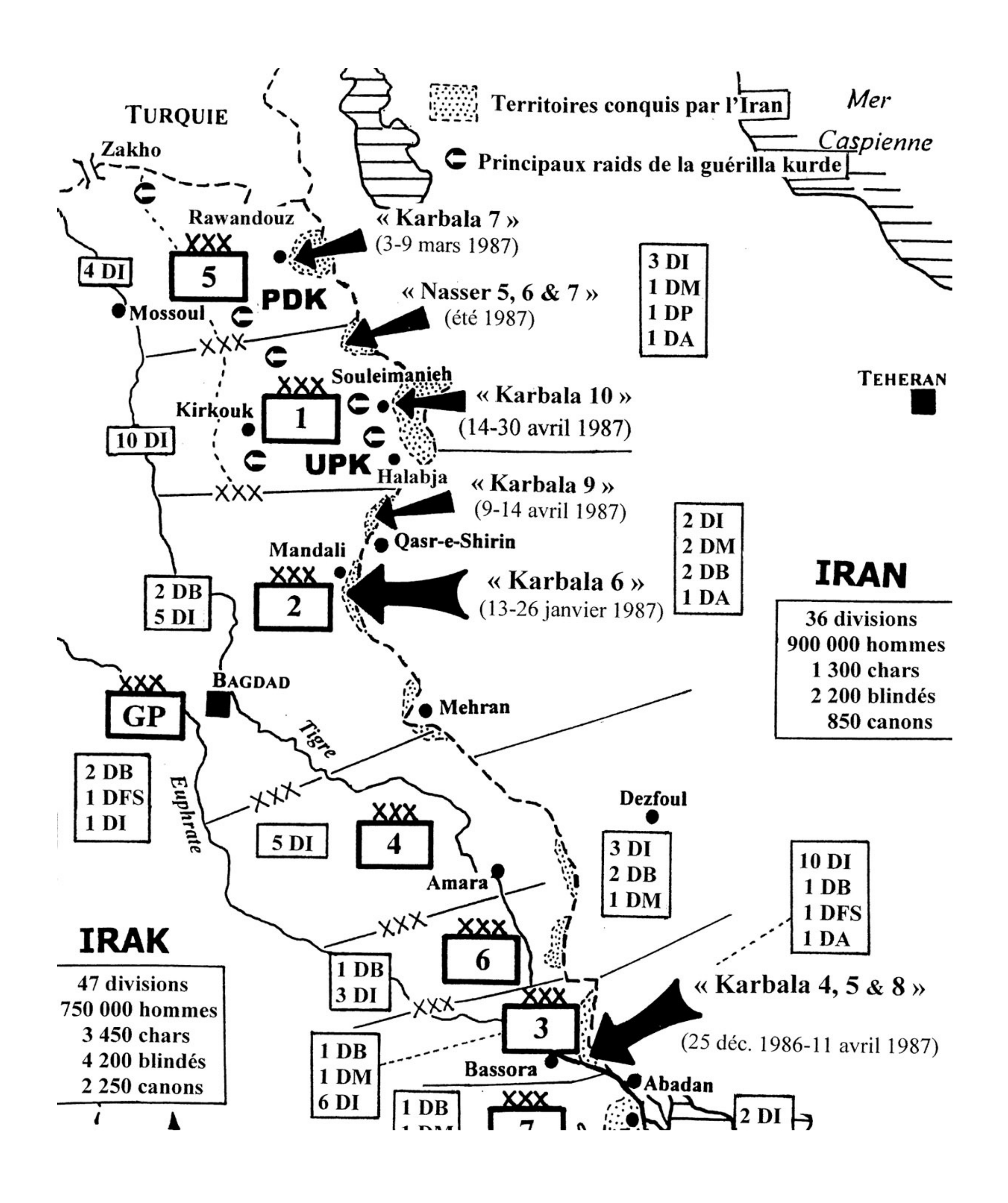
Aux portes de Bassora

Le 11 février 1987, à l'occasion du huitième anniversaire de la révolution islamique, l'ayatollah Khomeiny sort de sa réserve et prononce un discours public dans lequel il compare la guerre en cours à « une sainte croisade qui doit se poursuivre jusqu'à la victoire finale et au départ du tyran de Bagdad ». Il invite à cette occasion les jeunes Iraniens à s'enrôler et à rejoindre sans délai le front, car les Irakiens repoussent les assauts les uns après les autres. Pour combler les pertes, Mohsen Rezaï obtient l'envoi de renforts supplémentaires. En face, le général Djamal reçoit deux nouvelles divisions d'infanterie prélevées sur les 6e et 7e Corps, qui viennent relever ses fantassins épuisés.

Le 19 février, pressé d'agir, le commandant des *pasdarans* lance un nouvel assaut dans lequel il engage toutes ses forces. L'affrontement est une nouvelle

fois dantesque. La puissance de feu irakienne parvient initialement à tenir à distance l'adversaire, mais la furie des *pasdarans* et des *bassidjis* est telle que ceux-ci parviennent à percer le dispositif irakien en plusieurs endroits. Pour éviter d'être encerclées, les troupes irakiennes sont contraintes de se replier sur la dernière ligne de défense protégeant Bassora, à 8 kilomètres de la cité. A Bagdad, le général Aziz hésite sur la marche à suivre. Dépassé par les évènements, il s'avère incapable de s'adapter aux nouvelles réalités de cette guerre qu'il découvre. Sur le terrain, le général Djamal se rend en première ligne, ajuste son dispositif grâce à l'assistance d'Adnan Khairallah, remonte le moral des combattants et accélère les opérations d'évacuation de civils[4]. Ses dépôts de munitions sont bien approvisionnés et son dispositif défensif lui semble impeccable.

Le 23 février, Mohsen Rezaï lance ses troupes à l'assaut de cette dernière ligne de défense. Les Irakiens, survoltés, repoussent les vagues humaines les unes après les autres. Leurs chars sont tous sur la brèche pour hacher les fantassins qui montent à l'assaut en rangs serrés. Le 26 février, les Iraniens, épuisés et à court de munitions, décrètent la fin de Karbala 5. Téhéran laisse souffler ses troupes quelques semaines, le temps de se réorganiser et de se renforcer. Cette pause opérationnelle entraîne la fin des bombardements contre les villes qui ont fait, en six semaines, 3 000 morts en Iran et un millier en Irak. Saddam Hussein en profite pour remplacer le général Aziz par le général Nizar Abdel Karim Khazraji, qui commandait jusqu'alors le 1er Corps. Cet officier brillant, charismatique, humble et très professionnel, n'en est pas moins impitoyable quand cela s'avère nécessaire. Adnan Khairallah, qui a poussé sa candidature, apprécie sa droiture et son talent. Il est convaincu que sa présence à la tête des armées pourra permettre à l'Irak d'inverser la tendance et de reprendre l'initiative.



Territoires conquis par l'Iran
Principaux raids de la guérilla kurde
Mer Caspienne
TURQUIE
Zakho
Rawandouz
« Karbala 7 »
(3-9 mars 1987)
4 DI
5
PDK
Mossoul
« Nasser 5, 6 & 7 »
(été 1987)
3 DI
1 DM
1 DP
1 DA
TEHERAN
Souleimanieh
Kirkouk
1
« Karbala 10 »
(14-30 avril 1987)
10 DI
UPK
Halabja
« Karbala 9 »
(9-14 avril 1987)
2 DI
2 DM
2 DB
1 DA
Qasr-e-Shirin
Mandali
2 DB
5 DI
2
« Karbala 6 »
(13-26 janvier 1987)
IRAN
36 divisions
900 000 hommes
1 300 chars
2 200 blindés
850 canons
GP
BAGDAD
Tigre
Mehran
2 DB
1 DFS
1 DI
Euphrate
5 DI
4
Dezfoul
3 DI
2 DB
1 DM
Amara
10 DI
1 DB
1 DFS
1 DA
IRAK
6
47 divisions
750 000 hommes
3 450 chars
4 200 blindés
2 250 canons
1 DB
3 DI
« Karbala 4, 5 & 8 »
3
(25 déc. 1986-11 avril 1987)
1 DB
1 DM
6 DI
Bassora
Abadan
1 DB
7
2 DI

© Pierre Razoux 50 km
1 DM
3 DI
Fao
1 DA
1 DG

Le front irano-irakien en 1987

Pour maintenir la pression, Téhéran déclenche le 3 mars l’offensive Karbala 7 au Kurdistan irakien, au moment même où l’armée turque lance en territoire irakien une vaste opération contre le PKK. Le gouvernement turc fait aussitôt savoir au régime iranien qu’il ne tolérera pas que celui-ci s’empare de Kirkouk ou de Mossoul. Rafsandjani temporise, bien conscient que le rapport de forces ne lui est favorable ni sur le plan militaire ni sur le plan économique. Il sait que la Turquie ferme les yeux sur les livraisons d’armes que la Libye et la Syrie continuent d’acheminer à l’Iran, *via* son territoire. Décidé à apaiser les tensions, il se rend à Ankara et invite le président Evren à visiter Téhéran le plus tôt possible. Pendant ce temps, les 28e et 64e divisions iraniennes ont progressé d’une quinzaine de kilomètres en direction de Rawandouz, dans un paysage enneigé, soutenues par les *peshmergas* du PDK. Le 9 mars, alors qu’elles sont en vue de cette ville, elles reçoivent l’ordre de stopper leur avance. Le pouvoir iranien ne souhaite pas provoquer inutilement le gouvernement turc. Les deux nations ont toujours pris grand soin d’éviter de s’affronter depuis la fin du XVIIe siècle, y compris lors des deux guerres mondiales. Il serait stupide de remettre aujourd’hui en cause cette politique, pour des gains très incertains.

Durant le mois de mars, les troupes iraniennes maintiennent le siège de Bassora et préparent l’offensive de la dernière chance. Leur chaîne logistique, défaillante, peine à alimenter les combattants en vivres, en eau douce et en munitions. De leur côté, les Irakiens martèlent les lignes ennemies avec leur artillerie et renforcent leurs propres défenses. Lucide, Saddam Hussein imagine le pire et rassure ses généraux : « En tant que chef suprême de l’Etat irakien, je vous dis très clairement que même si Bassora devait tomber, ce ne serait pas la fin du monde… Nous continuerions à nous battre, et même s’ils atteignaient les portes du palais de la République à Bagdad, nous les combattrions encore jusqu’à ce que nous les repoussions au-delà de la frontière. Ils sont épuisés. Nous sommes forts. Nous vaincrons[5]. »

Dans la nuit du 6 au 7 avril, le commandement iranien passe finalement à l’attaque (offensive Karbala 8) : 40 000 *pasdarans* tentent de percer la dernière ligne de défense protégeant l’accès de Bassora. Malgré leur détermination et leur courage, ils n’y parviennent pas. Les Irakiens maîtrisent le combat défensif et

disposent d'une puissance de feu terrifiante. Leurs orgues de Staline et leurs canons ultramodernes pilonnent sans répit les assaillants. Chaque fois que leurs fantassins doivent céder un peu de terrain, leurs tankistes contre-attaquent et récupèrent le terrain perdu. Ce bain de sang dure quatre jours. Les 9 et 12 avril, dérogeant à ses principes, le régime iranien utilise pour la première fois de la guerre ses propres armes chimiques pour tenter d'emporter la décision. A la tombée de la nuit, son artillerie déverse du gaz phosgène dans le secteur du 3e Corps d'armée. Ces bombardements ne causent toutefois que peu de pertes dans les rangs irakiens (une vingtaine de morts et 200 blessés) et ne suffisent pas à disloquer le dispositif défensif autour de Bassora. Ils alertent en revanche les services de renseignement irakiens qui informent Saddam Hussein que l'Iran est en train de développer à Marvdacht, près de Chiraz, une usine de production de tabun, grâce à l'aide de techniciens nord-coréens[6]. Les Irakiens répliquent en aspergeant les assaillants d'ypérite.

Entre-temps, Téhéran a lancé une nouvelle attaque de diversion (Karbala 9) dans le secteur de Qasr-e-Shirin. Pendant quatre jours, les 25e et 84e divisions iraniennes affrontent la 21e division irakienne et s'emparent de quatre hauteurs stratégiques qui dominent la route menant à Bagdad. Les Irakiens ne tombent toutefois pas dans le piège et se contentent de réorganiser leur défense avec les moyens du bord, sans déployer de nouveaux renforts.

Mi-avril, les Iraniens, éreintés et démoralisés, cessent l'assaut et mettent un terme à la bataille de Bassora qui aura duré un peu plus de trois mois, leur causant des pertes terribles : au moins 40 000 morts et le double de blessés[7]. Les *pasdarans* ont particulièrement souffert. Un quart de leurs cadres les plus aguerris ont été tués dans la bataille, comme le général Hossein Kharrazi, terrassé par l'explosion d'un obus irakien. Ebranlés, ils se retranchent sur leurs positions et maintiennent le siège de Bassora. Le pouvoir iranien tente d'édulcorer ce bilan effrayant en mettant en avant les 1 750 prisonniers capturés (dont 2 généraux et 10 colonels), les 70 kilomètres carrés de territoire conquis, et en soulignant l'ampleur des pertes irakiennes : 10 000 tués, sans compter les 150 chars détruits et la dizaine d'aéronefs (principalement des hélicoptères de combat) abattus par leur DCA. Malgré les pertes subies, Saddam Hussein exulte, car Bassora, qui était à deux doigts de tomber, est sauvée. Il félicite ses généraux pour cette « superbe victoire » qu'il surnomme « la Grande Moisson », compte tenu du nombre impressionnant de morts iraniens.

Désireux de se venger, les Iraniens déclenchent au Kurdistan, le 14 avril, l'offensive Karbala 10. Il s'agit pour eux de montrer aux Irakiens que leur armée est encore capable de les bousculer. Le cœur n'y est toutefois plus. Pendant deux

semaines, 3 de leurs divisions, soutenues par quelques milliers de *peshmergas* de l'UPK, grignotent quelques kilomètres carrés dans les secteurs de Souleimanieh et de Halabja, sans parvenir à s'emparer de ces deux villes. Un constat s'impose : l'armée iranienne, à bout de souffle, ne dispose plus des ressources nécessaires pour poursuivre ses coûteuses offensives à outrance. L'armée irakienne n'est sans doute pas encore en mesure de repartir à l'offensive, mais elle est suffisamment forte pour résister durablement à la pression militaire iranienne. L'impasse est donc totale sur le front terrestre. C'est un revers pour Akbar Hashemi Rafsandjani qui s'était engagé publiquement à vaincre l'Irak avant la fin du mois de mars 1987. Amer et frustré, le président du Parlement iranien doit dès lors arrêter une nouvelle stratégie.

27
L’Iran change de stratégie

Au mois d’avril 1987, le Conseil supérieur de Défense se réunit à Téhéran, sous la présidence de Rafsandjani, pour définir une nouvelle stratégie. Il y a urgence, car pour la première fois depuis le début de la guerre, des *pasdarans* défilent dans les rues de la capitale pour demander l’arrêt des hostilités. Les services de sécurité rapportent même que des fraternisations entre tranchées ennemies auraient eu lieu dans les secteurs les plus calmes du front. Les *pasdarans* sont soutenus par l’ayatollah Montazéri qui n’hésite pas à s’afficher à leurs côtés. Pour les calmer, le pouvoir promeut une dizaine de généraux issus de leurs rangs et annonce une augmentation des pensions de réversion pour les familles des martyrs tombés sur le champ de bataille. Après des débats tendus, le pouvoir et les militaires s’entendent pour revenir à la guerre d’usure et pour accroître les frappes aériennes et navales contre le trafic maritime. Les stratèges iraniens pensent ainsi contraindre les pétromonarchies à réduire leur soutien financier à Bagdad. Ils espèrent aussi pousser les grandes puissances à faire pression sur Saddam Hussein pour que celui-ci cesse ses attaques contre le trafic pétrolier, de manière à permettre le renforcement économique et militaire de l’Iran. Sur le front, cette nouvelle stratégie implique le maintien du siège de Bassora, et la création d’un sanctuaire kurde pour user l’armée irakienne et la contraindre à diviser ses forces aux deux extrémités du front. Il est clair, pour les dirigeants iraniens, que la guerre s’inscrit désormais dans le temps long et qu’il convient d’en atténuer le coût humain et financier pour la rendre plus supportable à la population.

A Bagdad, Saddam Hussein et ses conseillers ont eux aussi tiré les leçons de la bataille de Bassora. L’heure est venue pour eux de reprendre la main et d’imposer leur tempo aux Iraniens. Ils tombent d’accord pour accroître leurs attaques contre le trafic pétrolier, de manière à asphyxier l’économie iranienne et empêcher ainsi Téhéran de reconstituer ses stocks d’armes et de munitions.

Ils n'ont pas non plus perdu espoir de pousser les mollahs à la faute en les incitant à bloquer le détroit d'Ormuz, ce qui provoquerait l'intervention immédiate des grandes puissances. Ils s'entendent également pour constituer un corps de bataille mobile et puissant capable de conduire la contre-offensive qui leur permettra de récupérer à terme les territoires perdus, car l'Iran contrôle une dizaine de poches en Irak, adossées à la frontière, qui totalisent un peu plus de 2 000 kilomètres carrés.

Grandes manœuvres militaires, diplomatiques et commerciales

Fin avril, l'Iran déploie ostensiblement deux batteries de missiles antinavires Silkworm dans le détroit d'Ormuz, sur l'île de Qishm et à proximité de la base navale de Bandar Abbas[1]. Les gardiens de la révolution annoncent la création d'une zone d'action maritime « spéciale » contrôlant le détroit, sous commandement des *pasdarans*. De son côté, la marine multiplie les patrouilles pour empêcher toute incursion dans la zone d'exclusion maritime qu'elle est chargée de faire respecter. Chaque jour, une frégate déployée à l'entrée du détroit questionne les navires marchands sur leur destination et la nature de leur cargaison. Ceux qui sont suspects sont inspectés, voire canonnés par une autre frégate postée en embuscade. Le pouvoir iranien signifie ainsi à la communauté internationale sa capacité de bloquer le détroit d'Ormuz, si cela s'avérait nécessaire.

De son côté, le régime irakien intensifie ses attaques contre le trafic pétrolier. Les Mirage F-1EQ5 irakiens s'en donnent à cœur joie, tirant 42 Exocet en deux mois, dont 30 font mouche. Aucun navire n'est coulé, mais 30, gravement avariés, devront être ferraillés. Les exportations iraniennes de pétrole chutent de 20 % pendant cette période, contraignant l'Iran à acquérir 15 nouveaux pétroliers. Les Mirage sont épaulés par des chasseurs Su-22M armés des nouveaux missiles antinavires Kh-29 Kedge tout juste livrés par l'Union soviétique. Ces appareils sont capables de se ravitailler en vol auprès de deux Il-76 de transport modifiés pour la circonstance. Les Irakiens profitent de ces nouvelles capacités de frappe pour harceler les plate-formes off-shore iraniennes situées au large du Qatar et des Emirats arabes unis.

Les Iraniens endommagent de leur côté une vingtaine de pétroliers. La plupart du temps, ceux-ci sont attaqués par des vedettes qui suivent un mode opératoire bien rodé. Elles surgissent par l'arrière, dans l'obscurité, remontant à toute allure les flancs du bâtiment. Elles le mitraillent pendant une dizaine de minutes, tirant quelques roquettes au-dessus de la ligne de flottaison. Après s'être repositionnées vers l'arrière, elles concentrent leurs tirs sur la salle des

machines et les locaux de vie de l'équipage, espérant provoquer un incendie. Elles rompent le combat une fois à court de munitions. Les Iraniens n'utilisent pratiquement plus leur aviation pour l'attaque des pétroliers. Les rares Phantom opérationnels assurent en priorité des missions de supériorité aérienne. Leur stock de missiles Maverick est de toute façon épuisé. Les ingénieurs iraniens essaient, sans grand succès, de transformer en mode antinavire les missiles sol-air Standard équipant les destroyers de la marine. Quelques hélicoptères de l'aéronavale, armés des derniers missiles AS-12, prennent le relais, mais leurs attaques se font rares.

Tandis que la marine et les *pasdarans* poursuivent leur stratégie de harcèlement dans le détroit d'Ormuz, le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, se rend à Moscou pour un entretien avec Edouard Chévardnadzé. Il entend lui témoigner l'importance que Téhéran accorde désormais à l'URSS. La rencontre, bien que cordiale, ne débouche sur rien de concret. Le ministre soviétique des Affaires étrangères reproche à son homologue iranien d'accroître ses attaques contre le trafic pétrolier dans le Golfe, ce qui ne peut que favoriser le retour en force des Etats-Unis dans la région. Il stigmatise également le soutien de l'Iran aux moudjahidin afghans. Malgré ses déclarations de bonnes intentions, la République islamique appuie toujours la guérilla afghane, au grand dam de Moscou. De leur côté, les Soviétiques ne se gênent pas pour multiplier les gestes d'ouverture en direction des monarchies du Golfe. Leur vice-ministre des Affaires étrangères effectue une tournée dans la région et dénonce l'intransigeance iranienne. Lors de son étape koweïtienne, il propose à l'émir Jaber de lui fournir du matériel militaire à bon prix[2]. Il accepte également de mettre à sa disposition 3 pétroliers soviétiques qui évacueront une partie du pétrole produit par le Koweït. Le Kremlin est en effet persuadé que les mollahs n'oseront jamais s'en prendre à des navires soviétiques, de peur de représailles diplomatiques et militaires.

Comprenant que le Kremlin n'est pas encore prêt à s'allier avec l'Iran, Akbar Hashemi Rafsandjani se tourne de nouveau vers les Etats-Unis et leur propose de renouer des relations diplomatiques, si l'administration américaine accepte de modifier sa politique vis-à-vis de Téhéran. Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense, frustré par l'affaire des otages, douche néanmoins ses espoirs, estimant qu'il est illusoire de chercher à établir des liens avec des éléments prétendument modérés en Iran. Il annonce le renforcement de la présence navale américaine dans la région et avertit les dirigeants iraniens que les Etats-Unis répliqueront à toute provocation iranienne. Pour protéger ses propres navires de commerce, le gouvernement britannique annonce l'envoi de 3 navires de guerre supplémentaires dans la région. Ceux-ci viennent renforcer la

flottille Armilla qui patrouille à l'intérieur du Golfe depuis l'été 1982. Londres, qui dispose désormais sur place d'un destroyer lance-missiles, de 2 frégates, d'un pétrolier-ravitailleur et d'un bâtiment logistique, espère promouvoir du même coup sa politique de vente d'armes. Le calcul s'avère payant puisque l'Arabie saoudite, qui s'interroge sur la fiabilité de Washington et ne souhaite plus mettre tous ses œufs dans le même panier américain, commande 48 chasseurs Tornado au Royaume-Uni.

Pendant ce temps, Tarek Aziz se rend à son tour au Kremlin pour évaluer la portée du rapprochement entre Moscou et Téhéran. Il en profite pour demander à ses interlocuteurs de bien vouloir livrer à Bagdad le matériel ultramoderne attendu impatiemment par les généraux irakiens. Les autorités soviétiques sont partagées. D'un côté, elles souhaitent abréger le conflit et n'entendent pas envoyer de signaux trop négatifs à Téhéran. D'un autre, elles ont désespérément besoin de devises et se disent qu'en donnant à l'armée irakienne les moyens de rétablir sa situation sur le terrain, les dirigeants iraniens comprendront qu'il est de leur intérêt d'accepter le cessez-le-feu que les Soviétiques appellent de leurs vœux depuis longtemps. A l'issue d'âpres négociations, le Kremlin autorise la vente à l'Irak de 15 intercepteurs MiG-29, de 30 avions d'assaut Su-25, d'une quarantaine de systèmes sol-air Sam-13, ainsi que de plusieurs centaines de missiles antichars Spigot. De manière tout aussi cruciale, Moscou accepte de fournir à Bagdad un flot continu de munitions et de pièces détachées. Au passage, Tarek Aziz et ses interlocuteurs soviétiques prorogent le traité d'amitié et de coopération conclu entre les deux pays en 1972.

La Chine, de son côté, s'engage à livrer à l'Irak 4 bombardiers à long rayon d'action H-6D qui sont en fait des copies du Tupolev-16, armés de missiles antinavires C-601, la version aéroportée du fameux missile Silkworm. Grâce à ces appareils, l'armée de l'air irakienne pourra frapper à proximité du détroit d'Ormuz, tout en demeurant à distance de sécurité. Parallèlement, Pékin fournit à l'Iran, *via* la Corée du Nord, une soixantaine de chasseurs F-7 (copie locale du MiG-21), ainsi qu'une dizaine de batteries de missiles sol-air dérivés des Sam-2 et Sam-3. Les autorités chinoises continuent donc de faire des affaires, tout en assurant les dirigeants irakiens et iraniens de leurs meilleurs sentiments. Déterminées à pousser leurs pions dans la région, elles concluent une entente avec le roi Fahd : en échange d'un accès garanti au pétrole saoudien, elles s'engagent à livrer à Riyad des missiles balistiques CSS-2 Dongfeng-3 équipés de têtes conventionnelles, qui permettront au royaume saoudien de renforcer sa capacité de dissuasion vis-à-vis de l'Iran[3]. Bien que la précision de ces missiles d'une portée de 2 500 kilomètres (qui leur permet d'atteindre Téhéran) ne soit pas très grande, leur charge explosive de 2 tonnes suffit pour causer des dégâts

considérables en milieu urbain. Le roi Fahd est convaincu que la présence de tels missiles dans son arsenal empêchera les belligérants de tirer les leurs sur le territoire saoudien.

Le 8 mai 1987, le cargo *Ivan Korotoyev*, battant ostensiblement pavillon soviétique, est attaqué par des vedettes de *pasdarans* alors qu'il vient de franchir le détroit d'Ormuz. L'attaque est délibérée et suscite l'agacement du Kremlin qui hausse le ton et annonce l'envoi d'une dizaine de navires de guerre dans le Golfe[4]. La semaine suivante, c'est au tour du pétrolier soviétique *Maréchal Chuykov*, l'un des 3 « loués » au Koweït, d'être endommagé par une mine dérivante à proximité de la zone d'exclusion maritime décrétée par l'Iran. Il ne peut s'agir d'une coïncidence. A Moscou, l'agacement fait place à la colère et les autorités soviétiques font comprendre au régime iranien qu'une nouvelle attaque contre des navires soviétiques serait interprétée comme une agression caractérisée et exposerait l'Iran à de très graves rétorsions. Plus aucun navire soviétique ne sera par la suite inquiété. Le nombre de pétroliers visés, notamment koweïtiens, ne cesse en revanche d'augmenter. Les autorités koweïtiennes se sentent d'autant plus concernées qu'au début de l'année, l'Iran n'a pas hésité à tirer 2 missiles Silkworm contre leur territoire, depuis la péninsule de Fao, pour leur signifier que Téhéran restait capable de frapper le Koweït s'il l'estimait utile. Faisant écho à ces menaces, plusieurs attentats sont venus depuis semer le désordre dans l'émirat. Inquiet de la tournure prise par les évènements, l'émir Jaber demande aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies de reprendre à leur compte la flotte de pétroliers koweïtiens. Il se heurte au refus de la France, du Royaume-Uni et de la Chine, mais l'Union soviétique accepte. Piqués au vif, les Etats-Unis réagissent immédiatement. Robert Murphy, secrétaire d'Etat adjoint pour le Moyen-Orient, s'engage à immatriculer sous pavillon américain 11 des 22 pétroliers koweïtiens, suscitant une controverse avec le Congrès, défavorable à cette mesure. Des contacts préliminaires avaient eu lieu les semaines précédentes, mais Washington avait répondu de manière dilatoire, considérant que sa législation l'empêchait d'escorter des navires étrangers. Cette fois, l'administration américaine rassure l'émir Jaber, lui précisant que l'opération de transfert de pavillons aura bien lieu, mais qu'elle prendra quelques semaines.

L'attaque de l'*USS Stark*

Le 17 mai 1987, à la tombée de la nuit, l'Awacs qui patrouille au-dessus des côtes saoudiennes pour empêcher toute incursion iranienne détecte un jet irakien en approche au-dessus de l'île Boubiyan. Il avertit aussitôt les navires américains

présents dans la partie septentrionale du Golfe, afin que ceux-ci fassent preuve de vigilance. Depuis le début de l'année, l'aviation irakienne a déjà attaqué 12 bâtiments navigant en bordure de la zone d'exclusion maritime décrétée par l'Iran. Trois jours plus tôt, un Mirage F-1 parti de la base de Wahda s'est approché à distance de tir du destroyer *Coontz*, pensant sans doute qu'il s'agissait d'un pétrolier iranien. Le destroyer américain, après l'avoir prévenu de son identité, l'a éclairé avec ses radars de tir. Le Mirage a fait demi-tour. Le lendemain, le *David Ray*, un autre destroyer américain, a fait l'objet d'un simulacre d'attaque dans cette même zone, cette fois par un chasseur iranien.

A 20 h 50, l'équipage de l'Awacs demande au jet irakien de s'identifier et de rebrousser chemin, car sa trajectoire le mène droit sur la frégate américaine *Stark*, de classe Perry (4 200 tonnes), qui croise au nord-est de Bahreïn. En l'absence de réponse, le contrôleur aérien lui renouvelle son avertissement et dirige vers lui une patrouille de F-15 saoudiens. Il est d'autant plus surpris que d'habitude, les Mirage F-1 irakiens obtempèrent aux injonctions des Awacs. Cette fois, le jet en approche vole plus lentement et beaucoup plus haut que les Mirage. Le capitaine de vaisseau Glenn Brindel, commandant du *Stark*, ne semble pas s'en inquiéter. Ses systèmes d'alerte électronique ne détectent aucun signal montrant que son bâtiment serait accroché par un radar de tir adverse. Il ne met donc pas son équipage en alerte et ne déclenche aucune contre-mesure particulière. A 21 h 09, le radio du *Stark* envoie un message au jet irakien l'informant qu'il vient de pénétrer dans la bulle de protection qui s'étend sur 20 nautiques autour du bâtiment, lui demandant de s'identifier sous peine d'activation des systèmes d'interception. Au même instant, le pilote irakien tire ses 2 Exocet sur la cible qu'il vient de verrouiller, avant de remettre le cap sur sa base. Une minute plus tard, le système de bord du navire américain détecte le radar d'acquisition des missiles. Le second du bâtiment hurle aussitôt le branle-bas de combat et déclenche les contre-mesures, mais il est trop tard. A 21 h 12, la frégate *Stark* est touchée de plein fouet sur bâbord, coup sur coup, par 2 Exocet qui percent la coque juste au-dessus de la ligne de flottaison. L'un des deux explose, ravageant les ponts intermédiaires, tandis que l'autre provoque un incendie que l'équipage mettra plus de vingt-quatre heures à circonscrire. Pour sauver son bâtiment du naufrage, le capitaine de vaisseau Brindel n'hésite pas à noyer une partie des cales tribord pour faire gîter le navire et empêcher ainsi qu'il n'embarque trop d'eau. Par chance, ses moteurs peuvent encore fonctionner et il rejoint, cahin-caha, la base navale de Bahreïn, QG de la Middle East Task Force ; 37 membres d'équipage sont morts dans l'attaque, 21 autres ont été sérieusement blessés. C'est la première fois qu'un navire de guerre américain est touché par des missiles antinavires. Washington exige immédiatement des

explications de la part de Bagdad. Le Congrès, furieux, demande des comptes à la Maison Blanche et met en place une commission d'enquête. Certains parlementaires, opposés à la politique de rapprochement avec l'Irak, n'hésitent pas à sous-entendre qu'il pourrait s'agir d'une réponse de Saddam Hussein au scandale de l'Irangate. Ils soulignent les similitudes avec l'affaire de l'*USS Liberty* vingt ans plus tôt[5]. De son côté, le commandant du *Stark* passe en cour martiale. Il est relevé de son commandement après avoir été reconnu coupable de négligences graves.

Le régime irakien plaide immédiatement la méprise et s'excuse platement. Saddam Hussein écrit personnellement à Ronald Reagan pour l'assurer qu'il s'agit d'une erreur tragique, le pilote irakien ayant cru tirer, de bonne foi, sur un navire ennemi transitant à ses risques et périls dans la zone de guerre. Bagdad s'engage à indemniser généreusement les victimes. La Maison Blanche accepte les excuses et passe l'éponge. Elle n'en cherche pas moins à comprendre ce qui s'est réellement passé. Elle envoie une équipe d'inspecteurs à Bagdad pour démêler l'affaire. Les Irakiens se montrent extrêmement coopératifs, à deux exceptions près. Ils refusent de montrer aux enquêteurs américains l'appareil impliqué dans l'attaque et ne les laissent pas interroger le pilote ayant accompli la mission. Les experts américains sont persuadés qu'il s'agit d'un Mirage F-1EQ5 (ignorant que cette version est incapable de porter 2 Exocet) et que son pilote, sanctionné, est au secret. Peut-être même a-t-il été éliminé. Les Irakiens font profil bas et n'avancent aucun élément qui puisse contredire ces conclusions. Ils s'entendent avec les autorités militaires américaines pour mettre en place une procédure d'identification contraignante, pour éviter que ce genre de méprise ne se reproduise[6]. Les marins durcissent leurs règles d'engagement, autorisant désormais le tir contre tout aéronef présumé hostile entrant dans leur zone de sécurité. Ils deviennent d'autant plus paranoïaques qu'ils redoutent une attaque suicide des *pasdarans*, tout particulièrement dans le détroit d'Ormuz. Par mesure de précaution, les Irakiens stoppent momentanément leurs raids dans le Golfe.

Pendant vingt ans, l'attaque de la frégate *Stark* par un Mirage F-1 deviendra la thèse officielle véhiculée par les journalistes et les historiens. La vérité n'éclatera qu'après la chute de Saddam Hussein, avec les témoignages de plusieurs généraux réfugiés hors d'Irak et l'exploitation des bandes audio enregistrant les réunions auxquelles participait le dictateur irakien, et illustrant une fois de plus l'imagination débridée du commandant de l'aviation irakienne. A l'été 1986, le général Shaaban reçoit un cadeau du ciel sous la forme d'un Falcon 50 livré par des déserteurs iraniens, ceux-là mêmes qui pilotaient Rafsandjani dans ses déplacements officiels. Il propose de transformer ce

triréacteur d'affaires en avion d'attaque en profondeur. Ses services techniques prennent immédiatement contact avec la société Dassault qui construit cet appareil et qui n'a rien à refuser au régime irakien, son plus gros client étranger. Ils demandent à l'avionneur français d'équiper ce Falcon 50 du même radar d'attaque que sur le Mirage F-1EQ5, de réservoirs supplémentaires, de contre-mesures électroniques, mais surtout de deux points d'attache sous les ailes lui permettant d'emporter et de tirer 2 missiles Exocet. Tous ces travaux devront être réalisés en Irak, le plus rapidement possible. Une équipe de techniciens français se rend sur place pour procéder aux modifications demandées. Au début du printemps 1987, l'appareil est fin prêt. Il a conservé sa livrée originelle, pour leurrer les pilotes iraniens qui pourraient être amenés à l'intercepter. Deux pilotes de transport particulièrement chevronnés se sont entre-temps entraînés à la mise en œuvre de son système d'armes. Ils commencent dans la foulée les frappes contre le terminal flottant de Larak. Grâce à son autonomie, ce Falcon 50 peut rejoindre d'une traite son objectif sans être ravitaillé en vol. Il emprunte le couloir aérien normalement réservé aux vols commerciaux, ce qui lui garantit une plus grande discrétion. Arrivé à proximité de la cible, il redescend à basse altitude et tire ses 2 missiles à distance de sécurité, échappant ainsi à la chasse iranienne[7]. Quand ils ne frappent pas le terminal de Larak, ses deux équipages conduisent des missions de harcèlement contre le trafic maritime dans la zone de chasse des Mirage F-1. C'est lors de l'une de ces missions que survient l'incident de l'*USS Stark*.

Les faits avérés sont les suivants : le 17 mai 1987, le Falcon 50 décolle à 20 heures de sa base de Koût, et non de celle de Wahda qui abrite les Mirage F-1EQ5. Son pilote se dirige vers sa zone de chasse habituelle, située au large de Bahreïn, ignorant les messages de l'Awacs de surveillance. A 21 heures, il repère un écho sur son radar. Il tire son premier missile à 20 nautiques de sa cible, puis le second lorsqu'il n'en est plus qu'à 15. Il fait immédiatement demi-tour et reprend le cap de sa base, sans attendre le résultat de sa frappe[8]. Ses chefs ne le sanctionnent pas, conscients que le mode opératoire imposé pour ce genre de mission implique un risque de méprise. Si l'on en croit le général Aboussi, ce pilote de transport chevronné a effectué par la suite bien d'autres missions de combat à bord de ce Falcon 50. Son identité serait toujours tenue secrète, car ce pilote, très proche de l'ancien régime, craindrait des représailles de la part de l'actuel pouvoir chiite en place à Bagdad.

L'incertitude demeure sur la nature volontaire ou accidentelle de l'attaque de la frégate *Stark*, même si tous les indices militent aujourd'hui en faveur de la thèse de la méprise. Certes, Saddam Hussein avait quelques raisons d'en vouloir à l'administration américaine, mais aucune des conversations enregistrées avec

ses généraux ne laisse transparaître le moindre complot[9]. Au contraire, lorsque les dirigeants irakiens apprennent l'attaque de la frégate américaine, ils sont surpris. Certains paniquent, craignant une riposte militaire de la part des Etats-Unis. Tarek Aziz insiste pour que Saddam prenne immédiatement contact avec le président Reagan pour s'excuser et lever toute ambiguïté sur cet accident (c'est le mot qu'il emploie) qualifié de regrettable. Tous les généraux irakiens interrogés après la chute du dictateur ont depuis confirmé la nature accidentelle de cette affaire. Nombreux sont pourtant ceux qui auraient pu charger Saddam Hussein après sa mort. Si celui-ci a ordonné l'attaque délibérée d'un navire américain, il s'est révélé un excellent comédien et n'en a pas parlé à ses généraux, alors même qu'il s'entretenait longuement avec eux de toutes sortes de détails relatifs aux opérations militaires. Si l'on en croit les généraux Sadik et Aboussi, le pilote du Falcon 50 était persuadé d'avoir affaire à un pétrolier venant se ravitailler en Iran. Peut-être était-il pressé de tirer ses missiles pour ne pas rentrer bredouille et prouver ainsi sa valeur aux pilotes de Mirage F-1 qui formaient une caste privilégiée au sein de l'armée de l'air. Il ne disposait d'aucun identificateur ami-ennemi lui permettant de déterminer la nature réelle de sa cible. Selon ses instruments de bord, légèrement déréglés ce jour-là, le navire visé se trouvait à l'intérieur de la zone de guerre iranienne, faisant de lui une cible légitime, alors qu'il se trouvait en réalité en bordure extérieure de cette zone. Pour ces deux généraux, le pouvoir irakien a caché l'identité de ce pilote à la commission d'enquête pour ne pas avoir à lui révéler l'existence de ce Falcon 50 que le régime considérait comme l'une de ses bottes secrètes. Au bout du compte, tout indique que l'équipage de la frégate *Stark* a eu la malchance de se trouver au mauvais endroit, au mauvais moment, avec un capitaine imprudent.

Des mines dans le Golfe

Fin mai 1987, quatre pétroliers sont endommagés coup sur coup par des mines, alors qu'ils naviguent dans l'étroit chenal menant au terminal koweïtien d'Al-Ahmadi. Les navires, lestés de pétrole, sont obligés d'emprunter ce chenal pour ne pas heurter les hauts-fonds. Une équipe de plongeurs américains, appelée en renforts, explore la zone et découvre un véritable champ de mines. Il ne s'agit pas de simples mines dérivantes, mais de mines à orin immergées à la profondeur nécessaire pour n'être déclenchées que par des pétroliers naviguant à pleine charge. Elles ont été mouillées quelques nuits plus tôt par des hélicoptères iraniens Sea Stallion partis de la péninsule de Fao, à 80 kilomètres de là. L'opération n'a sans doute pas duré plus de deux heures. Son but était simple : maintenir la pression sur le Koweït, considéré comme le maillon faible du CCG,

pour convaincre l'émir Jaber de durcir sa position vis-à-vis du régime irakien. Les Iraniens, qui disposent d'un stock de plusieurs milliers de mines (dont 600 mines de fond italiennes mises à feu par influence électromagnétique), entendent ainsi montrer aux pétromonarchies du CCG qu'ils n'hésiteront pas à polluer l'ensemble du Golfe si celles-ci continuent à soutenir Bagdad. L'émir Jaber appelle une nouvelle fois à l'aide les Occidentaux et demande à Washington d'accélérer la procédure d'immatriculation de ses pétroliers sous pavillon américain. Paris et Londres réagissent immédiatement et promettent l'envoi de plusieurs chasseurs de mines dans le Golfe. Les amiraux américains sont pour leur part gênés, car depuis la fin de la guerre du Vietnam, ils ont fait l'impasse sur la guerre des mines qu'ils considèrent comme une tâche subalterne déléguée à leurs alliés de l'Otan. Ils n'en prennent pas moins la décision d'envoyer dans le Golfe les 6 dragueurs de mines qui leur restent, mais leur transfert sur place prendra de longues semaines. En attendant, ils envoient par avions gros porteurs Galaxy, jusqu'à leur base de Diego Garcia, 8 hélicoptères Sea Stallion équipés d'un sonar ultrasensible. Ceux-ci seront embarqués à bord du navire d'assaut amphibie *Raleigh* qui fait escale dans cette base et qui doit rallier très prochainement le Golfe.

Le 20 juin, l'Irak reprend pendant deux semaines ses attaques aériennes contre le trafic pétrolier. Début juillet, Bagdad déclare toutefois un moratoire unilatéral sur les attaques dans le Golfe, pour encourager l'Iran à accepter le plan de paix proposé le 23 juin par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Celui-ci reprend en substance le plan de paix proposé par Saddam Hussein cinq mois plus tôt (arrêt immédiat des hostilités, retrait des armées sur les frontières internationalement reconnues, échange de tous les prisonniers de guerre), mais il prévoit la médiation du Secrétaire général des Nations unies et inclut deux nouvelles clauses favorables à l'Iran : la création d'un organe impartial chargé d'enquêter sur les circonstances du déclenchement des hostilités et la reconnaissance du droit de l'Iran à obtenir réparation pour les dommages subis. Cette fois, l'Union soviétique et la Chine soutiennent ce texte sans réserve et tentent de convaincre Téhéran d'y souscrire.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité sa résolution 598 qui reprend *in extenso* les propositions de ce nouveau plan de paix, ordonnant l'envoi dans la région d'une équipe étoffée d'observateurs impartiaux chargée de superviser le cessez-le-feu, dès que celui-ci aura été accepté par les belligérants. Contrairement aux fois précédentes, le régime iranien ne la rejette pas formellement, comprenant qu'il lui faut maintenir ouverte une porte de sortie honorable, au cas où sa nouvelle stratégie n'obtiendrait pas les effets escomptés. La présence navale étrangère ne cesse en effet de se renforcer, limitant la marge

de manœuvre de la marine iranienne. Rafsandjani réalise que sa politique jusqu'au-boutiste menace désormais de précipiter une intervention militaire occidentale contre son pays.

Consciente de l'aggravation de la tension, l'Union soviétique dépêche Iouli Vorontsov, son ambassadeur à l'Onu, auprès des deux belligérants pour les convaincre d'accepter le cessez-le-feu, afin d'éviter de voir les eaux du Golfe pulluler de navires occidentaux. Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chévardnadzé ont beau être des réformistes sincères, ils n'en demeurent pas moins prisonniers de la logique de guerre froide qui continue de dicter le jeu des grandes puissances au Moyen-Orient. Les Irakiens font preuve de mauvaise humeur, convaincus que les Soviétiques n'attendent que le moment propice pour opérer un renversement d'alliance qui devient chaque jour plus perceptible. Saddam Hussein refuse de recevoir Iouli Vorontsov qui doit se contenter d'une réunion informelle avec Tarek Aziz. Dépité, le diplomate soviétique se rend à Téhéran où, contrairement à ses attentes, l'accueil est chaleureux. Les nouvelles vont vite et les Iraniens ont compris qu'il y avait de l'eau dans le gaz entre Moscou et Bagdad. Ils entendent bien en profiter. Ils font part à leur interlocuteur de leur extrême réserve vis-à-vis de la résolution du Conseil de sécurité, car ils ne veulent pas donner l'impression de céder aux pressions conjuguées des chancelleries occidentales et arabes, mais ils l'assurent de la volonté des autorités iraniennes de se rapprocher du Kremlin.

L'opération Anfal

Tandis que la tension monte dans le Golfe, les opérations terrestres se poursuivent au Kurdistan irakien. Elles ont pris une tournure nouvelle depuis le début du printemps, après que les dirigeants iraniens sont parvenus à sceller une entente entre Jalal Talabani (UPK) et Massoud Barzani qui dirige seul le PDK depuis le décès de son frère Idris, terrassé par une crise cardiaque en janvier. Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'opposition kurde au régime baassiste est unie sous la houlette iranienne. Elle aligne 30 000 *peshmergas* et dispose d'une cinquantaine de chars, d'une centaine de pièces d'artillerie légère et d'un millier de mitrailleuses. L'UPK conduit plusieurs raids contre les villes d'Arbil, de Souleimanieh, de Kirkouk et de Mossoul (opérations Fath 4, 5, 6 et 7), tandis que le PDK, après avoir participé à l'offensive iranienne Karbala 7, harcèle les garnisons irakiennes à la frontière du nord du Kurdistan, à proximité de Rawandouz, d'Omran et de Zakho. L'UPK et le PDK ont également conclu une entente avec le Parti socialiste du Kurdistan (PSK) de Mahmoud Othman,

soutenu par Damas, dont les militants sont très actifs à la frontière turco-syrienne. Ces alliances demeurent néanmoins fragiles.

Pour la première fois depuis le début des hostilités, le gouvernement irakien fait face à un front uni qui l'empêche de jouer, comme à son habitude, une faction contre l'autre. Plus inquiétant pour lui, les Kurdes irakiens ont négocié une alliance avec le parti chiite Dawa qui reste très actif dans le reste du pays. Ses membres deviennent les yeux et les oreilles de l'opposition irakienne, et n'hésitent pas à organiser de sanglants attentats contre le régime. Le 9 avril, un commando parvient ainsi à attaquer le convoi présidentiel à proximité de Mossoul, en pleine région kurde. Saddam Hussein réchappe à l'attentat, mais son chauffeur et dix de ses gardes du corps sont tués. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Jusqu'à présent, le dictateur irakien estimait possible de rallier la population kurde à sa cause en jouant du sentiment nationaliste irakien. Désormais, il y renonce et adopte une stratégie de répression féroce et de terre brûlée qu'il baptise Anfal (littéralement Butin), en référence à la 8e sourate du Coran qui autorise les combattants de Dieu à déposséder leurs adversaires de leurs terres. Il espère ainsi éradiquer définitivement le problème kurde. Il nomme son cousin Ali Hassan al-Majid, chef des services de renseignement, en qualité de proconsul pour les provinces du Kurdistan irakien, avec les pleins pouvoirs pour punir la population et anéantir la rébellion. Pour lui faciliter la tâche, il lui donne l'entière autorité sur les 1er et 5e Corps d'armée déployés dans cette région. Les divisions irakiennes établissent aussitôt un cordon sanitaire reliant Halabja, Souleimanieh, Kirkouk, Arbil, Mossoul et Rawandouz, qui fait office de zone tampon pour contenir les offensives des *peshmergas* et des *pasdarans*. Plus aucun Kurde n'est autorisé à vivre au-delà de ce cordon sanitaire, à proximité de la frontière. Dans une directive SF/4008 en date du 20 juin 1987, Ali Hassan al-Majid ordonne même : « Toute personne mâle âgée de 15 à 70 ans sera exécutée après avoir été interrogée par les services de sécurité pour tenter d'apprendre des informations utiles. » Pour mettre en application cette stratégie de terreur, l'état-major mobilise d'importants renforts prélevés sur les autres secteurs du front ; 14 divisions d'infanterie sont chargées de quadriller la région et de traquer les *peshmergas*. Elles sont épaulées par deux divisions de la Garde républicaine et par plusieurs brigades de commandos. Le tiers de l'armée (250 000 hommes) est ainsi concentré au Kurdistan. En l'espace de quelques semaines, le pouvoir irakien détruit des centaines de villages et déporte leurs habitants au sud du pays, dans les marécages insalubres situés entre le Tigre et l'Euphrate. Tout Kurde non rallié trouvé en possession d'armes est considéré comme rebelle et passé par les armes. Avant d'être évacués, un certain nombre

de villages sont bombardés par l'artillerie ou l'aviation. Des rafles et des expéditions punitives sont organisées dans les grandes villes de la région. Une politique d'arabisation forcée interdit l'apprentissage du kurde à l'école et punit de lourdes sanctions tout citoyen surpris en train de s'exprimer dans cette langue. Pour chaque soldat irakien abattu ou tué dans un attentat, plusieurs dizaines d'otages sont exécutés. Les partisans de Jalal Talabani sont particulièrement visés et paient un lourd tribut à la répression qui fait plusieurs milliers de morts au printemps 1987. Cette politique de la terre brûlée accroît indéniablement la liberté de manœuvre des forces gouvernementales au Kurdistan, mais elle renforce le sentiment d'indépendance et la détermination du peuple kurde à lutter, les armes à la main, contre le régime baassiste, comme le démontre avec beaucoup de talent le cinéaste Fariborz Kamkari dans son superbe film *Les Fleurs de Kirkouk*.

De son côté, l'armée turque continue d'intervenir dans le nord de l'Irak pour faire la chasse au PKK. Début juin, le président turc Kenan Evren se rend à Téhéran pour y rencontrer les dirigeants iraniens et tenter d'apaiser les tensions qui minent les relations bilatérales entre les deux pays depuis bientôt deux ans. Les deux parties s'entendent sur un accord en cinq points stipulant : 1° la non-ingérence dans les affaires intérieures respectives ; 2° le refus de toute prise de position officielle pouvant mettre en difficulté l'autre partie ; 3° l'engagement à ne pas diffuser d'émissions radio ou télévisées hostiles à l'autre partie ; 4° le renforcement de la coopération transfrontalière en matière de sécurité ; 5° l'engagement à combattre activement les groupes kurdes agissant sur le territoire de l'autre partie.

Les Iraniens, quant à eux, profitent du fait que l'armée irakienne est engagée dans l'opération « Anfal » pour améliorer leurs positions sur le front nord. Pendant l'été, ils s'emparent de Mawat et lancent plusieurs raids baptisés Nasser en direction du barrage de Doukan. Le front terrestre reste ensuite calme pendant le reste de l'année 1987, ponctué seulement de duels d'artillerie et de quelques coups de main destinés à montrer à l'adversaire qu'il ne doit pas baisser la garde.

L'affaire Gordji contraint la France à intervenir dans le Golfe

Le 13 janvier 1987, le journaliste Roger Auque est enlevé dans la capitale libanaise. Ce kidnapping marque une inflexion décisive dans la politique française à l'égard de l'Iran. Le gouvernement de Jacques Chirac, appuyé par l'opinion publique, ne comprend plus que l'on puisse discuter avec des preneurs d'otages. L'idée s'impose que cette affaire sera sans fin, car chaque pas vers la normalisation est suivi d'un nouvel attentat ou d'une nouvelle prise d'otages. La

frustration est à son comble. Là encore, les avis varient entre ceux qui stigmatisent le cynisme des autorités iraniennes et ceux qui y voient une preuve de la lutte féroce à laquelle se livrent les différentes factions du régime. Quoi qu'il en soit, Charles Pasqua parvient à imposer une ligne très dure vis-à-vis de l'Iran. Pour se prémunir contre toute nouvelle campagne d'attentats, le ministère de l'Intérieur met en place des mesures d'exception pour garantir la sécurité des Français. La gestion du dossier iranien passe des mains des diplomates à celles des policiers.

Le 17 février 1987, un islamiste tunisien repenti contacte la DST et se déclare prêt à livrer le réseau terroriste à l'origine des campagnes d'attentats qui ont visé la capitale française en 1986. Après avoir être recruté par les Iraniens lors de ses études à l'université de Qom, il se dit déçu par l'aveuglement de l'ayatollah Khomeiny et souhaite mettre un terme aux attentats qui ensanglantent inutilement la France. Il livre à ses interlocuteurs l'ensemble du réseau terroriste dirigé par Fouad Ali Saleh, un Tunisien qu'il a connu à Qom, qui se dit proche de l'ayatollah Montazéri et qui a été recruté par les réseaux islamistes manipulés par Téhéran. En échange de ses précieux renseignements, il obtient la nationalité française et une nouvelle vie en Amérique[10]. Les révélations de ce repenti font apparaître le rôle central joué par l'ambassade d'Iran dans l'organisation des attentats. Elles identifient un certain Wahid Gordji, officiellement interprète auprès de l'ambassade, comme le coordonateur probable des actions terroristes de l'année 1986. Celui-ci serait en fait le représentant des services spéciaux iraniens à Paris depuis le début des années 1980[11].

On peut légitimement s'interroger sur les motivations réelles qui ont poussé cet islamiste tunisien proche du pouvoir iranien à livrer aussi facilement ses anciens camarades à la France. Ne s'agit-il pas en fait d'une provocation ou d'un règlement de comptes entre factions iraniennes ? Toutes les hypothèses restent envisageables. Quoi qu'il en soit, le juge antiterroriste Gilles Boulouque est saisi. Pendant trois mois, la DST enquête et resserre les mailles du filet. Le 3 juin 1987, la police interpelle 57 individus dont la moitié vont être expulsés en procédure d'urgence. Wahid Gordji, qui s'est réfugié dans son ambassade, échappe *in extremis* à la rafle. Il aurait été prévenu de l'imminence du coup de filet par un diplomate français qui s'occupe alors du dossier iranien au quai d'Orsay[12]. Le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Intérieur sont en effet dans les plus mauvais termes, ne s'entendant pas du tout sur la manière de gérer le dossier iranien. Dans ce contexte délétère et compte tenu de l'animosité entre Jean-Bernard Raimond et Charles Pasqua, il n'est pas improbable que des fuites aient été organisées pour éviter d'humilier la représentation iranienne en France, afin d'empêcher que les relations bilatérales ne se dégradent encore

davantage. Les autorités françaises ne l'entendent toutefois pas de cette oreille et décident de mettre ostensiblement sous surveillance l'ambassade d'Iran, afin d'éviter que Wahid Gordji ne parvienne à s'échapper. Charles Pasqua triomphe.

Fin juin, Jacques Chirac adresse un ultimatum à l'Iran stipulant que si le 16 juillet, Wahid Gordji ne s'est pas présenté devant le juge d'instruction Boulouque, tous les diplomates iraniens présents en France seront expulsés. On est loin des propos conciliants qu'il tenait quelques mois plus tôt ! Le Premier ministre précise cependant qu'il se tient prêt à échanger Wahid Gordji contre tous les otages français retenus au Liban. Début juillet, l'Iran réplique en menaçant de prendre en otage les douze diplomates français demeurés à Téhéran. Immédiatement, la police française réplique et assiège l'ambassade d'Iran. Le 13 juillet, le porte-conteneurs français *Ville d'Anvers* est attaqué dans le Golfe par des vedettes de *pasdarans* qui ouvrent le feu au canon et à la roquette. Le message est on ne peut plus clair : Téhéran ne cédera pas et se tient prêt à attaquer les intérêts français. Le lendemain, alors que la *garden party* du 14 Juillet bat son plein dans les jardins de l'Elysée, des *pasdarans* bouclent l'ambassade de France à Téhéran. Le souvenir de la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis hante aussitôt tous les esprits. C'est le début de la « guerre des ambassades » qui va durer quatre mois. L'opinion publique française s'échauffe et critique vertement le régime des mollahs. L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing sort même de sa réserve habituelle pour affirmer que « la France ne doit pas normaliser ses relations avec l'Iran qui est livré à la passion religieuse et au fanatisme[13] ».

Opération Prométhée

Le 17 juillet 1987, la France rompt officiellement ses relations diplomatiques avec l'Iran. Dans la foulée, le président de la République déclenche l'opération Prométhée et envoie le groupe aéronaval français au large des côtes iraniennes. Sa mission est double : d'une part, faire pression sur l'Iran pour le contraindre à libérer les diplomates français et faire cesser la guerre des Ambassades ; d'autre part, assurer la protection du trafic maritime français dans le Golfe. Le 30 juillet, le porte-avions *Clemenceau*, armé de ses 40 avions de combat, les frégates *Suffren* et *Duquesne* et le ravitailleur d'escadre *Meuse* lèvent l'ancre depuis Toulon, cap sur l'océan Indien. Ils suivent de près la frégate *Georges Leygues* qui a appareillé en urgence une semaine auparavant. Ils sont suivis quelques jours plus tard par les chasseurs de mines *Garigliano*, *Cantho* et *Vinh-Long* et le bâtiment de soutien *Garonne*. Tous ces navires parviennent sur zone pendant la deuxième quinzaine d'août, retrouvant sur place le ravitailleur

d'escadre *Marne* et les avisos escorteurs *Protet*, *Bory*, *Doudart de Lagree* et *Schoelcher*. Ces 14 navires forment désormais la Task Force 623 commandée par l'amiral Jacques Lanxade depuis le ravitailleur d'escadre *Marne*, secondé par l'amiral Hervé Le Pichon, lui-même sur le *Clemenceau*. Cette Task Force 623 se subdivise en trois Task Groups : le TG 623-1 constitué de la frégate *Georges Leygues* et des quatre avisos escorteurs qui patrouillent à l'intérieur du Golfe pour escorter les navires de commerce battant pavillon français ; le TG 623-2 constitué du porte-avions *Clemenceau*, des frégates *Suffren* et *Duquesne* et des deux ravitailleurs d'escadre *Meuse* et *Marne*, déployé dans le golfe d'Oman et chargé de maintenir une présence dissuasive vis-à-vis de l'Iran ; le TG 623-3 regroupant les 3 chasseurs de mines et le bâtiment de soutien *Garonne* ayant pour mission de neutraliser les mines posées par l'Iran à proximité du détroit d'Ormuz. Le dispositif est appuyé par un avion de patrouille maritime Atlantic basé à Djibouti. Les marins disposent de règles d'engagement souples qui les autorisent à ouvrir le feu sur simple intention estimée hostile, même s'ils doivent préalablement identifier avec certitude leur cible potentielle. De son côté, l'état-major de l'opération Prométhée planifie une campagne aérienne visant les bases et les installations pétrolières iraniennes, notamment le terminal de Kharg. Les pilotes de l'Aéronautique navale se tiennent prêts à passer à l'attaque. Les Iraniens en sont avertis.

La présence militaire française se révèle apparemment suffisamment dissuasive pour empêcher tout nouvel attentat en France et toute nouvelle attaque contre des navires français circulant dans les eaux du Golfe[14]. Les seuls incidents sérieux se résumeront à l'interception, par des Crusader français, d'avions de patrouille maritime iraniens qui s'approcheront d'un peu trop près du groupe aéronaval. L'usage des armes ne sera toutefois pas nécessaire et les P-3 Orion rebrousseront chemin.

Parallèlement, le gouvernement français tente de négocier avec des émissaires iraniens une sortie honorable à la crise. Charles Pasqua évoque le sort des otages français retenus au Liban et propose de nouveau Wahid Gordji comme monnaie d'échange. Les Iraniens y sont favorables, mais réclament le paiement d'une seconde tranche de la dette Eurodif. Ils revendiquent également la libération d'Anis Naccache et de ses hommes de main. Jacques Chirac accepte l'échange et le principe d'une nouvelle transaction financière. Il s'engage de surcroît, s'il est élu président de la République au printemps suivant, à accorder la grâce présidentielle à Anis Naccache. Si l'on en croit les journalistes Pierre Favier et Michel Martin-Roland, Jean-Charles Marchiani, *missi dominici* du Premier ministre auprès des autorités iraniennes, aurait confirmé que

l'élargissement d'Anis Naccache avait bien fait l'objet d'un accord verbal entre Téhéran et le gouvernement de Jacques Chirac[15].

Le 27 novembre 1987, les journalistes Roger Auque et Jean-Louis Normandin sont libérés à Beyrouth. Le lendemain, la police française lève le siège de l'ambassade d'Iran à Paris. Wahid Gordji se rend aussitôt à la justice française. Il est entendu quelques heures par le juge Boulouque qui ne retient aucune charge contre lui. Il est ensuite mis dans un avion et expulsé vers l'Iran. Dans la foulée, les *pasdarans* mettent un terme au bouclage de l'ambassade de France à Téhéran. Les douze diplomates français qui y étaient retranchés sont autorisés à quitter l'Iran pour rentrer en France. C'est la fin de la guerre des ambassades. Quelques jours plus tard, Paris verse à Téhéran une seconde tranche de 330 millions de dollars dans le cadre du règlement du contentieux Eurodif[16]. Les négociations se poursuivent. Il semble que Jacques Chirac, candidat à l'élection présidentielle, promette alors à l'Iran de le rétablir dans son statut d'actionnaire d'Eurodif, lui donnant ainsi accès à l'uranium enrichi par l'usine de Tricastin, à condition que tous les otages français encore retenus au Liban soient libérés avant le second tour de l'élection présidentielle[17]. L'offre est alléchante pour le gouvernement iranien qui a relancé son programme nucléaire et qui cherche désespérément à se procurer de l'uranium enrichi. De fait, les trois derniers otages français (Marcel Fontaine, Marcel Carton et Jean-Paul Kauffmann) seront libérés à Beyrouth le 4 mai 1988, entre les deux tours de l'élection présidentielle qui oppose Jacques Chirac à François Mitterrand. Ce ne sera pas suffisant pour faire élire Jacques Chirac qui sera battu par le président sortant, mettant ainsi fin à la première cohabitation. Lors du débat télévisé qui opposera le Premier ministre au président, entre les deux tours de scrutin, l'affaire Gordji sera remise sur la table. Après que Jacques Chirac a affirmé que la libération de Wahid Gordji n'avait été que du seul ressort du juge, Francois Mitterrand conteste cette version, estimant que le juge Boulouque avait reçu des instructions du gouvernement. A la question de son Premier ministre lui lançant : « Pouvez-vous vraiment contester ma version des choses, en me regardant dans les yeux ? », François Mitterrand lui rétorque : « Dans les yeux, je la conteste. » Deux ans plus tard, le juge Gilles Boulouque se suicidera, humilié par cette affaire et écœuré par l'exploitation politicienne qui en a été faite.

28
Le Golfe s'embrase

Alors même que la guerre des ambassades bat son plein entre Paris et Téhéran, Washington lance le 21 juillet 1987 l'opération Earnest Will (« Ferme volonté ») d'accompagnement des navires battant pavillon américain circulant dans le Golfe. Il s'agit de la plus importante opération d'escorte navale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les 11 bâtiments koweïtiens concernés par cette mesure (8 pétroliers et 3 méthaniers), rebaptisés et arborant la bannière étoilée, ont été confiés chacun à un commandant américain épaulé par quelques réservistes de l'US Navy. Sur le plan politique, il s'agit de montrer aux monarchies pétrolières qu'elles peuvent compter sur les Etats-Unis pour assurer leur sécurité. Contrairement à ce qui s'était passé au Liban trois ans plus tôt, la Maison Blanche ne se dérobera pas et restera présente dans la région, quoi qu'il advienne. L'US Navy a décidé de recourir à la méthode éprouvée des convois. Un croiseur, un destroyer et deux frégates escorteront toutes les deux semaines un convoi de pétroliers et de méthaniers du Koweït jusqu'à la sortie du détroit d'Ormuz, dans le golfe d'Oman. Le premier convoi quitte le terminal koweïtien d'Al-Ahmadi le 21 juillet en soirée. Le trajet, long de 1 300 kilomètres, longe la ligne d'interdiction maritime tracée par l'Iran et passe à proximité d'îlots et de plates-formes off-shore transformés en forteresses par les *pasdarans*. De l'avis de l'amiral Harold Bernsen qui commande la Middle East Task Force, la présence dissuasive des navires de guerre américains devrait suffire à éviter l'affrontement avec les Iraniens. Conscients qu'ils ne peuvent attaquer frontalement ces convois, ces derniers recourent à une stratégie d'action indirecte. Le 24 juillet, le supertanker *Al-Rekkah*, tout juste rebaptisé *Bridgetown*, heurte une mine qui lui cause d'importants dommages et l'oblige à rebrousser chemin. Le reste du convoi poursuit sa route, des vigies scrutant méticuleusement la surface pour repérer d'autres mines. L'incident a eu lieu au large des côtes saoudiennes, à 30 kilomètres de l'îlot Farsi contrôlé par l'Iran. Le

convoi est entré en fait dans un véritable champ de mines qui n'était pas là quelques jours plus tôt. Les Iraniens nient farouchement toute implication, mais personne n'est dupe. C'est un camouflet pour les Etats-Unis qui sont testés par Téhéran dès le premier convoi.

Les États-Unis interviennent directement

Le Pentagone accélère l'envoi sur place de ses moyens de guerre des mines et déploie d'importants renforts navals dans la région, car il est convaincu qu'il lui faudra tôt ou tard donner une leçon à l'Iran. Il détache l'un de ses groupes amphibies, centré autour du porte-hélicoptères *Guadalcanal*, au large des Emirats arabes unis. Le porte-avions *Constellation*, qui devait regagner les Etats-Unis, est maintenu en mer d'Oman au côté du *Ranger*. Les groupes aériens embarqués de ces deux géants des mers totalisent 170 appareils, soit plus que ce que l'Iran est en mesure de mettre en l'air sur l'ensemble de ses bases. Le groupe de bataille du *Missouri* se tient prêt à franchir le détroit d'Ormuz pour transférer sa redoutable puissance de feu à l'intérieur du Golfe. Avec ses 9 canons de 406 mm portant à plus de 30 kilomètres et ses 32 missiles de croisière Tomahawk, ce cuirassé modernisé (à bord duquel avait été signée la capitulation du Japon en septembre 1945) peut écraser n'importe quelle installation côtière. Enfin, l'amiral Bernsen obtient l'envoi de 5 hydroptères lance-missiles, qui lui semblent parfaitement adaptés pour contrer les patrouilleurs iraniens de classe Combattante II. L'US Navy aligne donc désormais une cinquantaine de navires de guerre dans la région, sans compter les 23 navires français et britanniques présents sur zone. En face, l'Iran n'aligne plus que 4 frégates, 1 corvette, quelques bâtiments de soutien logistique et 10 patrouilleurs lance-missiles. Ses 3 vénérables destroyers n'ont plus aucune valeur militaire puisque leurs systèmes d'armes sont hors service. Ses autres navires de combat ont été coulés ou avariés pendant les hostilités. Le capitaine de vaisseau Malekzadegan, qui commande la marine, dispose aussi de 5 bâtiments d'assaut amphibies utilisés pour ravitailler les garnisons éparpillées dans le Golfe, mais aussi pour mouiller discrètement des mines. Le seul appui aérien sur lequel il peut compter se limite à une douzaine de chasseurs Phantom et 6 intercepteurs Tomcat, de même qu'à 3 avions de patrouille maritime Orion. Hassan Ali, le chef de la branche navale des *pasdarans*, dispose pour sa part d'une soixantaine de vedettes armées, dont les piqûres de moustique ne peuvent qu'égratigner les navires de guerre occidentaux. Il contrôle également une poignée d'hélicoptères et une vingtaine d'avions d'entraînement Pilatus PC-7, livrés par la Suisse, qu'il menace de transformer en appareils suicides bourrés d'explosifs. Le spectre des kamikazes

resurgit soudain dans l'esprit des amiraux américains, qui assouplissent les règles d'engagement de leurs navires, les autorisant à faire feu sur tout aéronef présumé hostile qui pénètrerait leur bulle de sécurité de 20 nautiques (37 kilomètres). Par mesure de précaution, l'amiral Dennis Brooks, qui supervise l'ensemble du dispositif depuis le croiseur *Long Beach* croisant en mer d'Oman, planifie une campagne de frappes aériennes visant à détruire les bases aériennes et navales iraniennes, de même que les batteries de missiles Silkworm.

En attendant d'en arriver à de telles extrémités, les Etats-Unis sont bien décidés à réagir et à combattre les Iraniens avec leurs propres armes. Fin juillet, en accord avec la Maison Blanche et la CIA, le Pentagone lance l'opération Prime Chance (« Première Occasion »). Puisque le Koweït et l'Arabie saoudite refusent toujours la présence de bases américaines sur leur territoire, les Etats-Unis vont mettre secrètement en place deux bases mobiles flottantes dans le Golfe, à partir desquelles leurs forces spéciales vont surveiller l'activité navale des *pasdarans* et riposter à leurs attaques contre le trafic maritime. Ils installent dans les eaux internationales du Golfe deux grandes barges « civiles » légalement affrétées par le Koweït et officiellement destinées à l'entretien de plates-formes pétrolières. La première, baptisée *Hercules*, est déployée dans la partie septentrionale du Golfe entre l'îlot Farsi, rattaché à l'Iran, et les côtes saoudiennes. La seconde, enregistrée sous le nom *Wimbrown 7*, est mouillée beaucoup plus au sud, à proximité des côtes émiriennes, à une trentaine de kilomètres des îlots Sirri et Abou Moussa. Ces deux barges, d'aspect extérieur anodin, constituent en fait de véritables forteresses flottantes dignes d'un film de James Bond. Elles abritent, sous un hangar camouflé, 1 hélicoptère de transport Black Hawk et 2 hélicoptères de combat AH-6 Cayuse ; 2 patrouilleurs stockés sur le pont peuvent transporter deux équipes d'intervention constituées de nageurs de combat des fameux SEALs[1]. Chacune d'entre elles dispose enfin d'un radar et de systèmes de guerre électronique très sophistiqués. Leur défense est assurée par des missiles sol-air portatifs Stinger et des canons Phalanx à très grande cadence de tir, guidés par radar, capables de détruire aussi bien des aéronefs et des vedettes que des missiles surgissant en vol rasant. Dans le pire des cas, ces barges ont été suffisamment lestées et blindées pour résister à l'impact de bombes et de missiles. Elles sont accompagnées en permanence d'un remorqueur chargé de les déplacer régulièrement pour donner le change et brouiller les pistes. Pendant la journée, elles paraissent inoffensives et vaquent à des opérations de maintenance. Une fois la nuit tombée, elles reprennent vie. Les patrouilleurs à bord desquels prennent place les équipes de SEALs sont mis à l'eau, tandis que les 2 hélicoptères Cayuse décollent pour des missions de surveillance. Leur déploiement à bord des barges s'est avéré digne d'un film

d'espionnage. Donald Isbell, pilote de l'un d'eux, raconte : « Nous appartenions au 160e escadron des opérations spéciales de l'US Army. Nous étions tous qualifiés commandos et surnommés les *Night Stalkers* [“les fous furieux de la nuit”]. Nous étions les premiers pilotes de l'armée équipés en permanence de jumelles à vision nocturne, puisque nous ne volions que la nuit. Nous sommes partis de notre base de Fort Campbell, dans le Kentucky, à bord d'un gigantesque avion C-5 Galaxy qui transportait également nos hélicoptères, de même que notre intendance. Au départ, j'ai dû avaler une pilule somnifère dosée en fonction de la durée du vol. Je me suis endormi peu de temps après le décollage et me suis réveillé quinze heures plus tard, peu avant l'atterrissage de nuit sur la base de Thumrait, au sultanat d'Oman. Je n'étais pas vraiment frais comme un gardon, mais j'étais suffisamment en forme pour aider les mécaniciens à sortir nos hélicoptères et les remettre rapidement en état de vol. Deux heures après l'atterrissage, nous redécollions à notre tour pour apponter sur une frégate qui s'apprêtait à franchir le détroit d'Ormuz. Les jours précédant notre transfert, nous avions peaufiné nos plans de vol. Le surlendemain, nous redécollions de nuit pour nous poser sur notre barge et commencer notre mission. Nous ne sortions nos hélicoptères et ne décollions, toujours de nuit, que lorsque nous étions certains que celle-ci n'était pas survolée par un satellite soviétique. Nous étions guidés par l'équipe de contrôleurs aériens embarqués à bord de la barge. Notre hélicoptère était modifié de manière à évoluer le plus silencieusement possible au ras des flots. Nous pouvions nous poster en vol stationnaire à 500 mètres à peine d'une plate-forme iranienne, tous feux éteints, sans être détectés. Nous étions équipés d'un mât d'observation, au-dessus du rotor, qui nous permettait de scruter notre cible à l'aide d'images infrarouges agrandies. Parfois, nous recevions l'ordre de passer à l'attaque et de couler une vedette iranienne qui venait d'effectuer une attaque contre des pétroliers. C'était facile, car nous disposions d'un redoutable canon de 30 mm et de 2 paniers lance-roquettes. Nous étions quasiment invisibles. Les deux risques principaux demeuraient l'accident, toujours possible compte tenu des conditions de vol extrême, et les missiles Stinger dont les *pasdarans* étaient équipés[2]. » La plupart du temps, les hélicoptères armés n'interviennent pas directement, mais passent le relais aux équipes de SEALs qui interviennent tout aussi discrètement[3]. Le but premier de l'opération n'est pas de neutraliser les *pasdarans*, mais de surveiller leurs activités pour tenter d'anticiper leurs coups de main et pour les prendre en flagrant délit de mouillage de mines. Pour ce faire, les hélicoptères basés sur les barges *Hercules* et *Wimbrown 7* n'hésitent pas à se déployer de temps à autre à bord d'une frégate, pour rester imprévisible et étendre leur rayon d'action.



IRAK
Bandar Khomeiny
Champs de mines
Missiles « Silkworm »
Bassora
Boubiyan
Fao
Chenal de Khor Musa
Genaveh
IRAN
Al-Ahmadi
KOWEÏT
Kharg
Bouchehr
Khafji
Farsi
Hercules
Ligne « Fahd »
Golfe
Bandar Abbas
Larak
Lavan
Iran Ajr
Stark
Ormuz
Dhahran
Tomb
Sirri
BAHREÏN
US METF
Abou Moussa
Rostam
ARABIE SAOUDITE
Missouri
QATAR
Wimbrown 7
W Standley
Ranger
Guadalcanal
N
Abu Dhabi
OMAN
100 km
200 km
EAU
© Pierre Razoux



L’embrasement du Golfe en 1987

Le 4 août, Téhéran déclenche ostensiblement des manœuvres aéronavales dans le détroit d'Ormuz, pour gêner les convois et narguer leur escorte. Les Iraniens dévoilent à cette occasion un sous-marin de poche que vient de leur livrer la Corée du Nord, de même que des vedettes téléguidées bourrées d'explosifs susceptibles d'être précipitées à pleine vitesse contre des navires de guerre occidentaux. L'amiral Brooks réplique en envoyant plusieurs de ses destroyers patrouiller dans le détroit, en limite de la zone d'exclusion iranienne. Peu impressionné, le pouvoir iranien dépêche à son tour un Phantom en direction du porte-avions *Constellation*. Celui-ci est immédiatement intercepté par une patrouille de Tomcat qui tire deux missiles dans sa direction, l'obligeant à fuir. Le 10 août, un supertanker appartenant à la compagnie américaine Texaco est endommagé par une mine en mer d'Oman, à l'extérieur du Golfe. Simultanément, plusieurs dizaines de mines dérivantes sont repérées dans le détroit d'Ormuz, ralentissant le trafic maritime. La tension monte d'un cran avec Téhéran, d'autant qu'une semaine plus tôt, des fidèles chiites, probablement téléguidés par les services iraniens, ont provoqué des émeutes sanglantes lors du pèlerinage de La Mecque, faisant plus de 400 morts et 700 blessés. Le monarque saoudien réagit immédiatement. Il demande une plus grande assistance des Etats-Unis pour l'aider à mieux contrôler la ligne Fahd dont il étend la bulle protectrice aux monarchies voisines. Sous pression, le Pentagone multiplie les reconnaissances satellitaires pour surveiller au plus près le dispositif iranien et tenter de détecter de nouveaux champs de mines. Parallèlement, les fameux avions espions U-2 et SR-71 partis d'Incirlik, en Turquie, et de Kadena, au Japon, survolent jour et nuit le Golfe, à très haute altitude, hors de portée de la défense antiaérienne iranienne. Pendant ce temps, les dragueurs de mines de l'US Navy, désormais à pied d'œuvre, lancent les opérations de déminage dans le détroit d'Ormuz avec l'aide de bâtiments français et britanniques, et même de 5 dauphins dressés pour le repérage de mines immergées, transportés à grands frais depuis les Etats-Unis !

L'Iran défie l'US Navy

Le 30 août 1987, après sept semaines d'interruption, l'aviation irakienne reprend ses attaques dans le Golfe. La médiation soviétique a échoué et le régime irakien en a tiré la conclusion qu'il lui fallait frapper encore plus durement l'économie iranienne, pour faire plier Téhéran. Les Mirage F-1 et les Su-22 repartent à l'assaut des pétroliers qui viennent se ravitailler en Iran. En l'espace de quelques jours, ils endommagent une dizaine de navires et bombardent les installations de Kharg, Lavan, Sirri et Larak. Un Mirage et un Su-22 sont abattus à cette occasion par les Tomcat qui montent la garde à proximité des terminaux pétroliers. Le mois de septembre marque le pic d'intensité dans la guerre des pétroliers, avec 41 attaques irakiennes et 17 iraniennes. La Lloyds se voit contrainte d'augmenter de 50 % les primes d'assurance des navires circulant dans le Golfe.

L'Iran réplique en accroissant le rythme de ses attaques, à raison d'une ou deux par jour, et en tirant une nouvelle salve de missiles Silkworm contre le territoire koweïtien, depuis la péninsule de Fao. L'un des missiles s'abat en baie de Koweït City, à quelques encablures de la ville, devant une population médusée. Les Iraniens mouillent également de nouvelles mines dans le Golfe. Deux navires sont touchés par ces mines dérivantes, à proximité de l'îlot Farsi. L'un d'eux, enregistré au Panama, coule à pic. Le 7 septembre, les gouvernements belge et néerlandais annoncent l'envoi dans le détroit d'Ormuz d'une flottille binationale constituée de 4 chasseurs de mines, après avoir obtenu la garantie d'un soutien logistique britannique. Le lendemain, l'Italie annonce à son tour l'envoi d'une force navale dans le Golfe (3 frégates, 3 chasseurs de mines et 1 pétrolier ravitailleur), en réaction à l'attaque d'un porte-conteneur italien par des vedettes de *pasdarans*, cinq jours plus tôt. L'Allemagne, qui tient au maintien de ses contrats commerciaux avec l'Iran, met en avant les dispositions constitutionnelles qui l'empêchent d'intervenir en opération extérieure, alors même que plusieurs de ses pétroliers ont été attaqués par des *pasdarans*. Sa seule concession consiste à renforcer sa présence navale en Méditerranée, dans le cadre de l'Otan, pour remplacer les navires américains de la VIe Flotte redéployés dans le Golfe.

Pendant ce temps, le secrétaire général des Nations unies, Javier Pérez de Cuéllar, effectue une tournée de bons offices entre Téhéran et Bagdad. Ali Khamenei et Akbar Hashemi Rafsandjani, qui sentent le vent tourner, se déclarent prêts à accepter la résolution 598 dès qu'une commission internationale aura officiellement établi la responsabilité de l'Irak dans le déclenchement de la guerre. Paris et Washington s'opposent toutefois à cette

proposition, car les deux gouvernements veulent punir l'Iran, chacun pour des raisons différentes. Pour justifier son intransigeance, la Maison Blanche va rapidement exhiber la preuve de la duplicité iranienne.

Le 21 septembre 1987, le bâtiment d'assaut amphibie *Iran Ajr* quitte discrètement sa base de Bandar Abbas, se faufilant entre la côte iranienne et l'île de Qishm en direction du terminal de Sirri. Il est immédiatement détecté par l'US Navy, très probablement grâce à un sous-marin nucléaire d'attaque posté en mission d'observation à proximité de la base iranienne. Il est ensuite suivi par satellite. Une fois la nuit tombée, l'*Iran Ajr* infléchit sa route en direction des eaux internationales. Il est aussitôt pris en chasse par les hélicoptères Cayuse et les patrouilleurs de la barge flottante *Wimbrown 7*. Au milieu de la nuit, après s'être ravitaillés à bord de la frégate *Jarret*, les pilotes américains le surprennent en train de larguer des mines en plein milieu du rail de navigation internationale, à 80 kilomètres au nord-est de Bahreïn. Pendant plusieurs minutes, moteur au ralenti, ils filment la scène avec leur caméra infrarouge. Lorsque leurs chefs estiment les preuves suffisamment accablantes, ils leur ordonnent de passer à l'attaque. Les deux Cayuse tirent aussitôt des salves de roquettes contre la salle des machines pour stopper le bâtiment, et mitraillent son pont pour en interdire l'accès à l'équipage. Dans la foulée, deux équipes de SEALs héliportés depuis le *Guadalcanal* prennent d'assaut le navire et s'en rendent maîtres en quelques dizaines de minutes ; 5 marins iraniens sont tués pendant l'abordage, les 26 autres sont capturés. Les nageurs de combat américain fouillent le navire, découvrent à bord une dizaine d'autres mines qui attendaient d'être larguées et s'emparent de précieux documents concernant la marine iranienne. Les prisonniers et les morts sont transférés à terre au QG de la Middle East Task Force, à Bahreïn, tandis que le navire est sabordé au large. Les images montrant l'équipage iranien, penaud, et l'*Iran Ajr*, en train de mouiller ses mines, font le tour du monde, pointant la responsabilité de Téhéran dans le minage du Golfe. Le coup est sévère pour les mollahs pris la main dans le sac. Même la Chine, qui tient à garantir son approvisionnement pétrolier avec l'Arabie saoudite, se voit contrainte de dénoncer l'attitude de l'Iran. Comme si cela ne suffisait pas, les *pasdarans* attaquent ce même jour un pétrolier britannique, le *Gentle Breeze*. Le Premier ministre Margaret Thatcher ferme aussitôt l'officine iranienne basée à Londres, chargée jusque-là de négocier discrètement l'achat d'armes et de munitions en Europe.

Pendant ce temps, l'aviation irakienne intensifie ses attaques contre les terminaux pétroliers iraniens. Lors d'un raid contre Larak, à l'entrée du Golfe, elle endommage le *Seawise Giant*, le plus gros supertanker au monde qui sert de réservoir flottant à l'Iran. Le 29 septembre, un Mirage F-1EQ5 est abattu au-

dessus du terminal de Lavan par l'un des missiles Stinger d'origine américaine que les Iraniens se sont procurés auprès des moudjahidin afghans. Son pilote s'éjecte pour être récupéré, trente-six heures plus tard, par un hélicoptère américain qui l'amène à bord du *Guadalcanal*. Il est rapatrié en Irak où il reprend immédiatement le combat aux commandes de l'un des nouveaux Mirage F-1EQ6 que la France vient tout juste de livrer à son pays. Il s'agit d'une version encore améliorée du Mirage, dotée d'une électronique plus performante et d'un plus grand rayon d'action lui permettant d'engager plus facilement les Phantom et Tomcat iraniens en patrouille au-dessus du Golfe.

Fin septembre, Moscou franchit une étape supplémentaire dans son rapprochement avec Téhéran. Lors de l'inauguration de la session de l'assemblée générale des Nations unies, à New York, Edouard Chévardnadzé prône l'apaisement et critique la politique va-t-en-guerre de Washington et Paris. Les dirigeants iraniens soufflent un peu ; Saddam Hussein fulmine. Infatigable, Tarek Aziz retourne à Moscou pour tenter de fléchir son homologue soviétique et l'informer de l'état d'esprit du président irakien. Il se heurte à un mur de froideur. Le Kremlin n'a pas oublié la façon dont Iouli Vorontsov a été traité par le président irakien deux mois plus tôt. Le bras droit de Saddam va même jusqu'à instrumentaliser son appartenance à la communauté chrétienne pour amadouer Chévardnadzé, rappelant le rôle historique du Kremlin comme protecteur des chrétiens d'Orient. En vain ! De leur côté, les diplomates soviétiques ne parviennent pas à convaincre le régime iranien à davantage de souplesse, même en agitant le spectre d'un embargo. Les Iraniens ne sont pas dupes et savent bien que cette guerre permet à de nombreuses sociétés respectables de réaliser des profits considérables en commerçant avec eux. Ils subodorent que les sanctions économiques ne sont pas pour demain, ce qui leur laisse encore un peu de marge pour avancer leurs pions dans le Golfe.

Le 2 octobre 1987, des bâtiments de guerre français découvrent un nouveau champ de mines au large du petit émirat de Fujeirah, mouillées par de simples embarcations traditionnelles (dhows) utilisées pour la contrebande entre les côtes iraniennes et émiriennes. Le lendemain, à l'autre bout du Golfe, l'Iran rassemble une cinquantaine de vedettes de *pasdarans* près de l'île de Kharg et les expédie en direction du petit port saoudien de Khafji, non loin de la frontière koweïtienne. Il ne s'agit pas d'envahir l'Arabie saoudite, mais d'effectuer un raid sur ses côtes pour tester la détermination du roi Fahd. La flottille est immédiatement repérée par l'Awacs de surveillance. Celui-ci alerte simultanément l'état-major saoudien et le QG de la Middle East Task Force américaine à Bahreïn. L'amiral Bernsen déroute immédiatement l'un de ses bâtiments pour intercepter cette flottille, tandis que l'amirauté saoudienne

dépêche sur place 1 frégate et 4 patrouilleurs lance-missiles. Comme ces navires risquent de ne pas arriver à temps, le prince Sultan, ministre de la Défense, ordonne à une vingtaine de chasseurs F-15 et aux premiers Tornado livrés par le Royaume-Uni de survoler les vedettes iraniennes. De son côté, le roi prend immédiatement contact avec Téhéran et fait savoir que ses avions et ses navires tireront sans avertissement sur les vedettes qui franchiraient la ligne Fahd. La rapidité de la réaction saoudienne et l'ampleur des forces engagées convainquent les autorités iraniennes d'annuler l'opération et de rappeler leurs forces navales.

Puisqu'ils ne peuvent s'en prendre directement au territoire saoudien, les Iraniens modifient leurs plans. Dans la nuit du 8 octobre, ils envoient 3 vedettes, escortées par leur dernière corvette de classe PF-103, à l'assaut de la barge américaine *Hercules*. Dès que celle-ci détecte la flottille assaillante, son commandant ordonne le branle-bas de combat. Les 3 hélicoptères décollent, pendant que les 2 patrouilleurs sont mis à l'eau. Les pilotes américains se ruent immédiatement à la rencontre des assaillants pour tenter de les intimider. L'une des vedettes de *pasdarans* ouvre le feu sur l'un des hélicoptères, provoquant une riposte immédiate des deux autres. Elle est coulée, tandis que les deux autres sont gravement endommagées. La corvette iranienne, qui s'était tenue en retrait, est épargnée. Les Iraniens décrochent et regagnent l'îlot Farsi.

Le 13 octobre, la frégate iranienne *Alborz* nargue une fois de plus l'US Navy, engageant au canon le pétrolier libérien *Atlantic Peace* qui croise à 1 nautique à peine du destroyer *Kidd*. Les bâtiments américains n'ont mandat que pour protéger les navires de commerce battant pavillon américain. Le *Kidd* n'est donc pas autorisé à riposter. Deux jours plus tard, un missile Silkworm, tiré depuis Fao, atteint le supertanker libérien *Sungari* en train de s'approvisionner au terminal d'Al-Ahmadi. Le lendemain, les Iraniens récidivent et tirent un nouveau Silkworm contre ce même terminal. Cette fois, le missile percute de plein fouet le supertanker *Sea Isle City* récemment passé sous la bannière étoilée. Son commandant et plusieurs de ses officiers, tous américains, sont grièvement blessés. Informé, le président Ronald Reagan ordonne des représailles.

La marine américaine réplique

Le 19 octobre 1987, l'US Navy déclenche l'opération Nimble Archer (« Archer adroit »). En tout début d'après-midi, elle lance par radio un ultimatum aux *pasdarans* retranchés sur deux plates-formes off-shore situées au cœur du gisement pétrolier de Rostam, à 70 kilomètres au sud du terminal de Lavan (auquel celles-ci sont reliées par un oléoduc sous-marin), leur donnant vingt minutes pour les évacuer. Le général Colin Powell, alors conseiller adjoint

à la Sécurité nationale, expliquera par la suite n'avoir pas frappé directement la batterie de missiles Silkworm située à la pointe de la péninsule de Fao pour ne pas donner l'impression de s'engager directement aux côtés de l'Irak. Ces deux plates-formes off-shore ne sont plus en service depuis qu'elles ont été gravement endommagées par l'aviation irakienne. Elles ne servent plus désormais que de repère aux vedettes et aux hélicoptères iraniens chargés de harceler le trafic maritime. A 14 heures précises, l'ultimatum écoulé, les destroyers *Kidd*, *Hoel*, *Leftwich* et *John Young*, qui croisent à quelques nautiques de là, ouvrent le feu sur ces deux cibles, sous la protection du croiseur *William Standley* et d'une paire de Tomcat chargée de repousser toute incursion aérienne. Pendant une heure et demie, les destroyers américains tirent un peu plus d'un millier d'obus de gros calibre, ravageant ces deux installations. Un Phantom iranien envoyé à la rescousse rebrousse chemin dès qu'il réalise l'ampleur du dispositif américain. A l'issue du bombardement, une équipe de SEALs débarque sur l'une des deux plates-formes et la détruit à l'explosif. L'opération s'achève en milieu d'après-midi, de manière à pouvoir faire la une des journaux du matin à Washington. Le gouvernement iranien déclenchera par la suite une procédure devant la Cour internationale de justice de La Haye en lui demandant de condamner la destruction par la marine américaine de la plate-forme off-shore Rostam et du navire amphibie *Iran Ajr* qu'il qualifie d'actes de piraterie[4].

Le 22 octobre, les Iraniens, furieux d'avoir été humiliés, tirent un dernier missile Silkworm en direction du terminal pétrolier koweïtien d'Al-Ahmadi. L'explosion cause d'importants dégâts sur la jetée principale. Parallèlement, l'artillerie iranienne bombarde l'île koweïtienne de Boubiyan, tandis que des *pasdarans* multiplient les incursions sur cette île. L'émir Jaber comprend qu'il lui faut maintenant faire preuve de fermeté pour dissuader l'Iran de poursuivre sa stratégie d'intimidation. Il accepte l'assistance des Etats-Unis qui transportent plusieurs de ses bataillons sur l'île Boubiyan, pour empêcher l'Iran de s'en emparer. Il autorise également la marine américaine à redéployer sa base navale flottante *Wimbrown 7* dans les eaux territoriales du Koweït, puisque son maintien dans la partie méridionale du Golfe ne se justifie plus depuis la destruction de la plate-forme Rostam. Il accepte enfin la présence d'une batterie de missiles Hawk mise en œuvre par des conseillers « civils », et le déploiement le long de ses côtes de deux nouvelles barges manœuvrées par des marins américains, pour protéger le terminal d'Al-Ahmadi. Ces barges, équipées d'amplificateurs d'ondes radar, pourront leurrer tout nouveau tir de missiles Silkworm contre les installations pétrolières. La tactique innovante mise au point par les Iraniens pour protéger le terminal de Kharg se retourne donc désormais contre eux.

L'Irak, pour sa part, ne ménage pas l'Iran. Fin octobre, son aviation frappe durement les raffineries pétrolières de Téhéran, Tabriz et Bandar Khomeiny. Même si la chasse iranienne parvient à abattre à cette occasion 4 MiG-23 et 2 Su-22, c'est un coup dur pour l'économie iranienne qui ne dispose plus de la capacité nécessaire pour raffiner le carburant dont les forces armées ont besoin. Le Premier ministre Moussavi se voit contraint d'importer davantage d'essence, réduisant d'autant les réserves financières de l'Iran. Le pouvoir se venge en tirant 5 Scud contre Bagdad. Le régime irakien ne se laisse pas piéger et poursuit sans sourciller son offensive contre le potentiel économique iranien.

Du 28 octobre au 1er novembre, Iouli Vorontsov effectue une ultime tournée de bons offices pour tenter de débloquer la situation. Cette fois, il est reçu par Saddam Hussein qui lui fait part de son acrimonie envers les maîtres du Kremlin et rejette avec véhémence toute interprétation fallacieuse de la Résolution 598. Pour rendre la pilule moins amère, le diplomate soviétique l'assure de la poursuite de l'assistance militaire au profit de l'armée irakienne. A Téhéran, les autorités iraniennes reçoivent Vorontsov cordialement, se montrent prêtes à discuter des modalités d'application de la Résolution, mais ne lâchent rien sur l'essentiel. De leur point de vue, Saddam doit payer le prix de son agression et doit être désigné comme l'agresseur qui porte seul la responsabilité de la terrible guerre qui ensanglante le Golfe depuis plus de sept ans. Las, l'ambassadeur soviétique constate l'échec de sa médiation, qui a toutefois permis à l'URSS de s'imposer comme un interlocuteur acceptable par les deux parties. C'est en soi un succès pour Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chévardnadzé qui en sortent grandis et confortés dans l'idée qu'ils ont tout intérêt à poursuivre leur politique d'ouverture en direction du Moyen-Orient et du tiers monde. Dix jours plus tard, pour rappeler qu'il reste maître chez lui, le pouvoir iranien n'hésite pas à faire abattre un MiG-25 soviétique engagé dans une mission de reconnaissance au-dessus de l'Iran.

Pendant les deux derniers mois de 1987, les belligérants poursuivent leurs attaques dans le Golfe, slalomant entre la trentaine de bâtiments de guerre occidentaux et soviétiques qui naviguent entre Al-Ahmadi et le détroit d'Ormuz, même si leur rythme diminue côté iranien. La fermeté américaine semble avoir payé. Les vedettes de *pasdarans*, responsables désormais de la plupart des attaques, veillent à ne s'en prendre qu'aux navires non escortés. Le 7 décembre, Téhéran tire un neuvième et dernier Silkworm contre Al-Ahmadi ; celui-ci est leurré par l'une des barges postée devant le terminal pétrolier. Les chasseurs de mines déployés dans le Golfe poursuivent leur mission de dépollution, neutralisant plus de 80 mines. Chacun se demande, non sans un certain fatalisme, combien de temps durera encore cette guerre absurde.

29
Le martyre de Halabja

En ce tout début d'année 1988, alors que la guerre entre dans sa huitième année, les Iraniens s'abstiennent de lancer leur traditionnelle offensive d'hiver, faute de moyens matériels et financiers. Les caisses de l'Etat sont désormais presque vides et à l'approche des élections législatives, Akbar Hashemi Rafsandjani ne souhaite pas provoquer un nouveau bain de sang qui pourrait ternir son image au Parlement. Le front reste donc relativement calme, à l'exception de quelques actions de harcèlement conduites par des *pasdarans*, principalement au Kurdistan irakien[1]. Pour tenter d'enrayer la diminution des effectifs liée aux pertes colossales subies l'année précédente, aux désertions de plus en plus nombreuses et aux maladies réelles ou imaginaires qui sévissent dans les tranchées, le pouvoir est contraint d'allonger la durée du service militaire. Toujours prêt à jeter un pavé dans la mare, l'ayatollah Montazéri propose de fusionner l'armée régulière avec celle des gardiens de la révolution, s'attirant les foudres de l'une et de l'autre. Chacune tient en effet à sa spécificité et à ses privilèges, à la satisfaction du gouvernement qui peut ainsi les mettre en concurrence et s'assurer qu'aucune des deux ne tentera de le renverser. Le Conseil supérieur de défense, Hassan Rohani en tête, s'oppose donc à cette proposition tout en préparant la prochaine action d'envergure qui devrait se dérouler au Kurdistan irakien, dès la fonte des neiges.

Une armée irakienne performante

L'armée irakienne profite de ce répit pour se renforcer et parfaire son entraînement, grâce aux efforts du général Aladin Hussein Makki qui promeut une nouvelle doctrine de combat interarmes. Elle intègre dans son ordre de bataille deux nouvelles divisions de la Garde républicaine (« Nabuchodonosor » et « Fao »), afin de disposer d'un plus grand réservoir de troupes de choc.

Pendant l'hiver, les troupes irakiennes manœuvrent sans relâche dans une zone marécageuse comprise entre le Tigre et l'Euphrate où les sapeurs ont reconstitué le type de terrain caractérisant la péninsule de Fao. Les unités irakiennes s'y succèdent pour mettre au point les meilleures tactiques permettant d'isoler, puis d'enfoncer le dispositif ennemi. Les armements sont modernes, nombreux et bien adaptés au combat mécanisé. De nouveaux chars, blindés et canons viennent remplacer le matériel vieillissant au sein des meilleures unités. La Garde républicaine constitue désormais un corps de bataille à part entière, constitué de 6 divisions d'élite capables de manœuvrer très rapidement et de créer un effet de choc dévastateur sur n'importe quel secteur du front[2]. Elle est équipée des meilleurs matériels, d'un nombre important de camions, mais aussi de ses propres appuis-feu (artillerie et hélicoptères) et peut compter sur une logistique sans faille. Ce saut qualitatif affecte également les structures de commandement, car la professionnalisation du corps des officiers a porté ses fruits. Certes, l'état-major compte toujours quelques apparatchiks et vieilles badernes, mais dans l'ensemble, les colonels et les généraux qui le composent sont compétents et motivés. Le général Khazraji, chef d'état-major des armées, manie désormais un outil incomparablement plus performant que celui dont disposaient ses prédécesseurs. L'armée irakienne de 1988 n'a plus grand-chose à voir avec celle de 1980. Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'Irak aligne presque autant de combattants que l'Iran sur le front, soit un peu plus de 800 000 hommes. Ceux-ci sont répartis en 8 corps d'armées regroupant 50 divisions (7 blindées, 3 mécanisées et 40 d'infanterie). L'Irak achève également la construction de nouvelles routes qui améliorent le ravitaillement des troupes, mais surtout d'une autoroute à six voies reliant Bagdad à Bassora, qui slalome le long de l'Euphrate et doit permettre le basculement des forces irakiennes du front nord au front sud en moins de quarante-huit heures, grâce à une armada de 3 000 remorques porte-chars. Saddam Hussein et ses généraux sont en effet convaincus que le temps est venu de repasser à l'offensive pour libérer les territoires conquis par l'Iran. Pour cela, il leur faut pouvoir concentrer rapidement leurs forces sans laisser à l'adversaire le temps de se ressaisir. En attendant, l'Irak poursuit ses frappes contre l'infrastructure pétrolière et les supertankers qui viennent s'approvisionner aux terminaux de Lavan, Sirri et Larak.

Téhéran déclenche la guerre des capitales

Pendant les deux premiers mois de l'année, l'aviation irakienne attaque une vingtaine de navires et bombarde l'île de Kharg qui sert toujours de plaque

tournante à la « navette » de pétroliers alimentant le terminal flottant de Larak. Les appareils irakiens tombent parfois dans des embuscades tendues par la chasse iranienne. Le 9 février, le capitaine Hossein Khalili abat ainsi 3 Mirage F-1 à bord de son Tomcat ; 4 autres tomberont sous les coups de ses camarades pendant les quinze jours suivants, sans perte du côté iranien. Le 25 février, le capitaine Ismaeli réussi un coup d'éclat en détruisant à proximité du détroit d'Ormuz, avec l'un des derniers missiles Phoenix opérationnels, l'un des 4 bombardiers lourds Tu-16 livrés aux Irakiens par les Chinois. Les pilotes irakiens, lorsqu'ils se trouvent très loin de leur base, ne peuvent que fuir au ras des flots en faisant confiance à leurs contre-mesures.

Le 27 février 1988, l'aviation irakienne ravage la raffinerie pétrolière de Téhéran. Les autorités iraniennes ripostent en bombardant Bagdad, à la fois pour montrer au pouvoir irakien qu'elles restent capables de le frapper au cœur, tout en espérant l'entraîner dans une nouvelle guerre des villes qui permette de soulager la pression subie par l'industrie pétrolière. Elles entendent également lui signifier qu'elles disposent d'un nouveau stock de missiles, grâce à l'assistance de la Corée du Nord. Le 28 février, trois Scud-B s'abattent sur la capitale irakienne et un quatrième sur Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein. La provocation est manifeste. Le dictateur irakien relève le gant et ordonne le tir, dès le lendemain, d'une salve d'intimidation de 5 missiles d'un type nouveau contre Téhéran. Ce faisant, il montre aux Iraniens, tout comme au reste du monde, qu'il dispose désormais de missiles capables de frapper directement Téhéran, mais aussi Israël ou d'autres pays de la région si cela s'avérait nécessaire. Depuis deux ans et demi, ses ingénieurs, assistés de scientifiques soviétiques, ont bien travaillé dans le cadre du Programme 144, modifiant les Scud-B livrés par Moscou entre 1985 et 1988 de manière à doubler leur portée (650 kilomètres) en réduisant de moitié leur charge militaire (500 kilos)[3]. Grâce à ces missiles baptisés Al-Hussein en hommage à l'imam chiite, Saddam Hussein sait qu'il peut concentrer son aviation sur les frappes des infrastructures pétrolières iraniennes, afin d'accroître davantage la pression sur l'adversaire. Le moment lui semble d'autant mieux choisi que les Iraniens s'apprêtent à élire un nouveau Parlement et qu'il espère que cette campagne de terreur renforcera les partis favorables à la cessation des hostilités. Il décide d'engager dans cette ultime épisode de la guerre des villes ses derniers Tupolev-22 et les quelques MiG-25 modifiés pour les missions de bombardements à très haute altitude. Ces appareils conduiront une quarantaine de raids nocturnes contre Téhéran, Qom, Chiraz et Ispahan ; 2 Tu-22 et 3 MiG-25 seront abattus par la chasse iranienne. De leur côté, les Iraniens mobilisent une poignée de Phantom dont les équipages

bravent courageusement la défense antiaérienne de la capitale irakienne pour bombarder Bagdad et sa banlieue.

Pendant cinquante-deux nuits, l'Irak frappera Téhéran à raison de 3 ou 4 missiles Al-Hussein par jour. La brutalité et la régularité des frappes irakiennes choqueront les habitants de Téhéran, comme en témoigne Marjane Satrapi dans son remarquable film d'animation *Persepolis*. Ils craindront des frappes chimiques et quitteront massivement Téhéran pour se réfugier à la campagne, désorganisant par là même un peu plus l'activité économique du pays et le fonctionnement des services publics. En quelques semaines, la capitale se videra du tiers de ses habitants. Par mesure de précaution, l'ayatollah Khomeiny sera évacué vers une clinique médicalisée de province.

De leur côté, les Iraniens riposteront en tirant quotidiennement un ou deux Scud sur Bagdad. Les bombardements cesseront finalement faute de munitions. Le 20 avril 1988, lorsque les deux belligérants stoppent leurs frappes d'un commun accord, grâce à la médiation du secrétaire général des Nations unies, l'Iran ne dispose plus que de 5 Scud et l'Irak d'une dizaine d'Al-Hussein. Au total, les Irakiens auront tiré 193 missiles (189 Al-Hussein et 4 Scud-B) sur les principales villes iraniennes, dont près des trois quarts sur Téhéran. De leur côté, les Iraniens auront lancé 77 Scud-B sur les villes irakiennes, sans compter la centaine de roquettes Oghab qui tomberont sur les bourgades proches de la frontière[4] ; 1 500 civils iraniens seront tués, contre 300 Irakiens.

Pendant ce temps, à New York, les membres permanents du Conseil de sécurité se sont démenés pour tenter de convaincre les belligérants d'appliquer la Résolution 598. Le 5 mars, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont proposé un embargo total sur les ventes d'armes à l'Irak et à l'Iran. Ils se sont heurtés au veto de l'Union soviétique et de la Chine. Quatre jours plus tard, les autorités soviétiques saisissent à leur tour le Conseil de sécurité pour lui soumettre le texte d'une résolution appelant à l'arrêt immédiat des combats. Ce projet, qui pointe la responsabilité de Bagdad dans le déclenchement de la guerre, ne parvient pas à recueillir l'adhésion des autres membres du Conseil, Washington, Paris et Pékin ne souhaitant pas ostraciser le régime irakien.

Le gazage des Kurdes

Le 13 mars 1988, les généraux Sohrabi et Chirazi déclenchent une offensive de grande ampleur au Kurdistan irakien, dont les deux volets sont baptisés « Victoire 7 » et « Ville Sainte 3 ». Le premier vise à s'emparer du barrage de Doukan, à une trentaine de kilomètres au nord de Souleimanieh. Le second cible la bourgade de Halabja, qui verrouille l'accès au barrage de Darband Khan, un

peu plus au sud. En cherchant à s'emparer des deux plus grands barrages hydroélectriques du pays, les Iraniens espèrent priver l'Irak d'une partie importante de son électricité, de manière à accroître la pression sur le régime baassiste. Une fois encore, le pouvoir iranien applique une stratégie asymétrique. Puisque Téhéran ne peut réduire de manière significative les exportations pétrolières de l'Irak, il s'en prend à ses ressources électriques sans lesquelles son industrie pétrolière ne peut fonctionner à plein régime. Pour parvenir à leurs fins, les généraux iraniens ont mobilisé 19 divisions (14 d'infanterie, 2 mécanisées et 3 d'artillerie) sur le front nord, soit la moitié de leurs forces armées. Ils ont regroupé sur place leurs meilleures troupes de choc, notamment la 23e division de commandos et la 55e division parachutiste. Le reste du front n'est tenu que par un mince rideau de fantassins appuyés par les 5 divisions blindées et les 1 200 chars dont disposent encore les Iraniens. En face, les Irakiens alignent 15 divisions d'infanterie au sein des 1er et 5e Corps commandés respectivement par les généraux Kamel Sajid et Talal Douri.

Le 14 mars, malgré un formidable tir de barrage, la 55e parachutiste et la 84e division mécanisée anéantissent la 43e division irakienne, percent le front et s'emparent de Halabja. Les troupes iraniennes poursuivent en direction du barrage de Darband Khan, mais sont stoppées par l'intervention massive de l'aviation et des troupes de réserve irakiennes. Pendant ce temps, un peu plus au nord, 2 divisions de *pasdarans* déployées près de Mawat bousculent les défenseurs irakiens et s'emparent du barrage de Doukan. La 66e brigade de commandos, qui était censée le défendre, s'est repliée devant le rouleau compresseur iranien, sans en avoir reçu la permission. Son commandant, le colonel Jafar Sadeq, est immédiatement convoqué à Bagdad pour y être entendu. Bien qu'il le connaisse et apprécie son courage, Saddam Hussein se montre intraitable et le fait exécuter. D'autres officiers impliqués dans la bataille de Halabja le suivent dans la tombe. Alors qu'il s'apprête à repartir à l'offensive dans le secteur de Fao, le pouvoir irakien entend motiver ses troupes, par la crainte si nécessaire. C'est la raison pour laquelle il décide de frapper un grand coup pour punir tous ceux qu'il juge responsables de ce revers, à commencer par la population kurde de Halabja qu'il accuse d'avoir pactisé avec l'ennemi pour faciliter la capture de cette petite ville des hauts plateaux, située à quelques kilomètres à peine de la frontière. Saddam Hussein ordonne à son cousin Ali Hassan al-Majid, proconsul en charge des provinces kurdes, d'intensifier l'opération Anfal et de raser Halabja à l'arme chimique et à l'artillerie. Il espère ainsi faire d'une pierre deux coups en tuant un maximum de rebelles kurdes et de soldats iraniens retranchés dans cette bourgade. Quant au reste de la population,

tant pis pour elle ! Les bandes audio (notamment celle du 15 mars 1988 référencée SH-GMID-D-000-468) prouveront sans la moindre ambiguïté la responsabilité de Saddam Hussein dans ce massacre. En pleine réunion, il n'hésitera pas à s'emporter, répétant plusieurs fois : « Tuez-les tous ! » C'est d'ailleurs sur ce motif principal qu'il sera condamné à mort. Lors de son procès, en 2004, il ne niera pas avoir donné cet ordre, l'expliquant comme « une mesure défensive face à l'agression iranienne ». Hassan al-Majid gagnera là son surnom macabre d'« Ali le chimique »[5].

Le 16 mars 1988, en début de matinée, une dizaine de MiG-23 survolent Halabja à très basse altitude, larguant des bidons de napalm qui enflamment une partie de la ville et dressent autour d'elle des murailles de feu. Plusieurs Pilatus surgissent dans la foulée et répandent un cocktail mortel d'agents chimiques mêlant ypérite, phosgène et gaz neurotoxiques tabun et sarin. L'artillerie se déchaîne ensuite pendant plusieurs heures, achevant le carnage. En fin d'après-midi, des reporters iraniens qui se trouvaient à proximité pour couvrir la prise de Halabja pénètrent dans la bourgade et découvrent un véritable charnier à ciel ouvert. Ces images, montrant des cadavres de femmes et d'enfants tordus de douleur, feront rapidement le tour du monde et contribueront à isoler le régime irakien, convainquant la communauté internationale de l'urgence de mettre un terme aux hostilités. Les secours iraniens dénombreront plus de 3 000 tués, sans qu'il soit possible de déterminer la proportion exacte de civils. Bien d'autres mourront par la suite. Le bilan de ce massacre, qui fait toujours débat aujourd'hui, oscillera entre 3 000 et 5 000 morts et près de 10 000 blessés. Les Irakiens essaieront de se disculper en affirmant que les Iraniens avaient eux aussi tiré des obus chimiques sur Halabja pour s'emparer de la ville. Ces allégations, reprises sur le moment par la presse anglo-saxonne[6] et confirmées bien des années plus tard par le témoignage de généraux irakiens, contribueront à entretenir la controverse sur le partage des responsabilités dans ce massacre tragique[7]. Une chose reste sûre, le gazage de Halabja stoppe net l'offensive iranienne, le nombre important de victimes militaires ayant convaincu Téhéran de l'effet potentiellement dévastateur de nouvelles frappes chimiques. L'armée régulière et les *pasdarans*, qui ont conquis 600 kilomètres carrés en trois jours et renforcé leur emprise autour de Souleimanieh, se retranchent sur leurs nouvelles positions en attendant la contre-offensive irakienne.

Contre toute attente, ce sont les Turcs qui réagissent. Ankara hausse le ton et menace de fermer sa frontière avec l'Iran si Téhéran poursuit son offensive au Kurdistan irakien. Cela reviendrait, pour le régime iranien, à fermer l'un des principaux robinets qui le maintiennent sous perfusion, accélérant sa ruine économique. En cette période préélectorale, le pouvoir iranien ne se laisse pas

impressionner et affiche la plus grande fermeté à l'égard de ses voisins. Le 27 mars, son aviation bombarde le poste frontalier de Habour qui fait office de principal point de passage routier entre la Turquie et l'Irak. Depuis le début de la guerre, c'est la première fois que l'Iran s'en prend directement au territoire turc. Ankara rapatrie aussitôt plusieurs divisions dans le secteur et multiplie les patrouilles aériennes, menaçant d'intervenir militairement. L'avertissement porte. Le flux commercial vital pour l'Iran ne sera pas interrompu et le gouvernement turc n'aura plus à déplorer la moindre provocation.

L'armée irakienne reconquiert la péninsule de Fao

Le relatif succès de l'offensive iranienne place le pouvoir irakien devant un dilemme. Comment utiliser au mieux le corps de bataille mécanisé qu'il a patiemment reconstitué depuis dix-huit mois ? Faut-il contre-attaquer immédiatement au Kurdistan irakien pour réduire l'emprise iranienne et reprendre le contrôle du barrage de Doukan, comme s'y attendent les Iraniens ? Ou bien ne vaut-il mieux pas frapper ailleurs, là où l'adversaire n'est pas forcément bien préparé à encaisser le choc d'une offensive majeure ? A l'issue d'une longue réunion entre Saddam Hussein, son gendre Hussein Kamel, Adnan Khairallah et le général Khazraji, c'est la seconde option qui est finalement retenue. Le relief du Kurdistan ne se prête pas aux manœuvres blindées, d'autant que les 10 000 kilomètres carrés de montagnes et de hauts plateaux contrôlés par la guérilla kurde rendent plus délicate la coordination d'une offensive de grande ampleur. Le pouvoir irakien décide donc de temporiser sur le front nord, pour reporter tous ses efforts sur le front sud et reconquérir la péninsule de Fao qui constitue le point le plus faible du dispositif iranien. En reprenant le contrôle de cette péninsule, l'Irak pourra accroître ses exportations de pétrole grâce à la toute nouvelle section d'oléoduc reliant Bassora à la base navale d'Oum Qasr, qui permet désormais à des pétroliers de moyen tonnage de venir s'y ravitailler.

Pour se donner le maximum de chances de surprendre les Iraniens, le pouvoir irakien conçoit un plan de déception élaboré. Il prélève ostensiblement plusieurs divisions du front centre, pour les expédier près de Kirkouk et Souleimanieh. Il multiplie les manœuvres et l'activité radio dans ce secteur. Le ministre de la Défense se rend sur place pour inspecter les unités. Il ne contredit pas les correspondants de guerre qui l'accompagnent et qui parient sur l'imminence d'une offensive au Kurdistan. Il ordonne à ses commandos d'intensifier les missions de reconnaissance dans ce secteur. Parallèlement, Adnan Khairallah déploie discrètement 5 divisions de la Garde républicaine au sud de Bassora. Celles-ci sont rejointes par 3 divisions en provenance des 3e et

4e Corps d'armée. Tous les mouvements s'effectuent de nuit, en silence radio total. En deux semaines, l'état-major parvient à masser 100 000 hommes en bordure de la péninsule de Fao, ainsi que 2 500 blindés (dont 1 200 chars), 1 400 canons et une centaine d'hélicoptères de combat. Ces forces sont réparties en 12 divisions (3 blindées, 2 mécanisées, 6 d'infanterie et 1 de forces spéciales) redoutablement armées et bien entraînées.

En face, les Iraniens n'alignent que 2 divisions d'infanterie amoindries, épaulées par une division d'artillerie et quelques bataillons de sapeurs. L'ensemble totalise à peine 20 000 hommes, une centaine de chars et 150 canons. Les Irakiens disposent donc d'un rapport de forces écrasant en leur faveur. Pour mettre toutes les chances de leur côté, ils ont décidé d'attaquer le premier jour du ramadan, misant sur la fatigue des combattants iraniens absorbés par le jeûne et la prière. Ils savent qu'en ce début de mois sacré, le commandement iranien organise traditionnellement une vaste rotation de troupes pour permettre aux soldats présents sur le front de rendre visite à leur famille. En frappant ce jour-là, ils espèrent tomber au moment où l'effectif est le plus bas, la relève n'étant pas encore arrivée. C'est tout naturellement qu'ils baptisent leur offensive Ramadan al-moubarak (« Ramadan béni »). Les Iraniens ne se doutent de rien. Ils sont persuadés que la contre-offensive irakienne surviendra au Kurdistan. Sur le front sud, n'anticipant aucune menace, ils offrent un jour de repos exceptionnel à leurs soldats pour leur permettre de fêter dignement le début du jeûne.

Le 17 avril 1988, à 4 h 30 du matin, peu après l'appel à la prière marquant le début du ramadan, l'armada irakienne se met en branle en direction des lignes iraniennes. Le plan est simple : il s'agit d'une manœuvre en pinces des plus classiques, visant à percer le dispositif ennemi à ses deux extrémités, de manière à converger vers son centre de gravité (Fao) en encerclant les unités prises au piège. Le général Ayad Fayid Rawaï, chef de la Garde républicaine, commande à la fois l'aile droite irakienne et l'ensemble de l'opération. Il a sous ses ordres les 5 divisions de la Garde qui doivent s'emparer de la route côtière longeant le sud de la péninsule de Fao. Plus au nord, le général Maher Abdel Rachid commande l'aile gauche constituée de 4 divisions du 7e Corps chargées de progresser le long du Chatt el-Arab en direction de Fao[8]. C'est à lui qu'échoit la mission la plus délicate, car les Iraniens sont solidement retranchés le long du fleuve. Une fois de plus, Maher Abdel Rachid paie son arrogance et son ambition démesurée. Nombre de ses pairs ne seraient pas fâchés de le voir en difficulté.

En quelques heures, les unités de pointe percent le rideau de troupes iraniennes assommées par un formidable tir de barrage. Pour désorganiser un

peu plus l'adversaire, le général Rawaï ordonne une frappe chimique massive sur les avant-postes ennemis. De manière imprévue, le vent forcit et change brusquement de direction, poussant les nuages empoisonnés en direction des lignes irakiennes ! Les soldats irakiens, surpris, subissent cette attaque inattendue qui leur cause près de 200 morts et plusieurs centaines de blessés graves[9]. Pendant ce temps, l'aviation irakienne détruit les 3 ponts flottants jetés en travers du Chatt el-Arab, isolant ainsi les troupes iraniennes coincées dans la péninsule. Les pilotes ont mis au point une nouvelle tactique de bombardement qui se révèle très efficace. Des Su-22M tirent à distance de sécurité des missiles Kedge qui sont guidés par le faisceau laser émis par des Mirage F-1 équipés de nacelles de désignation Atlis. Les résultats sont spectaculaires et les éléments de ponts flottants coulent les uns après les autres. Les aviateurs irakiens détruisent également deux des principaux ponts du fleuve Karoun, au niveau de Khorramchahr, empêchant ainsi les Iraniens d'acheminer des renforts en direction de Fao. La marine n'est pas oubliée et participe elle aussi à la reconquête de la péninsule : 200 nageurs de combats traversent le Chatt el-Arab pour conduire des attaques de diversion, pendant que plusieurs bataillons d'infanterie de marine débarquent le long de la route côtière pour appuyer la progression de la Garde républicaine. Ils sont appuyés par les tirs de saturation de deux bâtiments d'assaut amphibies de classe Polnocny transformés en navires lance-roquettes. Les conscrits iraniens cèdent partout du terrain et se replient en direction de Fao. Les hélicoptères de combat survolent les colonnes de fuyards et les mitraillent impitoyablement, transformant leur retraite en déroute. A bord de l'un d'eux, Oudaï, le fils aîné de Saddam Hussein, épuise ses munitions en se donnant l'illusion de faire la guerre.

Le 17 avril en soirée, les Irakiens ont progressé d'une trentaine de kilomètres, dépassant tous les objectifs qui leur avaient été fixés pour la journée. Le lendemain, ils s'emparent de Fao. La victoire est totale. L'état-major irakien est lui-même surpris d'un tel succès : en trente-six heures, ses troupes d'élite ont reconquis la tête de pont qui leur résistait depuis plus de deux ans. Elles ont tué près de 5 000 Iraniens et en ont capturé un peu plus de 10 000, s'emparant au passage de l'ensemble des chars et des canons iraniens abandonnés tels quels sur le champ de bataille. Les troupes irakiennes ont mis la main également sur la précieuse batterie de missiles Silkworm qui harcelait le terminal koweïtien d'Al-Ahmadi depuis plus d'un an. Face à ce bilan impressionnant, elles ne déplorent la perte que de 800 combattants et d'une vingtaine de blindés. Saddam Hussein est euphorique et distribue des Mercedes à tour de bras ! Il se rend même par surprise à La Mecque, dès le lendemain, pour y effectuer ostensiblement un pèlerinage, remerciant publiquement Dieu de lui avoir accordé une aussi grande

victoire. Ce déplacement lui sert de prétexte pour remercier le roi Fahd de son soutien financier sans faille, tout en s'affichant comme un « bon musulman », faisant taire ainsi les critiques de tous ceux qui lui reprochent son impiété notoire.

Ce succès irakien a un impact immédiat pour l'Iran qui ne peut plus tirer de missiles Silkworm contre le territoire koweïtien. Du coup, le 20 avril, les mollahs ordonnent le tir d'un missile Scud contre le terminal d'Al-Ahmadi, signifiant par là même à l'émir Jaber qu'ils peuvent toujours l'atteindre si nécessaire[10], quitte à rajouter de l'huile sur le feu. Car entre-temps, le Golfe s'est une nouvelle fois embrasé.

30
Le vol Iran Air 655 ne répond plus

Le 14 avril 1988, la frégate lance-missiles *USS Samuel Roberts* a heurté une mine au large de Bahreïn, en bordure du rail de circulation maritime, alors qu'elle était en train d'escorter un convoi de pétroliers. L'explosion a ouvert une brèche de 8 mètres de large près de sa poupe, provoquant d'importants dégâts et déclenchant un incendie que l'équipage a mis plusieurs heures à maîtriser. Par chance, il n'y a eu ni tués ni blessés graves. Son commandant a parfaitement réagi, stoppant les machines et équilibrant le navire pour isoler la voie d'eau. Une équipe de démineurs envoyée sur place a détecté d'autres mines autour de la frégate avariée. Celle-ci est tombée dans un véritable guet-apens, à une quarantaine de kilomètres de l'îlot Farsi, toujours occupé par une garnison de *pasdarans*. Les plongeurs ont neutralisé rapidement les autres mines et se sont aperçus qu'elles portaient le même numéro de série que celles photographiées à bord de l'*Iran Ajr*. La frégate *Samuel Roberts* a été tractée vers Bahreïn, avant d'être expédiée aux Etats-Unis sur un dock flottant. La Maison Blanche décide aussitôt de répliquer à cette provocation. Le 16 avril, en accord avec le Pentagone, le général Colin Powell, récemment promu conseiller pour la Sécurité nationale, propose l'attaque de deux plates-formes iraniennes off-shore servant de bases aux *pasdarans*. Une fois encore, le général Powell choisit de ne pas frapper le territoire iranien, pour ne pas enclencher une escalade militaire dont il ne maîtrise pas tous les paramètres[1]. Il est d'autant plus prudent qu'il est le premier général de couleur à parvenir à ce niveau de responsabilité et qu'il sait qu'aucune erreur ne lui sera pardonnée. Le lendemain, il fait approuver son plan par le président Reagan qui en informe immédiatement les responsables du Congrès.

Bataille aéronavale dans le Golfe

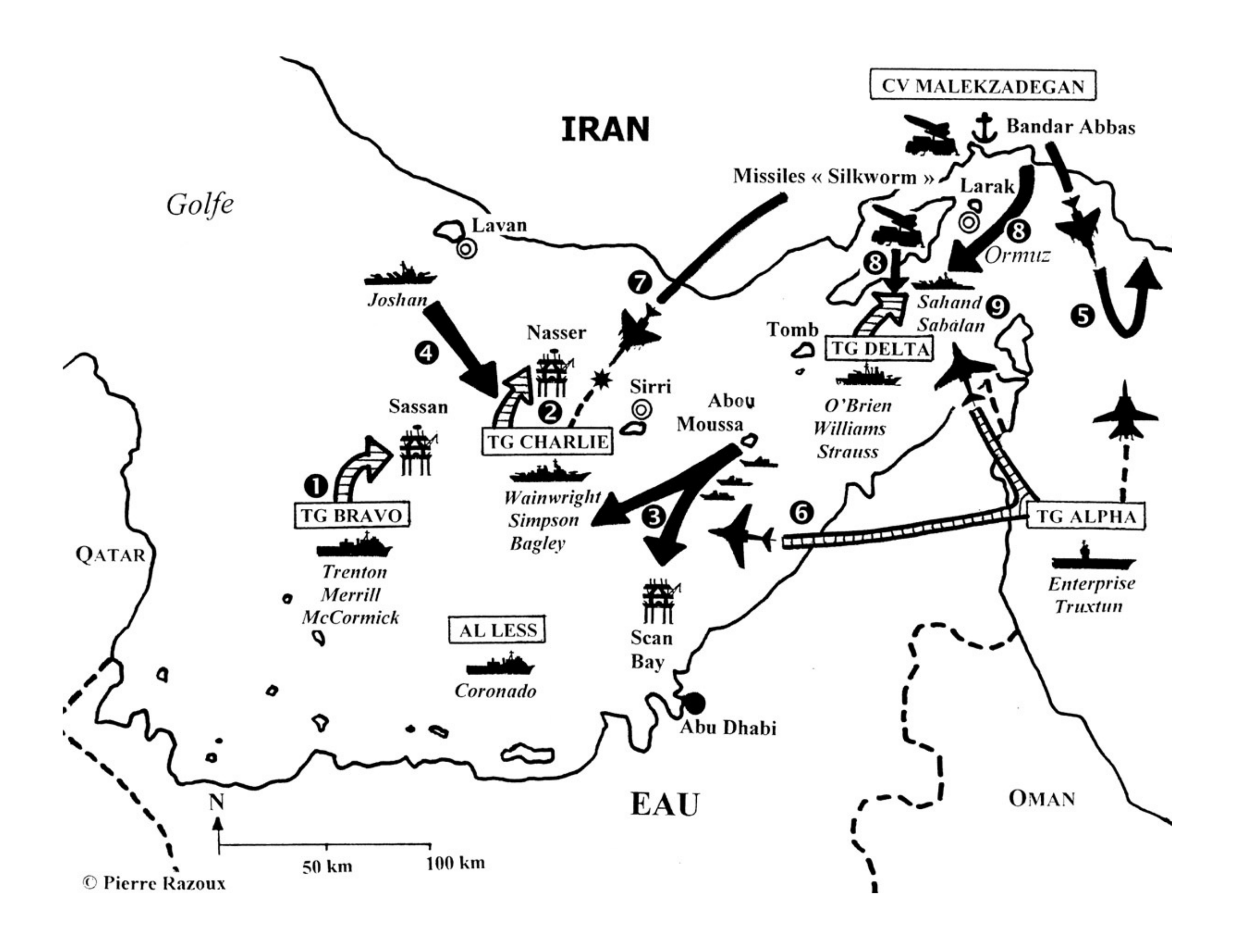
Le 18 avril 1988, l'amiral Anthony Less, qui a pris pour l'occasion ses quartiers à bord du *Coronado*, au large d'Abu Dhabi, déclenche l'opération Praying Mantis (« Mante religieuse »). Tel l'insecte vorace, l'US Navy va choisir méticuleusement ses proies. Depuis quelques semaines, l'amiral Less commande à la fois les forces navales présentes dans le Golfe et la Middle East Task Force basée à Bahreïn. Il dispose d'une quinzaine de navires de guerre répartis en quatre groupements tactiques. Le premier, autour du porte-avions *Enterprise*, croise en mer d'Oman, à proximité du détroit d'Ormuz. Il est chargé d'assurer la couverture aérienne de l'opération. Le second, mené par le bâtiment d'assaut amphibie *Trenton*, attaquera l'une des deux plates-formes iraniennes. Le troisième, conduit par le croiseur *Wainwright*, frappera l'autre plate-forme. Le dernier, regroupant 2 destroyers et 1 frégate, s'opposera à toute sortie de navires iraniens depuis leur base de Bandar Abbas. Chacun de ces groupements soutient les autres et se tient prêt à réagir à toute action hostile. En face, le capitaine de vaisseau Malekzadegan ne peut compter que sur 4 frégates lance-missiles, 1 patrouilleur de type Combattante II, une poignée de vedettes, ainsi que sur 3 avions de patrouille maritime Orion et quelques chasseurs Phantom. Tous ses autres bâtiments sont soit hors service, soit hors de portée.

A 9 heures du matin, le *Trenton*, escorté des destroyers *Merrill* et *McCormick*, se présente devant la plate-forme Sassan, à 80 kilomètres au sud du terminal de Lavan. Les marins la contactent par radio et donne vingt minutes aux *pasdarans* qui s'y sont retranchés pour l'évacuer. Ceux-ci n'ont pas oublié la destruction de la plate-forme Rostam, sept mois plus tôt, et obtempèrent, s'enfuyant à bord d'un remorqueur leur servant de ravitailleur. A 9 h 20, les bâtiments américains ouvrent le feu au canon. Une heure plus tard, des Marines héliportés depuis le *Trenton* débarquent sur la plate-forme calcinée à la recherche de documents qu'auraient pu oublier les *pasdarans*. Ils font ensuite exploser ce qui reste de l'installation.

A 9 h 30, à une quarantaine de nautiques de là, le croiseur *Wainwright*, accompagné des frégates *Bagley* et *Simpson*, reproduit le même scénario devant la plate-forme Nasser, à proximité du terminal flottant de Sirri. Les évènements prennent une tournure légèrement différente. Les *pasdarans*, alertés, ne sont pas pris de cours et ont eu le temps de s'organiser. Tandis qu'une partie de la garnison quitte la plate-forme pendant le délai de grâce qui leur est accordé, l'autre partie, décidée à se sacrifier, reste sur place, espérant causer un maximum de pertes aux Américains. Pendant plus d'une heure, la plate-forme est soumise à un terrible bombardement qui ravage les superstructures et tue une partie des combattants demeurés sur place. Lorsque la flottille américaine se rapproche pour débarquer des SEALs, les survivants se ruent sur les batteries de canons de

23 mm encore intactes et tirent sur les hélicoptères et les navires à leur portée. Les marins américains prennent immédiatement leurs distances, puis rouvrent le feu avec leur artillerie de bord. Ils appellent à la rescousse les hélicoptères de combat Sea Cobra du *Trenton,* qui traitent les batteries iraniennes à la roquette et au canon Vulcan. Les résultats sont impressionnants et la résistance cesse rapidement. L'un des Sea Cobra a toutefois été abattu. Ce sera la seule perte américaine de la journée. Prudemment, la flottille américaine se retire, laissant la plate-forme Nasser en flammes, sans chercher à s'en emparer.

Bien décidé à se venger, le capitaine de vaisseau Malekzadegan ordonne aux unités navales présentes dans le secteur d'attaquer les navires américains les plus proches, qu'ils soient civils ou militaires. Après avoir obtenu le feu vert de Téhéran, il intime l'ordre aux frégates *Sahand* et *Sabalan* de quitter Bandar Abbas pour engager le combat avec la flotte adverse. Les marins iraniens, qui connaissent la disproportion des forces en présence, ne manquent ni de courage ni de panache, et sont prêts à affronter leur destin, espérant trouver la faille dans la cuirasse de l'US Navy qui leur permettrait de lui infliger des pertes substantielles. Le commandant de la marine iranienne requiert également le soutien de l'aviation et met en alerte les batteries de missiles Silkworm.


CV MALEKZADEGAN
IRAN
Bandar Abbas
Golfe
Missiles « Silkworm »
Larak
Lavan
Ormuz
Joshan
Sahand
Sabalan
Nasser
Tomb
TG DELTA
Sirri
Abou Moussa
Sassan
O'Brien
Williams
Strauss
TG CHARLIE
TG BRAVO
Wainwright
Simpson
Bagley
TG ALPHA
QATAR
Trenton
Merrill
McCormick
Enterprise
Truxtun
AL LESS
Scan Bay
Coronado
Abu Dhabi
EAU
OMAN
N
50 km
100 km
© Pierre Razoux



L’opération Praying Mantis (18 avril 1988)

Vers midi, 3 vedettes parties d'Abou Moussa foncent vers le groupement tactique du croiseur *Wainwright*. Les *pasdarans* tirent un missile Stinger sur l'hélicoptère de la frégate *Simpson* au moment où celui-ci les survole. Le pilote largue ses leurres, évite le missile et donne l'alerte au porte-avions *Enterprise* qui catapulte aussitôt une escadrille de chasseurs bombardiers pour traiter cette menace. Pendant ce temps, 3 autres vedettes de *pasdarans* attaquent le supertanker britannique *York Marine*, n'ayant pas d'autres bâtiments à se mettre sous la dent, puis se dirigent vers le gisement off-shore Moubarak, au large d'Abu Dhabi, avec la ferme intention de s'en prendre à la plate-forme Scan Bay appartenant à une compagnie pétrolière américaine. Les *pasdarans* n'ont qu'un credo : œil pour œil, dent pour dent !

Vers 13 heures, l'opération Praying Mantis prend une nouvelle tournure. Le patrouilleur lance-missiles *Joshan,* qui croisait à proximité du terminal pétrolier de Lavan, arrive en vue de la plate-forme Nasser. Il repère le *Wainwright* sur son radar, ignore ses injonctions et tire contre lui un missile Harpoon qui le rate de peu. Le croiseur américain et ses 2 frégates d'escorte ripostent immédiatement en tirant une bordée de 4 missiles Harpoon sur le patrouilleur iranien, dont 3 font mouche. C'est la première fois que des bâtiments de l'US Navy sont engagés dans une bataille navale qui se déroule à coup de missiles antinavire. Le *Joshan* est pulvérisé, mais son épave flotte encore. Les frégates *Bagley* et *Simpson* se rapprochent pour l'achever au canon et récupérer ses quelques rescapés. Pendant ce temps, 5 Phantom partis de Bandar Abbas se dirigent à vitesse maximale vers l'*Enterprise* et son escorte qui croisent en mer d'Oman. Ils sont immédiatement repérés par un avion Hawkeye de surveillance qui dirige vers eux une patrouille de Tomcat bien décidés à en découdre. Les pilotes iraniens n'ont pas l'âme de kamikazes et préfèrent prudemment se retirer, sachant qu'ils ne parviendront jamais à s'approcher suffisamment du porte-avions pour tirer leurs missiles.

En tout début d'après-midi, l'escadrille d'assaut qui a décollé de l'*Enterprise* repère les vedettes de *pasdarans* à proximité de la plate-forme Scan Bay. Son commandant, le capitaine de corvette James Engler, demande aussitôt

l'autorisation d'ouverture du feu. Grâce au réseau de communication en temps réel dont disposent les forces armées américaines, sa demande est transmise successivement au général commandant le Centcom à Tampa (Floride), au secrétaire à la Défense et au chef d'état-major des armées (Pentagone), puis au conseiller à la Sécurité nationale et au président. Trois minutes après avoir lancé son appel, le capitaine de corvette Engler se voit confirmer l'ordre d'engagement par le président Reagan en personne. Celui-ci suit en direct les opérations depuis la salle de crise de la Maison Blanche. Les 8 Intruder et Corsair II passent aussitôt à l'attaque et traquent pendant vingt minutes les vedettes iraniennes qui sont difficiles à toucher, car elles sont très maniables et de petite taille. Les pilotes américains parviennent néanmoins à en couler 3. Les autres s'en retournent à leur base d'Abou Moussa sans demander leur reste.

Entre-temps, plus à l'ouest, le croiseur *Wainwright* a détecté 2 Phantom iraniens en approche rapide. Il les verrouille avec son radar de tir et leur intime l'ordre de rebrousser chemin. Sans réponse de leur part, il lance contre eux, coup sur coup, 2 missiles Standard. L'un des chasseurs fait aussitôt demi-tour et parvient à échapper au missile lancé à sa poursuite, tandis que l'autre, qui a préféré manœuvrer, est gravement endommagé par l'explosion du second missile. Son pilote rejoindra acrobatiquement Bandar Abbas et s'y posera sur un seul moteur, la voilure et l'empennage en lambeaux.

La bataille n'est toutefois pas finie. A 4 heures de l'après-midi, la frégate lance-missiles *Sahand* débouche dans le détroit d'Ormuz et se dirige droit vers le destroyer *Joseph Strauss* et la frégate *Jack Williams*, ignorant leurs messages lui intimant l'ordre de se retirer. Elle est rapidement survolée par quatre Intruder dépêchés par l'*Enterprise*, qui tentent eux aussi de l'intimider pour la contraindre à rebrousser chemin. En guise de réponse, la frégate *Sahand* tire 3 missiles sol-air contre les avions d'assaut, puis, dans la foulée, 2 missiles Sea Killer en direction des bâtiments américains. Les navires et les avions de l'US Navy larguent des leurres et esquivent les missiles. Ils ripostent immédiatement. Le destroyer *Joseph Strauss* tire un missile Harpoon qui fait mouche, tandis que les Intruder larguent 4 bombes Skipper à guidage laser qui déchiquettent la frégate iranienne. Celle-ci est réduite à l'état d'épave flottante. Une demi-heure plus tard, deux autres sections d'Intruder et de Corsair II appelées en renfort lui portent le coup de grâce, l'atteignant de 2 nouveaux missiles Harpoon et deux bombes Walleye à guidage électro-optique. Pulvérisée, la frégate *Sahand* coule en quelques minutes.

Les Iraniens n'ont pas dit leur dernier mot. Ils ripostent par des tirs de Silkworm lancés depuis l'île de Qishm. La frégate *Jack Williams* et le destroyer *Joseph Strauss* doivent activer leur système antimissile Phalanx pour éviter une

salve de 5 missiles Silkworm. De l'autre côté du détroit d'Ormuz, c'est la frégate *Gary*, placée en piquet radar, qui esquive deux autres Silkworm. Au crépuscule, la frégate iranienne *Sabalan* déboule à son tour et se présente face aux destroyers américains, prête à engager le combat. Sans attendre, elle tire un missile Sea Killer contre la frégate *Jack Williams* qu'elle vient d'acquérir sur son radar et un Sea Cat contre une formation d'Intruder qui se dirige vers elle pour l'intercepter. Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, elle est rapidement frappée par 2 bombes Skipper guidées par laser. L'une d'entre elles explose dans la salle des machines, provoquant un terrible incendie, tandis que l'autre brise sa poupe. Immobilisée, la frégate *Sabalan* menace de sombrer. Les pilotes de l'aéronavale demandent à Washington l'autorisation de l'achever. Celle-ci leur est refusée par Frank Carlucci, le secrétaire à la Défense, qui, après s'être entretenu avec le président Reagan et le général Powell, a décidé de faire preuve de clémence pour éviter de provoquer une escalade incontrôlable. Le bilan est de toute façon sans appel. En une journée, l'US Navy a détruit deux plates-formes servant de base aux *pasdarans*, a coulé une frégate, un patrouilleur lance-missiles et 3 vedettes, et a gravement endommagé une autre frégate et un chasseur Phantom ; 57 marins iraniens et une vingtaine de *pasdarans* ont été tués. Cette bataille constitue l'affrontement naval le plus significatif pour la marine américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. A 20 h 30, l'amiral Less fait savoir aux Iraniens qu'il les autorise à remorquer la frégate *Sabalan* jusqu'à sa base de Bandar Abbas. Elle y restera trois ans en réparation, avant de reprendre du service en 1991.

Le lendemain, Akbar Hashemi Rafsandjani déclare aux médias iraniens : « Le temps joue maintenant contre l'Iran[2]. » Faut-il voir là l'annonce de la fin prochaine des hostilités ? C'est fort probable, si l'on tient compte du contexte politique qui règne alors à Téhéran. Dix jours plus tôt, le premier tour des élections législatives a placé la faction du président du Parlement en ballottage défavorable, face à Mehdi Karroubi, secrétaire général de la Ligue des clercs combattants (parti populiste religieux de gauche), qui bénéficie de son aura de responsable de la Fondation des martyrs. Celui-ci prône la fin rapide de la guerre et l'exportation de la révolution islamique au reste de la communauté des croyants, suivant ainsi la ligne idéologique de l'ayatollah Montazéri, lui-même marginalisé. Malade et très affaibli, l'ayatollah Khomeiny n'a pas été en mesure d'intervenir dans la bataille électorale. Mohammed Khatami, qui détient toujours le portefeuille de la Propagande, a senti le vent tourner et s'est rallié à la Ligue, prenant ses distances avec l'Association du clergé combattant à laquelle appartiennent Rafsandjani et Khamenei. Isolés, les deux hommes décident de s'allier pour faire face à la jeune garde montante. Ils savent qu'il leur faut

maintenant conclure, d'une manière ou d'une autre, cette guerre qui leur a permis de prendre le pouvoir, mais qui n'a que trop duré. Qui plus est, la perte de la péninsule de Fao a porté un coup sévère au moral iranien. Même si aucune preuve ne vient étayer cette thèse, il n'est pas interdit de penser que Rafsandjani ait délibérément sacrifié une partie de la marine iranienne pour démontrer la disproportion des forces en présence et justifier ainsi l'acceptation prochaine d'un cessez-le-feu. Dans sa nouvelle rhétorique, l'Iran peut se permettre de continuer indéfiniment la guerre contre l'Irak, mais cela lui deviendrait impossible s'il lui fallait combattre également les Etats-Unis.

Le 29 avril, le gouvernement américain fait savoir qu'il étend sa protection à l'ensemble du trafic maritime dans le Golfe. En cas d'absolue nécessité, les navires de guerre américains sont autorisés à faire usage de la force pour protéger les navires de toutes nationalités qui viendraient à être attaqués par des forces iraniennes. Téhéran cesse aussitôt ses actions de harcèlement contre le trafic maritime, ne souhaitant pas renouveler l'expérience d'une gifle aussi humiliante. Début mai, l'état-major de la marine iranienne déploie dans le détroit d'Ormuz ses trois vénérables destroyers *Babr*, *Palang* et *Damavand* dont les systèmes d'armes ne sont plus opérationnels. Cette manœuvre ne trompe plus personne : le roi est nu, et cela se sait, aussi bien à Téhéran qu'à Bagdad.

Les Irakiens reconquièrent les autres territoires perdus

Le 13 mai 1988, la Ligue des clercs combattants de Mehdi Karroubi remporte 60 % des sièges du Parlement lors du deuxième tour des élections législatives iraniennes. Le coup est sévère pour Akbar Hashemi Rafsandjani qui doit composer avec lui, mais aussi avec les parlementaires indépendants, hostiles à la poursuite de la guerre, pour conserver la présidence du Parlement et reconduire son gouvernement. Dans les rangs de l'opposition, Mehdi Bazargan, l'un des anciens Premiers ministres de Bani Sadr, publie une lettre ouverte à l'ayatollah Khomeiny lui reprochant d'avoir refusé de négocier au bon moment et le considérant comme seul responsable de la poursuite d'une guerre qu'il estime contraire aux principes de l'islam. Une quarantaine de ses partisans sont immédiatement arrêtés, mais lui-même reste intouchable, bénéficiant de la protection de l'ayatollah Montazéri. Le coup est rude pour le guide, chancelant, qui s'appuie une nouvelle fois sur Rafsandjani, lui renouvelant publiquement sa confiance et son titre de commandant en chef des armées. Comme il faut trouver un bouc émissaire pour expliquer les deux défaites humiliantes tout juste subies par l'armée iranienne, sur terre et sur mer, Rafsandjani limoge le général Sohrabi et le remplace par Ali Chahbazi à la tête de l'état-major des armées. Ce général

n’est pas un génie, mais il est proche des *pasdarans* et a passé les deux dernières années au cabinet du guide, conseillant l’ayatollah Khomeiny et son fils Ahmed sur les questions militaires. Pour les mollahs, il présente l’avantage d’être idéologiquement sûr. Pour Rafsandjani, il représente un général falot qui endossera sans rechigner le poids de la défaite, lorsqu’il faudra bien se résoudre à accepter le cessez-le-feu.

Quelques jours plus tard, l’armée soviétique entame son retrait d’Afghanistan, ce qui accélère le rapprochement entre Moscou et Téhéran. Le régime iranien, rassuré de voir les troupes soviétiques quitter ce pays musulman voisin de l’Iran, ne s’oppose plus désormais à la normalisation « officielle » des relations avec l’URSS. Le Kremlin, de son côté, tente de convaincre les dirigeants iraniens de l’urgence d’un cessez-le-feu qui permette de stabiliser la région et éviter un nouvel affrontement entre forces américaines et iraniennes. Celui-ci ne ferait que renforcer la mainmise américaine sur le Golfe. Rafsandjani, Khamenei, Karroubi, Rezaï et Moussavi en sont bien convaincus, mais l’ayatollah Khomeiny, dont la lucidité diminue chaque jour davantage, s’y oppose encore.

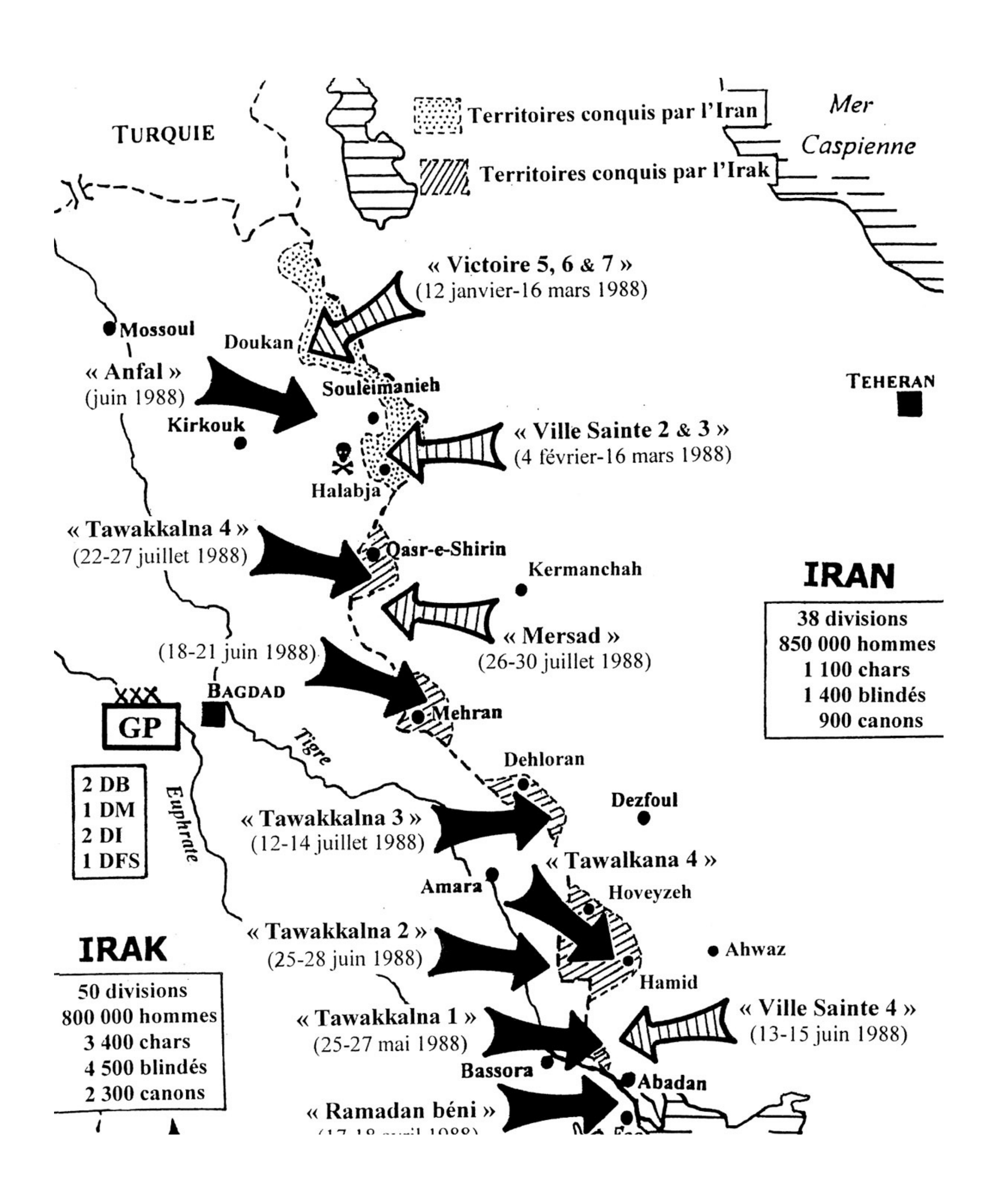
Alors que les combats se poursuivent sur le front terrestre et que la tension reste explosive dans le Golfe, Mikhaïl Gorbatchev accueille Ronald Reagan à Moscou, du 29 mai au 2 juin 1988, pour un sommet au cours duquel les deux chefs d’Etat doivent évoquer de nombreux dossiers, notamment ceux liés à l’élaboration de mesures de confiance réciproque entre les deux grandes puissances. Le maître du Kremlin aurait alors proposé au président américain de faire pression sur l’Iran pour mettre un terme à la guerre Iran-Irak, si Washington, de son côté, faisait pression sur le Pakistan et l’Arabie saoudite pour faciliter le retrait soviétique d’Afghanistan. Les deux hommes auraient approuvé cette proposition d’une poignée de main. Pour une fois, l’approche « gagnante-gagnante » semble prévaloir, préfigurant ainsi la fin de la guerre froide.

Entre-temps, Saddam Hussein a décidé de battre le fer tant qu’il est chaud en lançant ses troupes victorieuses à l’assaut des troupes iraniennes, cette fois dans le secteur du lac des Poissons, à l’est de Bassora. Le but est double : faire cesser toute menace contre la cité fluviale et porter un nouveau coup décisif au moral des Iraniens pour les contraindre à accepter le cessez-le-feu.

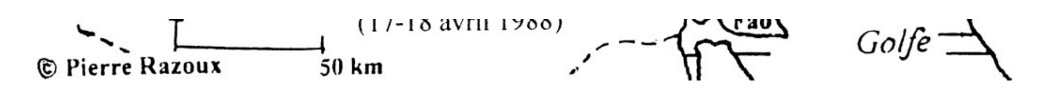
Le 25 mai 1988, l’état-major irakien déclenche l’opération Tawakkalna ‘ala Allah (« Nous nous en remettons à Dieu ») qui regroupe 150 000 hommes et 14 divisions soutenues par 3 000 blindés et 1 500 canons[3]. Depuis qu’il est allé à La Mecque, Saddam a décidé de donner une connotation religieuse à ses offensives pour accroître la ferveur populaire et convaincre les pétromonarchies de lui

conserver leur soutien. En face, les Iraniens alignent 5 divisions d'infanterie totalisant 50 000 hommes, 90 chars et 150 canons. Dès l'aube, le rouleau compresseur irakien progresse en direction des lignes iraniennes, appuyé par l'aviation. Les *pasdarans*, bousculés, résistent avec acharnement et appellent leurs chasseurs à la rescousse, mais ceux-ci se replient dès que surgissent les nouveaux MiG-29 irakiens livrés par Moscou. L'un des MiG-29 est détruit par erreur par la défense sol-air irakienne. Ce sera le seul appareil de ce type perdu pendant le conflit. En cours de journée, le général Djamal (3e Corps) obtient la permission de lancer une frappe chimique contre les positions ennemies. Il n'emploie que des agents neurotoxiques qui présentent l'avantage d'être faiblement persistants, gênant ainsi le moins possible l'avance de ses propres troupes qui sont toutes équipées de tenues de protection adaptées. Les *pasdarans*, en revanche, ne disposent que de masques à gaz qui ne leur sont d'aucune utilité face aux gouttelettes empoisonnées de VX et de tabun dispersées par l'artillerie irakienne. Nombre d'entre eux mourront ainsi, agrippés à leur canon ou leur mitrailleuse.

En fin de journée, les Irakiens ont écrasé les tranchées iraniennes et repoussé l'adversaire d'une dizaine de kilomètres. Le lendemain, ils mettent en déroute les Iraniens qu'ils refoulent jusqu'à la frontière. Les chars de la Garde républicaine chargent les *pasdarans* paniqués qui fuient en désordre après avoir abandonné leur matériel. Pendant ce temps, une cinquantaine de kilomètres plus au nord, les troupes irakiennes chassent les *pasdarans* des marécages. Le succès est total. En soixante heures à peine, les Irakiens ont récupéré une poche de territoire cruciale, tué plus de 6 000 Iraniens et ont capturé des quantités invraisemblables d'armes et de munitions.



Territoires conquis par l'Iran
Territoires conquis par l'Irak
Mer Caspienne
TURQUIE
« Victoire 5, 6 & 7 »
(12 janvier-16 mars 1988)
Mossoul
Doukan
« Anfal »
(juin 1988)
Souleimanieh
TEHERAN
Kirkouk
« Ville Sainte 2 & 3 »
(4 février-16 mars 1988)
Halabja
« Tawakkalna 4 »
(22-27 juillet 1988)
Qasr-e-Shirin
Kermanchah
IRAN
38 divisions
850 000 hommes
1 100 chars
1 400 blindés
900 canons
« Mersad »
(26-30 juillet 1988)
(18-21 juin 1988)
BAGDAD
GP
Mehran
Tigre
Dehloran
2 DB
1 DM
2 DI
1 DFS
Euphrate
Dezfoul
« Tawakkalna 3 »
(12-14 juillet 1988)
« Tawalkana 4 »
Amara
Hoveyzeh
« Tawakkalna 2 »
(25-28 juin 1988)
Ahwaz
IRAK
Hamid
50 divisions
800 000 hommes
3 400 chars
4 500 blindés
2 300 canons
« Tawakkalna 1 »
(25-27 mai 1988)
« Ville Sainte 4 »
(13-15 juin 1988)
Bassora
Abadan
« Ramadan béni »



Le front irano-irakien en 1988

Le 27 mai 1988, pour la première fois depuis six ans, le drapeau irakien flotte sur la bourgade iranienne de Shalamcheh, située à 10 kilomètres à peine à l'ouest de Khorramchahr. Les soldats irakiens n'ont pas poursuivi au-delà, attendant les ordres. La veille, Saddam Hussein a tenu une réunion cruciale avec ses plus proches généraux pour décider de la suite des opérations. Malgré les victoires éclatantes obtenues à Fao et Shalamcheh, le président irakien anticipe une guerre encore longue qui pourrait durer jusqu'au décès de l'ayatollah Khomeiny. Il se donne dix-huit mois pour bouter les Iraniens hors du territoire irakien. Son analyse est rationnelle et s'appuie sur des facteurs tangibles. En huit ans, il a beaucoup appris et maîtrise désormais de nombreux paramètres. Ses généraux se montrent très prudents, prenant soin de ne pas sous-estimer les capacités de contre-attaque de l'adversaire. Nizar Abdel Karim Khazraji, qui a longtemps commandé le front nord avant de devenir chef d'état-major des armées, milite pour une offensive au Kurdistan irakien, afin de faire cesser toute menace sur les zones pétrolières de Kirkouk et Mossoul. Adnan Khairallah estime de son côté plus urgent d'attaquer au centre, pour sécuriser l'accès à la capitale irakienne. Saddam Hussein est pour sa part enclin à reprendre d'abord les îles Majnoun, afin de récupérer leurs gisements pétroliers et accroître ainsi les revenus irakiens. Après avoir longuement débattu des avantages et des inconvénients de chaque option, les 3 hommes s'entendent pour faire porter l'effort principal sur les fronts centre et sud, tout en réorganisant leurs forces sur le front nord, de manière à pouvoir y lancer quelques attaques ponctuelles. Ils ordonnent la construction de routes nouvelles qui doivent permettre de contourner les bastions de la guérilla kurde et faciliter les mouvements des unités blindées à travers cette zone montagneuse. Leur maître mot demeure la flexibilité. Chaque corps est mis en alerte et reçoit l'ordre de se préparer à passer très rapidement à l'offensive, si nécessaire.

Dans l'autre camp, le cœur n'y est plus et les combattants sont largement démoralisés. Les généraux Chahbazi et Chirazi n'en parviennent pas moins à lancer, le 13 juin, une attaque d'envergure contre Shalamcheh, afin de reprendre le contrôle de cette bourgade frontalière. Pendant deux jours, trois divisions de *pasdarans* appuyées par une centaine de chars multiplient les assauts frontaux et

enfoncent le dispositif irakien. Elles sont immédiatement contre-attaquées par la Garde républicaine qui reprend le contrôle de Shalamcheh. Ce même jour, l'état-major irakien lance plusieurs raids au Kurdistan pour reprendre le contrôle d'un certain nombre d'objectifs, dont plusieurs cols. Le général Khazraji, qui n'a qu'une très piètre opinion du général Sajid qui commande le 1er Corps, prend personnellement la tête des opérations. Les Irakiens reprennent le barrage de Doukan, mais Halabja continue de leur résister. Une division de *pasdarans* s'y est retranchée parmi les ruines calcinées et les cadavres. Si l'on en croit le général Hamdani, le régime irakien conclut parallèlement une trêve avec Jalal Talabani et Massoud Barzani[4]. Aux termes de celle-ci, Bagdad s'engage à ne plus viser que les troupes iraniennes déployées au Kurdistan irakien, si de son côté la guérilla kurde cesse d'étendre sa progression. Une fois encore, Saddam Hussein fait preuve de pragmatisme pour parvenir à son objectif principal : bouter les Iraniens hors d'Irak.

Le 18 juin, l'armée irakienne lance une offensive contre le saillant de Mehran, sur le front centre, en étroite coordination avec les Moudjahidin du peuple de Massoud Radjavi. Depuis qu'il s'est vu contraint de quitter la France, le chef charismatique de l'opposition armée au régime des mollahs s'est réfugié en Irak et a mis sur pied une Armée de libération nationale de l'Iran (ALNI), équipée par Bagdad. Cette troupe de supplétifs très motivés aligne 20 000 combattants qui disposent de blindés et d'artillerie légère. Le pouvoir irakien, qui voit d'un mauvais œil leur présence sur son territoire, saisit cette opportunité pour envoyer l'ALNI combattre en Iran. En quatre jours, les Moudjahidin du peuple, soutenus par une division blindée irakienne, anéantissent une division de *pasdarans*, s'emparent de Mehran et établissent une tête de pont d'une vingtaine de kilomètres de profondeur en territoire iranien. Pour Bagdad, il s'agit avant tout d'une manœuvre de diversion pour attirer un maximum d'Iraniens dans ce secteur et dégarnir ainsi le reste du front. Le piège fonctionne, puisque le général Chahbazi expédie plusieurs divisions vers Mehran. Saddam en profite pour abattre une nouvelle carte.

Le 25 juin à l'aube, le président irakien déclenche l'opération Tawakkalna 'ala Allah 2 en direction des îles Majnoun et des marais de Hoveyzeh défendus par 40 000 hommes et 4 divisions d'infanterie. Il engage dans cette nouvelle bataille 160 000 hommes appuyés par plus d'un millier de canons, répartis en 14 divisions[5]. Quatre divisions blindées se tiennent prêtes à s'engouffrer dans les brèches créées par l'infanterie, au nord et au sud des îles Majnoun, pour encercler les Iraniens retranchés dans les marécages. Une fois de plus, l'offensive irakienne débute par un impressionnant bombardement d'artillerie, suivi d'une attaque chimique et de frappes aériennes conduites par les Su-25

« tueurs de chars ». Les défenseurs iraniens, déjà passablement démoralisés par les revers précédents, lâchent pied devant une telle puissance de feu. En huit heures, les forces spéciales irakiennes, à bord de blindés amphibies, s'emparent de l'île Majnoun septentrionale qui leur résistait depuis plus de trois ans. Les soldats iraniens fuient en désordre en direction de la frontière. Les généraux irakiens sont surpris par leur propre succès. Pour parachever l'encerclement, ils n'hésitent pas à héliporter leur 42e brigade parachutiste sur les arrières de l'adversaire. Le 28 juin, ils sont maîtres de l'ensemble de la zone et contrôlent une tête de pont en territoire iranien ; 3 000 *pasdarans* ont été tués, 8 000 blessés, 4 000 capturés et tous les autres se sont évanouis dans la nature, à la recherche de leur unité ou d'un moyen pour regagner leurs foyers. Car cette nouvelle défaite provoque l'effondrement du moral dans le camp iranien. Certes, Téhéran peut encore se prévaloir de quelques poches en territoire irakien, essentiellement au Kurdistan, mais ses forces armées ont perdu toute combativité. Même les *pasdarans* demandent au pouvoir de mettre un terme aux hostilités. Les désertions atteignent un taux record. Ali Khamenei ordonne à tous les combattants de faire leur devoir et de se rendre immédiatement sur le front. Rafsandjani critique, sans les nommer, tous ceux qui ont contribué à isoler l'Iran en s'opposant à la politique d'ouverture vers l'étranger que lui-même prône depuis de longues années. L'ambiance est pour le moins délétère, chacun tentant de s'exonérer de la responsabilité des défaites qui s'accumulent. A Bagdad, en revanche, le climat est à l'optimisme. Jovial, Saddam Hussein déclare : « La bataille d'aujourd'hui était la dernière d'une longue série d'affrontements très durs. La victoire finale est désormais très proche, si Dieu veut[6]. » Un drame imprévu à l'autre bout du Golfe va contribuer à lui donner raison.

La destruction de l'Airbus d'Iran Air

Le 3 juillet 1988, au lever du soleil, le croiseur américain *USS Vincennes*, escorté des frégates *Sides* et *Montgomery*, croise à proximité de l'îlot d'Abou Moussa en direction du détroit d'Ormuz, pour prendre en charge un nouveau convoi de pétroliers à destination du Koweït. Il s'agit d'un bâtiment antiaérien ultramoderne de classe Ticonderoga (173 mètres de long et 10 000 tonnes), tout juste arrivé dans le Golfe et équipé du tout nouveau système Aegis. Le cœur de ce système entièrement automatisé est un radar tridimensionnel à balayage électronique, de très grande puissance, capable d'engager simultanément plusieurs dizaines de cibles, grâce à ses deux tourelles de 127 mm guidées par radar et ses 2 batteries susceptibles de tirer en rafale les 60 missiles surface-air Standard stockés dans la coque du bâtiment. Il s'agit d'un bijou de technologie,

surnommé « Robocruiser » par son équipage, conçu initialement pour intercepter des vagues de bombardiers soviétiques destinées à saturer les défenses de l'US Navy. Le capitaine de vaisseau William Rogers, son commandant, est fier de disposer du bâtiment le plus moderne croisant actuellement dans le secteur. Certes, son équipage manque d'entraînement et la plupart de ses officiers sortent tout juste de formation, mais ils sont très bien notés et font preuve de beaucoup d'allant. Chacun d'entre eux n'attend que le moment propice pour faire ses preuves.

L'*USS Montgomery*, une frégate de quinze ans son aînée, qui navigue de concert avec lui, fait pâle figure à côté. C'est pourtant elle qui détecte, à 6 h 30 du matin, un rassemblement de 13 vedettes de *pasdarans*, à 50 nautiques de leur position, en train de manœuvrer pour attaquer un groupe de pétroliers. Le commandant du *Vincennes* ordonne le branle-bas de combat, force l'allure de son bâtiment et décide de sa propre initiative d'engager les vedettes iraniennes, ne serait-ce que pour rompre la monotonie des missions d'escorte qui collent mal à son tempérament de guerrier. Il rêve d'en découdre afin de gagner les mêmes décorations que ses pairs impliqués deux mois plus tôt dans l'opération Mante religieuse. Pendant deux heures, le croiseur, accompagné de ses 2 frégates, fait route au nord-est de toute la puissance de ses turbines pour tenter d'intercepter les vedettes iraniennes qui n'ont pas encore détecté sa présence. Il se rapproche ainsi dangereusement de la zone d'exclusion navale décrétée par l'Iran. A 8 h 40, alors qu'il se trouve à 40 nautiques au nord de la position qui aurait dû être la sienne, il est rappelé à l'ordre par l'officier de quart de la Middle East Task Force, à Bahreïn, qui lui demande de reprendre son cap normal. William Rogers tergiverse et lui indique qu'il a envoyé l'hélicoptère du bord en reconnaissance. Il ne peut rebrousser chemin sans l'avoir récupéré. Quelques minutes plus tard, celui-ci essuie des rafales d'armes automatiques alors qu'il survole les vedettes iraniennes. Le commandant du *Vincennes* brandit aussitôt la légitime défense et demande l'autorisation de poursuivre les vedettes qui ont mis cap au nord en direction des eaux territoriales iraniennes. Ayant du mal à évaluer la situation sur place, l'officier de quart de la Metf le laisse libre d'agir à sa guise. En cinquante minutes, le *Vincennes* parvient à portée de tir des vedettes qui tentent de fuir en désordre. A 9 h 39, il ouvre le feu contre elles avec ses canons. Deux minutes plus tard, absorbé par sa poursuite, il franchit les eaux territoriales iraniennes sans même s'en apercevoir. Il ignore les avertissements de ses escorteurs qui s'inquiètent de le voir outrepasser les ordres[7]. Leurs commandants, plus jeunes en grade, ne se sentent pas les épaules suffisamment solides pour rabrouer celui qu'ils perçoivent comme un cow-boy arrogant, sourd au moindre conseil.

Pendant une demi-heure, le commandant et ses officiers, regroupés dans la salle d'opérations du croiseur, sont absorbés par leur combat contre les vedettes. La tension et la nervosité sont palpables. Pour l'instant, aucun coup au but n'a été enregistré car les vedettes, rapides et maniables, slaloment pour éviter les obus qui tombent à proximité. Ayant reçu l'ordre de se replier, elles ne contre-attaquent pas le croiseur. A bord de ce dernier, l'excitation du combat fait soudain place à l'angoisse. Le commandant réalise qu'en se trouvant dans les eaux territoriales adverses, il s'expose à de possibles attaques, somme toute légitimes. L'officier de renseignement du bord rappelle la note d'alerte transmise quelques jours plus tôt par les services de renseignement de la marine, indiquant que les Iraniens tenteraient probablement une action d'éclat autour du 4 juillet, date de la fête nationale américaine, pour se venger de l'humiliation subie deux mois plus tôt. Chacun se demande alors si le *Vincennes* n'est pas en train de se précipiter dans un piège. Dans le doute, le commandant ordonne le cessez-le-feu, pour permettre à son hélicoptère d'apponter avant de faire demi-tour et regagner les eaux internationales. A cet instant, le croiseur se trouve à 60 nautiques au nord de sa route normale, à proximité de l'île de Qishm où se trouve une batterie de missiles Silkworm. Celle-ci n'engage pas le combat, respectant les ordres très stricts qu'elle a reçus de Téhéran pour éviter de provoquer inutilement l'US Navy. Les mollahs, malgré leurs rodomontades, sont parfaitement conscients du rapport de forces qui leur est très défavorable. Rafsandjani a bien compris qu'il ne gagnerait rien à provoquer un affrontement majeur avec les Etats-Unis.

A 10 h 17, à 80 kilomètres de là, l'Airbus A-300 d'Iran Air, qui assure quotidiennement la liaison avec Dubaï, décolle de Bandar Abbas, avec 300 personnes à bord (274 passagers et 16 membres d'équipage). Il est aussitôt détecté par le radar du *Vincennes* qui, grâce à son transpondeur, le classifie initialement comme « contact civil ». Deux minutes plus tard, plusieurs opérateurs du *Vincennes*, probablement par manque d'entraînement et sans doute à cause du stress ambiant, font une erreur d'interprétation des signaux radars et estiment que ce contact perd de l'altitude tout en gagnant de la vitesse, profil type d'une attaque aérienne contre un navire. L'Airbus, qui suit méticuleusement le couloir aérien réservé à la circulation commerciale, continue en réalité de grimper pour atteindre son altitude de croisière de 4 500 mètres, la traversée du détroit d'Ormuz ne prenant qu'une demi-heure de vol.

En manœuvrant pour engager les vedettes de *pasdarans*, le *Vincennes* s'est placé exactement sur la trajectoire du vol Iran Air 655, alors qu'il aurait dû se trouver en dehors de celle-ci. Le jeune officier en charge du système d'interception interroge une nouvelle fois son transpondeur qui classifie cette fois le contact comme « civil ou militaire », ajoutant ainsi à la confusion

ambiante[8]. Des cris fusent immédiatement à l'intérieur de la salle d'opération, plongée dans l'obscurité pour faciliter le travail des opérateurs radars. Plusieurs voix s'élèvent pour indiquer qu'il pourrait s'agir d'un Phantom ou d'un Tomcat iranien se faisant passer pour un vol commercial, puisque l'aéroport de Bandar Abbas, qui fait également office de base aérienne militaire, abrite une dizaine de ces appareils. Le spectre de l'attaque de l'*USS Stark* resurgit immédiatement dans tous les esprits. A 10 h 20, le radio du *Vincennes* lance un avertissement à l'aéronef en approche sur les deux fréquences internationales d'alerte, la militaire (243.0) et la civile (121.5). Il n'obtient aucune réponse. Il est probable que pour un aussi court trajet, l'équipage de l'Airbus soit resté branché sur les deux seules fréquences de Bandar Abbas et Dubaï, sans enclencher les fréquences d'alerte.

Pendant ce temps, la confusion règne dans la salle des opérations du *Vincennes* où plusieurs radaristes expérimentés réexaminent les données radars et concluent que le contact incriminé est bien en train de gagner de l'altitude, et non d'en perdre. Un officier marinier consulte alors la table des vols commerciaux et n'en décèle aucun à cette heure-ci ; le vol IR655 y figure bien, mais il est répertorié trente minutes plus tard. Personne à bord n'a le réflexe de penser au décalage horaire de trente minutes qui sépare Bahreïn (qui sert de référence aux bâtiments de l'US Navy) de l'Iran (d'où part l'Airbus)[9]. A 10 h 22, le *Vincennes* renvoie sur les deux fréquences d'alerte un message demandant à l'avion en approche de s'identifier, l'avertissant qu'il sera abattu s'il pénètre dans la zone de sécurité de 20 nautiques du croiseur qui évolue toujours à l'intérieur des eaux iraniennes. A bord du bâtiment, la tension est à son comble. Chacun s'attend à encaisser un ou plusieurs missiles. Dans la salle des opérations, les papiers volent en tous sens et chacun s'active sans réellement réfléchir. Le capitaine de vaisseau Rogers ne conçoit par une seconde de vérifier avec ses escorteurs leurs propres données radar. Comment s'abaisserait-il à leur demander assistance, alors que c'est lui qui dispose du bâtiment le plus moderne de la flotte !

A 10 h 23, le croiseur lance un ultime avertissement par radio. Une minute plus tard, en l'absence de réponse, le commandant du *Vincennes* ordonne l'ouverture du feu. Le jeune officier de tir est tellement stressé qu'il appuie frénétiquement plusieurs fois sur le mauvais bouton, avant que son sous-officier, expérimenté, lui indique le bon bouton à presser : 2 missiles SM-2 Standard jaillissent aussitôt du bâtiment et foncent à trois fois et demie la vitesse du son en direction de l'Airbus iranien qui, pulvérisé, s'efface des écrans radars à 10 h 25, huit minutes seulement après son décollage de Bandar Abbas, alors qu'il ne se trouvait plus qu'à 8 nautiques du *Vincennes*. A cette distance, un

Phantom aurait déjà tiré ses missiles. A bord des frégates *Sides* et *Montgomery*, c'est la consternation ! Leurs commandants, qui avaient clairement identifié l'écho radar comme un vol commercial, sont stupéfaits d'assister à un tir de missiles auxquels ils ne s'attendaient pas, car pendant les sept minutes qu'a duré l'engagement, pas une fois William Rogers ne les a avertis ni consultés. Cette tragique méprise résulte donc d'une accumulation d'erreurs humaines associées à une interface homme-machine déficiente[10]. Il ne s'agit en tout cas ni d'une attaque volontaire ni d'une provocation délibérée des Etats-Unis, comme le prétendent toujours aujourd'hui les autorités iraniennes.

Vengeance à l'iranienne

Téhéran réagit immédiatement et accuse Washington de crime de guerre. Quelques jours plus tard, le ministre iranien des Affaires étrangères dépose une plainte devant la Cour internationale de justice de La Haye en lui demandant de condamner ce qu'il qualifie d'« acte barbare ayant entraîné la mort de 300 innocents ». Ronald Reagan exprime ses regrets sincères pour cette terrible tragédie humaine, mais refuse de s'excuser, estimant que le commandant du *Vincennes* avait pris « les mesures défensives appropriées ». Il souligne en outre que ce drame ne serait jamais survenu si l'Iran avait accepté d'appliquer la Résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette déclaration, montée en épingle par les mollahs iraniens, sera à l'origine d'une théorie de la conspiration selon laquelle les Etats-Unis auraient sciemment abattu l'Airbus d'Iran Air pour accélérer la fin de la guerre Iran-Irak. Les tenants de cette thèse rappellent que le capitaine de vaisseau William Rogers, au lieu d'être sanctionné, sera décoré de la Légion du mérite à l'issue de sa période de commandement, subodorant ainsi qu'il ait agi sur ordre. Cette théorie ne résiste ni à l'examen méticuleux des faits ni au bon sens. Tous les témoignages recueillis par la suite soulignent le comportement pathologique du commandant du *Vincennes*, le manque d'entraînement de l'équipage, le stress ambiant, la confusion régnant dans la salle des opérations et l'enchaînement malheureux d'erreurs humaines ayant abouti à l'ordre de tir. William Rogers sera ostracisé par ses pairs et rapidement mis sur la touche, dès la fin de son commandement. De nombreux marins reconnaîtront que sa décoration ne sera qu'un leurre permettant aux autorités américaines de ne pas perdre la face. Une commission d'enquête confiée à l'amiral en retraite William Fogarty, chargée d'examiner les circonstances de cet incident, conclura à une méprise due à ce que les militaires appellent le « brouillard de la guerre », constatant que le commandant avait agi de manière à assurer la défense de son bâtiment[11]. De nombreux éléments de ce

rapport sont très critiques vis-à-vis de William Rogers et pointent l'impressionnante série de dysfonctionnements ayant conduit à sa décision funeste d'ouverture du feu. Un dernier élément milite contre la thèse de la préméditation : la destruction de l'Airbus d'Iran Air aurait pu tout aussi bien provoquer une nouvelle escalade entre Téhéran et Washington.

Si le pouvoir iranien ne riposte pas ouvertement à la destruction de l'Airbus, il ne se prive pas de mettre en garde les autorités américaines, leur signifiant qu'il ne tolérera pas d'autres incidents de ce genre et leur rappelant le droit de légitime défense reconnu par la Charte des Nations unies. Cinq mois plus tard, le 21 décembre 1988, un Boeing 747 de la compagnie américaine Panam (Vol 103) explosera au-dessus de Lockerbie, faisant 270 morts. Après trois ans d'enquête, le FBI conclura à une attaque terroriste et pointera la responsabilité du régime libyen du colonel Kadhafi, estimant que ce dernier avait sans doute cherché à se venger du raid américain de 1986 contre Tripoli. En 2003, le dictateur libyen dédommagera les victimes après avoir reconnu la responsabilité des services de renseignement de son régime dans l'attentat, en échange de l'arrêt des sanctions internationales et de la réintégration de son pays dans le concert des Nations. Ce n'est qu'en 2011 qu'une autre thèse émergera publiquement, après la chute du colonel Kadhafi. Un cadre important des services secrets libyens, rallié à l'opposition, déclarera que si Kadhafi avait bien donné l'ordre de sabotage d'un avion de ligne américain, l'instigateur réel de cet attentat avait été le régime iranien qui cherchait à se venger de la destruction de l'Airbus d'Iran Air. Selon cette thèse, l'Iran savait pouvoir manipuler Kadhafi et exercer de nombreuses pressions contre lui. L'identité de cette source est bien évidemment préservée par le nouveau régime libyen et par tous ceux qui ont eu accès à son témoignage, afin de protéger sa vie. Depuis, un rapport secret de l'*US Defence Intelligence Agency* a été déclassifié dans le cadre de la loi garantissant le droit d'accès aux archives *(Freedom of Information Act)*. Ce rapport, élaboré parallèlement à l'enquête du FBI et très largement noirci par la censure pour préserver l'anonymat des sources, identifie le régime iranien comme étant le commanditaire de l'attentat de Lockerbie. Aux pages 49 et 50, il identifie même Ali Akbar Mohtashamipur, un responsable des services secrets iraniens proche de Rafsandjani, comme étant celui qui aurait sous-traité l'attentat auprès des autorités libyennes, moyennant 10 millions de dollars[12]. Dès lors, si ce rapport est fondé (ce que l'on ne peut affirmer avec certitude), pourquoi Washington ne l'a-t-il pas utilisé à l'époque pour pointer officiellement du doigt la responsabilité de Téhéran dans cette affaire ? Les réponses paraissent multiples. Tout d'abord, il semblerait que l'administration américaine ne disposait pas alors de preuves suffisamment nombreuses pour étayer solidement une telle

accusation. Soulever l'hypothèse iranienne aurait pu ensuite affaiblir la piste libyenne, au risque que ni l'exécutant ni le commanditaire de l'attentat ne soit formellement reconnu responsable par la justice, pour le plus grand préjudice des victimes. Il est également certain que les rivalités interservices, côté américain, n'ont pas facilité l'enquête. D'autant plus que la Maison Blanche ne voulait peut-être pas stigmatiser le régime iranien à l'heure où celui-ci semblait s'ouvrir un peu, après la disparition de l'ayatollah Khomeiny, alors même qu'elle souhaitait faciliter le règlement de l'affaire de l'Airbus d'Iran Air devant la Cij. Nul doute enfin qu'elle ait cherché à protéger un certain nombre de sources bien placées. Au bout du compte, l'administration américaine a probablement fait preuve de réalisme et de pragmatisme, gardant cette affaire comme un joker qui lui a sans doute permis de négocier plus facilement avec Téhéran la libération de ses otages retenus au Liban.

Mais la vendetta iranienne ne s'arrêtera pas là. Le 10 mars 1989, près de la base navale de San Diego, l'épouse de William Rogers réchappera par miracle à l'explosion de sa voiture piégée, alors que son mari commandait toujours le *Vincennes*. C'est la première fois qu'un attentat de ce type frappera le sol américain, bien avant tous ceux qui seront très largement médiatisés. Dans la foulée, l'administration américaine entamera une longue négociation avec le régime iranien pour solder l'incident du *Vincennes*. En 1996, les Etats-Unis paieront 131,8 millions de dollars au gouvernement iranien (dont 61,8 millions pour l'indemnisation des familles des victimes), en échange de l'abandon par celui-ci de sa plainte devant la Cour internationale de justice[13].

A posteriori, une chose paraît certaine : la destruction involontaire de l'Airbus d'Iran Air a convaincu le régime iranien qu'il ne pouvait se permettre de lutter en même temps contre l'Irak et les Etats-Unis, et Saddam Hussein que le moment était venu de porter l'estocade pour faire plier Téhéran.

31
Fin de partie

Le 12 juillet 1988, après une semaine d'intenses préparatifs, Saddam Hussein déclenche l'opération Tawakkalna 'ala Allah 3 en direction de Dehloran, sur le front centre. Le 4e Corps, renforcé par la Garde républicaine (soit 140 000 hommes soutenus par un millier de chars et un millier de canons), se lance à l'assaut des positions iraniennes, sur un secteur large d'une centaine de kilomètres[1]. En une journée, les Irakiens récupèrent les gisements pétroliers frontaliers que les Iraniens occupaient depuis plus de cinq ans. Le lendemain, ils percent en plusieurs points le dispositif adverse et pénètrent profondément en territoire iranien, sans rencontrer de réelle résistance. A la tombée du jour, ils s'emparent de Dehloran, ce qui leur permet de contrôler une tête de pont plus vaste que l'ensemble des poches de résistance iranienne au Kurdistan irakien. Le 14 juillet, alors que les troupes irakiennes poursuivent les unités en déroute et élargissent leur emprise en territoire ennemi, Saddam Hussein menace Téhéran d'attaquer au sud en direction d'Ahwaz, pour s'emparer des puits de pétrole iraniens, si l'armée iranienne ne se retirait pas immédiatement du Kurdistan irakien. Les Iraniens prennent au sérieux cet ultimatum, car dans leurs rangs, le désastre est total : en trois jours, 3 divisions d'infanterie ont été anéanties, tandis que leurs fantassins ont abandonné sur place 570 blindés et 320 canons ; 10 000 d'entre eux ont été tués ou blessés et 5 000 capturés. Les autres se sont évanouis dans la nature. Désormais, les généraux iraniens n'ont plus que 200 chars au Khouzistan, face au millier de tanks que l'armée irakienne est désormais capable de jeter dans la bataille à chacune de ses offensives.

L'ayatollah Khomeiny entérine la fin des hostilités

Dans la nuit du 14 au 15 juillet, les dirigeants iraniens se réunissent en urgence à Téhéran pour évaluer la situation, car il apparaît désormais que l'Iran

court à la catastrophe en poursuivant de manière obsessionnelle cette guerre qui a tourné à son désavantage. L'ayatollah Khomeiny, souffrant, n'y assiste pas, mais fait savoir à la quarantaine de participants qu'il souhaite que ceux-ci expriment le fond de leurs pensées en n'ayant à l'esprit que le seul intérêt de la République islamique. Une fois de plus, il leur a rappelé qu'il fallait parfois suspendre les principes religieux pour protéger le régime. Les mollahs et les généraux se sentent donc les coudées franches pour analyser objectivement une situation qui empire de jour en jour. Le pouvoir a trop tiré sur la corde et le peuple ne suit plus. Les pertes ont été trop importantes. Les caisses sont vides. Les déboires récents ont démontré l'inadéquation des forces armées. La marine et l'aviation ne sont plus en état de faire face à une intervention aéronavale occidentale. Le spectre d'une reprise de la guerre des capitales tempère les ardeurs des plus belliqueux. Surtout, l'Iran doit sortir de son isolement pour relancer son économie et procéder à un long réarmement qui prendra des années. A l'issue d'une réunion de huit heures, les dirigeants iraniens prennent deux décisions capitales : ils acceptent la proposition de Saddam Hussein et s'entendent pour mettre un terme à la guerre, sachant qu'il leur faut convaincre le guide d'endosser cette dernière décision.

Le 15 juillet, Akbar Hashemi Rafsandjani annonce publiquement le retrait des troupes iraniennes du Kurdistan irakien. Dès le lendemain, les divisions déployées dans cette région entament un retrait précipité, en commençant par Halabja, puis Penjwin, Omran et Rayat. Le 17, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'accession du parti Baas au pouvoir, Saddam Hussein énumère les cinq conditions nécessaires pour l'instauration d'une paix globale et juste : négociations directes entre les deux parties, lancement immédiat des travaux de déblaiement du Chatt el-Arab par les Nations unies, garantie de libre navigation pour l'Irak dans le Golfe, arrêt des attaques iraniennes contre le trafic maritime, échange des prisonniers. Pour preuve de sa bonne volonté et pour permettre au pouvoir iranien de sauver la face, le président irakien ordonne à ses troupes de se replier sur la frontière internationale et d'abandonner les territoires récemment conquis en Iran. De son côté, Rafsandjani se rend auprès de l'ayatollah Khomeiny pour lui expliquer la situation et lui demander d'accepter le cessez-le-feu. Il sait qu'il joue la suite de sa carrière politique à quitte ou double. Il s'excuse auprès du guide pour n'avoir pas vaincu le Grand Satan (Saddam Hussein et les Etats-Unis), fait preuve de contrition et remet son destin entre les mains de son interlocuteur, se déclarant prêt à démissionner de toutes ses charges si celui-ci l'exigeait. L'ayatollah Khomeiny, lucide, bien que très affaibli, lui sait gré de sa franchise et le rassure : la République islamique a encore besoin du président du Parlement, de son énergie, de sa vision et de ses réseaux pour

redresser le pays et préserver le régime. Le guide, qui sait que ses jours sont comptés, lui fait savoir qu'il endossera seul la responsabilité de l'échec de cette guerre, pour préserver ses deux protégés : Ali Khamenei et lui-même.

Ce même jour, l'ambassadeur soviétique aux Nations unies entame une ultime tournée de bons offices au Moyen-Orient. Le lendemain, alors que Iouli Vorontsov se trouve encore à Bagdad, Ali Khamenei adresse une lettre au secrétaire général des Nations unies pour l'informer de la décision de l'Iran d'accepter sans conditions l'ensemble des termes de la Résolution 598 adoptée un an plus tôt par le Conseil de sécurité. Cette lettre stipule que le cessez-le-feu deviendra effectif un mois plus tard. En acceptant le cessez-le-feu avant l'arrivée à Téhéran du représentant du Kremlin, les dirigeants iraniens entendent minorer le rôle de la diplomatie soviétique. Ils savent en effet qu'ils vont désormais pouvoir faire affaire avec Moscou, puisque la guerre se termine. D'importants contrats se profilent déjà à l'horizon dans le domaine de l'armement et de l'énergie nucléaire. Dès lors, il est crucial pour eux de ne pas apparaître comme les obligés des dirigeants soviétiques. S'ils ont été battus militairement, les Iraniens n'en demeurent pas moins d'excellents négociateurs !

Le 19 juillet, le régime irakien, par la voix de Tarek Aziz, se réjouit de l'annonce iranienne, mais déclare que les opérations militaires continueront jusqu'à la confirmation du sérieux des intentions iraniennes. Quelques heures plus tard, la chasse iranienne tombe dans une embuscade au-dessus du terminal de Kharg, tendue par une douzaine de MiG-29 et de Mirage F-1. Elle perd un Phantom et deux Tomcat, dont l'un abattu par le capitaine Ali Sabah qui signe là sa quatrième victoire homologuée à bord de son Mirage. Cet engagement convainc le colonel Sattari, qui commande l'aviation iranienne, de mettre un terme aux opérations aériennes pour sauver ce qui peut encore être sauvé, car il ne lui reste plus qu'une poignée de Tomcat, une vingtaine de Phantom et autant de Tigre en état de vol. Le lendemain, l'ayatollah Khomeiny proclame devant les médias du monde entier l'un de ses derniers grands discours dans lequel il endosse l'acceptation du cessez-le-feu : « Prendre cette décision fut pour moi plus douloureuse et mortelle qu'avaler une coupe de poison. Je m'en suis remis à Dieu et j'ai absorbé ce poison, pour satisfaire Sa décision d'arrêter ce bain de sang… J'avais promis de me battre jusqu'à mon dernier souffle… Il m'aurait été plus supportable d'accepter la mort et le martyre, mais il m'a fallu accepter l'avis éclairé de tous les experts militaires[2]. »

Derniers combats

Le secrétaire général de l'Onu, Javier Pérez de Cuéllar, invite aussitôt les deux ministres des Affaires étrangères irakien et iranien à se retrouver à New York pour entamer les négociations visant à définir les modalités du cessez-le-feu. La délégation iranienne lui fait savoir qu'elle refuse toute négociation directe avec des représentants irakiens, puisque Téhéran considère le régime de Saddam Hussein comme illégitime.

Puisque les mollahs tergiversent, Saddam Hussein repasse à l'offensive. Le 22 juillet, il déclenche l'opération Tawakkalna 'ala Allah 4 dans le secteur de Qasr-e-Shirin, sur le front centre, et dans celui de Hoveyzeh, sur le front sud. Il s'agit d'une opération coup de poing destinée à faire pression sur Téhéran en s'emparant de nouveaux territoires. Il engage dans cette opération toutes ses divisions blindées et mécanisées, de même que l'ensemble de la Garde républicaine. Les Iraniens n'ont pas grand-chose à opposer aux 12 divisions irakiennes qui regroupent plus de 2 000 chars et 3 000 autres blindés. Une fois de plus, c'est la débâcle dans les rangs iraniens. En quatre jours, les Irakiens progressent d'une cinquantaine de kilomètres et capturent plus de 8 000 prisonniers. Au centre, ils se sont emparés de Qasr-e-Shirin et ont poursuivi jusqu'à Zahab et Geilan Zarb, s'ouvrant la route menant à Kermanchah. Au Khouzistan, ils ont pris le contrôle de Hoveyzeh et ont poursuivi leur percée jusqu'à Hamid, atteignant les berges du fleuve Karoun, à une quarantaine de kilomètres d'Ahwaz.

C'est dans ce contexte que, le 26 juillet, Tarek Aziz et Ali Akbar Velayati entament des entretiens séparés à New York avec Javier Pérez de Cuéllar. Les discussions achoppent rapidement sur trois points : l'acceptation de négociations directes, la reconnaissance de la validité de l'accord d'Alger de 1975 et l'échange des prisonniers de guerre, car de part et d'autre, un certain nombre de captifs ne souhaitent pas rentrer dans leur pays d'origine, soit pour des raisons idéologiques, soit par peur de représailles. Pour accroître la pression sur Téhéran, Saddam joue sa dernière carte : l'opération Lumière éternelle. Le 26 juillet, il lance les Moudjahidin du peuple de Massoud Radjavi en direction de Kermanchah, puisque la route de cette ville est désormais ouverte. Il espère ainsi faire d'une pierre deux coups en rallumant la révolte en Iran et en se débarrassant de l'ALNI qu'il juge trop encombrante. Peut-être cherche-t-il même à la sacrifier délibérément, pour supprimer un facteur de friction avec Téhéran, en vue d'une future normalisation avec l'Iran. Pendant vingt-quatre heures, les Moudjahidin du peuple progressent d'une centaine de kilomètres sans rencontrer de véritable résistance. Furieux et inquiet de voir la flamme de la résistance se rallumer, le pouvoir iranien lance aussitôt une contre-attaque impitoyable qu'il baptise opération Mersad (« Embuscade ») et qui n'a qu'un seul mot d'ordre :

pas de prisonniers ! Pendant trois jours, les généraux Chahbazi et Chirazi engagent leurs dernières forces blindées et mécanisées contre la colonne de *moudjahidin* qui appellent, en vain, l'aviation irakienne à la rescousse. Les Iraniens tuent plusieurs milliers de moudjahidin et refoulent les survivants en direction des lignes irakiennes. Cet épisode connaît un développement politique inattendu à Téhéran. L'ayatollah Montazéri, qui a côtoyé nombre de ces *moudjahidin* en prison, dix ans auparavant, s'insurge ouvertement contre leur massacre et critique vertement l'ayatollah Khomeiny pour ne pas s'être opposé à leur élimination. Il déclenche l'ire du guide et les sarcasmes des mollahs, signant par là même sa mise à l'écart définitive du pouvoir. Ali Khamenei et Akbar Hashemi Rafsandjani exultent. Ils ont peut-être perdu la guerre, mais ils viennent d'écarter définitivement leur rival dans la lutte pour la succession du guide.

Les derniers jours de juillet, Bagdad lance une dernière série de raids contre les installations pétrolières iraniennes et la centrale nucléaire en construction de Bouchehr. Les pressions militaires et diplomatiques convainquent le pouvoir iranien d'accepter, le 6 août, des négociations directes. Ce jour là, Saddam Hussein prononce un discours fleuve « au peuple irakien, à la nation arabe et au monde » dans lequel il se réjouit de sa « très grande victoire » et donne son accord pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, à condition que Téhéran en reconnaisse expressément tous les termes et que Bagdad recouvre ses droits de navigation sur le Chatt el-Arab, conformément aux dispositions antérieures au déclenchement des hostilités. Il reconnaît par là même implicitement la validité de l'accord d'Alger, refermant ainsi la parenthèse d'une guerre absurde et terriblement meurtrière qu'il aurait pu éviter. Dès le lendemain, le gouvernement iranien confirme les termes du cessez-le-feu, accepte le principe d'une négociation directe et reconnaît le droit de libre passage sur le Chatt el-Arab. Les combats cessent dans la foulée. Les Irakiens se retirent progressivement des territoires qu'ils viennent d'occuper. Le 20 août 1988, à l'aube, le cessez-le-feu entre officiellement en vigueur le long du front qui court plus ou moins le long de la frontière internationale. La guerre est terminée. Elle aura duré sept ans et onze mois. Une Force d'interposition de 350 observateurs, mandatée par les Nations unies, se met aussitôt en place le long de la ligne de cessez-le-feu, pour surveiller son application et rapporter les nombreux incidents qui surviendront les mois suivants. Cette Force, créée par la Résolution 619 du Conseil de sécurité (9 août 1988), sera dirigée par le Suédois Jan Eliasson, représentant sur place du secrétaire général des Nations unies, et par le général yougoslave Slavko Jovic. Excluant d'emblée les pays arabes et les membres permanents du Conseil de sécurité, elle sera constituée d'observateurs militaires provenant de vingt-six pays. Cette force d'interposition sera démantelée en février 1991, au

début de la seconde guerre du Golfe, lors de l'entrée en vigueur du traité de paix entre l'Iran et l'Irak.

La fin des hostilités ne signifie pas l'arrêt des problèmes pour un certain nombre de pays très impliqués dans le conflit et restant engagés dans un bras de fer diplomatique douloureux avec le régime iranien qui détient toujours de nombreux otages occidentaux. C'est bien évidemment le cas des Etats-Unis, qui viennent de faire la démonstration de leur force militaire dans le Golfe. C'est également le cas de la France.

Paris et Téhéran apurent leurs comptes

En cet été 1988, François Mitterrand comprend qu'il lui faut apurer le dossier iranien. Roland Dumas, qui a retrouvé le ministère des Affaires étrangères, est chargé de régler définitivement le contentieux Eurodif, quel qu'en soit le coût financier. Suivant ses conseils, le gouvernement rétablit les relations diplomatiques avec Téhéran et annonce à grands renforts de publicité le rapatriement du groupe aéronaval (désormais commandé par l'amiral Guy Labouérie) après plus d'une année passée dans le nord de l'océan Indien. Sa présence dissuasive a-t-elle suffi à convaincre le gouvernement iranien à plus de mesure à l'égard de la France ? Ou n'a-t-elle eu qu'un effet marginal, l'essentiel ayant été acquis par la négociation ? La réponse tient probablement en un savant mélange des deux.

La fin de la guerre Iran-Irak est vécue comme un soulagement par les autorités françaises. Bien que la dette de l'Irak à la France s'élève alors à plus de 4 milliards de dollars, Bagdad reste encore un partenaire commercial fréquentable, même si le gouvernement refuse de conclure les nouveaux contrats de ventes d'armes que Saddam Hussein lui réclame à grands cris. Les industriels français de l'armement devront finalement se contenter des 17 milliards de dollars qu'ils ont accumulés pendant la durée des hostilités, qui s'ajoutent aux 5 milliards de dollars engrangés pendant la décennie 1970 et aux bénéfices colossaux gagnés en Irak par les industriels français du pétrole, du BTP et de l'énergie nucléaire. Cette dimension économique ne doit pas faire oublier le prix de la posture française vis-à-vis des deux belligérants : 13 Français auront été pris en otage, une centaine d'autres auront été assassinés (en comptant les diplomates et les militaires tués au Liban) et près de 500 autres auront été blessés ou mutilés dans des attentats. En fin de compte, cette posture ambiguë aura été emblématique des pratiques frauduleuses de certains industriels peu scrupuleux, de l'intrusion du pouvoir dans la sphère de la justice et des ambiguïtés du mode de financement des partis politiques, du moins à cette époque.

En septembre 1989, la France et l'Iran s'entendent sur les modalités permettant de solder définitivement le contentieux Eurodif, après que Roland Dumas s'est rendu à Téhéran quelques mois plus tôt pour participer aux commémorations du dixième anniversaire de la révolution islamique. En juillet 1990, alors qu'il s'y était jusque-là opposé, François Mitterrand accorde la grâce présidentielle à Anis Naccache et à ses hommes de main. Le 29 décembre 1991, un accord définitif est conclu entre les deux pays. La France verse à l'Iran une dernière tranche de plusieurs centaines de millions de dollars pour solde de tout compte de la dette Eurodif[3]. L'Iran est rétabli formellement dans ses droits d'actionnaire de cette même société, après avoir indemnisé Paris pour l'annulation de la commande de la centrale nucléaire Framatome. Aux termes de cet accord, l'Iran n'aura pas le droit d'enlever de l'uranium enrichi produit par l'usine Eurodif, mais recevra sa quote-part des gains financiers engendrés par sa présence dans le consortium international[4]. Ces gains seront toutefois mis sous séquestre après l'adoption, le 23 décembre 2006, de la Résolution 1737 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui gèlera les avoirs de l'Organisation iranienne à l'énergie nucléaire, dans le cadre de la campagne internationale visant à empêcher l'Iran de se doter clandestinement de la bombe atomique. Ce différend n'a désormais plus de raison d'être, puisque la société Eurodif a été dissoute en 2012 après l'arrêt définitif de l'usine Georges-Besse de Tricastin.

Les relations franco-iraniennes connaîtront un nouveau soubresaut le 7 août 1991, lorsqu'un commando iranien parviendra à assassiner Chapour Bakhtiar, l'ancien Premier ministre du chah réfugié en France. L'un des membres du commando, Ali Vakili Rad, sera arrêté, jugé, condamné et emprisonné par la justice française. Ses deux complices parviendront à s'enfuir en Iran. Cette nouvelle affaire empoisonnera les relations entre Paris et Téhéran jusqu'à ce qu'Ali Vakili Rad soit finalement gracié et expulsé vers l'Iran, le 18 mai 2010, deux jours après la libération par le gouvernement iranien de Clotilde Reiss, une jeune universitaire française arrêtée arbitrairement à Téhéran pendant les manifestations ayant suivi la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009. Huit jours avant l'élargissement de Clotilde Reiss, Majid Kakavand, un ingénieur iranien arrêté en France en 2009, suspecté d'être impliqué dans le programme nucléaire iranien et sous le coup d'une demande d'extradition par les Etats-Unis, avait été discrètement libéré par les autorités françaises et autorisé à regagner Téhéran.

Une guerre terriblement meurtrière

Dans chacun des deux camps, les pertes humaines et matérielles ont été effroyables. Elles ont néanmoins été surestimées, chacun ayant intérêt, pour des raisons différentes, à gonfler le nombre de victimes. Pour Bagdad, il s'agissait de prouver aux monarchies du Golfe que l'Irak avait vaillamment joué son rôle de bouclier contre l'expansionnisme révolutionnaire chiite, de manière à les convaincre de renoncer à leurs créances à son égard, pour prix du sang versé. Il fallait également donner mauvaise conscience aux Occidentaux et aux Soviétiques pour les encourager à livrer de nouvelles armes au régime, tout en lui consentant des facilités de paiement. Pour Téhéran, il s'agissait de renforcer la martyrologie ambiante pour justifier l'arrêt des hostilités, accroître la victimisation des chiites face aux sunnites et diaboliser l'Irak en lui faisant endosser les pertes liées à la répression intérieure, extrêmement brutale, dont le régime iranien a fait preuve pendant la guerre. De fait, dès la fin des hostilités, les parties en présence, dans une surenchère morbide, ont avancé des statistiques invérifiables. L'Irak a accusé la perte de plus de 350 000 hommes, tandis que l'Iran déplorait au moins 600 000 morts. Les analystes et journalistes se sont empressés de répercuter ces données chiffrées et de les arrondir au million de victimes. Un million, cela sonne bien et rond ! Avec le recul du temps, une analyse fouillée, tenant compte des pertes subies lors de chacune des batailles, confrontée aux études de terrain et aux témoignages de généraux, permet de réduire ce nombre d'un tiers. Le général Khazraji, chef d'état-major en 1987-1988, réfugié au Liban après avoir rompu avec Saddam Hussein, reconnaîtra par la suite dans un entretien au quotidien *Al-Hayat* (1er décembre 2002) que l'armée irakienne n'avait perdu « que » 125 000 hommes pendant la guerre, au lieu des 350 000 revendiqués par le régime.

Le coût humain total de cette guerre s'élèverait donc à environ 680 000 morts et disparus (180 000 côté irakien et 500 000 côté iranien) et plus d'un million et demi de blessés ou mutilés. La guerre Iran-Irak demeure, et de très loin, le conflit le plus meurtrier du Moyen-Orient. De même, l'idée communément admise (entretenue par les images de villes en ruines) selon laquelle la proportion de victimes civiles aurait été très importante, est fausse : 85 % des tués ont été des combattants (trois fois et demi plus d'Iraniens que d'Irakiens). La proportion de civils morts sous les bombardements représente 3 % seulement du nombre total de tués. Les 12 % restants de pertes civiles représentent les Kurdes tués par les Irakiens et les Iraniens. Environ 115 000 combattants auraient été faits prisonniers (70 000 Irakiens et 45 000 Iraniens). Leur nombre exact reste impossible à établir, car plusieurs milliers de captifs mourront en détention, quelques-uns seront échangés pendant les hostilités, certains changeront de camp, d'autres, enfin, refuseront de rentrer chez eux.

Une autre raison explique la révision à la baisse du nombre de victimes. Même si les offensives ont été extrêmement meurtrières, ce sont les périodes d'accalmies qui ont été les plus nombreuses. En près de huit années de guerre, les combattants ne se sont affrontés physiquement que le quart du temps, les trois quarts restants étant consacrés à l'attente et à la préparation des offensives suivantes. Ce conflit s'est donc avéré proportionnellement moins meurtrier que la Première Guerre mondiale avec laquelle il a souvent été comparé. Alors qu'à l'époque les principaux belligérants avaient perdu en moyenne 4 % de leur population en quatre ans, l'Irak et l'Iran ont perdu 1,3 % des leurs en huit ans.

Les pertes matérielles ont été également impressionnantes et représentent l'équivalent de ce qu'ont perdu *grosso modo* les armées arabes et israéliennes pendant les deux guerres des Six-Jours et du Kippour. Ces pertes se sont néanmoins réparties sur près de huit années, au lieu d'un seul mois, donnant ainsi l'impression d'une interminable guerre d'usure. Au total, 9 000 blindés dont 4 600 chars (2 500 côté irakien, 2 100 côté iranien) ont été détruits, de même que 1 650 pièces d'artillerie, 910 aéronefs (dont 485 avions de combat : 305 côté irakien, 180 côté iranien) et 30 navires de guerre, sans compter 72 bâtiments de commerce naviguant dans le Golfe.

Une analyse minutieuse de l'intensité des pertes humaines et matérielles permet enfin de dresser le constat suivant : le rythme des opérations militaires a suivi peu ou prou le cours du baril de pétrole (intense, quand ce prix était élevé ; faible, quand il était bas). Ce constat valide *a posteriori* l'importance cardinale de la guerre économique et par là même toute stratégie ciblant prioritairement le pétrole, source quasi exclusive de revenus pour les deux belligérants.

On ne peut conclure ce bilan sans évoquer le coût financier de cette guerre, estimé à environ 1 100 milliards de dollars (à sa valeur de 1988, soit plus du double au cours actuel), supporté à 40 % par Bagdad et 60 % par Téhéran. L'Iran étant isolé et ne pouvant compter sur aucune assistance financière extérieure, Rafsandjani s'est montré très économe et a géré la guerre « en bon père de famille », sur le plan pécuniaire du moins. Le régime iranien a en définitive beaucoup plus souffert de l'effondrement du prix du baril conjugué à la baisse du dollar que de l'attaque de ses pétroliers et de ses terminaux. Il a dépensé en revanche sans compter la seule ressource peu coûteuse dont il disposait abondamment : la vie de ses combattants. A l'inverse, Saddam Hussein a mené une guerre à crédit grâce aux prêts des pétromonarchies, aux garanties bancaires des Etats-Unis et aux reports de paiement des Soviétiques et des Occidentaux. Il s'est montré plus économe de la vie de ses soldats, sachant que ceux-ci restaient son meilleur rempart pour conserver le pouvoir. Quoi qu'il en soit, ce coût colossal a retardé le développement économique et social de ces deux pays,

sortis considérablement affaiblis par cette guerre terrible dont Saddam Hussein continuera d’affirmer qu’elle était pleinement justifiée, lors de ses interrogatoires par le FBI. Il dira : « Que faites-vous quand votre voisin martyrise vos vaches, endommage votre exploitation agricole et dérègle votre système d’irrigation ? L’Iran avait violé les accords d’Alger et avait gravement interféré dans la politique irakienne. […] Khomeiny était un fanatique religieux persuadé que tous les dirigeants étaient comme le chah d’Iran, faciles à renverser. Khomeiny pensait qu’il pouvait faire de même en Irak. […] L’Irak n’a pas eu d’autre choix que de déclencher la guerre, afin de mettre un terme à l’ingérence de l’Iran. J’insiste sur ce point, car il est essentiel. […] Tout cela a été fait pour le bien du peuple et de l’humanité. Le peuple aime les hommes pour leurs actions. Il aime également les symboles, et je suis un symbole puisqu’on peut trouver mon portrait chez les Irakiens, partout dans le pays. […] Ce qui compte, ce n’est pas ce que les gens disent ou pensent de moi aujourd’hui, mais ce qu’ils penseront dans cinq cents ou mille ans. »[5]

Epilogue

Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, Saddam Hussein s'em-presse de crier victoire et d'annoncer la construction à Bagdad d'un arc de triomphe imposant, sous la forme de deux poings d'acier enserrant deux sabres entrecroisés. Ce monument, passé à la postérité sous le nom des Sabres de Qadisiya, deviendra le symbole de la victoire de Saddam sur l'ennemi de toujours. Le dictateur irakien n'hésite pas à proclamer : « Je suis sûr que dans mille ans, notre peuple se rappellera cette victoire historique sur nos adversaires[1]. » Au-delà de ses fanfaronnades, il est bien conscient d'avoir remporté une victoire à la Pyrrhus. Il connaît l'état catastrophique des finances irakiennes. Il se trouve en fait devant un dilemme cornélien : soit démobiliser l'armée et réinsérer dans la vie civile un nombre considérable d'individus marqués par la guerre qui iront grossir les rangs des chômeurs, soit maintenir l'armée sous les drapeaux, sachant que dans ce cas, il lui faudra trouver à l'occuper tout en engrangeant de nouvelles recettes pour l'entretenir. Car en huit ans, l'effectif des forces armées a quadruplé, mais les recettes pétrolières ont diminué de moitié.

Le 24 août 1988, à Genève, Tarek Aziz et Ali Akbar Velayati entament des négociations directes de paix. Pendant ce temps, l'armée irakienne met à profit l'arrêt des hostilités avec l'Iran pour se retourner contre la guérilla kurde et pourchasser implacablement les *peshmergas* de l'UPK, du PDK et du PSK, suscitant des réactions d'indignation à travers le monde. Le 3 septembre, Ali le chimique proclame fièrement la fin de l'opération Anfal et la libération totale du territoire irakien, annonçant l'anéantissement de la rébellion kurde. Les combats de la fin du mois d'août, au cours desquels 400 soldats irakiens ont été tués, ont provoqué l'exode massif de nombreux *peshmergas* et de leurs familles (plus de 100 000 personnes) vers la Turquie, la Syrie et l'Iran.

Le 22 septembre, l'Iran retire ses *pasdarans* des îlots Farsi, Abou Moussa et Grande Tomb et participe aux opérations de déminage dans le détroit d'Ormuz.

Le 25, les Etats-Unis mettent fin à l'opération Earnest Will d'escorte des convois et annoncent la réduction de leur posture navale dans le Golfe[2]. Le 1er octobre, l'Iran rétablit ses relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite, le Koweït et Bahreïn, de même qu'avec la plupart des Etats européens, dont le Royaume-Uni qui met fin aussitôt à la présence de l'Armilla Patrol dans la région. Trois semaines plus tard, Téhéran supprime ses navettes de pétroliers et annonce la réouverture du terminal de Kharg au trafic maritime. De son côté, Bagdad accroît la capacité d'exportation du port d'Oum Qasr, en attendant la reconstruction des terminaux de Mina al-Bakr et de Kohr al-Amaya. Dans la foulée, la Lloyd's réduit à leur niveau d'avant-guerre les primes d'assurance des bâtiments de commerce naviguant dans le Golfe. Iraniens et Irakiens entament la reconstruction des raffineries d'Abadan et de Bassora. Dès la fin de l'année, la production pétrolière de l'Iran et de l'Irak dépassera les 2 millions de barils quotidiens, finançant les travaux de relèvement des infrastructures détruites.

Le 19 novembre, lors d'un discours au parlement, Akbar Hashemi Rafsandjani exclut l'hypothèse d'une reprise des hostilités. Cinq jours plus tard, Téhéran et Bagdad procèdent à l'échange des prisonniers blessés, ouvrant la voie à l'échange des autres prisonniers, qui se poursuivra pendant vingt et un mois. Le 29 décembre, les deux gouvernements acceptent de mettre en place une commission militaire conjointe destinée à consolider l'application du cessez-le-feu et éviter que des incidents ne rallument le conflit. De part et d'autre, les forces armées retrouvent leur posture d'avant-guerre.

Le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeiny promulgue une *fatwa* (décret religieux) condamnant à mort, pour blasphème, l'écrivain britannique Salman Rushdie qui vient de publier ses fameux *Versets sataniques*. Nul doute que le guide ait cherché à faire diversion de la défaite face à l'Irak, à occulter les problèmes intérieurs iraniens et à affirmer la vigueur du chiisme de manière à se poser en champion du monde musulman. Ce faisant, il contraint l'ensemble de la classe politique iranienne à se radicaliser de nouveau, donnant ainsi un coup de frein aux ouvertures faites en direction de l'Occident. Jusqu'au bout, le vieux lion se montrera intraitable avec tous ceux qu'il accuse de faire le jeu des Etats-Unis et des régimes despotiques islamiques.

Le 5 mai 1989, Adnan Khairallah, le charismatique ministre de la Défense irakien, est tué dans l'explosion de son hélicoptère, lors d'une tournée d'inspection au Kurdistan. Sa disparition suspecte alimente toutes les rumeurs. Contrairement à celle qui pointe la responsabilité de Saddam Hussein, arguant que celui-ci aurait voulu se débarrasser de son cousin germain dont l'aura grandissante lui faisait de l'ombre, la plupart des témoignages, notamment ceux d'anciens généraux, accusent aujourd'hui les fils et l'un des gendres de Saddam[3].

Oudaï, Qoussaï et Hussein Kamel se seraient entendus pour éliminer celui qu'ils percevaient comme leur plus sérieux rival en cas de disparition du dictateur. Ces trois hommes auraient mis en place une direction collégiale rajeunie pour succéder à leur père et beau-père, le jour venu. L'Irak perd ce jour-là l'un de ses meilleurs généraux et l'une des très rares personnes capables de raisonner Saddam. Sa disparition s'accompagne de la mise à l'écart du général Maher Abdel Rachid, soupçonné d'être un peu trop ambitieux.

Le 3 juin 1989, l'ayatollah Khomeiny décède d'une hémorragie interne dans sa quatre-vingt-septième année. Saddam Hussein exulte, espérant que sa disparition accélérera le processus de normalisation avec l'Iran, car il a déjà d'autres projets en tête. La légende veut que sur son lit de mort, le guide ait appelé Akbar Hashemi Rafsandjani et Ali Khamenei pour leur attribuer leurs futurs rôles, profitant de ses derniers instants de lucidité. La réalité semble plus prosaïque. Lorsque les deux hommes pénètrent dans la chambre de l'ayatollah Khomeiny, celui-ci n'est déjà plus capable de s'exprimer. Ils ont donc quelques minutes pour se partager le pouvoir. En cet instant, Rafsandjani fait la seule erreur de sa longue carrière politique. Il laisse Ali Khamenei prendre la charge de guide, alors qu'il a d'excellentes cartes en main pour la revendiquer : il est plus âgé (54 ans, contre 49 pour Khamenei), plus titré, plus charismatique et dispose d'un entregent bien supérieur à celui de son rival. Ce sont justement ces cartes qui le convainquent qu'il aura en définitive beaucoup plus de pouvoir en devenant président. Il est convaincu de pouvoir tirer avantage de ses réseaux, de sa fortune et des institutions, estimant qu'Ali Khamenei n'a pas l'aura suffisante pour s'imposer comme l'ayatollah Khomeiny a su le faire. On connaît la suite. Les deux hommes sont promus ayatollahs. Après tant d'années d'attente, ils parviennent enfin au sommet du pouvoir qu'ils se partageront pendant de longues années. L'Assemblée des experts désignera Ali Khamenei comme nouveau guide, tandis qu'Akbar Hashemi Rafsandjani sera élu, puis réélu président de la République, avant d'être nommé à la tête du Conseil de discernement, puis de l'Assemblée des experts. N'ayant plus besoin de Mir Hossein Moussavi, les deux hommes modifieront la Constitution et supprimeront le poste de Premier ministre. Moussavi s'éclipsera pendant vingt ans, avant d'effectuer son retour à la vie politique lors de l'élection présidentielle de 2009, à la tête de l'opposition. Si Akbar Hashemi Rafsandjani continuera d'apparaître comme le personnage le plus influent du régime, ce sera toujours Ali Khamenei qui aura le dernier mot sur les dossiers les plus cruciaux. Vingt-quatre ans plus tard, cette rivalité, qui s'est muée en haine, reste toujours d'actualité, même si Rafsandjani, marginalisé par le guide, a perdu de sa superbe, ce qui ne l'empêche pas de continuer de tirer quelques ficelles. Ce duel ne s'achèvera qu'à

la disparition de ses protagonistes. D'autres, plus jeunes, auront pris entre-temps la relève.

Dès son élection à la présidence de la République, Akbar Hashemi Rafsandjani met l'accent sur le redressement économique de l'Iran avec un seul mot d'ordre pour ses concitoyens : « Enrichissez-vous ![4] » De son côté, Saddam Hussein se débat avec ses voisins arabes pour relever le prix du baril et accroître ses quotas de production au sein de l'Opep, afin de financer son outil militaire qui s'avère chaque jour plus onéreux. Il n'hésite pas à menacer l'émir Jaber du Koweït qui s'obstine à maintenir des prix pétroliers très bas et qui refuse de passer l'éponge sur la dette financière contractée par l'Irak pendant la guerre, alors que le roi Fahd a eu l'intelligence de passer ses créances par pertes et profits. Le 20 août 1990, après que l'Irak s'est retiré des derniers territoires occupés en Iran, Bagdad et Téhéran paraphent un traité de paix qui met un terme officiel à la guerre entre les deux pays. Dix-huit jours plus tôt, Saddam Hussein a envahi le Koweït, déclenchant la « mère de toutes les batailles ». Mais cela est une autre histoire…

Une nouvelle donne géopolitique

Revenons à la guerre Iran-Irak. A la fin de l'été 1988, l'Irak baassiste émerge comme la principale puissance militaire du Golfe. Bagdad aligne 4 fois plus de chars, de blindés et de canons que Téhéran, et 6 fois plus d'avions de combat. Même en termes d'effectif, l'armée irakienne, forte d'une cinquantaine de divisions, est désormais plus nombreuse que l'armée iranienne sévèrement étrillée par les offensives de l'été 1988. Les généraux iraniens annoncent qu'il leur faudra dix ans pour retrouver la parité stratégique avec l'Irak, estimant qu'ils devront pour cela acquérir 2 500 chars, 2 000 pièces d'artillerie et plusieurs centaines d'avions de combat[5]. L'armée irakienne est également trois fois plus puissante que l'ensemble des armées du Conseil de coopération du Golfe. Saddam Hussein se sent donc invulnérable, estimant avoir conquis le leadership régional. Les pétromonarchies en tirent la conclusion qu'il leur faut s'armer davantage et accepter la présence occidentale sur leur territoire, pour se protéger du désir de revanche iranien et de l'appétit irakien.

En termes psychologiques, la guerre a joué un rôle de catalyseur pour Saddam Hussein. Le dictateur s'est découvert un intérêt pour la chose militaire, apprenant sur le tas, ce qui l'amènera à court-circuiter son état-major par la suite, estimant qu'il est désormais suffisamment compétent pour se passer de l'avis de ses généraux, ce qui l'amènera à se fourvoyer dans l'invasion du Koweït. Il est persuadé que sa farouche détermination lui a assuré la victoire face à l'Iran et

qu'il a eu donc raison de ne pas céder. Il estime que les Etats-Unis ont fait preuve d'inconstance, démontrant leur faiblesse de caractère et leur versatilité. Enfin, il est convaincu que les monarchies du Golfe n'oseront jamais contester son leadership.

A Téhéran, le cessez-le-feu a le goût amer de la défaite. Les mollahs se sentent humiliés d'avoir dû concéder le *statu quo* et de n'être pas parvenus à battre, en huit ans, un Etat trois fois plus petit que le leur. Malgré tout, le régime a obtenu l'un de ses objectifs majeurs : sa pérennisation à l'intérieur même de l'Iran.

C'est paradoxalement la Turquie qui s'impose comme le principal bénéficiaire de la guerre. Ce conflit lui a permis de remettre d'aplomb son économie (après avoir vendu aux deux belligérants pour 12 milliards de dollars de biens de consommation, sans compter les commissions prélevées sur les transferts d'armes transitant par la Turquie), de s'approvisionner en pétrole à bon compte, d'asseoir sa stature régionale et d'affermir sa relation avec les Etats-Unis. Ses entreprises de BTP ont décroché de nombreux contrats de reconstruction, aussi bien en Irak qu'en Iran. Seule ombre au tableau, cette guerre a renforcé l'irrédentisme kurde et incité le PKK à se lancer dans une guérilla implacable, qui sera responsable de 35 000 morts en près de trente ans.

L'autre bénéficiaire de ce conflit est indubitablement le roi Fahd d'Arabie saoudite qui a permis à son royaume d'émerger comme le troisième pôle de puissance du Golfe, après l'Irak et l'Iran. Avant guerre, l'Arabie saoudite n'était considérée que comme une gigantesque réserve de pétrole et de dollars. Elle est désormais reconnue comme une puissance régionale et un acteur incontournable. Le gardien des deux saintes mosquées a su manœuvrer habilement pour contenir l'Iran sans l'affronter directement, pour s'allier les bonnes grâces de l'Irak tout en mettant Bagdad en situation de dépendance, pour renforcer l'alliance stratégique avec les Etats-Unis et pour s'ouvrir à la Chine et à l'Union soviétique.

De leur côté, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont réalisé qu'il leur fallait s'installer ou se réinstaller (pour les Britanniques) militairement dans le Golfe, pour assurer la sécurité de leurs approvisionnements énergétiques. En s'entendant avec l'Arabie saoudite pour faire s'effondrer les prix pétroliers, les Etats-Unis ont accéléré l'effondrement économique de l'URSS, tout en affaiblissant durablement l'Iran[6]. Américains, Français et Britanniques ne viendront pas de gaieté de cœur dans le Golfe, mais ils toucheront rapidement les dividendes de leur présence en obtenant d'importants contrats liés à l'énergie et aux ventes d'armes. Les réseaux d'alliances tissés à cette occasion restent d'actualité face aux crises iranienne et irakienne.

Pour l'Union soviétique, le bilan de la guerre paraît mitigé. Les ventes d'armes aux belligérants lui ont certes permis d'engranger une quarantaine de milliards de dollars, ce qui lui a permis de faire face aux fins de mois difficiles, mais au bout du compte, le Kremlin a perdu un allié de poids dans la région, car les liens se sont irrémédiablement distendus entre Moscou et Bagdad. Malgré les tentatives d'Evguéni Primakov – l'inoxydable avocat de la relation russo-arabe – pour recoller les morceaux, Saddam Hussein a compris qu'il ne pouvait plus réellement compter sur le Kremlin, même si celui-ci a continué d'honorer les contrats en cours. Il en paiera le prix fort lors de la crise du Koweït, lorsque Moscou le lâchera. Les Russes sont parvenus en revanche à se rapprocher de l'Iran. Illustration de ce réchauffement spectaculaire entre Moscou et Téhéran, une importante délégation iranienne se rendra en Union soviétique à l'invitation du Kremlin, du 20 au 23 juin 1989. Rafsandjani rencontrera à cette occasion Mikhaïl Gorbatchev. Pour la première fois les deux hommes se retrouveront face à face. Le courant passera immédiatement entre eux. Après avoir évoqué le renforcement des relations commerciales et énergétiques entre leurs deux pays[7], ils s'entendront sur la conclusion d'un gigantesque contrat d'armement par lequel l'URSS s'engagera à livrer à l'Iran d'importantes quantités de matériel ultramoderne[8]. Au début des années 1990, l'Iran deviendra ainsi le premier client de l'industrie russe. Gorbatchev et Rafsandjani s'entendront également pour que l'Union soviétique reprenne à son compte la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr.

S'ils ont trouvé un partenaire commercial de premier plan, les Russes n'ont cependant pas gagné d'allié capable de remplacer l'Irak, car les Iraniens se méfient d'eux. Ils n'ont pas oublié qu'une partie de leur pays est restée sous influence russe, puis soviétique, pendant près d'un siècle. Les mollahs sont bien décidés à ne pas retomber sous la coupe du Kremlin et multiplient régulièrement les mises en garde pour faire comprendre à leurs interlocuteurs russes qu'il serait malvenu de leur part de s'immiscer dans leurs affaires. Sur le plan régional, Moscou peut se targuer d'avoir étendu son influence en nouant un dialogue avec les monarchies du Golfe, même si celui-ci reste encore très discret. Il n'empêche que le Koweït, l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis ont appris à mieux connaître l'Union soviétique, réalisant que celle-ci ne cherchait pas forcément à déstabiliser la région, mais qu'elle pouvait au contraire avoir intérêt à la stabiliser. Moscou s'inquiète en effet du regain d'agitation dans ses républiques musulmanes et cherche à éviter que la contestation islamique ne s'y propage. Ce changement d'attitude amènera le Koweït, les Emirats arabes unis et Oman à établir des relations diplomatiques avec Moscou.

Tout comme l'URSS, cette guerre a permis à la Chine et à la Corée du Nord de faire de bonnes affaires avec les belligérants (12 milliards de dollars d'armes et de munitions livrées aux deux belligérants), tout en renforçant leur présence commerciale dans le Golfe. Pékin s'est progressivement imposé comme l'une des rares capitales à pouvoir faire pression sur Téhéran, en lui achetant beaucoup de pétrole.

Israël a pour sa part gagné un répit de quelques années face à l'Irak, qui lui a permis de chasser l'OLP du Liban, mais à quel prix ! Côté arabe, la défaite de l'Iran a renforcé le camp des modernistes face à celui des islamistes, en donnant un coup de frein à l'islam politique véhiculé par Téhéran. Il faudra attendre l'accession au pouvoir du parti pour la justice et le développement (AKP) en Turquie, puis l'éruption des révoltes arabes (2011), pour assister au retour en force de l'islam politique, désormais teinté de nationalisme.

Quels enseignements militaires retenir ?

La guerre Iran-Irak constitue la dernière guerre totale du XXe siècle, au cours de laquelle deux nations se sont combattues sans restriction, engageant tout leur potentiel humain, matériel, économique et politique. Cet affrontement dantesque a mobilisé simultanément jusqu'à 2 millions de soldats, 10 000 blindés (dont une moitié de chars), 4 000 pièces d'artillerie et un millier d'aéronefs. Il symbolise à lui seul un condensé de la guerre au XXe siècle, car il comporte des éléments de ressemblance aussi bien avec la Première Guerre mondiale (combat de tranchées, recours aux vagues humaines et aux gaz de combat), qu'avec la Seconde (utilisation des blindés, bombardement des villes, guerre économique), ou bien encore avec le conflit israélo-arabe (batailles aériennes de jets au-dessus du désert, utilisation extensive des missiles) et les guerres insurrectionnelles de type Algérie et Vietnam (embuscades dans les djebels rocailleux, infiltration à travers les marécages). Les techniques de combat les plus prosaïques ont côtoyé les plus sophistiquées.

Cette guerre a montré que la qualité ne compensait pas toujours le nombre, et inversement. Elle a montré, une fois de plus, qu'il était impossible de l'emporter sans une vision claire des objectifs recherchés et sans une stratégie cohérente s'appuyant sur une doctrine adaptée d'emploi des forces. Elle a rappelé l'importance capitale du renseignement, de l'entraînement et de la motivation des troupes, de la souplesse de la chaîne de commandement, mais aussi de la prise en compte du milieu, qu'il s'agisse du climat ou du terrain. Iraniens et Irakiens n'ont pas combattu de la même manière en été et en hiver, en ville, en montagne, en zones désertiques ou marécageuses. Cette guerre a surtout

démontré le rôle cardinal du génie (travaux défensifs, franchissement des marais de Hoveyzeh et du Chatt el-Arab) et de la logistique. Sans une chaîne de ravitaillement réactive et bien rodée et sans de colossaux stocks de munitions, l'armée irakienne n'aurait sans doute jamais tenu le front dans la durée. A l'inverse, de nombreuses offensives iraniennes ont échoué car les *pasdarans* se sont retrouvés à court de munitions au moment décisif, lorsque leurs adversaires commençaient à faiblir.

La guerre Iran-Irak s'est aussi caractérisée par la banalisation des armes chimiques et des missiles balistiques (plus de 480 Scud tirés par les deux belligérants), qui ont eu un impact psychologique important, même s'ils se sont révélés peu précis et 10 fois moins meurtriers que l'artillerie ordinaire. Malgré tout, le risque de prolifération des armes chimiques a convaincu les Nations unies d'adopter une convention internationale bannissant leur emploi, leur fabrication et leur stockage. Cette convention, adoptée le 13 janvier 1993, a entraîné la destruction des stocks, mis en place des mesures de vérification très intrusives et s'applique aujourd'hui à la quasi-totalité des Etats, y compris aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Au bilan, les violations massives du droit de la guerre et du droit international humanitaire n'ont apporté aucun avantage décisif, ni aux Iraniens ni aux Irakiens.

Sur le plan terrestre, les Iraniens ont fait preuve de plus d'imagination que les Irakiens dans la mise au point de tactiques novatrices, particulièrement dans le domaine de l'infanterie légère, ce qui ne les a pas empêchés de perdre la guerre. Les rivalités et le manque de coordination entre l'armée régulière et les *pasdarans* sont responsables de nombre de leurs échecs, prouvant ainsi que l'unité de commandement reste l'un des principes fondamentaux de la guerre.

Sur le plan aérien, en revanche, les Irakiens ont fait preuve d'une imagination débridée, mettant au point des tactiques novatrices et n'hésitant pas à transformer leurs avions de transport et de reconnaissance pour accomplir des missions de combat. Les Iraniens, pour leur part, se sont essayés à l'emploi des drones téléguidés, mais n'ont pas poursuivi dans cette voie, faute d'argent. Contrairement aux idées reçues, l'activité aérienne s'est avérée très soutenue durant l'ensemble du conflit, même si les aviateurs iraniens ont réduit progressivement le rythme de leurs sorties, faute de munitions et de pièces de rechange[9]. La guerre électronique et le ravitaillement en vol ont joué un rôle déterminant. Les quelque 900 aéronefs détruits (dont plus du tiers par la chasse) témoignent de l'intensité des combats aériens. Les pilotes iraniens ont dominé le ciel, totalisant 244 victoires contre 70 pour leurs adversaires. Si près des trois quarts des aéronefs irakiens détruits l'ont été par la chasse adverse, 60 % des pertes aériennes iraniennes sont dues à la défense sol-air irakienne. Les tirs

fratricides se sont révélés inévitables et sont responsables de la perte d'une dizaine d'aéronefs dans chacun des camps.

Dans le domaine naval, les combats ont pointé la redoutable efficacité des missiles de surface de type Exocet et Harpoon, capables de foncer vers leur cible au ras des flots. Les Irakiens en ont fait un usage immodéré, tirant plus de 500 Exocet pendant le conflit. A l'inverse, les missiles de type Silkworm, trop gros, pas assez rapides et faciles à leurrer, se sont révélés inadaptés au combat aéronaval. Les affrontements qui se sont déroulés dans le Golfe en 1987 et 1988 ont montré qu'il était impossible d'interdire durablement la navigation dans le détroit d'Ormuz, quels que soient les efforts déployés par l'Iran. Les marins occidentaux ont redécouvert à cette occasion la guerre des mines et l'escorte de convois, qu'ils avaient oubliées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces leçons s'avèrent plus que jamais d'actualité, à l'heure où l'Iran menace une nouvelle fois de fermer ce détroit stratégique en cas d'intervention militaire contre son territoire.

Enfin, la guerre Iran-Irak a servi de laboratoire aux industriels de l'armement pour tester leurs dernières trouvailles technologiques. C'est dans le domaine des missiles et de la guerre électronique que les progrès enregistrés pendant ces huit années ont été les plus significatifs. Leur utilisation en condition réelle a démontré aux industriels que la sophistication d'un système d'arme devait se traduire aussi par sa simplicité d'emploi, car en mode dégradé, un armement trop fragile et trop compliqué à mettre en œuvre n'est plus d'aucune utilité. Dans bien des cas, la rusticité s'est avérée le meilleur allié du combattant. Le recours intensif aux missiles de type Scud a convaincu certains industriels de se lancer dans la conception de systèmes antimissiles. En 1991, les troupes américaines présentes dans le Golfe seront protégées par les premiers exemplaires du fameux missile Patriot censé détruire en vol les missiles irakiens Scud, Al-Hussein et Al-Abbas.

Les enseignements politiques sont-ils transposables aujourd'hui ?

Les conséquences de la guerre Iran-Irak sont toujours perceptibles aujourd'hui, qu'il s'agisse de la radicalisation du régime iranien, de la relance de son programme nucléaire, ou bien encore de la marginalisation de l'Irak.

En Iran, la guerre a servi de cadre et de prétexte à une terrible lutte de pouvoir qui continue de faire rage un quart de siècle plus tard. Elle a permis aux membres les plus radicaux du clergé de se débarrasser progressivement de la frange laïque révolutionnaire (Bazargan, Bani Sadr), de la mouvance religieuse idéaliste (Montazéri), de l'opposition radicale (Peykar, Moudjahidin

du peuple, parti communiste) et des rébellions prônant l'indépendance des provinces kurdes, baloutches et azéries. Elle leur a permis de prendre le pouvoir à l'été 1981 et de le garder sans partage jusqu'à maintenant. Depuis, les vétérans, tout particulièrement les *pasdarans*, ont formé un groupe de pression de plus en plus puissant qui a cherché à prendre le pouvoir – politique et économique – pour avoir droit enfin à sa part du gâteau, reprochant au clergé et aux notables du Bazar d'avoir échappé aux combats et de s'être enrichis sur leur dos pendant la guerre. C'est sur ce discours populiste que Mahmoud Ahmadinejad s'est fait élire président de la République en juin 2005.

Face au désordre intérieur, à la paupérisation rampante liée aux sanctions économiques et aux difficultés de l'opposition réformiste à dépasser ses querelles byzantines pour offrir une alternative crédible et durable, certaines figures charismatiques issues des *pasdarans*, ayant conquis leurs titres de gloire pendant la guerre, pourraient succomber à la tentation du bonapartisme, tout particulièrement si le guide actuel (Ali Khamenei) venait à disparaître[10]. Cette faction militariste s'appuierait forcément sur l'armée des gardiens de la révolution qui s'impose plus que jamais comme l'arbitre du jeu politique. Une majorité d'Iraniens semble aujourd'hui en attente d'un pouvoir fort, pragmatique et cohérent, qui protège le pays de toute ingérence étrangère, qui renvoie le clergé dans les mosquées (afin que celui-ci cesse de régir les questions temporelles et les moindres détails de la vie quotidienne) et qui rouvre l'Iran au monde extérieur pour permettre le développement économique d'un pays qui vit en quasi-autarcie depuis plus de trente ans. C'est sans doute pour éviter un tel coup de force, que le pouvoir en place a laissé élire un président de la République plus présentable que Mahmoud Ahmadinejad, afin d'entamer un dialogue plus constructif avec l'Occident, qui débouche à terme sur la levée des sanctions économiques et une normalisation des relations diplomatiques avec Washington. C'est l'option que semble privilégier le président Barack Obama, tout comme les dirigeants européens. Il est vrai qu'Hassan Rohani milite de longue date pour l'ouverture de l'Iran au monde extérieur. Il n'en reste pas moins le produit du système clérical iranien qui l'a façonné et auquel il appartient. Comme son mentor Rafsandjani, il n'hésitera pas à pratiquer le double langage et à avoir recours à des pratiques asymétriques en cas de besoin. Là encore, il convient de ne pas confondre « esprit de réforme » et « nécessité d'ouverture ». Il n'en demeure pas moins qu'une normalisation avec l'Iran permettrait d'apaiser les tensions dans le Golfe, de diversifier les stratégies énergétiques, mais aussi de résoudre bien des dossiers brûlants, notamment en Syrie et au Liban. Une telle normalisation fait face toutefois à trois obstacles. Tout d'abord, une surenchère iranienne liée à un bouleversement imprévu (décès

du guide, nouvelles manifestations, coup de force des *pasdarans*…). Ensuite, l'obstruction du congrès américain engagé dans une campagne de dénigrement systématique des initiatives prises par le président Obama. Enfin, l'opposition affichée d'Israël et de l'Arabie saoudite qui redoutent un tel scénario qui aboutirait à affaiblir leur posture régionale.

Quel que soit le pouvoir qui émerge en Iran, l'étude de la guerre Iran-Irak nous livre les clés qui permettent de décrypter son comportement aujourd'hui, et sans doute demain. Tout d'abord, et malgré les rodomontades dont il est coutumier, le pouvoir iranien est parfaitement rationnel, pragmatique et comprend très bien les notions de rapports de forces et de dissuasion. Il instrumentalise systématiquement les tensions extérieures à des fins intérieures pour rallier ses troupes et renforcer l'influence d'une faction sur une autre. L'affrontement entre Rafsandjani, Khamenei et Montazéri a cédé la place à d'autres luttes politiques opposant des dirigeants plus jeunes (Khatami, Rohani, Ali Larijani, Qalibaf), mais la logique de conquête du pouvoir reste la même. Toute intervention militaire contre l'Iran ne ferait que renforcer le régime en soudant la population autour de lui, au lieu de l'affaiblir. Le pouvoir iranien reste également près de ses sous. Il sait que si de nombreux Etats sont prêts à lui acheter son pétrole, voire à lui vendre des armes, aucun n'est en revanche disposé à lui prêter le moindre argent. En d'autres termes, la guerre économique – on parle aujourd'hui de « sanctions économiques » – fonctionne avec Téhéran. A condition bien sûr de disposer d'un temps suffisant pour que ces sanctions produisent leurs effets et d'être prêt à assécher réellement l'économie iranienne, au risque de faire souffrir la population.

Une autre leçon importante consiste à ne pas oublier que le pouvoir iranien pratique la guerre asymétrique et n'hésite pas à frapper le premier pour surprendre l'adversaire. Son pouvoir de nuisance est bien réel. Pendant la guerre, il n'a pas hésité à pratiquer le kidnapping et les attentats par Etats et milices interposés, à s'en prendre aux infrastructures pétrolières, à mouiller des mines et à tirer des missiles dans le Golfe. Il n'est pas exclu qu'il fasse de même aujourd'hui ou demain, s'il perçoit que c'est son intérêt ou s'il estime y être contraint. Enfin, et c'est sans doute là le point essentiel, la guerre a montré que le pouvoir iranien ne cédait que quand il était persuadé que son adversaire était sur le point de lui faire très mal, militairement et économiquement. Avant de s'engager dans un processus de confrontation (directe ou indirecte) avec le régime iranien, que ce soit en Syrie, au Liban, en Irak, en Iran (en cas de frappes contre le programme nucléaire) ou ailleurs, l'expérience montre qu'il convient d'analyser très soigneusement la portée de ses actes et notamment les conséquences néfastes que pourrait entraîner une telle action. Cela ne signifie

pas qu'il ne faille pas agir ; cela signifie simplement qu'il faut être conscient de toutes les répercussions qui risquent d'en découler et qu'il faut être prêt à y faire face avec des moyens adaptés. Affronter le pouvoir iranien ne saurait en aucun cas se faire à la légère sur un coup de tête ou un coup de poker. Cela ne pourrait résulter que d'une stratégie mûrement réfléchie visant à atteindre des objectifs réellement cruciaux.

Passons maintenant à l'Irak. Le retrait américain de 2011 a exacerbé la quête pour le pouvoir que le démembrement du parti Baas, en 2003, avait relancée. Chiites, sunnites et kurdes se déchirent pour s'assurer le contrôle du pays et de ses ressources. Les sunnites, qui avaient accaparé le pouvoir sous Saddam, sont aujourd'hui les grands perdants de l'affaire, les gisements pétroliers se situant majoritairement dans les provinces chiites et kurdes. Il n'est donc pas étonnant de voir nombre d'entre eux, sans espoir, se radicaliser et se tourner vers le terrorisme. D'autant qu'ils sont soutenus par certains Etats arabes qui s'inquiètent de l'émergence d'un axe chiite qui relierait Téhéran à la Méditerranée. La crise irakienne pourrait perdurer, car tous les voisins de l'Irak, sans exception, ont un intérêt objectif à maintenir l'Etat irakien en situation de faiblesse, tout en lui garantissant un minimum de stabilité. Un Irak fort fait peur, mais un Irak failli et démembré est encore plus alarmant pour ses voisins. Dans ce contexte délétère, le pouvoir irakien, quel qu'il soit, pourrait être tenté de refaire l'unité nationale autour des trois causes sacrées qui n'ont jamais cessé d'être instrumentalisées par Bagdad : la « reconquête » des provinces kurdes, le Koweït (toujours revendiqué à *mezzo voce* comme la dix-neuvième province de l'Irak), et le Chatt el-Arab, que certains Irakiens rêvent de récupérer intégralement. Les deux premières options semblent aujourd'hui hors d'atteinte. La Turquie se porte en effet garante de la sécurité des Kurdes irakiens avec lesquels elle a conclu des accords commerciaux et énergétiques vitaux pour son économie. Elle s'est en outre engagée à les protéger dans le cadre du vaste accord de négociations qu'elle a conclu en mars 2013 avec Abdullah Ocalan, en échange du renoncement à la violence par le PKK. Les Etats-Unis garantissent quant à eux la sécurité du Koweït et seraient prêts à refaire une guerre pour protéger cette tête de pont riche en pétrole, bien utile dans le Golfe.

Reste donc la question du Chatt el-Arab, régulièrement remise sur la table par la presse populiste irakienne. C'est donc peut-être aussi pour éviter de voir se répéter l'histoire que Téhéran cherche à se doter de l'arme nucléaire ou, du moins, d'une « capacité nucléaire », malgré ses dénégations répétées. Car le pouvoir iranien est convaincu qu'il doit tout mettre en œuvre pour éviter qu'une tragédie telle que la guerre avec l'Irak ne se reproduise. C'est la raison pour laquelle le développement du programme nucléaire est l'un des rares sujets

consensuels au sein de la classe politique iranienne, pourtant très divisée sur les autres sujets. Si la bombe atomique avait été inventée après la Première Guerre mondiale, il y a fort à parier que les Etats européens qui avaient le plus souffert s'en seraient immédiatement dotés.

Notes

Avant-propos

1. De même que l'on ne peut saisir la montée des périls en Europe dans les années 1930 sans étudier l'impact de la Première Guerre mondiale.

2. Après avoir trouvé les preuves de l'implication de Saddam Hussein dans de multiples crimes de guerre, et les avoir utilisées contre lui lors de son procès, l'administration américaine a poursuivi la retranscription de ces bandes audio afin qu'elles soient accessibles aux historiens.

1. L'escalade

1. *Jeune Afrique*, 26 mars 1980.

2. Comme en témoigne un rapport de l'attaché militaire irakien en poste à Téhéran en date du 19 avril 1979, récupéré par l'armée américaine en 2003 et conservé depuis à l'Institute for Defence Analysis de Washington sous la côte SH-GMID-D-000-845.

3. Cité par Paul Balta, *Iran-Irak : Une guerre de 5 000 ans*, Anthropos-Economica, 1988, p. 136.

4. L'accord d'Alger avait donné lieu à un « traité de frontières internationales et de bon voisinage entre l'Irak et l'Iran », signé à Bagdad le 13 juin 1975.

5. Paul Balta, *op. cit*., p. 136.

6. *AFP*, 6 avril 1980.

7. Mohammed al-Sadr est pendu le 8 avril 1980. Son gendre et petit-cousin Moktada al-Sadr, surnommé « Billy le Kid » par de nombreux Irakiens, prendra les armes contre les Américains et s'érigera comme l'un des chefs de file de la communauté chiite en 2003, après la chute de Saddam Hussein.

8. *AFP*, 18 avril 1980.

9. En dix-huit mois, l'aviation iranienne avait déjà perdu le tiers de ses effectifs.

10. Le général Oveyssi sera assassiné à Paris le 7 février 1984 par un commando iranien. Chapour Bakhtiar tombera sous les balles de tueurs iraniens le 6 août 1991, après avoir fait l'objet d'une première tentative d'assassinat avortée le 18 juillet 1980.

11. Comme en témoigne le rapport analysant la situation politique, militaire et économique en Iran qui lui a été soumis le 30 juin 1980 par ses services de renseignement (CRRC, NDU, Washington – SH-GMID-D-000-842).

12. Cité par Kevin Woods dans son ouvrage *Saddam's Generals – Perspectives of the Iran-Iraq War*, Institute for Defence Analysis, Alexandria (USA), 2011, pp. 60-61.

13. *Le Monde*, 18 et 19 juillet 1980.

14. Comme en témoignent les bandes magnétiques saisies à Bagdad, datées du 16 août 1980.

15. Pendant les six mois qui précèdent le déclenchement officiel des hostilités, 524 accrochages sont recensés le long de la frontière.

16. La transcription intégrale de cette réunion cruciale, particulièrement représentative du style de management de Saddam Hussein, figure au fond d'archives orales du CRRC, sous la côte SH-SHTP-A-000-835.

17. *AFP*, 17 septembre 1980.

18. Les annexes de cet ouvrage détaillent les forces militaires en présence, tant du côté irakien que du côté iranien.

19. Il s'agit de chars T-54, T-55 et T-62, de véhicules blindés BTR-152 et BTR-60, de canons tractés D-30 et M-46, de canons automoteurs Su-100 et Su-152, de fusils d'assaut AK-47, de lance-roquettes RPG-7, de chasseurs MiG-21, Su-7 et Su-20, d'hélicoptères Mi-8, de missiles sol-air Sam-2 et Sam-3, de patrouilleurs Osa I et II et de vedettes lance-torpilles P-6. Le matériel d'origine britannique, largement obsolète, se limite aux camions, à de vieux canons tractés et à une vingtaine de chasseurs Hunter maintenus en dépôt.

20. Dès son accession au pouvoir, Saddam Hussein a privilégié le corps du génie sur lequel il s'est appuyé pour mettre en œuvre sa politique de grands travaux. Ce corps n'étant pas perçu comme menaçant (puisque les sapeurs ne disposent d'aucun armement lourd), il a largement échappé aux purges qui ont affecté le reste de l'armée. Il est donc devenu un refuge pour les officiers les plus brillants souhaitant faire carrière sans se compromettre avec le Baas.

21. A la veille de la révolution, la gendarmerie iranienne constituait encore une force paramilitaire de 75 000 hommes, chargée principalement de la surveillance du territoire. Au fur et à mesure, cette force de gendarmerie s'est délitée pour laisser la place aux *pasdarans*.

22. L'armée irakienne ne tire en fait son épingle du jeu que dans le domaine de la lutte antichar, grâce aux livraisons massives de missiles français Hot et Milan, réputés alors comme les meilleurs au monde.

23. Ahmad Madani, Taqi Riahi et Moustafa Ali Chamran ont successivement occupé le maroquin de la Défense, tandis que les généraux Mohammed Vali Qarani, Nasser Farbood et Hossein Chaker se sont succédé au poste de chef d'état-major.

2. La Qadisiya de Saddam

1. Pour un récit complet des opérations aériennes pendant la première phase de la guerre, se reporter au remarquable ouvrage de Tom Cooper et Farzad Bishop, *Iran-Iraq War in the Air*, Atglen (Etats-Unis), Schiffer Military History, 2000, pp. 72-110.

2. A l'époque du chah, de nombreux pilotes iraniens étaient allés parfaire leur entraînement en Israël.

3. Ce plan doit beaucoup au commandant Abbas Dowran, l'un des pilotes de Phantom les plus talentueux, qui s'impose comme l'un des meilleurs tacticiens de l'armée de l'air iranienne. Celui-ci conduira de nombreuses missions d'attaque et de reconnaissance au-dessus de l'Irak, avant d'être abattu au-dessus de Bagdad, le 21 juillet 1982, lors d'un raid visant le palais des congrès où devait se tenir le sommet des pays non-alignés.

4. Pendant les quatre premiers jours de la guerre, les Irakiens perdent 25 appareils de combat (8 MiG-21, 5 MiG-23, 4 Su-20, 3 Su-22, 2 Su-7, 1 Hunter, 1 Tu-16 et 1 Tu-22). De leur côté, les Iraniens perdent 15 chasseurs (8 F-4 Phantom et 7 F-5 Tigre).

5. Les habitants de Qasr-e-Shirin, comme ceux des autres bourgades frontalières, ont été évacués deux semaines plus tôt, dès les premiers duels d'artillerie.

6. *Le Monde*, 29 septembre 1980.

3. Comment en est-on arrivé là ?

1. L'image de l'Irak s'est détériorée au sein du monde occidental après l'affaire des « pendus du Bagdad », lorsque le régime baassiste a fait pendre en place publique 15 Irakiens accusés d'espionnage au profit d'Israël, en janvier 1969.

2. Le parti chiite Al-Dawa (littéralement « l'appel ») a été créé à la fin des années 1960 par l'ayatollah Mohammed al-Sadr pour promouvoir l'instauration d'un Etat islamique en Irak.

3. L'assassinat en 1977 de Mostafa Khomeiny, fils aîné de l'ayatollah, probablement sur ordre de la Savak, ne fait qu'accroître la haine de celui-ci envers le chah d'Iran.

4. Les Baloutches, regroupés près des frontières afghane et pakistanaise, forment une minorité constituée de paysans et de montagnards de rite sunnite, comme les Kurdes, contrairement au reste de la population, majoritairement chiite.

5. Les Feddayin du peuple militent pour l'autonomie des provinces iraniennes et l'instauration d'un Etat marxiste. Ils sont très proches des mouvements révolutionnaires palestiniens.

6. Le général Ahmed Hassan al-Bakr décède le 4 octobre 1982 dans sa villa de Bagdad. Son décès survient opportunément pour Saddam Hussein, au moment où l'armée irakienne est malmenée par l'armée iranienne et où la personne du général Al-Bakr aurait pu apparaître comme un recours providentiel pour de nombreux Irakiens.

7. Selon les témoignages d'anciens baassistes recueillis par l'auteur, Saddam Hussein répétait à son entourage que « la peur et la violence sont des outils à utiliser à bon escient ».

4. Les Etats-Unis ont-ils poussé Saddam à agir ?

1. Abolhassan Bani Sadr, *My Turn to Speak: Iran, the Revolution and Secret Deals with the US*, Washington, Brassey's, 1991, pp. 70 et suivantes.

2. Dilip Hiro, *The Longest War*, New York, Routledge, 1991, p. 71.

3. BBC Worldwide Monitoring Service, 22 mars 2009.

4. Paul Balta, *Iran-Irak*, *op. cit*., p. 196.

5. Plusieurs acteurs impliqués dans ces évènements m'ont confirmé cette thèse : Richard Murphy, ancien ambassadeur américain en Arabie saoudite, Mark Hambley, alors consul général des Etats-Unis à Riyad, et Judith Yaphé, ancienne responsable de la section Irak à la division Analyse de la CIA.

6. Lawrence Potter et Gary Sick, *Iran, Iraq and the Legacies of War*, New York, Macmillan, 2004, p. 173. Information confirmée par d'anciens responsables baassistes lors d'entretiens avec l'auteur.

7. Cité par Paul Balta, *op. cit*., p. 240.

8. Comme l'a souligné Charles Cogan, ancien directeur chargé du Moyen-Orient à la CIA, lors d'un entretien avec l'auteur.

9. Bruce Laingen, cité par James Bill dans son remarquable ouvrage *The Eagle and the Lion – The Tragedy of American-Iranian relations*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 276.

10. *Ibid*., pp. 290-291. Information confirmée à l'auteur par Charles Cogan, ancien directeur des opérations de la CIA en charge du Moyen-Orient.

11. Les autorités iraniennes accuseront par la suite ces techniciens d'avoir saboté, sur ordre du Pentagone, certains des composants électroniques équipant les intercepteurs Tomcat et les missiles air-air Phoenix, de peur de les voir tomber intacts entre de mauvaises mains.

12. L'ayatollah Morteza Motahhari (59 ans) a été abattu le 1er mai 1979, tandis que Mohammed Mafatteh (51 ans) est tombé sous les balles de ses agresseurs le 18 décembre 1979. Ces deux assassinats ont été commodément attribués à une faction dissidente des Moudjahidin du peuple.

13. Après la rupture des relations diplomatiques, ce sera l'ambassade de Suisse qui assurera la représentation des intérêts américains à Téhéran, tandis que les intérêts iraniens aux Etats-Unis seront représentés par l'ambassade du Pakistan à Washington.

14. Pour une analyse exhaustive de cette mission, se reporter à l'excellent récit qu'en fait Charles Cogan dans son remarquable essai *La République de Dieu* (Jacob-Duvernet, 2008, pp. 88-98).

15. Warren Christopher, *Chances of a Lifetime*, New York, Scribner, 2001, pp. 108-111.

16. Pierre Péan, *La Menace*, Fayard, 1987, pp. 11-15.

17. Gary Sick, *All Fall Down: America's Tragic Encounter with Iran*, New York, Random House, 1985, pp. 245-246.

18. Ce mémorandum désormais déclassifié peut être consulté aux archives nationales américaines dans la collection des documents de la CIA, dans la série HNO 1999.

19. *AFP*, 29 septembre 1980.

20. Comme en témoigne le président iranien Abolhassan Bani Sadr dans son ouvrage *L'Espérance trahie*, édition Papyrus, 1982.

21. Mark Bowden, *Guests of the Ayatollah*, New York, Atlantic Monthly Press, 2006, pp. 563 et suivantes.

22. Anthony Cordesman, *The Iran-Iraq War and Western Security*, Royal United Services Institute for Defense Studies, Londres, Jane's Publishing, 1987, p. 115. Les pièces de rechange de F-14 seront livrées à l'Iran *via* une société écran constituée par

d'anciens techniciens de l'US Navy et basée en dehors des Etats-Unis.

23. Comme l'a reconnu Evguéni Primakov, ancien ministre des Affaires étrangères de Russie (*Russia and the Arabs – Behind the Scenes in the Middle East from the Cold War to the Present*, New York, Basic Books, 2009, p. 309). L'URSS lance les satellites Cosmos 1208 (28 août 1980), 1209 (3 septembre), 1210 (19 septembre), 1211 (23 septembre) et 1212 (26 septembre). Tous ces satellites, positionnés en orbite basse, ne restent que deux semaines dans l'espace.

24. Hélène Carrère d'Encausse l'a confirmé lors d'un entretien avec l'auteur : la défense du peuple kurde a toujours constitué une constante de la politique soviétique.

25. *Pravda*, 1er octobre 1980.

26. A. Yodfat, *The Soviet Union and the Arab Peninsula*, Croom Helm, 1983, p. 123.

27. En mai 1981, Moscou et Téhéran signeront un accord pour donner un cadre à leur coopération militaire.

28. Après la chute de l'URSS, des pilotes d'essai russes reconnaîtront avoir volé sur ce F-14.

29. L'Iran avait été l'un des premiers Etats à reconnaître l'adhésion de la République populaire de Chine à l'ONU. En Iran, la Chine était perçue comme un facteur d'équilibre permettant de contrebalancer l'influence de l'URSS. En Chine, l'Iran était assimilé à un rempart permettant d'endiguer la poussée soviétique en direction du Golfe et de l'océan Indien.

30. *Beijing Information*, 6 octobre 1980.

5. La France soutient l'Irak

1. *AFP*, 24 septembre 1980.

2. L'Irak deviendra rapidement le meilleur client de Dassault au Moyen-Orient. Après ce premier contrat portant sur la vente de 40 Mirage F-1EQ, un second sera conclu en 1979 pour la vente de 29 appareils supplémentaires (pour une livraison effective à partir de 1983). Un troisième contrat portant sur 24 Mirage F-1EQ5 optimisés pour le tir de missiles Exocet sera conclu en 1983 (et livré deux ans plus tard). Un dernier lot de 28 Mirage F-1EQ sera livré en 1988, pour compenser une partie des pertes de guerre. De 1981 à 1988, Dassault livrera un total de 121 Mirage F-1 (106 monoplaces et 15 biplaces) à l'Irak qui s'imposera comme son meilleur client à l'export pendant cette période. Au total, les Mirage F-1 acquis en France, renforcés par les Mirage F-1 « prêtés » par la Jordanie, équiperont 4 escadrons de l'armée de l'air irakienne (79e, 81e, 89e et 91e). Des négociations porteront également sur la livraison de Mirage 2000 et d'avions d'entraînement Alpha Jet, mais elles traîneront en longueur – l'Irak étant surendetté par son effort de guerre – et seront annulées dès le déclenchement de la deuxième guerre du Golfe, en août 1990.

3. *AFP*, 5 septembre 1975.

4. Pierre Péan, *La Menace*, *op. cit*., p. 97.

5. Valéry Giscard d'Estaing, engagé volontaire pendant les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, avait fait la connaissance du chah d'Iran lorsqu'il lui avait servi de chauffeur lors d'une visite sur le front. Le futur président français avait été conquis par son charisme.

6. Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, tome 1, Compagnie 12, 1989, pp. 112-113.

7. José Garçon, « La France et le conflit Iran-Irak » in *Politique étrangère*, 1987-2, IFRI, p. 359.

8. John Chipman, « Europe and the Iran-Iraq War », in Efraim Karsh (coll.), *The Iran-Iraq War: Impact & Implications*, Londres, JCSS-Mac Millan, 1989, p. 220.

9. Hans-Dietrich Genscher, « How Bonn got Iran off the hook », *The Middle East*, décembre 1988, pp. 20-22.

6. Les Arabes divisés

1. Ralph King, *Irak-Iran : la guerre paralysée*, éditions Bosquet, 1987, p. 80.

7. Israël mise sur l'Iran

1. *Washington Post*, 29 octobre 1987.

2. Paul Balta, *op. cit*., p. 220.

3. Pierre Péan, *op. cit*., p. 25.

4. *Washington Post*, 6 novembre 1987.

5. Tom Cooper, Ahmad Sadik et Farzad Bishop, « La guerre Iran-Irak : les combats aériens – 1re partie », *Avions*, hors-série n° 22, Lela Presse, 2007, pp. 64-65.

6. Ronen Bergman, *The Secret War with Iran*, New York, Free Press, 2008, pp. 40-48 ; Trita Parsi, *Treacherous Alliance: the Secret Dealings of Israel, Iran and the US*, Yale University Press, 2007, pp. 104-108 ; Jane Hunter, « Israeli Arms Sales to Iran », *The Washington Report on Middle East Affairs*, novembre 1986.

7. La junte rendra le pouvoir aux civils en décembre 1983 et lèvera l'état de siège en 1984, après avoir mis en place une constitution taillée sur mesure pour préserver le rôle central de l'armée.

9. L'enlisement

1. *Le Monde*, 22 octobre 1980.

2. *AFP*, 4 novembre 1980.

3. L'US Navy déploie alors dans le Golfe sa Mideastforce (2 destroyers, 2 frégates et 1 bâtiment de commandement) et dans l'océan Indien sa VIIe flotte regroupant les porte-avions *Midway* et *Eisenhower*, le porte-hélicoptères *New Orleans*, 2 sous-marins d'attaque, 3 croiseurs lance-missiles, 2 destroyers, 4 frégates, 3 bâtiments de débarquement amphibie et un train d'escadre. La Royal Navy ne dispose sur place que du seul destroyer *Coventry*, tandis que la Marine nationale peut compter sur la présence des avisos *Commandant Rivière*, *Victor Schoelcher* et *Bouvet*. De leur côté, les marines saoudienne et émirienne alignent ensemble 4 corvettes et 15 patrouilleurs lance-missiles.

10. L'initiative change de camp

1. Les autorités turques ont certainement détecté la présence des chasseurs iraniens au-dessus de leur territoire, mais celle-ci ayant été très brève (une quinzaine de minutes), elles ont sans doute préféré fermer les yeux, afin d'éviter un incident diplomatique qui aurait pu remettre en cause les relations commerciales entre les deux pays. Selon le témoignage d'un ancien diplomate turc, Ankara aurait fait savoir à Téhéran que le gouvernement turc ne tolérerait plus désormais la moindre violation de son espace aérien.

2. Cette base ne sera rétrocédée aux Egyptiens que quelques mois plus tard, dans le cadre du traité de paix de Camp David.

3. Plusieurs dizaines de techniciens périront dans l'attaque, dont un Français dont la famille sera discrètement dédommagée par le gouvernement israélien.

4. Comme en témoignent les bandes audio datées de mi-juin 1981, saisies à Bagdad en 2003.

11. Les mollahs prennent le pouvoir

1. George Cave, alors responsable de l'antenne de la CIA à Téhéran, confirmera cette version des faits lors d'une entrevue avec l'auteur. Il reconnaîtra avoir tenté d'enrôler Bani Sadr, sans se douter que celui-ci serait élu quatre mois plus tard à la présidence de la République.

2. Les adversaires d'Akbar Hashemi Rafsandjani n'ont pas manqué de souligner que celui-ci avait opportunément quitté le siège du PRI un quart d'heure avant l'explosion. Certains n'ont pas hésité à pointer sa possible responsabilité dans cet attentat qui a éliminé plusieurs de ses rivaux les plus sérieux. D'autres ont estimé que sans être à l'origine de cet attentat, il en a été averti et a décidé d'en tirer profit. D'autres, enfin, ne croient pas à sa culpabilité et le créditent d'une chance insolente.

3. Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Fayard, 2009, p. 389.

4. Notamment Tom Cooper et Farzad Bishop dans leur ouvrage déjà cité, *Iran-Iraq War in the Air*, pp. 127-128.

12. Premières victoires

1. *Kayhan*, 27 septembre 1981.

2. Edgar O'Ballance, *The Gulf War*, Brassey's, Londres, 1988, p. 69. Cet épisode suscitera une vive controverse entre les autorités des deux pays et le Comité international du Croissant rouge.

3. Cité in *ibid*., p. 69.

4. Comme l'ont confirmé à l'auteur plusieurs sources américaines dignes de foi.

5. Kevin Woods, *Saddam's Generals*, *op. cit*., p. 124.

6. Cité par Edgar O'Ballance dans son ouvrage *The Gulf War*, *op. cit*., p. 82.

13. Nouvelles médiations

1. Tom Cooper et Farzad Bishop, *Iran-Iraq War in the Air 1980-1988*, *op. cit*., p. 134.

2. Le rapport accablant de la très sérieuse Flight Safety Foundation ne laisse guère de doute sur la culpabilité irakienne (http://aviation-safety.net/database/record.php?id=19820503-0& lang=fr).

3. Brent Scowcroft & George Bush, *A World Transformed*, Vintage (Etats-Unis), 1999, p. 305.

4. Cf. le témoignage de Howard Teicher, membre du Conseil national de sécurité, lors du procès « USA *vs* Carlos Cardoen » en 1995, consultable aux Archives nationales de sécurité, à Washington, dans la série « Iraq: Declassified Documents of US Support for Saddam Hussein ».

5. Le régime irakien prendra toujours grand soin de ne livrer aucune arme lourde au PDKI qui puisse se retourner contre lui par la suite.

14. La reconquête iranienne

1. Il s'agit des 30e, 88e et 92e divisions blindées, des 21e, 40e, 77e et 84e divisions mécanisées et des 25e et 58e divisions d'infanterie.

2. La 2e brigade d'hélicoptères dispose de 26 Cobra, 34 AB-212/214, 22 AB-206 et 16 CH-47.

3. Le général Makki, témoin direct de la scène, la relate dans l'ouvrage déjà cité de Kevin Woods, *Saddam's Generals*, p. 114.

4. Le général Duri, détesté par ses pairs qui le jugent incompétent, se verra confier ensuite le commandement des 3e et 5e Corps d'armée. Le général Hamdani lui reprochera d'être responsable du tiers des pertes subies par l'armée irakienne pendant la guerre (*Saddam's Generals*, *op. cit*., p. 16).

5. Patrick Seale, *Abu Nidal – A Gun for Hire*, Random House, New York, 1992, pp. 224-227 ; Martin Van Creveld, *Tsahal – Histoire critique de la force de défense israélienne*, éditions du Rocher, Monaco, 1998, p. 423 ; Rob Johnson, *The Iran-Iraq War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011, pp. 67-68.

6. Entretien avec l'auteur.

7. Cité par Paul Balta dans son ouvrage *Iran-Irak, op. cit*., p. 162.

15. Ramadan béni

1. Les dix secteurs régionaux correspondent aux villes de Téhéran, Ispahan, Rasht, Meched, Tabriz, Bandar Abbas, Kermanchah, Chiraz, et aux régions du Khouzistan et du Kurdistan. Les huit directions sont chargées du personnel, de la planification, de l'acquisition, des opérations, du renseignement, de la justice militaire, de la sécurité et de la reconstruction.

2. Red Adair se fera connaître du grand public quelques années plus tard en éteignant de manière spectaculaire les puits de pétrole koweïtiens incendiés par l'armée irakienne, lors de la guerre du Golfe de 1991.

3. Edgar O'Ballance, *The Gulf War*, *op. cit*., p. 90.

4. *Jane's Defence Weekly*, 24 juin 1984.

5. John Parker, *Persian Dreams – Moscow and Tehran since the Fall of the Shah*, Washington, Potomac Books, 2009, pp. 16-17.

6. Dans un article publié le 24 mai 2003 dans la revue militaire soviétique *Krasnaia Zvezda*, le général Mokrous estime que les ventes d'armes à l'Irak représentaient alors 65 % de l'ensemble des revenus générés par les exportations d'armement de l'URSS.

7. *Pravda*, 17 juin 1983.

8. Comme le révèle l'*International Herald Tribune* du 4 avril 1984.

16. Aurores sanglantes

1. Cité par Paul Balta in *Le conflit Irak-Iran*, 1979-1989, notes et études documentaires, n° 4889, La Documentation française, 1989, p. 61.

2. *Kayhan*, 14 février 1983.

17. L'atout maître de Saddam

1. Général Mizher Rachid Tarfa in Kevin Woods, *Saddam's Generals*, *op. cit.*, p. 102.

2. *Ibid.*, p. 95.

3. Notamment le lieutenant-colonel Rachid Hamdani qui est alors l'un des premiers officiers non membre du Baas à intégrer la Garde républicaine. Celui-ci sera promu général à la fin de la guerre et commandera ensuite la division blindée Hammourabi. Il deviendra par la suite l'un des rares conseillers militaires à conserver l'oreille de Saddam Hussein.

4. Interview du général Tarfa in *Saddam's Generals*, *op. cit.*, p. 98.

5. Cette unité changera d'appellation au printemps 1986 pour devenir l'Unité 999.

6. Cf. les bandes audio enregistrées le 17 juin 1986.

7. Comme l'a indiqué à l'auteur George Cave, chef de station de la CIA à Téhéran au moment de la révolution iranienne.

8. Ces avions regroupés au sein du 107e escadron sont dotés de réservoirs supplémentaires équipés d'un dispositif d'épandage identique à celui utilisé au profit de l'industrie agricole.

9. *Le Monde*, 30 mars 1984.

10. Le 1er Corps (général Khazraji), basé à Kirkouk, demeure en charge du Kurdistan. Le 2e (général Ibrahim) conserve la responsabilité du secteur central. Le 3e (général Rachid) reste en charge du secteur de Bassora, tandis que le 4e (général Ahmed) assure la défense de la portion de front située entre Koût et Amara.

18. Les otages du Liban

1. Entre 1982 et 1989, 96 otages occidentaux seront kidnappés au Liban, dont 25 Américains, 16 Français, 12 Britanniques, 7 Suisses et 7 Allemands ; 8 d'entre eux seront assassinés ou mourront de manque de soins durant leur détention. Tous les autres seront libérés après des périodes plus ou moins longues de captivité, le « record » revenant à Terry Anderson, correspondant de l'agence Associated Press au Moyen-Orient, qui restera six ans et demi aux mains de ses ravisseurs.

2. Con Coughlin, *Hostage: Complete Story of the Lebanon Captives*, Londres, Little Brown, 1992, p. 36.

3. Claude Angeli et Stéphanie Mesnier, *Notre ami Saddam*, Olivier Orban, 1992, pp. 122-139.

4. Témoignages recueillis auprès d'anciens pilotes français de Super Etendard ayant souhaité conserver l'anonymat.

5. Jean Guisnel, *Armes de corruption massive – Secrets et combines des marchands de canon*, La Découverte, 2011, p. 155 ; Philippe Vasset, *Journal intime d'un marchand de canons*, Fayard, 2008, pp. 29-34.

6. *AFP*, 26 octobre 1983.

7. Cette information a été confirmée à l'auteur par l'amiral Pierre Lacoste, alors directeur de la DGSE.

8. Jean-Pierre Otelli, *Pilotes dans la tourmente – Raid sur Baalbek*, Editions Altipresse, 2005, p. 74. Propos confirmés à l'auteur par plusieurs sources dignes de confiance.

9. Comme l'a confirmé à l'auteur un ancien responsable des services d'écoute électronique libanais, sous condition d'anonymat.

10. Jean-Pierre Otelli, *op. cit*., p. 99.

11. Information confirmée par l'amiral Pierre Lacoste.

12. National Security Archives Electronic Briefing Book n° 82, Washington (www.gwu.edu/~ñsarchiv/NSAEBB/NSAEBB82/index.htm).

13. Le corps de William Buckley ne sera jamais restitué par ses ravisseurs. Il sera retrouvé par hasard en 1991, lors de travaux de voierie dans la zone chiite proche de l'aéroport de Beyrouth.

14. Larry Everest : « Iran-Iraq: Helping both sides lose the war », *Press for Conversion*, n° 51, mai 2003, p. 30.

15. Entretien avec l'auteur.

16. Robert Fisk, *Pity the Nation – The Abduction of Lebanon*, Nation Books, 1990, p. 581.

17. Roland Dumas, *Affaires étrangères (1981-1988)*, Fayard, 2007, pp. 349-357.

18. Pierre Péan, *La Menace*, *op. cit*., p. 133 ; analyse confirmée par plusieurs sources dignes de confiance.

19. Ces ententes sont parfaitement documentées dans le remarquable ouvrage de Patrick Seale, *Abu Nidal, a Gun for Hire*, New York, Random House, 1992.

20. Pierre Péan, *op. cit*., p. 135.

21. Roland Dumas, *Affaires étrangères (1981-1988)*, *op. cit*., pp. 349-357.

22. *Ibid*., p. 353.

23. Télégramme diplomatique en provenance de Téhéran n° 217, 13 mars 1986, cité in Pierre Péan, *op. cit*., pp. 184-185.

24. Comme l'a confirmé à l'auteur un ancien responsable des services d'écoute électronique libanais, sous condition d'anonymat. Imad Moughnieh sera assassiné par le Mossad à Damas le 12 février 2008.

25. La partie française évalue alors cette dette « nette » à 750 millions de dollars (après avoir défalqué une partie des sommes dues par Téhéran pour la construction annulée du projet de centrale nucléaire civile), alors que la partie iranienne réclame 2 milliards de dollars.

26. Cf. l'ouvrage de Dominique Lorentz, *Secret atomique, ou la véritable histoire des otages français au Liban*, Les Arènes, 2002, pp. 32-33 ; celui de Roger Faligot et Jean Guisnel, *Histoire secrète de la Ve République*, *op. cit*., p. 252 ; ou bien encore le reportage de David Carr-Brown, *La République atomique*, diffusé par Arte le 14 novembre 2001.

27. *Le Matin*, 24 novembre 1986 ; Dominique Lorentz, *Secret atomique*, *op. cit*., p. 141.

19. L'argent n'a pas d'odeur

1. Se reporter aux annexes pour la liste détaillée des Etats ayant armé l'Iran et/ou l'Irak.

2. Toutes ces informations, confirmées par les témoignages d'anciens diplomates iraniens, sont extraites de l'ouvrage de Walter de Bock et Jean-Charles Deniau, *Des armes pour l'Iran*, Gallimard, 1988.

3. Walter de Bock et Jean-Charles Deniau, *Des armes pour l'Iran*, *op. cit*., pp. 73 et suivantes.

4. *Ibid*., p. 113.

5. *Ibid*., p. 205.

6. Information confirmée à l'auteur par l'amiral Pierre Lacoste.

7. Jean-François Dubos, *Vente d'armes – Une politique*, Gallimard, 1974.

8. Pour un aperçu des personnalités impliquées dans cette affaire, dont certaines occuperont ensuite des fonctions importantes, se reporter au rapport Barba publié intégralement par Walter de Bock et Jean-Charles Deniau dans l'annexe de leur ouvrage précité, *Des armes pour l'Iran*.

9. Jean Guisnel, *Charles Hernu ou la République au cœur*, Fayard, 1993, pp. 493-496.

10. Rapport Barba, in Walter de Bock et Jean-Charles Deniau, *Des armes pour l'Iran*, *op. cit*., p. 253. Information confirmée à l'auteur par l'amiral Pierre Lacoste.

11. Gilles Gaetner, « L'affaire Luchaire », *L'Express*, 30 mars 1995.

12. Toutes les informations contenues dans ce paragraphe sont tirées de l'ouvrage de Walter de Bock et Jean-Charles Deniau, *Des armes pour l'Iran*, *op. cit*.

13. Roger Faligot et Jean Guisnel, *Histoire secrète de la Ve République*, La Découverte, 2006, p. 254 ; cf. également l'ouvrage de Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan : 1979-2011*, Fayard, 2011.

14. Le protocole de Genève du 17 juin 1925, auquel l'Irak et l'Iran ont adhéré, n'interdit pas en revanche la production, l'acquisition et le stockage des armes chimiques. Il sera remplacé en 1993 par une convention internationale interdisant à la fois la possession et l'emploi des armes chimiques.

15. Derek Wood, « Gulf chemicals could be Soviet », *Jane's Defence Weekly*, 31 mars 1984.

16. Comme en témoigne une bande audio exhumée par Williamson Murray à l'occasion du séminaire organisé à Londres par la LSE, les 23-24 septembre 2010.

17. Interview du général Khazraji, *Al-Hayat*, Beyrouth, 28 décembre 2002.

18. Seymour Hersh, « US aides Iraqis made use of a nerve gas », *New York Times*, 30 mars 1984.

19. « Chemical weapons and the Iran-Iraq War », *Department of State Bulletin* n° 2085, Washington, avril 1984, pp. 65-66.

20. *Newsweek*, 27 août 1984.

20. Guerre totale

1. Cette interception réussie doit beaucoup au capitaine Bill Tippin, officier d'échange de l'US Air Force, qui vole ce jour-là en place arrière de l'un des deux F-15 saoudiens et qui va, de fait, diriger la manoeuvre.

2. Tom Cooper et Farzad Bishop, *Iran-Iraq War in the Air 1980-1988*, *op. cit*., p. 156.

3. Deux pilotes de Tomcat et de Phantom revendiqueront la destruction de ce Super Etendard numéroté « 67 » dans la nomenclature de l'Aéronautique navale française, sans qu'il soit possible de déterminer lequel des deux l'a effectivement abattu.

4. Paul Balta, *Iran-Irak*, *op. cit*., p. 170.

5. Pour une analyse sociologique exhaustive, se reporter aux chapitres 5 et 6 de l'excellent ouvrage *Iran and Iraq at War*, publié par Charles Tripp et Shahram Chubin, IB Tauris, 1989.

6. Comme a pu le constater l'auteur en interviewant certains d'entre eux. Les plus cyniques feront remarquer que ces voitures, certainement équipées de micros destinés à enregistrer les conversations, étaient en fait des cadeaux empoisonnés.

21. L'année du pilote

1. Cette force de 200 000 hommes est répartie en 4 divisions d'infanterie de l'armée régulière (21e, 28e, 55e et 77e) et 6 divisions de *pasdarans* (8e, 14e, 17e, 23e, 30e et 31e). La 92e division blindée assure pour sa part la défense en profondeur des lignes iraniennes.

2. Les 6 véhicules lanceurs et les 26 missiles Scud-B livrés par la Libye sont regroupés au sein de la 351e brigade d'artillerie qui passe sous le contrôle des *pasdarans*.

22. Le nerf de la guerre

1. Cf. la démonstration lumineuse d'Eric Laurent dans son ouvrage *La Face cachée du pétrole*, Plon, 2006, pp. 183-195. Cette analyse a été confirmée à l'auteur par des sources américaines, émiriennes, irakiennes et saoudiennes, toutes dignes de confiance.

2. Le principe du retrait soviétique d'Afghanistan sera acté par le Politburo en octobre 1985 (et réalisé à partir du 15 mai 1988).

3. Cité par John Parker, *Persian Dreams*, *op. cit*., p. 20.

4. Cette information, évoquée par William Burgess dans son ouvrage *Inside Spetsnaz – Soviet Special Operations: A Critical Analysis*, Presidio Press, Novato, Californie, 1989, a été confirmée à l'auteur par d'anciens agents des services secrets français et américains en poste à Beyrouth.

5. Pendant l'année 1985, la marine iranienne inspectera plus de 300 navires suspectés de livrer des armes à l'Irak.

23. Le calvaire des enfants-soldats

1. Sepehr Zabih, *The Iranian Military in Revolution and War*, New York, Routledge, 1988, p. 220.

2. Farhad Khosrokhavar, *L'islamisme et la mort – Le martyr révolutionnaire en Iran*, L'Harmattan, 1995 ; Ian Brown, *Khomeiny's Forgotten Sons – The Story of Iran's Boy Soldiers*, Londres, Grey Seal Books, 1990.

3. Ian Brown, *op. cit*., p. 46.

4. Cité par Efraim Karsh, *The Iran-Iraq War*, Oxford, Osprey, 2002, p. 64.

5. Ian Brown, *op. cit*., pp. 65 et 90.

6. Efraim Karsh, *op. cit*., p. 62.

7. Témoignage du général Hamdani in *Saddam's Generals*, *op. cit*., p. 70.

8. Qoussaï Hussein épousera bien quelques mois plus tard la fille du général Rachid.

9. Bien que le nombre de gazés soit très élevé, le nombre de décès liés directement aux armes chimiques (700) reste proportionnellement faible, témoignant des nombreuses contraintes liées à leur mise en œuvre, notamment atmosphériques.

24. L'impasse

1. Cité par Charles Caret, « L'alliance contre nature de la Syrie baassiste et de la République islamique d'Iran », in *Politique étrangère* n° 2, été 1987, p. 385.

2. Aux termes de ce nouvel accord, 30 % du pétrole livré par l'Iran à la Syrie le sera à titre gratuit, 70 % à prix très préférentiel (contre 20 % et 80 % auparavant).

3. Cité par le général Hamdani, in *Saddam's Generals*, *op. cit*., p. 51.

4. Cité par le *Washington Post*, 27 août 1986 ; *Keyhan*, 30 août 1986.

5. Ces trois pilotes termineront la guerre crédités respectivement de 12, 11 et 9 victoires.

6. Soit une centaine de MiG-21, 80 MiG-23, 60 Mirage F-1, 60 Su-20/22, 30 MiG-25 et 6 bombardiers Tupolev.

7. Cf. le récit détaillé du général Alwan Aboussi in *Saddam's Generals*, *op. cit*., pp. 201-202.

8. Soit 40 Phantom, 45 Tigre et 15 Tomcat.

25. L'Irangate

1. Allocution prononcée devant l'ensemble des médias américains, le 13 novembre 1986.

2. Michael Ledeen a fondé trois ans plus tôt à Washington l'Institut juif pour les affaires de Sécurité nationale, un lobby destiné à défendre les intérêts israéliens au Congrès.

3. Dans son article remarquable intitulé « Why secret US-Iran arms for hostages negotiations failed » (*Washington Report on Middle East Affairs*, septembre-octobre 1994), George Cave, l'un des membres de cette délégation, raconte en détail le déroulement des discussions qui se sont déroulées à Téhéran du 25 au 28 mai 1986.

4. Condamné à la prison à vie pour haute trahison, Jonathan Pollard purge depuis sa peine et son cas suscite toujours des frictions entre Washington et Jérusalem.

5. Cité par Joseph Alpher dans « Israel and the Iran-Iraq War », in Efraim Karsh (coll.), *The Iran-Iraq War*, *op. cit.*, p. 161.

6. Patrick Tyler, « Officers say US aided Iraq in war despite use of gas », *New York Times*, 18 août 2002.

7. Tom Cooper et Farzad Bishop, *Iran-Iraq War in the Air*, *op. cit*., p. 225.

8. Il s'agit d'Edward Tracy, de Franck Reed, de Jesse Turner, de Joseph Cicippio, de Thomas Sutherland, d'Alan Steen, de Robert Polhill et de Terry Anderson. Le huitième otage américain, le lieutenant-colonel William Higgins du Corps des Marines, commandant en chef adjoint de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve au Sud-Liban (Onust) lors de son enlèvement, sera exécuté par ses ravisseurs lors de sa captivité.

26. Offensives à outrance

1. Pendant ce nouvel épisode de la guerre des villes, les Irakiens tireront 27 Scud-B, tandis que les Iraniens tireront 13 Scud et 81 Oghab (Frog-7).

2. Ces drones Mohajer, inspirés des drones israéliens Scout employés avec succès par les Israéliens pendant la guerre du Liban de 1982-1985, ressemblent à de gros jouets radioguidés équipés de puissantes caméras. Plusieurs d'entre eux seront détruits par la DCA irakienne.

3. Cette appellation sera reprise quatre ans plus tard par Saddam Hussein pour qualifier la bataille opposant son armée à la coalition internationale venue libérer le Koweït.

4. En deux mois, la population de Bassora passe de 1 million d'habitants à 150 000. Les réfugiés sont dirigés vers Bagdad et le nord de l'Irak par la route de l'Euphrate, tandis que les renforts militaires parviennent à Bassora par la route du Tigre.

5. Cf. l'enregistrement audio SH-SHTP-A-000-634 en date du 28 mars 1987.

6. Comme en témoigne la bande audio SH-GMID-D-001-125 en date du 14 avril 1987.

7. Des sources américaines fondées sur l'exploitation d'images satellitaires du champ de bataille feront état de 50 000 morts, estimation probablement exagérée due à l'incapacité des analystes de distinguer les morts des blessés. Le faible ratio entre blessés et tués s'explique par la chaîne sanitaire défaillante incapable d'évacuer de nombreux blessés, compte tenu de l'imbrication des troupes et de la configuration particulière du champ de bataille.

27. L'Iran change de stratégie

1. L'Iran dispose alors de 12 lanceurs et d'un stock de 28 missiles Silkworm.

2. Le Koweït achètera rapidement 150 chars T-84 et 120 blindés BMP-2/3 à l'URSS.

3. 9 lanceurs et 30 missiles parviendront en Arabie saoudite en janvier 1988.

4. Cette escadre comprend 1 navire de commandement, 1 frégate lance-missiles de type Krivak, 2 destroyers de type Sovremeny, 1 navire d'assaut amphibie, 3 chasseurs de mines et 3 pétroliers ravitailleurs.

5. Le 8 juin 1967, pendant la guerre des Six-Jours, l'aviation et la marine israéliennes avaient sciemment attaqué le navire espion *USS Liberty* au large d'El-Arish. Pour comprendre les tenants de cette affaire, se reporter à mon ouvrage *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, Tempus, 2008, pp. 240-242.

6. Malgré cette procédure, deux incidents similaires seront évités de justesse les 27 janvier et 13 février 1988, contre le navire d'assaut *Portland* et le destroyer *Chandler*, au large de Bahreïn et du Qatar.

7. Cf. le récit détaillé d'Ahmad Sadik et Tom Cooper, « Un Falcon 50 lance-missiles », *Le Fana de l'aviation*, n° 470, janvier 2009, pp. 41-45.

8. Témoignage du général Alwan Aboussi in *Saddam's Generals*, *op. cit*., pp. 205-206.

9. Comme en témoignent les bandes audio, notamment du 27 mai 1987 (SH-SHTP-A-000-958).

10. Pierre Péan, *La Menace*, *op. cit*., pp. 237-244.

11. En 1985, la préfecture de police avait réclamé l'expulsion de Wahid Gordji et d'une dizaine d'autres ressortissants iraniens, sans obtenir l'accord du gouvernement soucieux de ménager Téhéran (*ibid*.).

12. « France : les démons de l'islamisme », *Aujourd'hui le Maroc*, 25 janvier 2005 ; cf. également le lien Internet : http://fr.wikipedia.org/wiki/Wahid_Gordji

13. Journal de 20 heures d'Antenne 2, 24 juillet 1987, INA Vidéo.

14. Pour un exposé détaillé de l'action de la marine française dans le Golfe, voir Dominique Guillemin, « L'action de la Marine nationale pendant la guerre Iran-Irak », in *Le Pétrole et la Guerre*, Peter Lang, Bruxelles, 2012, pp. 335-362.

15. Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand*, tome 3, *Les Défis*, Le Seuil, 1996, pp. 432-433.

16. Dominique Lorentz, *Secret atomique*, *op. cit*. ; cf. également les liens Internet : http://fr.wikipedia.org/wiki/ Eurodif & http://www.iran-resist. org/article167

17. *Ibid*.

28. Le Golfe s'embrase

1. Acronyme désignant à la fois le mode d'action « SEa, Air & Land » des nageurs de combat de l'US Navy et leur surnom de « phoques » (*seals*).

2. Témoignage recueilli par l'auteur. Les AH-6 Cayuse seront remplacés par des hélicoptères OH-58 Kiowa à partir du mois de janvier 1988.

3. Cf. le récit éclairant du Commander Gary Stubblefield dans *Inside the US Navy SEALs*, MBI Publishing, Osceola (Etats-Unis), 1995, pp. 154-170.

4. A l'issue d'une interminable procédure, la Cij rendra, le 6 novembre 2003, un arrêt par lequel elle refusera de trancher le différend, renvoyant dos à dos Iraniens et Américains.

29. Le martyre de Halabja

1. Opérations Victoire 5 et 6, puis Ville Sainte 2, qui s'étalent du 12 janvier au 26 février 1988.

2. Il s'agit des deux divisions blindées « Hammourabi » et « Medina Mounawara », de la division mécanisée « Nabuchodonosor », de la division de forces spéciales « Tawakkalna » et des deux divisions d'infanterie motorisée « Bagdad » et « Fao ».

3. Moscou a livré à Bagdad 300 Scud entre 1985 et 1987, puis 118 autres en 1988. La mise au point d'un Al-Hussein nécessite le sacrifice de deux Scud.

4. 141 missiles s'abattront sur Téhéran, 23 sur Qom, 22 sur Ispahan, 4 sur Tabriz et 3 sur Chiraz ; 62 missiles s'abattront sur Bagdad, 9 sur Mossoul, 5 sur Kirkouk et 1 sur Tikrit.

5. Ali Hassan al-Majid sera lui aussi condamné à mort par les nouvelles autorités irakiennes pour ce massacre, de même que pour son rôle central dans l'opération Anfal.

6. Cf. le *Washington Post* du 24 mars 1988 et *The Economist* du 2 avril 1988.

7. L'enquête la plus exhaustive et impartiale demeure celle de Joost Hilterman, *A Poisonous Affair: America, Iraq and the Gassing of Halabja*, Cambridge University Press, 2007.

8. Le général Rachid dispose pour cela de la 1re mécanisée, de la 6e blindée et des 2e et 7e d'infanterie. Trois autres divisions d'infanterie (14e, 15e et 26e) sont maintenues au centre du dispositif pour fixer sur place les divisions iraniennes et faciliter ainsi leur encerclement.

9. Comme l'a confirmé à l'auteur Ali Alameri, un chirurgien irakien qui effectuait alors son service militaire dans un hôpital de campagne près de Bassora, et qui a dû traiter de nombreux soldats irakiens grièvement gazés.

10. Contrairement au Silkworm, la portée du missile Scud lui permet d'atteindre le terminal koweïtien d'Al-Ahmadi depuis le territoire iranien.

30. Le vol Iran Air 655 ne répond plus

1. Colin Powell passera à la postérité trois ans plus tard, en tant que chef d'état-major des armées américaines pendant la guerre du Golfe de 1991, avant d'être choisi comme secrétaire d'Etat par George W. Bush qui l'instrumentalisera pour lancer sa croisade personnelle contre Saddam Hussein, en 2003.

2. *Keyhan*, 19 avril 1988.

3. Ces forces s'articulent en 4 divisions blindées (3e, 6e, « Hammourabi » et « Medina Mounawara »), 2 mécanisées (5e et « Nabuchodonosor »), 7 d'infanterie (« Fao », 8e, 11e, 19e, 30e, 41e et 42e) et la division de forces spéciales « Tawakkalna ».

4. Rachid Hamdani, in *Saddam's Generals*, *op. cit*., p. 84.

5. Ces forces s'articulent en 4 divisions blindées (3e et 12e, « Hammourabi » et « Medina Mounawara »), 6 d'infanterie (25e, 31e, 35e, 41e, 42e et « Fao »), 3 mécanisées (1re, 5e et « Nabuchodonosor ») et la division de forces spéciales « Tawakkalna ».

6. *AFP*, 27 juin 1988.

7. Même pendant l'opération Mante religieuse, l'US Navy avait pris grand soin de ne jamais pénétrer dans les eaux territoriales iraniennes.

8. Dans le stress ambiant, cet officier a basculé son transpondeur sur mode « militaire », oubliant que la plupart des vols commerciaux et des aéronefs militaires sont équipés d'un double transpondeur leur permettant de répondre aussi bien aux contrôleurs aériens civils que militaires. Un contrôleur aérien expérimenté n'aurait pas commis cette bévue.

9. Bahreïn est calé sur l'heure TU + 3, alors que l'Iran applique l'heure TU + 3 h 30.

10. Comme l'a confirmé à l'auteur Sandy Guptill, colonel en retraite du corps des marines, ancien contrôleur aérien chargé de synthétiser les leçons tirées de l'incident du *Vincennes*. Cf. également John Barry et Roger Charles, « Sea of Lies », *Newsweek*, 13 juillet 1992 ; Richard Saltus, « A Tragic Error Led to New Insights on Behavior Crisis », *Boston Globe*, 28 février 1994 ; « The Other Lockerbie », *BBC News*, 17 avril 2000 ; « Air Emergency: Mistaken Identity », *National Geographic Channel*, saison 3, épisode 3, 28 juillet 2006.

11. William Fogarty, « Formal Investigation into the Circumstances Surrounding the Downing of Iran Air Flight 655 on 3 July 1988 », DOD, Washington, 28 juillet 1988, http://homepage.ntlworld.com/jksonc/docs/ir655-dod-report.html

12. Panam Flight 103 Investigation – DOI 910200, consultable sur le site Internet : www.dia.mil/public-affairs/foia/pdf/panam103.pdf

13. Décision de la Cij en date du 9 février 1996.

31. Fin de partie

1. Le dispositif irakien s'articule en 2 divisions blindées (« Hammourabi » et « Medina Mounawara »), 3 mécanisées (1re, 5e et « Nabuchodonosor »), 6 d'infanterie (2e, 18e, 20e, 29e, 32e et « Fao ») et la division de forces spéciales « Tawakkalna ». Les Iraniens alignent pour leur part 40 000 hommes et 4 divisions (2 mécanisées et 2 d'infanterie).

2. *Reuters*, 20 juillet 1988.

3. Au total, la France aurait versé plus de 1 milliard de dollars pour apurer la dette Eurodif (cf. le site http://fr.wikipedia.org/wiki/Eurodif et l'article de Jean-Xavier Piéri, « L'Iran détient 10 % du Tricastin : le contentieux Eurodif », *Le*

Dauphiné libéré, 5 mars 2008).

4. Cf. les éléments d'information relatifs au dossier Eurodif sur le site Internet www.iranwatch.org mis en place par l'opposition iranienne.

5. *La Chute de Saddam Hussein – Interrogatoires par le FBI*, préfacé et commenté par Pierre-Jean Luizard, éditions Inculte/Actes Sud, coll. « Temps réel », 2010, pp. 27-36.

Epilogue

1. Cf. la retranscription de la bande audio référencée SH-SHTP-A-001-631 (fin 1988).

2. En janvier 1989, l'US Navy n'alignera plus que 14 navires de guerre dans la région, dont un croiseur et 6 destroyers et frégates, mais plus aucun porte-avions.

3. Cf. le témoignage éclairant du général Hamdani dans *Saddam's Generals*, *op. cit*., p. 42. Plusieurs journalistes spécialistes du marigot politique irakien étaient parvenus à la même conclusion : Sandra Mackey, *Iraq and the Legacy of Saddam Hussein*, Norton & Company, New York, 2002, p. 322 ; Andrew et Patrick Cockburn, *Out of the Ashes – The Resurrection of Saddam Hussein*, Harper, New York, 1999, pp. 155-156.

4. Comme le rappelle Bernard Hourcade dans son remarquable ouvrage *Géopolitique de l'Iran*, Armand Colin, 2010, p. 139.

5. *Jane's Defence Weekly*, 4 février 1989.

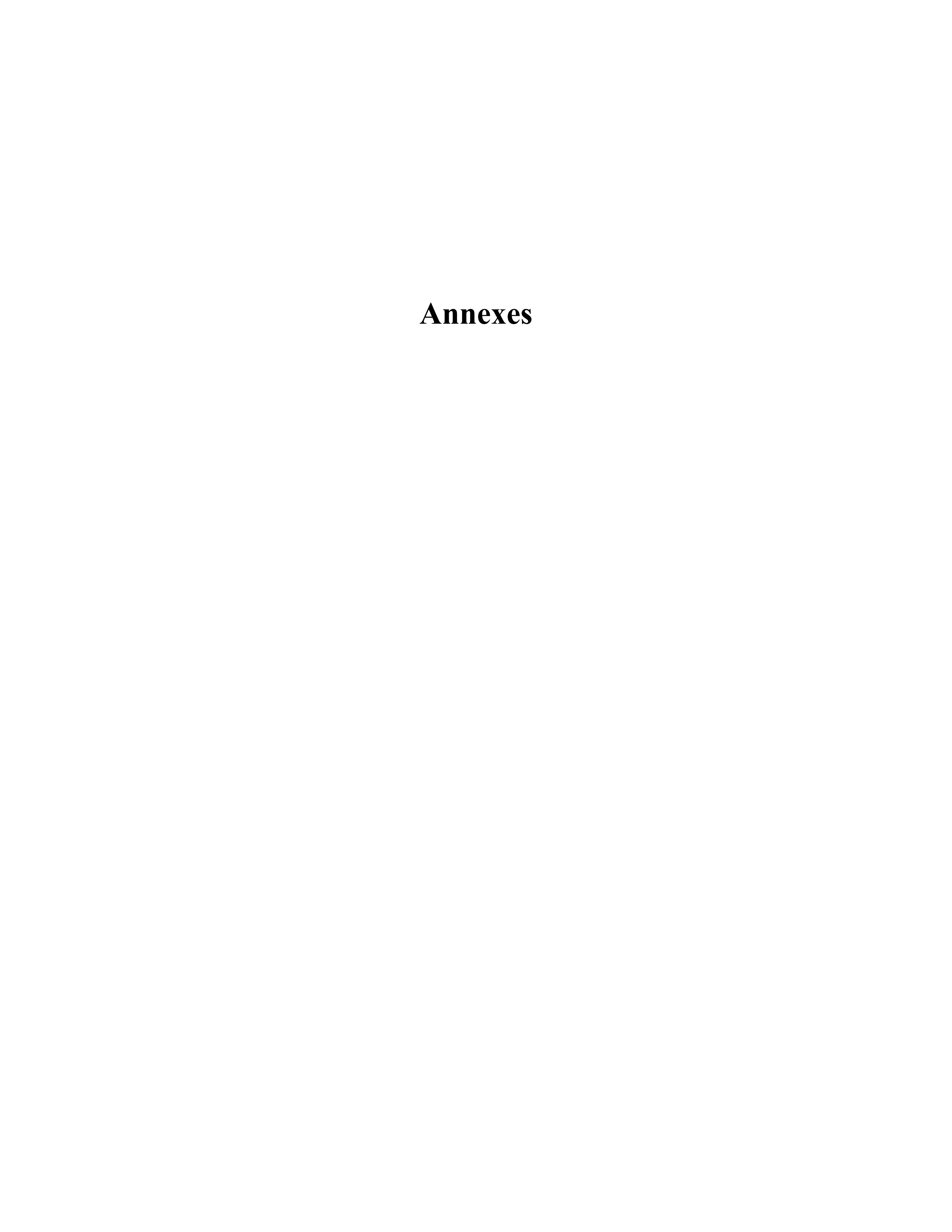
6. D'autres nations seront également affectées, telle l'Algérie qui plongera dans la guerre civile après avoir fait banqueroute.

7. Entre 1989 et 1990, le volume des échanges commerciaux triplera entre l'Iran et l'URSS, passant de 500 millions à 1,5 milliard de dollars.

8. Aux termes de ce contrat conclu le 20 juin 1989, l'URSS livrera à l'Iran 54 intercepteurs MiG-29, 24 chasseurs bombardiers Su-24, 480 chars T-72, 400 véhicules de combat d'infanterie BMP-2, 210 canons automoteurs 2S1, 200 systèmes antiaériens S-200, 700 missiles sol-air SA-16 et plusieurs milliers de missiles antichars RPG-29 et AT-4 Spigot.

9. Bien qu'aucune statistique ne soit disponible, les experts estiment que l'aviation irakienne a conduit au moins 500 000 sorties de combat pendant le conflit, contre 100 000 côté iranien.

10. La situation intérieure de l'Iran n'est pas sans rappeler celle qui prévalait en France à la veille du coup de force du Premier consul, mettant fin à un pouvoir collégial miné par un affairisme débridé et une idéologie ayant perdu prise avec la réalité.



Annexes

Chronologie

636

Les Arabes battent les Persans lors de la bataille de Qadisiya à proximité de Nadjaf, en Irak. Le califat arabe s'étend désormais sur l'ensemble de la région.

680

L'imam chiite Hussein est vaincu lors de la bataille de Karbala, en Irak. Le califat sunnite triomphe et contrôle l'Irak jusqu'aux invasions mongoles (XIIIe-XIVe siècles).

1503

Le chiisme devient religion officielle en Perse sous le chah Ismaïl Ier. Celui-ci instaure les lieux saints chiites de Qom et Meched, pour concurrencer ceux de Nadjaf et Karbala en Irak. Début des guerres entre les Empires persan et ottoman.

1555

Traité d'Amassia : la Perse renonce à toute prétention sur l'Irak et le Chatt el-Arab.

1639

Le traité de Qasr-e-Shirin confirme les termes du traité d'Amassia. Différend entre Persans et Ottomans pour le contrôle de la province du Khouzistan-Arabistan.

1746

Le traité de Constantinople confirme les précédents : l'Irak et le Chatt el-Arab appartiennent à l'Empire ottoman qui devient protecteur de l'Arabistan.

1837

L'émir Hadj Jaber Ben Mirdao crée l'émirat de Mohammara (Khorramchahr) sur la plus grande partie de l'Arabistan.

1847

Le traité d'Erzeroum (31 mai) délimite pour la première fois précisément la frontière entre les Empires ottoman et persan. L'Empire ottoman conserve le contrôle de l'Irak et du Chatt el-Arab. L'Empire persan récupère le Khouzestan (Arabistan) et obtient le droit de naviguer librement sur le Chatt el-Arab. L'émirat de Mohammara se voit reconnaître un statut d'autonomie par le chah de Perse.

1913

Le protocole de Constantinople (4 novembre) fige très précisément la frontière entre les Empires ottoman et persan. Seule différence notable par rapport aux traités précédents : une dizaine d'îlots du Chatt el-Arab passent sous contrôle persan.

1920

Après la chute de l'Empire ottoman, le Royaume-Uni exerce un mandat de la Société des nations sur l'Irak. L'Empire persan des kadjars s'effondre. Londres cesse de soutenir l'émirat de Mohammara. Les armées russes occupent le nord de la Perse.

1924

Reza Khan Pahlavi s'empare du pouvoir et se fait sacrer chah d'Iran. L'année suivante, il reconquiert l'émirat de Mohammara qui est intégré à la province du Khouzistan.

1930

L'Irak accède à l'indépendance (30 juin) et devient une monarchie hachémite dirigée par le roi Fayçal. Le nationalisme irakien se développe au sein de l'armée irakienne. Tensions entre l'Irak et l'Iran.

1937

Le traité de Téhéran (18 juillet) confirme le protocole de Constantinople de 1913, mais dispose que la frontière fluviale entre l'Irak et l'Iran passe au niveau du talweg le long d'un étroit segment du Chatt el-Arab, entre Khorramchahr (Mohammara) et Abadan.

1941

Avril-mai	L'armée britannique met fin à un coup d'Etat militaire proallemand en Irak.
Septembre	Le Royaume-Uni et l'Union soviétique occupent l'Iran et détrônent le chah. Celui-ci est remplacé par son fils Mohammed Reza Pahlavi qui devient le nouveau chah d'Iran. Les troupes d'occupation quittent l'Iran en 1946.

1958

14 juillet	Le général Abdel Karim Kassem renverse la monarchie irakienne et se rapproche des Soviétiques. Il est renversé par Abdel Salam Aref (en 1963), lui-même assassiné et remplacé par son frère Abdel Rahman (en 1966). Violents affrontements avec les Kurdes irakiens et regain de tensions entre l'Irak et l'Iran.

1967

Juin	Bagdad rompt ses relations diplomatiques avec Washington à l'issue de la guerre des Six-Jours.

1968

17 juillet	Le parti Baas s'empare du pouvoir en Irak. Le général Al-Bakr devient président. Il est secondé par Saddam Hussein qui est nommé numéro 2 du Conseil de commandement de la révolution.

1969

19 avril	Le chah dénonce le traité de Téhéran (1937), revendique la souveraineté partagée sur le Chatt el-Arab et soutient activement la guérilla kurde irakienne.

1970

11 mars	Le pouvoir irakien concède un statut d'autonomie aux Kurdes qui bénéficient toujours du soutien matériel du chah d'Iran. Saddam Hussein devient vice-président de la République. Rupture définitive entre les branches syrienne et irakienne du parti Baas après que Hafez el-Assad a pris le pouvoir à Damas.

1971

Décembre	Le Royaume-Uni achève son retrait du Golfe. Oman, les Emirats arabes unis, Qatar et Bahreïn accèdent à l'indépendance. L'Iran s'empare de trois îlots situés près du détroit d'Ormuz revendiqués par les EAU (Abou Moussa, Petite et Grande Tomb). Les Etats-Unis et le Royaume-Uni adoubent l'Iran dans le rôle de gendarme du Golfe. Livraisons massives d'armes américaines et britanniques à l'armée iranienne.

1972

9 avril	Conclusion d'un traité d'amitié et de coopération entre l'Irak et l'URSS. Moscou livre des armes modernes à Bagdad. Le pouvoir irakien, désireux de diversifier ses

	sources d'approvisionnement, entame un partenariat privilégié avec la France.
1er juin	Nationalisation de l'industrie pétrolière irakienne. Le régime baassiste se lance dans un ambitieux programme de réformes et de modernisation de la société irakienne.
18 juin	Saddam Hussein se rend à Paris. Accord pétrolier franco-irakien.

1973

6-25 octobre	L'Irak participe à la guerre israélo-arabe du Kippour et se rapproche des monarchies du Golfe.

1974

Mars	Le PDK de Moustafa Barzani (soutenu par l'Iran, les Etats-Unis et Israël) déclare l'indépendance du Kurdistan irakien. Violents combats entre l'armée irakienne et la rébellion kurde. Plusieurs milliers de fantassins iraniens combattent aux côtés des *peshmergas* kurdes.
27 juin	L'Iran et la France signent un accord de coopération nucléaire civile.
Décembre	La France accepte de livrer des armes sophistiquées à l'Irak. Elle accepte parallèlement un prêt de 1 milliard de dollars du chah d'Iran pour la construction de l'usine d'enrichissement nucléaire Eurodif.

1975

6 mars	Accord d'Alger entre le chah et Saddam Hussein. L'Irak reconnaît une souveraineté partagée sur le Chatt el-Arab. La nouvelle frontière fluviale entre les deux pays fait l'objet d'un protocole annexé au traité de bon voisinage, qui est conclu à Bagdad le 13 juin. Privée de tout soutien, la rébellion kurde s'effondre. Jalal Talabani en profite pour créer l'UPK, rivale du PDK de Moustafa Barzani.

24 juin	Accord de Saïda par lequel la communauté chiite libanaise reconnaît l'autorité du clergé iranien représenté par l'ayatollah Khomeiny, en exil en Irak depuis 1964.
18 novembre	L'Irak et la France signent un accord de coopération nucléaire civile.

1978

5 octobre	L'ayatollah Khomeiny quitte son exil irakien pour s'installer en France, à Neauphle-le-Château.
Décembre	Paroxysme de la contestation contre le régime du chah en Iran.

1979

16 janvier	Mohammed Reza Pahlavi quitte l'Iran. Chapour Bakhtiar assure l'intérim.
1er février	L'ayatollah Khomeiny rentre triomphalement à Téhéran. Début de la révolution islamique en Iran. Accélération du programme nucléaire irakien.
2 avril	Proclamation de la République islamique d'Iran. L'épuration antioccidentale prend une tournure de plus en plus violente. Plusieurs factions régionalistes constituées de Kurdes, d'Arabes, d'Azéris et de Baloutches entrent en dissidence.
9 avril	L'Iran dénonce l'accord de coopération nucléaire avec la France et demande le remboursement du prêt consenti par le chah. Début de l'affaire Eurodif qui va empoisonner les relations franco-iraniennes pendant une décennie. La France accroît son assistance militaire à l'Irak.
5 mai	Création du corps des gardiens de la révolution (*pasdarans*).
16 juillet	Saddam Hussein s'empare du pouvoir à Bagdad et déclenche d'importantes purges au sein de l'armée et du parti Baas.
28 juillet	Saddam Hussein dénonce un complot syrien visant à le renverser. L'échec du projet d'union entre l'Irak et la

	Syrie pousse cette dernière à s'allier avec l'Iran.
Août- septembre	Tentatives de rapprochement informel entre Washington et Téhéran.
22 octobre	Les Etats-Unis accordent le droit d'asile au chah.
30 octobre	Saddam Hussein remet sur la table la question du statut du Chatt el-Arab.
4 novembre	Attaque de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran : une cinquantaine d'Américains sont retenus en otage pendant plus de quatorze mois.
7 novembre	Création du corps des *bassidjis* en Iran. Mohammed Ali Radjai (proche du clergé) remplace Mehdi Bazargan (laïc) à la tête du gouvernement iranien.
20 novembre	Prise d'otages sanglante à La Mecque. Fortes tensions entre communautés sunnites et chiites.
3 décembre	Adoption d'une Constitution iranienne établissant une république islamique, prévoyant l'équilibre des pouvoirs entre institutions séculières et religieuses. Regain de tension entre l'Irak et l'Iran.
26 décembre	L'armée soviétique envahit l'Afghanistan.

1980

23 janvier	Annonce de la « doctrine Carter » visant à sécuriser le Moyen-Orient.
25 janvier	Bani Sadr est élu président de la République en Iran. Luttes intestines entre progressistes et parti islamique pour le contrôle effectif du pouvoir.
1er avril	Attentat manqué contre Tarek Aziz, à Bagdad, attribué à un chiite irakien. Exécution de l'ayatollah Al-Sadr, chef de file de la communauté chiite irakienne. La tension s'exacerbe entre l'Irak et l'Iran.
7 avril	Les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Iran.
24 avril	Fiasco de l'opération Eagle Claw (libération des otages retenus en Iran).

9-10 juillet	Echec d'un complot militaire en Iran. Purges sanglantes dans l'armée. La lutte contre les insurgés kurdes, arabes, baloutches et azéris s'intensifie.
16 juillet	Saddam Hussein demande à son état-major de se préparer à la guerre.
18 juillet	Arrestation d'Anis Naccache, chef d'un commando iranien ayant tenté d'assassiner Chapour Bakhtiar, réfugié en France.
5-6 août	Saddam Hussein se rend en Arabie saoudite pour informer le roi Khaled de sa décision de conduire une « croisade militaire » contre l'Iran.
4 septembre	L'artillerie iranienne bombarde des positions frontalières irakiennes. Début d'une guerre d'usure qui va durer jusqu'au déclenchement des hostilités.
17 septembre	Saddam Hussein dénonce l'accord d'Alger du 6 mars 1975.
22 septembre 1980	**Début de la guerre Iran-Irak**. L'armée irakienne lance une offensive aérienne et pénètre sur une trentaine de kilomètres à l'intérieur du territoire iranien. Réactions désordonnées sur la scène internationale.
28 septembre	Le Conseil de sécurité de l'Onu adopte la Résolution 479 appelant les belligérants à mettre fin aux hostilités. Saddam Hussein se dit prêt à stopper son offensive en cas d'acceptation par l'Iran d'une négociation globale.
30 septembre	Les Etats-Unis annoncent l'envoi d'un croiseur et de 4 Awacs dans le Golfe. L'aviation iranienne bombarde la centrale nucléaire irakienne Osirak. Les troupes irakiennes piétinent devant Khorramchahr, Ahwaz et Dezfoul.
1er octobre	Saddam Hussein décrète unilatéralement une pause opérationnelle d'une semaine. L'Iran décrète le blocus maritime de l'Irak.
12 octobre	Le pouvoir iranien met en place un Conseil supérieur de défense pour encadrer plus strictement l'action de l'armée et renforcer le pouvoir des *pasdarans*.
14 octobre	Début du siège de Abadan par l'armée irakienne.
24 octobre	Les Irakiens s'emparent de Khorramchahr.

18 novembre	Début de la mission de bons offices d'Olof Palme, représentant spécial des Nations unies auprès des belligérants.
27-29 novembre	Les Iraniens renforcent leur blocus maritime en remportant une bataille aéronavale à l'embouchure du Chatt el-Arab. La marine irakienne est hors jeu.
10 décembre	Les Irakiens passent en mode défensif. **Fin de la première phase de la guerre**.
24 décembre	Les Irakiens bombardent massivement le terminal pétrolier de Kharg et ouvrent un nouveau front au Kurdistan iranien.

1981

5-8 janvier	Echec d'une première contre-offensive iranienne.
15 janvier	L'armée irakienne pénètre au Kurdistan iranien.
19 janvier	Washington et Téhéran s'entendent à Alger sur les modalités de libération des otages américains. Ceux-ci sont libérés le lendemain lors de la prestation de serment de Ronald Reagan à la Maison Blanche.
1er avril	Insurrection populaire au Kurdistan iranien, soutenue par Bagdad.
4 avril	Spectaculaire raid aérien iranien sur la base irakienne H-3.
12 avril	Premiers contacts à Bagdad entre Américains et Irakiens.
25 mai	Création du Conseil de coopération du Golfe (CCG).
7 juin	L'aviation israélienne détruit la centrale nucléaire irakienne Osirak.
20 juin	Le président Bani Sadr est démis de ses fonctions en Iran. Il s'enfuira un mois plus tard en France, avec Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple.
21 juin	Le ministre de la Défense iranien disparaît dans un accident d'avion.
28 juin	La direction du parti islamique iranien est décapitée par un attentat attribué aux Moudjahidin du peuple. Le clergé réagit en prenant le pouvoir à Téhéran.

3 juillet	Saddam Hussein propose une nouvelle trêve.
28 juillet	Mohammed Ali Radjai est élu président de la République en Iran. Il est tué un mois plus tard dans un attentat, avec son Premier ministre.
4 septembre	L'ambassadeur français Louis Delamare est assassiné à Beyrouth. Début d'une campagne d'attentats visant les intérêts français au Liban.
26-30 septembre	Offensive iranienne Huitième Imam au Khouzistan. Les Irakiens lèvent le siège de Abadan et se replient sur la rive ouest du Karoun.
2 octobre	Ali Khamenei est élu président de la République en Iran. Akbar Hashemi Rafsandjani demeure président du Parlement. Mir Hossein Moussavi est nommé Premier ministre pour la durée de la guerre.
Octobre-novembre	Vaste offensive iranienne contre les *peshmergas* kurdes.
29 novembre-7 décembre	Offensive iranienne Sur la route de Jérusalem dans le secteur de Susangerd. Les Iraniens libèrent Bostan et progressent en direction de Hamid.
12-24 décembre	Offensive iranienne Lever de l'aurore dans le secteur de Qasr-e-Shirin. Les Iraniens libèrent Geilan Zarb et Zahab.
15 décembre	Saddam Hussein propose une « paix des braves ».
16 décembre	Echec d'un putsch chiite à Bahreïn.

1982

21-30 mars	Les Iraniens obtiennent leur première grande victoire face aux Irakiens dans le secteur de Fakkeh (opération Victoire évidente).
8 avril	La Syrie ferme l'oléoduc Kirkouk-Baniyas et sa frontière avec l'Irak. Bagdad et Ankara s'entendent pour doubler la capacité de l'oléoduc Kirkouk-Dortyol.
9 avril	Arrestation de Sadeq Ghotbzadeh en Iran. L'armée régulière est mise au pas.
30 avril-24 mai	Les Iraniens reprennent Khorramchahr lors de l'offensive Ville sainte.
3 mai	

	L'Irak abat l'avion transportant le ministre algérien des Affaires étrangères, alors qu'il se rendait en Iran.
6 juin	Israël envahit le Sud-Liban (opération Paix en Galilée).
10-20 juin	Saddam Hussein proclame unilatéralement le cessez-le-feu, appelant les Iraniens à joindre leurs forces aux siennes pour affronter Israël au Liban. Refus iranien. Saddam Hussein ordonne néanmoins le repli de l'armée irakienne sur la frontière. **Fin de la seconde phase de la guerre**.
22 juin	L'Iran annonce la poursuite de la guerre jusqu'à la chute du régime irakien.
25-27 juin	Le président irakien profite du 9e Congrès du Baas pour purger le parti et réorganiser le commandement de l'armée.
Juillet	Les Etats-Unis entament un prudent rapprochement en direction de Bagdad. Ils retirent l'Irak de la liste des Etats soutenant le terrorisme. Début des prises d'otages occidentaux au Liban. L'URSS reprend ses livraisons d'armes à l'Irak.
12 juillet	Le Conseil de sécurité de l'Onu adopte la Résolution 514 appelant les belligérants à respecter le cessez-le-feu : Bagdad l'accepte ; Téhéran la rejette.
13-31 juillet	Offensive iranienne Ramadan béni dans le secteur de Bassora.
12 août	Saddam Hussein décrète le blocus pétrolier de l'Iran et édicte une zone d'exclusion maritime autour de l'île de Kharg. Téhéran réplique en instaurant sa propre zone d'exclusion maritime dans le Golfe.
18 août	Annonce de la création du ministère des *pasdarans* (effective le 7 novembre).
25 août	Intervention de la FMSB à Beyrouth.
Septembre	Violents combats au Kurdistan iranien.
11 septembre	Accrochage naval à la sortie de la base navale de Bouchehr.
1er-6 octobre	Offensive iranienne Moslem ibn Akil dans le secteur de Mandali.

4 octobre	Le Conseil de sécurité de l'Onu adopte la Résolution 522 (sans suite).
19 octobre	Relance du programme nucléaire iranien.
1er-16 novembre	Offensive iranienne Moharram sacré dans le secteur de Amara.
Décembre	Youri Andropov succède à Leonid Brejnev au Kremlin. L'URSS change d'attitude, ostracise l'Iran et soutient fermement l'Irak. La Chine, de son côté, soutient désormais ouvertement l'Iran.

1983

4 janvier	Tarek Aziz négocie l'achat de nouvelles armes françaises et s'entend avec Paris sur le rééchelonnement de la dette irakienne.
6-11 février	A l'issue de l'offensive Prélude dans le secteur de Fakkeh, l'Iran opte pour une stratégie d'usure.
15 février	Expulsion d'Iran du résident du KGB à Téhéran. Les relations entre l'URSS et l'Iran sont au plus bas. La Chine et la Corée du Nord se rapprochent de l'Iran.
Avril	Téhéran lance une vaste opération contre les *peshmergas* au Kurdistan iranien.
10-17 avril	Offensive iranienne Aurore 1, de nouveau dans le secteur de Fakkeh.
12-15 avril	Combats navals entre patrouilleurs irakiens et iraniens.
25 mai	Bagdad propose l'arrêt des bombardements contre les populations civiles.
7 juin	Saddam Hussein propose une trêve de un mois à l'occasion du ramadan.
20-30 juillet	Offensive Aurore 2 en direction du Kurdistan irakien.
30 juillet-10 août	Offensive Aurore 3 dans le secteur de Mehran.
29 août	Premiers attentats contre les contingents occidentaux déployés au Liban.
9 octobre	

	Arrivée en Irak des 5 Super Etendard loués par la France, tous équipés de missiles Exocet. L'Iran considère que la France vient de franchir une ligne rouge.
15 octobre	Premières manœuvres militaires dans le cadre du CCG.
20 octobre-19 novembre	Offensive Aurore 4 en direction du Kurdistan irakien. Première utilisation d'armes chimiques par l'armée irakienne.
23 octobre	Attentats contre les contingents français (Drakkar) et américains stationnés à Beyrouth (300 morts).
31 octobre	Le Conseil de sécurité adopte la Résolution 540 (sans suite).
9 novembre	Rasfandjani prononce un violent réquisitoire contre la France.
17 novembre	L'Aéronautique navale française bombarde une caserne du Hezbollah à Baalbek au Liban (opération Brochet). Campagne d'attentats en France.
12 décembre	Attentats contre les ambassades de France et des Etats-Unis au Koweït.
14 décembre	Début des bombardements navals américains contre les positions du Hezbollah au Liban (derniers bombardements le 26 février 1984).
20 décembre	Donald Rumsfeld rencontre Saddam Hussein à Bagdad et s'entend avec lui sur le principe du rétablissement des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Irak.

1984

1er-2 février	Seconde rencontre entre Donald Rumsfeld et Saddam Hussein à Bagdad.
12-15 février	Offensive iranienne Libération de Jérusalem au Kurdistan irakien. L'Irak riposte en déclenchant la guerre des villes (jusqu'au 12 juin).
16-22 février	Offensives Aurore 5 et 6 entre Koût et Amara.
22 février-12 mars	Offensive iranienne Kheibar dans le secteur des îles Majnoun. Première utilisation de gaz neurotoxiques par les Irakiens.

28 février	La France décide de rééquilibrer sa politique à l'égard des belligérants, adoptant une attitude plus équilibrée. Ralentissement des livraisons d'armes à l'Irak.
16 mars	Enlèvement du chef de poste de la CIA à Beyrouth.
24 mars	Troisième visite de Donald Rumsfeld à Bagdad. L'aviation irakienne attaque pour la première fois la centrale nucléaire iranienne en construction de Bouchehr.
27 mars	Première attaque des Super Etendard irakiens contre le trafic pétrolier iranien. Début de la guerre des pétroliers.
17 mai	Rafsandjani remporte le second tour des élections législatives en Iran.
1er juin	Le Conseil de sécurité adopte la Résolution 552 (sans suite).
5 juin	La chasse saoudienne abat un Phantom iranien. L'Arabie saoudite met en place une zone d'exclusion aérienne et navale (ligne Fahd). Les Etats-Unis annoncent l'envoi d'un groupe aéronaval dans le golfe d'Oman.
9 juillet-20 septembre	La Libye mouille des mines dérivantes en mer Rouge.
31 juillet	Prise d'otage d'un Airbus d'Air France par des *pasdarans*. Début des négociations directes entre la France et l'Iran. Celles-ci vont porter sur l'affaire Eurodif, l'expulsion de Massoud Radjavi, la libération d'Anis Naccache, l'arrêt des ventes d'armes françaises à l'Irak et sur d'éventuelles livraisons d'armes à l'Iran.
15 août	Début de la guérilla du PKK en Turquie.
20 septembre	Attentat sanglant contre l'ambassade américaine à Beyrouth.
15 octobre	Accord turco-irakien permettant à l'armée turque de poursuivre le PKK en Irak. La guérilla kurde se soulève contre le régime irakien.
18-22 octobre	Offensive Aurore 7 dans le secteur de Mehran.
26 novembre	Rétablissement des relations diplomatiques entre Washington et Bagdad.

1985

11-22 mars	L'offensive iranienne Badr, dans le secteur des îles Majnoun, se solde par une victoire irakienne grâce à l'utilisation intensive d'armes chimiques.
11 mars-15 juin	Second épisode de la guerre des villes.
22 mars	Début d'une campagne d'enlèvements de ressortissants français au Liban, alors que les négociations franco-iraniennes périclitent.
21 avril	Saddam Hussein propose une feuille de route pour mettre un terme à la guerre.
Juin	Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite s'entendent sur une nouvelle stratégie pétrolière pour asphyxier l'Iran et l'Union soviétique. Riyad ouvre grandes les vannes de sa production pétrolière, entraînant l'effondrement du prix du baril.
14-28 juin	Opération iranienne Jérusalem 1 au nord des îles Majnoun.
19 juin	Opération Jérusalem 2 autour de Qasr-e-Shirin.
20-30 juin	Opération iranienne Victoire dans le secteur de Bassora.
14-30 juillet	Opération Jérusalem 3 au Kurdistan irakien.
26 juillet-7 août	Opération Jérusalem 4 dans le secteur de Mandali.
14 août	L'aviation irakienne entame une campagne de bombardements de quatre mois contre le terminal pétrolier de Kharg.
16 août	En Iran, Ali Khamenei est réélu à la présidence de la République.
20 août	Premières livraisons de missiles américains à l'Iran dans le cadre de l'Irangate.
Septembre	Vives tensions entre Moscou et Téhéran après l'enlèvement de quatre diplomates soviétiques à Beyrouth (30 septembre). Mikhaïl Gorbatchev décide de se rapprocher prudemment de l'Iran.
8-18 septembre	Opération Jérusalem 5 au Kurdistan irakien.
16-30 septembre	Opération Jérusalem 6 entre Sumer et Mehran.
23 octobre-7 novembre	Opération iranienne Achoura dans les marais de Hoveyzeh.

24 octobre	Inauguration de l'oléoduc reliant l'Irak à l'Arabie saoudite.
16 décembre	Saddam Hussein rencontre Mikhaïl Gorbatchev à Moscou.

1986

6-14 janvier	Les Irakiens reprennent une partie des îles Majnoun.
12 janvier	Première interception d'un navire américain par la marine iranienne dans le détroit d'Ormuz.
9 février-13 mars	Les Iraniens s'emparent de la péninsule de Fao (Aurore 8).
24 février	Le Conseil de sécurité adopte la Résolution 582 (sans suite).
25 février-8 mars	Première phase de l'offensive Aurore 9 au Kurdistan irakien.
28 février	L'affaire Luchaire (ventes de munitions françaises à l'Iran) éclate au grand jour en France.
15 avril	Raid américain contre la Libye.
23 avril-20 mai	Seconde phase de l'offensive Aurore 9 au Kurdistan irakien.
Mai	La France se déclare prête à rembourser la dette Eurodif à l'Iran. Elle expulse Massoud Radjavi qui trouve refuge en Irak. Deux otages français sont libérés à Beyrouth. La dégradation de l'état de santé de l'ayatollah Khomeiny provoque une crise politique à Téhéran.
14-17 mai	Les Irakiens s'emparent d'une poche de territoire iranien autour de Mehran et proposent de l'échanger contre la péninsule de Fao.
25 mai	Une délégation américaine se rend secrètement à Téhéran pour accélérer les négociations armes contre otages dans le cadre de l'Irangate.
30 juin-10 juillet	Les Iraniens libèrent la poche de Mehran à l'issue de l'offensive Karbala 1.
12 août	Premier raid irakien contre le terminal pétrolier flottant de Sirri.

23 août	Incursion militaire turque au Kurdistan irakien.
29 août	Premier raid irakien contre le terminal pétrolier de Lavan.
31 août- 7 septembre	Offensive Karbala 2 au Kurdistan irakien. Raids iraniens à la frontière irako-turque.
1er-2 septembre	Opération Karbala 3 contre le terminal de Kohr al-Amaya.
3 novembre	Le scandale de l'Irangate éclate au grand jour.
22 novembre	La France rembourse une première tranche du prêt Eurodif à l'Iran, après une campagne d'attentats à Paris. Un otage français est libéré à Beyrouth.
25 novembre	Premier raid irakien contre le terminal pétrolier flottant de Larak.
24-27 décembre	Offensive Karbala 4 dans le secteur de Bassora.

1987

8 janvier-26 février	Offensive Karbala 5 contre Bassora. Crise de commandement au sein de l'état-major irakien. Nouvel épisode de la guerre des villes.
13-26 janvier	Offensive Karbala 6 dans le secteur de Mandali.
21 janvier	Proposition d'un nouveau plan de paix par Saddam Hussein. L'Iran répond en tirant deux missiles Silkworm contre le Koweït.
13 février	La visite du ministre iranien des Affaires étrangères à Moscou marque une nouvelle étape dans le rapprochement entre l'URSS et l'Iran.
3-9 mars	Offensive Karbala 7 au Kurdistan irakien. Nouvelle incursion militaire turque contre le PKK réfugié en Irak. Jalal Talabani (UPK), Massoud Barzani (PDK) et Mahmoud Othman (PSK) s'entendent pour unifier la résistance kurde contre le régime irakien. Saddam Hussein déclenche l'opération Anfal contre la rébellion kurde.
2 avril	Washington s'engage à transférer 11 pétroliers koweïtiens sous pavillon américain. Londres annonce le

	renforcement de l'Armilla Patrol dans le Golfe.
6-11 avril	Offensive Karbala 8 : ultime assaut iranien contre Bassora.
9-14 avril	Offensive Karbala 9 dans le secteur de Qasr-e-Shirin. L'Irak et l'URSS renouvellent leur traité d'amitié et de coopération.
14-30 avril	Offensive Karbala 10 au Kurdistan irakien. L'Iran cesse ses offensives à outrance et privilégie de nouveau la guerre d'usure. **Fin de la troisième phase de la guerre**.
15 avril	L'URSS transfère 3 pétroliers koweïtiens sous pavillon soviétique.
8 mai	Le Kremlin annonce l'envoi d'une flottille de guerre dans le Golfe.
16-20 mai	Premiers pétroliers endommagés par des mines iraniennes.
17 mai	Attaque de la frégate *USS Stark* par un Falcon 50 irakien.
Juin-Juillet	L'Affaire Gordji éclate en France. Début de la guerre des ambassades entre Paris et Téhéran. La France rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran le 17 juillet et déploie son groupe aéronaval dans le Golfe (opération Prométhée).
20 juillet	Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Onu) s'entendent sur un plan global de paix pour mettre un terme à la guerre Iran-Irak (Résolution 598).
21 juillet	Les Etats-Unis annoncent l'envoi d'importants renforts navals dans le Golfe et déclenchent les opérations Earnest Will (escorte des navires américains) et Prime Chance (surveillance de l'activité navale des *pasdarans*). Nombreux incidents entre l'US Navy et les forces aériennes et navales iraniennes.
Août- septembre	Attaques iraniennes au Kurdistan irakien (Nasser 5, 6 et 7).
2-5 septembre	Mission de bons offices du secrétaire général des Nations unies en Irak et en Iran. L'Iran tire 3 missiles Silkworm contre le Koweït.

7-8 septembre	Les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie annoncent l'envoi de bâtiments de guerre dans le Golfe.
21 septembre	L'US Navy s'empare du navire iranien *Iran Ajr* alors que celui-ci mouille des mines au large de Bahreïn.
3 octobre	L'US Navy et la marine saoudienne repoussent une flottille de *pasdarans* au large de Khafji.
8 octobre	L'US Navy coule une vedette de *pasdarans* et en endommage 2 autres à proximité de la base flottante américaine *Hercules*.
15-16 octobre	L'Iran tire 2 nouveaux missiles Silkworm contre le Koweït. Le supertanker américain *Sea Isle City* est gravement endommagé.
19 octobre	Les Etats-Unis déclenchent l'opération Nimble Archer (destruction de la plate-forme off-shore iranienne Rostam).
22 octobre	L'Iran tire un nouveau missile Silkworm contre le Koweït, qui accepte l'offre d'assistance militaire américaine.
28 octobre-1er novembre	Nouvelle médiation soviétique entre Bagdad et Téhéran.
27-28 novembre	Fin de la guerre des ambassades entre Paris et Téhéran. La France autorise le départ vers l'Iran de Wahid Gordji. L'Iran lève le siège de l'ambassade de France à Téhéran. Deux otages français sont libérés à Beyrouth. La France rembourse une seconde tranche du prêt Eurodif à l'Iran.
7 décembre	L'Iran tire un missile Silkworm contre le Koweït.

1988

12 janvier-26 février	Opérations iraniennes Victoire 5 et 6 et Ville sainte 2 au Kurdistan irakien. Les Irakiens intensifient l'opération Anfal.
28 février	L'Iran tire une salve de missiles Scud contre Bagdad. L'Irak réplique en tirant des missiles Al-Hussein contre Téhéran. Début de la guerre des capitales qui fait rage jusqu'au 20 avril.

13-16 mars	Les Iraniens s'emparent de Halabja et du barrage de Doukan au Kurdistan irakien, lors des offensives Victoire 7 et Ville sainte 3.
16 mars	Frappe chimique irakienne contre la bourgade de Halabja.
14 avril	La frégate *USS Samuel Roberts* gravement avariée par une mine dans le Golfe.
17-18 avril	Les Irakiens libèrent la péninsule de Fao (opération Ramadan béni).
18 avril	Lors d'une bataille aéronavale dans le Golfe, l'US Navy coule plusieurs bâtiments de la marine iranienne et détruit deux plates-formes off-shore utilisées par les *pasdarans* (opération Praying Mantis).
20 avril	L'Iran tire un missile Scud contre le Koweït.
4 mai	Libération des derniers otages français retenus au Liban entre les deux tours de l'élection présidentielle française. François Mitterrand, réélu, décide de gracier Anis Naccache et d'apurer définitivement l'affaire Eurodif (le solde du prêt fera l'objet d'un dernier règlement par la France le 29 décembre 1991).
13 mai	L'opposition religieuse conservatrice de gauche remporte le second tour des élections législatives en Iran, mettant Rafsandjani en difficulté.
15 mai	L'armée soviétique entame son retrait d'Afghanistan.
25-27 mai	Offensive irakienne Tawakkalna 1 dans le secteur de Bassora.
29 mai-2 juin	Les présidents américain et soviétique se rencontrent à Moscou pour discuter de la crise dans le Golfe.
13-15 juin	Echec d'une contre-offensive iranienne dans le secteur de Bassora.
15-30 juin	L'armée irakienne regagne du terrain au Kurdistan irakien.
18-21 juin	Les Moudjahidin du peuple s'emparent de Mehran.
25-28 juin	Les Irakiens récupèrent les îles Majnoun (Tawakkalna 2).
3 juillet	Le croiseur *USS Vincennes* abat un Airbus iranien dans le Golfe.

12-14 juillet	Offensive irakienne Tawakkalna 3 dans le secteur de Dehloran.
15 juillet	Le pouvoir iranien décide de mettre un terme à la guerre.
17 juillet	Saddam Hussein énonce ses conditions pour accepter le cessez-le-feu.
18 juillet	L'Iran accepte les termes de la Résolution 598 du Conseil de sécurité.
20 juillet	L'ayatollah Khomeiny endosse publiquement le cessez-le-feu, déclarant qu'il a pris cette décision « comme on absorbe un poison ».
22-27 juillet	L'armée irakienne prend des gages sur les fronts centre et sud pour accroître la pression sur Téhéran (offensive Tawakkalna 4).
26-30 juillet	L'armée iranienne écrase une ultime offensive des Moudjahidin du peuple en direction de Kermanchah (opération Mersad).
6 août	L'Iran accepte le cessez-le-feu sans conditions.
20 août	Entrée en vigueur du cessez-le-feu surveillé par une Force d'observateurs de l'Onu. **Fin de la guerre Iran-Irak**.
24 août	Début des négociations directes entre l'Irak et l'Iran, à Genève.
3 septembre	L'armée irakienne annonce avoir reconquis la totalité du territoire irakien qui se trouvait auparavant aux mains de la rébellion kurde.
25 septembre	Fin de l'opération américaine Earnest Will et de l'opération française Prométhée dans le Golfe.
25 octobre	Réouverture du terminal de Kharg et retour à la normalité pour le trafic maritime pétrolier dans le Golfe.
19 novembre	Les autorités iraniennes excluent toute reprise des hostilités.
24 novembre	Début de l'échange des prisonniers.
29 décembre	Constitution d'un comité militaire mixte irako-iranien pour consolider l'application du cessez-le-feu.

1989

14 février	L'ayatollah Khomeiny édicte une fatwa contre Salman Rushdie, pour blasphème, faisant par là même diversion sur la défaite iranienne.
5 mai	La disparition de Adnan Khairallah, ministre irakien de la Défense, conforte la position des fils de Saddam au sein du clan familial.
3 juin	Décès de l'ayatollah Khomeiny. Ali Khamenei devient le nouveau guide (4 juin), tandis qu'Akbar Hashemi Rasfandjani est élu président (28 juillet). Accélération des négociations pour la conclusion d'un accord de paix.

1990

20 août	Signature d'un traité de paix entre l'Irak et l'Iran, mettant un terme officiel à la guerre entre les deux pays, dix-huit jours après que l'Irak a envahi le Koweït. L'armée irakienne se retire des derniers territoires iraniens occupés et chacune des deux parties procède à l'échange des derniers prisonniers de guerre. La Force de l'Onu de surveillance du cessez-le-feu plie bagages six mois plus tard (février 1991), lors de l'entrée en vigueur officielle du traité.

Eléments de comparaison entre l'Irak et l'Iran en 1980

	IRAK	IRAN
Superficie	438 000 km²	1 648 000 km²
Relief dominant	Plaines et marais	Montagnes et hauts plateaux
Climat	Subdésertique	Aride
Population (1980)	13 millions d'habitants	39 millions d'habitants
Langue	Arabe	Persan
Principales ethnies	Arabes : 80 % Kurdes : 18 % Turkmènes : 2 %	Perses : 55 % ; Azéris : 25 % ; Kurdes : 10 % ; Arabes : 2 % ; Baloutches : 3 %
Religions	Musulmans chiites : 54 % Musulmans sunnites : 43 % Chrétiens chaldéens : 3 %	Musulmans chiites : 85 % Musulmans sunnites : 13 % Autres : 2 %
Capitale	Bagdad	Téhéran
Régime institutionnel	République présidentielle	République islamique

Nombre de provinces	18	30
Monnaie	Dinar irakien	Rial
PNB (1980)	45 milliards de $	110 milliards de $
Budget de la défense (1980)	2,8 milliards de $ (6,5 % du PNB)	4,5 milliards de $ (4 % du PNB)
Total des forces armées (1980)	250 000 hommes (1,9 % de la population)	290 000 hommes (0,7 % de la population)
Service militaire	24 mois	18 mois
Effectif moyen d'une classe d'âge mobilisable	135 000 hommes / an	420 000 hommes / an

L'Irak et l'Iran partagent une frontière commune de 1 458 km.

Les principaux responsables militaires

En Irak

Président et chef des armées : Saddam Hussein.

Ministre de la Défense : Adnan Khairallah.

Chef des services de renseignements : Ali Hassan al-Majid (proconsul pour le Kurdistan irakien à partir de 1987).

Chef d'état-major des armées : Abdul Jabar Khalil Shamshal (1980-1982), Mohammed Abdel Jawad Dhanoun (1982-1986), Saladin Aziz (janvier-février 1987) et Nizar Abdel Karim Khazraji (1987-1988).

Chef des opérations : Abdel Jabar Assadi (1980-1982), Abdel Jawad Dhanoun (1982-1986), Nizar Abdel Karim Khazraji (1986-1987) et Hussein Rachid Mohammed (1987-1988).

Chef de l'Armée populaire : Taha Yassine Ramadan.

Chef des services de renseignement militaire : Abdel Jawad Dhanoun (1980-1982), Mahmoudi Shahin (1982-1986) et Sabar Duri (1986-1988).

Commandant de l'aviation : Mohamed Jassam Jabouri (1980-1984) et Hamid Shaaban (1984-1988).

Commandant de la marine : Aladin Hammad Janabi (1980-1982) et Abid Mohammed Kabi (1982-1988).

Commandant le 1er Corps : Mohammed Fathi Amin (1980-1982), Maher Abdel Rachid (1982-1984), Nizar Abdel Karim Khazraji (1984-1986) et Kamel

Sajid Aziz (1987-1988).

Commandant le 2e Corps : Abdallah Abdel Latif (1980-1981), Moustapha Aziz (1981-1982), Mohammed Fathi Amin (1982-1983), Zia Tawfik Ibrahim (1983-1986) et Abdel Satar Mouaïni (1986-1988).

Commandant le 3e Corps : Saadi Toumah Abouri (1980-1981), Salah Qadhi (1981-1982), Saadi Jabouri (1982-1984), Maher Abdel Rachid (1984-1986), Talal Duri (1986) et Zia Aladin Djamal (1987-1988).

Commandant le 4e Corps : Hicham Sabah Fakhri (1981-1983) et Tabet Sultan Ahmed (1983-1987).

Commandant le 5e Corps : Saadi Jabouri (1984-1985), Zia Aladin Djamal (1985-1986) et Talal Duri (1986-1988).

Commandant le 6e Corps : Hicham Sabah Fakhri (1984-1986) et Sultan Hashim Ahmed (1986-1988).

Commandant le 7e Corps : Chawket (1985-1986), Saadi Jabouri (1986) et Maher Abdel Rachid (1986-1988).

Commandant la Garde républicaine : Hussein Rachid Mohammed (1985-1987) et Ayad Fayid Rawaï (1987-1988).

En Iran

Guide de la révolution et commandant suprême : ayatollah Khomeiny.

Président de la République et chef théorique des armées : Abolhassan Bani Sadr (1980-1981), Mohammed Ali Radjai (1981) et Ali Khamenei (1981-1988).

Président du Parlement et chef effectif des armées : Akbar Hashemi Rafsandjani.

Ministre de la Défense : Moustafa Chamran (1980-1981), Mohammed Salimi (1981-1984) et Hussein Jalali (1984-1988).

Ministre des *pasdarans* : Mohsen Rafigh Doust (à partir de 1982).

Chef d'état-major des armées : Hossein Chaker (1980), Valliollah Fallahi (1980-1981), Gassim Ali Zahir Nedjad (1981-1984), Ismaïl Sohrabi (1984-1988) et Ali Chahbazi (1988).

Commandant de l'armée de terre : Valliollah Fallahi (1980), Gassim Ali Zahir Nedjad (1980-1981) et Ali Chirazi (1981-1988).

Commandant de l'aviation : Javad Fakouri (1980-1981), Mohammed Hassan Moïnipour (1981-1983), Houchang Chadigh (1983-1986) et Mansour Sattari (1986-1988).

Commandant de la marine : Bahram Afzali (1980-1983), Esfandiyar Hosseini (1983-1985) et Mohammed Hussein Malekzadegan (1985-1988).

Commandant de l'armée des gardiens de la révolution : Ali Khamenei (1980-1981) et Mohsen Rezaï (1981-1988).

Commandant en second des *pasdarans* : Ali Chamkhani (1981-1988).

Chef des opérations des *pasdarans* : Rahim Safavi (1981-1988).

Commandant de la branche navale des *pasdarans* : Ali Araki Hamadani (1985-1988).

Commandant du Bassidj : Hassan Rahmani.

Autres personnalités marquantes ayant commandé des divisions de *pasdarans* : Hossein Kharrazi, Mohammed Baqer Qalibaf, Ahmad Kazemi, Mohammed Boroujerdi, Mohammed Ibrahim Hemmat et Ahmed Kossari.

Les forces en présence lors du déclenchement des hostilités

IRAK 250 000 hommes	IRAN 290 000 hommes
Forces terrestres	
210 000 hommes	215 000 hommes
12 divisions 6 brigades indépendantes	7 divisions 7 brigades indépendantes
1 750 chars	1 710 chars (1 150)
2 350 autres blindés	1 900 autres blindés (1 300)
1 350 pièces d'artillerie	1 100 pièces d'artillerie
Forces aériennes	
25 000 hommes	50 000 hommes
18 escadrons	23 escadrons
295 avions de combat	421 avions de combat (200)
300 hélicoptères – dont 58 d'attaque	835 hélicoptères (240) – dont 200 d'attaque (80)
Défense antiaérienne	
10 000 hommes	[partie des forces terrestres]
9 brigades	16 bataillons
260 lanceurs de Sam 2 000 canons de DCA	230 lanceurs de Sam 600 canons de DCA

[illegible]	[illegible]
Forces navales	
5 000 hommes 17 navires de guerre 14 patrouilleurs lance-missiles 3 bâtiments d'assaut amphibies	25 000 hommes 25 navires de guerre 3 destroyers, 4 frégates, 4 corvettes 9 patrouilleurs lance-missiles 5 bâtiments d'assaut amphibies

Les nombres entre parenthèses indiquent le nombre approximatif de blindés ou d'aéronefs iraniens opérationnels lors du déclenchement de la guerre.

Irak

ARMÉE DE TERRE

180 000 hommes répartis en 12 divisions, 41 brigades de mêlée et 14 brigades d'artillerie (1 par division et 2 indépendantes de missiles sol-sol). Les 12 divisions se répartissent en 5 divisions blindées (3e, 6e, 9e, 10e et 12e), 2 divisions mécanisées (1re et 5e) et 5 divisions d'infanterie (2e, 4e, 7e, 8e et 11e). Les brigades de mêlée se répartissent en :

— **15 brigades de fantassins** : 2e, 3e, 4e, 5e, 18e, 22e, 23e, 28e, 29e, 36e, 39e, 40e, 111e, 112e et 113e ;

— **8 brigades mécanisées** : 1re, 8e, 14e, 15e, 20e, 23e, 24e et 27e ;

— **14 brigades blindées** : 6e, 9e, 10e, 12e, 16e, 17e, 25e, 26e, 30e, 34e, 35e, 37e, 43e et 45e ;

— **3 brigades de forces spéciales** : 31e, 32e et 33e ;

— **1 brigade parachutiste** : 42e.

Chaque division blindée (270 chars) est appuyée par une brigade mobile de défense sol-air, par une brigade d'artillerie (totalisant une quarantaine de canons automoteurs et une trentaine de lance-roquettes multiples) et par un régiment de reconnaissance.

Chaque division mécanisée (180 chars) est appuyée par une brigade d'artillerie totalisant une soixantaine de pièces d'artillerie.

Chaque division d'infanterie est appuyée par une brigade d'artillerie totalisant une soixantaine de pièces d'artillerie, et par un bataillon d'une trentaine de chars T-54.

Chaque brigade mécanisée totalise une centaine de véhicules blindés de transport de troupes et une trentaine de chars T-55.

Chaque brigade blindée totalise une centaine de chars et une quarantaine de véhicules blindés de combat d'infanterie.

<u>Matériel</u> :

— **1 750 chars de bataille** : 100 T-72, 800 T-62, 400 T-55 et 450 T-54 ;

— **550 blindés légers de reconnaissance** : 150 PT-76, 200 EE-9 Cascavel, 110 Panhard M-3 et 90 AML-90/60 ;

— **1 800 véhicules blindés de transport de troupes** : 200 BMP-1, 500 OT-64, 450 OT-62, 200 BTR-60 et 450 BTR-152 ;

— **1 350 pièces d'artillerie** : 530 canons tractés (15 B-4 de 203 mm, 40 D-20 de 152 mm, 250 M-46 de 130 mm, 205 D-30 de 122 mm et 20 M-101 de 105 mm), 160 canons automoteurs (120 Su-100 et 40 Su-152), 60 lance-roquettes multiples BM-21 et 600 mortiers lourds de 120 et 160 mm.

Capacité antichar : missiles AT-3 Sagger, SS-11, Milan et Hot.

Capacité balistique : 26 lanceurs de Frog-7 et 18 lanceurs de Scud-B (stock de 160 missiles Frog-7 et 120 missiles Scud-B).

<u>Déploiement</u> :

Au nord, face au Kurdistan iranien : 1er Corps d'armée (QG à Kirkouk).

<u>Secteur de Penjwin</u> :

— 7e division d'infanterie : 28e, 39e et 40e brigades de fantassins.

<u>Secteur de Kirkouk</u> :

— 11e division d'infanterie de montagne : 111e, 112e et 113e brigades de fantassins.

Au centre, entre Qasr-e-Shirin et Dezfoul : 2e Corps d'armée (QG à Bagdad – PC avancé à Khanaqin).

<u>Face à Qasr-e-Shirin</u> :

— 6e division blindée : 16e, 25e et 30e brigades de chars (T-62) ;

— 8e division d'infanterie : 3e, 22e et 23e brigades de fantassins.

<u>Face à Sumer</u> :

— 4e division d'infanterie : 5e, 18e et 29e brigades de fantassins ;

— 12e division blindée : 15e brigade mécanisée et 9e brigade de chars (T-55) ;

— 10e brigade de chars (T-72) de la Garde républicaine.

Face à Mehran :

— 2e division d'infanterie : 2e, 4e et 36e brigades de fantassins ;

— 37e brigade de chars (T-55) détachée de la 12e division blindée.

Au sud, face au Khouzistan : 3e Corps d'armée (QG à Bassora).

Face à Dezfoul :

— 10e division blindée : 24e brigade mécanisée, 17e et 45e brigades de chars (T-62/T-55).

Face à Suse :

— 1re division mécanisée : 1re et 27e brigades mécanisées, 34e brigade de chars (T-55).

Face à Ahwaz :

— 9e division blindée : 14e brigade mécanisée, 35e (T-62) et 43e (T-55) brigades de chars ;

— 5e division mécanisée : 20e et 23e brigades mécanisées.

Face à Khorramchahr :

— 3e division blindée : 8e brigade mécanisée, 6e et 12e brigades de chars (T-62) ;

— 26e brigade de chars (T-55) détachée de la 5e division mécanisée.

En réserve générale :

— 31e, 32e et 33e brigades de forces spéciales, à Bagdad ;

— 42e brigade parachutiste, éclatée entre Bagdad et Koût ;

— 147e brigade d'artillerie équipée de missiles balistiques Scud-B ;

— 148e brigade d'artillerie équipée de missiles sol-sol Frog-7.

ARMÉE POPULAIRE

60 000 hommes (tous membres du parti Baas) répartis en petites unités de la taille de la compagnie et du bataillon, équipés uniquement d'armement léger, dont les missions principales consistent à protéger le régime, à garder certains bâtiments publics, à assurer une présence militaire sur l'ensemble du territoire, à surveiller l'armée régulière et à la renforcer en cas de guerre.

AVIATION

25 000 hommes (y compris le personnel de l'aviation légère rattachée à l'aviation) répartis sur 11 bases aériennes : aéroport international de Bagdad, Bagdad (al-Rachid), Bagdad (al-Mouthenna), Bassora (al-Wahda), Kirkouk (al-Hourrya), H-3 (al-Wallid), Koût (Abou Oubaïda), Mossoul (Firnas), Nasiriya (Ali ibn Abou Talib), Tammouz et Tikrit (qui accueille l'Ecole de l'air). Une

douzième base (Saddam) située dans le nord de l'Irak, près de Mossoul, sera opérationnelle à partir de 1981 pour accueillir les Mirage F-1. Une treizième (al-Bakr), construite au nord de Bagdad entre Samarra et Balad, sera opérationnelle à partir de 1984.

Matériel :

— **295 avions de combat** : 54 MiG-23, 135 MiG-21, 4 MiG-21R, 68 Su-20/22, 16 Su 7, 12 Tu-22 et 6 Tu-16. Les chasseurs sont équipés de missiles air-air AA-2 Atoll (tous), AA-8 Aphid (MiG-23) et Matra R-550 Magic-1 (MiG-21MF) ;

— **31 avions de transport** : 1 Tu-124, 3 Falcon 20, 10 An-12, 9 An-24, 2 An-26 et 6 Il-76 (plus une dizaine d'An-2 stockés en dépôt) ;

— **180 avions d'entraînement** : 9 MiG-23U, 24 MiG-21U, 7 Su-7U, 2 Tu-22U, 8 Jet Provost, 50 L-39 Albatros, 40 L-29 Delphin et 40 Zlin (principalement répartis entre Tikrit et Bagdad) ;

— 60 avions de combat stockés en dépôt : 20 Hunter, 27 MiG-21, 5 MiG-17 et 8 Il-28.

Déploiement des unités de combat (18 escadrons) :

Escadron	Dotation	Mission	Localisation
1er	16 Su-20	Attaque	Kirkouk
5e	18 Su-22	Attaque	Mossoul
7e	18 MiG-21F/P	Chasse	Bagdad
8e	16 Su-7, 7 Su-7U *	Attaque	Koût
9e	18 MiG-21MF	Chasse	Mossoul
10e	12 Tu-22, 6 Tu-16, 2 Tu-22U	Bombardement	Tammouz
11e	20 MiG-21MF	Chasse	Bagdad
14e	16 MiG-21bis *	Chasse	Koût et Bassora
17e	7 MiG-21F, 12 Mig-21U	Entraînement avancé	Tikrit
27e	12 MiG-21P + 12 MiG-21U + 8 Mi-23U	Entraînement avancé	Bagdad
29e	18 MiG-23BN	Attaque	Koût

37e	16 MiG-21bis	Chasse	Kirkouk
39e	18 MiG-23E	Interception	Tammouz
44e	16 Su-22	Attaque	Kirkouk
47e	16 MiG-21bis	Chasse	Kirkouk
49e	18 MiG-23BN	Attaque	Nasiriya
70e	12 MiG-21MF + 4 MiG-21R	Chasse / Reconnaissance	Bagdad
109e	18 Su-22	Attaque	Bassora

* Les 8e et 14e escadrons seront dissous en 1984 et leurs appareils, obsolètes, seront ferraillés.

Déploiement des unités de transport (3 escadrons) :

Escadron	Dotation	Localisation
3e	1 Tu-124, 3 Falcon 20	Bagdad
23e	10 An-12, 9 An-24, 2 An-26	Bagdad
33e	6 Il-76	Bagdad

AVIATION LÉGÈRE (rattachée à l'aviation)

Moyens (**300 hélicoptères**) : 42 Alouette III, 39 Gazelle, 10 Super Frelon, 3 Puma, 18 Mi-24, 144 Mi-8 (dont une trentaine affectés sur les bases aériennes pour des missions de sauvetage des pilotes éjectés), 12 Mi-6, 32 Mi-4. Une soixantaine de ces hélicoptères (Alouette III, Gazelle & Mi-24) sont équipés pour la lutte antichar.

Déploiement des hélicoptères armés (3 régiments) :

Unité	Dotation	Localisation
1er régiment	Alouette III, Gazelle	Mossoul & Kirkouk
2e régiment	Alouette III, Gazelle	Bassora & Roumaïla
4e régiment	Mi-24	Bagdad

DÉFENSE ANTIAÉRIENNE

10 000 hommes, mettant en œuvre 9 brigades sol-air et 26 radars de surveillance d'origine soviétique, coordonnés par un système de nouvelle génération mis en place par la société française Thomson/CSF.

Moyens sol-air :

— **5 brigades statiques** couvrant les secteurs de Bagdad (145e), Tammouz (146e), Bassora (148e), Oum Qasr (149e) et Kirkouk (195e). Ces cinq brigades totalisent 40 batteries de missiles sol-air, soit 120 lanceurs de Sam-2 et 80 lanceurs de Sam-3 ;

— **4 brigades mobiles** (155e, 162e, 175e et 185e) chargées de la protection des divisions blindées et de certains sites sensibles, totalisant 24 lanceurs triples de missiles Sam-6, 36 lanceurs quadruples, de missiles Sam-9 et 40 engins chenillés ZSU-23x4 porteur chacun d'une tourelle quadruple de canons de 23 mm guidés par radar ;

— une centaine de lanceurs portatifs de missile Sam-7 et 2 000 canons antiaériens pour la défense rapprochée des bases et objectifs sensibles, d'un calibre compris entre 23 et 100 mm (ZSU-23x2, ZSU-57x2, M53, Bofors-40, S-60, KS-18 & KS-19).

MARINE

5 000 hommes (y compris l'infanterie de marine) répartis sur trois bases navales : Bassora, Oum Qasr et Fao.

Moyens (45 navires légers totalisant 5 000 tonnes et 1 500 troupes de marine) :

— **14 patrouilleurs lance-missiles** (6 Osa I – immatriculés R-12 à R-17 – et 8 Osa II – immatriculés R-18 à R-25) ;

— **3 bâtiments d'assaut amphibies** LSM Polnocny (*Atika*, *Ganda* et *Nouh*), capables de transporter chacun 8 blindés légers et 350 fantassins ;

— 10 vedettes lance-torpilles P-6 ;

— 13 patrouilleurs légers (4 Kraljevika, 3 SO-1,4 Zhuk et 2 Poluchat) ;

— 5 dragueurs de mines (2 T-43 et 3 Evguénia) ;

— 4 bataillons d'infanterie de marine chargés de la protection des bases ;

— 1 groupe de nageurs de combat.

Déploiement :

Bassora : 6 vedettes lance-torpilles, 3 patrouilleurs légers, 3 dragueurs de mines et 1 bataillon d'infanterie de marine.

Oum Qasr : 14 patrouilleurs lance-missiles, 7 patrouilleurs légers, 4 bâtiments d'assaut amphibies, 2 bataillons d'infanterie de marine, 1 groupe de nageurs de combat et l'ensemble des hélicoptères Super Frelon armés de missiles Exocet.

Fao : 4 vedettes lance-torpilles, 3 patrouilleurs légers, 2 dragueurs de mines et 1 bataillon d'infanterie de marine.

Iran

ARMÉE DES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION (*pasdarans*)

30 000 hommes répartis en compagnies et bataillons, équipés uniquement d'armement léger, dont les missions consistent à lutter contre les activités contre-révolutionnaires, à assurer une présence militaire sur l'ensemble du territoire, à surveiller l'armée régulière et à la renforcer en cas d'agression contre le territoire iranien. L'armée des gardiens de la révolution, appuyée par un bureau politique et un bureau économique, est scindée en 4 branches distinctes :

— commandement central (protection de Téhéran) ;
— commandement provincial ;
— surveillance des frontières ;
— entraînement.

ARMÉE DE TERRE

185 000 hommes répartis en 7 divisions, 29 brigades de mêlée, 5 brigades d'artillerie (11e, 22e, 33e, 44e et 55e) et 3 régiments de reconnaissance. Les 7 divisions se répartissent en 3 divisions blindées (16e, 81e et 92e), 3 divisions mécanisées (21e, 28e et 77e) et 1 division d'infanterie motorisée (64e). Les brigades de mêlée se répartissent en 13 brigades blindées, 9 mécanisées, 4 d'infanterie motorisée, 1 d'infanterie de montagne, 1 de forces spéciales et 1 parachutiste.

Chaque division blindée (360 chars) est appuyée par une brigade d'artillerie totalisant une centaine de canons automoteurs et par un régiment de reconnaissance équipé de chars légers Scorpion.

Chaque brigade blindée totalise 120 chars et une quarantaine de véhicules blindés de transport de troupes.

Chaque brigade mécanisée totalise près de 150 véhicules blindés de transport de troupes.

<u>Matériel</u> :

— **1 710 chars de bataille** : 850 Chieftain, 460 M-60A1, 400 M-47/48 Patton (+ 175 chars de dépannage) ;

— **250 blindés légers de reconnaissance** Scorpion ;

— **1 650 véhicules blindés de transport de troupes** : 650 M-113, 600 BTR-60 et 400 BTR-50 ;

— **1 100 pièces d'artillerie** : 545 canons tractés (25 M-115 de 203 mm, 150 M-114 de 155 mm et 370 M-101 de 105 mm), 485 canons automoteurs (25 M-110 de 203 mm, 60 M-107 de 175 mm et 400 M-109 de 155 mm) et 70 lance-roquettes multiples BM-21 de 122 mm.

Capacité antichar : missiles Tow et Dragon.

Déploiement :

A Téhéran :

— 21e division mécanisée : 1re, 2e, 3e et 4e brigades mécanisées (BTR-60) ;

— 15e brigade d'infanterie de montagne ;

— 23e brigade de forces spéciales.

A Qazvin :

— 16e division blindée : 1re, 2e et 3e brigades de chars (M-60).

A Chiraz :

— 37e brigade de chars (M-48) ;

— 55e brigade parachutiste.

Dans le secteur du Kurdistan, face à l'Irak et la Turquie :

— 28e division mécanisée : 1re brigade de chars (M-48), 2e et 3e brigades mécanisées (M-113) ;

— 64e division d'infanterie motorisée : 1re, 2e et 3e brigades de fantassins.

Dans le secteur de Kermanchah, face à l'Irak :

— 81e division blindée : 1re, 2e et 3e brigades de chars (Chieftain), à Kermanchach ;

— 84e brigade mécanisée (M-113), à Khorramabad ;

— 1re brigade d'aviation légère (Cobra), à Kermanchah ;

— Un bataillon mécanisé (détaché de la 77e division mécanisée), à Mehran.

Dans la province du Khouzistan :

— 92e division blindée : 1re, 2e et 3e brigades de chars (Chieftain) ;

— 138e et 141e bataillons d'infanterie mécanisée, détachés de la 21e division mécanisée ;

— 151e bataillon de fortification défendant la ville de Khorramchahr, renforcé par un détachement d'infanterie de marine ;

— 2 bataillons de chars détachés des 37e et 88e brigades de chars ;

— 22e et 55e brigades d'artillerie ;

— un détachement de la 2e brigade d'aviation légère de Chiraz (Cobra).

Au nord-est, face à l'Union soviétique et l'Afghanistan :

— 77e division mécanisée : 1re brigade de chars (M-47), 2e et 3e brigades mécanisées (BTR-50) ;

— 30e brigade d'infanterie motorisée (BTR-60).

A Zahedan, face à l'Afghanistan et au Pakistan :

— 88e brigade de chars (Chieftain).

DÉFENSE ANTIAÉRIENNE (rattachée à l'armée de terre)

Moyens de détection : réseau de radars modernes de surveillance et d'acquisition de type Westinghouse AN/TPS-43 d'origine américaine et Marconi S-330 et S-404 d'origine britannique, géré depuis un centre d'opérations aériennes situé à Téhéran.

Moyens sol-air : **16 bataillons de défense antiaérienne** à 4 batteries, totalisant :

— 37 batteries fixes de missiles Hawk (longue portée), comprenant chacune 4 lanceurs triples (soit 12 missiles par batterie) [1 800 Hawk au total] ;

— 20 batteries mobiles de missiles Rapier (courte portée), comprenant chacune 3 lanceurs quadruples (soit 12 missiles par batterie) [800 Rapier au total] ;

— 7 batteries fixes de missiles Tigercat (courte portée), comprenant chacune 3 lanceurs triples (soit 9 missiles par batteries) [400 Tigercat au total] ;

— **600 canons antiaériens fixes et mobiles** (ZSU-23x2, ZSU-23x4, Oerlikon-35x2, Bofors-40, ZSU-57x2).

AVIATION LÉGÈRE (rattachée à l'armée de terre)

Moyens :

— **56 avions** : 40 Cessna 185 Skywagon, 10 Cessna O-2 Skymaster et 6 Cessna 310 ;

— **730 hélicoptères** : 200 AH-1 Cobra de lutte antichar, 142 AB-205, 44 AB-206, 260 Bell-214, 84 CH-47 Chinook. Ces hélicoptères sont regroupés en 2 brigades d'aviation légère (1re et 2e) déployées à Kermanchah et Chiraz et plusieurs bataillons indépendants répartis près des principales garnisons. Seuls le quart des CH-47 Chinook et le tiers des autres hélicoptères sont opérationnels lors du déclenchement des hostilités (soit environ 240 appareils).

AVIATION

50 000 hommes (au lieu des 75 000 du temps du chah) répartis sur 9 bases aériennes : Téhéran (Mehrabad), Tabriz, Hamadan (Nojeh), Dezfoul (Vahdati), Bouchehr, Chiraz, Ispahan, Bandar Abbas et chah Bahar. Une dixième base

(Omdiyeh) située près de Bandar Khomeiny, à proximité de la frontière irakienne, sera opérationnelle à partir de 1981 pour accueillir la 5e escadre ; 7 aéroports dotés de pistes d'au moins 3 000 mètres peuvent accueillir des détachements : Abadan, Ahvaz, Jask, Kermanchah, Manzariyeh, Meched et Zahedan.

Matériel :

— **421 avions de combat** : 77 F-14A Tomcat, 178 F-4D/E Phantom, 140 F-5E/F Tiger II, 20 RF-4E, 6 P-3 Orion. La moitié seulement de ces avions sont opérationnels lors du déclenchement des hostilités. Les chasseurs sont équipés de missiles air-air AIM-9E/J Sidewinder, AIM-7E Sparrow et AIM-54 Phoenix, dont les deux tiers sont laissés à l'abandon dans des entrepôts ;

— **105 avions de transport** : 56 C-130E/H (dont 4 en version guerre électronique), 18 Fokker F-27, 14 Boeing 707 (dont 8 en version KC-135 de ravitaillement en vol et 2 en version de guerre électronique), 11 Boeing 747 (dont 3 en version de ravitaillement en vol), 3 Falcon 20, 1 Falcon 50 et 2 Jet Star ;

— **70 hélicoptères** : 18 AB-205, 10 AB-206, 2 CH-47 Chinook et 40 Bell-214 affectés sur les bases aériennes pour des missions de sauvetage des pilotes en détresse ;

— **48 avions d'entraînement** (Beech Bonanza F-33) ;

— 24 avions de combat stockés en dépôt (F-5A/B).

Déploiement des unités de combat (23 escadrons) :

Escadron	Dotation	Mission
1re escadre (Téhéran – Mehrabad)		
11^{e}	8 RF-4E, 14 RF-5A	Reconnaissance
12^{e}	24 F-4E	Chasse / bombardement
13^{e}	24 F-4E	Chasse / bombardement
2e escadre (Tabriz)		
21^{e}	20 F-5E/F	Appui tactique
22^{e}	20 F-5E/F	Appui tactique
23^{e}	20 F-5E/F	Appui tactique
3e escadre (Hamadan – Nojeh)		
31^{e}	16 F-4E, 8 RF-4E	Chasse / reconnaissance
32^{e}	16 F-4E	Chasse / bombardement
33^{e}	16 F-4E	Chasse / bombardement
4^{e} escadre (Dezfoul – Vahdati)		
41^{e}	20 F-5E/F	Appui tactique
42^{e}	20 F-5E/F	Appui tactique
43^{e}	24 F-5E/F	Appui / entraînement
6^{e} escadre (Bouchehr)		
61^{e}	20 F-4E	Chasse / bombardement
62^{e}	20 F-4E, 4 RF-4E	Chasse / bombardement
7^{e} escadre (Chiraz)		
71^{e}	16 F-4D	Attaque en profondeur
72^{e}	19 F-14A	Interception
73^{e}	19 F-14A	Interception
8e escadre (Ispahan)		

8e escadre (Ispahan)		
81e	20 F-14A	Interception
82e	19 F-14A	Interception
9e escadre (Bandar Abbas)		
91e	12 F-4E	Chasse / bombardement
92e	6 P-3F Orion	Lutte antinavire
10e escadre (chah Bahar – Kangan)		
101e	14 F-4D	Chasse / entraînement
102e	16 F-5E/F	Appui tactique

<u>Déploiement des unités de transport</u> (7 escadrons) :

Escadron	Dotation	Localisation
11e	12 C-130	Téhéran
12e	16 C-130	Téhéran
13e	6 Boeing 707, 8 KC-135, 11 Boeing 747	Téhéran
14e	1 Falcon 50, 3 Falcon 20, 2 Jet Star (VIP)	Téhéran
15e	18 Fokker F-27	Téhéran
71e	14 C-130	Chiraz
72e	14 C-130	Chiraz

MARINE

25 000 hommes (y compris l’infanterie de marine) répartis sur 4 bases navales : Bandar Abbas, Bouchehr, Kharg et Khorramchahr. Une cinquième base située sur la mer Caspienne (Rasht) fait office d’école navale, mais n’accueille aucun navire de guerre. Une sixième base (Bandar chah Bahar) est en construction sur le golfe d’Oman, non loin de la frontière pakistanaise.

<u>Moyens</u> (61 navires totalisant 55 000 tonnes, 35 hélicoptères) :

— **3 destroyers** (2 Allen Sumner et 1 Battle) : *Babr*, *Palang* et *Damavand* ;

— **4 frégates lance-missiles** Vosper Mk-5 : *Alvand*, *Alborz*, *Sabalan* et *Sahand* ;

— **4 corvettes** PF-103 : *Bayandor*, *Naghdi*, *Milanian* et *Kahnamvie* ;

— **9 patrouilleurs lance-missiles** Combattante II : *Kaman*, *Zoubin*, *Khadang*, *Paykan*, *Joshan*, *Falakhon*, *Shamshir*, *Gorz* et *Gardouneh* ;

— **5 bâtiments d'assaut amphibies** LST capables de transporter chacun 10 véhicules blindés et 180 fantassins : *Iran Ajr*, *Hengham*, *Tomb*, *Larak*, *Lavan* ;

— 14 hydroglisseurs (8 SRN-6 et 6 BH-7) capables chacun de transporter 60 fantassins ;

— 7 patrouilleurs (4 Cape et 3 PGM-71) ;

— 5 dragueurs de mines ;

— 4 cargos ;

— 3 pétroliers ravitailleurs : *Bandar Abbas*, *Bouchehr* et *Kharg* ;

— 3 bâtiments logistiques : *Delvar*, *Charak* et *Chiroo* ;

— **35 hélicoptères** : 7 RH-53 Sea Stallion, 14 AB-212 et 14 SH-3 Sea King de lutte anti-sous-marine (basés principalement à Bandar Abbas) ;

— **3 bataillons d'infanterie de marine** (1 500 troupes de marine).

Déploiement :

Bandar Abbas : 3 destroyers (*Babr*, *Palang* et *Damavand*), 4 frégates lance-missiles (*Alvand*, *Alborz*, *Sabalan* et *Sahand*), 5 bâtiments amphibies (*Iran Ajr*, *Hengham*, *Tomb*, *Larak*, *Lavan*), 5 dragueurs de mines, 2 patrouilleurs, 4 cargos, 3 pétroliers, 2 bâtiments logistiques et 2 bataillons d'infanterie de marine.

Bouchehr : 4 corvettes (*Bayandor*, *Naghdi*, *Milanian* et *Kahnamvie*), 6 patrouilleurs lance-missiles (*Kaman*, *Khadang*, *Falakhon*, *Shamshir*, *Gorz* et *Gardouneh*), 2 patrouilleurs, 8 hydroglisseurs et 1 bâtiment logistique.

Kharg : 3 patrouilleurs lance-missiles (*Zoubin*, *Paykan*, *Joshan*), 1 patrouilleur, 3 hydroglisseurs et un détachement d'infanterie de marine.

Khorramchahr : 2 patrouilleurs, 3 hydroglisseurs et un bataillon d'infanterie de marine.

Les renforts dans chacun des deux camps (1981-1988)

Pour l'Irak

ARMÉE DE TERRE

Effectif : croissance de 180 000 hommes (1980) à 540 000 hommes (1988) à raison de 45 000 hommes par an. Cet effectif comprend un corps de volontaires étrangers d'environ 25 000 hommes (12 000 Egyptiens, 8 000 Jordaniens et 5 000 citoyens d'autres Etats arabes). L'armée régulière est renforcée par l'armée populaire qui passe de 60 000 hommes (1980) à 650 000 hommes (1988), soit

une croissance de 75 000 hommes par an. Un tiers de l'armée populaire est affecté en permanence au front, par rotation, prioritairement dans les divisions d'infanterie dont elle constitue l'ossature, les brigades de gardes-frontières et les brigades d'instruction. Au total, l'armée régulière et l'armée populaire sont en mesure d'aligner au maximum 750 000 hommes sur le front en 1988.

Unités : 5 Corps d'armée et 40 divisions – 34 régulières (33 d'infanterie et 1 blindée) et 6 de la Garde républicaine (2 blindées, 1 mécanisée et 3 d'infanterie motorisée).

1981	4e Corps d'armée (GQ à Amara). 14e, 15e et 16e divisions d'infanterie. 3 brigades d'instruction. 20 brigades de gardes frontières (numérotées de 101 à 120 et déployées face à l'Arabie saoudite, au Koweït, à la Syrie, à la Turquie et au Kurdistan iranien).
1982	17e division blindée équipée de chars Chieftain, Scorpion et Patton capturés sur l'armée iranienne. 18e, 19e et 20e divisions d'infanterie. 64e brigade de forces spéciales. Dissolution de la 9e division blindée (après la bataille de Khorramchahr).
1983	5e Corps d'armée (QG au sud de Bassora). 21e, 22e, 23e et 24e divisions d'infanterie. 1re brigade d'infanterie motorisée de la Garde républicaine. 2e brigade blindée de la Garde républicaine. 65e brigade de forces spéciales. 3 brigades supplémentaires d'instruction.
1984	6e Corps d'armée (QG au nord de Bassora). 7e Corps d'armée (QG au sud de Bassora). 25e, 26e, 27e, 28e, 29e, 30e, 31e et 32e divisions d'infanterie. Création de la division blindée « Hammourabi » de la Garde républicaine, équipée de chars T-72 et d'obusiers automoteurs AUF-1, regroupant la 1re brigade d'infanterie motorisée et les 2e et 10e brigades blindées de la Garde. Regroupement des bataillons d'infanterie de marine en 2 brigades d'infanterie de marine (440e et 441e). 66e brigade de forces spéciales.
1985	Regroupement de 3 brigades commandos en une division motorisée de forces spéciales de la Garde républicaine. 33e, 34e, 35e, 36e, 37e, 38e et 39e divisions d'infanterie. 224e brigade d'artillerie équipée de missiles balistiques Scud-B, puis Al Hussein (en 1988).

	Al-Hussein (en 1988).
1986	Création d'un QG de Corps d'armée de la Garde républicaine, basé à Bagdad et contrôlant les divisions de la Garde, de même que l'ensemble des brigades de missiles sol-sol (147e, 148e et 224e). 40e, 41e, 42e, 43e et 44e divisions d'infanterie.
1987	Division blindée « Medina Mounawwara » de la Garde républicaine (chars T-72). Division d'infanterie « Bagdad » de la Garde républicaine (dans la capitale). 45e, 46e et 50e divisions d'infanterie.
1988	Division mécanisée « Nabuchodonosor » de la Garde républicaine.

Matériel :

— **3 250 chars de bataille** : 500 T-72 livrés par l'URSS, 500 T-55 et 500 T-62 livrés par l'URSS, la Pologne et la Roumanie, 1 000 T-59 (T-55) et 500 T-69 (T-62) livrés par la Chine, 250 T-55 livrés par l'Egypte et quelques AMX-30 livrés par la France ;

— **500 blindés légers de reconnaissance** : 150 OT-65 (BRDM-1) livrés par la Hongrie, 100 BRDM-2 livrés par l'URSS, 100 Panhard UTM 800 « Hot » livrés par la France, 100 SK-105 Kürassier livrés par l'Autriche et 50 EE-3 Jararaca livrés par le Brésil ;

— **3 000 véhicules blindés de transport de troupes** : 1 600 EE-11 Urutu livrés par le Brésil, 800 BMP-1 livrés par l'URSS, la Pologne et la Roumanie, 400 OT-62 et OT-64 livrés par la Pologne et la Tchécoslovaquie, 100 AMX-10P livrés par la France et 100 Mowag Roland livrés par la Suisse ;

— **1 500 pièces d'artillerie** : 900 canons tractés (300 D-30 de 122 mm livrés par l'URSS, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie, 300 Type-59 de 130 mm – copie du M-46 – livrés par la Chine, 100 G-5 de 155 mm livrés par l'Afrique du Sud et 200 GHN-45 de 155 mm livrés par le Canada et l'Autriche), 180 canons automoteurs (80 GCT-AUF1 de 155 mm livrés par la France, 70 2S1 de 122 mm et 30 2S3 de 152 mm livrés par l'URSS), 120 lance-roquettes multiples (60 Astros II de 127 mm, 30 Astros SS-40 de 180 mm et 30 Astros SS-60 de 300 mm livrés par le Brésil) et 300 mortiers lourds de 120 et 160 mm livrés par la Yougoslavie.

Capacité antichar : livraison par l'URSS de plusieurs milliers de missiles Sagger et Spigot. Livraison par la France de plusieurs milliers de missiles Hot et Milan.

Capacité balistique : livraison par l'URSS de 18 lanceurs et 400 missiles Scud-B à partir de 1985 (dont la moitié seront transformés par les Irakiens en missiles Al-Hussein de portée allongée, mais de charge réduite).

AVIATION

Effectif : croissance de 25 000 hommes (1980) à 40 000 hommes (1988).

Unités (15 nouveaux escadrons de combat et 3 nouvelles escadres d'hélicoptères) :

1981	79e escadron de chasse équipé de Mirage F-1EQ. 87e escadron d'interception équipé de MiG-25P.
1982	97e escadron de reconnaissance équipé de MiG-25R. 3e escadre d'hélicoptères équipée de Puma, Gazelle « Hot » et BO-105.
1983	91e escadron d'attaque équipé de Mirage F-1EQ. 59e escadron d'attaque équipé de MiG-23BN.
1984	63e escadron de chasse équipé de MiG-23ML. 69e escadron d'attaque équipé de Su-22M. 81e escadron d'attaque équipé de Super Etendard, puis de Mirage F-1EQ5. 89e escadron d'attaque équipé de Mirage F-1EQ. 107e escadron équipé de PC-7 Turbo Trainer équipés pour la guerre chimique. 4e escadre d'hélicoptères équipée de Mi-17, Mi-24 et BO-105.
1985	73e escadron de chasse équipé de MiG-23ML.
1986	96e escadron d'interception équipé de MiG-25P. 115e escadron d'attaque équipé de Su-25.
1987	116e escadron d'attaque équipé de Su-25. 5e escadre d'hélicoptères équipée de BO-105 et Hughes 300/500/530.
1988	114e escadron d'attaque équipé de Su-25. 6e escadron de chasse équipé de MiG-29.

Matériel :

— **440 avions de combat** : 97 Mirage F-1EQ (dont 15 en version B d'entraînement) et 24 Mirage F-1EQ5 (équipés pour tirer des missiles Exocet) livrés par la France, 5 Super Etendard loués par la France entre 1983 et 1985, 30 MiG-21bis, 86 MiG-23 (18 en version BN d'attaque au sol et 68 en version MF/ML d'interception), 40 MiG-25 (24 en version P d'interception et 16 en version R de reconnaissance), 54 Su-22M, 54 Su-25 et 15 MiG-29 livrés par l'URSS, 30 F-7 (MiG-21) et 4 H-6D (copie chinoise du Tu-16 équipée pour tirer le missile antinavire C-601) livrés par la Chine (*via* l'Egypte). La plupart de ces avions sont armés d'une nouvelle génération de missiles air-air : Matra Super 530 et R-550 Magic-1 (Mirage F-1), AA-6 Acrid (MiG-25), AA-7 Apex (MiG-23) et AA-11 Archer (MiG-29) ;

— **260 hélicoptères** : 40 Gazelle « Hot », 10 Puma et 6 Super Frelon « Exocet » livrés par la France, 18 Mi-17 et 40 Mi-24/25 livrés par l'URSS, 60 BO-105 livrés par l'Allemagne (*via* l'Espagne), 30 Hughes-300 et 56 Hughes-500/530 livrés par les Etats-Unis ;

— **162 avions d'entraînement** : 16 MBB-223 Flamingo livrés par l'Allemagne, 48 AS-202 livrés par l'Italie, 24 L-29 et L-39 livrés par la Tchécoslovaquie, 50 PC-7 TurboTrainer livrés par la Suisse, 24 EMB-312 Tucano livrés par le Brésil ;

— **19 avions de transport** : 2 Tu-124 et 10 Il-76 livrés par l'URSS, 6 Lockheed L-100 (copie civile du C-130) livrés par les Etats-Unis, 1 Falcon-50 (ex-iranien).

DÉFENSE ANTIAÉRIENNE

Effectif : croissance de 10 000 hommes (1980) à 15 000 hommes (1988).

Matériel : livraison de 400 canons antiaériens S-60 de 57 mm par la Hongrie. Réapprovisionnement en missiles Sam-2/3/6/7/9 par l'URSS et les pays du bloc de l'Est. Livraison de 60 systèmes Roland et 20 systèmes Crotale par la France.

Livraison de Sam-13/14 par l'Union soviétique à partir de 1988.

MARINE

Effectif : constant (5 000 hommes).

Bâtiments (11 navires légers) :

1981 : 3 dragueurs de mines Nestin livrés par la Yougoslavie.

1982 : 1 frégate-école *(Ibn Marjid)* livrée par la Yougoslavie.

1982-1984 : 4 patrouilleurs lance-missiles OSA II, 2 vedettes lance-torpilles P-6 et 1 bâtiment d'assaut amphibie LSM Polnocny livrés par l'URSS.

11 navires de guerre achetés par la marine irakienne à l'Italie au début de la guerre, mais maintenus sous embargo dans les ports italiens pendant toute la durée du conflit :

— 4 frégates lance-missiles Lupo (*Hittin*, *Thi Qar*, *Al-Qadisiya* et *Yarmouk*) ;

— 6 corvettes lance-missiles Assad (*Moussa Ben Nussaïr*, *Tariq ibn Ziad*, *Abdullah ben Abi Sarh*, *Khalid ibn Walid*, *Saad ibn Abi Wacade* et *Saladin al-Ayoori*) ;

— 1 pétrolier ravitailleur *(Agnadeen)*.

Défense côtière : livraison de batteries terrestres de missiles antinavire CSSC-2 Silkworm par la Chine, à partir de 1982.

Pour l'Iran

ARMÉE DE TERRE (y compris aviation légère et défense antiaérienne)

Effectif : croissance de 185 000 hommes (1980) à 280 000 hommes (1988), soit un peu plus de 10 000 hommes par an, et de 7 à 12 divisions.

Unités :

1981	Transformation de la 88e brigade blindée en 88e division blindée équipée de Chieftain, puis de chars T-55 et T-62 (livrés par la Libye). Transformation de la 84e brigade mécanisée en 84e division mécanisée équipée de matériel d'origine soviétique capturé sur l'armée irakienne.
1982	Création de 4 QG régionaux en charge du Kurdistan, du Khouzistan et des secteurs de Qasr-e-Shirin et Mehran. Transformation de la 30e brigade d'infanterie motorisée en 30e division blindée équipée de chars T-59 livrés par la Corée du Nord (sous tutelle des *pasdarans*).
1983	Transformation de la 23e brigade de forces spéciales en 23e division commando (sous tutelle des *pasdarans*).
1984	Transformation de la 11e brigade d'artillerie en 11e division d'artillerie.
1985	Transformation de la 55e brigade parachutiste en 55e division parachutiste. Transformation de la 22e brigade d'artillerie en 22e division d'artillerie.
1986	Transformation de la 33e brigade d'artillerie en 33e division d'artillerie (sous tutelle des *pasdarans*).
1987	Transformation de la 44e brigade d'artillerie en 44e division d'artillerie (sous tutelle des *pasdarans*).
1988	Transformation de la 55e brigade d'artillerie en 55e division d'artillerie (sous la tutelle des *pasdarans*).

Compte tenu du nombre insuffisant de chars et de véhicules blindés, plusieurs divisions mécanisées seront rétrogradées en simples divisions d'infanterie.

Matériel : voir la rubrique suivante consacrée à l'armée des gardiens de la révolution, puisque l'essentiel du matériel livré est capté par les *pasdarans*.

ARMÉE DES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION (*PASDARANS*)

Effectif : croissance de 30 000 hommes en 1980 à 700 000 hommes en 1986, puis en léger recul à 600 000 hommes en 1988, soit un peu plus de 100 000 hommes par an. La moitié des *pasdarans* servent au front (par rotation) au sein d'unités rattachées à l'armée des gardiens de la révolution. Celle-ci est **renforcée, en cas de besoin, par la milice Bassidj** (littéralement « mobilisation »), qui recrute parmi les jeunes de 12 à 17 ans et parmi les adultes libérés de leurs obligations militaires. Cette milice compte 600 000 jeunes combattants à partir de 1986, dont un tiers au maximum est présent dans les divisions de *pasdarans*, par rotation de courte durée (deux ou trois mois), pour participer à des offensives de grande envergure.

Unités (26 divisions, dont trois d'artillerie) :

1981	3 divisions d'infanterie.
1982	Création d'un ministère des *pasdarans*. 3 divisions d'infanterie (dont les 25e et 58e). 30e division blindée équipée de chars T-59 (issue de l'armée régulière). 40e division mécanisée équipée de matériel d'origine soviétique capturé sur l'armée irakienne.
1983	3 divisions d'infanterie. 23e division commando (issue de l'armée régulière).
1984	3 divisions d'infanterie. 10e brigade d'infanterie de choc « Maître des martyrs ».
1985	14e division mécanisée équipée de chars T-59. 2 divisions d'infanterie. 20e brigade blindée « Ramadan » équipée de chars T-69. 351e brigade d'artillerie équipée de missiles balistiques Scud-B (livrés par la Libye, puis la Corée du Nord). Création d'un commandement naval et d'un commandement de l'artillerie au sein de l'armée des gardiens de la révolution.
1986	2 divisions d'infanterie. 41e division de génie d'assaut. 33e division d'artillerie (issue de l'armée régulière).

	3 brigades d'infanterie de marine (1re, 2e et 3e) issues de la transformation des bataillons d'infanterie de marine (en provenance de la Marine). 26e brigade de missiles antinavires Silkworm.
1987	1 division d'infanterie. 1 division de génie d'assaut. 44e division d'artillerie (issue de l'armée régulière).
1988	55e division d'artillerie (issue de l'armée régulière).

Les 17 divisions d'infanterie des *pasdarans* sont identifiées sous les numéros et appellations suivantes : 2e, 3e « Sahib Zaman », 7e « Wali al-Asr », 8e « Nadjaf », 12e « Nasser », 15e « Hassan », 17e « Imam Ali », 25e « Karbala », 27e « Rasulollah », 29e, 30e, 31e « Achoura », 35e, 57e, 58e, 72e et 80e. Une fois éliminées, ces divisions sont souvent reconstituées sous forme de simples brigades.

Matériel :

— **850 chars de bataille** : 100 T-55, 100 T-62 et 100 T-72 livrés par la Libye, 100 T-55 et T-62 livrés par la Bulgarie, 300 T-59 (T-55) et 150 T-69 (T-62) livrés par la Chine et la Corée du Nord ;

— **180 blindés légers de reconnaissance** EE-9 Cascavel livrés par le Brésil ;

— **630 véhicules blindés de transport de troupes** : 50 BTR-60 livrés par la Bulgarie, 100 BTR-60 et 180 BMP-1 livrés par la Libye, 300 EE-11 Urutu livrés par le Brésil ;

— **470 pièces d'artillerie** : 410 canons tractés (40 Oto Melara de 105 mm – sous licence chinoise Norenco – et 150 Type-59 de 130 mm – copie chinoise du M-46 – livrés par la Corée du Nord, 50 Soltam M-71 de 155 mm livrés par Israël, 30 G-5 de 155 mm livrés par l'Afrique du Sud et 140 GHN-45 de 155 mm livrés par l'Autriche) et 60 lance-roquettes multiples (20 Type-63 de 107 mm et 40 BM-11 de 122 mm) livrés par la Corée du Nord ;

— **3 000 mortiers** de 107 et 120 mm livrés par la Chine et la Corée du Nord ;

— **100 vedettes légères** construites par l'Iran (30 MiG-G/S), mais aussi livrées par la Chine (10 Cat-14), la Corée du Nord (20 IPS-16/18) et la Suède

(40 Boghamma). Toutes ces vedettes sont armées d'un canon ou d'une mitrailleuse, de 2 tubes lance-torpilles et/ou d'un lance-roquettes.

Capacité antichar : livraison de RPG-7 et de missiles AT-3 Sagger par la Libye, la Syrie et la Bulgarie. Réapprovisionnement en missiles Tow par Israël, la Corée du Sud et les Etats-Unis.

Capacité antiaérienne : réapprovisionnement en missiles Hawk par Israël, la Corée du Sud et les Etats-Unis. Livraison de Sam-2/3 par la Chine et de Sam-7 portables par l'URSS, la Bulgarie, la Corée du Nord, la Syrie et la Libye. Livraison de 300 missiles sol-air portables RBS-70 par la Suède.

Capacité balistique : livraison de 6 lanceurs de missiles sol-sol Scud-B par la Libye, accompagné d'un stock de 26 missiles (1985). Construction de 300 missiles Oghab (Frog-7) par l'Iran avec l'assistance de la Corée du Nord (1986). Livraison de 100 missiles Hwasong-5 (Scud-B) par la Corée du Nord (1987).

Capacité antinavire : livraison de batteries terrestres de missiles antinavire CSSC-2 Silkworm par la Chine à partir de 1986.

AVIATION

Effectif : réduction de 50 000 hommes (1980) à 35 000 hommes (1988).

Unité : 5e escadre composée des 51e, 52e et 53e escadrons basés à Omdiyeh et équipés de F-5A/B stockés (en 1981), puis de chasseurs F-6 (à partir de 1983) et F-7 (à partir de 1987) qui ne seront pas engagés au combat.

Matériel :

— **104 avions de combat** : 12 F-4D livrés par la Corée du Sud, 12 F-5A/E livrés par l'Ethiopie, 20 F-6 (MiG-19) et 60 F-7 (MiG-21) livrés par la Chine ;

— **24 hélicoptères** CH-47 Chinook livrés par l'Italie ;

— **15 avions utilitaires** PC-6 Turbo Porter livrés par la Suisse ;

— **45 avions d'entraînement** PC-7 Turbo Trainer livrés par la Suisse.

MARINE

Effectif : réduction de 25 000 hommes (1980) à 15 000 hommes (1988).

Unités : à partir de 1986, transformation des 3 bataillons d'infanterie de marine en 3 brigades d'infanterie de marine qui passent sous la tutelle des *pasdarans*.

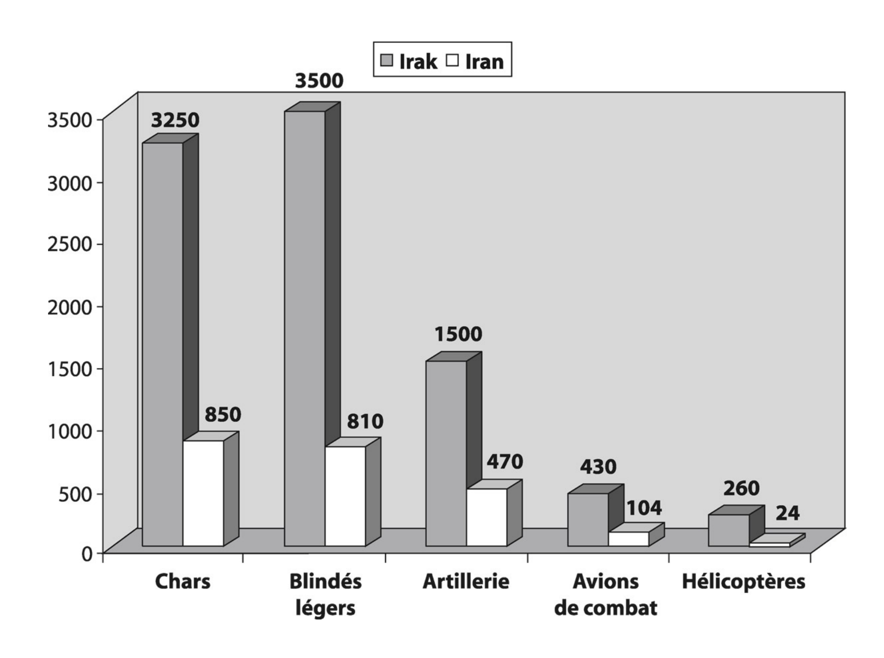
Bâtiments (8 navires légers et 4 bâtiments logistiques) :

1981 : 5 patrouilleurs lance-missiles Combattante II en cours de livraison par la France lors de la révolution islamique (*Khanjar*, *Neyzeh*, *Tabarzin*, *Derafsh* et *Kalat*) et 2 bâtiments logistiques livrés par le Pakistan (*Souru* et *Silim*).

1982 : 2 bâtiments logistiques livrés par le Pakistan (*Sirjan* et *Dayer*).

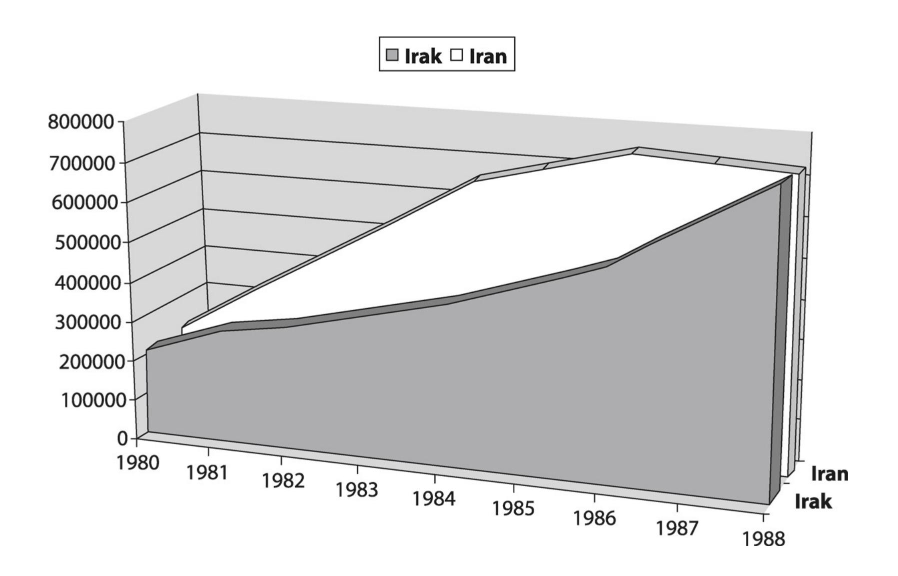
1988 : 3 hydroglisseurs livrés par la Corée du Sud.

Des livraisons de matériel de guerre favorables à l'Irak



Concernant l'artillerie, il convient de tenir compte de la livraison de 3 000 mortiers à l'Iran.

Une croissance des effectifs favorable à l'Iran



Le rapport de forces en avril 1988

IRAK	IRAN
800 000 hommes	850 000 hommes
51 divisions	38 divisions (armée : 12 – *pasdarans* : 26)
3 400 chars	1 100 chars
4 500 autres blindés	1 400 blindés
2 300 pièces d'artillerie	900 pièces d'artillerie + 3 000 mortiers
360 avions de combat, répartis en 30 escadrons	60 avions de combat (+ 100 hors service), répartis en 18 escadrons
140 hélicoptères d'attaque	40 hélicoptères d'attaque (+ 50 hors service)

Irak

FORCES TERRESTRES

— 7 divisions blindées (3e, 6e, 10e, 12e, 17e, « Hammourabi », « Medina Mounawwara ») ;

— 3 divisions mécanisées (1re, 5e, « Nabuchodonosor ») ;

— 41 divisions d'infanterie : 3 de la Garde républicaine (« Fao », « Bagdad » et « Tawakkalna ») ; 8 de première catégorie (2e, 4e, 7e, 8e, 11e, 14e, 15e et 16e) ; 15 de seconde catégorie (18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e, 26e,

27e, 28e, 29e, 30e, 31e et 32e) ; 15 de troisième catégorie (33e, 34e, 35e, 36e, 37e, 38e, 39e, 40e, 41e, 42e, 43e, 44e, 45e, 46e et 50e).

Déploiement :

5e Corps (Rawandouz) : 23e, 33e, 38e et 45e divisions d'infanterie.

1er Corps (Kirkouk) : 4e, 7e, 24e, 27e, 34e, 36e, 39e, 43e, 44e, 46e et 50e divisions d'infanterie.

2e Corps (Bagdad) : 16e, 21e, 22e et 28e divisions d'infanterie.

4^{e} Corps (Amara) : 2^{e}, 18^{e}, 20^{e}, 29^{e} et 32^{e} divisions d'infanterie.

6e Corps (Majnoun) : 25e, 31e et 35e divisions d'infanterie.

3e Corps (Bassora) : 8e, 11e, 19e, 30e, 41e et 42e divisions d'infanterie.

7e Corps (Fao) : 14e, 15e, 26e, 37e et 40e divisions d'infanterie.

Corps de bataille mécanisé : 3e, 6e, 10e, 12e et 17e divisions blindées – 1re et 5e divisions mécanisées – Garde républicaine.

FORCES AÉRIENNES

— 4 escadrons de Mirage F-1 (79e, 81e, 89e et 91e) ;

— 7 escadrons de MiG-21 (7e, 9e, 11e, 27e, 37e, 47e et 70e) ;

— 6 escadrons de MiG-23 (29e, 39e, 49e, 59e, 63e et 73e) ;

— 3 escadrons de MiG-25 (87e, 96e et 97e) ;

— 1 escadron de MiG-29 (6e) ;

— 1 escadron de Su-20 (1er) ;

— 4 escadrons de Su-22 (5e, 44e, 69e et 109e) ;

— 3 escadrons de Su-25 (114e, 115e et 116e) ;

— 1 escadron de Tu-16 et Tu-22 (10e).

Iran

FORCES TERRESTRES

(*les unités en italique sont sous tutelle des* pasdarans)

— 5 divisions blindées (16e, *30e*, 81e, 88e et 92e) ;

— 4 divisions mécanisées (*14e*, 28e, *40e* et 84e) ;

— 21 divisions d'infanterie (*3e, 7e, 8e, 12e, 15e, 17e, 21e, 23e, 25e, 27e, 29e, 30e, 31e, 35e, 57e, 58e, 63e*, 64e, *72e*, 77e *et 80e*) ;

— 1 division parachutiste (55e) ;

— 2 divisions de génie d'assaut (dont la *41e*) ;

— 5 divisions d'artillerie (11e, 22e, *33e*, *44e* et *55e*).

FORCES AÉRIENNES

— 3 escadrons de F-14 Tomcat (72e, 81e et 82e) ;
— 7 escadrons de F-4 Phantom (11e, 12e, 31e, 61e, 71e, 91e et 101e) ;
— 5 escadrons de F-5 Tigre (21e, 22e, 41e, 42e et 102e) ;
— 1 escadron de F-6 (51e) ;
— 2 escadrons de F-7 (52e et 53e).

Les oppositions armées aux régimes iranien et irakien

L'opposition armée au régime irakien

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK)
Chef : Massoud Barzani (soutenu par l'Iran).
Effectif maximal (entre 1986 et 1988) : **45 000 *peshmergas*** (dont un tiers mobilisés en permanence) disposant de quelques chars, de pièces d'artillerie légère, de canons sans recul, de mitrailleuses, de missiles antichars et de Sam-7.
Zone d'action : partie nord du Kurdistan irakien.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK)
Chef : Jalal Talabani (soutenu par l'Iran et la Syrie).
Effectif maximal (entre 1986 et 1988) : **12 000 *peshmergas*** disposant de quelques chars, de pièces d'artillerie légère, de canons sans recul, de mitrailleuses, de missiles antichars et de Sam-7.
Zone d'action : partie sud du Kurdistan irakien.

Le Parti socialiste du Kurdistan (PSK)
Chef : Mahmoud Othman (soutenu par la Syrie).
Effectif maximal (entre 1986 et 1988) : **1 500 *peshmergas*** équipés d'armes légères.
Zones d'action : Mossoul et la zone frontalière avec la Syrie.

L'opposition armée au régime iranien

Le Mouvement national des combattants du peuple, plus connu sous l'appellation de **Moudjahidin du peuple** (*moudjahidin Khalq*)
Chef : Massoud Radjavi (exilé en France entre 1981 et 1986, puis à Bagdad).
Effectif maximal (entre 1981-1983 et 1987-1988) : **15 000 combattants**, disposant de quelques chars et de plusieurs dizaines de pièces d'artillerie légère,

de canons sans recul, de mitrailleuses, de missiles antichars et de Sam-7.
Zones d'action : Téhéran, Chiraz, Tabriz et les provinces de l'Azerbaïdjan iranien jusqu'en 1983-1984, puis zone frontalière irakienne à partir de 1987.

Le Peykar (mouvement marxiste dissident des Moudjahidin du peuple)
Chef : Hossein Rouhani (arrêté en 1982).
Effectif maximal (entre 1980 et 1982) **: 3 000 combattants** équipés d'armes légères.
Zones d'action : Téhéran et les provinces de la Caspienne et de l'Azerbaïdjan iranien.

Les Feddayin du peuple (*Feddayin Khalq*)
Pas de chef charismatique, car ce mouvement est fortement décentralisé.
Effectif maximal (entre 1980 et 1983) : **5 000 combattants** équipés d'armes légères.
Zones d'action : le Kurdistan iranien et le Baloutchistan.

Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI)
Chef : Abdul Rahman Ghassemlou (assassiné en juillet 1988).
Effectif maximal (entre 1980 et 1983) : **30 000 *peshmergas*** disposant de quelques chars capturés et de pièces d'artillerie légère, de canons sans recul et de mitrailleuses.
Zone d'action : le Kurdistan iranien.

L'Organisation révolutionnaire des travailleurs du Kurdistan iranien, plus connue sous l'appellation de **Komala**
Chefs : Saafar Chafyih et Nawshirwan Moustafa.
Effectif maximal (entre 1980 et 1983) : **5 000 *peshmergas*** équipés d'armes légères.
Zone d'action : le Kurdistan iranien.

Le Front arabe de libération d'Al-Ahwaz (soutenu par l'Irak)
Effectif en 1980 : quelques centaines de miliciens rapidement réduits au silence dans les semaines suivant l'invasion irakienne.
Zone d'action : Khouzestan.

L'assistance militaire étrangère au profit des belligérants

Au profit de l'Irak

Valeur approximative de l'ensemble des livraisons de matériel de guerre à l'Irak :
80 milliards de dollars (à son cours de 1988)

URSS **(valeur approximative : 30-45 milliards de dollars)**

Formation du personnel irakien dans tous les domaines. Présence de « conseillers militaires » soviétiques en Irak. Accord pour la remise en état des matériels de guerre d'origine soviétique. Livraison, à partir du printemps 1982, de 280 avions de combat (MiG-21, MiG-23, MiG-25, MiG-29, Su-22 et Su-25), de 58 hélicoptères Mi-17 et Mi-24/25, de 12 avions de transport Tu-124 et Il-76 (dont un modifié pour le guet aérien), de 1 000 chars (T-55, T-62 et T-72), de 500 blindés de transport de troupes BMP-1, de 100 blindés de reconnaissance BRDM-2, de 150 canons tractés D-30, de 100 canons automoteurs 2S1 et 2S3, de 18 lanceurs et 300 missiles sol-sol Scud-B, de 4 patrouilleurs lance-missiles Osa II, de 2 vedettes lance-torpilles P-6, de 1 bâtiment d'assaut amphibie Polnocny, de plusieurs millions d'obus et munitions diverses, de plusieurs dizaines de milliers d'armes légères, de plusieurs milliers de camions et véhicules légers, de plusieurs milliers de missiles antichars AT-3/4, de missiles sol-air Sam-2/3/6/7/9/13/14 et de missiles air-air AA-2/6/7/8/11.

France **(valeur approximative : 17 milliards de dollars)**

Formation des pilotes et techniciens irakiens amenés à voler sur aéronefs français. Présence de techniciens français en Irak. Location de 5 avions Super Etendard équipés de missiles Exocet (entre 1983 et 1985). Livraison, pendant toute la durée du conflit, de 121 avions de combat Mirage F-1EQ (dont 24

équipés pour le tir de missiles Exocet), de 56 hélicoptères (40 Gazelle « Hot », 10 Puma et 6 Super Frelon « Exocet »), de 10 chars AMX-30, de 100 blindés légers de reconnaissance Panhard UTM-800 « Hot », de 100 blindés AMX-10P, de 80 canons GCT-AUF1, de 60 systèmes sol-air Roland, de plusieurs batteries de missiles sol-air Crotale (*via* l'Arabie saoudite), de matériel de guerre électronique, de plusieurs millions d'obus et munitions diverses, de plusieurs milliers de missiles antichars Hot et Milan, de plusieurs centaines de missiles air-mer Exocet, de missiles sol-air Roland, de missiles air-sol AS-30L et de missiles air-air (Magic-1 & 2, Super 530).

Chine **(valeur approximative : 6 milliards de dollars)**

Livraison de 1 500 chars T-59/T-69 et 300 canons tractés Type-59 (à partir de 1981), de batteries de missiles antinavires CSSC-2 Silkworm (en 1982), de 30 chasseurs F-7 (entre 1983 et 1985), de 4 bombardiers H-6 (en 1988), ainsi que de plusieurs dizaines de milliers d'armes légères et plusieurs millions d'obus et munitions diverses.

Italie **(valeur approximative : 3,6 milliards de dollars)**

Formation de base d'une partie des pilotes irakiens. Commande non livrée de 11 navires de guerre (4 frégates, 6 corvettes et 1 pétrolier ravitailleur). Livraison de 48 avions d'entraînement AS-202 (entre 1981 et 1983), de plusieurs millions de mines (*via* Singapour) et d'importantes quantités d'obus et munitions diverses.

Egypte **(valeur approximative : 3 milliards de dollars)**

Envoi d'une cinquantaine de pilotes, de plusieurs centaines de techniciens et de plusieurs milliers de « volontaires » égyptiens sur le front irakien. Envoi du 71e escadron de chasse équipé de Mirage V sur le front irakien (à partir de 1986). Fourniture d'importantes quantités de pièces de rechange pour le matériel d'origine soviétique. Livraison de 250 chars T-55, de munitions de toutes sortes et de missiles AA-2, AT-3 et Sam-7 à partir de 1982. Livraison de 30 chasseurs obsolètes Su-7 (utilisés comme leurres sur les aérodromes irakiens).

Brésil **(valeur approximative : 1,7 milliard de dollars)**

Livraison de 24 avions d'entraînement Tucano sur 50 commandés (entre 1986 et 1988), de 50 blindés légers de reconnaissance EE-3 Jararaca et de 1 600 blindés EE-11 Urutu (à partir de 1981), de plusieurs centaines de camions E-25

et E-50, de 120 lance-roquettes multiples (Astros II, Astros SS-40 et SS-60 à partir de 1985) et de pièces détachées pour blindés légers EE-9 Cascavel.

Yougoslavie **(valeur approximative : 1,2 milliard de dollars)**

Formation d'une partie des marins irakiens. Livraison, à partir de 1981, d'une frégate école, de 3 dragueurs de mines, de 100 canons tractés D-30, de 300 mortiers lourds, de plusieurs centaines de milliers d'obus et munitions diverses et de plusieurs dizaines de milliers d'armes légères.

Roumanie **(valeur approximative : 1 milliard de dollars)**

Livraison, à partir de 1981, de 300 chars T-55 et T-62, de 200 véhicules blindés BMP-1, de 100 canons tractés D-30, de plusieurs dizaines de milliers d'armes légères, de plusieurs centaines de camions et véhicules légers, ainsi que des quantités importantes d'obus, de munitions diverses et de missiles AA-2, AT-3 et Sam-7.

Pologne **(valeur approximative : 900 millions de dollars)**

Livraison, à partir de 1981, de 200 chars T-55 et T-62, de 100 véhicules blindés BMP-1, de 200 véhicules blindés de transport de troupes OT-62 et OT-64, de 100 canons tractés D-30, de plusieurs dizaines de milliers d'armes légères, de plusieurs centaines de camions et de véhicules légers, ainsi que des quantités importantes d'obus, de munitions diverses et de missiles AA-2, AT-3 et Sam-7.

Tchécoslovaquie **(valeur approximative : 800 millions de dollars)**

Livraison, à partir de 1981, de 24 avions d'entraînement L-29 et L-39, de 200 blindés OT-62 et OT-64, d'armes légères, ainsi que d'importantes quantités d'obus et de missiles AA-2, AT-3 et Sam-7.

Autriche **(valeur approximative : 350 millions de dollars)**

Livraison de 100 blindés de reconnaissance SK-105 Kürassier (en 1981) et de 200 canons tractés GHN-45 (à partir de 1984 *via* la société canadienne de Gerald Bull).

Hongrie **(valeur approximative : 300 millions de dollars)**

Livraison en 1981 de 150 blindés légers BRDM-1 et de 400 canons antiaériens S-60.

Etats-Unis **(valeur approximative : 250 millions de dollars)**

Coopération dans le domaine du renseignement militaire, notamment en matière d'imagerie spatiale, d'imagerie radar et de données Elint-Sigint. Livraison de 6 avions de transport L-100 (en 1985), de 86 hélicoptères Hughes 300/500/530 (à partir de 1986) et d'importantes quantités de bombes à fragmentation.

Afrique du Sud **(valeur approximative : 200 millions de dollars)**

Livraison de 100 canons tractés G-5 et des munitions afférentes (à partir de 1986).

Allemagne **(valeur approximative : 150 millions de dollars)**

Formation des médecins militaires irakiens. Livraison de plusieurs centaines de porte-chars et de camions Mercedes. Livraison de 60 hélicoptères BO-105 équipés de missiles antichars Hot, à partir de 1982, *via* l'Espagne.

Espagne **(valeur approximative : 150 millions de dollars)**

Livraison des hélicoptères BO-105 pour le compte de l'Allemagne, de plusieurs milliers d'armes légères, de plusieurs centaines de canons sans recul de 106 mm, de plusieurs centaines de Jeep Land Rover Santana, ainsi que d'importantes quantités de munitions.

Suisse **(valeur approximative : 100 millions de dollars)**

Livraison de 100 véhicules blindés légers de transport de troupes Mowag Roland (en 1981), de 50 avions d'entraînement Pilatus PC-7 Turbo Trainer (entre 1982 et 1985), de munitions de petit calibre et de matériel de cryptographie.

Royaume-Uni **(valeur approximative : 60 millions de dollars)**

Accueil de stagiaires irakiens dans les écoles militaires britanniques. Formation de base d'une partie des pilotes irakiens. Livraison de 300 Land Rover, de systèmes radars de guidage d'artillerie et de pièces de rechange pour les chars Chieftain et Scorpion capturés sur l'armée iranienne.

Suède **(valeur approximative : 50 millions de dollars)**

Livraison d'importantes quantités de munitions pour canons antiaériens Bofors.

Belgique **(valeur approximative : 40 millions de dollars)**

Livraison d'armes légères et de munitions de petits calibres.

Singapour

Fourniture de mines navales de conception italienne.

Canada

Accueil de stagiaires irakiens. Coopération dans le domaine de l'artillerie.

Chili

Fourniture de bombes à fragmentation.

Jordanie

Accord de transit pour la livraison d'armes en provenance d'autres pays. Accord pour le stationnement ponctuel d'avions de combat irakiens sur le territoire jordanien. Livraison de missiles air-air Magic et Aim-9 Sidewinder. Prêt d'une dizaine de chasseurs Mirage F-1. Envoi de plusieurs milliers de « volontaires » et d'une brigade mécanisée jordanienne sur le front irakien. Détachement d'une quinzaine de pilotes de chasse jordaniens et d'une cinquantaine de techniciens au sein de l'aviation irakienne.

République démocratique allemande (RDA)

Formation de pilotes.

Arabie saoudite et Koweït

Accords de transit pour la livraison d'armes en provenance d'autres pays. Accords pour le stationnement ponctuel d'avions de combat irakiens sur les territoires koweïtien et saoudien. Livraison de bombes et munitions d'origine américaine. Importante assistance financière.

Maroc et Yémen du Nord

Envoi de « volontaires » sur le front irakien. Détachement au sein de l'armée de l'air irakienne de quelques pilotes marocains de Mirage F-1 en qualité d'instructeurs.

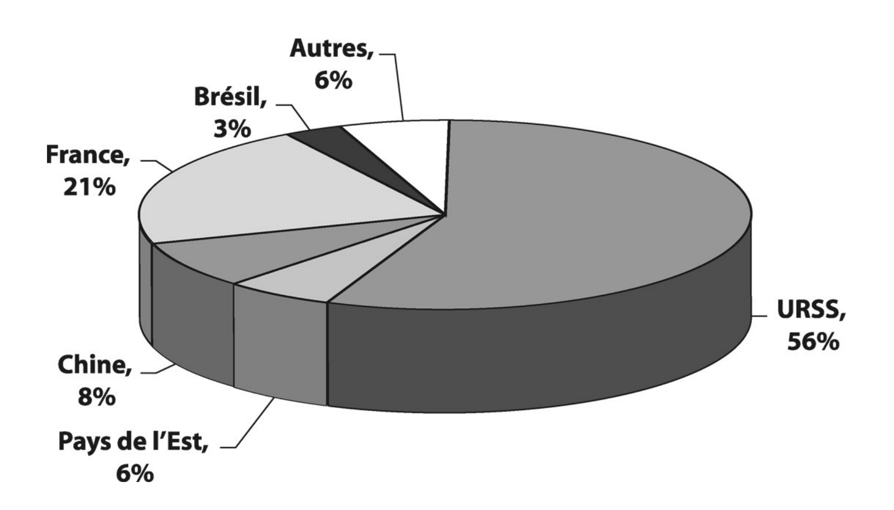
Turquie

Accord de transit pour la livraison d'armes en provenance d'autres pays. Accord de coopération militaire pour lutter contre l'opposition armée kurde. Accueil de stagiaires irakiens dans les écoles militaires turques.

Japon

Matériel de cryptographie et d'interception électronique.

Principaux fournisseurs de l'Irak



Au profit de l'Iran

Valeur approximative de l'ensemble des livraisons de matériel de guerre à l'Iran :
24 milliards de dollars (à son cours de 1988)

Chine (valeur approximative : 3 milliards de dollars)

Livraison de 200 chars T-59 / T-69 et de 80 chasseurs F-6 / F-7 (à partir de 1983), de batteries de missiles antinavires CSSC-2 Silkworm (en 1986), de batteries de Sam-2 et Sam-3 (en 1987), de 10 vedettes légères Cat-14, d'un

millier de mortiers, de millions d’obus, de mines et munitions diverses, ainsi que de plusieurs dizaines de milliers d’armes légères.

Corée du Nord (valeur approximative : 3 milliards de dollars)

Présence de « conseillers militaires » nord-coréens en Iran. Accord d’assistance pour la fabrication de missiles sol-sol Frog-7. Accord pour la remise en état des matériels d’origine soviétique capturés sur l’armée irakienne. Livraison, à partir de 1981, de 250 chars T-59, de 190 canons tractés (Type-59 et Oto Melara/Norenco), de 60 lance-roquettes multiples (Type-63 et BM-11), de 2 000 mortiers, de 20 vedettes légères IPS-16/18, d’un sous-marin de poche, de plusieurs centaines de missiles sol-air Sam-7, de canons sans recul, de 100 missiles sol-sol Scud-B (à partir de 1987), de millions d’obus, de mines et munitions diverses, ainsi que d’importantes quantités d’armes légères.

Libye (valeur approximative : 2,5 milliards de dollars)

Fourniture de pièces de rechange pour matériel d’origine soviétique capturé sur l’armée irakienne. Livraison, entre 1981 et 1984, de 300 chars T-55, T-62 et T-72, de 280 véhicules blindés BTR-60 et BMP-1, de 6 lanceurs de missiles sol-sol Scud-B (en 1985, avec 26 missiles), de plusieurs milliers d’obus de chars, de RPG-7 et de plusieurs centaines de missiles AT-3 et Sam-7.

Israël (valeur approximative : 2 milliards de dollars)

Fourniture, entre 1980 et 1986, de pièces de rechange pour différents types de missiles, pour chars M-48 et M-60, pour chasseurs F-4 et pour hélicoptères AH-1 et Bell-212. Livraison de nacelles de guerre électronique, d’appareils de télécommunication et de brouillage, de 2 500 missiles antichars Tow, de plusieurs centaines de missiles air-air Sidewinder, de 68 missiles sol-air Hawk, de 50 canons Soltam M-71, de 150 canons antichars M-40, de plusieurs centaines de Jeep, de plusieurs milliers d’armes légères et de plusieurs centaines de milliers d’obus (chars et artillerie).

URSS (valeur approximative : 1,5 milliard de dollars)

Accord de transit pour la livraison d’armes en provenance d’autres pays, notamment *via* le port de Bandar Anzali sur la mer Caspienne. Présence de « conseillers militaires » soviétiques en Iran. Formation de militaires iraniens dans l’emploi des blindés et des pièces d’artillerie d’origine soviétique. Accord pour la remise en état des matériels de guerre d’origine soviétique capturés sur

l’armée irakienne. Livraison, à partir de 1981, de missiles sol-air Sam-7, de centaines de camions et de véhicule légers, de plusieurs dizaines de milliers d’armes légères et d’importantes quantités de munitions pour les blindés et les pièces d’artillerie d’origine soviétique capturés sur l’armée irakienne.

Corée du Sud (valeur approximative : 1,2 milliard de dollars)

Fourniture, dès 1981, d’importantes quantités de pièces de rechange pour chars M-48 et M-60, pour chasseurs F-4 et F-5 et pour hélicoptères AH-1. Livraison de 12 chasseurs F-4D en 1983, de plusieurs milliers d’armes légères et de plusieurs centaines de missiles antichars Tow, de missiles sol-air Hawk et de missiles air-air AIM-7E/F Sparrow et Aim-9J/L Sidewinder.

Bulgarie (valeur approximative : 840 millions de dollars)

Fourniture de pièces de rechange pour l’ensemble du matériel d’origine soviétique. Livraison en 1981 de 100 chars T-55 et T-62, de 50 véhicules blindés BTR-60 et d’importantes quantités d’armes légères, d’obus, de roquettes et de munitions de tous types, notamment de RPG-7, de missiles AT-3 et Sam-7.

Syrie (valeur approximative : 800 millions de dollars)

Accord pour la présence d’environ 2 000 combattants iraniens au sein du Hezbollah au Sud-Liban, face à Israël. Fourniture de pièces de rechange pour l’ensemble du matériel d’origine soviétique. Livraison dès 1981 d’importantes quantités d’armes légères, de munitions de tous types, notamment de RPG-7 et de missiles AT-3 et Sam-7.

Portugal (valeur approximative : 760 millions de dollars)

Livraison d’importantes quantités d’obus et de munitions de tous types.

Espagne (valeur approximative : 730 millions de dollars)

Fourniture de pièces de rechange pour chasseurs F-4 et F-5. Livraison de véhicules légers Land Rover construits sous licence en Espagne et d’importantes quantités de munitions (notamment pour l’aviation).

Etats-Unis (valeur approximative : 650 millions de dollars)

Livraison, à partir de 1981, de pièces de rechange pour hélicoptères, pour chasseurs F-4, F-5 et F-14 et pour missiles Aim-54 Phoenix. Livraison (*via*

Israël), de 1984 à 1986, de 2 500 missiles antichar Tow, de 18 missiles sol-air Hawk et de pièces de rechange permettant de moderniser 300 missiles Hawk. Fourniture d'imagerie satellitaire.

Royaume-Uni (valeur approximative : 600 millions de dollars)

Accord pour la modernisation du réseau de détection aérienne. Fourniture de pièces détachées et de moteurs pour chars Chieftain et Scorpion, de composants électroniques pour missiles sol-air Rapier et de systèmes de contre-mesures électroniques.

Suède (valeur approximative : 600 millions de dollars)

Livraison d'une usine de munitions clé en main, de 300 missiles sol-air portables RBS-70 (en 1986), de 40 vedettes légères Boghamma, d'importantes quantités d'obus pour canons antiaériens Bofors et de 1 300 tonnes de poudre et d'explosifs pour la fabrication de munitions et d'obus.

Italie (valeur approximative : 500 millions de dollars)

Livraison de 24 hélicoptères CH-47 Chinook (à partir de 1981), de pièces de rechange pour hélicoptères, de 13 radars côtiers, de systèmes de guerre électronique et d'importantes quantités de poudre (au moins 5 300 tonnes) pour la fabrication de munitions. Commande non livrée de 7 patrouilleurs.

France (valeur approximative : 480 millions de dollars)

Livraison (entre 1982 et 1986) de 500 000 obus d'artillerie de 155 et 203 mm (Luchaire), de 2 000 systèmes de freinage pour bombe (Matra), de 200 caméras thermiques pour aéronef (Thomson-CSF), de munitions de petits calibres (Manhurin) et d'importantes quantités de poudre (SNPE) pour la fabrication de munitions.

Autriche (valeur approximative : 480 millions de dollars)

Livraison de 140 canons tractés GHN-45 (Noricum) et des munitions afférentes, *via* la Libye (à partir de 1987).

Brésil (valeur approximative : 450 millions de dollars)

Livraison, entre 1982 et 1986, de 180 blindés légers Cascavel, de 300 véhicules blindés EE-11 Urutu et de plusieurs dizaines de milliers d'obus

d'artillerie.

Suisse (valeur approximative : 430 millions de dollars)

Livraison de 15 avions utilitaires Pilatus PC-6 Turbo Porter (en 1983), de 45 avions d'entraînement Pilatus PC-7 Turbo Trainer (à partir de 1984), de pièces de rechange pour équipements radars et pour canons antiaériens, de matériel de cryptage, ainsi que d'importantes quantités de munitions de petits calibres.

Grèce (valeur approximative : 350 millions de dollars)

Fourniture dès 1981 d'importantes quantités de pièces de rechange pour chasseurs F-4 et F-5 et pour hélicoptères AB-205/206. Livraison de munitions et de poudre pour la fabrication d'obus.

Afrique du Sud (valeur approximative : 100 millions de dollars)

Livraison de 30 canons tractés G-5 et des munitions afférentes (à partir de 1987).

Ethiopie (valeur approximative : 70 millions de dollars)

Livraison de 12 chasseurs F-5A/E en 1986.

Belgique (valeur approximative : 50 millions de dollars)

Livraison de poudre et d'explosifs et de moteurs d'avions de chasse.

Argentine

Livraison de plusieurs milliers d'armes légères.

Allemagne

Livraison de plusieurs centaines de camions Mercedes (*via* la Suisse) et d'importantes quantités de munitions de petits calibres (Werner). Négociations pour la livraison éventuelle d'avions de transport Transall et de 6 sous-marins de type 209.

République démocratique allemande (RDA)

Formation de pilotes de chasse iraniens.

Taïwan

Fourniture dès 1981 de pièces de rechange pour chasseurs F-5 et pour chars M-48.

Singapour

Fourniture de munitions et d'armes légères.

Inde

Livraison de 2 000 bateaux pneumatiques pour le génie d'assaut iranien et de 200 torpilles pour les vedettes des *pasdarans*.

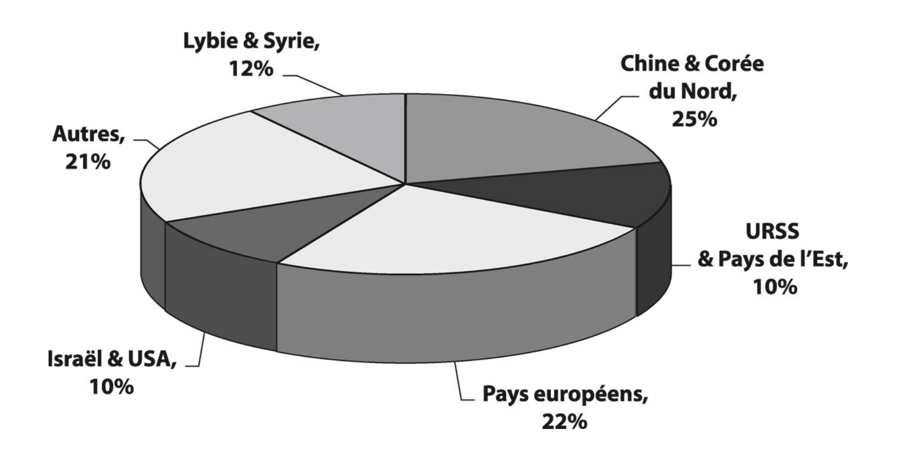
Pakistan

Formation des instructeurs iraniens sur chasseurs F-6 et F-7.

Turquie

Accord de transit pour la livraison d'armes en provenance d'autres pays. Fourniture de pièces de rechange pour chasseurs F-4 et F-5.

Principaux fournisseurs de l'Iran



Le pétrole, nerf de la guerre

Pour l'IRAK

A la veille du déclenchement de la guerre :

Quota de production alloué par l'Opep : **3,2 millions de barils par jour** (capacité théorique de production de 4 millions de barils par jour)

— gisements pétroliers autour de Bassora : 60 % de la production totale ;

— gisements pétroliers autour de Kirkouk-Mossoul : 40 % de la production totale.

Capacité de raffinage : **310 000 barils par jour**

— raffinerie de Bassora : 140 000 barils par jour ;

— raffinerie de Daurah (Bagdad) : 80 000 barils par jour ;

— raffinerie de Baiji : 60 000 barils par jour ;

— raffinerie de Kirkouk : 30 000 barils par jour.

Capacité théorique d'exportation : **5,2 millions de barils par jour**

— terminal off-shore de Mina al-Bakr : 2,2 millions de barils par jour (détruit en novembre 1980) ;

— terminal off-shore de Kohr al-Amaya : 1,8 million de barils par jour (détruit en novembre 1980) ;

— oléoduc Kirkouk-Dortyol (*via* la Turquie) : 650 000 barils par jour ;

— oléoduc Kirkouk-Baniyas (*via* la Syrie) : 550 000 barils par jour (fermé à partir d'avril 1982).

Mise en service de nouveaux canaux d'exportation pendant la guerre :

1982	Mise en place d'une noria de camions-citernes vers Aqaba (en Jordanie) et Dortyol (en Turquie) : 50 000 barils par jour.
1984	Nouvel oléoduc Kirkouk-Dortyol (en Turquie) : 400 000 barils par jour (début des travaux en 1982 – capacité portée à 600 000 barils par jour en 1988).

1985	Tronçon d'oléoduc reliant les gisements pétroliers du sud de l'Irak à Yanbu' (en Arabie saoudite) via la *petroline* saoudienne : 500 000 barils par jour (début des travaux en 1983 – capacité portée à 1 million de barils par jour en 1988).
1987	Début de la construction de l'oléoduc Baiji-Bassora (capacité de 500 000 barils par jour) permettant de relier les gisements pétroliers du nord et du sud de l'Irak. Ce tronçon d'oléoduc n'entrera en service qu'après la fin de la guerre.

POUR L'IRAN

A la veille du déclenchement de la guerre :

Quota de production alloué par l'Opep : **4,4 millions de barils par jour** (capacité théorique de production de 6 millions de barils par jour)

— gisements pétroliers du Khouzestan : 65 % de la production totale ;
— gisements pétroliers répartis dans le reste du pays : 20 % de la production totale ;
— gisements pétroliers off-shore : 15 % de la production totale.

Capacité de raffinage : **1,2 million de barils par jour**

— raffinerie de Abadan : 600 000 barils par jour (détruite en novembre 1980) ;
— raffinerie de Téhéran : 200 000 barils par jour (très endommagée en 1988) ;
— raffinerie de Bandar Khomeiny : 140 000 barils par jour ;
— raffinerie d'Ispahan : 80 000 barils par jour ;
— raffinerie de Tabriz : 80 000 barils par jour ;
— raffinerie de Chiraz : 40 000 barils par jour ;
— raffinerie d'Arak : 40 000 barils par jour ;
— raffinerie de Kermanchah : 20 000 barils par jour.

Capacité théorique d'exportation : **7,525 millions de barils par jour**

— terminal de Kharg : 6 millions de barils par jour (capacité réduite à partir de 1984) ;
— terminal de Bandar Khomeiny : 1,5 million de barils par jour (capacité réduite de moitié dès 1981 – hors service à partir de 1983) ;
— terminal de Lavan : 25 000 barils par jour.

Mise en service de nouveaux canaux d'exportation pendant la guerre :

1984	Mise en place d'une navette de pétroliers jusqu'au terminal de Lavan dont la capacité d'exportation est portée à 250 000, puis

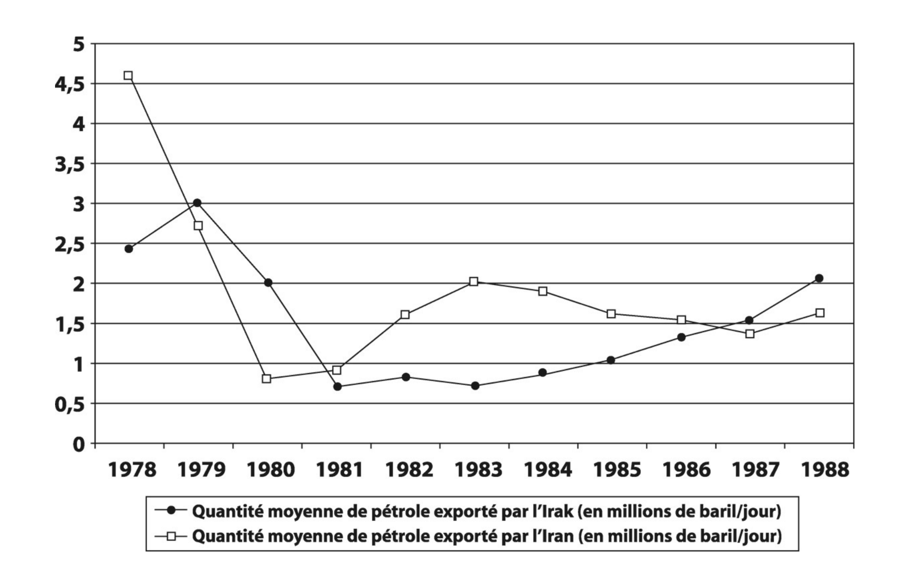
	1 million de barils par jour.
1985	Terminal flottant de Sirri (1,5 million de barils par jour) relié à Kharg par une navette de pétroliers.
1986	Terminal flottant de Larak (2 millions de barils par jour) relié à Kharg par une navette de pétroliers.
1987	Début de la construction des terminaux de Bandar Abbas et de Jask qui n'entreront en service qu'après la fin de la guerre.

L'évolution des revenus pétroliers des deux belligérants

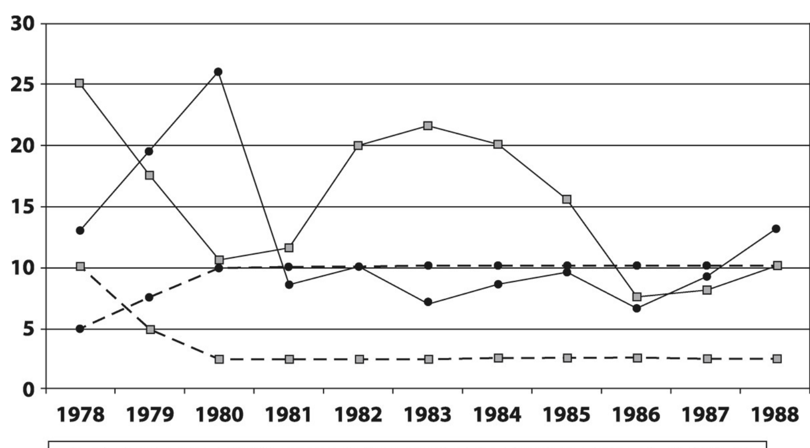
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
moyen du baril de pétrole lollars)	15	18	36	34	35	30	29	27	14	17	18
IRAK											
luction moyenne nillions de barils par jour)	2,6	3,5	2,6	0,9	1	1,1	1,2	1,3	1,5	2	2,4
ntité moyenne de pétrole rté nillions de barils par jour)	2,4	3	2	0,7	0,8	0,7	0,85	1	1,3	1,5	2
nus annuels tirés de ces rtations (en milliards de dol-	**13**	**19,5**	**26**	**8,5**	**10**	**7**	**8,5**	**9,5**	**6,5**	**9**	**13**
IRAN											
luction moyenne nillions de barils par jour)	5,2	3,2	1,5	1,3	2	2,3	2,2	2,1	2	2,2	2,3
ntité moyenne de pétrole rté nillions de barils par jour)	4,6	2,7	0,8	0,9	1,6	2	1,8	1,6	1,5	1,35	1,6
nus annuels tirés de ces rtations (en milliards de dol-	**25**	**17,5**	**10,5**	**11,5**	**20**	**21,5**	**19**	**15,5**	**7,5**	**8**	**10**

Prix (en c		Prod (en r	Qua expo (en r	**Reve expo lars)**		Prod (en r	Qua expo (en r	**Reve expo lars)**

Les exportations pétrolières des deux belligérants



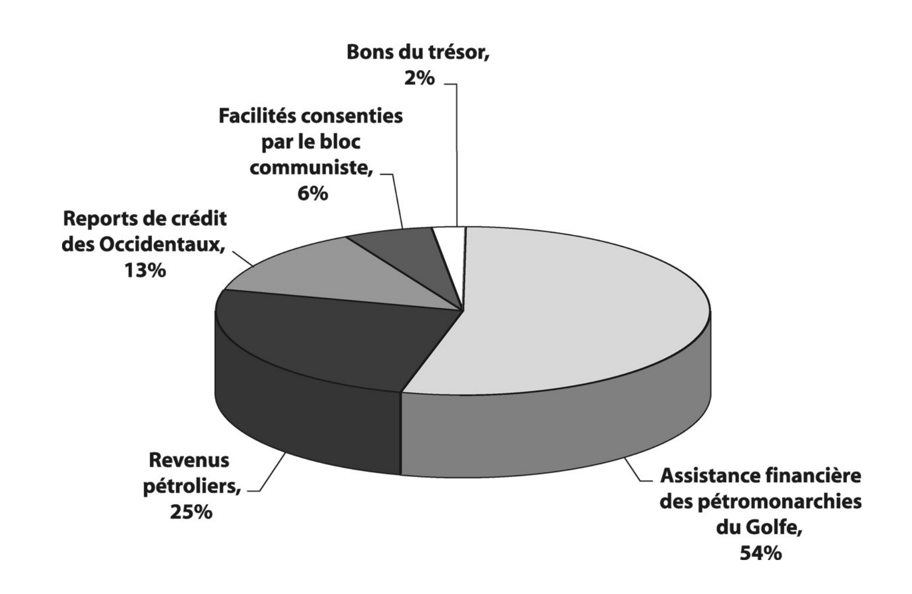
Les revenus pétroliers des deux belligérants



Ces courbes illustrent à la fois l'efficacité des attaques irakiennes contre le trafic pétrolier iranien entre 1983 et 1987 (réduction des exportations iraniennes de 25 % pendant cette période) et le lien étroit entre revenus pétroliers et intensité des opérations militaires terrestres. Trois phases peuvent ainsi être clairement identifiées :

— la phase initiale de l'offensive irakienne (1980-1981), marquée par un important différentiel de revenus au profit du camp irakien ;
— la phase d'offensives iraniennes (1982-1986), marquée par un important différentiel de revenus au profit du camp iranien ;
— la phase finale de contre-offensive irakienne (1988), marquée de nouveau par un net différentiel de revenus au profit du camp irakien.

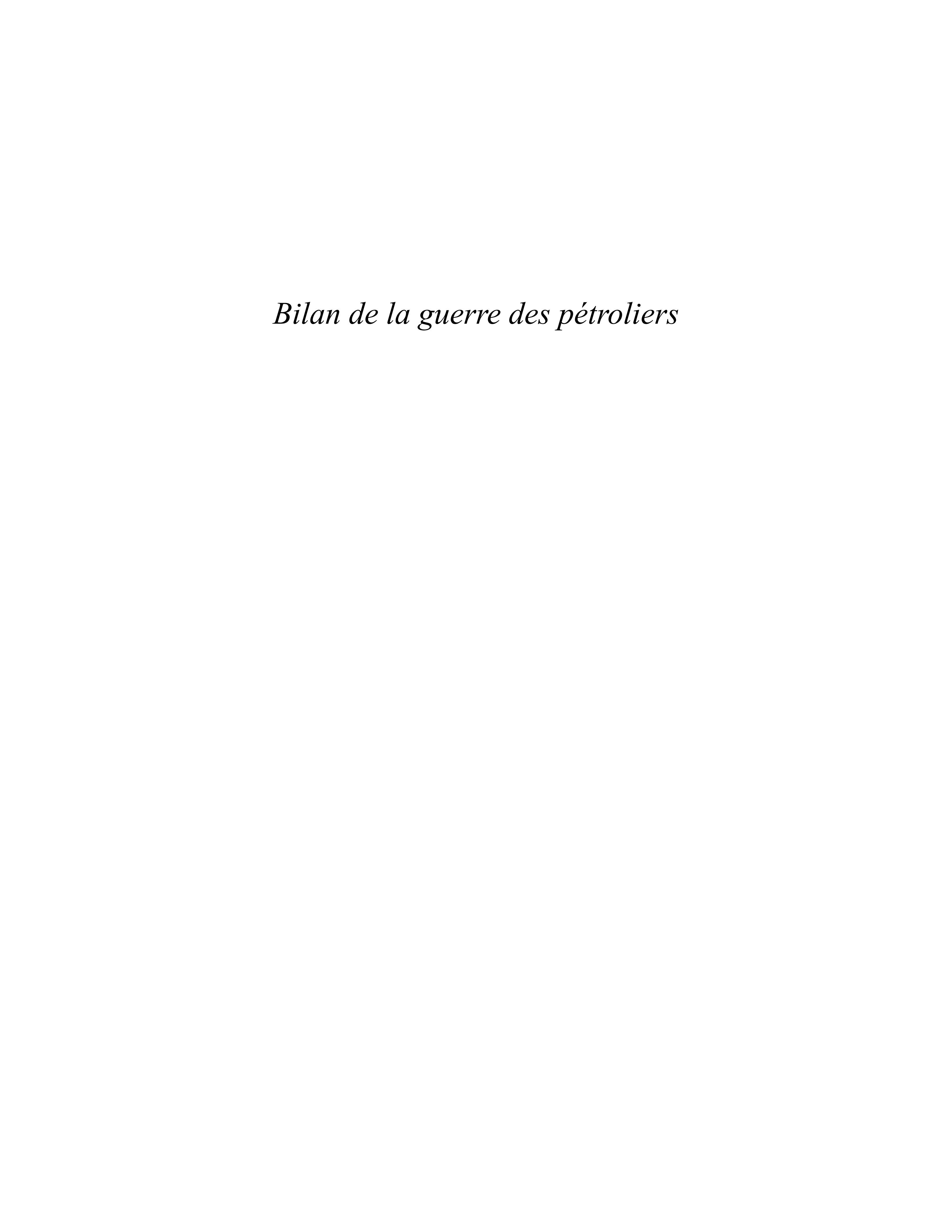
Le financement de l'effort de guerre irakien



Prêts consentis par les pétromonarchies du Golfe*	80 milliards de dollars
Revenus pétroliers irakiens **	38 milliards de dollars
Reports de crédit consentis par certains Etats occidentaux	20 milliards de dollars
Facilités consenties par certains Etats communistes	9 milliards de dollars
Bons du Trésor émis par la banque centrale irakienne	3 milliards de dollars
Total	**150 milliards de dollars**

* Arabie saoudite : 60 milliards de dollars ; Koweït : 15 milliards de dollars ; EAU et Qatar : 5 milliards de dollars.

** De septembre 1980 à juillet 1982, 30 % des revenus pétroliers irakiens ont été affectés à l'effort de guerre du pays. Cette proportion a été portée à 40 % d'août 1982 à février 1986, et à 50 % de mars 1986 jusqu'à la fin de la guerre.



Bilan de la guerre des pétroliers

IRAK	IRAN
Pertes humaines (680 000 morts et disparus)	
• Environ 180 000 morts et disparus — 125 000 militaires — 5 000 civils — 50 000 Kurdes irakiens • Environ 520 000 blessés et mutilés • 70 000 prisonniers de guerre capturés par l'armée iranienne	• Environ 500 000 morts et disparus — 380 000 militaires et *pasdarans* — 80 000 *bassidjis* — 10 000 civils — 30 000 Kurdes iraniens • Environ 1 300 000 blessés et mutilés • 45 000 prisonniers de guerre capturés par l'armée irakienne
Pertes matérielles	
2 500 chars* 2 100 autres véhicules blindés 650 pièces d'artillerie lourde **305 avions de combat** (+ 100 autres gravement endommagés) **150 hélicoptères** (+ 50 autres gravement endommagés) 8 avions de transport **15 navires de guerre** : — 2 patrouilleurs lance-missiles Osa I — 5 patrouilleurs lance-missiles Osa II — 6 vedettes lance-torpilles P-6 — 1 dragueur de mines — 1 bâtiment amphibie type Polnocny **13 vedettes légères**	**2 100 chars**** 2 300 autres véhicules blindés 1 000 pièces d'artillerie lourde **180 avions de combat** (+ 120 autres gravement endommagés) **250 hélicoptères** (+ 150 autres gravement endommagés) 14 avions de transport **15 navires de guerre** : — 2 frégates (*Sahand* et *Sabalan****) — 2 corvettes (*Milanian* et *Kahnamvie*)**** — 2 patrouilleurs lance-missiles de classe Combattante II (*Paykan* et *Joshan*) — 1 bâtiment amphibie (*Iran Ajr*) — 3 patrouilleurs — 3 dragueurs de mines & 2 hydroglisseurs **44 vedettes légères**

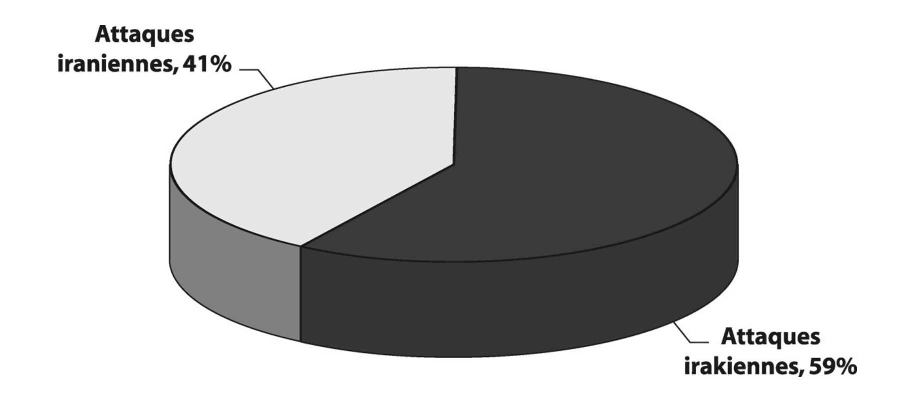
* Dont 400 chars T-54, T-55 et T-62 capturés par l'armée iranienne.

** Dont 600 chars Chieftain, Scorpion, T-55, T-59 et T-62 capturés par l'armée irakienne.

*** La frégate *Sabalan*, bien que très gravement endommagée, sera réparée après la guerre.

**** Une autre corvette a été gravement endommagée.

La Lloyd’s britannique publiera par la suite un bilan légèrement plus élevé (543), car elle inclura dans son total les navires de commerce détruits ou immobilisés dans le Chatt el-Arab au début de la guerre, ainsi que l’ensemble des bâtiments ayant fait l’objet de comportements hostiles de la part des belligérants, y compris lorsque ceux-ci n’ont débouché sur aucun dommage. Il est vrai qu’il lui fallait justifier la multiplication par 10 des primes d’assurances.



Les Irakiens ont tiré plus de 500 missiles Exocet pendant la guerre.

Les deux tiers seulement des navires attaqués ont été des pétroliers.

Plus de la moitié des attaques contre le trafic maritime ont eu lieu entre 1987 et 1988.

Ces attaques ont tué 420 marins et en ont blessé gravement 425 autres.

Les six pays les plus touchés par les attaques ont été le Liberia (60), l’Iran (48), le Panama (46), Chypre (43), la Grèce (32) et le Koweït (16).

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont été très largement épargnés : Royaume-Uni (6), France (5), Etats-Unis (3), URSS (2), Chine (1).

En tonnage, les belligérants ont neutralisé l’équivalent du quart des cargos coulés lors de la bataille de l’Atlantique, pendant la Seconde Guerre mondiale.

La présence navale internationale dans le Golfe

(automne 1987-été 1988)

Présence américaine

L'amiral Dennis Brooks (remplacé par l'amiral Anthony Less en février 1988) supervise l'ensemble du dispositif aéronaval américain depuis le croiseur lance-missiles *Long Beach*, qui totalisera jusqu'à **54 navires de guerre** (dont 2 porte-avions, 1 porte-hélicoptères, 1 cuirassé, 5 croiseurs, 6 destroyers et 12 frégates), 160 avions de combat et 70 hélicoptères.

• **Middle East Task Force**, dans le Golfe (QG à Bahreïn) – amiral Harold Bernsen : 1 bâtiment de commandement (*Lassalle* – remplacé par le *Coronado* en 1988), 1 porte-hélicoptères (*Guadalcanal* – remplacé par l'*Okinawa* en 1988), 1 croiseur (*Standley* – remplacé par le *Wainwright* en 1988), 1 destroyer (*Kidd* – remplacé par l'*O'Brien* et le *McCormick* en 1988), 6 frégates (*Flatley*, *Hawes*, *Jarret*, *Klakring*, *Rentz* et *Stark* – remplacées par les *Bagley*, *Halyburton*, *Jack Williams*, *Samuel Roberts*, *Simpson* et *Stump* en 1988), 1 bâtiment d'assaut amphibie (LPD *Raleigh* – remplacé par les LPD *Trenton* et LSD *Portland* en 1988), 4 pétroliers ravitailleurs (*Acadia*, *Kilavea*, *Navasota* et *St. Louis*), 6 chasseurs de mines (*Enhance*, *Esteem*, *Fearless*, *Illusive*, *Inflict* et *Grapple*) et 5 hydroptères lance-missiles (*Hercules*, *Taurus*, *Aquila*, *Aries* et *Gemini*).

• **Groupe aéronaval** déployé dans le golfe d'Oman : 1 porte-avions (*Ranger* – remplacé par l'*Enterprise* en 1988), 1 croiseur lance-missiles (*Gridley* – remplacé par le *Truxtun* en février 1988, puis le *Vincennes* en mai 1988), 3 destroyers (*Leftwich, John Young* et *Auchanan* – remplacés par les *Chandler*, *Merrill* et *Joseph Strauss* en 1988), 2 frégates (*Peary* et *Holt* – remplacées par les *Gary* et *Sides* en 1988), 2 pétroliers ravitailleurs (*Shasta* et *Roanoke*) et 1 bâtiment logistique (*Camden*).

• **Groupe aéronaval de l'*USS Constellation*** déployé dans le nord de la mer d'Arabie, puis renvoyé aux Etats-Unis en novembre 1987 : 1 porte-avions (*Constellation*), 1 croiseur (*Reeves*), 1 destroyer (*Cochrane*), 2 frégates (*Crommelin* et *Cook*), 2 pétroliers ravitailleurs et 1 bâtiment logistique.

• **Groupe de bataille** déployé dans le golfe d'Oman, puis renvoyé aux Etats-Unis en février 1988 : 1 cuirassé (*Missouri* – remplacé par l'*Iowa* en décembre 1987), 2 croiseurs lance-missiles (*Long Beach* et *Bunker Hill*), 1 destroyer (*Hoel* – remplacé par le *Montgomery* en décembre 1987), 2 frégates (*Schofield* et *Curts*), 3 pétroliers ravitailleurs (*Hassayampa*, *Kansas City* et *Wichita*) et 1 bâtiment logistique (*Niagara Falls*).

Présence française

L'amiral Jacques Lanxade commande la **Task Force 623** (opération Prométhée) depuis le pétrolier ravitailleur *Marne*. Cette TF-623 regroupe **14 navires de guerre** (dont 1 porte-avions et 3 frégates lance-missiles), 38 avions de combat et 8 hélicoptères.

• **Task Group 623-1** déployé dans le Golfe : 1 frégate lance-missiles (*Georges Leygues*) et 4 avisos (*Protet*, *Bory*, *De Lagree* et *Victor Schoelcher*).

• **Task Group 623-2** (groupe aéronaval) déployé dans le golfe d'Oman : 1 porte-avions (*Clemenceau* – amiral Le Pichon), 2 frégates lance-missiles (*Suffren* et *Duquesne*) et 2 pétroliers ravitailleurs (*Marne* et *Meuse*).

• **Task Group 623-3** déployé dans le détroit d'Ormuz : 3 chasseurs de mines (*Garigliano*, *Cantho* et *Vinh-Long*) et 1 bâtiment logistique (*Garonne*).

Présence soviétique

Escadre de l'océan Indien – **11 navires de guerre** déployés dans le Golfe : 1 navire de commandement (*Dauriya*), 2 destroyers lance-missiles (*Boevoy* et *Stoyky*), 1 frégate (*Grisha*), 1 navire d'assaut amphibie (LST *Tortsev*), 3 chasseurs de mines (Classe Natya – n° 737, 913 et 918) et 3 pétroliers ravitailleurs.

Présence britannique

Armilla Patrol – **9 navires de guerre** déployés dans le Golfe et le détroit d'Ormuz : 1 destroyer lance-missiles (*Edinburgh*), 2 frégates (*Andromeda* et

Brazen), 4 chasseurs de mines (*Bicester*, *Brecon*, *Brocklesby* et *Hurworth*), 1 pétrolier ravitailleur (*Brambleleaf*) et 1 bâtiment logistique (*Abdiel*).

Présence italienne

7 navires de guerre déployés dans le Golfe et le détroit d'Ormuz : 3 frégates (*Grecale*, *Perseo* et *Scirocco*), 3 chasseurs de mines (*Milazzo*, *Sapri* et *Vieste*) et 1 pétrolier ravitailleur (*Vesuvio*).

Présences belge et néerlandaise

5 navires de guerre déployés dans le détroit d'Ormuz : 4 chasseurs de mines (*Breydel*, *Bovesse*, *Hellevoetsluis* et *Maassluis*) et 1 bâtiment logistique (*Zinnia*).

Total : **100 navires de guerre** (dont 3 porte-avions, 1 porte-hélicoptères, 1 cuirassé, 5 croiseurs, 10 destroyers, 20 frégates et 23 chasseurs de mines), **200 avions de combat et une centaine d'hélicoptères embarqués**.

Les forces aéronavales en présence lors de l'opération Praying Mantis (18 avril 1988)

Côté américain :

Commandement assuré par l'amiral Anthony Less depuis le navire de commandement *Coronado*, disposant de **17 navires de guerre** (dont 1 porte-avions, 2 croiseurs, 5 destroyers et 5 frégates), **86 avions de combat** et **31 hélicoptères**.

• **Task Group Alpha** déployé dans le golfe d'Oman : porte-avions nucléaire *Enterprise* (28 F-14, 28 A-7, 12 A-6, 4 EA-6B, 10 S-3, 4 E-2 et 6 SH-3), croiseur lance-missiles *Truxtun*, destroyer *Chandler* (2 SH-2), frégates *Gary* et *Sides* (4 SH-60), 2 pétroliers ravitailleurs et 1 bâtiment logistique.

• **Task Group Bravo** déployé dans le Golfe, au large des EAU : navire d'assaut amphibie LPD *Trenton* (4 AH-1, 2 UH-1 et 4 CH-46) et destroyers *Merrill* et *McCormick* (2 SH-60).

• **Task Group Charlie** déployé dans le Golfe, à proximité du terminal de Sirri : croiseur lance-missiles *Wainwright* et frégates *Bagley* et *Simpson* (1 SH-2, 2 SH-60).

• **Task Group Delta** déployé dans le Golfe, à proximité du détroit d'Ormuz : frégate *Jack Williams* (2 SH-60) et destroyers *O'Brien* et *Joseph Strauss* (2 SH-60).

Côté iranien :

Commandement assuré par le capitaine de vaisseau Mohammed Hussein Malekzadegan depuis son QG de Bandar Abbas, avec à sa disposition **11 navires**

de guerre (3 destroyers, 4 frégates et 4 patrouilleurs, dont 1 lance-missiles), quelques vedettes et **20 avions de combat**.

• **En mer dans le Golfe, au large des EAU** : patrouilleur lance-missiles *Joshan* (Combattante II) et 6 vedettes légères de classe Boghammar (*pasdarans*).

• **A Bandar Abbas** : frégates lance-missiles *Alvand*, *Alborz*, *Sabalan* et *Sahand*, destroyers *Babr*, *Palang* et *Damavand* (sans réelle valeur militaire), patrouilleurs *Parvin*, *Bahram* et *Nahid* (sans réelle valeur militaire), bâtiments d'assaut amphibies LST *Hengham*, *Tomb*, *Larak* et *Lavan*, pétroliers ravitailleurs *Bandar Abbas*, *Bouchehr* et *Kharg*, 91e escadron équipé de 8 chasseurs bombardiers F-4E Phantom et 92e escadron équipé de 3 avions de patrouille maritime P-3F Orion.

• **A chah Bahar** : 101e escadron équipé de 8 chasseurs bombardiers F-4D Phantom.

• **En patrouille aérienne, à proximité de Bandar Abbas** : 2 F-14A Tomcat détachés du 81e escadron.

Bilan des pertes de l'opération Praying Mantis

US Navy	Marine iranienne
— 1 hélicoptère Sea Cobra — 2 tués (équipage)	— 2 plates-formes off-shore détruites (Sassan et Nasser) — 1 patrouilleur lance-missiles coulé *(Joshan)* — 1 frégate coulée *(Sahand)* — 1 frégate gravement endommagée *(Sabalan)* — 3 vedettes Boghammar coulées (3 autres endommagées) — 1 chasseur Phantom endommagé — 57 tués, 110 blessés

L'emploi des missiles balistiques pendant les hostilités

	Nombre de missiles tirés par l'Irak sur des objectifs iraniens	**Nombre de missiles tirés par l'Iran sur des objectifs irakiens**
1980	**10** (tous des Frog-7)	—
1981	**54** (tous des Frog-7)	—
1982	**26** (23 Frog-7, 3 Scud-B)	—
1983	**37** (4 Frog-7, 33 Scud-B)	—
1984	**63** (38 Frog-7, 25 Scud-B)	—
1985	**113** (31 Frog-7, 82 Scud-B)	**18** (tous des Scud-B)
1986	—	**27** (19 Oghab, 8 Scud-B)
1987	**27** (tous des Scud-B)	**99** (81 Oghab, 18 Scud-B)
1988	**193** (4 Scud-B, 189 Al Hussein)	**181** (104 Oghab, 77 Scud-B)
Total	**523** (160 Frog-7, 174 Scud-B, 189 Al Hussein)	**325** (204 Oghab, 121 Scud-B)

Certaines sources mentionnent un nombre plus élevé de missiles Scud tirés par l'Irak, intégrant par erreur dans leurs statistiques les tirs de missiles Frog-7.

Ces missiles ont visé quasi exclusivement des villes, tuant environ 4 000 civils (iraniens et irakiens) et en blessant 12 000 autres. Seuls quelques-uns ont été dirigés contre des objectifs militaires (bases aériennes, quartiers généraux, terminaux pétroliers).

Parallèlement, les Iraniens ont tiré 9 missiles Silkworm et 1 missile Scud contre le Koweït.



Les pertes de guerre

IRAK	IRAN
Pertes humaines (680 000 morts et disparus)	
• Environ 180 000 morts et disparus — 125 000 militaires — 5 000 civils — 50 000 Kurdes irakiens • Environ 520 000 blessés et mutilés • 70 000 prisonniers de guerre capturés par l'armée iranienne	• Environ 500 000 morts et disparus — 380 000 militaires et *pasdarans* — 80 000 *bassidjis* — 10 000 civils — 30 000 Kurdes iraniens • Environ 1 300 000 blessés et mutilés • 45 000 prisonniers de guerre capturés par l'armée irakienne
Pertes matérielles	
2 500 chars* 2 100 autres véhicules blindés 650 pièces d'artillerie lourde **305 avions de combat** (+ 100 autres gravement endommagés) **150 hélicoptères** (+ 50 autres gravement endommagés) 8 avions de transport **15 navires de guerre** : — 2 patrouilleurs lance-missiles Osa I — 5 patrouilleurs lance-missiles Osa II — 6 vedettes lance-torpilles P-6 — 1 dragueur de mines — 1 bâtiment amphibie type Polnocny **13 vedettes légères**	**2 100 chars**** 2 300 autres véhicules blindés 1 000 pièces d'artillerie lourde **180 avions de combat** (+ 120 autres gravement endommagés) **250 hélicoptères** (+ 150 autres gravement endommagés) 14 avions de transport **15 navires de guerre** : — 2 frégates *(Sahand* et *Sabalan****)* — 2 corvettes *(Milanian* et *Kahnamvie)***** — 2 patrouilleurs lance-missiles de classe Combattante II *(Paykan* et *Joshan)* — 1 bâtiment amphibie *(Iran Ajr)* — 3 patrouilleurs — 3 dragueurs de mines & 2 hydroglisseurs **44 vedettes légères**

* Dont 400 chars T-54, T-55 et T-62 capturés par l'armée iranienne.
** Dont 600 chars Chieftain, Scorpion, T-55, T-59 et T-62 capturés par l'armée irakienne.
*** La frégate *Sabalan*, bien que très gravement endommagée, sera réparée après la guerre.
**** Une autre corvette a été gravement endommagée.

La répartition des pertes aériennes

<u>Côté irakien</u>

305 avions de combat détruits (dont 218 abattus par la chasse iranienne et 4 par des hélicoptères Cobra iraniens) : 82 MiG-23, 78 MiG-21, 64 Su-20/22, 46 Mirage F-1, 9 MiG-25, 9 Tu-22, 5 Tu-16, 4 Su-7, 3 Su-25, 3 Hunter, 1 Super Etendard, 1 MiG-29.

150 hélicoptères détruits (dont 24 abattus par la chasse iranienne et 25 par des hélicoptères Cobra iraniens) : 40 Mi-8, 32 Mi-24/25, 30 Gazelle, 15 Mi-17, 6 Alouette III, 6 Mi-4, 5 BO-105, 5 MD-500, 4 Mi-6, 4 Bell 214, 3 Super Frelon

8 avions de transport détruits (dont 2 abattus par la chasse iranienne) : 3 An-12, 3 An-24, 1 An-26, 1 Il-76.

<u>Côté iranien</u>

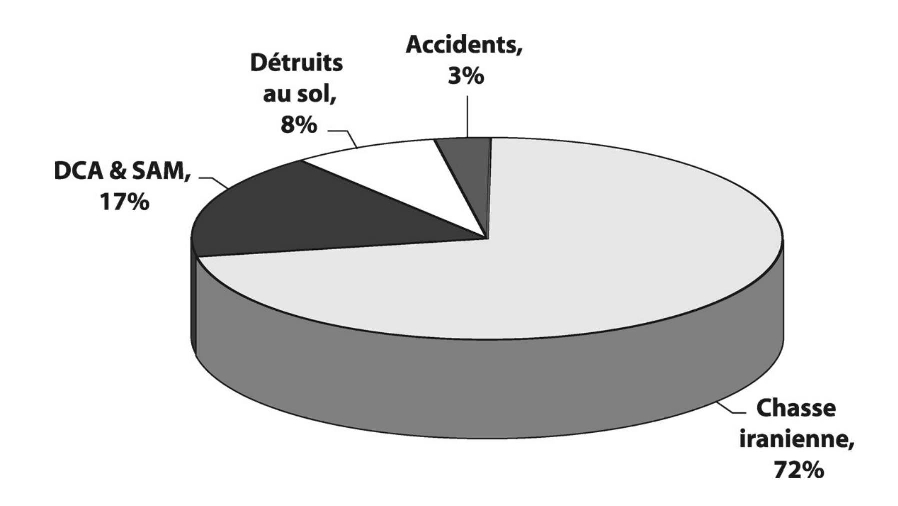
180 avions de combat détruits (dont 55 abattus par la chasse irakienne) : 90 F-5 Tigre II, 80 F-4 Phantom, 9 F-14 Tomcat, 1 P-3 Orion.

250 hélicoptères détruits (dont 13 abattus par la chasse irakienne) : 100 AH-1 Cobra, 85 AB-212/214, 53 AB-205/206, 12 CH-47 Chinook.

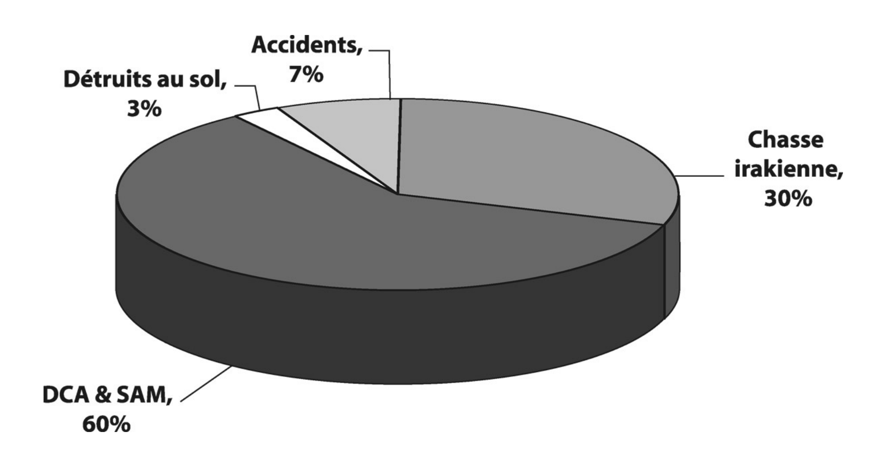
15 avions de transport détruits (dont 2 abattus par la chasse irakienne) : 8 C-130 Hercules, 2 Fokker 27, 2 Boeing 747, 1 Boeing 737, 1 Boeing 707, 1 Airbus A-300 (abattu par l'*USS Vincennes*).

L'origine des pertes aériennes

<u>Côté irakien</u>



<u>Côté iranien</u> :



La répartition des victoires aériennes

<u>Côté irakien</u>

Les pilotes de chasse irakiens auraient abattu 73 aéronefs qui se répartiraient en 70 aéronefs iraniens (55 avions de combat, 13 hélicoptères et 2 avions de transport), 2 MiG-21R syriens (reconnaissance) et 1 Gulfstream algérien (liaison).

• Pilotes de **MiG-21** : **32 victoires** (21 avions et 11 hélicoptères).

• Pilotes de **MiG-23** : **21 victoires** (19 avions et 2 hélicoptères).

• Pilotes de **Mirage F-1** : **15 victoires** (uniquement des avions de combat).

• Pilotes de **MiG-25** : **5 victoires** (uniquement des avions, dont 1 Gulfstream algérien).

Les pilotes d'hélicoptères auraient abattu 20 hélicoptères (10 AH-1 Cobra, 9 AB-214 et 1 AB-205).

Palmarès des pilotes irakiens (2 victoires et +)

Pilote	Volant sur	Palmarès
Ali Sabah*	Mirage F-1	4
Samir Abdul Razak	MiG-21	4
Mohammed Rayyan	MiG-23	4
Moukhalad Abdul Karim**	Mirage F-1	2
Omar Goben	MiG-21	2
Ahmed Salem	Mirage F-1	2

* Ali Sabah est crédité de deux victoires supplémentaires non homologuées, qui font de lui le seul as irakien du conflit.
** Seules deux des quatorze victoires revendiquées par Moukhalad Abdul Karim lui ont été reconnues par ses services d'homologation.

Côté iranien

Les pilotes de chasse iraniens auraient abattu 250 aéronefs qui se répartiraient en 244 aéronefs irakiens (218 avions de combat, 2 avions de transport et 24 hélicoptères), 2 MiG-25 et 2 MiG-27 soviétiques, ainsi que 2 Mirage 5 égyptiens.

• Pilotes de **F-14** : **144 victoires** (47 MiG-23, 32 Mirage F-1, 24 MiG-21, 20 Su-20/22, 7 MiG-25, 5 Tu-22, 1 Tu-16, 1 Super Etendard, 1 Mi-24, 1 Super Frelon + 4 MiG soviétiques et 1 Mirage égyptien).

• Pilotes de **F-4** : **80 victoires** (29 MiG-21, 21 MiG-23, 19 Su-20/22, 2 Mirage F-1, 2 An-24, 2 Mi-24, 1 Tu-22, 1 Hunter, 1 Bell-214, 1 Super Frelon + 1 Mirage égyptien).

• Pilotes de **F-5** : **26 victoires** (12 Mi-24, 6 Mi-8, 5 MiG-21, 2 Su-20 et 1 MiG-25).

Les pilotes d'hélicoptères Cobra auraient abattu 4 avions de combat (2 MiG-21, 1 MiG-23 et 1 Su-22) **et 25 hélicoptères** (10 Gazelle, 7 Mi-24/25, 5 Mi-17 et 3 Mi-8).

Palmarès des pilotes iraniens (3 victoires et +)

Pilote	Volant sur	Palmarès
Fazlollah Javidniya*	F-14	12
Jalil Zandi**	F-14	11
Fereidoun Ali-Mazandarani	F-14	9
Abolfazel Mehreganfar	F-14	6
Hassan Harandi	F-14	6
Shahram Rostami	F-14	5

Hossein Khalili	F-14	5
Jamshid Afshar	F-14	5
Jalil Moslemi	F-14	5
K. Sedghi Toufanian Mohammed Masbough*** Yadollah Khalili Abbas Afkhami	F-14 F-14 F-14 F-14 F-4	5 5 4 4 4
Aliasghar Jahanbakhsh	F-14	3
E.M. Peyrovan	F-14	3
Hashem All-e-Agha	F-14	3
Yadollah Javadpour Yadollah Sharifi Raad	F-5 F-5	3 3
Siavash Bayani	F-4	3

* Fazlollah Javidniya détient le record mondial de victoires acquises avec le missile Phoenix.
** Jalil Zandi se tuera dans un accident de voiture, peu de temps après la fin de la guerre.
*** Mohammed Masbough est le seul pilote à avoir abattu trois chasseurs avec un seul missile.

Plusieurs pilotes de Phantom pouvant prétendre au titre d'« as » auraient vu leur palmarès effacé par le régime. D'autres, exerçant encore des responsabilités au sein des forces armées iraniennes, n'ont pas encore vu leur nom révélé par la censure. Les témoignages divergent quant à un dernier (Aliyah Hoda) que certaines sources créditent de six victoires, tandis que d'autres affirment qu'il a quitté le service actif avant le déclenchement des hostilités.

Le coût financier du conflit

(environ 1 100 milliards de dollars)

Pour l'Irak

Pertes de revenus pétroliers	160 milliards de dollars (35 %)
Dette (financement de l'effort de guerre)	110 milliards de dollars (24 %)
Dommages aux infrastructures	90 milliards de dollars (20 %)
Achats de matériel de guerre	80 milliards de dollars (18 %)
Compensations aux familles des victimes	9 milliards de dollars (2 %)
Construction de nouveaux oléoducs	3 milliards de dollars (~1 %)
Total :	**452 milliards de dollars** (1988)

Pour l'Iran

Pertes de revenus pétroliers	350 milliards de dollars (54 %)
Dommages aux infrastructures	180 milliards de dollars (28 %)
Pertes de revenus industriels	35 milliards de dollars (5 %)
Compensations aux familles des victimes	25 milliards de dollars (4 %)
Achats de matériel de guerre	20 milliards de dollars (3 %)
Dépenses liées à l'effort de guerre	20 milliards de dollars (3 %)
Importations de produits pétroliers raffinés	12 milliards de dollars (~2 %)

Augmentation des primes d'assurance (commerce pétrolier)	3 milliards de dollars (~1 %)
Total :	**645 milliards de dollars** (1988)

Sources : Paul Rivlin, « The reconstruction of the Iraqi economy and the weight of history », *Orient* 2004/3, pp. 369-383 ; Kamran Mofid, *The Economic Consequences of the Gulf War*, Londres, Routledge, 1990 ; Anthony Cordesman, *The Lessons of Modern War – The Iran-Iraq War*, Boulder (Etats-Unis), Westview Press, pp. 3-4.

Sources

Archives

SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE (Château de Vincennes) :

Dossiers cotés 1997 Z 331/2 et 1997 Z 720/9 (consultés après dérogation accordée par le directeur de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives du ministère de la Défense), contenant les fiches de situation, notes de renseignement, ordres de bataille et rapports de synthèse élaborés par le Centre d'exploitation du renseignement militaire (Cerm) sur la guerre Iran-Irak, de 1980 à 1988.

WOODROW WILSON INTERNATIONAL CENTER FOR SCHOLARS (Washington DC) :

Fonds d'archives orales conservé par le Centre Woodrow Wilson de Washington dans le cadre du projet « Cold War International History Project » et traitant du conflit Iran-Irak (1980-1988), qui donnent un éclairage de première main sur la nature de l'implication du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans le conflit. Ces archives ont été présentées lors d'une conférence internationale qui s'est tenue le 19 juillet 2004 au siège du Centre Woodrow Wilson et dont les actes, publiés par le Centre et l'Université George Washington, peuvent être consultées *via* le site Internet :

www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1409 &fuseaction=topics.item&news_id= 90411

Archives de la Stasi (services secrets de l'ex-République démocratique allemande) relatives à la guerre Iran-Irak, obtenues à Berlin grâce aux travaux de recherches de Bernd Schaefer, responsable de recherches au Woodrow Wilson Center. Ces archives contiennent des précisions très intéressantes sur la coopération entre les anciens pays de l'Est et l'Irak et l'Iran. Ils peuvent être

consultés au Woodrow Wilson Center, après demande faite *via* le site Internet : www.cwihp.org

NATIONAL DEFENCE UNIVERSITY / INSTITUTE FOR NATIONAL STRATEGIC STUDIES (Washington DC) :

Fonds d'archives orales conservé par l'Université de la défense nationale de Washington (NDU) dans le cadre du projet « Conflict Records Research Center (CRRC) » qui recouvre l'ensemble des bandes magnétiques et des documents capturés par l'armée américaine lors de la prise de Bagdad, en 2003. Ces bandes contiennent les enregistrements des conversations (en arabe et en anglais) entre Saddam Hussein et ses différents interlocuteurs, de 1979 à 2002. Dès son arrivée au pouvoir, le raïs irakien avait en effet ordonné que l'ensemble de ses conversations, y compris celles avec ses généraux, soient systématiquement enregistrées « pour la postérité ». Ce fonds documentaire de première importance, actuellement en cours de traduction (vers l'anglais), peut être consulté sur place sous certaines conditions : contacter le CRRC *via* l'adresse Internet CRRC@ndu.edu. Un florilège de ces bandes audio a été compilé dans l'ouvrage *The Saddam Tapes* publié en 2011 par Cambridge University Press.

Catalogue des retranscriptions audio les plus intéressantes

RÉFÉRENCE – DATE – SUJET :

SH-GMID-D-000-842 – 30 juin 1980 – Rapport analysant la situation politique, militaire et économique en Iran.

SH-SHTP-A-000-835 – 16 septembre 1980 – Réunion entre Saddam, le Commandement national du Baas et le Conseil de commandement de la révolution, relative au déclenchement de la guerre.

SH-SHTP-D-000-847 – 23 septembre 1980 – Réunion entre Saddam et ses généraux pour évoquer la guerre.

SH-PDWN-D-001-021 – 6 octobre 1980 – Réunion entre Saddam et des officiels irakiens à propos de la guerre.

SH-MISC-D-000-695 – 12 octobre 1980 – Réunion entre Saddam et ses généraux relative aux positions irakiennes au début de la guerre.

SH-SHTP-D-000-623 – 17 octobre 1980 – Réunion entre Saddam et ses généraux.

SH-SHTP-D-000-826 – 31 octobre 1980 – Réunion entre Saddam et ses généraux.

SH-MISC-D-000-827 – octobre 1980 – Réunion entre les généraux irakiens

à propos du déroulement de la guerre.

SH-SHTP-D-000-856 – 1er novembre 1980 – Réunion entre Saddam et ses généraux pour préparer l'armée en vue de la nouvelle offensive.

SH-PDWN-D-000-566 – Novembre 1980 – Réunion entre Saddam et l'état-major général à propos du déroulement de la guerre.

SH-IISX-D-000-841 – 1er janvier 1981 – Rapport sur l'évaluation de la menace militaire iranienne.

SH-IZAR-D-000-278 – 28 février 1981 – Rapport de l'état-major sur la bataille d'Al-Khafajiyah et discussion sur l'utilisation éventuelle d'armes chimiques.

SH-SHTP-A-000-571 & SH-SHTP-A-000-910 – Mi-juin 1981 – Réunion entre Saddam et ses plus proches conseillers sur l'attaque d'Osirak par l'aviation israélienne et la décision de reconstruire la centrale.

SH-IZAR-D-001-086 – 26 septembre 1981 – Rapport relatif aux opérations militaires dans le secteur de la 10e division.

SH-SHTP-A-000-561 – Fin 1981 – Réunion entre Saddam et ses généraux à propos du déroulement de la guerre.

SH-SHTP-A-000-628 – Février 1982 – Réunion entre Saddam et ses conseillers sur l'état des relations entre l'Irak et la Syrie.

SH-GMID-D-000-531 – Avril 1982 – Rapport des SR irakiens sur les mouvements iraniens.

SH-SHTP-A-000-710 – 21 juillet 1982 – Réunion entre Saddam et ses ministres à propos des avancées iraniennes en territoire irakien.

SH-SHTP-D-000-864 – Septembre 1982 – Réunion entre Saddam et ses généraux concernant le déroulement des batailles récentes.

SH-PDWN-D-001-029 – 11 mai 1983 – Réunion entre Saddam et le commandant de l'armée irakienne sur le déroulement de la guerre.

SH-AFGC-D-000-094 – 1er novembre 1983 – Mémorandum entre le commandement général des forces armées irakiennes et le directorat du renseignement militaire sur l'utilisation des armes chimiques.

SH-SHTP-A-000-627 – Automne 1983 – Réunion entre Saddam et ses généraux à propos du déroulement de la guerre.

SH-SHTP-A-001-035 – 7 juillet 1984 – Réunion entre Saddam et les responsables de l'armée de l'air afin de jauger les performances des forces aériennes.

SH-SHTP-A-000-735 – 18 octobre 1984 – Réunion entre Saddam et des officiels irakiens à propos du déroulement des opérations.

SH-AADF-D-000-747 – Décembre 1984 – Rapport sur les activités militaires de l'Irak et de l'Iran pendant la guerre.

SH-RPGD-D-000-706 – Janvier 1985 – Rapport sur les activités militaires iraniennes.

SH-IZAR-D-000-781 – Janvier 1985 – Rapport sur l'activité militaire dans le secteur du 4e Corps.

SH-GMID-D-000-649 – Février 1985 – Rapport sur la situation générale sur le front.

SH-GMID-D-000-663 – Février 1985 – Réunion entre les services du renseignement militaire et le directorat des opérations sur les activités militaires iraniennes.

SH-GMID-D-000-744 – Juin 1985 – Rapport sur les positions des troupes iraniennes.

SH-SPPC-D-000-540 – Février 1986 – Réunion entre Saddam et ses généraux concernant les plans relatifs au cours de la guerre.

SH-GMID-D-000-076 – 17 juin 1986 – Rapport des services du renseignement militaire sur l'utilisation éventuelle du satellite d'observation civile français Spot à des fins militaires.

SH-GMID-D-000-746 – Août 1986 – Rapport sur les activités militaires iraniennes.

SH-SHTP-D-000-411 – 12 septembre 1986 – Réunion entre Saddam et les responsables politiques et militaires du régime pour déterminer l'attitude à adopter après l'attaque de villes irakiennes par des missiles iraniens.

SH-MISC-D-000-449 – 29 octobre 1986 – Réunion d'état-major concernant le déploiement des forces iraniennes le long de la frontière irakienne.

SH-SHTP-D-000-608 – Novembre 1986 – Réunion entre Saddam et ses généraux relative à la livraison d'armes à l'Iran par Israël et les Etats-Unis.

SH-SHTP-A-000-555 – 15 novembre 1986 – Réunion entre Saddam et le Conseil de commandement de la révolution relative au discours du président Reagan sur les ventes d'armes américaines à l'Iran.

SH-SHTP-A-000-556 – Fin novembre 1986 – Réunion entre Saddam et ses ministres sur les implications des ventes d'armes américaines à l'Iran.

SH-MISC-D-000-264 – 27 décembre 1986 – Rapport sur les pertes irakiennes et iraniennes pendant la « bataille du Grand Jour ».

SH-SHTP-A-000-733 – 1987 – Réunion entre Saddam et ses conseillers relative à l'instauration d'un possible cessez-le-feu.

SH-SHTP-A-000-896 – 6 mars 1987 – Réunion entre Saddam et les membres du Conseil national de commandement de la révolution sur l'état de l'Irak et l'utilisation d'armes chimiques.

SH-SHTP-A-001-023 – Réunion entre Saddam et des membres du parti Baas sur le déroulement de la guerre et la nécessité de cibler les villes iraniennes.

SH-GMID-D-000-133 – Mars 1987 – Décision de Saddam d'utiliser les armes chimiques contre les Iraniens et les rebelles dans la région du Kurdistan.

SH-SHTP-A-000-634 – 28 mars 1987 – Réunion entre Saddam et les commandants de corps à propos de la « bataille du Grand Jour ».

SH-GMID-D-001-125 – 14 avril 1987 – Rapport sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Iran contre des troupes irakiennes.

SH-SHTP-A-000-958 – 27 mai 1987 – Réunion entre Saddam et des officiels du régime concernant l'attaque de la frégate américaine *USS Stark*.

SH-IAZR-D-001-087 – 4 juin 1987 – Rapport sur la bataille de Mandali.

SH-GMID-D-000-087 – 6 juillet 1987 – Rapport des services de renseignement militaire sur l'usine libanaise d'Al-Kataïbi fabriquant des armes chimiques pour l'Irak.

SH-GMID-D-000-898 – Octobre 1987 – Rapport sur la capacité chimique de l'Iran et l'utilisation alléguée de telles armes contre des troupes irakiennes.

SH-SHTP-V-000-612 – 1988 – Réunion entre Saddam et ses généraux sur le rôle de la Garde républicaine et les efforts entrepris pour reprendre les îles Majnoun.

SH-GMID-D-000-708 – 1er janvier 1988 – Rapport analysant la situation générale dans le Golfe.

SH-GMID-D-000-468 – 15 mars 1988 – Plans pour contrer les attaques iraniennes et kurdes dans le secteur de Halabja et les pertes infligées par les attaques chimiques.

SH-IZAR-D-000-655 – 20 mars 1988 – Ordres déclenchant la seconde opération Anfal contre les Kurdes irakiens.

SH-SHTP-A-000-568 – Avril 1988 – Réunion entre Saddam et ses plus proches conseillers en vue de déterminer l'endroit où déclencher la contre-offensive générale.

SH-GMID-D-000-902 – 1er mai 1988 – Réunion entre Saddam et l'état-major général relative aux plans de déception, aux attaques chimiques et à l'opération Anfal.

SH-PDWN-D-000-730 – 26 mai 1988 – Réunion de l'état-major relative à la situation générale, notamment à Fao, et aux aspects militaires et diplomatiques de la guerre.

SH-SHTP-D-000-538 – 27 juin 1988 – Réunion entre Saddam et ses généraux à propos du déroulement de la guerre.

SH-SHTP-A-000-568 – Juillet 1988 – Réunion entre Saddam et ses généraux à propos de la libération de Fao.

SH-SHTP-A-000-816 – 9 août 1988 – Réunion entre Saddam et des membres du parti Baas en train de discuter de la victoire.

Interviews

ABDULLAH Abdulkhaleq, directeur du *Al-Khaleej Research Center*, spécialiste du Conseil de coopération du Golfe (Dubaï : 28 mai 2009 ; Rome : 2 décembre 2009 ; Manama : 13 décembre 2009 ; Cambridge : 8 juillet 2010).

ABOU-JABER Kamel, ancien ministre des Affaires étrangères de Jordanie (contacts réguliers depuis 2007).

ALAMERI Ali, chirurgien irakien (Washington : 27 octobre 2011).

ALANI Ali, colonel irakien (Rome : 26 mars 2009).

ALANI Mustafa, responsable des questions de sécurité régionale au Gulf Research Center et spécialiste de la guerre Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2009).

AL-ASSAD Wael, directeur du Département des relations multilatérales au sein de la Ligue des Etats arabes (Amman : 24 juin 2009 ; Rome : 20 octobre 2009 ; Wilton Park : 1er décembre 2010 et 22 mai 2012).

AL-FAISALI Shehab, commodore irakien (Rome : 26 novembre 2007).

AL-HAMEEDAWI Akram, colonel irakien (Rome : 27 novembre 2007).

AL-JABOURI Najim, général irakien, ancien officier des forces de défense antiaérienne (Washington : 26 octobre 2011).

AL-JUBOORI Mohammed, colonel irakien (Rome : 9 octobre 2009).

AL-MARASHI Ibrahim, sociologue spécialiste de l'impact de la guerre Iran-Irak sur la société irakienne (Londres : 24 septembre 2010).

AL-SABAH Thamer (cheikh), vice-président du Conseil national de sécurité du Koweït (Rome : 31 mars 2010).

AL-SAMAWI Abdul, général irakien (Rome : 9 octobre 2009).

AL-SHAMLAN Asaad, directeur de l'Institut d'études diplomatiques de Riyad, spécialiste de la géopolitique du Golfe (Rome : 3 décembre 2009 ; Manama : 12 décembre 2009).

AL-SULTAN Khudhair, colonel irakien (Rome : 11 avril 2008).

AL-SUWAIDI Djamal, directeur du *Emirates Center for Strategic Studies and Research* (Abu Dhabi : 26 mai 2009).

AL-WINDAWI Mouayad, universitaire irakien spécialiste de la guerre Iran-Irak, proche des généraux ayant combattu l'Iran (Wilton Park : 2 décembre 2010).

AL-ZAYANI Abdullatif, général bahreïni (Rome : 2 novembre 2009).

ASHTON Nigel, spécialiste britannique de la Jordanie et de son rôle dans la guerre Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2010).

BABOOD Abdullah, spécialiste du Conseil de coopération du Golfe (contacts réguliers depuis 2009).

BARZEGAR Kayhan, universitaire iranien, directeur-adjoint du Centre d'études stratégiques de Téhéran (Rome : 2 décembre 2009).

BASBOUS Antoine, directeur de l'Observatoire des pays arabes (contacts réguliers depuis 2006).

BISHOP Farzad, spécialiste des opérations aériennes pendant la guerre Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2010).

BROM Shlomo, général israélien en retraite chargé des questions militaires à l'Institute for National Security Studies de Tel-Aviv, très impliqué sur les dossiers irakien et iranien (contacts réguliers depuis 2007).

BYRNE Malcolm, responsable de la valorisation des archives orales relatives à la guerre Iran-Irak (Londres : 24 septembre 2010 ; Washington : 26 octobre 2011).

CAVE George, chef de poste de la CIA en Iran au moment de la révolution islamique (Washington : 27 octobre 2011).

CHUBIN Shahram, universitaire iranien spécialiste de la guerre Iran-Irak (Wilton Park : 1er-2 décembre 2010 ; Washington : 26 octobre 2011).

COGAN Charles, ancien responsable de la CIA chargé des opérations au Moyen-Orient de 1978 à 1984 (contacts réguliers depuis 2000).

COOPER Tom, spécialiste des opérations aériennes pendant la guerre Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2010).

CORDESMAN Anthony, expert en affaires militaires et ancien conseiller de l'administration américaine pour le Golfe (Washington : 25 octobre 1998 ; Rome : 4 mars 2009).

ENGHUSEN Mareike, historienne spécialiste du rôle des enfants-soldats pendant la guerre Iran-Irak (Londres : 23 septembre 2010).

FARHANG Mansour, ambassadeur iranien aux Nations unies entre 1979 et 1980 (Washington : 26 octobre 2011).

GUPTILL Sandy, colonel en retraite du corps des marines, ancien contrôleur aérien dans le Golfe (Rome : 15 février 2012).

HAMBLEY Mark, ancien diplomate américain en poste dans le Golfe pendant la guerre Iran-Irak (Londres : 24 septembre 2010).

HASSAN-YARI Houchang, historien iranien spécialiste des conflits contemporains, professeur au Collège militaire royal du Canada (contacts réguliers depuis 2008).

HOURCADE Bernard, directeur de recherches au CNRS, en poste à Téhéran

pendant la guerre Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2006).

IRDAISAT Mahmoud, général jordanien, directeur du Jordanian Center of Strategic Studies (contacts réguliers depuis 2007).

ISBELL Donald, colonel en retraite de l'US Army ayant conduit de nombreuses missions spéciales dans le Golfe en 1987-1988 (contacts réguliers entre 2007 et 2009).

JAVEDANFAR Meir, spécialiste israélien des relations entre Israël et l'Iran (Londres : 23 septembre 2010).

KADRY SAÏD Mohammed, général égyptien en retraite chargé des questions militaires au Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies du Caire (contacts réguliers depuis 2007).

KALINOVSKY Artemy, spécialiste des relations entre l'Union soviétique, l'Irak et l'Iran (Londres : 24 septembre 2010).

KAMRAVA Mehran, directeur du Center for International and Regional Studies de l'université Georgetown de Doha (Istanbul : 5-6 juin 2008).

KHALIL Ayman, directeur de l'Arab Institute for Security Studies d'Amman (contacts réguliers depuis 2008).

KOCH Christian, directeur de recherches au Gulf Research Center (contacts réguliers depuis 2008).

LACOSTE Pierre, ancien directeur général de la Sécurité extérieure [1982-1985] (contacts réguliers depuis 1999).

MACK David, directeur « Moyen-Orient » au département d'Etat à Washington au début de la guerre (Washington, 27 octobre 2011).

MALOVANY Pesach, colonel en retraite, responsable du suivi de l'armée irakienne au sein des services de renseignement militaire israéliens pendant la guerre Iran-Irak (Washington, 28 octobre 2011 ; Tel-Aviv : 5 juillet 2012).

MOADAB Shahidi, ancien ambassadeur et chercheur en relations internationales à l'université Paris IV-Sorbonne (Paris : 20 janvier et 24 mars 2011).

MURPHY Richard, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite de 1981 à 1983, avant d'être secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient de 1983 à 1989 (Londres : 24 septembre 2010 ; Washington : 26 octobre 2011).

NADIMI Farzin, universitaire iranien, spécialiste des questions énergétiques pendant la guerre Iran-Irak (Londres : 24 septembre 2010 ; Washington : 27 octobre 2011).

NAJEM Hani, général irakien (Rome : 22 septembre 2008).

NATALI Denise, spécialiste de la question kurde (Washington : 26 octobre 2011).

NEWTON David, premier ambassadeur à rouvrir l'ambassade américaine à Bagdad pendant la guerre Iran-Irak (Washington : 27 octobre 2011).

NOORI Salah, général irakien (Rome : 27 mars 2009).

RADCHENKO Sergey, spécialiste des relations entre l'Union soviétique, l'Irak et l'Iran (Washington : 27 octobre 2011).

RANGWALA Glen, chercheur à l'Université de Cambridge, spécialiste du financement de l'effort de guerre irakien pendant la guerre Iran-Irak (Londres : 24 septembre 2010).

SAÏD Abdel Monem, politologue spécialiste des relations interarabes, directeur de la Fondation *Al-Ahram* (Le Caire : 6 février 2008).

SARIOLGHALAM Mahmood, professeur iranien spécialiste de la guerre Iran-Irak (Cambridge : 9 juillet 2010).

SAVRANSKAYA Svetlana, spécialiste des relations entre l'Union soviétique, l'Irak et l'Iran (Washington : 27 octobre 2011).

SEALE Patrick, spécialiste de la Syrie (contacts réguliers depuis 2003).

SEIF Armin, spécialiste des relations entre l'Irak et l'Iran à l'Université de Cambridge (Londres : 23 septembre 2010).

SHAKER Mohammed, ancien diplomate égyptien, directeur de l'Egyptian Council for Foreign Affairs (contacts réguliers entre 2008 et 2012).

TALMAGE Caitlin, spécialiste de la guerre Iran-Irak au Massachusetts Institute of Technology (Londres : 23 septembre 2010).

TOMAY Hani, colonel irakien, jeune officier des forces spéciales pendant la guerre Iran-Irak (Rome : 28 février 2011).

TRIPP Charles, professeur à la London School of Oriental & African Studies, spécialiste de l'Irak et du conflit Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2009).

VELIOTES Nicholas, ambassadeur américain en Jordanie et en Egypte pendant la guerre Iran-Irak (Washington : 26 octobre 2011).

WOODS Kevin, responsable de la conservation des archives orales du Fonds Saddam Hussein à la National Defence University, auteur de nombreuses interviews de généraux irakiens (Londres : 24 septembre 2010 ; Washington : 27 octobre 2011).

YAPHE Judith, ancienne responsable de la CIA chargée du suivi de la guerre Iran-Irak (contacts réguliers depuis 2010).

YASSEEN Fareed, ambassadeur d'Irak en France (Paris : 28 janvier 2010 ; Wilton Park : 1er décembre 2010).

Rapports & études

BALTA Paul, *Le Conflit Irak-Iran 1979-1989*, notes et études documentaires, n° 4889, La Documentation française, 1989.

BARBA Jean-François, *Rapport du Contrôle général des armées sur l'affaire Luchaire*, in Walter DE BOCK et Jean-Charles DENIAU, *Des armes pour l'Iran*, Gallimard, 1988.

BERGQUIST Ronald, *The Role of Airpower in the Iran-Iraq War*, Maxwell Air Force Base (USA), Airpower Research Institute, Air University Press, 1988.

CORDESMAN Anthony, *The Iran-Iraq War and Western Security*, Royal United Services Institute for Defence Studies, Londres, Jane's Publishing, 1987.

GAMLEN Elizabeth, *US Military Intervention in the Iran-Iraq War*, Peace Research Report n° 21, University of Bradford, 1989.

KARSH Efraim, *The Iran-Iraq War: A Military Analysis*, Londres, Adelphi Papers n° 220, International Institute for Strategic Studies, 1987.

KING Ralph, *The Iran-Iraq War: The Political Implications*, Londres, Adelphi Papers n° 219, International Institute for Strategic Studies, 1987.

PELLETIERE Stephen and JOHNSON Douglas, *Lessons Learned: The Iran-Iraq War*, Carlisle (USA), Strategic Studies Institute, US Army War College, 1991.

RAJEE Farhang, *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, Gainesville (Etats-Unis), University Press of Florida, 1997.

ROYAL UNITED SERVICES INSTITUTE FOR DEFENCE STUDIES, *The War in the Gulf*, Londres, Whitehall Paper, 1988.

SABIN Philip (sous la direction de), « Operation Morvarid », publication du Department of War Studies, King's College, 2006.

Shaking Hands with Saddam Hussein: The US Tilts towards Iraq 1980-1984, National Security Archive, document déclassifié dans le cadre du « Freedom of Information Act » consultable sur le site Internet :

http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB82/index2.htm

The Imposed War: Defence versus *Aggression* (publication officielle de la République islamique d'Iran), War Information HQ & Supreme Council, 5 volumes, 1982-1987.

The Iran-Iraq War: A Reference Aid, document d'information destiné au Congrès, déclassifié dans le cadre du « Freedom of Information Act », Ronald Reagan Library (Simi Valley, Californie), Defence Research Reference Series, référencé sous la côte DDB-2600-5954-88 (1988).

TOWER John, *The Tower Commission Report* (Rapport officiel de la commission Tower sur le scandale de l'Irangate), New York, Times Books, 1987. De larges extraits peuvent être consultés sur le site Internet :

http://www.presidency.ucsb.edu/PS157/assignment%20files%20public/TOW

WOODS Kevin (sous la direction de), *Saddam's Generals – Perspectives of the Iran-Iraq War*, Institute for Defence Analysis (en coopération avec la National Defence University of Washington), Alexandria, Virginia, 2011.

Ouvrages

AESCHIMANN Eric & Christophe BOLTANSKI, *Chirac d'Arabie – Les mirages d'une politique française*, Grasset, 2006.

ANGELI Claude et Mesnier Stéphanie, *Notre ami Saddam*, Olivier Orban, 1992.

ASHTON Nigel & Gibson Bryan (sous la direction de), *The Iran-Iraq War: New International Perspectives*, Londres, Routledge, 2013.

BALTA Paul, *Iran-Irak : une guerre de 5 000 ans*, Anthropos-Economica, 1988.

BARZIN Nader, *L'Iran nucléaire*, L'Harmattan, 2005.

BASBOUS Antoine et Annie LAURENT, *Guerre secrète au Liban*, Gallimard, 1987.

BENRAAD Myriam, *L'Irak*, Le Cavalier bleu, collection « Idées reçues », 2010.

BERGMAN Ronen, *The Secret War with Iran*, New York, Free Press, 2008.

BILL James, *The Eagle and the Lion – The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven (Etats-Unis), Yale University Press, 1988.

BONNET Yves, *Vevak au service des ayatollahs. Histoire des services secrets iraniens*, Timée-éditions, 2009.

BROWN Ian, *Khomeini's Forgotten Sons: the Story of Iran's Boy Soldiers*, Londres, Grey Seal Books, 1990.

BULLOCH John & Morris Harvey, *The Gulf War: Its Origins, History and Consequences*, Methuen London Ltd, 1989.

CADIOT Jean-Michel, *Quand l'Irak entra en guerre*, L'Harmattan, 1989.

CHUBIN Shahram & Tripp Charles , *Iran and Iraq at War*, Londres, IB Tauris, 1988.

COGAN Charles, *La République de Dieu – Regards d'un Américain sur les Etats-Unis et l'islam*, Paris, Jacob-Duvernet, 2008.

COOPER Tom & BISHOP Farzad, *Iran-Iraq War in the Air 1980-1988*, Atglen (Etats-Unis), Schiffer Military History, 2000 ; « Iranian F-4 Phantom II Units in Combat », *Combat Aircraft* n° 37, Oxford, Osprey Publishing, 2003 ; « Iranian F-14 Tomcat Units in Combat », *Combat Aircraft*, n° 49, Oxford, Osprey Publishing, 2004 ; (avec Ahmad SADIK), *Iraqi Fighters*, Houston (USA), Harpia

Publishing, 2008 ; (avec Babak TAGHVAEE & Liam DEVLIN), *The Modern Iranian Air Force*, Houston (USA), Harpia Publishing, 2010.

CORDESMAN Anthony & WAGNER Abraham, *The Iran-Iraq War: The Lessons of Modern War*, volume II, Boulder (USA), Westview Press, 1990.

COVILLE Thierry, *Iran : la révolution invisible*, La Découverte, 2007.

CREIGHTON John, *Oil on Troubled Waters – Gulf Wars 1980-1991*, Londres, Echoes, 1992.

DAWISHA Adeed, *Iraq: A Political History from Independence to Occupation*, Princeton (USA), Princeton University Press, 2009.

DE BELLAIGUE Christopher, *In the Rose Garden of the Martyrs*, Londres, Harper Perennial, 2006

DE BOCK Walter et DENIAU Jean-Charles, *Des armes pour l'Iran*, Gallimard, 1988.

DE GUTTRY Andrea & RONZITTI Natalino, *The Iran-Iraq War and the Law of Naval Warfare*, Cambridge, Grotius Publications, 1993.

DEKKER Ige & POST Harry, *The Gulf War of 1980-1988*, Dordrecht (Pays-Bas), Martinus Nijhoff Publishers, 1992.

DJALILI Mohammad-Reza, *Iran. L'illusion réformiste*, Presses de Sciences Po, 2001.

DUMAS Roland, *Affaires étrangères (1981-1988)*, Fayard, 2007.

EL-AZHARY M.S. (sous la direction de), *The Iran-Iraq War*, New York, St. Martin's Press, 1984.

FARROKH Kaveh, *Iran at War*, Osprey Pub, Oxford, 2011.

GIBSON Bryan, *Covert Relationship: American Foreign Policy, Intelligence and the Iran-Iraq War 1980-1988*, Santa Barbara (Californie), PSI Reports, Praeger, 2010.

GUISNEL Jean, *Armes de corruption massive – Secrets et combines des marchands de canon*, La Découverte, 2011 ; *Charles Hernu ou la République au cœur*, Fayard, 1993 ; (avec Roger FALIGOT), *Histoire secrète de la Ve République*, La Découverte, 2006.

HILTERMAN Joost, *A Poisonous Affair: America, Iraq and the Gassing of Halabja*, Cambridge University Press, 2007.

HIRO Dilip, *The Longest War: the Iran-Iraq Military Conflict*, New York, Routledge, 1991.

HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran*, Armand Colin, 2010 ; (avec Jean-Pierre DIGARD et Yann RICHARD), *L'Iran au XXe siècle* (2e édition), Fayard, 2007.

HUBAC Olivier, *Irak – Une guerre mondiale de 1980 à nos jours*, La Martinière, 2006.

JOHNSON Rob, *The Iran-Iraq War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011.

KARSH Efraim, *The Iran-Iraq War 1980-1988*, Oxford, Osprey Publishing, 2002.

KATZMAN Kenneth, *The Warriors of Islam: Iran's Revolutionary Guards*, Oxford, Westview Press, 1993.

KAUL Kapil, *Tanker War: Aspect of Iraq-Iran War 1980-1988*, Leicester, Stosius/Advent Books, 1989.

KHADDURI Majid, *The Gulf War: Origins and Implications of the Iraq-Iran Conflict*, Oxford University Press, 1988.

KING Ralph, *Irak-Iran : la guerre paralysée*, Editions Bosquet, 1987.

KING Ralph & KARSH Efraim (sous la direction de), *The Iran-Iraq War and the First Gulf War*, Londres, Routledge, 2006.

LAURENS Henry, *L'Orient arabe à l'heure américaine*, Hachette Littératures, 2008 ; *Paix et guerre au Moyen-Orient*, Armand Colin (2e éd.), 2005.

LAURENT Eric, *La Face cachée du pétrole*, Plon, 2006.

LEVINSON Jeffrey & EDWARDS Randy, *Missile Inbound: The Attack on the USS Stark in the Persian Gulf*, Annapolis (USA), US Naval Institute Press, 1997.

LORENTZ Dominique, *Secret atomique, ou la véritable histoire des otages français au Liban*, Les Arènes, 2002.

LUIZARD Pierre-Jean, *Comment est né l'Irak moderne*, CNRS Editions, 2009 ; *La Question irakienne*, Fayard, 2002.

MARSHALL Jonathan, DALE SCOTT Peter & HUNTER Jane, *The Iran Contra Connection*, New York, South End Press, 1987.

MAULL Hanns & PICK Otto (sous la direction de), *The Gulf War: Regional and International Dimensions*, Londres, Printer Publishers, 1989.

MOFID Kamran, *The Economic Consequences of the Gulf War*, Routledge, New York, 1990.

NONNEMAN Gerd, *Iraq, the Gulf States and the War*, Londres, Ithaca Press, 1986.

MAKINSKY Michel (sous la direction de), « L'Iran ou la révolution permanente », *Les Cahiers de l'Orient* n° 99, été 2010.

MALOVANY Pesach, *Milhamot Bavel Ha Hadasha* (Les guerres de la Babylone moderne), Maarachot – IDF Publications, Stematzky, Tel-Aviv, 2010.

MCDOWALL David, *A Modern History of the Kurds*, Londres, IB Tauris, 2007.

NAVIAS Martin & HOOTON E., *Tanker Wars: The Assault on Merchant Shipping during the Iran-Iraq Conflict*, Londres, IB Tauris, 1996.

O'BALLANCE Edgar, *The Gulf War*, Londres, Brassey's Defence Publishers, 1988.

O'HERN Steven, *Iran's Revolutionary Guard*, Potomac Books, Washington, 2012.

PARHAM Ramin & TAUBMANN Michel, *Histoire secrète de la révolution iranienne*, Denoël, 2009.

PARKER John, *Persian Dreams – Moscow and Tehran since the Fall of the Shah*, Washington, Potomac Books, 2009.

PÉAN Pierre, *La Menace*, Fayard, 1987.

PELLETIERE Stephen, *The Iran-Iraq War: Chaos in a Vacuum*, New York, Praeger, 1992.

PERLMUTTER Amos, HANDEL Michael & BAR-JOSEPH Uri, *Two Minutes over Baghdad* (2e éd.), Londres, Frank Cass, 2003.

POTTER Lawrence & SICK Gary, *Iran, Iraq and the Legacies of War*, New York, Palgrave Macmillan, 2004.

PRIMAKOV Yevgeny, *Russia and the Arabs – From the Cold War to the Present*, New York, Basic Books, 2009 ; *Au cœur du pouvoir – Mémoires politiques*, Editions des Syrtes, 2002.

RAJAEE Farhang (sous la direction de), *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, Miami, University Press of Florida, 1997.

RONDOT Philippe, *L'Irak*, PUF, collection « Que sais-je ? », 1995.

ROUX Jean-Paul, *Histoire de l'Iran des origines à nos jours*, Fayard, 2006.

RYAN Paul, *The Iranian Rescue Mission – Why it Failed*, Annapolis (USA), Naval Institute Press, 1985.

SAINT-PROT Charles, *Histoire de l'Irak*, Ellipses, 1999.

SASSOON Joseph, *Saddam Hussein's Bath Party – Inside an Authoritarian Regime*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

SECORD Richard, *Honored and Betrayed: Irangate*, New York, Wiley, 1992.

SHEMESH Haim, *Soviet-Iraqi Relations, 1968-1988 – In the Shadow of the Iraq-Iran Conflict*, Boulder (USA), Lynne Rienner Publishers, 1992.

SICK Gary, *All Fall Down: America's Fateful Encounter with Iran*, Londres, IB Tauris, 1985.

SICKER Martin, *The Bear and the Lion – Soviet Imperialism and Iran*, Londres, Praeger, 1988.

SOBHANI Sohrab, *The Pragmatic Entente – Israeli-Iranian Relations*, 1948-1988, Londres, Praeger, 1989.

TAHIR-KHELI Shirim & Ayubi Shaheen, *The Iran-Iraq War: New Weapons, Old Conflicts*, New York, Praeger, 1983.

TAROCK Adam, *The Superpowers' Involvement in the Iran-Iraq War*, New

York, Nova Science Publishers, 1998.

THERME Clément, *Les Relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, PUF, 2012.

TIMMERMAN Kenneth, *Le Lobby de la mort – Comment l'Occident a armé l'Irak*, Calmann-Lévy, 1991.

TRAB ZEMZEMI Abdel Majid, *La Guerre Irak-Iran : islam et nationalismes*, Albatros, 1985.

TRIPP Charles, *A History of Iraq* (4e édition), Cambridge University Press, 2011.

VAÏSSE Maurice, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Fayard, 2009.

WARD Steven, *Immortal: A Military History of Iran and its Armed Forces*, Washington, Georgetown University Press, 2009.

WISE Harold Lee, *Inside the Danger Zone: the US Military in the Persian Gulf 1987-1988*, Newport, US Naval Institute Press, 2007.

WOODWARD Bob, *Veil – The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon & Schuster, 2005.

YODFAT Aryeh, *Soviet Union and Revolutionary Iran*, Londres, Croom Helm, 1984.

ZABIH Sepehr, *The Iranian Military in Revolution and War*, New York, Routledge, 1988.

Biographies & mémoires

ABURISH Said, *Saddam Hussein: the Politics of Revenge*, Londres, Bloomsburry, 2001.

BAKHTIAR Chapour, *Ma fidélité*, Albin Michel, 1982.

BALAGHI Shiva, *Saddam Hussein: A Biography*, Londres, Greenwood Press, 2008.

BANI SADR Abolhassan, *Le Complot des ayatollahs*, La Découverte, 1989.

BANI SADR Abolhassan & DENIAU Jean-Charles, *My Turn to Speak: Iran, the Revolution and Secret Deals with the US*, New York, Brassey's, 1991.

BOUVET Béatrice & DENAUD Patrick, *Tarek Aziz : le diplomate de Saddam Hussein*, L'Harmattan, 2000.

HACHTROUDI Fariba, *Ali Khamenei ou les larmes de Dieu*, Gallimard, 2011.

KARSH Efraim & RAUTSI Inari, *Saddam Hussein: A Political Biography*, Londres, Grove Press, 2002.

KHOMEINY (ayatollah), *Pour un gouvernement islamique*, Fayolle, 1979.

LUIZARD Pierre-Jean (préface de), *Saddam Hussein – Interrogatoires par le FBI*, Editions Inculte, coll. « Temps réel », 2010.

MOIN Baqer, *Khomeini – Life of the Ayatollah*, Londres, IB Tauris, 1999.

SAINT-PROT Charles, *Saddam Hussein, un gaullisme arabe ?* Albin Michel, 1987.

SEALE Patrick, *Abu Nidal, a Gun for Hire*, New York, Random House, 1992 ; *Assad of Syria*, Londres, IB Tauris, 1988.

Films & documentaires

Argo, film américain de Ben AFFLECK sur la tentative de libération par la CIA des otages américains retenus à Téhéran, 2012, 120 minutes.

Bassidji, film franco-iranien de Mehran TAMADON sur l'épopée des *bassidjis* pendant la guerre Iran-Irak et sur leur influence persistante au sein de la société iranienne, 2010, 114 minutes.

Les fleurs de Kirkouk, film italo-irakien de Fariborz KAMKARI sur la répression des Kurdes pendant la guerre Iran-Irak, 2010, 115 minutes.

House of Saddam, téléfilm britannique d'Alex HOLMES et Stephen BUTCHARD retraçant la carrière de Saddam Hussein, notamment la période couvrant la guerre Iran-Iraq, BBC Drama Production, 2008, 4 heures.

Persepolis, film français d'animation de Marjane SATRAPI et Vincent PARONNAUD racontant le parcours d'une jeune adolescente dans l'Iran postrévolutionnaire, notamment pendant la guerre Iran-Irak, 2007, 95 minutes.

Ekhrajiha (*Les Rejetés*), film iranien de Massoud DEHNAMAKI sur la difficile réinsertion des vétérans de guerre, 2007, 90 minutes.

Gilaneh, film iranien de Rakhshan BANI-ETEMAD et Mohsen ABDOLVAHAB retraçant le destin d'une famille perturbé par la guerre Iran-Irak, 2005, 84 minutes.

Back to Babylon, documentaire franco-irakien de Abbas FAHDEL retraçant l'impact négatif de la guerre sur la société irakienne, 2002, 52 minutes.

The Iran-Iraq War, documentaire britannique de Terry LLOYD, ITN Production, VT Editor, 1991, durée : 37 minutes (disponible sur You Tube).

Dar Koocheha-ye Eshgh (*Dans les allées de l'amour*), film iranien de Khosrow SINAI sur la bataille de Khorramchahr, 1990, 83 minutes.

Enamoured of Love, documentaire iranien de Morteza AVINI sur les principales campagnes de la guerre et sur le lien mystique unissant les *pasdarans* à l'imam Khomeiny, 1988, 45 minutes.

Living in the Clouds, documentaire iranien de Azizolah HAMIDNEJAD sur les combats dans le Kurdistan irakien, 1988, 45 minutes.

Bashu, Gharibeh-ye Kuchek (*Bashou, le petit étranger*), film iranien de Bahram BEIZAI retraçant les aventures d'un enfant qui cherche à fuir la guerre, 1986, 117 minutes.

Barzakhiha (*En péril*), film iranien d'Iraj GHADERI retraçant l'épopée de plusieurs combattants iraniens échappés de prison et engagés malgré eux sur le front, 1982, 94 minutes.

Al-Qadisiya, film irakien de Salah ABOUSEIF retraçant la bataille d'El-Qadisiya entre Arabes et Perses pour la conquête de l'Irak au Moyen Age, 1981, 120 minutes.

Sites Internet

http://en.wikipedia.org/wiki/Iran%E2%80%93Iraq_War (encyclopédie « gratuite » riche en informations sur la guerre Iran-Irak).

www.globalsecurity.org (site contenant une synthèse détaillée de la guerre Iran-Iraq).

www.fas.org (site « culte » de la fédération des chercheurs scientifiques américains, particulièrement utile pour les questions liées au développement d'armes non conventionnelles par les deux belligérants).

Remerciements

Mes remerciements s'adressent en priorité à mes amis Irakiens et Iraniens, qui se reconnaîtront ici, ainsi qu'aux acteurs de cette épopée qui ont bien voulu m'apporter leurs précieux témoignages. Nombre d'entre eux ont souhaité conserver l'anonymat, pour des raisons évidentes de sécurité : qu'ils soient tous sincèrement remerciés par ces quelques lignes. Un grand merci également à tous ceux, diplomates, industriels, journalistes, militaires et universitaires qui ont bien voulu m'éclairer de leurs analyses. Merci aussi à tous ceux qui ont rendu possible mon accès aux archives du Service historique de la Défense, à Vincennes. J'ai une pensée toute particulière pour Frédéric Guelton, dont les conseils, l'entregent et l'amitié m'ont été très précieux dans cette quête. Merci aussi à Kevin Woods, David Palkki, Christian Ostermann, Lorry Fenner et Pieter Biersteker qui m'ont aidé à accéder aux archives orales et aux « bandes de Saddam », à Washington. Toute ma gratitude est acquise à Bernard Hourcade, qui m'a livré de précieuses clés pour décrypter les luttes de pouvoir en Iran ; à Pesach Malovany, pour sa connaissance encyclopédique de l'armée irakienne ; à Farzin Nadimi, pour sa maîtrise des enjeux énergétiques ; de même qu'à Tom Cooper et Farzad Bishop, pour l'extrême gentillesse avec laquelle ils ont répondu à mes incessantes questions. Je sais gré à Jacques Frémeaux d'avoir bien voulu diriger mon habilitation à diriger les recherches, que cet ouvrage m'a permis de valider.

Merci à toute la direction de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) pour sa confiance et son soutien. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à Giuseppe Vitiello et à toute l'équipe de la bibliothèque du Collège de Défense de l'Otan, mais aussi à Florence Gaub et Michel Goya pour leur aide documentaire. Un grand merci enfin à André Scialom, Jean Nicolas Gauthier et Laurent Henninger pour leur relecture attentive, leurs conseils avisés et leur amical soutien. Comme toujours, mes ultimes pensées vont à mon épouse et mes filles qui ont déployé des trésors de patience pendant la rédaction de cet ouvrage.

Table des cartes

28. L’embrasement du Golfe en 1987
29. L’opération Praying Mantis (18 avril 1988)
30. Le front irano-irakien en 1988

Index